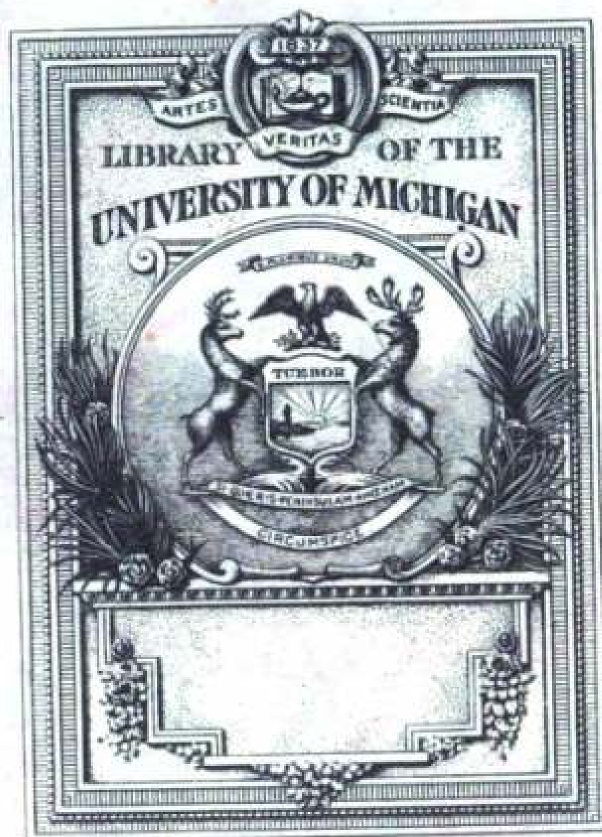
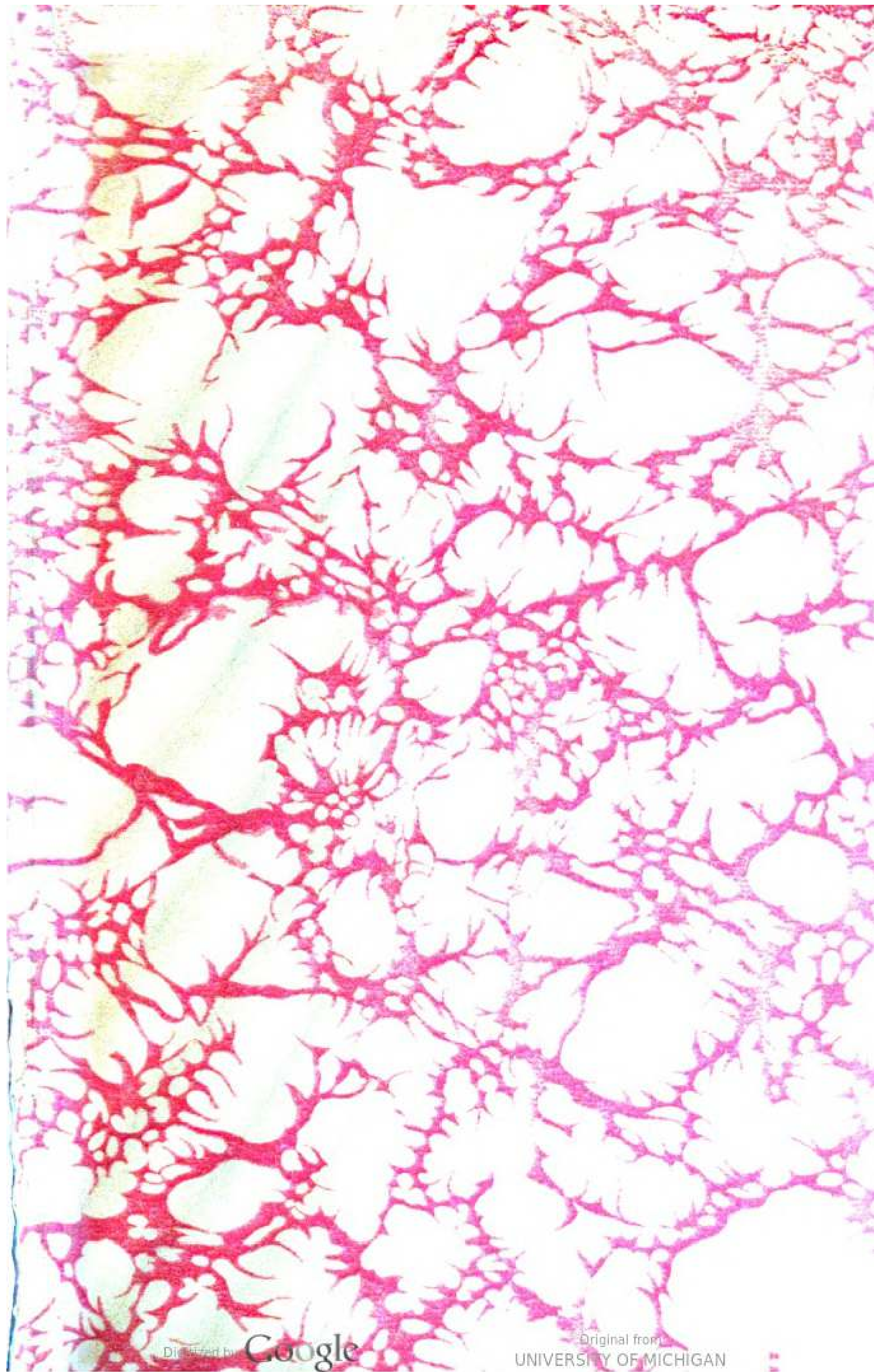

1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE



HISTOIRE

DES

ÉTATS BALCANIQUES

JUSQU'A 1924

PAR

N. IORGA.

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE BUKAREST.
AGRÉÉ A LA SORBONNE,
CORRESPONDANT DE L'INSTITUT.



HISTOIRE

DES

ÉTATS BALCANIQUES

JUSQU'A 1924

DU MÊME AUTEUR

L'Art Roumain ancien. Illustré de 330 gravures et 12 planches en couleurs. Paris, 1922 (*En collaboration avec G. Bals*). **125** francs.

L'Art populaire en Roumanie. Son caractère, ses rapports et son origine. Paris, J. Gamber, 1923, in-4, xii-135 pages, broché.................................... **35** francs.

Beau volume illustré de 135 gravures et de 18 planches hors texte dont plusieurs en couleurs.

Contes Roumains transposés en français. Paris, J. Gamber, 1923, in-12, 138 pages, broché.............. **6** francs.

Mélanges de l'Ecole roumaine en France. 1re et 2e séries. Paris, J. Gamber, 1923, in-8, 2 volumes de 192 et 174 pages, broché.................................... **12** francs.

Relations entre l'Orient et l'Occident au moyen-âge. Conférences données à la Sorbonne. Paris, J. Gamber, 1923, in-8, 184 pages, broché........................ **7** francs.

Correspondance diplomatique roumaine sous le roi Charles Ier (1866-1880). Paris, J. Gamber, 1923, in-8, xxxix-450 pages, broché...................... **20** francs.

Cinq conférences sur le Sud-Est de l'Europe. Paris, J. Gamber, 1924, in-12, 87 pages .... **3** francs.

Formes byzantines et réalités balcaniques. Paris, 1922, in-8, 190 pages, broché....................... **5** francs.

Etudes Roumaines (1re série). **Influences étrangères sur la Nation Roumaine. Leçons faites à la Sorbonne.** Paris, J. Gamber, 1923, in-8, 96 pages, broché... **5** francs.

Brève histoire des Croisades et de leurs fondations en Terre Sainte. Paris, J. Gamber, 1924, in-12, xx-196 pages, broché.................................... **8** francs.

Histoire des Roumains. Paris, 1920, in-8 (2e édit.) **12** francs.

Etudes Roumaines (2e série). **Idées et formes littéraires françaises dans le Sud-Est de l'Europe.** 1924. **12** francs.

Histoire du Commerce de l'Orient au moyen-âge. **5** francs.

Istoria Comertiului romănesc. 1925. in-8, 210 pages. **12** francs.

La Roumanie pittoresque. Paris, 1925, in-4, avec planches en couleurs et illustrations..................... **35** francs.

Revue historique du Sud-Est Européen. Directeur : M. le Professeur **N. Iorga**, de l'Université de Bucarest. Correspondant de l'Institut de France. Secrétaire : **C. Marinesco**, Maître de Conférences de l'Université de Bucarest.

Abonnement annuel, 6 numéros.................. **25** francs.

Cette publication est la continuation du *Bulletin de l'Institut Roumain pour l'Etude du Sud-Est de l'Europe.*

N. IORGA

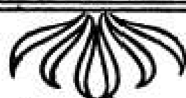
Professeur à l'Université de Bucarest, agréé à la Sorbonne
Correspondant de l'Institut.

HISTOIRE

DES

ÉTATS BALCANIQUES

JUSQU'A 1924



PARIS
LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE J. GAMBER
7, RUE DANTON, 7

1925

Histoire des États balcaniques

CHAPITRE PREMIER

Conditions de la conquête turque dans les Balcans.

Les États chrétiens des Balcans, qui furent remplacés, au cours d'un siècle environ, par la domination impériale ottomane, ne furent pas détruits, ainsi qu'on le croit généralement, par une catastrophe religieuse, provoquée par un ennemi fanatique qui aurait voulu détruire la religion du Christ. Et les Turcs d'Ourkhan, de Mourad, de Baïézid, de Mohammed Ier, de Mourad II et de Mohammed II, les six sultans de la conquête, ne voulurent point venger l'Islam de l'attaque chrétienne des croisades.

Ces États, grecs, slaves, slavo-grecs, albano-grecs, albano-slaves, latins, furent brisés pour des motifs analogues à ceux qui amenèrent, à la même époque et dans des circonstances souvent semblables, la ruine des formations politiques locales et provinciales du monde occidental. De pareils vestiges du Moyen-Age ne pouvaient se maintenir nulle part : ni en Occident, où ils se fondirent dans une monarchie absolue, appartenant à la même religion et à la même nation, ni en Orient, où les Osmanlis établirent l'unité monarchique, la paix de l'absolutisme, l'ordre d'un seul maître.

Aussi ces Osmanlis apparaissent-ils non comme un

peuple — car ils ne l'ont jamais été et n'ont jamais dû l'être, — mais comme une armée, comme une dynastie, comme une classe dominante. Ce qui faisait défaut en tant que force, intelligence et préparation, était remplacé par la tendance même du temps, par l'esprit invincible d'une nouvelle époque dans l'histoire de l'humanité.

Un rapide coup d'œil jeté sur les empires et les formations d'États qui disparaissent, le montrera clairement dans ce premier chapitre.

1. L'*Empire byzantin* était revenu de Nicée avec tous ses souvenirs et ses normes traditionnelles de gouvernement, mais non pas avec la même conscience qui animait les fuyards de l'aristocratie grecque, les Lascaris, les Batatzès, les Paléologue, les Comnène, quand ils quittaient, en 1204, la capitale conquise par les Latins de l'Empire d'Orient. Et en cela l'Orient se soumettait également aux nécessités de l'époque. De même que dans le monde latin on brisait l'unité nécessaire de Rome pour donner une expression aux nouveaux organismes nationaux, qui étaient arrivés à une conscience claire de leur propre mission, de même ces « Romains », Ῥωμαῖοι, commençaient maintenant à acquérir une conscience spécialement grecque. Il faut constater parallèlement aussi un affaiblissement manifeste de la foi dans le caractère infaillible, immanquable d'un empire œcuménique, universel, lié aux frontières de Constantin le Grand et de Justinien, et même dans l'œuvre d'une plus vaste unité de civilisation politique romaine, telle que ces empereurs l'avaient connue et refaite.

A côté de leurs droits, les plus anciens peut-être, les plus parfaits, les Paléologue et leurs conseillers, ren-

trés à Constantinople, consentaient à reconnaître *d'autres* droits territoriaux; ils allèrent même si loin qu'ils consentirent à reconnaître d'autres formes d'empire que la leur. Ils se réconcilièrent avec l'idée d'un Tzarat bulgare qui ne dépendait nullement d'eux sous le rapport politique ou dynastique; avec l'idée d'un royaume de Serbie, où ils envoyaient des princesses byzantines pour prendre place sur le trône de ce pays dont les krals portaient la couronne occidentale; avec l'idée d'un royaume de Hongrie dont le premier allié, à titre d'égalité, fut Michel Paléologue lui-même; ils consentirent à reconnaître un puissant Empire d'Occident qui se trouvait à ce moment dominé par l'énergie toujours plus envahissante des Habsbourg, et en même temps l'autre forme impériale, celle de la Papauté, avec laquelle ils négocièrent à Lyon pour l'union des Églises, arrivant même à la conclusion d'un traité, qui resta vain, malgré la bonne volonté des empereurs de Constantinople.

Mais, en même temps, on reconnaissait, sous l'influence d'un milieu latin, féodal, que les nouveaux empereurs grecs, de même essence que les potentats slaves du voisinage et les Césars latins, leurs prédécesseurs, n'étaient pas en état d'écarter la légitimité de cette vie séparatiste latine, qui ressemblait de tous points à la vie « franque » de la Syrie des croisés, de Chypre et d'autres territoires analogues, qui avaient été établis par la victoire des Vénitiens, de Baudouin de Flandre, de Boniface de Montferrat, de Villehardouin et de Guillaume de Champlitte. Dans cet empire, plus que dans celui des Comnène, qui était cependant profondément pénétré lui aussi par l'esprit de l'Occident, mais non jusqu'à déroger aux normes traditionnelles, se prononçait une tendance vers les

apanages des cadets et des plus proches parents, vers les inféodations au profit des serviteurs les plus précieux de la dynastie, vers l'autonomie des gouvernements provinciaux.

Rappelons seulement le grand rôle que jouèrent les Catalans de Roger de Flor, créé César pour pouvoir lui céder un si grand nombre de droits impériaux, au temps de la guerre d'Asie contre les Turcs ; rappelons la dignité particulière, ornée du même titre de César, du Serbe Voïchnas, celle, analogue, du despote Ougliécha, frère du kral Voukachine, ou celle de Constantin et de son frère Jean, les Dragachides de Velboujd (Kustendil), la situation des deux chefs de mercenaires bulgares Momtschilo et Dobrotitsch, dont le dernier, créé despote à son tour, fut maître, avec une autorité qui lui venait de l'Empire, des châteaux de la Mer Noire, de Midia, jusque vers le Nord, à Chilia. Lorsque Jean Cantacuzène éleva, contre Jean V Paléologue, des prétentions au trône impérial, il partagea les provinces qu'il avait gagnées avec son fils Mathieu, qui eut pour sa part Andrinople et une large bande du rivage de la Mer Égée, et avec son fils Manuel, qui regagna la Morée sur les lieutenants de l'empereur latin titulaire Robert de Tarente et la garda pour lui-même. Mathieu Cantacuzène lui-même, paré du titre impérial, maître encore de ses provinces à la retraite de son père vaincu et à la restauration sur le trône impérial du Paléologue, ayant perdu à son tour une bataille décisive, obtint la permission de se chercher un abri lointain : il le trouva dans cette Morée où il finit sa vie. On rencontre ensuite des Assénides comme dynastes à Kavala et dans l'île de Thasos. La mère des jeunes Cantacuzène, déjà mentionnée, était aussi de cette famille bulgare en tant que petite-fille

de Jean Assen, Tzar de Trnovo, — et Mathieu s'intitulait avec fierté aussi Assanès, de même que Constantin, le dernier empereur de Byzance, se faisait appeler, d'après sa mère slave, Dragasès, — et la femme de Manuel, qui avait été d'abord fiancé à une Lusignan, était une Serbe. Une fille du vieux Cantacuzène épousa le despote de l'Épire, Nicéphore Angélos Ducas et une autre le Sultan Ourkhan lui-même. *Les ordres politiques, byzantin, slave, latin et ottoman se confondent ainsi dans un seul, dont restera vainqueur, sans distinction nationale ou religieuse, celui qui, correspondant le mieux aux nouveaux besoins du temps, sera, par ce fait même, le plus fort.*

Le système se conserve aussi plus tard, étant le seul par lequel il paraît possible, dans le chaos des combats contre les Bulgares au Nord, contre les Serbes à l'Occident, contre les Turcs qui seront bientôt partout, de garder quelque chose de l'ancien Empire. Jean V distribue des fiefs à ses fils, de même que l'avait fait en Occident Jean le Bon, roi de France : en remplacement de Manuel Comnène, qui avait fini ses jours dans son despotat de Misithra, l'ancienne Sparte, il établit son fils Théodore, qui eut pour successeur Théodore II (1407-43), puis Démètre et enfin Thomas Paléologue, les frères de Jean VIII, fils de Manuel, et le dernier eut pour adversaire, soutenu par les Albanais, Manuel Cantacuzène, petit-fils du prince dont nous avons mentionné plus haut la conquête sur la Morée. Il y eut un moment où le despotat de Morée lui-même était tellement morcelé qu'on rencontre, aux côtés de Théodore le jeune, qui dominait à Misithra, son frère Constantin à Vostitza et son autre frère Thomas à Kalavryta. Ils combattent contre les Latins, qui y étaient encore demeurés : contre l'arche-

vêque de Patras (1429), contre Oliverio Francone, l'aventurier qui s'était fixé à Klarentza, après la défaite de Centurione Zaccaria, bailli, puis prince d'Achaïe (en 1417). A Salonique, ce même empereur Manuel, qui avait été aussi gouverneur de la ville, nomme pour lieutenant un quatrième fils, Andronic († 1429), et des mains de ce pauvre lépreux et épileptique la ville tomba au pouvoir des Vénitiens, qui étaient destinés à la défendre, longuement, mais sans succès, contre les Turcs. La maladie et l'entrée dans les ordres empêchèrent ce dernier prince de prendre part au combat acharné que se livraient, pour le trône de Byzance, ses deux frères, dont l'un, Constantin, devait périr en défendant Constantinople contre Mohammed II.

Si dans ces régions de domination directe l'œuvre de dissolution se poursuivait sans cesse, on peut bien penser que tout effort pour faire rentrer dans l'ordre impérial des provinces qui, de longue date, dès la prise de Constantinople par les Latins, s'étaient détachées de l'Empire pour former des organismes indépendants, devenait impossible. En Épire, on permit au despote Michel de finir ses jours paisiblement, en 1271, et même de laisser le pays à son fils Nicéphore, qui vit tomber bientôt la plupart de ses possessions entre les mains des Angevins de Naples; peu après, vers 1300, les baillis royaux de la famille des Tocco devinrent indépendants, de même que les baillis des empereurs latins de Constantinople, en Achaïe. En 1337-38, les Byzantins allaient hériter passagèrement de Nicéphore et, dans un bref délai, outre ces dynastes italiens de la famille de Tocco et des Albanais de la lignée des Spatas, despotes d'Arta et de Ianina, des familles grecques, comme celle, de sang bulgare toutefois, des

Comnène de l'Adriatique, résidaient maintenant dans des places favorables au commerce, comme Avlona et Kanina. Une timide intervention byzantine fut rapidement repoussée. En Thessalie, peuplée maintenant par des Vlaques, le bâtard de Michel, Jean, régna à son gré sous le titre de sébastocrator[1]. Andronic II, qui fut ensuite son beau-père, n'avait pas réussi à le remplacer par son fils Théodore, qui épousa l'héritière de la Compagnie Navarraise d'Athènes, mais il trouva à ce dernier cependant une situation princière en Étolie, qui avait un autre seigneur, de la famille des Orsini, complètement grécisée[2]. Un descendant éloigné de Jean, Alexius Angélos, fut celui qui perdit son pays, ayant été écarté par les Turcs avant 1400[3].

Lorsque ces derniers commencèrent leur offensive, vers la moitié du xve siècle, ils n'avaient pas en face d'eux l'Empire, dans l'ancien sens unitaire, romain du mot, mais bien des prétendants qui combattaient sans cesse contre les possesseurs légitimes de la couronne et des dynastes locaux qui ne se distinguaient en rien des seigneurs francs du voisinage, la « petite monnaie » de l'Empire latin, du royaume de Salonique et de la principauté d'Achaïe. Cette situation se maintint jusqu'à la totale disparition de Salonique d'abord (1430), de Constantinople (29 mai 1453), du despotat de Morée (1458, 1460), conquis sur Démètre, qui avait livré sa fille au harem du Sultan et en avait reçu un apanage de vieillesse, et sur Thomas, son frère, qui avait cherché un abri près du Pape,

1. Jirecek, *Geschichte der Serben*, I, p. 322 et suiv.
2. Iorga, *Notes d'un historien*, dans les « Annales de l'Académie Roumaine », année 1913, pp. 144-145.
3. Jirecek, dans la *Byzantinische Zeitschrift* de 1911, p. 585.

auquel il confia ses enfants, dont l'un passa cependant à la religion des nouveaux maîtres de l'Orient.

Ajoutons que, à partir de l'entrée solennelle à Constantinople, en 1355, au milieu de la population byzantine, heureuse des splendeurs de ces noces impériales[1], de Khalil, fils d'Ourkhan, qui chevaucha auprès de Jean V, comme gendre auprès de son beau-père, à partir de la présence de l'empereur Manuel, en 1391, aux combats de Baïézid, qui était également son parent par le mariage d'Ourkhan lui-même avec la fille de Jean VI Cantacuzène, — et on croyait même qu'il serait possible que cet empereur commandât la flotte du Sultan, étant « soumis en tout aux ordres de Baïézid[2] », — à partir surtout de l'hommage prêté par le « basileus », prince pauvre et absolument faible, à Serrès, en compagnie d'autres vassaux, dès 1383-4[3], on ne peut plus parler d'un antagonisme entre deux forces politiques irréconciliables. De telles attitudes avaient tué moralement l'Empire dégénéré et infidèle à sa tradition bien avant cette catastrophe de 1453, qui seule resta dans le souvenir des descendants pour symboliser la chute du monde byzantin tout entier.

Perdu du côté des Géorgiens et des Ibères, l'Empire de Trébizonde, créé par des Comnène fuyards en 1204, était enclavé encore plus dans ce monde turc voisin qui lui fournissait des défenseurs et des patrons. Les Turcs d'Amid et de Païpert interviennent plus

1. Voy. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, I, pp. 200-202.

2. Jirecek, *Byzantinische Zeitschrift*, année 1911, p. 584 et suiv.

3. Chronique de Panarétos; voy. la trad. franç. dans Le Beau, *Histoire du Bas-Empire*, éd. Brosset, XX, pp. 488-497.

d'une fois au XIVe siècle pour décider de son sort (Trébizonde fut incendiée en 1341 par ces barbares), et même dame Marie, du sang des Comnène, épousa l'émir Tourali, en 1352, tandis qu'une fille de Basile Ier devint l'épouse d'un chef géorgien qui dévastera bientôt Cérasonte, la seconde cité de l'Empire. En 1362, une princesse de Trébizonde fut demandée en mariage par Tschélébi-Tadzatin, et, en 1365, Marie de Trébizonde faisait son entrée solennelle aux côtés d'un Koutlouk-beg[1]. Lorsque l'heure dernière sonna, il n'y eut rien d'extraordinaire pour les habitants, qui pouvaient à peine faire une distinction entre Grecs et Turcs : si toutefois l'État des Comnène se maintint encore jusqu'en 1461, il le dut à un autre Turc, le Chah turcoman de Perse, Ouzoun-Hassan, qui était l'époux d'une des filles de l'empereur. Une première attaque des janissaires, sous le basileus Jean, fut écartée seulement moyennant une grosse rançon; le successeur de Jean, David, un usurpateur, qui avait dépouillé de ses droits son neveu, fut sommé par les Osmanlis de quitter le trône, et il ne s'y opposa guère, demandant seulement des dédommagements et le droit pour sa fille d'entrer dans le harem de Mohammed II. Celui-ci trouva cependant le prix trop élevé et ordonna l'assaut. Aussitôt, l'un des fils de David embrassa l'Islam, et, si le Sultan décida, après quelques mois, l'exécution de la famille entière, il ne cédait pas à un sentiment de haine envers les Grecs qui l'entouraient comme renégats : il voulait seulement punir une tentative de trahison provoquée par son grand ennemi, le Chah.

1. Chronique de Panarétos, loc. cit.

La race grecque n'avait par conséquent pas son État, et les princes, ennemis entre eux, qui la représentaient sans un caractère national bien défini, pour une bonne moitié sur une ancienne base romaine, pour l'autre sur la nouvelle base latine, s'étaient confondus en grande partie par des mariages, des services et des espérances dans la nouvelle formation politique destinée à les engloutir totalement. Une seule de leurs attentes avait été trompée : celle d'être tolérés dans une situation locale, inférieure.

2. Les *Bulgares*, de leur côté, ne sentirent pas le danger et ne combattirent pas unis pour l'éloigner. L'Empire des Assénides, fondé avant l'entrée des Latins à Constantinople, avait, de même que les deux autres Empires bulgares qui, ayant leurs sièges à Preslav et Ochrida, l'avaient précédé, un seul sens, et ce sens était romain, byzantin. *Il devait conquérir Constantinople ou périr*. Et, à cause des Latins surtout, puis à cause de la résistance de l'Epire, à cause de l'essor pris par Nicée, ils ne purent y arriver. Bientôt, après que, à la mort de Caliman, fils de Jean Assen (1246), l'ordre légitime de la succession au trône cessa, l'Empire descendit au rang d'une puissance locale, résignée à végéter près de Byzance restaurée, qui, elle aussi, était incapable de s'élever plus haut que cette vie végétative. La Thrace devint une province des empereurs de Nicée à l'époque où la Macédoine se soumettait aux guerriers d'Épire — et la mère même du nouveau Tzar Michel était de la famille de ces Épirotes —; elle passa ensuite à Batatzès, l'empereur nicéen. Le vrai successeur de Michel, assassiné, est son beau-frère, l'époux de sa sœur, Constantin Tych, un Serbe. La Hongrie essaya

d'une conquête de la Bulgarie, dont le nom figure dans le titre des rois magyars, et la tentative était sur le point de réussir. En tout cas, échappant au joug des Hongrois, les Bulgares sentirent peser celui du Tatar Nogaï, dont ils se détachèrent difficilement et absolument épuisés. Les régions de la Mer Noire étaient soumises à un vassal byzantin, Smilec, et celles du côté de Vidine à un Russe de Galicie, soutenu par le royaume hongrois et portant lui aussi le titre de despote, conféré par l'Empereur.

Après le règne d'un prince des paysans révoltés, une nouvelle dynastie, à demi coumane, ayant probablement du sang roumain, vint de ces régions de Vidin, qui étaient plus vivaces à cause du voisinage des Serbes en progrès : c'est la dynastie des Tertérides, qui commence avec Georges Tertérii (1280) et Théodore Sfentislav. Environ cinquante ans après, ce fut encore de ces parties coumanes de Vidin que partit la dynastie des Sichmanides, qui se trouva bientôt entre l'inimitié des Serbes en cours de conquêtes et entre celle des Byzantins qui arrivent à occuper pour quelque temps, après la mort du Tzar Michel, dans le combat contre le roi de Serbie Étienne Ouroch, aussi bien Philippopolis, avec tout le « duché » latin de jadis, que les ports de la Mer Noire : Anchiale, Mésembrie, etc.

Le Tzar Alexandre, époux d'une Roumaine, avant son mariage avec une Juive de Trnovo, put jouer un grand rôle en défendant l'orthodoxie contre les hérésies populaires et reprenant, envers ses voisins du Sud, le rôle qu'avait eu jadis Ionitsa (Joannice), le Tzar bulgare acclamé par les Grecs comme maître légitime. Mais de ses efforts rien ne resta durable. Quand il ferma les yeux en 1365, les régions longeant la mer

et jusqu'aux bouches du Danube ne lui appartenaient plus, ayant été occupées par le despote byzantin Dobrotitsch, d'origine vague, qui était resté en relations avec la hiérarchie politique et religieuse de Byzance. Le Tzar lui-même, qui avait perdu d'autres fils dans de petits combats avec les bandes turques vagabondes, sans être nullement un défenseur conscient de la chrétienté, et de l'avenir de sa nation non plus — car sa fille Thamar fut la femme du Sultan Mourad, — fit deux parts de son héritage. Sratschimir, époux de la sœur du prince valaque Vlaicu, et beau-frère, par ce mariage, du second Tzar de Serbie, fut établi dans l'ancienne résidence de son aïeul Sichman, à Vidin, et n'eut jamais plus l'occasion de provoquer les Turcs, qui, après son séjour dans une prison hongroise, l'écartèrent facilement; s'il fut réintégré au bout de quelques années par les croisés de Nicopolis, en 1396, cette nouvelle domination n'eut pas de durée.

A Trnovo même, résidait le fils de la Juive, un autre Sichman. Il eût été bien aise d'être toléré par les Turcs de Lala-Chahine, qui avaient pris Philippopolis et se préparaient à l'attaquer maintenant dans ses dernières possessions, des Balcans au Danube. Il eut une seule fois le courage de prendre part — à ce qu'il paraît — à la défense de la chrétienté, représentée par les Serbes, dans la bataille victorieuse de Plotschnic, mais il en fut châtié sans retard. Après une première occupation de Trnovo, en 1387, il se présenta à Iamboli, ancienne ville bulgare, comme vassal soumis du Sultan, lui offrant, après avoir été assiégé quelque temps à Nicopolis, Silistrie. Des combats obscurs suivent, et ce dernier Tzar en décadence ne se trouvait probablement pas, en 1391, dans l'armée

de Baïézid. En 1393-4 il ne pouvait plus se présenter à Serrès, auprès de l'empereur Manuel, car sa capitale de Trnovo avait été prise, pillée et détruite. *A ce moment c'était tout ce qui était resté de son Empire*. Il avait perdu les cités des Balcans de même que celles du Danube sans avoir songé à livrer une seule bataille, ce qui suppose une désorganisation tout aussi complète, et pour les mêmes motifs, que la désorganisation dans laquelle devait finir l'Empire byzantin. *Cette Bulgarie du XIVe siècle n'avait été qu'une autre anarchie permanente qui prenait fin par la conquête ottomane*.

3. Il nous reste à étudier le rôle, sans doute plus honorable, *mais absolument éloigné d'une résistance nationale*, que jouèrent les *Serbes*.

Il semblerait que, du côté de ces derniers tout au moins, le combat, évidemment plus sérieux que celui des autres, eût eu un caractère national et en général chrétien. En effet, après une domination byzantine, courte et faible, dans les vallées de la Macédoine, elles arrivèrent bientôt, du temps de la rivalité entre le Paléologue et le Cantacuzène, sous la domination de ce kral Étienne Douchane, qui fut l'un des facteurs de la victoire de Velboujd contre les Bulgares et qui prit en 1346 le titre de Tzar, *niant, pour ainsi dire, par ce fait même le droit d'existence de l'Empire bulgare vaincu* (il ne faut pas oublier qu'il était fils d'une princesse bulgare, la fille du « Tzar » Smilec, et que sa femme, Hélène, était la propre sœur d'Alexandre)[1]. Le lendemain de l'apparition triom-

1. A son couronnement comme Tzar, on vit le Patriarche de Trnovo et celui d'Ochrida, qui était soumis au nouvel empereur, dont il avait reçu la confirmation de ses privilèges.

phale d'Andronic III — comme celle du Sultan Mohammed, il y a quelques années, dans cette même Macédoine, — tous les châteaux, de Serrès à Valona, avaient passé sous la domination d'Étienne ou avaient été contraints tout au moins de reconnaître ce nouvel « Empire » dans le titre duquel figuraient nécessairement les « Rhomaioi » aussi, les maîtres, jusqu'alors, de ce pays. Mais, après son couronnement même, à Petsch-Ipek, les seigneurs aux titres byzantins, comme Hrélia, Voïchnas, des Voévodes, comme Bogdan, Déïan, beau-frère d'Étienne, et Prélioub, des Grands-Voévodes, aux prétentions royales, comme Olivier ou Liver, au nom emprunté aux Napolitains du rivage, *restèrent libres de se conduire d'après leurs intérêts locaux ; la domination du Tzar Étienne était pour eux plutôt une reconnaissance volontaire de leur part*.

Et les villes, qui avaient, semble-t-il, une conscience d' « autonomie macédonienne », suivaient leurs propres tendances, tantôt avec un empereur, tantôt avec l'autre, sans compter que Cantacuzène manifestait une tendance visible à se fixer dans ces parties de la Macédoine, qui auraient suivi ainsi l'exemple de séparatisme opiniâtre de l'Épire et même de la Thessalie[1]. Les Albanais avaient prêté hommage à Étienne en sa qualité de « despote d'Arta » venu à la place des Épirotes, qui combattaient encore pour la domination; mais, en dehors de cette simple forme de vassalité, ils poursuivaient leur vie traditionnelle. Et enfin les Vlaques de Thessalie, dont certaines tribus n'avaient aucun chef royal et impérial, passèrent du

1. Cf. également l'observation de Jirecek, *Geschichte der Serben*, I, p. 382.

sébastocrator Étienne, fils de Gabriel, à Douchane, uniquement parce que ce dernier se considérait aussi comme « comte de Valachie », reconnaissant ainsi la vie particulariste de ses nouveaux sujets[1]. Pour les uns ainsi que pour les autres, le règne d'Étienne signifiait uniquement la délivrance du joug des Grecs, qui n'étaient pas cependant pour eux un élément national dominateur, mais seulement des oppresseurs féodaux dans le sens latin, et de cette façon ils restauraient et garantissaient, sous le « règne » des Serbes, leur liberté patriarcale.

D'ailleurs, ce caractère de faible organisation de « l'Empire », qui n'était pas en état de concentrer ni de dominer, mais bien, mis au service d'une expansion nationale serbe réelle, ne faisait que donner un nom nouveau à l'association politique macédonienne de Voévodes dans les vallées, de villes libres et de populations jouissant de privilèges, ce caractère, dis-je, devient évident même dans « l'administration » des conquérants : Prélioub, portant le titre de César, est établi dans la Thessalie comme successeur des anciens sébastocrators, ayant seulement à présider la vie pastorale des Vlaques et à rassembler la dîme des troupeaux. En Albanie, vers le littoral, il y a un despote, un « Comnène », mais de fait un Bulgare, frère de la Tzaritza et époux de la mère de l'héritier épirote, et il créera une nouvelle lignée de dominateurs locaux à Avlona et Canina. Le cnèze Voïslav s'était fixé dans l'ombre des murs de Raguse. Plus loin, à Dulcigno, à Antivari, à Budua, par conséquent dans l'ancienne Dioclée, origine de la vie politique serbe, les forces

1. Cf. notre *Histoire des Roumains des Balcans* et notre *Histoire de l'Albanie*, Bucarest, 1919.

valaques et albanaises, de langue slave, dans l'État et dans l'Église, donneront, dès 1360, sur les ruines de la principauté de Voïslav et de son neveu, Nicolas Altomanovitsch, le nouvel État des Balchides, créé par trois frères d'origine obscure, dont l'un était très bien apparenté aux empereurs et krals serbes. Durazzo appartient à un prince, à un « seigneur » albanais, Thopia, qui avait pris des Angevins le nom de Charles et la religion catholique. Les régions du Danube étaient plutôt hongroises et bosniaques, la Bosnie elle-même étant un fief de la Hongrie. Dans l'Épire on verra venir le frère du Tzar, Siméon, qui résidera à Tricala et Arta, écartant par des combats heureux l'épirote Nicéphore, son beau-frère[1]; après la mort de son frère impérial, il prendra aussi le titre dynastique de l'Albanie et y ajoutera celui de Tzar, et il s'étendra vers la Thessalie, abandonnant à Thomas, fils de Prélioub, dont il avait fait son gendre, la seule Ianina[2]. *La puissance passera cependant rapidement aux Albanais eux-mêmes, par l'usurpation de la famille Spatas à Arta*. Ochrida, Vodéna, Berrhoé (Véria) eurent, dès le lendemain de la mort de Douchane, leurs propres dynastes (Branco, Hlapen).

Enfin, du côté de Serrès, s'élèvent le despote — certainement de création byzantine, — Ougliécha, gendre de Voïchnas, et son frère, le kral Voukachine, ancien joupan de Prilep, qui avait obtenu cette qualité, probablement d'une manière pacifique, du nouveau Tzar, fils de Douchane, Ouroch. C'est le plus insignifiant de tous, *un roi fainéant*. Même s'il avait

1. Voir Iorga, *Notes d'un historien*, dans le « Bulletin de la section historique de l'Académie roumaine », I, p. 91 et suiv.
2. Il avait épousé la sœur de Thomas; Jirecek, loc. cit., p. 420.

été mieux doué, il lui aurait été impossible d'écrire son nom dans l'histoire, tellement sa présidence impériale était vide et dénuée d'attributions réelles.

Le combat contre les Turcs devait donc être livré *par le kral et son frère, et à savoir pour leur Macédoine. Le dernier tout au moins était rentré, sous le rapport religieux, et par conséquent sous celui politique également, dans l'ordre byzantin.* Le combat de Tschrmen, sur la Maritza, en septembre 1371, représente, vu les différents contingents réunis dans l'armée chrétienne, de même que les combats futurs de Plotschnic et de Kossovo, une réaction des seigneurs balcaniques, sans distinction de nationalité — à l'exception des Byzantins, qui étaient restés en réserve, obtenant Serrès en récompense[1], de la part des Turcs, — contre la tendance unitaire ottomane : il correspond au combat de Montlhéry livré par les seigneurs de France unis pour défendre la « ligue » de leur politique séparée contre Louis XI. La « Valachie » avait pris part à la bataille — il est question probablement non pas de la Valachie du Danube, mais de l'autre, qui périt aussi, le lendemain de la fin de cette Macédoine. Le fils de Siméon, Jean Ouroch Paléologue, qui osait prendre aussi le titre impérial, devint donc moine, et la Thessalie se soumit aux Turcs sous le même « César » Alexius Angelos[2]. On peut donc affirmer que la mort des deux chefs serbes scella le sort de la nation entière. *La ruine politique des Serbes eut donc lieu en Macédoine, et j'écrivais il y a dix ans ceci : peut-être que l'avenir de la nouvelle nation est beaucoup plus de ce côté, avec une orientation vers*

1. Jirecek, loc. cit., p. 439.
2. *Ibid.*, p. 442 ; Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, I, pp. 272-273.

l'Adriatique et l'Italie, que du côté du Danube, en face du danger, — aujourd'hui, il est vrai, disparu.

L'État danubien ne gagna de consistance qu'après la mort sans héritier de Louis le Grand, roi de Hongrie, un Angevin, ayant des rêves de croisade, comme patron de la Bosnie, époux de la fille du Ban de cette province, dont il avait fait un roi provisoire, et créateur du Banat de Vidin. Les combats entre les deux gendres de Louis, Sigismond et Jagello, contribuèrent à la formation de la nouvelle Serbie autour des cités de frontière, Belgrade, Sémendrie et Goloubatz, sous un simple *knez* ou « comte », vassal de la Hongrie, comme l'avait été Lazare Hrébélianovitsch, seigneur de Rudnik, puis d'Ipek. Prizren et Prichtina, où avait résidé, dans les dernières années de sa vie, Ouroch lui-même. Une inscription du Mont Athos lui attribue le titre, extrêmement intéressant, de « cnèze », pour sa Serbie, et d' « empereur » pour la « Grèce » des « Romains » : il y a là toute l'explication des tendances politiques qu'eurent au moyen-âge les États établis dans le voisinage de Byzance[1]. Le fils de Lazare, Étienne, « seigneur de tous les Serbes » — simple formule empruntée à Siméon et Voucachine, — « et des bords du Danube », de la *Podounavie*, despote des Byzantins de la décadence, qui lui imposèrent certainement, en échange de ce titre et pour la parenté impériale qu'il suppose, la reconnaissance de l'autorité religieuse du Patriarcat œcuménique, se maintint comme un vassal soumis des Turcs, de même que l'avait été, après la mort de Mourad et de Lazare sur le champ de bataille de Kos-

1. Millet, Pargoire et Petit, *Inscriptions chrétiennes du Mont Athos*, Paris, 1904, n° 101.

sovo, le fils de Voucachine, Marco Kraliévitsch, et d'autres princes serbes des districts de la Macédoine (les Dragachides de Velboujd-Kustendil, Ichtip, Kratovo, Stroumitza, fils de la Tzaritza Eudoxie, trois fois apparentés à la Maison d'Osman[1]). Étienne participa au combat d'Angora, en 1402, de même que certains parmi ces seigneurs avaient pris part, en y perdant la vie, à celui de Rovine, en 1394.

Baron hongrois, propriétaire de châteaux en Hongrie, le successeur d'Étienne, Georges Brancovitsch, *dont la domination fut intermittente,* aura seulement la frontière vers les Hongrois, comme vassal du roi-empereur Sigismund, *le vrai dominateur dans ces régions*, car Belgrade fut pendant quelque temps, de même que la Chilia roumaine, garnisonnée par des soldats hongrois, et il retirera des revenus, grâce à son alliance avec Raguse, des mines d'argent du Sud-Ouest. Il a marié sa fille, Mara, au Sultan Mourad et n'est qu'un humble vassal de ce dernier, qui le chassa en Hongrie et à Venise en 1439. Les douloureuses nécessités de sa situation le contraignirent à commencer une guerre contre les Vénitiens pour la domination de l'ancienne Dioclée.

Ce furent uniquement les campagnes de Jean Hunyadi qui conservèrent la Serbie pour une vingtaine d'années encore. Mais, en 1455, Georges s'enfuit pour la deuxième fois en Hongrie, après avoir perdu la ville aux mines d'argent, Novobrdo. Ses fils ne furent pas en état de se maintenir plus loin que l'année 1459 dans ces circonstances difficiles.

Enfin, au delà de la Morava, la *Bosnie*, qui dès 1434 était plutôt aux ordres du beg Isac, put résister

1. Iorga, loc. cit., p. 244.

jusqu'en 1463 *uniquement à cause de sa liaison avec la Hongrie*; et l'*Hertzégovine*, qui avait été détachée du royaume bosniaque et organisée en duché indépendant par l'Empereur, se maintint pour quelques années encore, jusqu'en 1466, ou même 1480, *grâce au voisinage de l'Adriatique et au secours des Italiens*.

4. *Les Albanais* avaient livré, aussitôt après la conquête par les Turcs des villes de Monastir et de Prilep et deux ans avant la conquête provisoire de Salonique — reconquise en 1391, — leur combat, sur les rives de la Voïoussa, en 1385, sous les Balchides, mais sans succès : Thopia fut le traître qui appela les Ottomans, ainsi qu'il l'aurait tout aussi bien fait pour n'importe quel autre auxiliaire. Cependant les Albanais restèrent sur le bord de la mer, ainsi qu'à Scutari, Croïa, Parga (le seigneur Zénébissi), à Dagno (Coïa Zaccaria), à Tzouphala (le seigneur Ionima), dans la Zenta Supérieure (les Iourassévitch), à Ochrida même, où s'établit un Gropa, à Lépante, appartenant à Paul Spatas, et dans le Monténégro, où se maintiennent les Tschernoïévitch, des Arnautes slavisés qui se sentent, sans raison, Slaves. Le Voévode bosniaque Sandali Hranitsch (mort en 1435), apparenté au puissant seigneur croate Hrvoié, aux Balchides, dont il voulait refaire l'État, et au despote Étienne[1], ne fut pas plus en état de conserver sa situation indépendante. Mais, dans Croïa et les districts voisins, les excitations à la croisade de Hunyadi et l'alliance vénitienne, après le combat *contre* Venise, conformément à la tradition des Balchas, contribuèrent à susciter le

1. *Ibid.*, p. 357. — Cf. notre mémoire *Venise dans la Mer Noire*, « Bulletin de la section historique de l'Académie Roumaine. » T. II.

pouvoir, ayant pour une moitié le caractère d'un simple *condottière* et pour l'autre moitié celui d'un chef de révolte, de Scanderbeg, le héros albanais mort en 1468.

5. En ce qui concerne *Latins*, certains d'entre eux furent, ainsi qu'on l'a vu, chassés par la récupération de la Morée, due aux Paléologue, tandis que ceux de l'Épire et des îles, représentés par la dynastie de Tocco (les deux Charles), venus de Zante et de Céphalonie à Arta et Ianina, qui fut conquise par les Turcs en 1430 seulement, résistèrent encore pendant presque un siècle, grâce à la situation locale heureuse qui protégea la domination de la famille dans ces deux îles[1]. En 1480-83 les îles de Céphalonie elle-même et de Sainte-Maure furent soumises à la domination turque, Zante passant sous celle de Venise. La République de Saint-Marc se défendit jusqu'au commencement du XVI[e] siècle et perdit tour à tour Argos (1463), Négrepont (1470), Scutari (1478), Lépante (1499), Coron et Modon (1500), derniers restes de la domination franque établis par la quatrième croisade. Chypre ne devait succomber que dans la deuxième moitié du XVI[e] siècle, et l'île de Crète, cent ans après. De la domination génoise, après la conquête d'Énos et des îles d'Imbros, Samothrace, Lesbos (1462) par Mohammed II, aux dépens des dynastes de la famille des Gattilusio, il ne resta rien que les privilèges d'autonomie de l'île de Chios (jusqu'en 1566), alors que Rhodes fut prise sur les Hospitaliers par le Sultan Soliman le Magnifique, en 1522.

1. *Ibid.*, pp. 408-409.

C'est dans ces circonstances que les Osmanlis réunirent sous leur sceptre de fer, lourd, mais juste, les provinces, appauvries par l'anarchie, de la Péninsule des Balcans.

CHAPITRE II

Les chrétiens d'Orient sous la domination turque.

La situation des chrétiens de l'Empire turc a-t-elle jamais été pareille à celle qui est présentée dans les brochures de polémique et de propagande d'avant 1912? Les raïas ont-ils été soumis durant cinq cents ans à une oppression systématique, et, pendant tout ce temps, ces pauvres gens dépouillés, persécutés, contraints de renier leur religion, ont-ils nourri uniquement la pensée d'une révolte libératrice?

Il faut répondre décidément : non. S'il en avait été ainsi, malgré son organisation admirable, incontestablement supérieure à celle des pays chrétiens du centre et de l'Occident de l'Europe, cette domination ne se serait pas maintenue aussi longtemps. La classe dominante — qui, nous le répétons, n'a pas été et n'a jamais ambitionné d'être une nation — représentait une faible minorité. Au contraire les *raïas*, d'une supériorité numérique accablante, formaient des groupes compacts, — la colonisation musulmane ne s'étant enracinée que dans les villes et dans certaines parties de la Macédoine, — et ces groupes étaient assez puissants, assez fortement animés d'un esprit religieux, qui sous beaucoup de rapports se confondait avec l'esprit national, pour être capables de protester, les armes à la main, contre une situation *dont ils n'auraient retiré que des offenses sans aucune compensation.*

Pour juger de la vraie situation, il faut se reporter aux autres provinces chrétiennes conquises par les Musulmans : l'Égypte, la Syrie, l'Arménie des Byzantins, l'Espagne des Visigoths. Y a-t-il une seule parmi elles, — sauf cette Arménie, à une certaine époque seule, — où l'on puisse signaler des révoltes d'un caractère religieux? Et pourtant nulle part les chrétiens ne furent détruits, ruinés, réduits à cet état d'ilotisme passif qui rend impossible tout essai de résistance et de revanche. Dans ces pays, si différents, dans lesquels l'élément conquérant appartenait à des races diverses, l'islamisme, le seul élément qui pouvait les relier, a été accepté avec joie, salué, parfois, avec un enthousiasme favorable aux renégations en masse par des populations qui se ressemblaient en ce qui concerne une situation très difficile envers le fisc, une situation presque dénuée de défense envers les puissants locaux, les δυνατοί grecs ou les nobles visigoths. En Asie Mineure même, où les conquérants n'ont pas été seulement les Turcs osmanlis, qui n'avaient pas encore été caractérisés par cette forme politique spéciale, mais bien tous les rameaux des Seldschoukides, la presque totale disparition de l'élément grec — les évêchés n'étant conservés que de nom, sans contact avec les habitants, et le petit nombre de chrétiens arrivant à oublier jusqu'à la langue de leurs parents — ne peut être expliquée que par une tendance sincère et chaleureuse des paysans mécontents vers une nouvelle croyance sociale qui amenait des formes correspondant mieux à leur patriarcalisme pauvre. Le jugement direct, par un seul tribunal, sans procédure compliquée, le maintien des privilèges régionaux et la possibilité de s'entendre individuellement, la large démocratie qui permettait

à toute personne intelligente, énergique et habile de s'élever de la poussière de la route pour monter sur le cheval de parade du Vizir, tout cela attirait les indigènes et les gagnait définitivement, mettant à la place de l'ancienne conscience, conservée seulement au milieu des lettrés habitués à feuilleter dans les livres, une conscience nouvelle, qui offrait un autre avenir.

Partout le remplacement des vestiges de la féodalité déchue par une monarchie de relations sûres, même si elle avait surveillé et exigé plus que l'ancienne, a été vu avec sympathie, sinon aidé de tout leur pouvoir, par les classes populaires. A la veille de l'arrivée des Turcs, appelés pour servir ces discordes mêmes et employés dans les luttes entre partis, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, l'instabilité nationale, le morcellement local, les rivalités entre factions, les ambitions personnelles, les révoltes, les compétitions, tout cela créait pour les paisibles travailleurs des champs, troublés incessamment dans leurs occupations, et même pour la classe urbaine, soumise aux sièges fréquents, aux dévastations réitérées, une situation vraiment impossible. Entre Slaves, Latins, Albanais, la situation change d'un jour à l'autre, et l'histoire est dans l'impossibilité de fixer d'une manière précise, pour chaque moment, le tableau des dominations passagères. Dès que la soumission au Sultan s'était accomplie, un nouvel ordre, pleinement garanti par les moyens les plus terribles du sytème d'État mongol : la mort et la confiscation, prenait la place du chaos, intéressant, mais douloureux pour ceux qui avaient dû le supporter. Les administrateurs n'étaient que rarement des Turcs d'origine, car, à l'exception de deux ou trois familles, celles d'Evrénos, d'Iskender, de Malkotsch, ils furent intentionnellement tenus éloi-

gnés des affaires, mais des hommes de la même race que les anciens dominateurs et leurs conseillers. Le soubachi, le beg, le kéfaliia — le nom grec s'est donc conservé sous les Turcs — n'étaient que l'ancien cnèze ou voévode, son proche parent ou plus souvent un autre ancien chrétien, de même qualité ou non, venu d'une autre province de l'Empire. Il montrait certainement la même arrogance et la même avidité qui l'avaient rendu antipathique dans sa condition religieuse antérieure, mais il avait une connaissance de plus, acquise tout dernièrement, et qu'il ne devait jamais oublier : à savoir qu'il n'était rien autre chose qu'un esclave du Sultan — le terme « esclave », « schiavo del signor », est synonyme d'envoyé, de tschaouch, de même que d'administrateur, dans les actes ragusans du xv[e] siècle — et qu'il n'avait pas la permission d'agir autrement que d'après les ordres reçus, quels qu'ils fussent. Et ces ordres du Sultan, qui est le « Seigneur » (*Signor*, Grand-Seigneur, *Gross-Herr*, ἀφέντης), le propriétaire des hommes et des choses, ne peuvent être que dans l'intérêt de l'Empire, qui est la création et l'héritage de sa famille et rien de plus.

Prenons le cas de deux princes roumains, l'un de Moldavie, l'autre de Valachie, que les circonstances, les menaces de poursuite pour des péchés d'extorsion et d'agitations dans leur administration avaient contraints, aux vi[e] siècle, à renier. Élie Rarech, le Moldave, jeune homme élevé à Stamboul comme otage de son père, léger de mœurs, prodigue, tyrannique, capricieux, soulève contre lui tous ses sujets. Le prince Mihnea, le Valaque, a la charge écrasante de la famille de sa mère; il a contracté des dettes insupportables et il a adopté en même temps, selon l'usage, celles de

son prédécesseur; il est évident que le pays ne l'aime pas. Les voici maintenant begs sur le Danube, l'un à Silistrie, le second dans cette place également, puis à Nicopolis, à Vidin. On n'entend plus rien sur le compte de leur arrogance, de leurs intrigues, de leur avidité. Devenus esclaves du Sultan, qui, en quelque sorte, les a rachetés par sa grâce de la prison et de la mort, ils se dépersonnalisent, pour ainsi dire : leur individualité n'existe plus sous leur nouveau nom; ils ne sont plus que des exécuteurs d'ordres. Voici aussi ce Bogdan, fils de Iancu le Saxon, qui pendant vingt ans change sans cesse de séjour, en Moldavie, à Venise, en Angleterre, en France, pour se fixer finalement à Constantinople, qui passe d'un protecteur diplomatique à un autre, qui remplace même son nom par un nom nouveau, auquel il croit pouvoir lier des souvenirs plus précieux et des perspectives plus étendues. Il a troublé, agité et exploité tout un monde. A la fin, dans une crise sans solution, il renie : un vrai suicide moral, car celui qui ressuscitera après ce changement, pour administrer un pachalik asiatique quelconque, est un autre : calme, soumis, sûr. Les fils de l'infatigable princesse Élisabeth Movila, Alexandre et Bogdan, se sont faits Turcs après leur captivité, de même que leur ambitieuse mère. Un d'entre eux avait été prince pendant quelques mois, mais, une fois entré dans les rangs des esclaves, le fils de prince, le prétendant, l'ancien souverain n'existe plus. Ils administrent tous deux, quelque part, dans l'Empire, de la même manière qu'un fils de paysan ou d'artisan élevé au pouvoir par sa loyauté et son obéissance.

Nous possédons les nombreuses descriptions de voyage de personnes qui ont parcouru, à défaut

d'autres provinces de l'Empire, au moins les contrées serbes et bulgares qui se trouvaient sur la route principale « des armées et du commerce » allant de Belgrade à Constantinople, par Nich, Andrinople et Philippopolis. Nous avons aussi nombre de récits de voyageurs qui avaient parcouru à la même époque différentes régions de l'Europe centrale et occidentale. Quand il s'agit des Turcs, on ne mentionne jamais autre chose que l'aspect particulier du pays, les costumes des habitants, leur manque de civilisation, le prix des denrées, les routes et les ponts construits par l'administration ottomane, — c'est-à-dire par les richards, les enrichis qui jouaient le rôle principal dans cette administration. Mais on ne parle jamais du paysan dépouillé, du bourgeois chassé de la place de son gain habituel. Dans certaines provinces, où la conquête a été faite dans des circonstances spéciales, comme en Bosnie, et où l'ancienne classe dominante, des propriétaires terriens, a adopté dans son entier l'Islam pour conserver sa situation agraire prépondérante et les privilèges de noblesse, l'état de choses, en ce qui concerne le paysan, est en apparence le même qu'auparavant, mais, de fait, de ce côté aussi, il y a eu une modification notable : le nouvel État appartient aux « pauvres », au menu peuple, aux raïas du Sultan, qui jouissent, avant tous les autres, de l'attention du gouvernement. Ces begs aux noms musulmans et aux surnoms slaves *doivent* obéir au pacha, qui est un étranger, n'ayant donc aucune communauté d'intérêts avec eux, et qui est toujours prêt à les combattre quand ces intérêts entreraient en conflit avec l'intérêt général. Mais, dans la majorité de ces provinces, la féodalité guerrière a disparu avec la plupart de ses conséquences, le spahi, le propriétaire de

terrains cédés par l'État, en récompense d'actes de vaillance, du large patrimoine de la conquête, étant lui même le pauvre d'hier, qui, se contentant d'une dîme relativement légère, trouve moyen d'épargner les pauvres d'aujourd'hui, qui lui sont confiés. D'ailleurs, dans les guerres qui ont lieu chaque année et qui sont presque toujours victorieuses, il a une proie qui suffit pour l'empêcher de demander à la terre tous ses revenus. Enfin les villages échelonnés sur la grande route — sur laquelle les armées gardent la discipline la plus sévère, car autrement le bourreau est sous la main, — les villages des défilés, des anciennes « clissures » byzantines, puis les villages appelés à certaines époques de l'année à des services particuliers — comme la garde des chevaux de l'Empereur, — les villages de « soldats » (*voïniklar*) jouissent de privilèges étendus, jusqu'à l'époque de la rapide et profonde décadence de l'Empire, au XVIIIe siècle.

Les chants populaires des Bulgares et surtout des Serbes — plus nombreux et d'un caractère plus original — ne se plaignent pas tant de l'avidité et de la cruauté du spahi, du beg, du pacha, que de leur penchant pour les belles femmes et jeunes filles, qui se cachent, mais sans grand profit, devant ses regards. Des scènes de rapt, d'enlèvement sont fréquentes, mais elles étaient dans les mœurs du pays, où le rapt est la forme usuelle de la demande en mariage. Et, si, à cette occasion, les Turcs versaient souvent le sang des défenseurs, ces agresseurs payaient aussi fréquemment de leur sang le méfait accompli. Évidemment que, sous ce rapport aussi, ce n'était pas l'idéal: peut-on le trouver cependant dans les mœurs féodales de l'Occident chrétien ?

Mais, même lorsque le seigneur terrien est injuste, même dans le cas où le beg et le pacha sont animés de sentiments durs, cruels envers les chrétiens — bien qu'il ne puisse être question d'une haine religieuse inassouvie, *car on n'a jamais contraint personne à devenir renégat*, à changer de religion, entre autres aussi pour ne pas accroître la concurrence, et, d'ailleurs, les sujets se rachètent par le kharadsch et l'État est intéressé à ce que leur nombre soit le plus grand possible, — ce fait ne change rien à la confiance que l'on a dans la justice et la miséricorde de cet « empereur » qui remplace pleinement, dans la conception populaire, son prédécesseur byzantin. Il reste la source des bienfaits et des grâces. Les « arz » (pétitions) s'élèvent pleins d'espérances vers lui, et ordinairement ils ne restent pas sans suite. Pour les « souffrances des pauvres » un grand nombre de princes roumains ont été appelés devant le tribunal impérial, et c'est ainsi que fut créé l'usage de leur déposition, de pareils coupables ayant été considérés comme des dépositaires infidèles, comme des traîtres (*haïns*); c'est à la suite de ces plaintes que tomba, au seuil de notre époque, la tête de Grégoire Alexandre Ghica à Iassy, celle de Hangerli à Bucarest. « La pauvre raïa » ne doit pas être mécontentée — est un principe invariable de la sagesse d'État ottomane.

Que demandait aux sujets chrétiens le nouvel Empire en comparaison de l'ancien? Du temps des Byzantins et des Slavo-Byzantins, qui les imitaient, on payait, selon la tradition romaine : *a*) la capitation; *b*) l'impôt de la terre, la *capitatio terrena*, la dîme de tous les produits, donc la dixième partie, qui, en Valachie et en Moldavie, fut cédée aux monastères

et aux boïars; *c*) l'impôt du marché; *d*) les douanes, *portoria*, *commercia*. Le trésor se nourrissait encore du produit des salines, des mines et du fermage de certains impôts spéciaux sur le poisson, le vin, etc. A l'exception du fait que les Turcs ne sont pas soumis à la capitation personnelle, tels sont également les revenus de l'Empire turc : le kharadsch, la dîme, la *gochtina* des Slaves (sur les troupeaux, les bestiaux), l'impôt du marché, le « gumrouk » ou la douane, auxquels il faut ajouter le même produit des revenus régaliens. Il y a plus encore : la manière de percevoir ces impôts reste la même et se fait par des fermiers, comme les « kharadschars », qui emploient les mêmes procédés, bons ou mauvais, mais auxquels tous sont habitués.

Pour la plupart ils se recrutaient dans une classe de capitalistes urbains qui se perpétua sous les Turcs. On n'exigeait même pas que les financiers de l'Empire fussent des Musulmans ; au contraire, on rencontre comme « grand-marchand » du Sultan, allant jusque dans la Russie du Grand-Duc pour acheter des « dents de poisson » et des fourrures, à l'époque de Soliman le Magnifique, un Chalkokondylas, et un peu plus tard la majorité des fermes est réunie entre les mains de l'ancêtre des Cantacuzène, Michel, dit Chaïtan-Oglou, « fils de Satan », qui a des maisons de plaisance comme celle d'Anchiale, emploie des janissaires pour sa garde personnelle et scelle, sans appréhension aucune, de l'aigle bicéphale des empereurs. On peut même dire qu'une classe nouvelle et fière de riches bourgeois, en état d'acheter les évêchés et les trônes princiers du Danube, s'est formée grâce à l'appui continuel des Sultans et des Vizirs, et on ne peut donc pas dire que cette classe, à laquelle l'ordre politique

ottoman était nécessaire, ne lui était pas également favorable sous le rapport politique, bien que, ici et là, on retrouve, dans les livres, le spectre de l'ancien idéal impérial chrétien.

Du temps des empereurs et des rois, on faisait presque continuellement appel à la participation guerrière de chacun. Maintenant, les habitants sont laissés chez eux, à leurs foyers, à leur travail, bien que la classe dominante, isolée dans son caractère militaire, continue à faire la guerre chaque année et sur toutes les frontières, en échange des impôts en argent et de la dîme de guerre. Toutefois l'ascension dans la hiérarchie grâce à la bravoure — car celle par les intrigues ne vient que plus tard et n'arrivera d'ailleurs jamais à être le principal moyen pour arriver — est permise à quiconque se sent des forces et a des aspirations. Celui qui, faisant le geste habituel et récitant la formule traditionnelle, se présente, *doit* être reçu parmi les fidèles de l'Islam. L'Empire, d'ailleurs, n'a pas été conduit — et ne l'était pas de nos jours — par les descendants des simples guerriers qui se rassemblaient, vers midi, sous le drapeau blanc de ralliement, autour de la table commune, du « pilaf » d'Osman le patriarche. Les Vizirs, les dignitaires de la Cour, les commandants de l'armée, — et tous le sont à tour de rôle, — les gouverneurs, sont choisis parmi les chrétiens, sans distinction s'ils ont renié de bon gré ou s'ils ont été faits prisonniers de guerre et si, par une certaine contrainte de leur situation, ils ont été amenés à abandonner l'ancienne croyance. Et c'est ainsi que des Grecs, — même parmi les Paléologue, ainsi qu'on l'a vu, — des Serbes, très nombreux, car la nation se trouvait, au moment de la conquête, en

plein essor, des Bulgares, en petit nombre, étant moins capables, des Albanais, très braves et très tenaces, se succèdent aux premiers rangs du monde politique et militaire ottoman.

Mais il y a aussi un autre moyen d'arriver, l'État ayant pris la charge d'aider l'avancement par le mérite. Dès les premiers temps on recueillait dans les villages les enfants les mieux doués pour être enfermés et préparés dans l'École du Sérail, d'où ils sortiront, selon les aptitudes de chacun, comme janissaires, ou spahioglans, — cavalerie permanente, d'élite de la Cour, — comme agas ou futurs hauts dignitaires de l'Empire. Ce prélèvement des enfants, dans une proportion fixée, un peu incertaine dans les sources, produisait-il une profonde douleur dans les villages parcourus par les agents du Sultan ? Il y avait là-bas abondance d'enfants et la vie s'annonçait lourde pour la plupart. Peu à peu les provinces retentirent de contes sur les fils de paysans chrétiens qui, amenés de force au centre de l'Empire, en étaient devenus les chefs, sans oublier pour cela les leurs, tel ce Mohammed Socoli, qui orna d'œuvres d'utilité publique son pays de naissance et fit de ses parents, entrés dans les ordres, les moines serbes Macarius et Antoine, des Patriarches d'Ipek. Il y eut même, avec le temps, des cas où des pères de famille turcs corrompirent les recruteurs pour pouvoir faire passer dans le tas leurs rejetons, en vue de l'avenir qui s'ouvrait pour eux[1].

1. Voy. comme le plus récent ouvrage dans ce domaine : Lybyer, *The government of the ottoman Empire in the time of Suleiman the Magnificent*, Cambridge 1913. Ajouter notre conférence sur *Les causes de la catastrophe de l'Empire ottoman*, Valenii-de-Munte, 1913.

Cette argumentation suffit pour faire voir clairement comment, quels que fussent ses défauts, dès le début, ou ses vices, développés plus tard, des germes que les renégats eux-mêmes avaient apportés de l'ancien milieu moral chrétien : l'intrigue grecque, la déloyauté serbe, l'avidité bulgare, l'opiniâtreté albanaise d'un Ferhad ou Sinan, les deux grands rivaux de la fin du XVI[e] siècle, l'Empire turc garantissait certainement la paix, l'ordre, la justice, l'avancement selon le mérite, sans lesquels les peuples soumis ne l'auraient pas toléré au lendemain même de la confusion causée par leur défaite.

CHAPITRE III

Les principautés roumaines et la vie de civilisation religieuse des chrétiens dans les Balcans.

Les Roumains sont-ils un peuple balcanique ou non? La Roumanie a, depuis 1878, un territoire au delà du Danube. Il est vrai qu'au point de vue géologique cette terre de la Dobrogea, avec son caractère de grande et intéressante antiquité, appartient tout aussi peu aux formations des Balcans qu'à celles des Carpathes, plus nouvelles les unes et les autres que la constitution de son sol; mais la géographie politique et toutes ses conséquences ethniques, religieuses, culturelles, relient la Dobrogea au complexe des pays balcaniques.

En tout cas, dans les anciens temps, le « balcanisme » des Roumains, et même de certains parmi les États qu'ils fondèrent, a été très prononcé et d'une grande importance. Dans ces régions vivent encore des centaines de mille d'Aroumains, de Roumains de Macédoine, ainsi qu'on les appelle dans le royaume, qui sont cependant aussi des Roumains d'Albanie, des Roumains de Thessalie, des Roumains de l'Ancienne Serbie et, par leurs colonies d'artisans, de marchands, d'aubergistes, des Roumains de toute la Péninsule Balcanique. Il fut un temps où les « Vlaques de la Montagne » (*Vlachi de Montanea)*, qui assuraient à Raguse, à Cattaro et aux autres

ports de l'Adriatique les fournisseurs de fromage et les chefs de caravanes, les « kervanadschis », les ὁδῖται de l'époque — car c'est le sens de la mention dans la chronique byzantine par laquelle ils apparaissent dans les sources pour la première fois — couvraient de leurs bandes et de leurs abris (*katouns*) toute la montagne du Pinde[1]. Il fut un temps où ils donnaient à la Thessalie le nom de Grande Valachie et où leurs éléments détachés accompagnaient les Albanais dans cette migration de la fin du XIVe siècle qui mena ces derniers jusqu'à Athènes et à Égine, et aussi jusque dans les vallées du Péloponèse, où des sources vénitiennes les mentionnent après 1400. Il fut un temps où toute la Serbie était parcourue par des bergers valaques dont on fixait des colonies, même avant 1300, sur les terres des couvents ou bien qu'on faisait entrer dans l'héritage personnel des premiers rois serbes. La Bosnie voisine en était aussi remplie, de sorte qu'au moment de leur invasion, les Turcs ont eu à combattre aussi contre ces Vlaques. Sans compter que plus tard, près de la Save et de la Drave, les Impériaux se défendaient, au XVIe siècle, contre d'autres bandes qui, avec leurs Voévodes, leurs cnèzes, leur « harambachas », menaient une vie de combats, qui les nourrissait en leur donnant la gloire, sur la frontière, et des noms comme Damian Frâncul (Damien le Catholique), qu'on retrouve dans les rapports militaires autrichiens, montrent que la serbisation n'avait pas encore complètement remplacé le langage roumain. Il ne faut pas oublier non plus ces Uscoques, fameux pirates ennemis des Turcs, qui

1. Cf. notre article sur Raguse et les Roumains dans le « Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale », année 1923.

étaient nommés, premièrement par les Byzantins, Morlaques, ce qui signifie Mauro-Vlaques, Roumains Noirs, nom que les Vénitiens empruntèrent ensuite pour l'appliquer à leurs auxiliaires pendant des siècles, auxiliaires un peu dangereux, mais très utiles, du côté de Segna (Zengg) et des environs : l'un des leurs, slavisé, italianisé, né sur terre impériale, passé par Stamboul, fut, au commencement du XVIe siècle, Gaspar Gratiani, prince de Moldavie. On rencontrera plus tard, dans notre exposé, ces paysans roumains, qui, par une suite de migrations de la principauté valaque, et non seulement à l'époque des persécutions fiscales des Phanariotes, donnèrent à la Serbie moderne plus de quatre-vingts communes sans enclaves étrangères, dans la vallée du Timoc[1], et à la Bulgarie plus récente, les groupes roumains compacts de Vidin, Lom, Nicopolis, Sichtov et Turtucaia.

Mais il s'agit ici des relations entre les États roumains : la Valachie, fondée vers 1300, la Moldavie, qui ne date que de 1360, avec ces États des Balcans, dont on a vu la fin fatale et misérable et avec ces nations balcaniques qui menaient, sous la domination turque, une vie supportable, dont cependant les éléments de civilisation devaient chercher un abri sur une autre terre chrétienne.

Dès 1260, des Voévodes, des cnèzes valaques, dont le nom sera toujours ignoré, accompagnaient ce « jeune roi » de Hongrie, fixé en Transylvanie et entouré surtout d'éléments roumains, ce prince

1. Voy. leur énumération dans la revue roumaine « Cugetul românesc », année 1923 (article de M. Emm. Bucutsa).

Étienne, qui pénétra, contre les Bulgares, du côté de Vidin et, par les autres passages du Danube, jusqu'à Plevna. Après cent ans, l'organisation roumaine étant terminée en Valachie, tout l'héritage byzantin et balcanique paraissait devoir revenir aux Roumains, les seuls chrétiens restés debout après le conflit avec les envahisseurs.

Ce n'étaient pas des étrangers, car, si l'on partage facilement, dans des ouvrages de théorie, les peuples qui habitent des Carpathes aux îles de l'Archipel et au cap Matapan en Roumains latins, Bulgares touraniens, Serbes slaves, Albanais illyriens et Grecs hellènes, parlant chacun, à l'exception des Bulgares, des langues différentes, qui ne sont pas cependant sans d'importants emprunts réciproques, des recherches anthropologiques sérieuses arriveraient sans doute aux résultats, prévus par l'histoire et confirmés par l'étude de la vie populaire et de l'art populaire, que tous ces peuples ont une origine commune, qui n'est ni hellénique, ni slave, ni latine, ni, bien entendu, touranique. Nous avons montré ailleurs[1] qu'il faut admettre la survivance dans tous ces descendants du grand peuple des Thraces et des Illyriens apparentés, qui s'étendait jusqu'en Asie Mineure, dans la région du Caucase et aux sources de l'Euphrate, et dont la disparition subite et totale serait inexplicable. Il faut ajouter que les mêmes influences grecques et romaines se sont exercées sur tous ces peuples et que les Slaves, Antes et Vénètes, ont

1. Voy. aussi Iorga, *Trei lectii de istorie pentru principele Carol*, Valenii-de-Munte, 1912; *L'art populaire en Roumanie*, Paris, 1923. Cf. aussi notre communication au Congrès d'histoire de Bruxelles, dans le « Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale », année 1923.

occupé pendant longtemps les pays du Danube et qu'ils comptent aussi parmi les ancêtres subsidiaires, pour ainsi dire, des Roumains.

Sous tous les points de vue, il est donc parfaitement explicable que les nouveaux princes chrétiens, voisins de l'Empire byzantin, ces Valaques d'Argech, de Târgovichté et de Bucarest, les trois capitales qui se succédèrent au XIVe et au XVe siècle, lièrent des relations de famille avec les dynasties slaves des Balcans. En ce qui concerne les Serbes, la princesse Anca épousa Ouroch, le fils de Douchane. Alexandre, prince de Valachie, contemporain du Tzar bulgare Alexandre, porte ce même nom, qui n'est pas dans les traditions des Balcans; une fille du prince Basarab, père d'Alexandre le Valaque, épousa l'homonyme bulgare de ce dernier; des filles de ce même prince Alexandre, l'une fut la femme de Sratschimir, dynaste de Vidine. Les relations de famille ne manquent pas même avec la Bosnie, car le nom de Vlaicu, fils d'Alexandre, est certainement bosniaque. Les Byzantins viennent à leur tour, car ils envoyèrent aux Roumains la princesse Kallinikia, mère de Mircea, le second grand « Voévode » de la principauté valaque; le titre de « despote » que porte ce Mircea lui vient de Byzance grâce à une alliance de famille. Les Roumains participèrent donc auprès des nations balcaniques aux combats de Tschrmen et Kossovo et, après que ces combats eussent montré que la résistance des anciens États était impossible, ils tâchèrent de les remplacer. Ce fut la cause pour laquelle les guerriers de Vlaicu lui-même entrèrent à Vidine, dont les habitants acclamaient le prince roumain par le titre de « roi », « kral », et à Nicopolis; ceux de Mircea gardèrent pendant des années Silistrie. Toute la

Dobrogea, qui, sur les rives du Danube, était remplie du surplus de la population valaque, tomba, après la mort de Dobrotitsch et de son fils Ivanco, sous la domination des princes de la rive gauche du Danube. Si Mohammed I n'avait pas réussi, en écartant ses frères, à reconstituer l'unité de l'Empire ottoman, il est impossible de prévoir quel aurait été le dernier terme de la pénétration roumaine dans les Balcans et quelles en auraient été les conséquences.

Cette œuvre d'impérialisme politique n'aboutit pas. Il restait aux Roumains néanmoins le devoir d'accorder la protection de leur trône autonome et de leurs richesses croissantes à l'Église chrétienne des Balcans, à laquelle était liée la civilisation particulière des nations d'outre-Danube et leur avenir national.

Cette vie religieuse des chrétiens balcaniques n'avait pas été atteinte par la conquête. Quelques jours après son entrée à Constantinople, Mohammed II appelait le moine Gennadios Scholarios pour l'établir sur le trône, vacant depuis longtemps, à la suite des querelles furieuses entre les unis et les non-unis, du Patriarcat œcuménique. Il devait être ce qu'avaient été ses prédécesseurs : non seulement le chef d'une Église, mais aussi un juge suprême dans le domaine de la juridiction ecclésiastique, ainsi que le représentant, sous certains rapports, de sa nation entière. Mais la situation que lui créait le Sultan vainqueur était plus grande. De même que dans le monde turc il était impossible de séparer la nation religieuse de la nation politique, l'idée musulmane étant amalgamée, entrelacée pour ainsi dire au système d'État ottoman et toute cette classe guerrière n'étant une nation que dans le sens de membres de la vaste communauté spirituelle mahométane, de même

Mohammed II ne pouvait voir dans les chrétiens qu'un *milet*, une communauté, qui, étant évidemment religieuse, orthodoxe, était en même temps nationale, grecque. Et le conquérant n'était pas disposé à reconnaître plus d'une Église, plus d'un « *milet* ». Il y était autorisé par le fait qu'il avait rencontré en Serbie la hiérarchie byzantine rétablie dans ses droits, qu'il l'avait retrouvée sur les côtes de la Mer Noire, dans le despotat de Dobrotitsch, puis du côté de Vidine, dans l'héritage de Sratschimir — et il est clair que Mohammed II n'aurait pas, uniquement à cause du Patriarcat déchu du Trnovo, dans lequel les Byzantins ne voyaient qu'un simple évêché, ou en faveur du Patriarcat, encore plus déchu, d'Ochrida, compliqué ses relations avec ses sujets en reconnaissant encore une forme, religieuse et politique en même temps. De la sorte, ce que l'Église de Byzance s'était efforcée d'accomplir au XIV[e] siècle : remplacer la rivalité hiérarchique slave (l'évêque de Serrès, bien que slave, collaborait avec les moines grecs d'Athos vers 1370), s'accomplissait maintenant par la mesure entière et définitive que prenait l'empereur païen de Constantinople.

Ce Patriarcat, vivant dans l'ombre de l'Empire, et dont les occupants étaient confirmés et soutenus de toute manière par le gouvernement ottoman, aurait pu avoir une situation encore plus favorable si des fautes impardonnables, en rapport avec l'ancienne tradition d'intrigues, de querelles et de corruption, n'avaient amené la rapide succession violente des « chefs de la nation grecque » et l'accumulation de dettes insupportables, qui forçaient, dès le commencement du XVI[e] siècle, un Patriarche à aller mourir à Târgovichté, capitale de la Valachie, un autre à tendre

personnellement la main pour des aumônes dans la Moldavie d'Alexandre Lapouchnéanu, un troisième à parcourir les Cours roumaines de Mihnea le Valaque et de Pierre le Boiteux, de Moldavie, avant de passer en Russie, d'où il attendait des secours plus généreux. On créa, pour deniers comptants, de nouveaux évêchés, comme en Ibérie, et même de nouveaux Patriarcats, — à Moscou, — et il était question que la Moldavie du prince Jérémie Movila obtînt, à la fin de ce même siècle, l'organisation patriarcale de son Église.

De cette manière, les chefs de l'orthodoxie, qui finiront avec le temps par être pendus sous l'accusation de trahison (tel Parthénius de l'époque des grands princes roumains du XVIIe siècle, Basile Lupu et Mathieu Basarab), sont nommés et déposés comme un prince de Bucarest ou de Jassy. Mohammed Socoli chercha à ressusciter, ainsi qu'on l'a dit, pour des parents, le Patriarcat d'Ipek, dont les relations avec les Roumains de Transylvanie, et même avec les Principautés, furent étroites et durables. L'Europe catholique vit, de temps en temps, quelques archevêques de la Première Justiniane, de Bulgarie, Serbie, Macédonie, Albanie, de « Moldavie et Valachie », quelque pauvre évêque d'Ochrida en somme, demander appui dans les résidences des empereurs, des rois et des princes. On arriva à ce résultat que les Patriarches asiatiques et africains, qui ne vivaient pas directement sous les yeux du maître et sous les griffes des personnages influents et pouvaient par conséquent être élus d'une manière plus honnête et plus pacifique, eurent un plus grand rôle, qui s'affirma surtout au XVIIe siècle. Ils se maintinrent avec moins de dépenses et d'humiliations et terminèrent leur règne

en même temps que leur vie. Ce sont les chefs des Églises d'Antioche et de Jérusalem, dont les derniers conduisirent l'œuvre entière de lutte contre le catholicisme à Kiev, à Moscou, dans la première moitié du siècle et puis, dans la seconde, à Bucarest, auprès du prince Constantin Brâncoveanu, par l'action intelligente et organisatrice de Dosithée et de son neveu, Chrysanthe Notaras. Il en fut de même pour le Patriarcat d'Alexandrie, qui donna à Constantinople, dans la personne de Mélétius Pigas, un vicaire vers 1600.

Mais une partie de la vie religieuse chrétienne ne trouva plus un soutien durable dans l'Empire : ce fut celle des Slaves. La destruction de Trnovo, où se trouvait l'école de lettrés du Patriarche Euthyme, jeta au delà du Danube les moines savants de la Bulgarie de Sichman. La Serbie de Belgrade, de son côté, ne put garder, dans ses derniers jours de décadence, ses calligraphes et ses grammairiens.

Les premiers manuscrits ecclésiastiques qu'on a trouvés en Roumanie, contiennent aussi des lettres de ce célèbre Patriarche Euthyme[1]. Ces missives du grand lettré étaient adressées à un moine serbe, doué également de riches connaissances et dons spirituels, Nicodème. Ce « pope » (prêtre), ce qui signifie hiéromonaque — l'espèce n'était pas fréquente dans les petits couvents roumains de l'époque, remplis de moines illettrés, — était le fils d'un « Grec » de Macédoine, de Castoria, et d'une femme serbe. Il avait fait son éducation au Mont Athos, que Douchane avait visité et comblé de présents et sur lequel il avait

1. Cf., outre Iorga, *Histoire de la littérature religieuse* (en roumain), les indications contenues dans Stefulescu, *Monastère de Tismana* (en roumain), 2e éd., Bucarest 1903, p. 22, note 2.

étendu son patronat, mais qui avait abrité autrefois dans ses cellules l'empereur byzantin Jean Cantacuzène. Bien que les signatures sous les actes athoniques de l'époque ne fussent que rarement slaves, on pouvait y compléter ses études en slavon. Nicodème ne suivit pas une politique religieuse dans un sens slavon séparatiste, mais, bien au contraire, il aida son parent, le « cnèze » Lazare — c'est le titre que lui donne la légende de Saint Nicodème, deux fois traduite en roumain, — à se réconcilier, ainsi que l'avait fait avant lui Ougliécha, avec l'Église de Byzance[1].

Vers 1370, lorsque commence l'œuvre de fondateur de couvents accomplie par Nicodème, les Turcs dominaient partout dans ces régions occidentales dont il tirait son origine. Il chercha donc aillleurs un terrain sûr : après une tentative du côté de Kladovo, où il retrouva la « puissance des Agarènes », il se réfugia sous l'égide du prince Vlaicu, dont les relations avec Vidine et Nicopolis sont connues, et il passa dans les régions de Severin, tout récemment occupées sur les Hongrois, en face du pays serbe de la Kraïna. Il y bâtit, dans cet esprit strictement monacal, avec des tendances d'indépendance envers les évêques, tel qu'il dominait dans les couvents de la Montagne Sainte, le monastère de Voditsa, consacré à Saint Antoine, puis il passa à Tismana, sous Radu, frère de Vladislav (Vlaicu), et à Prislop au delà des montagnes, située peut-être sur le territoire transylvain qui appartenait à ce prince. Puis, un nouveau courant, toujours plus fort, ayant été créé de cette façon aux dépens de la hiérarchie grecque, qu'animait un étroit

1. Voy. le « Bulletin de la section historique de l'Académie Roumaine », II : Iorga, *Relations avec le Mont Athos.*

esprit byzantin, de la Métropolie valaque[1], il accrut aussi de l'autre côté de la rivière de l'Olt les couvents de moines lettrés, et, vingt ans après son arrivée dans le pays, il y avait à Neamto, à Bistritsa, peut-être même à Moldovitsa, des monastères moldaves dans le même esprit.

Ainsi, à l'époque où la principauté valaque recevait son organisation métropolitaine par des Grecs représentant une certaine civilisation, — bien que des manuscrits de l'époque ne nous soient pas parvenus, — à l'époque où des Grecs, un Sinadinos et d'autres, passaient en Valachie et devenaient même parents de la dynastie, la civilisation slavone émigrait, gagnant de fortes citadelles, très richement dotées de terres — même outre-Danube, par la donation du despote Étienne, — dans les pays roumains.

Cette vie ecclésiastique organisait et répandait sa civilisation spéciale, étroitement organisée, bien au delà des frontières des deux principautés roumaines. Bien que le monastère de Rilo, en Bulgarie[2], contienne un grand nombre de manuscrits, dont quelques-uns ont été publiés récemment en fac-similé par le Ministère de l'Instruction Publique de Sofia comme spécimens authentiques de l'art bulgare, bien que ici et là, dans les pays serbes, comme à Opovo, un mouvement de civilisation persiste, bien qu'une de ces enceintes ait contenu au XVI[e] siècle aussi une impri-

1. Voy. mon Mémoire concernant la création des Métropolies, dans le « Bulletin », cité.

2. Ce monastère mura ses manuscrits en 1385; il fut ensuite dévasté et resta inhabité jusqu'en 1460, quand il fut relevé, mais sans devenir un centre de civilisation. Les manuscrits de 1469 et 1483 (Jirecek, *Fürstentum Bulgarien*, p. 496) furent écrits par des lettrés habitant les pays roumains ou amenés des régions de la rive gauche du Danube.

merie, qui ne dura pas et ne produisit que très peu, la Péninsule Balcanique fut dénuée, pendant des siècles, d'un enseignement et d'un art slave, développés sur leur ancien territoire. Au Mont Athos, les lettrés slaves avaient été petit à petit presque complètement écartés par l'exclusivisme grec et cette culture grecque elle-même ne donnait pas de fruits trop importants à une époque où le prédicateur allemand Gerlach nous expose l'état d'ignorance où se trouvaient les détenteurs des sièges métropolitains célèbres, même dans les environs de Constantinople. Pour ce qui est de la fondation de nouveaux couvents, du développement des anciens germes de civilisation, il ne peut même en être question, car les Turcs observaient très strictement le principe politique de ne pas laisser élever de nouvelles tours à la gloire du Dieu des vaincus.

On peut donc admettre, dans les relations des Roumains avec leurs coreligionnaires d'outre-Danube, une *première phase*, qui comprend l'établissement de la Métropolie valaque, par le transfert de Vicina, dans ce qui sera la Dobrogea, d'un Métropolite sans fidèles et sans revenus, Hyacinthe, puis les efforts pour établir en Moldavie des Grecs, un Théodose et un Jérémie, et, d'un autre côté, l'œuvre entière de civilisation slavonne de Nicodème, dans un esprit fidèle à Byzance. Cette phase comprend aussi l'arrivée des exilés parmi les chefs de la vie d'État balcanique dans la hiérarchie commençante des Roumains, pour transformer les anciennes normes patriarcales en des normes d'officialité byzantine, aux grades bien fixés et aux cérémonies immuables. Dans cette phase, Grecs et Slaves, — les premiers dans une mesure beaucoup

plus large — aidèrent les Roumains à passer rapidement un grand nombre de degrés intermédiaires, de sorte que, sous le prince valaque Mircea et sous le Moldave Alexandre le Bon, les vrais fondateurs de la vie d'État, ils possédaient la civilisation politique byzantine et slavo-byzantine dans la totalité de ses éléments divers.

Du temps de Mircea, Constantinople influençait encore la vie spirituelle des Roumains dans celle des deux Principautés qui était de fondation plus ancienne, et le milieu politique devait lui venir encore en aide. En Moldavie, lorsque la personne de Joseph, un indigène, fut imposée par le prince aux Constantinopolitains comme premier Métropolite canonique, la défaite des « œcuméniques » grecs ne signifiait pas du tout l'écartement de l'hellénisme. Une étole, trouvée récemment en Russie[1], porte le portrait du prince sous un chapeau pareil à celui du Paléologue contemporain, le portrait de la princesse, sans couronne, ainsi qu'une inscription grecque dont le style politique même est celui des empereurs. Le splendide Évangéliaire, conservé aujourd'hui dans la Bodléienne d'Oxford, porte, en face du texte slavon, une version grecque, contemporaine également, calligraphiée avec grand soin. Les Métropolites valaques venaient peut-être encore « de la cellule du Patriarche » et ceux de Moldavie étaient souvent contraints à faire le chemin de la capitale impériale et étaient exposés à se voir refuser l'entrée de la ville par quelque œcuménique courroucé.

Mais, dès 1430-50, les relations avec Byzance sont

1. Voy. ma notice sur l' « Étole d'Alexandre le Bon » dans le Bulletin cité, année 1913.

rompues, car le territoire intermédiaire, aussi bien bulgare que serbe, — quoiqu'une Cantacuzène, Irène, soit l'épouse de Georges Brancovitsch, — fut occupé par les Turcs, qui isolaient complètement Constantinople. C'est l'époque où, si la Moldavie envoie comme représentant au concile pour l'Union, de Florence, à la suite de Jean VIII et du Patriarche Joseph, le Métropolite Damien, probablement un Grec, et le protopope Constantin, qui, de même que Neagoe, son compagnon laïque, peut signer en grec, la Valachie n'y a pas son représentant. C'est probablement alors qu'à défaut d'un autre hiérarque avec lequel ils eussent pu garder des relations canoniques, les princes valaques demandèrent la confirmation de leurs évêques au Patriarche d'Ochrida, qui, dans des circonstances d'ailleurs inconnues, eût probablement, vu qu'il se trouvait sur le territoire du Sultan, *intéressé à ce moment à lui donner la primauté*, quelques moments de célébrité.

La *seconde phase* se distingue par la disparition totale des relations culturelles et même hiérarchiques avec Byzance, qui se trouve annullée politiquement par la conquête de 1453. De cette manière les liens de civilisation, sinon les liens hiérarchiques, — Mohammed II possédant, ainsi qu'il a été dit, son Patriarche de langue grecque, — en devinrent plus étroits, les Grecs ne figurant plus comme concurrents. Et ce n'est pas tout : ces Slaves ont perdu désormais dans les Balcans presque complétement le droit à une vie ecclésiastique et culturelle propre, car la Serbie, la Hertzégovine n'existent plus; les monastères, florissants avant la conquête turque, de Ravanitza et autres, se sont isolés dans la barbarie; il n'y a plus,

sur la rive droite du Danube, un seul siège de domination chrétienne dont puissent partir des aides et un appui moral pour des moines copistes et artistes.

Le Monténégro des Tschernoïévitch, qui arriva vers 1500 à une autonomie parfaite, était un centre trop pauvre et trop lointain. Il put recevoir le moine Macarius, qui avait appris à Venise l'art nouveau de l'imprimerie, mais les cnèzes-évêques de là-bas n'avaient ni le goût, ni les moyens, ni les relations politiques nécessaires pour se mettre à la tête de la propagande culturale par la parole imprimée, à meilleur marché que celle des lents et patients calligraphes.

Ce fut donc aux princes roumains que revint la mission d'accorder un puissant appui à cette civilisation slave. Ce n'est pas un hasard si, après les princesses slaves et byzantines du xive siècle, qui provoquèrent l'intervention roumaine dans les Balcans et au Mont Athos, on voit à cette époque, aux côtés des princes, les « despinas » (filles de despote) Militza, femme de Basarab IV Neagoe, fondatrice du monastère d'Argech, et Hélène-Catherine, femme de Pierre Rarech (fille du despote Jean), de la famille de Georges Brancovitsch, chassée par les Turcs de la dernière cité serbe, des femmes de haute et insigne lignée qui représentent sur les sièges de Valachie et de Moldavie *la concentration culturale slave sur les terres roumaines*. Elle durera des siècles et donnera aux Roumains le rôle de conservateurs de l'unité chrétienne dans le monde soumis, sous le rapport politique, à l'Islam et, sous celui de la civilisation, à l'hellénisme, ressuscité par la conquête même qui devait le détruire. La personnalité intéressante de

Niphon, ancien Patriarche de Constantinople, appelé ou amené par Radu le Grand, prince de Valachie, pour organiser d'une manière strictement canonique l'Église de sa principauté, ne doit pas nous tromper. Il était originaire du « pays de Dalmatie », son père se trouvant au service de Georges, prince de ce pays, qui n'est autre que Brancovitsch, alors que Manuel Hlapen, qui le dénonce, descend du seigneur macédonien du même nom; dame Irène, qui le sauve, est la Cantacuzène de Semendrie; son frère, « le Voévode Thomas de l'île de Péloponèse », est Thomas Cantacuzène, le despote de Morée banni par Mohammed II. Marie, mère de Niphon, était aussi une Serbe. Le « maître » de ce Nicolas, le futur Patriarche, qui lui enseigna sans doute les lettres slavonnes, ainsi que le biographe de Niphon, Gabriel, « protos » de l'Athos, furent aussi des Slaves, — et ce dernier appartenait à l'un des monastères qui conservent toujours l'office slavon, car il n'aurait pas insisté autrement sur ces origines slaves. Zacharie d'Arta, moine de Vatopédi, « connaissant le grec et le slavon », appartient peut-être à la même nation, sinon à la nation albanaise, ayant été sacré diacre par Nicolas, Patriarche d'Ochrida, « de la Première Justiniane, de tous les Bulgares et Serbes, du pays d'Albanie et d'autres régions » — sans aucune mention des pays roumains, par conséquent avant la liaison passagère de ce pays avec le siège d'Ochrida, — et à cette place on trouve l'explication de la manière dont ce siège a été rétabli à la suite du Concile de Florence, en guise de protestation contre l'acte d'Union, par l'appel de ce prélat établi à Constantinople de la part du « gouverneur de la cité de Linardie » (Léonard Tocco), qui est évidemment,

Arta. Niphon passa quelque temps auprès de Scanderbeg comme prêtre à Croïa. Zacharie devient le nouveau Patriarche d'Ochrida et il combat contre l'intrus *grec* envoyé par le Sultan, par l' « émir », Marc Philocarabe, comme évêque dépendant du Patriarcat œcuménique, byzantin. Après un stage à Athos, Niphon est élu Métropolite de Salonique, ville entourée de Slaves, et ce n'est que là qu'il put faire sa réconciliation définitive avec les Constantinopolitains. Son avènement même au trône de la « Grande-Église » pouvait paraître de la sorte une victoire slave. Il est possible même qu'en dehors d'autres motifs[1], la chute de Niphon, sa persécution à Constantinople, à Sozopolis, à Andrinople, aient eu *ce* motif[2]. Nombreux étaient les souvenirs de combats et souffrances balcaniques qu'apportait avec lui cet exilé!

Mais, à l'occasion de la consécration du couvent d'Argech, Neagoe, qui n'avait pas oublié dans ses donations les églises de Macédoine, ne put amener, en dehors du Patriarche byzantin Théolepte, que des Métropolites grecs, de Serrès et de Mélénic, en Macédoine, de Midiathrace et de Sardes, outremer. *Ce qui se conservait encore de la vie religieuse slavo-byzantine avait passé maintenant dans les pays roumains, et dans ces pays seuls.*

C'est alors que, sous le prince Radu le Grand et son successeur Mihnea, fut publié en Valachie le pre-

1. Bandurius, *Imperium Orientale*, Chronique des Patriarches; passage reproduit dans la revue roumaine *Magazinul istoric pentru Dacia*, IV, pp. 333-344. Cf. *Niphon, Patriarche de Constantinople* (en roumain), par N. Popescu, dans les « Annales de l'Académie Roumaine ».

2. V. Vie de Niphon, éd. Erbiceanu, Bucarest, 1888.

mier Liturgiaire slavon pour tout le monde slave des Balcans, et l'imprimeur Macarius donne à son protecteur le titre, emprunté aux dynastes serbes, de « Grand-Voévode de toute la Valachie *et de la Podounavie* ». Le Métropolite serbe Maxime ou Maximien, de la famille des Despotes, se trouvait alors en Valachie et il intervint pour la conclusion de la paix entre Valaques et Moldaves, alors que, dans la région où avait prêché Nicodème, les boïars de Craiova, le Ban Barbu à leur tête — le nom est vénitien, importé par les Serbes, et ces frères avaient aussi du sang serbe, car leur sœur, la mère de Neagoe, se nommait Neagoslava, — érigeaient le monastère de Bistritsa, qui arriva au niveau de Tismana en ce qui a trait à la diligence de ses calligraphes[1].

Macarius lui-même sera le Métropolite de Neagoe, auquel il donne le même titre de prince « de la Podounavie », titre qu'on retrouve d'ailleurs aussi sur la pierre sépulcrale d'Argech, dans un style slavon fleuri. On commettrait une erreur en affirmant que Macarius le Moldave, le lettré qui a écrit dans le plus beau style rhétorique, d'après un modèle byzantin, la vie de Pierre Rarech, et qui a transmis aussi son savoir à Azarius, à Ésaïe de Slatina, était un disciple du professeur slavon de la Valachie, de même que la princesse Hélène elle-même était une parente plus jeune, élevée et mariée en Moldavie par Militza, femme de Neagoe; on peut admettre cependant que ce disciple de Théoctiste II — lui-même grand maître de la langue slave — avait choisi son nouveau nom de moine par admiration pour celui dont les beaux

1. J'ai fixé ces relations aussi dans mon livre roumain *Histoire de la littérature religieuse des Roumains*, p. 49 et suiv.

ouvrages d'imprimerie ecclésiastique se trouvaient entre ses mains.

Cette civilisation se conserve, avec un rehaussement à partir de 1560, lorsque évidemment il y avait aussi l'influence du siège épiscopal d'Ipek, ressuscité par Mohammed Socoli, de même que celle exercée par la princesse Chiajna, mère du prince valaque Pierre, et fille d'Hélène la Serbe et de Pierre Rarech — cette Chiajna que nous supposons avoir déterminé aussi la rédaction des annales valaques, d'après le modèle de celles de Moldavie, — et peut-être même l'influence du commerce de livres que faisaient les Saxons de Transylvanie dans les Balcans, jusqu'à la fin du siècle, ayant le même caractère général pour tout le Sud-Est de l'Europe. La série des lettrés de slavon se termine en Moldavie avec ce Métropolite Théophane, du prince Pierre le Boiteux, qui, envoyé par Élisabeth Movila à Athos pour de pieuses fondations, est enseveli sous une pierre à inscription grecque, symbole du remplacement d'une influence par l'autre.

Car maintenant la *troisième phase* avait commencé, celle où l'hellénisme, réveillé à Constantinople par le nouveau commerce, par les nouvelles et vastes relations d'affaires avec le monde entier, cherche et *trouve du côté des principautés roumaines* ce qui lui manquait là-bas : la sécurité, un milieu chrétien supérieur en civilisation et richesses, des honneurs suprêmes et enfin et surtout *l'illusion de cet Empire* qui avait péri à Byzance, mais que les savants de la nation espéraient pouvoir faire revenir.

Ce n'est cependant pas sur le Danube que paraît le premier maître grec, qui trouvait d'autres places

propices à son enseignement, Chypre, la Crète, qui donna Hermodore Lestarque; Venise, où travaille Gabriel Sévéros, Métropolite de Philadelphie, ayant sa résidence dans la riche église de Saint-Georges « de Greci »; Lemberg, tout remplie de Grecs, marchands du précieux vin de Malvoisie, et d'exilés princiers et nobles des pays roumains — toute la famille du prince Iancu le Saxon, composée uniquement de Grecs qui entouraient sa veuve; — Ostrog, où écrit le poète Georges Palamède, chantre, de même que le simple Trésorier Stavrinos, des exploits de Michel le Brave, prince de Valachie, contre les Turcs. Les hôtes qui indiquent les nouvelles routes, connues d'ailleurs par les marchands du xv[e] siècle, que la Βλαχία pouvait rapidement enrichir, furent les créanciers et les conseillers des princes qui, à partir de Mircea Ciobanul (le « marchand de moutons »), viennent de Constantinople à Bucarest. La Cour de Mircea est formée en majorité de ces Orientaux, et l'un d'eux, le Comis Giazis, fut accusé d'entretenir des relations avec la princesse Chiajna, dans son veuvage. L'une des filles de cette princesse épousa Chaïtanoglou, et sa famille perdit le pouvoir à cause de la rupture violente de ce mariage, d'après les conseils du Patriarche de Constantinople, Joasaph, un Albanais. Le neveu du patriarche, Stamati, était aussi le mari d'une fille de Mircea. Le successeur de Pierre, frère de cette princesse, Alexandre, fils d'un autre Mircea, vient également de Constantinople, et il amène une princesse gréco-levantine, Catherine, de la famille des Salvaresso, originaire de Chios, qui fut, sous son fils Mihnea, la vraie souveraine du pays.

Quand la coutume funeste d'envoyer les princes de Constantinople fut introduite en Moldavie égale-

ment, Pierre le Boiteux, frère d'Alexandre, eut pour épouse Marie Amirali, de Rhodes. Iancu le Saxon, qui arrivait des mêmes places d'exil, dans les îles de la Méditerranée, amena Marie Paléologue, veuve d'un Grec et ayant un fils de ce premier mariage; ses filles, dont l'une se nommait Chrysaphine, étaient mariées à des marchands grecs qui faisaient le commerce avec la Galicie. Le prince Aaron fut aussi le mari d'une Cantacuzène. Michel le Brave lui-même, parent du Ban Iani, avait du sang grec par sa mère.

L'établissement des Grecs qui entrent dans les rangs des boïars commence : l'occupation des trônes est négociée, vers 1590, surtout, par le fils de Chaïtanoglou, qui avait été sacrifié par les Turcs pour ses richesses, Andronic, auquel Michel aussi dut le trône. Ce second Cantacuzène assure enfin ses créances et sa personne venant en Valachie; il y détient l'office de trésorier. A cette époque Mélétius Pigas, qui songeait, ainsi qu'on le verra, à créer un Patriarcat roumain, est le conseiller de Michel le Brave, de même que celui de Jérémie Movila. Le Métropolite valaque Euthyme demande qu'on lui envoie de Constantinople des nomocanons byzantins; Jassy abrite un synode contre la propagande latine au milieu des Ruthènes voisins; les présents sont de plus en plus riches, non seulement pour le Mont Athos, où on rencontre parmi les bienfaiteurs principaux Vlaicu, protecteur du Métropolite valaque Chariton et fondateur du couvent de Coutloumouz, puis Mircea et surtout Neagoe, qui refit, on peut le dire, la Sainte Montagne, parmi les princes valaques, et, parmi les Moldaves, Étienne le Grand, créateur de Zographou, Pierre Rarech, dont on trouve les traces un peu partout, Alexandre Lapouchnéanu, nouveau fondateur de

Dochiariou, sans compter un grand nombre de riches boïars[1], mais aussi à Salonique (don de Mihnea au couvent de Blatadon, Blatéon) à Saint Sabbas de Jérusalem (création d'un métoque à Jassy, par Pierre le Boiteux). La coutume de dédier aux Saints Lieux les monastères indigènes commence : Radu Mihnea s'occupe ainsi du monastère Saint-Jean à Sozopolis, où avait demeuré comme Patriarche déposé, avant de venir auprès de l'ancien Radu, le grand Niphon. A cette époque le monastère valaque de Golgota est dédié à l'un des couvents des Metéores thessaliens[2]. Nicéphore le didascale parcourut, le lendemain du départ du Patriarche Jérémie, hôte lui-même de Mihnea et de Pierre le Boiteux, comme apôtre de l'intransigeance orthodoxe, les principautés et la Pologne voisine[3]; Denis Rhalis, Métropolite de Trnovo, en querelle avec Constantinople, accompagne Michel le Brave en Transylvanie et en Moldavie, où il fonctionne comme vicaire métropolitain après la fuite du Métropolite lui-même, Georges Movila, partisan de son frère vaincu; Luc de Chypre, un célèbre calligraphe, fixé en Valachie dès le règne de Mihnea et fondateur d'une vraie école, qui existait encore vers 1650, est évêque de Buzau, puis Métropolite pour ses mérites de lettré. Il ne fut destitué que par les siens de Constantinople, qui s'arrogeaient ce droit sur l'Église de Valachie. Des Patriarches de Jérusalem entretiennent par leurs voyages en Russie, où s'orga-

1. Voy. notre mémoire dans le *Bulletin de l'Académie Roumaine*, II.

2. Voy. notre mémoire sur les relations des Roumains avec les Météores dans ce même *Bulletin*, III, fascicule I.

3. Voy. notre mémoire sur les relations des Principautés avec Constantinople au XVIe siècle, *ibid.*

nise la Métropolie de Kiev, grâce aux efforts de Pierre Movila, un membre de la dynastie moldave passé en Russie, les relations avec l'Orient grec[1].

Faut-il voir dans ces faits un envahissement ambitieux, une exploitation perfide? On en sait suffisamment aujourd'hui pour répondre : non, aux deux questions.

A l'exception de Luc et d'Ignace, évêque de Râmnic, on ne trouve ni évêque, ni Métropolite grec dans les principautés roumaines jusqu'à Métrophane de Nissa, Métropolite de Constantin Brâncoveanu. Mais on a sous Mathieu Basarab un évêque d'origine bulgare, celui qui avait préparé ce règne par son intervention auprès d'Abaza, le puissant Pacha du Danube. Les boïars grecs : les fils d'Andronic, Constantin Cantacuzène, époux de la fille de Radu Cherban, prince de Valachie, ses frères établis en Moldavie, Iordaki et Thomas, dont les femmes sont Moldaves, parlent défectueusement le roumain, — de même que Basile Lupu, lui-même fils d'une Roumaine, Irène, mais aussi de l'Aga Nicolas, peut-être un Aroumain venu avec Radu Mihnea d'au delà du Danube, — mais ils ne veulent pas passer pour Grecs. On n'ouvre pas d'écoles grecques, mais, bien au contraire, l'influence de Pierre Movila ressuscite pour une trentaine d'années le culte du slavon, qui ne disparaît de l'usage que vers la fin du XVII[e] siècle.

Même lorsqu'on a à Bucarest, sous le prince Cherban, un Cantacuzène, à Jassy, des écoles grecques, elles ne sont pas les instruments d'une propagande

1. Voy. notre « *Histoire de l'Église roumaine* » (en roumain), I.

nationale hellénique, qui aurait été inconcevable à cette époque, mais elles représentent la forme culturale supérieure, dans la langue consacrée, qui correspondait à la langue latine conservée par les Occidentaux. Les imprimeries grecques du prince Duca, du même Cherban, de Brâncoveanu, sont destinées seulement à donner des armes à l'orthodoxie dans la guerre ouverte contre le catholicisme qui avançait, soutenu par la Maison d'Autriche.

En échange, ces relations ont procuré aux principautés de grands avantages *politiques*.

Déjà sous les princes Alexandre et Mihnea, de la deuxième moitié du XVI[e] siècle, les princes roumains étaient intitulés βασιλεῖς, empereurs. Le Patriarche Jérémie était d'avis que Pierre le Boiteux pourrait régner dans Constantinople elle-même. On trouve du temps de Mathieu et de Basile, vers la moitié du XVII[e] siècle, des prélats qui mentionnent ces princes à la place des Césars. Basile, juge entre les moines du Mont Sinaï, rempli également de donations roumaines, et le Patriarche d'Alexandrie. Il nomme à Jérusalem des chefs du Patriarcat choisis parmi les moines qui l'entourent (tel, après Théophane, Païsius, qui passa de longues années en Moldavie et en Valachie). Les Patriarches d'Alexandrie eux-mêmes vivent par la grâce de Basile, qui payait aussi le tribut du Mont Athos. La « Grande Église » de Constantinople, dont il couvre les dettes, se soumet à l'administration du prince magnanime et en reçoit une nouvelle constitution. Les Métropolites grecs sont contraints à se rendre dans leurs diocèses, cessant leurs intrigues habituelles auprès de la Porte, et ils se déclarent prêts à accepter la punition du prince pour leur ino-

bédience éventuelle. Les Patriarches s'élèvent et tombent par sa volonté. et l'un d'entre les Grecs les plus lettrés, Athanase Patellarios, longtemps abrité dans un couvent de Galatz, écrit, en vers héroïques, les louanges de ce « nouvel Achille », qu'il déclare considérer comme successeur des empereurs et chefs de la chrétienté orientale. Il fut accusé d'avoir préparé, à l'aide du Patriarche Parthénius II et des évêques qui l'entouraient, peut-être même avec le concours des Polonais et des Vénitiens, son couronnement comme Empereur de Constantinople[1]. Dans cette ville impériale, le sacre des Voévodes, leur cortège solennel, sont absolument ceux des anciens Césars, et, dans leurs capitales, où les églises sont couvertes de portraits des princes couronnés, l'office est célébré comme pour les dominateurs du Byzance. Ils ont hérité du devoir qu'ils avaient de présenter au chef de l'Église à la fête du Nouvel An une somme d'argent et des pièces d'étoffes[2]. Tout le haut clergé oriental se rassemble aux fêtes des patrons et aux consécrations de nouvelles églises autour du généreux et pompeux Brâncoveanu[3], qui, par sa mère, a du sang des Cantacuzène dans les veines. Et de cette façon ce prince, qui a dépensé énormément pour la civilisation des peuples de l'Orient, jusqu'en Ibérie et en Syrie, n'a pas dispersé en vain ses

1. Voy. mon mémoire sur Basile Lupu comme protecteur de l'Église d'Orient dans le même *Bulletin*, II. Ces études devaient former une publication séparée.

2. Lettre de Callinique II à Brâncoveanu dans notre vol. XIV de la collection Hurmuzaki.

3. Déjà le Patriarche de Constantinopole Théolepte avait consacré, ainsi qu'il a été dit, le monastère d'Argech et son successeur Joaquin celui de Slatina, en Moldavie.

trésors, car, en échange de ces sacrifices, il apparaissait comme le continuateur de la tradition des empereurs byzantins de jadis. On suppléait de cette manière, par le livre et par l'école, à l'absence de la couronne impériale dans le passé des Roumains au moyen-âge.

CHAPITRE IV

Relations entre la Russie et les populations des Balcans.

Par quelles circonstances l'État, de caractère intérieur, continental, de la Moskova, commença-t-il à se diriger vers Constantinople, abandonnant pour longtemps, d'une manière absolue, sauf des initiatives individuelles, comme celle des Cosaques, le chemin vers les steppes asiatiques ou celui vers les mers du Nord-Ouest, d'où étaient venus pour les Russes les éléments mêmes d'organisation de leur vie politique ? De quelle manière les Grecs du XVII[e] siècle interrompirent-ils les anciennes relations, naturelles et utiles, qu'ils entretenaient avec l'Empire ottoman pour devenir des traîtres et soutenir les plans d'extension de l'Empire russe?

Pour bien comprendre ces changements, il faut détruire dès le début le préjugé invétéré et puissant que la tendance d'expansion en Orient des Russes serait ancienne, datant des premiers temps de la réalisation de leur unité d'État, sur les ruines de la domination tatare des XIV[e] et XV[e] siècles, qu'elle serait la continuation de ces interventions russes dans la vie de la Péninsule Balcanique, qui, commençant par des déprédations sur les côtes de la Mer Noire et jusque dans les environs de Constantinople, amenèrent ensuite le baptême d'Olga-Hélène, vers 950,

puis la tentative, si intéressante, de son fils Sviatoslav de fonder un autre Tzarat slave dans les Balcans, en remplacement de celui des Bulgares en décadence, tentative qui se termina par la défaite de Silistrie, et enfin le mariage, dans Cherson, qu'il avait conquise, de Vladimir (972-1015), fils de ce Sviatoslav, avec Anne, sœur des empereurs byzantins Basile et Constantin, — en un mot que Moscou aurait continué l'ancienne Kiev, bien que les racines tatares de cet État moscovite fussent tellement différentes des racines normandes et byzantines de l'autre. La Russie des Tzars aurait tendu, selon cette hypothèse, de même que la Russie des cnèzes de jadis, à la domination de Constantinople et à la reconstitution de l'Empire romain d'Orient. De pareils points de vue peuvent trouver place dans des polémiques politiques, mais ils doivent être résolument écartés d'un exposé historique destiné à donner une compréhension plus parfaite des choses.

En général les Russes n'ont pas été un peuple conquérant, de même qu'ils n'ont jamais été un peuple d'une puissante organisation d'État, ayant une continuité absolue dans le maintien de certaines traditions qui eussent permis cette politique d'expansion. S'il y a un peuple dénué d'ambition conquérante, c'est certainement le peuple russe, et il lui a surtout manqué, de même qu'à tous les éléments slaves de la partie orientale de l'Europe, ce sens politique, caractéristique des anciens Romains, puis des Chinois et des Tatars. Les impulsions extérieures furent celles qui, à Kiev aussi bien qu'à Moscou, déterminèrent la cristalisation politique, et les masses slaves l'ont reçue, la continuant avec soumission, mais sans initiative et sans essor. Les Varègues scandinaves,

qu'une certaine école historique russe voudrait baptiser Slaves, avec des arguments très peu plausibles, Rurik et ses frères, ont été, ainsi qu'on le sait bien, ceux qui ont donné ce premier élément organisateur, cette première conscience unitaire à la nation russe, qui s'est formée donc, sans aucune préparation antérieure, par la décision de conquérants qui ont fait œuvre de « fondation[1] ».

D'un autre côté, s'il n'y avait pas eu la civilisation des Byzantins, qui donna dès le début — car les compagnons de Rurik, Askold et Dir, commencèrent déjà leurs attaques par mer vers le Sud — tous les éléments dont un État a besoin, il est certain que ces éléments ne se seraient jamais développés en institutions patriarcales de la vie russe. La « boïarie », qui fut ajoutée à la *droujina* scandinave, a été un article d'importation, pris aux Bulgares, et un peuple qui a besoin de l'étranger pour lui donner l'impulsion à la vie, pour le mettre en mouvement, et d'autres étrangers pour lui fournir ses institutions fondamentales, ce peuple n'est pas un chercheur hâtif de chemins dangereux.

Plus tard, lorsque l'État des Varègues se partage — de même que cela a lieu en Occident pour celui des Carolingiens, — une troisième influence fut nécessaire afin que la direction politique dans le développement de la Russie fût reprise.

L'ancien État de Kiev étant tombé en ruines — il

1. Luitprand dit que les Occidentaux nomment Normands ceux qui en Occident s'appellent Russes. Cf. également l'argumentation de Rambaud dans l'*Histoire de la Russie*, Paris, 1879, pp. 39-41. Son opinion à la page 42 : « Dans l'anarchie slave, ils apportaient cet élément de force guerrière et disciplinée, sans laquelle il n'y a pas d'État ».

y avait une vingtaine de principautés rivales, souvent ennemies, sans frontières et sans autre raison d'être que la dynastie, avec le hasard des héritages, — la principauté orientale de Souzdal, sur le Volga, qui l'avait remplacé quelque temps (surtout après 1157), ayant perdu sa situation péniblement gagnée dans les premiers siècles, la Galicie, le pays de Halicz, étant tombé, peu après sa fondation, sous la dépendance de la Hongrie, la domination des Tatars, vers la moitié du XIII[e] siècle, donna à la Russie, à la place de l'unité nationale, qui s'était révélée impossible, l'unité par l'étranger. Même alors, cependant, les principautés rivales sont presque toujours en état de guerre, et leurs alliances éventuelles ne sont pas la conséquence d'une idée, ni même d'un instinct unitaire, mais uniquement celle d'un hasard, qui, ainsi que tout hasard, peut être remplacé par un autre. Vers 1240 les Russes tombent entre les mains rudes du Khan mongol, représentant de l'énergie et de l'avidité de proie turcomane, et ils restent dans cet état jusque vers la fin du XIV[e] siècle, c'est-à-dire pour presque deux cents ans. La Russie se ressent encore aujourd'hui, dans la mentalité de ses basses classes et dans les coutumes traditionnelles du gouvernement, tzariste hier, « soviétiste » aujourd'hui, de cette domination par le *yassak* qui devint l'oukaze, impérial ou le décret terroriste, par des punitions cruelles, immédiates et impitoyables, par l'impôt personnel pesant sur tous et par les cadeaux pour les grands. Lorsque la victoire de Koulikovo (1380) du nouveau cnézat moscovite, formé sous les Tatars et émanant d'eux aussi bien que de la tradition nationale, donne le signal de la délivrance russe et de la destruction de la Horde d'or comme État européen,

la Russie qui se relève n'est pas entière. Tout l'Occident, étroitement lié, en partie aux Lithuaniens païens, en partie à la Hongrie, passa, à travers la domination de Louis le Grand sur les Hongrois et les Polonais, au nouvel État unitaire de la Pologne, sous Vladislav Lokiétek et Casimir le Grand, État uni en 1386 à la Lithuanie, dont il ne se détachera, avec grande difficulté, qu'à l'époque moderne. Mais la perte de Kiev, de la ligne du Dniéper, où bientôt domineront les bandes de saccageurs des Cosaques, de races diverses, signifie l'impossibilité d'une politique aggressive contre Byzance déchue et contre les Turcs, qui seront bientôt les héritiers de Byzance. Cela d'autant plus, qu'il faudra plus d'un siècle avant que la terre russe ne soit balayée des restes tatars (Kazan fut prise en 1552, Astrakhan en 1554). Le peuple qui échappe de cette façon, à peine dans la deuxième moitié du XVIe siècle, à une puissante influence de l'étranger, n'est certes pas préparé à jouer un grand rôle de conquête et de domination sur des territoires extérieurs.

Il est vrai que, dès le XVe siècle, lorsque l'Empire byzantin fut ruiné, une princesse de la famille des Paléologue, Sophie, fille du fuyard Thomas, despote de la Morée, épousa, en 1460, — obtenant sa fiancée des mains du Pape, ce qui n'était pas un bon commencement pour une nouvelle tradition byzantine, — un grand-duc de Moscou, qui ne rêvait pas du tout le grand avenir qui devait être réservé à sa dynastie. Car il n'était pas alors en état de tirer un profit politique quelconque de cette parenté byzantine avec une des plus importantes familles d'empereurs de l'Orient, dont la place venait à peine d'être occupée par le Sultan Mohammed II, qui pouvait bien affronter des

prétentions tout autres que celles d'un souverain aussi faible et aussi peu connu que ce duc moscovite.

Il est donc établi que, jusque bien tard, jusqu'à la fin du xv[e] siècle, il ne peut être question dans la politique russe d'une tendance de conquête sur Constantinople. Tout ce qu'on affirmerait pour soutenir une pareille hypothèse ne résulte que de l'influence exercée par des faits qui se passèrent à une époque ultérieure, ce qui a pu imposer une certaine conception sur la vie de l'État russe dans les premiers siècles de son développement. Le *Tzarat*, qui commence avec Ivan le Terrible, est moins en relation avec Byzance qu'avec le Livre des Rois de la Bible, qui est pour lui celui des Empereurs, des Tzars, ou avec ces chronographes byzantins qui mènent des « Tzars » hébreux aux Tzars romains, aux Tzars byzantins et qui, s'arrêtant à la conquête turque, avaient continué passagèrement avec les Roumains pour finir maintenant avec les Russes[1].

D'ailleurs, ainsi qu'il a été dit, le chemin vers Constantinople était dans la possession de la Pologne, et, si la Moscou du Tzar attaque ce royaume, elle le fait à cette époque pour la Livonie, et non pas pour Kiev ou la Moldavie, pour la ligne du Dnieper, du Dniester, du Danube. Lorsqu'avec Sigismond-Auguste, la dynastie des Piastes s'éteignit et, que la diète dut élire un étranger, pour la Pologne aussi bien que pour la Lithuanie, unies maintenant aussi constitutionnellement, et non seulement par un lien personnel, grâce

1. Voir aussi Rambaud, loc. cit., pp. 217-218. C'est aussi la théorie occidentale de Sleidanus, « de Quatuor Monarchiis », la dernière monarchie, celle des Romains, étant continuée par le Saint Empire Romain, de nation germanique, de Charles-Quint.

au pacte de 1569, le fils d'Ivan pose sa candidature parallèlement avec le candidat autrichien et le candidat français, si invraisemblable, Henri de Valois, qui sera élu à cause de cette invraisemblance même; mais il n'avait en vue que son ambition, et la réalisation de son projet aurait laissé la vie politique de la Pologne entièrement distincte. Après le départ de Henri pour prendre la succession du trône français, devenu libre, la candidature moscovite fut vaincue pour la seconde fois par celle d'Étienne Bathory, Voévode de Transylvanie.

Ce que ce prince apportait en Pologne était justement l'habitude de la guerre contre les Turcs, les souvenirs de croisade de Jean Hunyadi, les tendances d'expansion sur le Danube de l'ancien royaume hongrois. Victorieux sur les Russes, Étienne Bathory les rejeta dans la steppe, où ils furent bientôt immobilisés par la longue anarchie qui précéda l'avènement, il y a trois cents ans, de Michel Romanov. À la même époque, la Pologne, qui avait été organisée militairement par le talent supérieur de Bathory et était conduite après sa mort par Jean Zamoyski, chancelier et Hetman, qui unissait à la tradition de son roi les leçons de « gloire » reçues aux Universités de l'Italie, ainsi que la connaissance des principes militaires de l'antiquité, commençait à son tour la guerre contre la Russie, qui avait tenté récemment, sous le régent Boris Goudounov, une nouvelle candidature moscovite au trône polonais, contre Sigismond de Suède, qui fut élu. Ainsi donc, vers 1610, au lieu que ce soit la Russie qui cherche à s'étendre du côté de la Pologne, c'est au contraire la Pologne qui se dirige contre la Russie moscovite, où elle croit pouvoir installer Vladislav, le fils de son nouveau roi, auquel

Moscou aussi se soumet — de fait au roi lui-même — et à laquelle, n'ayant pas été victorieux jusqu'au bout, elle arrache, par la paix de 1618, Smolensk.

Du moment que la Pologne pénétrait si loin en Russie, qui n'était pas, provisoirement, en état de lui opposer une résistance, on se rend compte qu'il ne peut être question de projets russes sur l'Orient. De sorte que les Cosaques de l'Est furent laissés pour longtemps seuls à combattre pour la conservation d'Azov, qu'ils avaient occupée, tandis que ceux de l'Ouest, s'étant détachés de la Pologne sous Bogdan Chmielniecki, leur Hetman, furent abandonnés dans leur nouvel État militaire séparatiste du Dnieper. Ce n'est qu'après la mort de Bogdan et de son fils Timochek, qu'un Dorochenko, un Samouilovitsch entrèrent en relations de vassalité avec Moscou : ce dernier État a son premier choc, peu important, avec les Ottomans à la veille des longues guerres turco-polonaises. Et lorsque, vers 1650, ce fait nouveau arriva, la Russie ne partait pas d'elle-même dans cette direction, mais était au contraire exhortée, sollicitée pendant des dizaines d'années, au XVII[e] siècle, à adopter un nouvel idéal politique. Même à la fin de ce siècle, elle n'a fait que céder aux excitations permanentes qui venaient de la part du clergé grec de Constantinople et de Jérusalem, de la part de Basile Lupu de Moldavie, qui voulait partager avec un plus riche que lui les soucis des charges financières du Patriarcat constantinopolitain, de la part des divers peuples soumis à l'Empire turc, ainsi que de la part de certains éléments de la politique occidentale, qui avaient intérêt à voir la Russie mêlée en Orient.

Vers la fin du XVI[e] siècle, on trouve, dans un

projet de l'évêque Cedolini, l'idée que la Russie pourrait jouer un rôle oriental en soulevant les Moldaves, les Valaques et les Géorgiens — personne ne parle à cette époque des Bulgares et de Serbes. Mais pourquoi Rome, qui plus tard a combattu de toutes ses forces l'expansion de la Russie dans ces régions, expansion qui signifiait en même temps un triomphe de l'orthodoxie, était-elle alors satisfaite d'une action russe dans ce sens? Il faut se rappeler pour cela que c'était l'époque où les missions des Jésuites florissaient dans ces contrées, que c'était celle où le père Possevino parcourait à son gré la Moscovie ainsi que les pays roumains, pensant pouvoir réussir à gagner aussi ces schismatiques à l'Église romaine[1]. On croyait fermement à Rome que non seulement la région transylvaine et danubienne, non seulement les Ruthènes, soumis à la Pologne, mais les steppes russes entières passeront au catholicisme ou du moins à la forme intermédiaire de l'Union. La pensée que nourrissait un Clément VIII, véritablement grandiose, nous est connue : inciter contre les Turcs d'un côté l'empereur Rodolphe II, conformément à son devoir « romain », de l'autre côté le prince de Transylvanie, Sigismond Bathory, qui paraissait né pour ce dessein, de même que les princes roumains, Michel le Brave en Valachie, Aaron et Étienne Razvan en Moldavie, tandis que l'Orient plus éloigné enverrait ses Cosaques, qui avaient reçu leur solde du Saint-Siège, — outre la récompense promise par Aaron et Michel — et, de

1. Voy. les deux publications de M. Veress, *Epistolae et acta Jesuitarum Transylvaniae temporibus principum Bathory* et *Antonii Possevini* (1584), Budapest 1913.

l'empereur, l'étendard de guerre à l'aigle bicéphale; et, enfin, sinon le Khan, sollicité par Rodolphe au moyen des émissaires de Michel, du moins le Tzar moscovite, uni à l'Église latine, viendrait aussi pour commencer tous ensemble le combat béni, destiné à être couronné de succès, arrachant Constantinople à la domination païenne. Et cette Constantinople, pour perpétuer le nom de l'initiateur, du chef de cette guerre de délivrance, devait se nommer dorénavant « Clémentine ». Ce projet, bien entendu, était irréalisable.

A l'époque, cependant, où l'Orient était ébranlé par la lutte de Michel-le-Brave, par l'attaque victorieuse des Impériaux contre les Turcs sur la ligne du Danube moyen, les Grecs de Constantinople commencent aussi à se mouvoir dans le sens d'une libération du joug turc, *et à savoir par les Russes*.

On a vu de quelle manière, un demi-siècle après la conquête, les Grecs avaient regagné leurs positions dans la vie financière, politique et culturelle de l'Empire. Dans des relations toujours plus étroites avec la vie d'État chrétien orthodoxe, des Principautés roumaines, ils gardaient aussi leurs propres espérances. Hiérax, le logothète du Patriarcat, écrit avec douleur, mais non sans espoir, sur la chute de Constantinople, alors que son prédécesseur, Kritoboulos d'Imbros, avait été le flatteur enthousiaste de Mohammed II, dans lequel — de même que Laonikos Chalkokondylas, l'Athénien, — il voyait, en certaine façon, le successeur, même par le sang, des empereurs chrétiens légitimes de l'Orient. Michel Cantacuzène, au nom impérial, à l'aigle byzantine figurant dans son sceau, signifiait, par toute son activité, par

toute l'influence dont il jouissait au milieu des chrétiens, par tout son mépris pour la puissance des nations plus récentes, comme celle des « Vlaques », par toute la considération que lui accordaient les Turcs, plus qu'un richard ambitieux, plus que le rappel à la vie économique de l'élément grec qui accapare, de Constantinople même et des îles, tout le commerce de ces régions, plus même que le désir de gagner, par des alliances et par des intérêts, les trônes princiers du Danube[1]. Il est « la colonne d'appui des Grecs », il est « leur espoir » ; c'est le grand homme de leur avenir, l'empereur pas encore couronné dont Georges l'Étolien, son poète domestique, fait l'éloge.

On commence à découvrir peu à peu que ces personnalités grecques voient quelque chose devant elles, qu'elles se sont relevées de la léthargie de la défaite; on commence à entrevoir qu'elles osent désirer que les empereurs, passant devant les yeux des rêveurs les plus hardis dans leurs anciens vêtements d'or et de pourpre, ressuscitent.

Mais bientôt ils durent se convaincre tous que, si on peut faire, d'hommes de la trempe de Michel Cantacuzène, riches, ambitieux, intelligents, des marchands influents, on n'en peut faire des empereurs guerriers et victorieux dans une révolte générale des chrétiens de l'Empire, ainsi que le désiraient le Pape et le César occidental. Et alors les Grecs durent chercher ailleurs.

1. L'épouse de Radu Mihnea était également une Grecque, Argyra, et lui-même remplaçait dans le monastère du prince Aaron les moines roumains par des Grecs. Son contemporain et rival Alexandre Iliach, peut-être le fils d'une Grecque, — son père était Élie Rarech, — lui aussi le mari d'une Levantine, se présente comme Grec. Le prince Léon Tomcha a tout l'aspect d'un Grec constantinopolitain.

L' « Empire » des Roumains était très utile pour l'Église, dont il payait les dettes, pour la civilisation même, qui pouvait fleurir sur un territoire d'autonomie, mais il se montra trop faible, trop soumis, trop intéressé même dans la conservation de la domination ottomane.

A cette époque paraît, dans un écrit grec en vers sur les princes contemporains de Valachie, dû à un évêque qui demeura pendant longtemps au milieu des Roumains comme supérieur (higoumène) du monastère de Dealu, Mathieu de Myre, cette confession spontanée et chaleureuse, qui est la première dans son genre : « Et toi, Constantinople, comment est-tu arrivée à tomber dans le mépris, sous la domination d'un prince du dernier rang! Ta gloire est morte, ton honneur est perdu et les barbares te dominent, héritiers de ta pompe. Ils ont foulé aux pieds tes murs, ils ont pris tes vêtements, et tes ennemis ont arraché ta couronne impériale. Hélas, comment se peut-il que Constantin le Grand, qui t'a rebâtie avec joie, se soit pour toujours endormi, et, s'il pouvait te voir maintenant esclave, malheureuse, déshonorée et méprisée, combien en serait-il attristé, combien de larmes sans fin verserait-il!... Où est ta grande gloire et ta grande beauté, où est ta floraison de jadis? Où sont les divines reliques des saints nombreux qui vécurent ici-bas une vie angélique? Où sont tes fêtes et les pompes qu'on célébrait dans les églises?... Où est le célèbre bâtiment de Sainte-Sophie, merveilleux et rempli de bénédictions? Malheur! elle est devenue le temple de Mohammed l'impie et le païen, le profanateur et l'imposteur.... Un prince chrétien y dominera-t-il jamais à nouveau, un empe-ruer croyant réoccupera-t-il jamais le trône? Le trône

très brillant de l'Empire? S'agenouillera-t-il jamais dans l'Église de Sainte-Sophie? Le soleil de la justice, de la gloire et de la beauté chrétienne brillera-t-il encore? Verra-t-on l'Empereur sortir de l'église avec les chrétiens pour faire ses prières? Prendra-t-il son repas de cérémonie à la même table que le Patriarche, ayant tous deux la même foi? ». Puis il montre de quelle manière on a passé de l'espoir mis dans les Roumains, dans les croisés du Pape Clément, à l'attente des Moscovites : « Nous mettions notre espoir en Déli-Mihali (Michel l'Audacieux) pour conquérir la couronne byzantine le sabre en main et nous la rendre. Que nous sommes malheureux, oh Seigneur, nous qui attendions, avec notre humble intelligence, l'Espagne et ces lourdes galères qui sont à Venise, pour venir, armés, tuer les Turcs, pour conquérir l'Empire et nous le confier! Nous espérons maintenant dans l'arrivée des nations blondes qui viendront de Moscou pour nous délivrer. »

A l'époque où l'évêque Mathieu de Myre nourrissait de tels rêves pour la renaissance politique de l'orthodoxie, on vit se diriger vers la Cour des Tzars, après les moines d'Athos, qui, dès la fin du XVI[e] siècle, avaient la permission de demander des aumônes à Moscou, des évêques grecs et plus tard aussi des évêques roumains : d'abord de Transylvanie, puis des Principautés[2].

Toute une série de Patriarches suivirent ce chemin, qui menait à la large bienfaisance chrétienne du souverain russe, à partir du Patriarche Jérémie de

1. Papiu Ilarian, *Tesaur de documente istorice*, I, pp. 373-375.
2. Voy. surtout le mémoire de M. Silviu Dragomir, dans les « Annales de l'Académie Roumaine », année 1912 (résumé dans le « Bulletin » cité).

Constantinople, qui dut payer les bienfaits accordés par le Tzar en élevant le siège de Moscou à la dignité patriarcale, de même que l'appui des princes moldaves accordé au Patriarche allait, ainsi qu'on l'a remarqué, être récompensé par l'élévation de la Métropole de Moldavie à la dignité patriarcale.

De Jérusalem, d'Antioche arrivent, à courts intervalles, les très saints et brillants mendiants de présents et rectificateurs de la foi en Russie, et certains parmi eux demeurèrent plus longtemps à la Cour du Tzar Michel, qui était en même temps le protecteur des marchands grecs venus dans son pays en traversant la Moldavie. Dans la seconde moitié du XVII[e] siècle, en 1666, lorsqu'intervint le conflit entre le Tzar et le Patriarche Nicon, le rôle principal dans la solution de cette querelle, qui passionna tout le monde religieux de l'Orient, fut joué par les Patriarches grecs venus à Moscou ou représentés par leurs envoyés spéciaux (ceux d'Antioche et d'Alexandrie).

Celui qui voudrait connaître les impressions d'un Patriarche de l'époque, pour ce qui a trait à l'état encore barbare des Moscovites, plus barbare en tous cas que celui de la Moldavie et de la Valachie, n'a qu'à lire la description, faite par Paul d'Alep, du voyage du Patriarche Macarius d'Antioche, qui demeura quelque temps dans les pays du Danube, à l'époque où Basile Lupu combattait contre Georges Étienne pour la domination moldave et où mourait à Târgovichté le vieux Mathieu Basarab.

Quelques années plus tôt, en mars 1657, le Patriarche de Constantinople, Parthénius IV, avait été pendu pour s'être entendu avec le Tzar et les Cosaques dans le but de « délivrer la Grèce de son

esclavage ». Mais, en même temps, jusqu'à la chute de Basile, dont le successeur, Georges Étienne, déjà cité, concluait un traité de commerce avec le Tzar (29 juin 1656[1]), avant de conclure, comme exilé, une autre convention pour sa réintégration dans la principauté, — il recevait également « des moines moscovites » — et jusqu'à la mort de Mathieu, lequel chassait de pareils émissaires venant le visiter, les princes roumains — et surtout Basile — faisaient et défaisaient les Patriarches, donnant par exemple à Jérusalem des chefs religieux pris dans les monastères dédiés des environs de Jassy.

Il y eut donc une époque, fort intéressante, où une véritable lutte fut livrée, pour l'exercice de leur influence en Orient, entre les princes roumains et les Tzars de Russie. Le conflit s'accentua lorsque le trône du pacifique Michel et d'Alexis, qui recevait des moines de Sainte-Anastasie de Salonique[2], fut occupé et gardé par Pierre le belliqueux. On voit alors, d'un côté, le Tzar, attirant de tout son pouvoir la vie de l'Orient par de faux marchands et par des moines qui contaient merveilles sur sa puissance, par des ambassadeurs qui baptisaient les enfants des princes, et, d'un autre côté, Constantin Brâncoveanu, plus proche de l'Orient, connaisseur des langues orientales, plus aimable avec ses hôtes étrangers, habitué à l'étiquette byzantine transmise depuis l'époque chrétienne. Conséquemment, bien que les princes roumains fussent moins riches, néanmoins, étant plus généreux, plus hospitaliers, plus affables, ils peuvent mener avec

1. Nos *Studii si documente*, IV, pp. 244-245, n° LXXX.
2. Archives de l'État à Bucarest, Actes du couvent de Saint-Jean de Focsani.

succès la lutte pour la prédominance de leur influence en Orient. Tant que vécut Brâncoveanu, ce fut sur le Danube, et non pas à Moscou, que se concentra la vie spirituelle de l'Orient, bien qu'une influence culturale russe, manifestée tout au moins par l'envoi de bons peintres et de belles lettres slavones, puisse être observée en Moldavie dès l'époque des grands Métropolites Barlaam et Dosithée. Ceci ne pouvait pourtant pas suffire à empêcher que la politique russe ne devînt très puissante dans les régions habitées par les Roumains, aussi bien que dans celles d'outre-Danube qui faisaient partie du domaine ethnique des Slaves.

Il y aura bientôt aussi une intervention russe, ayant un caractère politique, dans ces pays roumains eux-mêmes, et cela justement pendant le règne de Constantin Brâncoveanu, en connexité avec des événements de politique générale européenne.

Après la délivrance de Vienne, attaquée par le successeur des Vizirs Keuprulis, Kara-Moustafa, en 1683, après le commencement de la campagne de récupération de la Hongrie[1], un esprit de croisade s'éveille en Europe. La Moscovie de Pierre le Grand fait ce que n'avait pas osé faire l'ancienne Moscovie de Boris Goudounov, qui s'était contenté de négocier avec Michel le Brave contre la Pologne. Venise adhère volontiers à la Ligue chrétienne, organisée par le Pape. Pour la fortifier, on obtient aussi l'adhésion des Tzars à cette alliance dont le but bien déterminé était celui de la destruction totale de l'Empire ottoman, qu'il était possible de réaliser, selon

1. Voy. le chapitre suivant.

l'opinion d'un grand nombre de penseurs politiques, à ce moment propice de la fin du XVIIe siècle.

Tandis que les Impériaux et les Polonais combattent pour l'occupation des Principautés, qu'ils envahissent provisoirement à plusieurs reprises, la Russie de Pierre le Grand tâche d'exercer aussi une influence, dans la même intention de les annexer. Avant que la guerre ne fût commencée, on avait envoyé à Cherban Cantacuzène une ambassade, qui fut très bien accueillie par ce prince, ambassade dont les membres revenaient de Moscou au moment même où le prince finissait prématurément ses jours, sa dépouille étant enterrée dans l'église de Cotroceni. Les émissaires trouvèrent Constantin Brâncoveanu, qui était avant tout un homme très prudent. D'une grande bienveillance envers tous ses hôtes, il aura certainement assuré les représentants du Tzar de toute sa sympathie pour les projets politiques de la Russie, comme il l'avait fait précédemment pour l'envoyé polonais du roi Auguste.

En général les Roumains reçurent ses offres avec une froideur marquée. On peut en trouver l'explication dans un rapport allemand contemporain[1]. Le Tzar paraissait « un maître d'une discipline trop sévère » à ces boïars habitués à une « discipline » beaucoup plus large. Du coup, les négociations s'arrêtèrent.

Mais Pierre le Grand pouvait-il être arrêté, dans l'œuvre qu'il avait commencée à la conquête d'Azov, par sa participation victorieuse à la paix de 1699? De fait, sa politique est beaucoup plus compliquée

1. Iorga, *Documents concernant le règne du prince Constantin Brâncoveanu*, Bucarest, 1901, n° 1.

qu'on ne le croit. Pierre le Grand n'est pas arrivé de lui-même à l'idée d'une politique orientale active, vers laquelle il aurait été porté par une indicible avidité de dominer sur le Danube. Dès sa jeunesse il avait eu à ses côtés — bien que non en qualité de précepteur — ce Moldave, traducteur actif, de grec en russe, de livres de contenu divers, depuis une Arithmétique jusqu'à l'interprétation des Sibylles, cet explorateur audacieux en Chine qui fut Nicolas Milescu, le Spatar, dont on ne connaît pas cependant les vues politiques. En tous cas, grâce à lui, on avait pu obtenir des notions positives et riches concernant le Sud-Est européen.

Il était d'ailleurs, en raison du grand nombre de langues étrangères qu'il possédait, le secrétaire du « bureau des ambassadeurs », celui qui entendait les ambassades et en rédigeait le rapport pour son maître. En même temps qu'un nombre de jeunes Moldaves, tel Postolachi Chigheciu, tel le fondateur de la Maison des Callimachi, Calmachoul, prenaient service dans l'armée moscovite — on en trouve deux au XVIIe siècle dans les rangs des strélitz[1], — il y en avait d'autres qui servaient dans l'armée polonaise, ou bien dans celle du roi de Suède, tel Sandu Coltsea, et ce fut encore un Roumain, un Moldave, qui sollicita le Tzar à entreprendre une action dans ces régions. Avant d'être l'inspirateur littéraire de la Russie, Démètre Cantemir avait été l'homme le plus savant de l'Empire ottoman, l'historien des Sultans, le traducteur du Coran, le compositeur des airs orientaux que l'on joue encore dans les rues de Constantinople.

1. Fac-similé d'un des actes qui les mentionnent dans le vol. XXI des *Studii si documente.*

Cet érudit n'était pas évidemment dépourvu de vues politiques, et son esprit théorique les réduisait en formules dont la simplicité logique était cependant bien trompeuse. En 1710, rétabli avec beaucoup de difficulté sur son trône, à la veille du conflit inévitable des Turcs avec le Tzar, pour aider la cause de Charles XII fuyard à Bender, il sentait sa situation menacée par les Maurocordato, qui ne regardaient pas leur défaite comme définitive. Désireux de stabilité, espérant pouvoir fonder une dynastie, gagner une large autonomie comme prince d'une nouvelle Moldavie, complétée par les provinces que les Turcs lui avaient arrachées aux frontières, il avait tout intérêt à amener et à aider les Russes dans ces régions, mais il avait en même temps tout intérêt à arranger les choses de manière à pouvoir garder son trône, même au cas où les chrétiens seraient vaincus par les Turcs.

L'insuccès des Russes à Stanilechti (juin 1711) est dû certainement, non seulement à la grande imprévoyance du Tzar, qui entendait être mené par la main sans avoir rien préparé ni médité, mais aussi à l'attitude bizarre, ambigüe, que Démètre Cantemir était contraint de garder. C'est à cette attitude qu'il faut attribuer la défaite russe — équivalant presque à un désastre — plutôt qu'au manque de ces approvisionnements que devait fournir Constantin Brâncoveanu, lequel, poursuivant sa politique peu brillante, mais sage, les gardait pour le vainqueur, quel qu'il fût, et restait en expectative, auprès de ses transports, à Urlatsi, avec toute une armée, évitant avec soin le risque, presque criminel, de se jeter dans le gouffre pour des préférences sentimentales envers l'un ou l'autre des combattants.

Cependant il s'est trouvé en Valachie des boïars prêts à servir le Tzar mieux que leur prince et mieux que Démètre Cantemir lui-même, à savoir les boïars Cantacuzène, et spécialement Michel et son neveu, Thomas, qui servirent d'intermédiaires aussi avec les Slaves d'outre-Danube[1].

Théodore Corbea, qui se fixa ensuite à Moscou, comme « chancelier », transmettait les lettres. Des Ragusains, tel Sabbas Vladislavovitsch, le traducteur en russe d'Orbini, des Grecs, comme Georges le Castriote (de Castoria), qui s'entendait à établir des relations entre son humble personnalité de courtisan princier et le grand Scanderbeg (« Castriote »), avaient aussi un rôle dans cette conspiration vaste, mais mal échafaudée, qui fut interrompue par la défaite du Pruth et la paix mendiée par le Tzar avec l'abandon d'Azov. Thomas s'enfuit en Russie, Démètre Cantemir rédigea des œuvres scientifiques pour son grand ami l'empereur Pierre, Neculce et les autres boïars moldaves pleurèrent longtemps leur pays perdu, que certains parmi eux ne devaient jamais revoir. Et le Tzar, qui avait visité jadis Saardam et Paris, mourut sans avoir vu les rives fleuries du Bosphore.

1. Cependant un Euthyme d'Uskub s'était rendu à Moscou. Le Patriarche des Serbes de la monarchie autrichienne, Arsène Tschernoïévitsch, avait eu vers 1700, des relations avec le Tzar. Voy. Uebersberger, *Die orientalische Politik Oesterreichs*, I, Vienne, 1913, pp. 42-43, 59. En 1697 Ostrovski vient dans « le pays slavon ou slovaque » (*ibid*, p. 60, note 2; cf. également pp. 63, 79). A la même époque on envoie une ambassade au Métropolite Daniel du Monténégro, qui visita aussi Pétersbourg; *ibid.*, pp. 93-94, 120. En 1700 Pantéléimon Bojitsch offrit la soumission des Serbes; *ibid.*, pp. 95-96. Puis, par l'intermédiaire de David Corbea et du Patriarche Dosithée de Jérusalem, on arriva à l'alliance avec Cantemir. Voy. aussi le *Glas* de Belgrade, LVIII, LX.

Ce fut seulement vingt ans plus tard que les Russes pénétrèrent de nouveau en Moldavie, mais cette fois en qualité d'alliés des Autrichiens. Tandis que l'on conquérait les lignes du Pérécop et que l'on détruisait les établissements tatars de la Crimée, une autre armée russe vainquit les Pachas des forteresses du Dniester et occupa la Moldavie. Les brutalités du général Münnich aliénèrent cependant pour longtemps les sympathies des Moldaves, qui avaient cru de nouveau à leur libération par les Russes. En ce qui concerne les Valaques, cette fois non plus ils ne refusèrent pas les armées de l'autre empereur chrétien. Un réveil agressif de la politique russe envers les Turcs, appuyée sur les peuples du Danube et du Balcan, ne sera constaté qu'à l'époque de Catherine II, quand l'agent Carazine, vêtu en moine, pénétrera en Valachie porteur de lettres de l'Impératrice — on les a conservées aussi en traduction roumaine — contenant sous la forme d'une proclamation tout le plan de la révolte chrétienne pour la délivrance[1].

Il était question de faire soulever les Serbes et tous les « malheureux chrétiens qui habitent en Bulgarie, en Bosnie et Hertzégovine, en Macédoine, en Albanie » — le terrain classique de la propagande autrichienne — et dans les autres provinces « turques », toute « la nation chrétienne des Slavons », qui « sont venus là-bas de Russie[2] », pour s'unir aux éléments roumains révoltés, conduits par d'autres Cantacuzène,

1. Voy. également la *Généalogie des Cantacuzène*, éd. Iorga, à cette date. Et, en général, notre « Geschichte des osmanischen Reiches », IV, V.

2. Un écrit spécial fut rédigé pour le prouver; il a aussi des traductions roumaines. Voy. notre *Histoire de la littérature roumaine au XVIIIe siècle*, I (en roumain).

Michel, qui sera bientôt général russe, et son frère aîné, Pârvu. Les Cantacuzène qui eurent un rang dans la diplomatie et l'armée russe sont en partie des descendants du Ban Michel Cantacuzène, qui passa à cette époque en Russie, en 1770. Cette fois non plus le projet ne devait aboutir. Si les Roumains, conduits par ces frères de sang impérial byzantin, dont l'aîné mourut à la tête de ses soldats, près de Comana, préparèrent l'occupation sans difficulté de Bucarest et la capture de Grégoire Alexandre Ghica, prince du pays, si une partie des boïars, dans les deux pays, aida constamment les Russes, les Serbes et autres « Slavons » ne vinrent pas combattre également contre les Turcs.

Alors, Catherine eut recours, dans cette guerre de cinq ans, non seulement aux Monténégrins, mais aussi aux *Grecs*.

Au Monténégro, ainsi qu'on l'a vu, les Russes avaient leurs anciens agents, à la Cour de l'évêque local aux attributions de prince, et on fit tout ce qui était possible pour servir les intentions de l'Impératrice. Quand il fut question cependant d'agiter les Grecs, la diplomatie moscovite ne s'adressa pas, bien entendu, aux Phanariotes byzantins, qui avaient intérêt à l'existence de l'État turc dont ils tiraient profit sous tous les rapports, mais bien aux élements helléniques qui habitaient la péninsule de la Morée et étaient remplis de haine contre ces maîtres avides et cruels au moment de la défaite, et surtout aux Grecs des îles, dont la valeur militaire était incontestable[1].

1. Sur les relations du Monténégro avec l'Autriche, voy. l'étude, en serbe, et les actes publiés récemment (1913, Belgrade) par M. Vladan Géorgévitsch.

Sous la conduite de Lambros Katzonis, une vraie flotte de pirates fut organisée, à la solde des marchands grecs de Trieste. Elle rendit quelques services, n'ayant recours qu'à ses seules forces, travaillant selon des plans qui lui appartenaient en propre et sans vouloir recevoir des instructions de la part des commandants de la flotte russe, en partie des étrangers (notamment un Anglais : Elphinstone). Elle dut finir cependant par se disperser devant les galères du Capoudan, l'amiral turc.

La paix conclue en 1774, à Keutschuk-Kaïnardschi, fut une grande désillusion pour les Grecs. Bien que la Russie gagnât des privilèges pour les Principautés, où elle entendait localiser pour longtemps son influence, cette paix fut considérée comme un abandon indigne de ceux qui avaient eu de fait l'espoir d'être compris dans le nouvel Empire byzantin. Lorsque, quatorze ans plus tard, Catherine commença, en 1788, sa seconde guerre, elle était certaine que le partage de l'État ottoman ne pouvait plus tarder. L'empereur Joseph II avait d'ailleurs donné son adhésion en ce qui concerne la distribution des provinces, et ses troupes dévaient combattre aux côtés de celles de la bonne alliée. Dans l'Europe entière il n'y avait pas une Puissance décidée à défendre les Turcs. Quant aux Tatars, qui jusqu'à cette époque avaient aidé les Sultans dans leurs guerres, ils passèrent, après une longue série de troubles intérieurs, de querelles pour le trône humilié des Khans, sous la « protection » de l'Impératrice, renonçant sans regrets à une liberté qu'ils n'avaient jamais appréciée.

Une préparation romantique des chrétiens de l'Empire manque dans cette nouvelle guerre ; il n'y a que l'Autriche qui ait des relations de cette espèce avec

certains boïars des deux principautés. La collaboration des Roumains ne fut pas recherchée, et il n'y eut pas d'exhortations directes aux chrétiens d'outre-Danube. La paix de Jassy (janvier 1792) transporta au Dniester les frontières des possessions russes, mais elle n'a aucune importance de propagande sur le Danube ou dans les Balcans.

En ce qui concerne les Grecs, il y eut seulement, auprès d'un évêque de la valeur culturelle de Nicéphore Théotokis, un fuyard princier de l'intelligence superficielle d'Alexandre Jean Maurocordato. Parmi les émigrés grecs de Crimée un régiment de Phanagorie s'était créé; certains parmi les jeunes Grecs s'étaient élevés à de hautes situations dans l'armée ou la diplomatie (Rodofinikine, Barozzi, Kiriko, Papadopoulo, Pangal). Ils seront le ferment des guerres futures.

Cependant le plan du rétablissement de l'Empire byzantin avait échoué de la manière la plus lamentable. Constantin, le petit-fils de la Tzarine, n'avait pas été établi à Byzance. *On s'était rapidement convaincu en Russie que l'ordre de la succession ottomane n'était pas une question entre elle et la Turquie, avec l'immixtion de l'Autriche tout au plus, mais un problème beaucoup plus ardu, en connexité avec tous les intérêts européens que la Révolution française faisait saillir de nouveau.*

Ce que nous avons exposé est le bref bilan de la politique russe en Orient jusqu'au commencement du XIXe siècle.

CHAPITRE V

Relations entre l'Autriche et les populations des Balcans.

Une politique de l'Autriche dans les Balcans n'a jamais existé, elle n'avait aucune raison d'être. Il était logique qu'elle fût dirigée par les Hongrois, et conformément aux voies historiques hongroises. Car, de fait, la Maison de Habsbourg n'a jamais fait autre chose que suivre les traditions et servir les intérêts essentiels de la Hongrie, qu'elle avait conquise peu à peu et ajoutée à ses possessions plus anciennes.

Dès les premiers siècles de son développement, la Hongrie avait eu tendance à devenir un État balcanique. Cette tendance initiale des Hongrois, comme celle de tous les peuples que les immigrations amenèrent sur le Danube, dut être celle-ci. La foi chrétienne fut adoptée, dès le xe siècle, par deux chefs de clan, à Constantinople, des reines originaires de pays russes érigèrent dans la Pannonie, gouvernée par leurs époux, des monastères de rite oriental. De fait, l'Église orthodoxe de Byzance eut à soutenir dans ces régions, pendant assez longtemps, un combat énergique avant d'abandonner définitivement le terrain, en ce qui concerne les Magyars tout au moins, sinon en ce qui concerne les Roumains, leurs sujets. Et, lorsque Étienne, leur premier roi, obtint, le 15 août 1000 (nouveau style), la reconnaissance de sa situation

supérieure, il dut poser sur son front une couronne où l'on voit encore maintenant, ouvragés à la manière orientale, des portraits byzantins authentiques[1].

Il fallait entreprendre un long combat pour que le nouveau royaume, soumis au Pape, en sa qualité « apostolique », au Pape qui l'avait créé, et ensuite profondément influencé par l'Empire, qui lui avait donné ses normes de civilisation et ses civilisateurs eux-mêmes, réussît à se détacher du monde germanique, prêt à l'absorber, et arriver à former un organisme d'État indépendant, malgré la langue latine de l'Église et de l'officialité, malgré la colonisation des villes et des comtés occidentaux par des Allemands. La rivière de la Theiss avait été déjà franchie, on avait découvert, au delà des montagnes de la Transylvanie et de leurs forêts, ce nouveau pays « transylvain », et l'immixtion dans le « pays d'au delà des cimes », appartenant aux autres Roumains, dans la *Transalpina*, devenait de plus en plus sérieuse.

De ce côté cependant, la barbarie audacieuse des dominateurs de la steppe : Pétschénègues, Coumans, puis des Tatars eux-mêmes empêchait une extension solide et durable. De cette manière, l'ancienne Hongrie arpadienne fut dirigée vers le Sud, et, sous ce nouveau rapport, elle descendit de nouveau dans le monde balcanique, qu'elle ne devait jamais plus quitter.

Après la victoire sur le duc croate Crescimir, au XI[e] siècle, après la tutelle de son successeur, apparenté aux Arpadiens par son mariage, Zvonimir, qui fut couronné roi en 1076, on décrète l'union personnelle

1. On conserve aussi une autre couronne byzantine dans le Trésor royal de Hongrie.

avec la Croatie. Aussitôt, Coloman Ier pénètre, par la Dalmatie slave, échappée un moment aux Byzantins et aux Vénitiens pour trouver un nouveau maître, dont la domination fût moins pesante, jusqu'à la Mer Adriatique, ce qui était absolument nécessaire du moment que la voie vers la Mer Noire était fermée par les agitations des congénères restés dans la steppe : à Biograde, sur les rives de la Mer occidentale, le roi magyar est sacré et couronné d'une nouvelle couronne comme souverain des deux territoires slaves, de confession catholique et de tendance vers l'Ouest. On voit dès lors que *sur cette base latine* la Hongrie pourra intervenir d'un côté dans les régions orientales afin de compléter son territoire et se fortifier, et, de l'autre côté, pour se réserver avec l'Occident des relations autres que les voies, incommodes et dangereuses, à travers le monde germanique. Ces régions furent plus d'une fois l'apanage des prétendants ou des membres plus jeunes et remuants de la dynastie hongroise.

Au cours du XIIe siècle, l'appétit de domination au delà du Danube, de la Save et de la Drave s'accrut. Au moment où, à côté de la Serbie de l'Adriatique, formée dans la Dioclée du Sud de la Dalmatie, latine comme la Dalmatie elle-même, une nouvelle organisation politique serbe commence à se former, orthodoxe et influencée sous tous les rapports par Byzance, dans les régions de la Rascie, aux environs du Novibazar actuel, la Hongrie se prépare à se rattacher cette dernière formation politique, ne fût-ce même que sous la forme d'une vassalité fallacieuse. Sous Étienne II, fils de Coloman, des combats se livrent à Belgrade, à Branitschévo, à Nich, contre les Byzantins, afin de briser le duché impérial de frontière et

réunir à la couronne hongroise ce nouveau territoire slave. Pour punir cette attaque, l'empereur Jean Comnène pénètre dans le Banat, mais cela ne mit pas fin à la guerre pour la Serbie continentale. Voulant se l'approprier, ce même roi magyar donne pour épouse à son successeur la fille du grand-joupan Ouroch. Sous le puissant Comnène Manuel, le restaurateur de l'Empire d'Orient, on guerroya pendant plusieurs dixaines d'années dans ces mêmes provinces : les Serbes défendent leur indépendance contre les Grecs qu'ils haïssaient, et les Hongrois, bien qu'entravés par l'état de choses en Galicie, leur prêtent tout leur concours. En 1155 pourtant, les Impériaux d'Orient restent les maîtres de la marche et réussissent même à donner aux Hongrois un roi selon leurs intérêts, Ladislas II. Après sa mort, Byzance ne se lassa jamais de soutenir des prétendants. C'est au cours de ces combats que des troupes byzantines traversèrent pour la première fois le sol moldave. A la même époque l'empereur soumettait, non seulement toute la Dalmatie, mais aussi la Dioclée. Sa province du côté de l'Adriatique portait aussi le titre de Croatie magyare.

Il est vrai qu'après la mort de Manuel, l'offensive hongroise recommencera des deux côtés; le nouveau grand-joupan, Étienne Némania, le fondateur de dynastie, venu des rives de la Mer, s'allia aux voisins du Nord, qu'il craignait le moins et dont il croyait pouvoir se débarrasser aisément. Enfin, l'État valaque-bulgare des Assénides coupa aux Hongrois la route vers la ville impériale. Bientôt, peu après la conclusion de la paix et des liens de parenté créés entre les Hongrois et le nouvel empereur Isaac l'Ange, le royaume des Arpadiens se vit arrêté dans ses tendances orientales par l'établissement de Venise en

Dalmatie, par la consolidation de ces Serbes de Rascie, et surtout par le remplacement de la Hongrie dans son rôle de propagatrice du catholicisme et de la civilisation occidentale en Orient en faveur de l'Empire latin de Constantinople, créé accidentellement à la suite de l'immixtion des croisés dans les querelles dynastiques de Constantinople, en 1204. La tentative d'André II, roi de Hongrie, pour prendre l'héritage de l'empereur latin Henri, en vertu des droits que lui donnait son mariage avec une héritière de Byzance, ne réussit pas, un autre ayant pris les devants, et, quant à la croisade d'André en Égypte, elle finit par une faillite ridicule.

Les forces hongroises devaient donc être dirigées d'un autre côté, de même que l'ambition de leur roi devait chercher satisfaction ailleurs. Les Coumans étaient en pleine décadence. Après la colonisation de la Transylvanie par les Saxons, au XIe et au XIIe siècle, on y appela, de l'Orient syrien, les Chevaliers Teutons, afin de les fixer dans les régions de frontière des environs de Kronstadt, leur donnant pour mission bien définie celle de conquérir, pour le roi, la Coumanie, sur les ruines de la domination barbare et à l'encontre de la tradition d'indépendance des Roumains. Les chevaliers réussirent rapidement dans leur œuvre en ce qui concerne les régions montagneuses voisines, et le roi les en chassa bientôt pour recueillir leur héritage. On érigea vers la même époque la forteresse de Severin afin de dominer le pays d'outre-Danube et, aussi, d'agir de ce côté sur la Coumanie. La conquête allait être accomplie et tout l'avenir des Roumains eût été arrêté, si l'invasion tatare n'était pas intervenue. Elle anéantit tous les projets de la Hongrie arpadienne. Les tentatives ulté-

rieures du côté de la Coumanie roumaine — où les Hongrois essayèrent de fixer d'autres chevaliers croisés, les Hospitaliers, — de même que les attaques du roi Étienne le Jeune contre la Bulgarie en décadence, les aventures à Trnovo des princes ruthènes soutenus par les rois magyars, ne donnent aucun résultat.

Cette royauté sera bientôt remplacée par une autre, qui, d'origine française, ayant pour point de départ Naples et animée par l'enthousiasme d'une nouvelle croisade, représentait l'expansion de sa race, les traditions balcaniques des Normands et les tendances de récupération orientale de l'époque. On a déjà vu les hautes pensées qui animaient le roi Louis, les moyens employés pour dominer les Balcans — pour son propre compte, et non pas pour la Hongrie, qui assuma cependant, pour toujours, les difficultés de cet héritage — et par quelle fatalité cet idéal fut brisé.

Nous ne compterons pas parmi les phases de l'offensive hongroise dans les Balcans l'action du roi Sigismond, inconséquente, souvent interrompue par les autres soucis de la couronne impériale. Il chercha à arracher la Moldavie à la clientèle polonaise ; il intervint deux fois en Valachie pour soutenir le prince légitime contre le candidat des Turcs, Mircea contre Vlad, Dan II contre Radu le Chauve ; il fixa dans le Banat le Florentin Philippe Scolari (Pippo Spano, le comte Pippo), il en fit l'allié du prince Dan pour une action outre Danube, qui ne fut pas sans succès ; il tâcha d'établir à Severin et Chilia les Teutons comme gardiens du fleuve ; il traita même avec la Pologne la répartition des territoires moldaves ; il lutta à Goloubatsch pour sauver les Serbes de la conquête

turque ; il eut sous sa dépendance le despote Étienne, ainsi que le despote Georges, — mais toutes ces interventions ne sont qu'un chapitre additionnel et fortuit de son action impériale.

Jean Hunyadi lui-même n'est pas un représentant de la politique hongroise classique. Nous avons démontré ailleurs[1] l'originalité de ses projets, qui consistaient à employer, afin de retenir et repousser les Turcs, les éléments roumains de Transylvanie aussi bien que ceux des Principautés. Ce fut sa seule préoccupation pendant une vingtaine d'années. Son fils Matthias fit cependant la même politique impériale que Sigismond, perdant, en 1462, l'occasion d'intervenir en Valachie que le sultan Mohammed attaquait, se butant à la Moldavie d'Étienne le Grand, en 1467, pour l'abandonner à son sort aux trois moments de crise, en 1475, 1476 et 1484, permettant l'accomplissement de l'œuvre entière de la conquête turque contre les Slaves du Sud sans autre intervention que la prise de Chabatz, l'occupation passagère de Jaïce et la création d'un ridicule « roi de Bosnie », choisi parmi ses Hongrois, et se dirigeant enfin, de toute son énergie, contre l'Autriche, pour l'honneur d'y finir ses jours, à Vienne.

A sa mort, l'offensive hongroise était une impossibilité, et l'extension de la domination turque sur la Hongrie elle-même une conséquence logique de ce qui s'était passé jusqu'ici. La faiblesse des deux Jagellons, les derniers souverains du royaume, accéléra seulement un procès historique naturel. Et, après la catastrophe de Mohacs, Ferdinand d'Autriche, frère de Charles-Quint, héritier du malheureux roi Louis II,

1. *Question du Danube* (en roumain), Valenii-de-Munte, 1913.

descend. dans ses relations avec les Turcs, comme possesseur des régions hongroises du Nord et de l'Occident, qu'il avait pu attirer à lui, un peu plus bas que son prédécesseur, tombé en combattant. La politique autrichienne en Orient. dirigée sur les voies traditionnelles hongroises, n'a signifié et ne signifiera jusqu'à l'époque de Rodolphe II, jusqu'à la fin du siècle de la défaite, que des escarmouches avec la Transylvanie pour les forteresses de Grosswardein et de Hust, des chocs contre les Pachas de frontière, établis sur le territoire de l'ancienne Hongrie, à Bude et à Timichoara-Temesvar, des malentendus avec les chefs de l'aristocratie magyare et des empiètements de l'autonomie provinciale, des persécutions religieuses au sens catholique, d'humbles ambassades à la Porte, avec le paiement du tribut et la présentation des cadeaux. En dehors de cela on enregistre quelques immixtions bien masquées, immédiatement reniées, d'officiers impériaux de la Transylvanie et de la Hongrie supérieure dans les luttes pour le trône valaque ou moldave.

Celui qui a introduit, on peut le dire, les Autrichiens en Transylvanie, leur créant des relations qui ne seront plus abandonnées, a été Michel le Brave, prince valaque. La guerre du Danube en 1593 partit du fervent désir de Sinan de venger, par fanatisme, sur les chrétiens haïs, une défaite des bandes bosniaques. La révolte de Sigismond Bathory, prince de Transylvanie, ouvrit, entre les Hongrois, les Impériaux, les Turcs, les Roumains et les Polonais eux-mêmes, la question de Transylvanie. Mais ce n'est que par Michel que la chrétienté balcanique arrive à diriger ses espérances vers l'empereur de même religion. Sigismond n'avait des relations qu'avec les Serbes

du Banat, par son capitaine de Lugoj et de Caransebech. *Le prince valaque vainqueur fut le premier à réveiller la confiance dans un avenir politique chrétien chez les Bulgares*, au milieu desquels il parut plusieurs fois, sur le territoire desquels il fut le maître des forteresses de la rive droite du Danube et à travers les villages desquels ses cavaliers pénétrèrent jusqu'à Plevna et sur la route d'Andrinople. Et ce ne fut pas tout : le prince catholique de Transylvanie ne pouvait pas avoir de liaisons avec la hiérarchie orthodoxe des Balcans, alors que ces chefs religieux, le Métropolite de Trnovo, les évêques de Lovtsché et autres localités au delà du Danube, voyaient réapparaître dans la personne de Michel la réalisation de leur rêve. Par ses relations à Constantinople — relations de parenté même, — par les boïars et marchands grecs qui l'entouraient, il pouvait faire ce qui pour tout autre aurait été impossible, et, se disant jusqu'au bout le capitaine en Transylvanie du « César », entreprenant, à la veille de sa mort, loyalement, le voyage à Vienne et à Prague, ce fut sur l'Empire qu'il refléta la gloire gagnée par lui, et c'est à l'Empire que profita la situation qu'il s'était conquise.

Quant à cet Empire, il abandonnait, à la paix de Zsitvatorok, la Transylvanie, afin de pouvoir commencer, conformément au dualisme de sa base, la guerre de Trente ans, qui permit aux Turcs de se refaire et d'avoir les brillantes époques de Mourad IV et des Keupreulis.

Par l'indécision de la Cour impériale lorsque Sigismond quitta la Transylvanie, par ses hésitations à l'égard de Michel, après la défaite et la mort du cardinal André Bathory, la province put regagner sa

vie nationale magyare, et les princes qui étaient à sa tête eurent sans cesse une attitude ennemie envers les Impériaux, du côté desquels ils croyaient voir le danger. Les complications de la guerre qui se livrait dans l'Europe centrale permirent à Gabriel Bethlen d'avancer contre Vienne elle-même, à Georges Rakoczy I d'imposer une paix favorable à ses intérêts, au deuxième Georges Rakoczy d'attaquer la Pologne, espérant pouvoir faire ce qui avait été accompli par son prédécesseur Étienne Bathory, qui lui aussi était devenu, de prince de Transylvanie, roi de Pologne. Lorsqu'Achmed Keupreuli, dévastant sans pitié la Transylvanie, lui imposa des princes qui fussent des vassaux loyaux du Sultan, l'Autriche appuya les tendances d'indépendance chrétienne du prétendant Jean Keminy et plaça des garnisaires dans les forteresses du pays, préparant la nouvelle guerre contre les Turcs, qui, malgré la victoire de Saint-Gotthard, se termina par la paix de Vasvar, favorable aux vaincus.

Pour que la politique autrichienne devînt plus énergique dans la poursuite de ses buts orientaux, il fallait un concours de circonstances favorables, outre cette possibilité de concentration militaire qu'offrait la situation en Occident. Le Vizir Achmed meurt, et son successeur Cara-Moustapha ne joignait pas à sa témérité des qualités de pondération et de mesure. Par la révolte d'Éméric Tököly, les Hongrois mettent en danger la domination impériale à Kaschau-Kochitzé et excitent les Turcs au siège de Vienne. Oubliant d'anciens préjugés, Jean Sobieski, roi de Pologne, accourt comme pour une œuvre de croisade. Il faut ajouter aussi l'essor de guerre sainte produit par le long siège

de Candie, pendant lequel des chrétiens de toutes les régions de l'Europe combattirent contre les Turcs, et par la collaboration avec les Impériaux, dans cette bataille de Saint-Gotthard, des nobles venus de la France lointaine, rivale naturelle de la Maison d'Autriche. L'Empire d'Allemagne ne marchanda pas cette fois son secours, et le marquis de Baden, de même que le duc de Lorraine, jouèrent un rôle principal dans la conduite des opérations destinées à détruire la domination ottomane en Hongrie. Eugène de Savoie lui-même n'est qu'un produit des circonstances du temps : Italien et Français par le sang, il combat pour les Habsbourg non pas comme un simple condottiere, ainsi que l'avait fait le Bolognais Marsigli, mais parce qu'il voit devant lui l'ennemi naturel de la chrétienté à laquelle il appartient plus qu'à sa Savoie d'origine. Venise, réveillée à de nouveaux rêves, se jette sur la Morée; la Moscovie du Tzar Pierre cherche à se frayer un chemin vers la Mer Noire en prenant l' « Azac » des Turcs, Azov, qui avait été jadis entre les mains des Cosaques, ses vassaux. Une Ligue chrétienne se forme, et du haut du siège pontifical on entend de nouveau des paroles authentiques de croisade. Entre ces Puissances chrétiennes, accourues de toutes parts, combien faible est le rôle que joue le temporisateur Léopold I, arrivé devant sa Capitale au moment même où elle était sur le point de succomber et incapable de conduire lui-même, personnellement ou par ses parents d'Autriche, la guerre de récupération, ou bien son faible successeur, Charles VI, préoccupé avant tout du souci de son héritage en faveur de sa fille Marie-Thérèse!

La Hongrie entière fut reconquise, Bude capitula

deux ans après le siège malheureux de Vienne, mais, dans le plan aussi bien que dans l'exécution, l'Autriche a surtout le rôle du trésorier payeur et celui d'administrateur des provinces conquises à son compte.

Une fois la ligne du Danube hongrois arrachée aux Turcs, commence, pour les diplomates de Vienne, en même temps que le problème du Banat, où les troupes impériales livrent des combats vigoureux, celui de la Transylvanie, où le prince Michel Apaffy, intimidé, ouvre aux Allemands les frontières de son pays et leur permet d'y tenir garnison en vue d'une prochaine annexion inévitable. La paix de Carlowitz vient un peu plus tard, en 1699, confirmer presque complétement cet état de choses. Le Banat seul reste en dehors des nouvelles frontières de la nouvelle Autriche, qui est devenue à un tel point Hongrie. Si on accepta cette mutilation peu naturelle de la frontière et le danger d'un Pacha de Timichoara-Temesvar dans le voisinage immédiat de la Transylvanie, il faut l'attribuer uniquement aux nouvelles menaces qui venaient d'Occident, provoquées par l'ambition de Louis XIV.

Lorsque le grand roi finit ses jours et que sa politique de domination européenne fut ensevelie avec lui, la guerre contre les Turcs, provoquée par le retour en Morée des Turcs de Dschin-Ali-Pacha, recommence. Elle amène plus que le résultat qu'on avait en vue. Au Banat fut ajoutée l'Olténie roumaine et la partie Nord de la Serbie, intitulée pour la première fois après la perte de son indépendance : « royaume ».

Nous avons montré ailleurs largement le sens qu'a-

vait cette politique[1]. La domination sur la Hongrie représentait en même temps des prétentions sur la Bosnie, la Serbie, peut-être la Bulgarie aussi, mais en tout cas sur la Valachie et la Moldavie. Le marquis de Baden, les généraux Veterani et Heissler avaient négocié avec les princes roumains, avec Constantin Cantemir et Cherban Cantacuzène, puis avec Constantin Brâncoveanu, dès la première guerre. Cantemir avait conclu même un traité avec les Impériaux; Cherban avait posé ses conditions, demandant, outre une intervention effective des armées autrichiennes comme garantie suffisante, la cession de territoires étendus au-delà des montagnes. Après Grégoire Ghica I, qui s'était rappelé les anciens droits de la Valachie sur les districts de Fogaras et d'Omlach, Cherban, malgré ses aspirations vers l'Empire byzantin de ses ancêtres, dont il portait l'aigle dans ses armes, voulait aussi des régions du Banat. « Il prétendait », — écrit un des négociateurs, — « que le prince de Valachie fût choisi toujours dans la famille des Cantacuzène; deuxièmement, il demandait que la Moldavie leur fût attribuée et que le prince moldave fût un Cantacuzène..., en quatrième ligne, il voulait qu'on lui donnât une partie de la Transylvanie, à savoir du côté où sont ces forteresses : Lugoj, Caransebech, Mehadia, Lipova, avec le district de l'Omlach, pour former son héritage, avec des privilèges impériaux accordés à la lignée des Cantacuzène[2]. » En même temps, on agitait les Serbes, dont une partie fut établie sur le territoire impérial, en deçà du Danube,

1. Dans notre *Geschichte des osmanischen Reiches*, 5 vol., chez Perthes, à Gotha.
2. Mémoires de Radu Popescu, dans le *Magazin Historique*, V, pp. 100-101.

comme terme de comparaison et continuel moyen d'influence sur ceux qui étaient restés sous le joug des païens.

La politique autrichienne envers les pays roumains se perdit par trop d'habileté. La Moldavie était devenue l'objet des appétits des Polonais, qui, Sobieski à leur tête, l'envahirent à deux reprises, en 1686 et 1691, sans en pouvoir arracher un seul morceau à la conclusion de la paix. Les Valaques virent, après la mort de Cherban, une seule fois les Impériaux, « les Allemands », mais non comme combattants contre les Turcs, mais bien comme soldats désireux d'avoir des quartiers d'hiver bien sûrs, abondants, coûteux pour le pays qui, par nécessité, les abritait. On arriva ainsi rapidement à l'alliance de Brâncoveanu avec Tököly et les Turcs pour donner aux Autrichiens et à leurs pupilles hongrois la grande défaite de Zărnechti. Bien que les relations avec Vienne fussent rétablies ensuite, à cause des pillages et des offenses même des bandes de Tököly, il ne fut plus question de l'occupation de la Valachie jusqu'à la fin de ce long règne clos par une catastrophe : l'exécution du prince et de toute sa famille à Constantinople. Les relations déloyales du nouveau prince valaque Étienne Cantacuzène avec les généraux de Transylvanie ne pouvaient pas avoir non plus l'ancien sens d'un désir de domination par les chrétiens.

Il en résulta que, lors de l'établissement de cette domination, par la paix de Passarowitz (Pojarévatsch), en 1718, pour les Roumains de l'Olténie, qui n'avaient pas réussi à obtenir le prince voulu par eux, Georges, fils de Cherban, mais bien une administration militaire accablante, ainsi que pour les Serbes, les premiers ne virent dans le nouveau régime que les pressions

fiscales, insupportables, des fonctionnaires étrangers qui méprisaient et brusquaient tout le monde et la persécution de l'orthodoxie à l'avantage d'un catholicisme de contrebande, sans racines dans le pays. Ils désiraient tous maintenant, non plus la délivrance *par* les chrétiens, mais bien la délivrance *des* chrétiens.

Elle vint plus rapidement que ne l'avaient espéré les Turcs eux-mêmes. Eugène de Savoie était mort sans laisser un successeur digne de lui. L'Empire se trouvait à la veille des guerres pour l'héritage de Charles VI. Quel que fût son état, il crut cependant que, du moment où la Russie, avide de s'annexer la Crimée et la Moldavie, se mettait en mouvement, c'était un devoir pour l'Empire, candidat plus ancien à la succession de Byzance, de par la politique de Louis le Grand, de marcher aussi. Les possessions « valaques » et « illyriennes » devaient être complétées : les premières jusqu'aux bouches du Danube et les autres jusqu'au Pinde et à la Mer Adriatique.

La guerre fut très mal conduite, et en Valachie on opposa une résistance efficace. Après la grande défaite de Grodzka et la perte de Belgrade, on arriva, en 1739, à une paix qui rendait aux Turcs ce qu'ils avaient perdu vingt-et-un ans auparavant.

Pendant une autre vingtaine d'années, Marie-Thérèse, la nouvelle souveraine des « pays héréditaires » et épouse d'Empereur, combattit pour son trône. Même lorsque Catherine II commença une guerre de destruction contre le Sultan, l'Autriche n'osa pas risquer une intervention militaire : la concession diplomatique qui lui obtint un moment l'Olténie n'eut donc aucune suite, et, si elle put s'annexer la Moldavie supérieure, qu'elle nomma à cette occasion « Bucovine », le lendemain de la paix russo-turque

de Keutchuk-Kaïnardschi, qui reconnaissait la pleine victoire de l'autre Impératrice, c'était plutôt un nouvel acte du drame polonais, car cette Bucovine était considérée comme un appendice de la Galicie, et la charité de la Russie, qui permit cet abus, à une époque où ses troupes n'avaient pas encore évacué la Moldavie, était en relation avec l'entente concernant le problème polonais.

En partant de cette Bucovine et en employant le concours des boïars qui y avaient des intérêts et qui s'étaient déjà habitués aux usages du gouvernement autrichien, Joseph II, fils et successeur de Marie-Thérèse, « rectificateur » de la frontière transylvaine au grand dommage de la Moldavie, crut pouvoir gagner pour lui les deux principautés, au moment où l'ambition sénile de Catherine mettait de nouveau sur le tapis la question de l'héritage ottoman.

Cette fois encore, l'intervention militaire à côté des Russes fut complétement dénuée de prestige, et donc inutile finalement. Envers les alliés elle fut déloyale, ayant continuellement recours à leur collaboration et récoltant à la suite de leurs victoires : à la prise de Hotin, aussi bien qu'à l'occupation timide de Bucarest par le prince de Cobourg, le lendemain des journées de Focchani et de Râmnicu-Sarat, qui sont des victoires russes, mais, en même temps, jalousant chaque succès de ces derniers et faisant tout son possible pour en détruire l'effet. Envers les Turcs, l'intervention militaire autrichienne ne se distingua par aucune victoire gagnée sans le concours décisif d'autrui : Joseph lui-même s'enfuit dans le Banat, à un moment de panique honteuse, devant le Grand-Vizir. A l'égard des Roumains, elle se signala par des victoires répétées du prince valaque Nicolas Mavrogheni (Mau-

rogénis), auquel la Moldavie était également confiée depuis quelque temps, et qui, avec des marins grecs et avec une armée roumaine d'occasion, vainquit dans tous les défilés, poussant les Roumains de Transylvaine à se soulever pour la liberté nationale. Après l'occupation qui suivit le meurtre de Mavrogheni par les Turcs, les seuls qui se réjouirent de ce fait furent ceux des boïars qui étaient les habitués des repas, jeux de cartes et bals de généraux autrichiens à Bucarest et Craiova. Un parti turc, dont faisait partie aussi le poète Ienakitsa Vacarescu, qui jadis avait désiré avidement la présence des Autrichiens vers lesquels l'attiraient ses connaissances littéraires, travailla pour le retour complet de l'ancien état de choses. Ceci arriva à la suite de la paix de Sichtov, en août 1791, paix imposée par la médiation prussienne, aussi bien que par la Révolution française, qui venait d'éclater.

*De cette façon, l'Autriche avait hérité de l'ancienne Hongrie un vaste programme oriental, auquel à cause de ses intérêts occidentaux, qui devaient dominer encore, elle ne pouvait se consacrer. Dans la deuxième moitié du XIX*e *siècle, elle dut se restreindre aux Principautés, mais, de ce côté encore, la faillite fut complète. Les peuples chrétiens en gardèrent de la méfiance et de la haine; quant aux Turcs de la décadence, ils ne conservèrent de ce contact guerrier qu'un profond mépris*[1].

1. Sur tout ce sujet, voy. Uebersberger, *Die orientalische Politik Oesterreichs*, I, Vienne 1913.

CHAPITRE VI

L'Occident et les peuples chrétiens soumis au Sultan. Les chrétiens des Balcans et les projets de l'époque napoléonienne.

Tout à coup, le lendemain du succès de la Révolution française, la lutte commune de la Russie et de l'Autriche contre l'Empire ottoman en décadence se trouve arrêtée, empêchée, embrouillée par un facteur nouveau : *la politique napoléonienne*, qui correspond à la politique carolingienne, de mille ans plus ancienne. Celle-ci avait pénétré en Pannonie et dans la Syrmie du IXe siècle, avec ses Francs; de même Napoléon pénétra en Dalmatie, en Albanie, dans les Iles Ioniennes, dans les Principautés, par les administrateurs et les agents de la France impériale.

La politique napoléonienne pourrait paraître une politique absolument personnelle, d'un caractère capricieux, ne doutant de rien, et qui défie tous les intérêts engagés précédemment. On s'attendrait à trouver partout les opinions d'un seul homme, qui ne tiendrait compte ni des frontières naturelles des pays, ni des buts pour lesquels vivent les nations, ni des traditions de chaque État, et de l'État français tout d'abord, conduit par l'Empereur.

Nous avons déjà exprimé ailleurs[1] une opinion différente de celle des romantiques qui, à différentes

1. Iorga, *Question du Rhin* (en roumain), Valenii-de-Munte, 1912.

reprises, et dans des buts divers, ont parlé du caractère singulier, unique, sans pareil, incomparable de Napoléon Ier et de sa politique. Nous nous appuyions, pour contester le caractère unique de la politique de Napoléon, sur une qualité dominante de son tempérament : il fut avant tout — comme tous ceux qui ont accompli quelque chose dans ce monde — un réaliste, étudiant avec patience et modestie, — comme c'est un peu le devoir de ceux qui approchent la réalité, — cette réalité sur laquelle il devait faire descendre son action. Et, s'il est permis à un homme anormal de changer les situations d'après son opinion personnelle et d'après ses propres désirs, ce n'est pas le cas pour un serviteur patient, humble et tout-puissant de la réalité tel que le fut Napoléon. Si, donc, l'on peut, dans d'autres domaines que celui de la guerre, gagner certains succès très brillants d'une autre manière, cela n'est pas possible dans le domaine de la guerre, qui n'est pas celui des rêves, celui de l'imagination et de l'originalité forcée. Pour y réussir il faut la connaissance de la réalité, et toute la réalité antérieure et l'intuition fulgurante des nouvelles réalités qui se présentent au moment même de la décision.

Les apparences de la diplomatie napoléonienne ne doivent pas nous tromper. Il y eut rarement homme qui trompât plus que lui, qui exagérât plus que lui, qui jouât plus que lui un rôle théâtral à certains moments. Mais, en ce qui concerne la question d'Orient, on peut dire qu'il y avait de la sincérité au même degré dans l'offre faite, au cours de l'année 1811, à l'Autriche de lui donner les Principautés danubiennes, — autrefois l'Albanie aussi[1] — et dans l'offre faite, au

1. Gaston Gravier, *Les frontières naturelles de la Serbie*, Paris 1919.

cours de la même année, à la Russie de lui donner les mêmes Principautés, et il y avait de la sincérité aussi dans la déclaration faite à Constantinople qu'il n'abandonnera pas la Turquie. La situation de l'Empereur était tellement difficile devant les antagonismes irréductibles qu'il était naturel que lui, apparu à l'improviste, dans un monde d'intérêts archaïques qui devaient être amortis ou trompés, parce qu'il était impossible de les détruire, eût cherché presque simultanément plusieurs voies pour atteindre le but.

Il a été, malgré l'illusion des changements inattendus, brusques, aussi un grand « traditionaliste » : ce qui signifie simplement garder dans les questions nouvelles toute l'expérience du passé. Son action en Orient ne fut guère révolutionnaire, mais au contraire plus normale que celle de Catherine II et de Joseph II, que le jeu double, fait avec faiblesse, des derniers Bourbons français. Elle est en étroite connexité avec toute la tradition de la France, de l'Occident, de la Chrétienté envers l'Orient ottoman, en état de liquidation avancée.

Après avoir exposé l'attitude de la Russie, celle de l'Autriche envers le monde turc, il reste à caractériser cette action commune de l'Occident qui, avant de se nommer, à une époque plus récente, « l'Europe », s'appelait la Chrétienté, et qui, entre ces deux formules, a été représentée envers la défensive turque et en face de l'offensive autrichienne et russe par lui, Napoléon.

L'Occident a pendant très longtemps négligé l'Orient, avec tous les peuples qu'il contient. Avant la chute de Constantinople entre les mains de Mohammed II, les Occidentaux ne s'intéressaient à ces ré-

gions orientales que pour deux motifs : d'abord il y avait la tendance naturelle de réaliser de nouveau l'ancienne unité de l'Empire, qui devait partir cette fois du monde occidental, libre, riche en habitants, capable de prospérer rapidement, doué d'une civilisation supérieure et qui voulait conquérir comme une annexe logique, naturelle, l'Orient. Le second motif qui déterminait l'Occident à s'intéresser à l'Orient, était la tendance religieuse de Rome, avant la prise de Constantinople par les Turcs, de ramener l'orthodoxie orientale à la même forme de la foi : lorsque Constantinople succomba, Sainte-Sophie était considérée comme une église hérétique, parce que le légat du Pape y avait officié et y avait prononcé le nom du Saint Père. Jusqu'à la disparition de l'Empire des Paléologue, les intérêts de l'Occident envers l'Orient étaient donc dominés par cette seconde tendance : de gagner l'Orient à l'unité religieuse catholique.

Depuis — si on excepte l'agitation superficielle des prédicateurs de croisades, comme Jean de Capistrano, l'enthousiaste moine napolitain, qui arrivent à accomplir quelque chose, comme pendant le siège de Belgrade, seulement lorsqu'ils rencontrent des intérêts réels, comme ceux de Hunyadi, et les projets de romantisme politique de certains souverains, projets en relation avec l'espoir de « chasser les Turcs d'Europe » — presqu'un siècle se passe sans que l'on observe un intérêt de la part des peuples de l'Occident pour les Grecs, les Slaves et les Roumains. Quand cet intérêt se manifeste de nouveau, c'est, comme on l'a dit, seulement vers la fin du XVI[e] siècle, et il est déterminé par deux motifs. On reconnaît dans le premier l'ancien motif religieux, car, par suite de la réforme, le catholicisme ayant perdu une partie de ses

provinces, il espère se refaire sur les régions dominées par l'orthodoxie, qui semblent tenir plus faiblement à leur forme particulière de croyance. C'est pourquoi un grand nombre de Jésuites s'établissent en Pologne et Transylvanie, passent à Moscou et se flattent, eux et leurs patrons, de l'idée que l'Orient chrétien entier sera conquis pour l'autorité du Saint Père. Un second motif de l'intérêt porté par les Occidentaux à l'Orient était l'amour réveillé récemment, surtout en Allemagne, plus désireuse de connaissances classiques, pour les œuvres qui contenaient la pensée limpide et la forme artistique de l'antiquité. On eut alors une quantité de savants, clercs et laïques, la plupart en relations avec les ambassadeurs impériaux de Constantinople, avec les Internonces, qui vinrent fouiller de tous côtés pour acheter des livres, des manuscrits et objets d'art : la plupart des manuscrits grecs qui se trouvent dans les bibliothèques occidentales sont dus, on le sait, à cette œuvre patiente des humanistes, qui cherchaient, partout et à tout prix, à trouver les restes de la science et de la littérature ancienne.

Cette œuvre fut continuée aussi pendant quelque temps au XVIIe siècle. Il y eut un moment où les calvinistes purent croire avoir gagné l'Église grecque entière, le moment où le Patriarche Cyrille Lukaris faisait une profession de foi qui correspondait à la leur. Chassé de son siège, poursuivi par l'opprobre du clergé grec, à cause du soupçon d'avoir passé de l'orthodoxie traditionnelle à la Réforme conduite à Constantinople par le représentant des États généraux de la Hollande, assassiné enfin, sa défaite profita à l'autre influence religieuse, qui s'efforçait sans cesse, dans cette même Capitale ottomane, de gagner les

chefs et les fidèles de la foi grecque à la confession catholique.

C'est l'influence des agents français. Le nombre d'actes qui concernent cette propagande, dans la première moitié du XVII[e] siècle, est très grand. On peut dire que ce fut *la première œuvre réelle accomplie par la France en Orient*. Jusqu'ici elle avait employé l'État turc pour les nécessités passagères de sa politique : François I[er] avait utilisé les forces turques de Khaïreddin Barbarossa contre l'Empereur, considéré comme le rival permanent de la France. A l'époque où l'on obtint pour « l'Empereur de France » les Capitulations, les premières garanties larges pour le commerce des chrétiens de l'Occident en Turquie, la France n'avait aucune compréhension pour la population chrétienne qui se trouvait sous la domination du Sultan : ce qui l'intéressait alors ce n'était que *l'État* turc, et encore dans sa seule qualité *d'ennemi naturel, en Orient, de la Maison d'Autriche*.

Dans la seconde moitié du XVI[e] siècle, le rôle des représentants de la France à Constantinople fut même souvent ridicule, car ils durent soutenir, conformément aux ordres reçus, mais aussi en vue de gagner de l'argent, des candidatures aux trônes des pays roumains; ils cherchèrent même des alliances de famille avec les riches héritières du Danube. On envoyait ainsi, de la Cour de Henri III ou Henri IV, toute espèce de jeunes prétendants, qui devaient être établis, avec le concours des puissants de Constantinople, sur les sièges de Jassy et de Târgovichté. C'est de cette manière qu'obtint le trône Pierre Cercel, frère de Michel le Brave, dont le pendant d'oreille (en roumain : *cercel*) rappelait la mode des « mignons » d'Henri III.

Mais à ce moment, au cours des efforts pour confisquer l'orthodoxie grecque, les ambassadeurs de France, qui s'étaient querellés jusqu'alors avec les Turcs, grands et petits, pour obtenir un trône à tel prétendant qui venait de Paris, gagnaient une situation beaucoup plus utile et plus grande, celle de protecteurs permanents de la propagande catholique en Orient.

On s'aperçut rapidement, dès 1650, que cette tentative de gagner au catholicisme les Orientaux était vaine. Lukaris avait vaincu par sa mort même : il avait donné aux Grecs une conscience nationale qui se confondait avec la différence religieuse. Une nouvelle phase commence à partir de cette date en ce qui concerne l'influence des Occidentaux. A savoir : le commerce de ces Occidentaux avec l'Orient, qui avait été pendant quelque temps exercé uniquement par les Vénitiens et les Génois, et, dans une très faible mesure, par les marchands allemands de Pologne ou bien par les Saxons de Transylvanie, se trouve désormais entre les mains des nouvelles nations, de celles qui s'élèvent maintenant par leur civilisation et leur richesse à une importance politique croissante, qui dominent l'Europe entière par leurs connaissances et les capitaux accumulés. Ces peuples sont les Anglais, les Français et les Hollandais. Entre 1650 et le commencement du XVIII[e] siècle, il n'y avait pas à Constantinople et dans les différentes provinces des Ottomans d'influence plus puissante que celle exercée par ces trois nations. Les Hollandais, qui eurent d'abord le premier rôle, le cédèrent en quelque sorte aux Français, pour que ces derniers fussent à leur tour

remplacés par les Anglais, qui ont eu, pendant tout le XVIIIe siècle, l'hégémonie.

Dans ces relations de commerce, qui durèrent jusqu'à l'époque de Napoléon, les Occidentaux ne venaient pas en contact seulement avec le peuple dominant des Turcs, mais ils devaient entrer en relations aussi avec ceux qui s'effaçaient craintivement devant ces Turcs, avec les marchands des peuples chrétiens soumis au Sultan. Avec la race grecque d'abord, et cela dans ses foyers mêmes, car avec les Grecs exilés de leur plein gré, afin de s'assimiler une culture supérieure, ils n'eurent de contact que beaucoup plus tard. La race grecque doit son relèvement, matériel et moral, en grande partie justement à cette cohabitation avec ces éléments occidentaux fixés provisoirement ou définitivement dans les différentes provinces de la Turquie.

Sous ce rapport il faut établir une différence entre les anciens catholiques de Turquie et les nouveaux. Les premiers, les Vénitiens d'abord, mais surtout les Génois, ont été dénationalisés et ont formé une race bizarre, qui vit jusqu'aujourd'hui et qui est très intéressante par son intelligence, mais paraît caricaturale, autant par ses manifestations extérieures que par sa structure interne, la race des Levantins, qui parle toutes les langues et possède souvent tous les vices de l'Orient, l'élément le plus remuant dans tout l'Empire ottoman, mêlé dans le commerce, les finances et surtout dans la diplomatie, mais incapable de toute initiative et dénué en grande partie de caractère.

Les seconds ne jouent pas le même rôle que jouèrent plus tard les marchands anglais, français et

hollandais établis dans tous les principaux ports de la Turquie et même dans les villes intérieures de cet Empire : Andrinople, Philippopolis, etc. Les nouveaux venus restent en relations continuelles avec leur propre nation et font fréquemment le voyage dans leur patrie, où ils désireraient pouvoir finir leurs jours. Si l'un d'eux prend femme en Orient, il cherche toujours à avoir pour compagne une compatriote, car la parenté avec les Levantins et les Grecs était mal vue. Dans leurs églises, des prédicateurs venus directement d'Occident font de beaux sermons, dans lesquels ils parlent aussi de leur patrie et de leur race. C'est pourquoi, dans le sein même du catholicisme, l'Église française des Jésuites resta différente de l'Église italienne desservie par les Franciscains. Ces marchands ne sont pas seulement des éléments actifs et riches, mais ce sont aussi les facteurs qui ont contribué certainement à ennoblir le caractère des Grecs, à leur donner les notions de dignité humaine, de liberté, d'honneur, qui s'étaient en quelque sorte affaiblies sous l'oppression séculaire, principalement dans les villes dominées par les Turcs, où cette domination était plus démoralisante que dans les campagnes.

Parmi ces étrangers fixés dans l'Empire turc, les Français jouaient un grand rôle social, même lorsqu'ils eurent cessé de jouer un rôle commercial.

En Orient, aujourd'hui encore, le Français est mieux accueilli que tout autre étranger, grâce aux qualités réelles de la nation : sa conversation intéressante, son tempérament vif, sa communicativité. Bien que la langue française *ne soit pas une langue facile à apprendre*, on la parle plus que les autres en Orient, où elle a remplacé l'italien, même à Péra, la

colonie vénitienne, puis génoise de l'époque des croisades. Les Musulmans durent aussi se soumettre à cette influence. Dans la seconde moitié du XVIII[e] siècle, voyage comme aventurier et comme agent français envoyé à la Cour du Khan de Crimée, du célèbre Krim-Guiraï, le baron de Tott, d'origine magyare, mais fils d'un père francisé, qui a laissé également une étude d'importance capitale sur les Turcs et les Tatars ; bientôt un autre Français, le consul Peysonnel, donnera ses « Observations sur le commerce de la Mer Noire ». De Tott trouve une influence française qui s'accroîtra jusqu'à la conquête du pays par les Russes : tel Khan, s'il ne parle pas le français, s'intéresse tout au moins aux choses françaises, aux opinions des penseurs de la France à cette époque, ayant même — si on osait le dire — des connaissances rudimentaires de littérature française.

Sélim III régnait alors à Constantinople, ce Sultan qui voulut le premier européaniser la Turquie et qui trouva la mort dans cette tentative prématurée de faire des Turcs un « peuple moderne ». Entouré d'une foule de Français (des ingénieurs français réparèrent les fortifications de Hotin, Bender et Chilia lorsque la Russie de Catherine II menaçait la Turquie de la destruction), d'instructeurs français, il fonde les premières écoles militaires dans un sens occidental, en les y employant ; c'est un élève des Français que ce de Tott qui apprit aux Turcs, sous les yeux rayonnant de joie de Sélim, à fondre les canons et à s'en servir. Les premiers traités militaires employés par les Turcs pour l'étude de l'art de la guerre furent les livres français de Vauban, traduits, d'après l'ordre impérial, par les Phanariotes.

La vie nouvelle des peuples chrétiens de l'Empire

et des Turcs qui croyaient gagner en rompant avec le passé, jusqu'aux cercles officiels et au Sultan lui-même, n'était donc ni autrichienne, ni russe — et ce fut une forte entrave pour les conquérants, — mais bien française, de plus en plus française.

Et alors, si les choses furent ainsi, on comprendra mieux la raison de l'action de Napoléon envers l'Empire ottoman et la manière dont cette action fut acceptée par les Turcs, même quand ils étaient ses ennemis, et d'autant plus, avec une sympathie marquée, par les chrétiens de ces pays.

Il faut rappeler encore que, pendant cette époque de la Révolution et du Nouvel Empire occidental de nation française, il y a, parmi les Grecs de la fin du XVIII[e] siècle, nombre de jeunes gens désireux de connaître les choses de l'Occident. Certains parmi eux vont en Allemagne étudier la médecine. Il y avait ainsi, vers 1800, des Grecs qui avaient obtenu le diplôme de docteur à Halle ou à d'autres Universités allemandes. L'un de ces Grecs, le docteur Karakassi, grand-père, par sa fille, de l'écrivain roumain Alexandre Odobescu, composa un certain nombre de poèmes voltairiens en grec, qui furent imprimés à Bucarest. D'autres, à la même époque, se répandent dans les divers pays de l'Europe comme marchands, acquérant, outre l'aptitude pratique du commerce au sens européen, des connaissances relativement supérieures, en fait de littérature, d'art, etc. Les inventaires de leur avoir démontrent un curieux mélange de goûts orientaux et de modes occidentales. Et, enfin, il y eut des Grecs qui peuvent être comptés parmi les idéalistes les plus dignes d'estime de cette fin du XVIII[e] siècle. Adamantius Coray (Koraï), originaire de

Smyrne, à Paris, vint épris du désir de liberté et plein de haine contre les Turcs oppresseurs et le « tyran » de Constantinople. Il erra longtemps en Occident, passa une partie de sa vie en France, où il fut le témoin de la Révolution, qu'il décrit dans des lettres très intéressantes, adressées au chantre de l'église de sa paroisse, à Smyrne[1].

Coray est aussi, comme on le sait, celui qui a fixé les normes de la langue néo-grecque et qui, en relation avec les principaux hellénistes de l'Occident, a donné des éditions définitives qui lui ont rapidement créé une grande place dans la science occidentale, bien qu'il ait gardé toujours la nostalgie de sa patrie lointaine. Il refusa, en tant qu' « homme libre », les offres de Napoléon lui-même et, lorsque le mouvement grec eut réussi, il se tint à l'écart, sans chercher à tirer avantage de son rôle d'initiateur. Rhigas de Vélestino, qui fut logothète à Bucarest, élève de la culture occidentale à Vienne, auteur de la « Marseillaise » hellénique, périt, par ordre du Pacha de Belgrade, à cause de ses idées européennes.

Ce fut dans ces circonstance qu'éclata la Révolution française. Les émigrés polonais en Turquie, appuyés par le représentant de la République, Descorches, préparaient une guerre de délivrance de leurs conationaux soumis aux Russes, par l'action des Turcs. Leur tentative, très intéressante, n'aboutit pas, naturellement. Mais bientôt Napoléon, qui était encore le général Bonaparte, commença son rôle en Orient par l'expédition d'Égypte, qui n'est pas seulement une action théâtrale, destinée à influen-

1. Voy. plus loin.

cer les esprits en sa faveur, à les préparer pour le moment où il reparaîtra comme un dieu des mers orientales portant sur son front une couronne de perles, ou sous l'auréole de celui qui avait surpris le mystères des Pyramides. Il s'est rendu en Égypte, guidé par une idée très juste, par une conception d'ordre tout à fait *pratique*; il était certain que le bassin oriental de la Mer Méditerranée changera de maître. Les Anglais étaient prêts à intervenir, et ils intervinrent de fait, le lendemain de son invasion. Il voulait donc prendre les devants. Ce qu'il a fait n'est que *la prévoyance d'un moment historique qui devait arriver. Il ne faut pas oublier non plus que la guerre qu'il avait entreprise en Italie avait fait de la France la dominatrice de Venise et l'héritière de ses traditions.*

Et on vit en Turquie en cette occurrence un spectacle bizarre : les Turcs ne voulant pas combattre contre les Français qui avaient débarqué leurs soldats dans une de leurs provinces! Il y avait quelque chose qui les empêchait de marcher contre cette nation avec laquelle ils étaient liés par des traités séculaires, à laquelle ils avaient accordé les Capitulations les plus favorables et pour laquelle ils gardaient une sympathie réelle. Il fallut pourtant, à la fin, et surtout après la demande de la Russie, se saisir de l'ambassadeur français et le mener en prison; mais une vieille femme qui se crut obligée de lui lancer certaines imprécations, fut contrainte aussitôt à se taire et fut punie pour ces insultes. Ce ne fut que lorsque la guerre créa des ressentiments naturels, lorsque des éléments misérables furent chargés de conduire les convois de prisonniers français en Morée, ce ne fut qu'alors que des actes de cruauté furent com-

mis[1]. Mais la guerre fut menée lentement, avec le désir manifeste d'arriver à la paix.

Après la conclusion de cette paix, les Turcs ont été plus d'une fois sollicités de servir les intérêts de l'État français. Au mois de juillet 1806, à la suite des efforts de l'ambassadeur français Sébastiani, dont l'influence était immense, se produisit le changement des princes de Moldavie et de Valachie, Alexandre Mourouzi et Constantin Ypsilanti, changement qui ne dura pas longtemps, car les anciens princes durent revenir à la place des nouveaux : Charles Callimachi et Alexandre Soutzo. Cependant les Russes occupèrent, à titre de garantie, — à l'égard de Napoléon, cela s'entend, — les Principautés, parce que telle était la volonté du Tzar, qui avait protesté immédiatement contre la violation des traités et du hatichérif solennel de 1802, fixant les conditions dans lesquelles les « Hospodars » peuvent être remplacés.

Quelques mois plus tard, les Anglais, ennemis permanents de l'Empire français, demandaient l'expulsion de Sébastiani et, à la suite du refus catégorique opposé par les Turcs, les vaisseaux de l'amiral Duckworth se présentèrent devant Constantinople, forçant les Détroits, le 19 février 1807 — le seul cas de cette espèce, — et lorsque le Sultan, décontenancé, ne savait que faire, l'ambassadeur français fut celui qui assuma la charge d'organiser la défense : les artisans de Stamboul, ayant à leur tête les oulémas, les softas, le clergé entier, fortifièrent le rivage si bien que la flotte anglaise fut contrainte de se retirer en très mauvais état de la Mer de Marmara[2].

1. Voy. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 126-127, 137.
2. *Ibid.*, p. 363 et suiv.

Les relations auraient été encore plus étroites après l'évacuation de l'Égypte et la paix d'Amiens, s'il avait été possible à Napoléon de laisser voir un peu moins l'égoïsme de sa politique. Car la Turquie de Sélim, bien informée par les Phanariotes, parmi lesquels se trouvait cependant un puissant parti français, n'avait pas les yeux bandés pour ne pas voir et ne pas comprendre ce qui se passait autour d'elle. Et, parce qu'elle ne pouvait pas suivre de son côté la France parmi tous les changements d'une politique difficile en soi-même et parfois absolument désespérée, Napoléon prit sa seconde décision; à savoir : après la révolte qui mit fin à la domination de Sélim, l'Empereur français signa les articles secrets de Tilsit, le 8 juillet 1807, pour le partage, avec son « frère » Alexandre de Russie, de l'Empire ottoman, auquel il réservait *tout au plus Constantinople et la Roumélie*[1]. Car Constantinople et cette « langue de chat » avec les détroits, c'était ce que Napoléon ne pouvait consentir à donner à son nouvel allié!

La Russie aurait gardé les Principautés, *mais seulement au cas où la Turquie récalcitrante aurait justifié cette dernière mesure contre elle*, et, sur ce point, Napoléon se réservait le droit de juger. En attendant, conformément aux articles patents du traité et de l'armistice de Slobozia, on demandait aux Russes d'évacuer la ligne du Danube. Les émissaires de Napoléon, Guilleminot, Mériage, traversaient sans cesse les pays roumains et la province bulgaro-serbe autonome de Pasvantoglou de Vidine. Un commissaire spécial français, Reinhard, avait résidé en Moldavie jusqu'à l'occupation du pays

1. *Ibid.*, p. 373 et suiv.

par les Russes, et sa femme a laissé des lettres très intéressantes[1].

Ce ne fut que par le traité d'Erfurt, conclu le 12 octobre 1808, après une nouvelle révolution à Constantinople, après le détrônement du sultan Moustafa et le meurtre de Sélim déchu, après l'anarchie qui envahit l'empire, *que les droits de la Russie sur le Danube furent reconnus par Napoléon*. Il était question du royaume de la Dacie pour le grand-duc Constantin, comprenant aussi la Transylvanie, et, un peu plus tard, de la dot qu'on allait donner sur le Danube à la grande-duchesse Catherine, jadis demandée en mariage par Napoléon et dont l'époux aurait été l'archiduc Jean[2] ou bien l'archiduc Ferdinand. Cependant Napoléon déclarait formellement, au mois de mai 1810, à l'Autriche que les Principautés font partie de l'empire de Russie : la grande-duchesse Catherine avait épousé le grand-duc d'Oldenbourg.

Lorsque les agents de Napoléon étaient encore partout, on peut se demander s'ils ne cherchèrent pas à *parler aux nationalités*. Dans les Principautés, d'où partit cependant un mandataire des boïars, le Moldave Catargi, certainement non, car on ignorait pour ainsi dire la nationalité roumaine, sur le compte de laquelle on pouvait faire n'importe quelle politique sans demander son avis. D'ailleurs les choses de France étaient si peu connues à Bucarest, que dans la chronique de l'Ecclésiarque Denis, « Bunaparte » est

1. *Lettres de Madame Reinhard*, Paris, 1901.
2. Iorga, *Actes et fragments*, II, pp. 432-433, 434-437, 440-441. Plus tard, il est question d'un frère de l'Impératrice d'Autriche comme souverain des Principautés (*ibid.*, p. 440). Cf. Gravier, ouvr. cité.

représenté comme un Grec, un « Gréco-Rhoméos »[1], qui était devenu « colonel » à Paris, avait écarté les douze conseillers « juges au divan », mis à la place du roi décapité, et avait commencé la guerre contre les Russes, contre le grand-duc Constantin, qui « criait » au milieu de la bataille, — et autres bourdes de ce calibre[2].

Sans préjuger sur ce qui suivra, nous pouvons déjà dire que les relations avec les Serbes révoltés contre les Turcs furent aussi absolument insignifiantes, malgré le projet d'un royaume illyrique pour le frère de Bonaparte, Lucien. Les relations de l'Empire français avec les Albanais, qui fournirent des troupes à l'empereur, et avec les Grecs furent plus étroites. On chercha même à soulever les Maïnotes pour servir les intérêts de la France. L'intervention de Napoléon, qui envoya les frères Stéphanopoli, fixés en Corse, pour visiter la Morée, fut cependant indirecte, par suite de l'établissement de la domination française à Venise et dans ses annexes, dans les Iles Ioniennes, avec certaines parties de l'Albanie : Parga, Prévésa, Boutrinto, Vonitza, Dragomestre et Arta elle-même, après 1805, et en Dalmatie, cédée par l'Autriche, qui l'avait d'abord occupée. Les Iles Ioniennes furent, malgré la haine du clergé orthodoxe contre les Français athées, totalement pénétrées par l'esprit révolutionnaire, au point que, lorsque les soldats du général Chabot durent les quitter, chassés au cours de la guerre d'Égypte, par la bizarre flotte réunie des Russes d'Outschakov et des Turcs de

1. C'était aussi l'opinion des Grecs du bas peuple; Miller, *The ottoman empire*, Cambridge 1913, pp. 4-5.
2. Papiu Ilarian, *Tesaur*, II, p. 211 et suiv.

Kadir-bey[1] (1798), on sentit la nécessité de fonder une république des « Sept Iles Unies » sous la souveraineté russo-turque. Par les articles secrets de la paix de Tilsit, elles furent données à Napoléon, de même que les Bocche-di-Cattaro, qui complétaient sa Dalmatie; mais les Anglais assiégèrent Corfou, et les tentatives des Français pour leur interdire l'occupation des îles ne réussit pas, malgré leur établissement sur la côte de l'Albanie. Toutefois l'ancien régime « libre » fut conservé et reconnu par les traités de Vienne de 1815; ils créèrent les « États-Unis des Iles Ioniennes » qui durèrent pendant longtemps et exercèrent sur les Grecs du continent une influence incalculable[2]. Rappelons que le premier qui décrit minutieusement les Albanais et les Roumains de Macédoine, le même qui a représenté la carrière grandiose et sauvage d'Ali-Pacha d'Épire, est le consul français Pouqueville, qui raconta aussi les combats des Grecs pour leur délivrance, combats soutenus dès le commencement par le philhellénisme de Fauriel, consul de France à Athènes.

L'œuvre accomplie par la France dans ces régions fut, en effet, une œuvre féconde, et jamais cette influence n'a disparu complétement. La Dalmatie est remplie jusqu'aujourd'hui d'œuvres françaises. Formées par la propagande religieuse, les écoles françaises des moines vivent encore à l'heure actuelle à Constantinople, en Asie Mineure, en Syrie (le collège d'Antourah), et jusqu'au fond du Mont

1. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V; Boppe, *L'Albanie et Napoléon*, I, Paris 1913.

2. Voy. notre ouvrage : *Idées et formes littéraires françaises dans le Sud-Est de l'Europe*, Paris, Gamber, 1924.

Liban les enfants apprennent le français comme à l'époque de Louis XIV. Par l'action spirituelle de son clergé propagandiste, par celle de ses philosophes du XVIIIe siècle, par la splendeur de l'épopée napoléonienne et le courage intelligent de ses consuls et de ses agents diplomatiques à cette époque, de même que par le contact direct à Paris avec un Coray, un Constantin Stamati, les premiers parmi les Grecs cultivés, enfin par l'influence qu'exercèrent les Ioniens « révolutionnés[1] » la France préparait l'œuvre de délivrance des chrétiens soumis au Sultan au moins dans la même mesure que les intentions intéressées de la Russie et de l'Autriche, désireuses d'hériter du régime turc en ruine.

1. Voy. les proclamations enthousiastes de Roger, administrateur de Leukadie (Santa-Maura), par lesquelles, en « l'an six de la Démocratie », il annonce aux habitants qu'ils ne seront pas leurs tyrans, mais « vos amis, vos frères », qu'ils les rendront très heureux, « très contents » (Sathas, Τουρκοκρατουμένη Ἑλλάς, Athènes, 1869, p. 565, note 1). Voir encore Lunzi, *Della republica settinsulare*, Bologne 1863; *Storia delle Isole Ionie*, Venise 1860.

CHAPITRE VII

Premier mouvement spontané de libération : Carageorges et la révolte serbe.

On arrive ainsi à l'étude des faits qui préparent l'histoire des États balcaniques ou qui font partie de cette histoire. Le premier peuple qui ait cherché à se donner une organisation politique est le peuple serbe, bien que les Grecs eussent de longue date proclamé l'idéal d'une vie chrétienne libre, dans la forme de l'empire byzantin restauré[1].

Le mot révolution rappelle les événements de cette espèce qui se sont passés dans l'Occident de l'Europe, ces changements brusques qui partent toujours d'un état d'esprit en relation avec un développement cultural plus ou moins prolongé. On pourrait croire que de ce côté aussi il y a eu un peuple soumis à une domination étrangère, qui non seulement portait atteinte à ses intérêts matériels, mais en même temps offensait ses sentiments, produisant cette profonde douleur morale sous l'impression de laquelle les forces spirituelles des peuples se rassemblent pour provoquer ensuite des efforts invincibles conduisant nécessairement à la délivrance.

Il y aurait donc eu un sentiment de douleur, une conscience du déshonneur national, une série d'ef-

1. Rhigas avait adressé un appel aux Albanais, aux Serbes et aux Roumains dans son hymne vers la liberté. On voit son monument à Belgrade.

forts spirituels par des publications, livres, brochures, proclamations, par des discours, qui auraient eu pour but d'exciter l'énergie nationale pour que cette énergie nationale renforcée produise, comme conséquence, un mouvement de délivrance.

On chercherait vainement dans le mouvement de délivrance des Serbes un seul de ces éléments.

Au commencement du XIX[e] siècle, on peut distinguer trois groupes dans la nation serbe : l'un se trouvait sous la domination du Sultan, un second sous celle de l'empereur d'Autriche — ce groupe s'était accru par les Dalmatins et les républicains de Raguse, grâce aux changements provoqués par Napoléon, — un troisième groupe enfin, insignifiant, en disparition, se trouvait de l'autre côté du Dniester, entre ce fleuve et le Dnieper, où, dans la deuxième moitié du XVIII[e] siècle, la Russie avait fixé un grand nombre de Serbes dans une colonie dont la formation était due à des tendances politiques et qui portait le nom de Nouvelle Serbie.

La Serbie autrichienne avait été jadis plus étendue qu'à l'époque de Carageorges : les districts du Nord du royaume actuel avaient appartenu à la monarchie des Habsbourg, du temps où elle possédait également l'Olténie roumaine. Il était resté de cette domination des souvenirs et des espérances, mais aussi certaines institutions, comme celle des *Oborknèzes*, « Oberknesen », « cnèzes supérieurs », qui dérivaient de l'ancien cnéziat de village, semblable à la dernière forme que cette institution eut chez les Roumains, comme administration de tout un groupe rural[1].

1. Voy. Drag. M. Pavlovitsch, *La Serbie à l'époque de la guerre austro-turque* (en serbe), Belgrade, 1910.

Si le Métropolite de Belgrade, un Serbe — le seul dans la hiérarchie du pays — avait exhorté jadis ses ouailles, par des lettres, à rester fidèles aux Turcs, en échange, sous Mihaliévitsch, Cotscha Anguélovitsch, Branovatschitsch et autres, s'était formé toute une petite armée de Serbes, un « corps libre » au service de l'Autriche; l'higoumène de Tronocha, le protopope de Iagodina avaient travaillé pour l'empereur. Au départ des Impériaux, en 1791, il était question de favoriser une nouvelle et plus importante émigration au delà du Danube. On évaluait à 15.000 familles ceux qui étaient prêts à émigrer, mais, lorsque les Turcs eurent promis un meilleur traitement, une organisation plus parfaite du pachalik de Belgrade, l'exemption de l'impôt personnel pendant trois ans, la plupart restèrent[1]. L'higoumène de Tronocha lui-même, qui avait des liaisons avec la famille de begs des Vidaïtsch, à Zvornic, quitta son abri en Hongrie. Celui de Stoudénitza et les cnèzes qui l'avaient accompagné à Pantschévo demandèrent aussi sans retard de pouvoir revenir dans leur couvent et y rapporter les reliques de Saint-Étienne, car les Turcs avaient promis de refaire l'édifice sacré[2]. Il en aura été de même du supérieur de Ravanitza, fuyard dans les États impériaux. Le juge et les marchands de Belgrade, qui avaient réclamé désespérément une autonomie nationale, sous des cnèzes — comme celle des Roumains, — demeurèrent aussi dans leur pays, malgré leur crainte d'une vengeance turque[3].

Quoi qu'il en soit, cette fois l'Autriche avait pro-

1. Stoïan Novakovitsch, *Die Wiedergeburt des serbischen Staates* (1804-1813), Séraïevo, 1912, p. 3.
2. Pavlovitsch, loc. cit., Appendice, I.
3. Voy. également Novakovitsch, loc. cit., p. 8.

cédé avec plus de précautions et, au départ des Impériaux, elle avait laissé un grand nombre de gens dont elle s'était servi et qui gardaient au fond de leur âme le désir de se retrouver sous les maîtres dont ils avaient reçu des rangs, des pensions et un sentiment de liberté, de dignité militaire, qui leur avait manqué jusqu'ici. Il ne faut pas oublier enfin la différence importante qui existait entre l'ancien système administratif autrichien et le régime autrichien de la fin du XVIIIe siècle, quand on tâcha de mettre en application les idées bonnes, nobles, bienfaisantes et philanthropiques de l'empereur Joseph II.

Après la paix de Sichtov, les Autrichiens ne conservèrent que la partie habitée par les Serbes, d'une émigration plus ou moins ancienne, sur la rive gauche du Danube. Cette région serbe, sous la domination autrichienne, jouit dès le commencement, c'est-à-dire dès 1690 — avec son Patriarche, « archevêque de la Serbie entière et de la Bulgarie », en même temps chef politique[1], avec ses neuf évêques (de Carlowitz, Zrinopolié, Szigeth, Szeged, Bude, Mohacs, Peterwardein, Temesvar-Timichoara, Vrsac), avec son vice-voévode et toute l'organisation militaire de « Grenzer » (soldats de frontière), avec son Congrès national, avec les cnèzes des villages — de privilèges fort étendus, — de même que les Bulgares du Banat, de Vinga, d'ailleurs, — d'une large autonomie. Quand le système de défense de la frontière fut

1. « Ils doivent dépendre tous », dit le diplôme du 11 décembre 1690, « de l'archevêque en tant que chef ecclésiastique, dans les affaires spirituelles ainsi que dans les affaires temporelles »; d'après Vanicsek, *Spezialgeschichte der Militärgrenze*, dans P. Dragalina, *Histoire du Banat de Severin*, III, Caransebech, pp. 80-82; cf. *ibid.*, p. 98 et suiv.

aboli, les Serbes de Novisad et de Vrsac reçurent en échange, comme récompense, une situation absolument extraordinaire. Jamais les Roumains soumis à la couronne des Habsbourg ne furent favorisés au même degré que les Serbes de toutes les catégories indigènes, et il est d'ailleurs naturel que les indigènes, trouvés par la conquête, liés naturellement à la terre, inséparables de leurs vieilles habitations, n'aient pas besoin des exemptions et des bienfaits qui seuls peuvent attirer des colons.

Pendant l'époque de Joseph II, qui supprima les anciens privilèges militaires aux Roumains des districts de Lugoj et Caransebech, les écoles roumaines eurent aussi des inspecteurs serbes, comme Grégoire Obradovitsch, et l'Église roumaine du Banat se développa sous l'influence de l'Église serbe, des évêques de Timichoară et de Vrsac. La littérature roumaine commença par des traductions de cette langue (de Kenguélatz — histoire; d'Obradovitsch, de Mouchkatirovitsch, — poésie, etc.). Le fabuliste roumain Tsichindeal intitule « son évêque et patron miséricordieux » Étienne Avakoumovitsch, un des chefs de l'Église serbe de la région; la mode serbe était tellement répandue dans le Banat que les habitants roumains prenaient des noms serbes, comme l'auteur de grammaire Iorgovici, comme Naoum Petrovici et Diaconovici Loga, comme les frères Teodorovici[1], etc.

Nous avons mentionné ci-dessus Obradovitsch. Ce représentant cultural principal des Serbes à cette époque n'a pas seulement des relations avec les Hongrois de l'époque de Joseph II, mais aussi avec les Rou-

1. Voy. les noms que je cite dans l' « Histoire de la littérature roumaine au XVIIIe siècle » (en roumain), II, p. 422.

mains. Né dans le Banat, vivant au milieu des Roumains, en état d'écrire dans leur langue, — en 1793 il voulait faire imprimer en roumain ses fables célèbres, — il vint à Focchani et accepta d'élever les neveux d'un Métropolite, Gabriel Callimachi, et des jeunes gens de la famille Balch. Ami de l'évêque de Roman, qui fut plus tard Métropolite, Léon Gheuca, auquel il garda une profonde reconnaissance, il passe ensuite à Leipzig, où il fait des études sérieuses. Mêlé à la révolte de Carageorges, dont il éduqua les enfants, Obradovitsch parcourut plus tard la Valachie également, conservant ses relations de sympathie avec les Roumains des Principautés[1].

Suivant cette tradition, à laquelle s'ajouta bientôt l'impulsion que donna la publication en 1815 des Ballades populaires par Vouk Caradschitsch, les nouveaux écrivains serbes de la rive autrichienne font, comme Popovitsch, Danitschitsch, des études à Timichoara, à Carlowitz, à Pesth, ils occupent des chaires dans les écoles du même Banat.

Ces Serbes de la rive gauche du Danube, libres, privilégiés, cultivés, animés d'un esprit militaire, étaient une excitation permanante pour leurs conationaux de Turquie. On ne peut pas dire que ces derniers étaient nécessairement disposés à une révolte. Lorsque le mouvement éclata, il n'avait certainement pas le caractère d'une révolution destinée à fonder un État national, — ce qui ne pouvait nullement être dans la pensée de ses promoteurs; si cependant les Serbes de la rive droite se révoltèrent, il faut l'attribuer à plusieurs motifs.

1. L'écrivain Sima Miloutinovitsch était en 1813 à Craiova, en Valachie olténienne.

Parmi eux vivaient des représentants des Turcs, établis à des époques différentes et qui appartenaient à des catégories bien diverses. Dans les villes, une quantité de marchands, avec lesquels leurs compagnons chrétiens et la population des campagnes étaient en d'excellents termes. Les seigneurs terriens étaient les spahis, — au nombre de 900 environ dans tout le pays. Ces spahis ne jouissaient pas d'une mauvaise réputation parmi les Serbes, car ils étaient établis depuis plusieurs générations sur la terre serbe, parlaient le serbe et vivaient avec leurs paysans dans d'assez bonnes relations, meilleures en tous cas que celles de beaucoup de boïars d'outre-Danube avec les paysans roumains de l'époque des Phanariotes. Nombre d'entre eux étaient même d'origine serbe ou bosniaque, comme le célèbre Pacha Békir, qui intervint d'abord contre les Serbes, mais tout en gardant une attitude nettement conciliatrice. Un Serbe de naissance, parlant encore sa langue maternelle, était aussi le commandant des armées turques destinées à apaiser la révolte, Hafiz.

Il y avait un Pacha à Nich, un autre à Belgrade, et il y avait des cadis ou juges musulmans dans les différentes localités, avec la mission de juger les procès des musulmans ou les procès mixtes, entre musulmans et chrétiens. On trouve aussi d'autres agents de caractère inférieur de l'administration turque dans chaque district de la Serbie au milieu de la population chrétienne, qui les tolérait volontiers. Quant aux Pachas, les Serbes se souvenaient avec la plus profonde reconnaissance de Hadschi-Moustafa (1794-1801), et, pendant leurs souffrances ultérieures, ils désiraient voir revenir son temps, de même que les Anglais opprimés regrettaient les usances « du bon

roi Édouard » ou les habitants maltraités de la Hongrie « la justice du roi Matthias ».

D'où venait alors le mécontentement?

Il y a un élément qui, vers la fin du XVIII[e] siècle, commence à jouer un rôle toujours plus grand dans l'Empire turc et qui soulève contre lui, non seulement les sujets de différentes catégories du Sultan, mais aussi les Turcs et le Sultan Sélim lui-même, qui essaya de les détruire, mais n'y réussit pas.

Cet élément c'étaient les janissaires, à cette époque en état de complète décadence, et qui devenaient d'autant plus prétentieux qu'ils étaient plus inutiles. Ces janissaires n'étaient plus à la disposition des Sultans à Constantinople même, où se trouvaient seulement une partie d'entre eux, tandis que l'autre était dispersée dans tout l'Empire. Les villages de Roumélie, Bulgarie, Serbie étaient dominés par eux, et par leurs agas ou officiers[1]. Même dans les pays roumains il y avait, vers 1730-40, bon nombre de ces janissaires qui établissaient des abris de troupeaux, spécialement de moutons, qu'ils envoyaient à Constantinople. Ils formaient la classe dominante des villages balcaniques portant, s'ils y avaient ou non le droit, le titre de « tschorbadschis », officiers, à proprement parler : « distributeurs » de la soupe, « tschorba », parmi les soldats de leur compagnie. Usuriers de l'empire entier, depuis longtemps encore, ils formaient en général une classe avide, qui a laissé, par son système d'imposer préalablement la vente ou l'emprunt qu'ils désiraient, ou par le refus de payer

1. C'est dans ce sens — voyez les renseignements qui se trouvent dans ma *Geschichte des osmanischen Reiches* — que doit être interprété le passage que discute Novakovitsch, loc. cit., p. 10, note 2.

le miel qu'ils prenaient aux Roumains, la locution, conservée encore de nos jours : « donner à quelqu'un de l'argent pour son miel » c'est-à-dire : le battre.

Mais, en Serbie, ils risquèrent, après la guerre et surtout après leur retour, toléré par le Sultan, vers 1800, la tentative de devenir plus qu'ils n'avaient été jusqu'alors, c'est-à-dire de soumettre de fait le pays entier à leur domination. Leurs chefs, nommés dahis, — ce qui correspondait au titre des « deys » de Tunis et d'Alger, — au nombre de trois ou quatre, — cherchèrent — pour se venger aussi de la punition que leur avait infligée le Pacha Abou-Békir (1792-93), ainsi que du firman de 1793, qui les chassait au profit de l'administration chrétienne tributaire par les cnèzes — à écarter le Pacha et les spahis pour arriver à être eux-mêmes les maîtres de toute la Serbie. Hadschi-Moustafa fut en effet tué à Belgrade au mois de décembre 1801. Son successeur, Hassan, dépendait de toute manière des dahis, et l'opposition des spahis fut écrasée en 1802. Beaucoup de chrétiens suspects eurent en 1803-4 le même sort.

Ces faits sont d'ailleurs en relation avec le soulèvement des janissaires de toutes les provinces, et surtout sur la ligne entière du Danube, tombée entre les mains des *aïans* de Nicopolis, de Roustschouk (Tersénik-Oglou), de Silistrie et même de Braila (Ibraïl), à partir de l'année 1794. Pasvantoglou, qui résidait à Vidine, à la tête de ses bandes restées sans occupation à la conclusion de la paix, entretenait une correspondance avec Napoléon Ier. Pasvantoglou, cet aventurier heureux, que craignaient également les Russes et les Turcs, qui pilla tant de fois l'Olténie et la ville de Craiova, qui envoyait ses Pasvandschis sauvages jusque dans les montagnes du district de

Gorj, n'était qu'un chef de janissaires révolté contre le Pacha, un *aïan* lui aussi, qui était arrivé à écarter complètement l'administration au nom du Sultan, qu'il consentait à reconnaître quand il le voulait et dans les limites fixées par son intérêt, après avoir montré, en 1798, qu'il pouvait s'opposer avec succès à l'amiral Keutschuk-Hassan, commandant des troupes d'Albanie, de Serbie et de Bosnie[1]. Le mécontentement des Serbes était dirigé contre ces dahis qui cherchaient à se substituer à l'autorité ottomane dans leurs districts et à inaugurer le régime horrible des deys de l'Afrique septentrionale[2], dont les supplices atroces ne peuvent être comparés même à ceux des temps les plus odieux de l'antiquité assyrienne. Il était question d'introduire maintenant en Serbie un régime pareil. Alors, la population, qui était sortie depuis dix ans à peine du « régime civilisé», « européen », de l'Autriche de Joseph II, se révolta.

Quels étaient les éléments révoltés et ceux en état de soutenir cette révolte? En première ligne certainement les serbes qui avaient passé quelque temps dans les armées impériales, mais qui n'avaient pas quitté le pays avec les Autrichiens, ou qui, après l'avoir quitté, revenaient de temps en temps dans leur patrie. Sensibles à l'oppression, animés de certains sentiments d'honneur, ils étaient en même temps les mieux préparés pour exciter et organiser un mouvement révolutionnaire. Au point de vue militaire, les combats des Serbes de 1804 à 1812 sont extrêmement intéressants; ils opéraient avec de

1. *Ibid.*, p. 119 et suiv.

2. Voy. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, IV, p. 310 et suiv.

petites troupes, ayant profité de l'expérience séculaire des Autrichiens.

En outre, en Serbie comme dans les principautés roumaines et dans toutes les régions de frontière de l'Empire turc en Europe, il y avait ces *haïdoucs* qui se rencontrent d'abord sur la lisière de la Hongrie, du côté de la Turquie, et puis dans d'autres provinces. Chez les Roumains et ailleurs, ils apparaissent comme des brigands généreux, d'un caractère pour ainsi dire « démocratique », des brigands qui ne prenaient que l'argent des riches, sans se soucier de leur nationalité, indigène, turque ou grecque, et secouraient en échange les pauvres. En Serbie ils ont cependant un caractère supérieur, celui de combattants pour leur nation, bien que dans leur origine et leur essence il n'y eût rien de national. A leur tête on trouve ce Haïdouc- Vélico, du district peuplé par des Roumains — ennemis de la révolte — de la Craïna, où son souvenir persévère, conservé dans les chants des paysans[1] : la femme du terrible brigand épousa ensuite le capitaine d'Arnautes Iordaki, au service du prince de Valachie[2]. Vélico défendit pendant longtemps avec succès la frontière du côté de Vidine.

Enfin le manque de sécurité pendant la guerre entre Turcs, Russes et Autrichiens avait contribué à former le long du Danube des bandes locales ayant un caractère presque indépendant vis-à-vis de l'Empire ottoman. C'étaient les Kirjalis, maîtres de toutes les routes. Ils jouèrent un certain rôle vers la fin du XVIII[e] siècle, parcourant toute la Péninsule Balcanique

1. Voy. le récent recueil de « Chants populaires de Serbie » par MM. G. Vâlsan et Giuglea (en roumain).

2. Voy. le « Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale » de Bucarest, I (une lettre avec fac-similé).

et, à certains moments, ils osèrent même avancer jusque dans les environs de Constantinople. Il fallut donner à l'énergique Ali-Pacha de Ianina le rang de beglerbeg, de vali de Roumélie, et la mission de détruire ces troupes de voleurs, qui continuèrent néanmoins sous Mollah-Aga, aïan de Philippopolis, à être la terreur de la population chrétienne. Les souvenirs de l'évêque Sophronius de Vratza, du commencement du XIXe siècle, montrent avec une simplicité attendrissante ce que pouvaient souffrir les villages chrétiens à cause de ces brigands sauvages qui ne reconnaissaient aucune autorité: ils ne furent détruits que pendant la guerre entre Russes et Turcs (1806-12) en défendant les forteresses de rivage du Danube. Parmi ces Kirjalis il y en avait beaucoup qui étaient chrétiens[1]. et disposés à passer au service des chrétiens[1].

Le clergé serbe, de son côté, était prêt à soutenir les révoltés. Bien entendu ce n'était pas le clergé supérieur, d'origine phanariote, — tel l'évêque Léontius de Belgrade, — qui, même lorsqu'il se mêlait aux troubles, ne le faisait pas afin de soutenir les combattants, mais seulement pour les empêcher ou les trahir, selon les circonstances. Les évêques, même ceux qui n'étaient pas Grecs, avaient été élevés avec les Phanariotes et s'étaient formés à leur école, de sorte qu'ils ne pouvaient pas soutenir sincèrement la lutte de libération des Serbes qui voulaient éloigner *tous* les éléments étrangers de leur pays. Mais il y avait l'autre clergé, celui des prêtres de village, dont le savoir était un peu supérieur à celui de leurs ouailles, qui avaient lu

1. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 145-146.

peut-être certains livres d'Autriche ou de Venise, ceux d'Iovan Raïtsch (« Brève histoire de Serbie et de Bosnie », Vienne 1793; « Histoire de plusieurs peuples slaves, surtout des Bulgares, Croates et Serbes », Vienne 1794-95), ceux d'Obradovitsch[1], de même que les prêtres de village de Transylvanie lisaient les ouvrages roumains de Pierre Maior. Il y avait surtout les moines et higoumènes serbes qui, dans la dernière guerre, avaient fait de leurs monastères de vraies forteresses, qu'ils avaient défendues de leurs bras. Sur eux la révolution pouvait s'appuyer également.

Mais, si ces éléments seuls avaient combattu, la révolte n'aurait pu aller jusqu'au bout, et on n'aurait pas eu la situation gagnée à la veille de la paix de Bucarest.

Il y avait encore un élément de combat et d'organisation : l'institution, reconnue par l'Autriche, des voévodes et des cnèzes. Chez les Roumains, elle a également existé, mais un seul de tous les voévodes était resté : le prince, et, quant à la signification du mot de cnèze, elle arriva à désigner seulement des paysans libres, qui n'étaient pas soumis au jugement de l'agent du boïar. Tandis qu'en Bosnie et Hertzégovine, en Serbie, les voévodes et les cnèzes gardèrent leurs attributions politiques et guerrières. Quand les Serbes entrèrent sous la dépendance des Sultans, ces derniers durent essayer, pour faciliter l'administration, de conserver certains privilèges aux cnèzes, qui continuèrent ainsi à être les chefs chrétiens de la population rurale.

1. Voy. aussi E. Denis, *La grande Serbie*, Paris, s. d., 2e édition, pp. 57-58; Jacques Ancel, *Manuel historique de la question d'Orient* (1792-1923). Paris [1923], pp. 41-43.

Donc, au moment où la révolte éclata, en février 1804, les villages libres se soulevèrent contre les Turcs, à Choubnitza et ailleurs, ayant à leur tête les voévodes et cnèzes, toute une masse de paysans riches, à pied et à cheval. De cette manière une armée s'organisa, bien que son nombre n'ait pu être évalué à 60.000 hommes qu'avec exagération.

Les chefs étaient jusqu'alors des inconnus : les Nénadovitsch, dont on a des mémoires intéressants bien que tendancieux[1], Vasso Tscharapitsch, Ianco Catitsch, Stanoïé Glavach, « harambacha de haïdoucs[2] », et surtout Carageorges Pétrovitsch. En ce qui regarde la personnalité, décisive, de ce capitaine que l'assemblée d'Orachatz créa chef suprême du mouvement, il ne faut pas s'en faire une idée exagérée. L'aïeul de la dynastie serbe d'aujourd'hui était un simple marchand de porcs et un ancien soldat impérial, personnage absolument rude, sans aucune préparation politique ou culturale, doué cependant d'une grande bravoure militaire, d'un grand élan dans les combats, d'un certain bon sens et d'une ambition qui le poussait vers les organisations politiques supérieures. Il tâcha de la sorte, aussitôt après les premiers succès du mouvement, à relever ce Conseil primitif qui entourait, d'après l'usage, la personnalité des voévodes; il fit des efforts pour organiser une vie administrative, un commencement de rapports judiciaires, mais tout cela au niveau de ses connaissances et des circonstances modestes où il avait vécu. Vers la fin de la guerre, lorsque, en 1813, les Turcs, après la conclusion de la paix de Bucarest, pénètrent

1. Voy. Haumant, *La Yougoslavie*, Paris 1919.
2. Novakovitsch, loc. cit., p. 16; Cunibert, *Essai historique sur la Serbie*, Leipzig 1855, pp. 27-28.

de nouveau en Serbie, l'homme fut tellement inconsistant, qu'il tomba malade à la suite de l'émotion du danger suprême et, après quelques semaines, il passa en Autriche, d'où il ne devait revenir que pour être tué par son rival, Miloch. Ainsi, à côté de divers personnages d'une certaine valeur, il n'y avait pas une personnalité qui pût réunir à des connaissances le sens d'une politique directrice, unique et sûre, capable elle seule de garantir à la nation son avenir.

Ce fut d'ailleurs aussi le jugement, dans ces mêmes paroles sévères, des contemporains.

Donc la révolte partit comme une action de raïas fidèles contre les janissaires, qui ne voulaient pas accepter le nouveau régime, de bonne administration européenne, d'armées régulières, établi par le Sultan Sélim[1]. Et, attendu que les dahis, les agas, se trouvaient dans les forteresses, on attaqua ces forteresses, et on prit coup sur coup Roudnic, Chabatz, Yagodina, Pojarévatz et Semendrie. Le nouveau Pacha de Belgrade, assiégé jusqu'alors, Soliman, de même que celui de Bosnie, Békir, un conational, venu pour l'installer et distribuer des caftans (des vêtements d'honneur) aux nouveaux cnèzes, furent reçus avec soumission. Les dahis en fuite avaient été tués à la Nouvelle Orsova (Adakaleh). Si le Métropolite de Carlowitz, Étienne Stratimirovitsch, un ami des Roumains, exprimait dans sa pétition adressée au Tzar Alexandre l'idée de la création d'un Empire slave en Orient, pareil à celui de Douchane[2], Carageorges désirait seulement un régime d' « aïans chrétiens », de cnèzes auxquels on aurait passé les attributions qu'avaient

1. Hurmuzaki, *Documente*, XVI, p. 662.
2. Novakovitsch, loc. cit., p. 6, note 1.

jusqu'alors les organes de l'administration impériale. On le voit bien par le projet présenté aux Autrichiens médiateurs : cnèzes électifs, obor-cnèze à leur tète, garde de 1.500 Serbes donnée au Pacha de Belgrade[1]. Pour le moment, on chercha également à se débarrasser des Kirjalis de Belgrade, commandés par Cochantzali-Ali, dernier défenseur de l'ancienne anarchie des janissaires.

Ce qui changea la situation et créa aussitôt une situation irrémédiable ce ne fut pas seulement la soif de revanche des dahis, l'indécision des Turcs de Constantinople, qui refusaient en 1805 les propositions modestes des insurgés, — au moment où tombaient les forteresses de Caranovatz et d'Ujice, — appuyées par le Patriarche, chez lequel étaient logés les députés, mais aussi l'attitude d'intrigues et de provocation des Autrichiens, toujours aux aguets, et des Russes[2], qui dès 1806, pour *d'autres motifs*, avaient commencé la guerre contre le Sultan. Dès les premiers moments, le protopope Mathieu Nénadovitsch avait écrit à Stratimirovitsch pour rappeler les Impériaux, et le général commandant à la frontière tenta une réconciliation, dans l'entrevue de Semlin (mai 1804)[3]. L'écrivain Sava Tékélia, de Hongrie, exhortait aussi au combat dont il attendait un trône.

Les diplomates de Vienne auraient voulu interve-

1. Grégoire Yakchitch, L'*Europe et la résurrection de la Serbie*, préface de M. Emile Haumant, Paris 1917, p. 12 et suiv.

2. Sp. Gopcevic, *Russland und Serbien, 1804-1915, nach Urkunden der geheimen Archive von Petersburg und Paris und des wiener Archives*, Munich 1916, p. 31 et suiv.; Yakchitch, ouvr. cité, pp. 48-49.

3. Hassan-Pacha aurait également demandé l'aide des Impériaux; Hurmuzaki, XVI, p. 661.

nir et occuper Belgrade et Chabatz, à la condition de ne pas blesser les Turcs, ce qui naturellement était impossible. Kallay énumère patiemment, dans son second volume de l'« Histoire de la Serbie »[1], tous les conseils donnés par l'archiduc Charles pour intervenir dans les Balcans : après de longs débats, on s'arrêta cependant à la décision de garder la première attitude, sans même risquer une intervention diplomatique plus énergique à Constantinople.

Il en était tout autrement avec les Russes, et les Serbes s'adressèrent à eux dès le commencement. D'abord par la pétition rédigée dans le camp de Toptschidéré, à l'époque du siège de Belgrade (juillet 1804), puis par une députation solennelle, composée de trois chefs, déguisés en marchands moldaves, le protopope Nénadovitsch, Jean Protitsch et le Macédonien Pierre Tschardacliia, qui conservait ses relations avec les Autrichiens et qui avait épousé une Russe, de l'entourage de la grande duchesse mariée à Vienne, elle se rendit à Pétersbourg[2].

Les Serbes étaient sans doute de concert avec l'ambitieux jeune prince valaque Constantin Ypsilanti, qui aurait désiré, à l'encontre des vrais projets russes[3], encore une principauté au delà du Danube, en attendant la guerre russo-turque, pendant laquelle il poursuivit le rêve d'être roi de Dacie[4]; ses boïars parta-

1. Traduit en hongrois par Thalloczy.
2. Cf. Gopcevic, loc. cit.
3. Analysés dans « le Messager serbe de littérature » (en serbe), août 1903.
4. Son ambassade et celle de Mourouzi, prince de Moldavie, se trouvaient à Belgrade à la fin d'avril 1805; Novakovitsch, loc. cit., p. 270, qui cite également le livre de Gavrilovitsch, *Ispisi*, p. 17. rapports du consul français de Bucarest. Tschardaclia, qui était à Bucarest en septembre 1804, revint

geaient son opinion[1]. Le prince de Moldavie avait envoyé de son côté son Grand Spatar, Vassilaki[2].

La Russie ne désirait pas à ce moment la guerre, car le plus faible changement d'équilibre pouvait provoquer de nouvelles ambitions dans l'Europe terrorisée par Napoléon. Bien qu'on essayât d'établir un consul à Vidine — que Pasvantoglou commença par refuser — et bien qu'on eût donné la croix de Sainte-Anne à l'évêque Léontius de Belgrade[3], on ne fit autre chose à Pétersbourg que de montrer aux délégués le chemin de Constantinople, pour s'entendre directement avec le Sultan.

Il est vrai que les Serbes ne demandaient pas, par leurs émissaires, Tschardacliia, le protopope Alexius Lazarévitsch et Étienne Givcovitsch, qui quittèrent Bucarest au mois de juin 1805[4], d'être soustraits à la domination du Sultan. Ils n'étaient que les sujets maltraités de « l'empereur » et se rendaient à sa Cour pour demander justice. Il était cependant également vrai qu'il y avait, parmi leurs conditions, aussi celle que les Turcs quittassent leurs forteresses, qu'il y eût une seule contribution, — et ils l'admettaient volontiers plus élevée, — que devait recueillir le Pacha de Vidine, qu'on leur permît une administration auto-

plus tard par ce chemin; Novakovitsch, loc. cit., p. 30. Les ambassades des deux princes en 1806, Hurmuzaki, XVI, p. 731. Cf. surtout notre article sur Constantin Ypsilanti et les Serbes dans la *Revista istorica* de Bucarest, 1921. Les princes roumains envoyèrent des délégués à la conférence d'Ostroujnitza (Gopcevic, ouvr. cité, pp. 30-31).

1. Hurmuzaki, XVI, pp. 660-661.

2. *Ibid.*, p. 686.

3. *Ibid.*, p. 669.

4. Novakovitsch, loc. cit., p. 32. La Porte aurait voulu un « hospodarat » de système roumain (Yakchitch, ouvr. cité, p. 71).

nome, ayant à sa tête un « oborcnèze », — ce qui montre la continuation de la tradition autrichienne. Une fois cette pétition admise, la province donnerait aux Turcs un corps auxiliaire de 5.000 hommes[1].

Tout cela était survenu coup sur coup, mais, nous le répétons, personne n'avait songé tout d'abord à formuler de telles prétentions. Lorsque les Serbes présentèrent à la Porte leurs conditions, les premières d'entres elles furent admises. Ce n'est que plus tard que le Divan trouva les dernières prétentions exagérées, et, craignant de laisser s'établir une autonomie serbe trop puissante, il retira ses concessions. Les délégués, qui craignaient pour leur liberté, furent dirigés par l'ambassadeur du Tzar vers Odessa.

Sous prétexte qu'il y avait encore des cercles, comme Ujice, où les janissaires sont encore en place, le combat avait recommencé au printemps de l'année 1805 et à savoir dans la région de Kiupriia (Tschiopriia), Yagodina et Paratschine, où avaient été livrés, à la fin du XVII[e] siècle, les grands combats d'Eugène de Savoie contre les Turcs. Cette fois encore, les troupes du Sultan venaient de Nich, ayant le Pacha Hafiz à leur tête, mais elles ne purent pénétrer plus loin, car les insurgés avaient appris des Autrichiens l'art de se défendre dans des tranchées. Les forteresses de Semendrie, qui avait été déjà conquise une fois, et Crouchévatz tombèrent entre leurs mains, tandis que les janissaires et les Kirjalis de Belgrade, Chabatz et Ujitzé commettaient des massacres[2]. Après les rencontres avec Hafiz, ordre

1. Novakovitsch, loc. cit., p. 28 et suiv., p. 25 (d'après des nouvelles de Pétersbourg).

2. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, p. 155 et

fut donné aux Pachas de Bosnie, Békir, et de Scutari, Ibrahim, d'intervenir.

C'était le moment où Napoléon écrasait à Austerlitz l'Autriche et la Russie et où la paix de Presbourg amenait les Français en Dalmatie et les mettait en relations avec la nation serbe, dont on allait faire la nouvelle Illyrie napoléonienne.

Ce fut donc en vain que les Serbes demandèrent, par l'intermédiaire d'Ypsilanti[1] et directement, l'intervention des deux Empereurs, qui avaient d'autres occupations. La mission de Pierre Itschko, un Bulgare qui avait beaucoup voyagé, à Constantinople, — ne réussit pas. Pendant l'hiver encore, les insurgés prirent Crouchévatz, attaquèrent Novibazar et entrèrent dans la Craïna.

L'incendie du monastère de Stoudénitza ouvrit, au mois d'avril, l'invasion turque. Dans plusieurs rencontres les chefs des bandes chrétiennes purent repousser les begs de Bosnie, tandis que Pierre Dobriniatz, qui avait bâti la citadelle de Déligrade, des *délis*, des « follement audacieux », arrêtait les Albanais. Enfin dans le combat de Michar, près de Chabatz, Carageorges lui-même vainquit, le 13 août, la principale armée de la Bosnie, commandée par le séraskier, qui portait l'ancien nom serbe de Capétan-Couline. Au commencement de l'automne de cette même année 1806, ces troupes, destinées « à punir le pays », avaient été contraintes à le quitter.

suiv. Les Turcs offraient la situation d' « oborcnèze » à Milenco Stoïcovitsch, un des chefs serbes (Yakchitch, ouvr. cité, p. 75).

1. Novakovitsch, loc. cit., p. 37.

En même temps Itschko obtenait à Constantinople que le gouvernement fût conduit par un oborcnèze et que les contributions se bornassent à une capitation unique de 1.800 bourses (à 500 thalers), ou même la retraite totale des spahis; un mouhasil, commandant 150 hommes, devait seul représenter le Sultan à Belgrade. En échange les Serbes avaient consenti à tolérer des Turcs dans toutes les forteresses principales[1].

Au mois d'octobre cependant le Divan rompit cette convention, selon le désir de Napoléon, qui faisait prévoir un soulèvement analogue de la Morée grecque, et après quelques semaines les Russes passaient le Dniester. Le lendemain de leur arrivée à Bucarest, Tschardacliia, puis Dosithée Obradovitsch, se présentèrent devant eux comme envoyés de la Serbie libre[2].

Il en fut autrement lorsque, dès cette année 1806, les troupes du général russe Michelson, se maintenant sans opposition dans les Principautés, jusqu'en 1812, eurent de cette façon le moyen d'intervenir sans cesse dans les affaires de la Serbie. Dès le mois de décembre le capitaine albanais de haïdoucs prit la ville de Belgrade, qu'il traita durement, et Gouchantzali, considéré par les Serbes en ennemi du Sultan, leur maître, quitta la forteresse pour se retirer vers Kladovo, du côté de Pasvantoglou. Chabatz fut conquise aussitôt. Au mois de mars 1807 le Pacha

1. Voy. surtout Novakovitsch, ouvr. cité, p. 43 et note 1; Kallay, loc. cité, p. 497 et suiv. — Sur l'attitude de la diplomatie russe, autrichienne et française à cette époque, voy. Yakchitch, ouvr. cité, pp. 75-78, 80. Napoléon ne voulait qu'une autonomie rurale; *ibid.*, pp. 104-105.

2. Novakovitsch, loc. cit., pp. 47, 52. Itschko avait déclaré aux Turcs que les Serbes ne respecteront plus le traité. Une autre mission, Yakchitch, ouvr. cité, p. 93 (mars 1807).

Soliman fut tué dans un grand massacre. Les Turcs craignaient une intervention russe, et c'est pourquoi ils réunirent aux Kirjalis de Gouchantzali, de Caraféis et de Délicadri les troupes du beg de Serrès, Ismaïl.

L'intervention de la Russie en Serbie fut cependant, dès le début et jusqu'à la fin, tardive, lente et égoïste, n'étant jamais faite au profit des Serbes, mais bien à celui du Tzar. Les Russes allèrent si loin dans leur manque de scrupules qu'ils pensaient utiliser ces malheureux paysans pour attaquer les Français en Dalmatie, ayant à ce moment intérêt à ce que la domination française dans cette province périclitât! Ils cherchèrent à établir dans les districts conquis par les Serbes des représentants de l'autorité impériale, une sorte de consuls de la révolte, et donnèrent ensuite aux Serbes le conseil de ne tolérer aucun autre consul que celui du Tzar. Pour remplir la mission d'espion et d'argent provocateur, dans une situation presque consulaire, on choisit Constantin Constantinovitsch Rodofinikine[1], qui eut pendant toute son activité une situation suspecte au milieu des insurgés, dont il brisait la solidarité par ses indications perfides, auxquelles il ajoutait quelquefois la brutalité moscovite. « Soyez indomptables », écrivait Michelson, le commandant russe dans les Principautés, « espérez en Dieu et en Alexandre Ier[2] », « Alexandre le Grand » pour Rodofinikine. En même temps, l'évêque Léontius continuait à agir avec Ypsi-

1. Il était originaire de Chios, dont s'était enfui son père. Pour son arrivée à Jassy, en 1806, voy. Hurmuzaki, XVI, p. 734 et suiv. No. MDCXXII. Un envoyé d'Ypsilanti était dans le camp serbe en janvier : ce prince avait fait tout son possible pour gagner aux insurgés un appui russe (Yakchitch, ouvr. cité, pp. 116-117; Gopcevic, ouvr. cité, p. 57 et suiv.).

2. Yakchitch, ouvr. cité, pp. 118-119

lanti et pour Ypsilanti[1], puis pour Alexandre Soutzo, le prince qui était resté sans trône lorsque la Porte révoqua les nominations qu'elle avait faites au courant de l'été de l'année 1806[2].

L'immixtion militaire russe, qui amena celle des Monténégrins aussi, se manifesta dès le printemps de l'année 1807, lorsque Haïdouc-Vélico, de même que le Voévode Milenco Stoïcovitsch et Dobriniatz lui-même, font tout leur possible pour pénétrer, à l'encontre de Pasvantoglou (mort le 5 février 1807) et de son successeur, l' « écrivain » Mollah[3], et arriver ainsi à entrer en contact avec les troupes russes d'Olténie. Ils y réussirent cependant ailleurs, à Ostrovul-Mare. Par le combat commun de Chtoubic, au mois de juin, cette liaison nécessaire est conservée jusqu'à la conclusion, prochaine, de l'armistice de Slobozia[4]. La convention de Négotine, signée, le 10 juillet, avec le marquis Paulucci, autre agent russe, reconnaissait pour « le peuple slavo-serbe », pas encore constitué en État, *la suzeraineté du Tzar*, de l'« empereur », qui avait le droit de mettre ses troupes dans les forteresses et de nommer un administrateur de la nouvelle province chrétienne : les Serbes promettaient de prêter secours aussi contre les Français de Dalmatie[5]. On voulait de la Russie un président du nouveau Sénat serbe ajouté à l'assemblée du peuple, un conseiller du chef suprême (vchovni vojde)

1. Voy. Novakovitsch, loc. cit., p. 59.
2. En 1807, au printemps, on lui avait rendu la Principauté valaque, qu'il ne put cependant pas occuper.
3. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V. pp. 144-145, 167.
4. Novakovitsch, loc. cit., p. 57.
5. *Ibid.*, pp. 60-61.

Carageorges, des ingénieurs, des soldats[1]. Le chef du mouvement déclarait ne vouloir autre chose que sa patrie délivrée de toute crainte qu'elle ne retombât sous le joug ottoman, pour qu'ensuite il retournât à sa charrue[2]. Mais, lorsqu'il vit le consul Rodofinikine trancher en maître, mépriser les marchands du Sénat, critiquer ses propres manières impolies, en même temps qu'on lui demandait jusqu'à 2.000 Serbes en Valachie et le passage en Grèce de la « légion grecque » d'Ypsilanti, il s'emporta et déclara nettement qu'il a besoin de soldats et pas de diplomates. Ceci n'empêcha pas l'envoyé de présenter un projet de constitution avec un Sénat ayant des membres élus et des chefs de districts[3].

Abandonnés par les Russes au moment de l'armistice, qui ne faisait pas même mention des insurgés, les Serbes, qui négociaient maintenant avec l'Autriche aussi — Carageorges eut, en avril une entrevue avec le général Simbschen[4], qui, pour avoir Belgrade, aurait fait du chef serbe un maréchal et prince, de ses conseillers et barons des comtes! — et qui, craignant l'annexion par l'Autriche, recoururent à Napoléon[5], accueillirent avec d'assez bonnes dispositions les nouvelles offres de la Porte, faites par l'intermédiaire du Patriarche de Constantinople[6]. Mais Rodofinikine sut bien rendre vaines encore une fois les tentatives de

1. Yakchitch, ouvr. cité, pp. 121-122.
2. Gopcevic, ouvr. cité, p. 77.
3. Gopcevic, ouvr. cité, pp. 95-101.
4. *Ibid.*, pp. 100-101. Les Russes avaient cependant proposé l'élection du « hospodar » serbe (ouvr. cité, p. 140;) à l'Autriche, p. 150 et suiv.
5. *Ibid.*, pp. 136-138.
6. Novakovitsch, ouvr. cité, pp. 68-69.

réconciliation qu'il avait paru patronner, faisant néanmoins que les Serbes ajoutassent le désir d'avoir pour « garants » avec Napoléon l'empereur russe[1]. Cependant une convention formelle rendit possible, en août 1808, la reprise des relations de commerce, profitables aux deux parties[2]. Lorsque l'évêque de Vidine proposa des négociations à son collègue Léontius, les espérances serbes, bien qu'on croyait très peu au secours effectif de la Russie, s'accrurent jusqu'au point d'oser demander l'autonomie de la Serbie entière, avec Socol et même l'Uskub (Skoplié) du Tzar Douchan[3]. Un peu plus tard, Rodofinikine demandait encore pour ses « sujets » — il était question aussi d'un protectorat russe — Nich, Novibazar, Socol, Skouplié, Sofia et certaines régions de la Macédoine[4], Vidine restant aux Turcs, les îles du Danube à la Valachie. Avec la Bessarabie convoitée par Russes, il y aurait quatre « gouvernements » russes et pour les autres pays slaves et albanais des Balcans « on soulèverait d'autres Carageorges » Un autre projet, de Pétersbourg, préparait une principauté ou même un « royaume indépendant » pour tel archiduc ou prince de Cobourg, époux d'une grande-duchesse russe. Le 26 décembre 1808, l'assemblée de Belgrade, brisant les tendances particularistes des voévodes, avait décrété l'unité du nouvel État sous la direction, à titre héréditaire, de Carageorges[5]. Aux négociations

1. Yakchitch. ouvr. cité, pp. 147-149.
2. Novakovitsch, ouvr. cité. pp. 72-73.
3. *Ibid.*. p. 74.
4. *Ibid.*, p. 80; Gopcevic, ouvr. cité, pp. 134-136, 139, 169-171; Krones, *Joseph, Freiherr von Simbschen und die tellung Oesterreichs zur serbischen Frage*, Vienne, 1890; Gopcevic, ouvr. cité, pp. 102 et suiv., 116-118.
5. Novakovitsch, ouvr. cité, p. 85.

de paix de Jassy, il fut représenté par trois délégués[1]. Et il croyait pouvoir parler ainsi : « La nation serbe est attachée au trône de l'empereur orthodoxe, mais un peuple qui a sur ses rôles 164.000 conscrits pour la guerre contre les Turcs combattra, fût-il laissé à lui seul.... Il combattra, mettant son espoir en Dieu et en ses frères serbes au delà des frontières[2]. »

En 1809 la guerre recommence par l'attaque de Kourchid-Pacha du côté de Nich. Il gagne la victoire de Kaménitza. Carageorges seul put conquérir, vers l'Ouest, Siénitza et Novibazar. Mais, au mois de juillet, son intervention ne put sauver Déligrade, et Gouchantzali lui-même prit Pojarévatz. Les lignes de Yagodina étaient dorénavant perdues. Sur le Danube, la collaboration du général de l'Olténie, Issaïev, avec Milenco continua, mais absolument sans succès. Dans cette région, aussi bien que sur la Morava, les Turcs étaient restés les maîtres. Rodofinikine quittait en fuyard Belgrade, au cours de l'été. Au mois de mars 1810, les Serbes offraient les forteresses à la France ou à l'Autriche et Napoléon promettait cette même année la Serbie à son beau-père, l'empereur François[3]. On avait accusé les Serbes de penser à « l'empire serbe comprenant la Bosnie, l'Albanie et d'autres provinces » et le commandant russe sur le Danube leur ouvrait des perspectives du côté de l'Autriche[4]. Et, de fait, en 1809 puis en 1810, Carageorges faisait

1. *Ibid.*, p. 85.
2. Yakchitch, ouvr. cité, p. 190.
3. *Ibid.*, pp. 101-103. Des plaintes à Bucarest contre l'attitude de Rodofinikine en août, *ibid.*, p. 102; Cunibert, loc. cit., p. 42. Léontius aussi fut remplacé par un Serbe; Novakovitsch, loc. cit., p. 105.
4. Yakchitch, ouvr. cité, pp. 184, 188-189.

parler à Napoléon, par son envoyé à Paris, des « quelques milliers de Serbes qui gémissent sous le joug magyar en Esclavonie, en Syrie et dans le Banat, qui au premier appel de leurs frères de Serbie tourneraient leurs armes contre leurs oppresseurs[1] ». Si on pensa ensuite à appeler les Autrichiens à Belgrade, c'est que la France impériale avait tout refusé[2].

Cependant, en 1810, les hostilités russo-serbes recommencent sur le Danube. Dobriniatz apparaît à Cladovo, prise en septembre, pendant que Milenco, uni au général russe Zuccato, puis à Orurk, à Zass, combat à Brza-Palanca, Soco-Bania, Kniajévatz et Négotine, et les Russes se montrent ensuite, après l'occupation de la Kraïna, dans la région de Nich, où Carageorges avait empêché les progrès de Kourchid-Pacha (combat de Vavarine; 18 septembre[3]). Une mission serbe, composée de Milenco, de Milan Obrénovitsch et du vieux moine Obradovitsch, paraissait à Bucarest[4]. Au mois de février 1811, les troupes impériales étaient à Belgrade[5].

Toute une région de la Serbie orientale, la vallée du Timoc, les régions de Négotine et le voisinage, était habitée — ainsi que le reconnaissent les sources contemporaines — uniquement par des Roumains. Par antagonisme national, assez naturel, ces paysans, venus en partie de l'autre rive du Danube, s'opposè-

1. *Ibid.*, p. 203.
2. *Ibid.*, pp. 213-214, 217.
3. Nouvelle ambassade d'Obradovitsch à Bucarest. Novakovitsch, ouvr, cité, p. 135. Pour la tentative d'établir un certain Paulic comme consul autrichien, *ibid.*, p. 128, note.
4. Gopcevic, ouvr. cité, p. 242.
5. Ambassade serbe à Bucarest, avec l'évêque de Belgrade; Hurmuzaki, XVI, p. 854. Milenco à Bucarest, *ibid.*, p. 896.

rent à la révolte, qu'ils chantèrent cependant dans la personne de Vélico. Mais le théâtre de la guerre était passé du district de Nich, — où il faut mentionner seulement la prise d'Ujitsé, en juillet — dans ces régions. *La Kraïna devait être gagnée à tout prix à la révolte*[1]. Carageorges en personne vint avec 3.000 hommes contre les treize villages qui conduisaient la résistance et, pour être punis de leur attitude ennemie envers la révolution serbe, ils furent brûlés, détruits.

Au cours de ces combats, les Roumains de Valachie, qui n'avaient pas les mêmes motifs de rivalité locale que ceux de Serbie, mais, bien au contraire, se sentaient aussi des désirs de libération et de guerre contre le « Turc païen », aidèrent les Serbes dans leur action militaire. Un détachement de Roumains et de soldats russes pénétra en Serbie. Le commandant de cette troupe, Nikititsch, qui avait fait partie du régiment des uhlans de la garde, organisa ses forces en 1810, et, ayant recueilli dans les vallées de l'Olténie une nombreuse cavalerie de Roumains, — deux escadrons, — se rallia aux insurgés. Il prit une part décisive à la grande lutte de 1810 contre les Bosniaques. On a conservé même, dans les mémoires de l'officier Solomon, qui joua, avec son camarade Odobescu, un rôle dans la Révolution de 1848, le récit des exploits accomplis par ses troupes. Il se trouvait en Serbie avec les pandours de Craiova, commandés par Dragoutz Mehedintzeanul, en août 1809, et il combattit, aux côtés des Russes, de Haïdouc-Vélico et de Carageorges lui-même, à Brégovo. Au printemps suivant, il aida à chasser les Turcs de Déli-Kadri de « l'île de Rahova » (Oréchovo), et fut grièvement blessé à la

1. Kallay, loc. cit., p. 316. Cf. Yakchitch, ouvr. cité, p. 223.

tête. En 1811, le commandement était confié au futur chef de la révolution roumaine de 1821, Tudor Vladimirescu, qui disposait à Calafat de 6.000 hommes[1].

Il faut remarquer encore quelque chose de plus important : ce petit boïar de l'Olténie, né de parents paysans, dans le village de Vladimiri,, du district de Gorj, qui avait offert, comme beaucoup d'autres, son épée aux Russes et était arrivé à gagner sous leurs drapeaux les épaulettes d'officier, ne participa pas en effet aux hostilités d'outre-Danube, mais, ayant eu des relations personnelles avec leurs chefs — car Milenco et Pierre Dobriniatz passèrent quelque temps à Craiova[2], — ayant écouté sans cesse le récit de leurs exploits et les chants qui les glorifiaient, et, enfin, ayant connu, dès le commencement, leur organisation, put prendre pour base de son action future, qui est sous beaucoup de rapports une véritable réédition, en pays roumain, du mouvement serbe, ce qui s'était passé sous ses yeux chez les Serbes, de 1806 à 1812.

Les boïars seront ses dahis[3]. Et il leur opposera la même « assemblée du peuple ». Il gardera même certains capitaines serbes de Carageorges. Dans toute son action il y a le même but vague : une vie un peu meilleure et une certaine liberté.

1. *Souvenirs du colonel Jean Salomon* (d'après l'édition de 1862), Valenii-de-Munte, p. 1 et suiv.

2. Hurmuzaki, XVI, p. 911, n°. MDCCCXIII; « Mémoires de l'Académie Roumaine », année 1913 : « La cloche de Carageorges »; année 1914 : « Lettres inédites de Tudor Vladimirescu ».

3. Voy. la réponse donnée en juillet 1805 par Carageorges aux ambassadeurs des princes roumains : « les princes grecs du Phanar, ainsi que ceux qui régnaient sur les Principautés de Valachie et de Moldavie; ne pourraient jamais de bonne foi faire cause commune avec des gens qui ne voulaient point être traités comme des animaux. » (Hurmuzaki, XVI, p. 686, n°. MDLXXXIII).

CHAPITRE VIII

Abandon des révoltés serbes par les Russes à la paix de 1812.

La révolte serbe n'avait pas été provoquée, ainsi qu'on l'a vu, par les exhortations russes. Cependant elle fut sur le point d'être étouffée par le traité conclu, le 28 mai 1812, à Bucarest[1]. Cette paix, entre les Russes et les Turcs, paraissait mettre un terme à une lutte que la Russie n'avait pas eu l'intention de provoquer et qu'elle n'avait aidée que dans la mesure de ses intérêts spéciaux. Il faut rappeler ici certains événements, afin de mieux comprendre de quelle manière on arriva à ce traité, qui laissa les chrétiens du Danube dans l'état où les avait trouvés la guerre.

Cette guerre avait commencé en apparence à cause du remplacement de Constantin Ypsilanti, prince de Valachie, et d'Alexandre Mourousi, prince de Moldavie, par les candidats de la France, proposés par Sébastiani, tout-puissant alors à Constantinople, Scarlate Callimachi et Alexandre Soutzo. La Porte, avait-elle le droit de les remplacer ou non?

Au point de vue de l'intérêt de l'État, du droit que tout État a sans doute de se défendre contre un dan-

1. L'envoyé spécial du Tzar, l'amiral Tchitchagov, voulait cependant renvoyer Orurk en Serbie (Yakchitch, ouvr. cité, pp. 252-253). L'auteur donne le menu détail des négociations de la paix en ce qui touche les Serbes.

ger évident, provenant de l'infidélité de certains des organes qu'il emploie, il est bien naturel que la Porte ait pris cette décision. Il n'y avait pas de traité qui pût imposer aux Turcs de garder dans ces deux capitales du Nord de leur Empire, et surtout à une pareille époque, où il devait y avoir des yeux attentifs, mais aussi des cœurs fidèles, des personnages — comme Ypsilanti surtout — dont on mettait en doute la loyauté et qu'on soupçonnait avec raison d'avoir l'intention de passer, en cas de conflit avec les Russes, de leur côté. D'autre part, il ne faut pas oublier que, sous la pression de la Russie et en pleine paix, en 1802, la Porte avait été contrainte, malgré l'influence de Napoléon en Europe, d'accorder aux pays roumains un nouveau privilège statuant que les princes du Danube règneraient sept ans et ne seraient déposés que pour des fautes dûment établies et discutées, en même temps, par les organes administratifs de l'empire turc et par les représentants de la Russie à Constantinople. On voulait donc établir une espèce de commission mixte, dans laquelle l'ambassadeur du Tzar auprès de la Porte, réuni au Vizir et aux autres personnalités dirigeantes ottomanes, allait examiner s'il y a lieu de poursuivre et destituer tel prince pour un délit avéré contre ses obligations précises ou naturelles. On pense bien que la Turquie n'a jamais songé à cette interprétation de la concession accordée en 1802[1] !

Mais si on ne s'arrête pas à la lettre du traité concernant la culpabilité des princes, si on en considère le vrai sens, et surtout les droits élémentaires de tout

1. Articles 1 et 2 de la Collection Sturdza, *Actes et documents*, I, p. 260.

État envers ceux qu'il emploie, le Sultan était autorisé à éloigner, à un moment de crise, les deux Phanariotes qui lui déplaisaient sous le rapport, essentiel, de leur fidélité. Il n'était plus question ici de leur mauvaise administration, de leurs fournitures insuffisantes ou de mauvaise qualité, de contributions trop lourdes qu'ils auraient imposées, de mesures injustes contre tel boïar; il était vraiment question d'autre chose que d'un « délit avéré », prévu par le traité : il était question des intérêts vitaux de l'Empire turc.

La Russie objecta que l'acte de privilège accordé aux Principautés danubiennes avait été violé, que, par conséquent, ayant, en général, le droit d'intervenir en faveur de l'Église orientale, — bien que ce droit de protection spéciale pour les Principautés ne fût pas reconnu d'une manière particulière, car on lit dans le traité de 1774, art. XVI, 10 : « la Porte consent aussi que, selon que les circonstances de ces deux Principautés pourront l'exiger, les ministres de la Cour impériale de Russie résidant auprès d'elle puissent parler en leur faveur, et promet de les écouter avec les égards qui conviennent à des Puissances amies et respectées », — elle a aussi celui d'intervenir sous tous les rapports en faveur des personnes qui appartiennent à cette religion chrétienne orientale.

De cette façon la Russie opposa un veto décisif au remplacement des deux princes et elle demanda que ceux qui avaient été destitués fussent rappelés, même si les nouveaux princes n'avaient pas vu encore le pays confié à leur administration!

Les Turcs, tenant compte des circonstances, crurent devoir s'imposer ce suprême sacrifice, et ils se rendirent ridicules par la mesure de déposer des innocents pour rétablir des coupables de haute trahison.

Néanmoins la Russie ne fut pas satisfaite de cette humiliation de la Turquie. Parce que, dans un moment de confusion, la Porte avait osé violer les traités et ne présentait plus de garanties, elle décida qu'il convenait de prendre des mesures spéciales contre un État qui, ayant manqué de parole, a besoin de menaces pour revenir à de meilleurs sentiments. *Ces mesures consistèrent dans l'occupation des provinces les plus rapprochées de ses États, et qui devaient être retenues, dans l'intérêt de la morale politique, jusqu'à ce que les Turcs aient donné des preuves de la sagesse requise.*

C'est en cette qualité que la Moldavie et la Valachie passèrent pour quelque temps sous la domination russe.

De fait, l'année 1806 est célèbre dans les annales napoléoniennes : elle vit la défaite de la Prusse à Iéna, la ruine de l'État des Hohenzollern, la création de la Confédération du Rhin, qui signifie la réunion de la plupart des pays allemands — et des plus utiles — sous une créature de Napoléon et dans une forme qui interdisait absolument l'élévation d'un facteur national déterminant dans la vie du peuple allemand, brisé entre un si grand nombre de dominations locales. C'est le moment où tout l'aspect de l'Europe centrale est changé, et, sans qu'on ait pu prévoir le terme du nouvel état de choses — car qui aurait pensé à la chute si prochaine de l'Éosphore français ! — la France sortait des limites admissibles de son expansion pour envahir tout le centre du Continent et chercher bientôt, par sa victoire sur les armées russes de Pologne, à gagner aussi la tutelle de l'Orient européen.

Il était évident que la Russie devait prendre ses mesures. Il faut être juste et le reconnaître. La politique de la force était si puissamment déchaînée, fût-ce même sur le chemin des traditions anciennes et nécessaires, qu'il n'y avait plus de place pour le droit dans les calculs de personne. La Prusse étant détruite et l'Empire français s'étant fortifié outre mesure par cette destruction, des combinaisons d'« équilibre européen » firent que la Russie demanda à être fortifiée dans les mêmes proportions, à pouvoir donc s'annexer immédiatement la Finlande et les pays roumains, se créant ainsi de puissantes frontières naturelles, qui la rendaient inattaquable, au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, les seuls points véritablement vulnérables — si on écarte la Pologne — de ses frontières. Il lui fallait une *compensation* et une *garantie*, du côté de l'Angleterre, en haut — il faut se rappeler les jours de Bomarsund en 1854 — et du côté de l'Autriche, en bas.

Si la diplomatie tzariste a fréquemment rappelé les droits de l'Empire russe à la reconnaissance du peuple serbe à cause de la coïncidence de la guerre de 1806 à 1812 avec le mouvement serbe de la même époque, elle se trompait dans une large mesure, ou bien elle voulait tromper. On a vu, par les détails donnés précédemment, qu'il n'était pas question des intérêts serbes lorsque l'occupation des Principautés provoqua, le 26 décembre 1806, la déclaration de guerre des Russes. Il ne faut pas penser non plus au sentiment panslaviste, dont ont parlé certains publicistes russes, croyant pouvoir le retrouver dans le passé. Ce sentiment n'a pas existé, de même qu'il n'y avait pas une opinion publique russe qui pût en être

émue. Jamais les Serbes n'ont été considérés sous le rapport de la communauté slave, qui avait été oubliée depuis les jours romantiques de Catherine. Alexandre Ier a déclaré plusieurs fois que, en tant que vassaux, en tant que protégés, *ceux-là ne lui sont pas nécessaires*; il a recommandé à ses ministres d'intervenir tout au plus pour leur autonomie (1805), et en même temps il était d'avis que tous les orthodoxes de l'empire pourraient très bien former une seule organisation autonome sous... le Patriarche de Constantinople[1].

Le manque d'enthousiasme, de foi, de *conviction*, caractérise toute cette guerre. Il est clair que l'on attendait sans cesse quelque chose, *autre chose*. C'est pourquoi il n'y a pas de guerre qui offre, sur un si large laps de temps, des combats moins nombreux, moins cohérents et moins intéressants. Après qu'on eût chassé de Bucarest Moustafa-Baïractar, il n'y eut pas un mouvement sur le Danube. Les bandes turques des forteresses riveraines — parmi lesquelles nombre de Kirjalis, soumis aux aïans indépendants — sont libres de dévaster jusque bien loin dans la plaine valaque. Le Grand-Vizir Moustafa-Tschélébi, passe, en 1807, du côté de Calarachi et le général russe Miloradovitsch s'enfuit de Bucarest, où il revint ensuite tout étonné d'avoir pu vaincre. Ce ne fut que grâce aux troupes qui amenèrent la chute de Sélim et puis l'arrivée à Constantinople, sous le commandement du « Baïractar », des troupes de ces aïans, que la situation des armées du Tzar dans les Principautés s'améliora.

Les Russes se tinrent dans un état d'expectative

1. Hurmuzaki, *Suppl.* Ier, pp. 319-320.

prudente et, en ce qui les concerne, les Turcs, qui attendaient aussi la solution du problème d'un *autre côté* que celui où se poursuivaient ces hostilités, se bornent à attendre des temps meilleurs, plus favorables pour leur cause. La guerre du Danube ne fut donc, pendant tout son développement, jamais au premier plan. Il y a en effet des époques où les guerres qui ont lieu en même temps appartiennent à des degrés d'importance différents : or à ce moment, celles de Napoléon et celles que l'on portait contre Napoléon occupaient ce premier plan. Il était évident qu'il n'y avait dans l'Europe entière qu'une seule question dont on se préoccupait et, en ce qui concerne le Danube, la solution de la question dépendait des Français, de la nouvelle forme que devaient adopter les relations entre Napoléon et le Tzar.

On a vu que les Russes n'ont même pas cherché — jusqu'à l'armistice de Slobozia — à avoir des liaisons militaires avec les Serbes. Si elles ont existé néanmoins plus tard, ceux qui les ont provoquées par de ferventes prières, par des reproches amers, par des ambassades réitérées, furent, d'un côté, les Serbes et, d'un autre côté, l'homme qui avait le plus grand intérêt à ce que cette liaison fût établie pour ramener ensuite tout le mouvement à son profit : c'était le prince valaque rétabli avec l'appui des Russes et que les Russes gardèrent pendant quelque temps comme chef de l'organisation civile dans ces régions, Constantin Ypsilanti.

Mais quelle est la raison pour laquelle les Serbes se sont adressés aux Russes? Peut-il être question à ce moment d'un sentiment de fraternité slave manifesté de leur côté?

Certains publicistes russes voudraient nous faire accroire que ce sentiment existait. Mais quelle aurait pu être son origine? Par qui et par quel motif aurait-il été déterminé, car les sentiments, sauf les élémentaires, doivent avoir une origine précise. Les sentiments politiques ont en effet leur origine dans des relations directes d'une certaine durée ou dans une propagande, verbale ou écrite. Mais les Serbes virent pour la première fois un soldat russe sur leur territoire en 1810. En matière de propagande, les Serbes de Turquie *n'avaient pas d'écoles*. Au XVIIIe siècle ils avaient supplié l'Impératrice Anne, par une ambassade spéciale, de leur envoyer un maître d'école, et il arriva en effet, mais seulement pour leur apprendre l'alphabet slave. C'est l'école « slavono-serbe » de Maxime Souvorov et Lomonossov. En 1758, les Russes soutenaient de leur argent l'imprimerie fondée pour les Serbes à Venise[1]. Et c'est tout. Dans les églises et les monastères les moines serbes étaient de beaucoup inférieurs aux moines roumains du XVIIIe siècle, qui sont souvent des gens cultivés, capables de traduire d'après les originaux grecs des travaux de haute philosophie religieuse : un Macarius de Cernica, par exemple. Raïtsch, Obradovitsch, les lettrés serbes de l'époque, habitaient en Autriche : le second fut choisi par Carageorges, qui ne pouvait s'adresser ailleurs, pour lui confier des missions en Russie et l'employer comme précepteur de ses enfants.

Les Serbes qui eussent voyagé en Russie étaient rares. Sauf Tschardacliia, nous n'en trouvons pas un seul dans l'histoire de la révolte, et, de la Nouvelle Serbie des Russes, il ne vint qu'un seul agent poli-

1. Uebersberger, loc. cit., I, pp. 248-249.

tique, qui se montra incapable. La Russie était contrainte d'utiliser des Grecs, comme Rodofinikine et Léontius, même dans les relations avec ses « frères slaves ». Et pour des intelligences aussi simples que celles de ces « paysans ivrognes », que celles de ces protopopes à peine lettrés, quelle pouvait être l'utilité politique d'un voyage en Russie? On n'a qu'à lire les impressions d'un prêtre roumain, Michel Popovici, du Banat, pour se rendre compte de la mentalité des pauvres gens de cette espèce[1].

Si cependant des Serbes venaient à Bucarest ou à Jassy, ou se rendaient même en Russie — bien que, après quelque temps, comme en 1809, en ce qui concerne les délégués venus à Jassy, leur visite n'était pas vue avec trop de sympathie — et sollicitaient le secours des Russes, il faut l'attribuer à un autre motif : au sentiment profondément enraciné dans toutes les âmes chrétiennes, mais resté bien vague, de la *nécessité d'un Empereur chrétien*. Le Sultan n'était pas considéré par les Serbes, il est vrai, comme un usurpateur, car ils voulaient seulement que le « Tzar de Tzarigrad » fût plus doux et plus miséricordieux — convaincus comme ils l'étaient que, même après les combats avec les Pachas de Nich, de Bosnie, de Scutari, cet « Empereur » de leurs ancêtres est assez puissant, assez bon, assez juste pour tenir compte de la légitimité de leurs réclamations. Mais ils savaient cependant qu'en dehors de ce Tzar de Constantinople, qui était malheureusement païen à cause de leurs propres péchés, il y en a un autre qui était chrétien. Les Serbes savaient même qu'il y a plu-

1. Iorga, *Voyages en Russie du prêtre du Banat Michel Popovici* (*1770*) (en roumain), Arad 1901.

sieurs Tzars chrétiens, et alors ils s'adressaient sans distinction à l'un, à l'autre et au troisième. Qui pourrait savoir celui qui *sera le meilleur?* Le Tzar de l'Occident n'est pas si bon chrétien, mais il est plus proche, tandis que celui d'Orient, plus éloigné, est d'une foi plus étroite.

Ce fut donc seulement par suite de ce désir d'avoir une garantie et, si Dieu le voulait, une domination impériale orthodoxe qui soutienne les églises et érige des écoles, que les Serbes s'adressèrent aux Russes.

On a vu que ce ne fut qu'après l'expiration de l'armistice de Slobozia, œuvre peu sincère de Napoléon, après la convention secrète de Tilsit, ce ne fut qu'alors que commença la participation des armées russes à la guerre pour la délivrance des Serbes. Les révolutions se succédaient à Constantinople : celle du mois de mai 1807, qui brisa, en même temps que le trône de Sélim III, l'énergie de la résistance ottomane et l'espérance d'un avenir meilleur pour l'Empire régénéré au sens européen; puis celle de juillet 1808, qui accomplie par le tout-puissant Baïractar, au nom et avec les forces de l'armée d'aïans du Danube, finit par la déposition de Moustafa IV, mais aussi par le meurtre vengeur de Sélim; et enfin la troisième révolution de Constantinople, en novembre, sous le nouveau Sultan, le jeune Mahmoud, faite pour établir Moustafa et qui aboutit à la mort de ce Sultan déchu, mais aussi à celle de Baïractar lui-même. C'est alors que la Russie commence à former d'autres projets, que de nouvelles perspectives s'ouvrent devant elle, perspectives qu'elle n'osait apercevoir en 1806, lorsque, Sélim étant le Sultan respecté et aimé, il ne pouvait être question d'un idéal de conquêtes trop hardies.

La question se posa aussi pour Napoléon de savoir si la Turquie était en effet arrivée au moment de sa dissolution inévitable : il l'exploita d'après ses intérêts. La question se posa avec la gravité d'un devoir héréditaire à Alexandre lui-même : les Principautés tout au moins devaient être arrachées des mains du moribond qui paraissait se débattre dans ses derniers spasmes.

Une série d'actions militaires rapides amena les Russes, en 1809-10, à Giurgiu et Braila, qui fut prise, à Ismaïl, qui partagea le même sort, à Silistrie, qui se défendit un peu plus longtemps, à Roustschouk et à Vidine, à Choumla, où la résistance turque fut heureuse, et à Varna. Les derniers aïans, Ilic-Oglou, Pehlivan, Gouchantzali-Kalil, Bosniac-Aga sont pris par les Russes. Les dalkilidsch, les Tatars de Béhadir-Guiraï et les Arnautes de Véli et Moukhtar, les fils d'Ali de Janina, étaient définitivement défaits. Au moins la rive gauche du Danube appartenait-elle complétement aux Russes.

Si l'empire fut sauvé, échappant en même temps à une annexion des Principautés et à une aventure risquée aux côtés de Napoléon — les deux alternatives, en apparence opposées, — il le dut au Sultan Mahmoud, ce prince rude et taciturne, qui ne connut jamais dans sa vie le contentement ou le sourire, ennemi des hommes, étranger à toute pompe et à tout faste, muet pour ceux qui l'entouraient, ayant au fond de son âme comme seul idéal la pensée de vengeance et de reconstruction avec laquelle était mort son noble cousin, Sélim.

Pour le moment on ne savait guère ce que ce nouveau règne pouvait promettre. L'homme nouveau, au

sujet duquel le Tzar était convaincu qu'il serait le dernier Sultan, eut à répondre à la sommation persistante qui lui fut faite par la Russie, à partir de 1808, et surtout après l'entrevue d'Erfurt, de céder les Principautés, la ligne du Danube. Pour obtenir ceci, la Russie aurait sacrifié immédiatement et sans regrets la cause serbe. Mais voici que les relations entre la Russie et la France se troublent dès la fin de l'année 1811, alors qu'on pouvait déjà prévoir la guerre sanglante qui devait éclater au commencement de 1812.

Le désir des Russes d'avoir la paix en devint plus ardent, et des concessions commencèrent à se dessiner. Mahmoud les avait refusées au cours des négociations de Jassy (mars-avril 1809) : il avait maintenu son point de vue même après la déclaration faite par Napoléon, en décembre, devant le Corps Législatif qu'il reconnaissait l'annexion des Principautés — il est vrai pour les offrir quelques mois après à l'Autriche[1]. Le Grand-Vizir Ahmed entra à ce moment, pendant l'été de 1811, avec une puissante armée, après avoir chassé les Russes de Roustschouk, dans l'île de Slobozia, en face de Giurgiu. Il était certain de pouvoir employer ce point d'appui pour prendre à son gré l'offensive contre les forces russes qui diminuaient sans cesse à mesure que les troupes étaient dirigées vers la frontière de la Pologne. Mais il arriva qu'en octobre le général russe Marcov passa le Danube sans y être nullement autorisé et essaya d'une surprise contre le camp turc. Cette surprise réussit. Les troupes turques furent battues et, après quelques semaines, le 8 novembre, celles qui se trou-

1. Iorga, *Geschichte des osmanichen Reiches*, V, pp. 176-181, 200-201.

vaient dans l'île durent capituler. L'empire turc n'avait pas d'autre armée à opposer aux Russes.

Les négociations avec les Turcs continuèrent bien entendu sur une autre base. Le généralissime Coutouzov demandait le Danube; puis il déclara qu'il se contenterait de la ligne du Séreth. Ce ne fut que lorsque Napoléon s'approcha de la frontière de ses possessions allemandes — l'ultimatum du Tzar ne date que du 24 mars 1812, — que fut présentée enfin par les Russes la condition nouvelle de la frontière du Pruth. Elle pouvait paraître assez modeste de la part de ceux qui trois ans auparavant espéraient arriver à Constantinople. Alexandre Ier envoya en toute hâte un de ses confidents, l'amiral Tschitschagov, avec la mission spéciale de forcer la main à la diplomatie russe de Bucarest.

Le Sultan Mahmoud s'opposa longuement à cette dernière prétention, espérant sauver Ismaïl, Chilia, les Bouches du Danube, et ce n'est que lorsque le représentant de Napoléon, attendu depuis des mois, le général Andréossy, ne parut ni à la fin d'avril avec sa plénipotence, que le Sultan céda, permettant la conclusion de la paix de Bucarest, par laquelle l'Empire turc perdait la Bessarabie roumaine.

Il faut abandonner décidément toutes les légendes relatives à la trahison des Mourousi[1], conseillers des délégués turcs, parce que ces Phanariotes n'avaient pas intérêt à amoindrir, en échange de dons personnels sans importance, les provinces sur lesquelles allaient régner leurs familles. *De même que le commencement de la guerre, sa fin aussi ne fait que*

1. V. notre Mémoire là-dessus dans les « Annales de l'Académie Roumaine », année 1910.

refléter les conditions de politique générale, qui étaient telles que l'on ne pouvait plus conserver dans ces conditions aucune tradition spéciale.

Les boïars roumains étaient trop peu préparés pour sentir la douleur de cette perte ; ils constatèrent seulement que la Moldavie était plus petite et donc la quote-part de chacun pour les charges fiscales plus grande, que l'administration de leurs biens en pâtirait, les meilleures provinces se trouvant maintenant entre les mains des Russes, que la ligne du Pruth serait barrée par une quarantaine, et ils trouvaient une solution bizarre pour concilier leurs intérêts avec la nouvelle situation, à savoir : qu'on leur donnât, en échange des territoires perdus, une partie de la Valachie, jusqu'à la rivière de la Ialomitsa.

Donc, quand ces boïars ayant une éducation supérieure grecque et « philosophique », française, de grands souvenirs de famille, la conscience d'une longue autonomie nationale ininterrompue, ces hommes riches, connaissant les pratiques politiques et jouissant de relations en Europe, jugeaient de cette manière, peut-on parler de la douleur nationale des Serbes alors qu'ils apprirent à la suite d'une nouvelle sommation turque de mettre bas les armes, puis du départ des troupes russes en août[1], que le traité prévoyait en leur faveur uniquement « un traitement clément et généreux » de la part des Turcs, « une amnistie pleine et entière », leur « repos », sur la base de la cession des anciennes forteresses et de la démolition des nouvelles, avec certaines « prérogatives », comme celles des Grecs des îles de l'Archipel, entre autres le tribut « modéré », payé directe-

1. Yakchitsch, ouvr. cité, pp. 258-259.

ment et — ce qui signifiait plus que cela — « l'indépendance de l'administration intérieure »? Cependant ils protestèrent à Bucarest par l'intermédiaire de l'agent russe Nédoba, par celui de Jacques Nénadovitsch[1]. Ils s'opposèrent par crainte de la répression et de la perte d'une situation déjà gagnée. Mais, abandonnés par les Russes au hasard, à leurs propres moyens, ils perdirent rapidement l'espoir, lorsque, au bout de longues négociations avec le bon vieillard Tschélébi-Moustafa, les troupes du Sultan entrèrent, dès 1813, en Serbie, conduites par le Serbe Kourchid-Pacha, et occupèrent Négotine — sur la route de Vidine, qui était maintenant libre, après la déposition de Mollah-Pacha, — puis Semendrie et Chabatz. Un dernier effort de pacification fut tenté : avec le chef national comme beg, on aurait rendu Belgrade aux Turcs, mais le Pacha refusa de créer « un royaume dans un empire » et surtout avec un prince qui n'était pas mahométan[2], Carageorges, qui avait songé à passer en Russie, se décida, après une résistance très faible, — tellement faible qu'elle est une tache pour sa mémoire et pour celle des voévodes qui refusèrent de le soutenir — à chercher un refuge, pour son corps brisé et son âme démoralisée, en Autriche.

Et alors apparut, inaugurant une politique turque prudente, au lieu de la folle politique russe, l'homme qui devait créer la Serbie moderne. Car ce que la Serbie signifie aujourd'hui, est dû à Miloch Obrénovitsch, à son intelligence pondérée, à sa volonté opiniâtre et à son admirable instinct politique.

1. Novakovitsch, loc. cit., p. 159 et suiv. Le comte Ivélitsch vint en échange pour demander la soumission inéluctable.
2. Yakchitsch, ouvr. cité. pp. 258-259. Les Russes étaient partis en août.

CHAPITRE IX

Miloch Obrénovitsch et l'idée du lent détachement des Serbes de l'Empire Ottoman.

L'organisation de l'État serbe dans sa forme définitive n'est donc pas due à la révolte de Carageorges, mais cette révolte, qui sous ce rapport n'a pas eu un rôle décisif, a une autre importance, du reste assez grande. Des circonstances ultérieures seulement devaient donner une forme nationale au premier État qui chercha à se former avec des chrétiens échappés à la domination turque sur la rive droite du Danube, mais l'importance réside dans le fait que ce mouvement de paysans et de haïdoucs a été la première expression du mécontentement de la population chrétienne contre l'ancien régime ottoman, désirant, il est vrai, conserver en fin de compte les relations avec l'Empire des Sultans, mais néanmoins gagner dans cette situation internationale une vie intérieure différente.

Mais pour l'historien qui ne s'arrête pas dans ses recherches à un seul pays ou à une époque déterminée, pour celui qui cherche partout des termes de comparaison et des parallèles historiques, pour le penseur qui aspire à comprendre les choses les unes par les autres et se rend compte que dans les faits accomplis par les hommes il y a des éléments communs qui, étudiés sur une place et à une époque,

sont néanmoins utiles pour expliquer tous les actes humains semblables, la révolte de Carageorges a une importance encore plus grande, parce qu'elle présente un phénomène absolument original. On ne peut pas dire — nous l'avons démontré — qu'elle a été provoquée et soutenue par les Russes. Ces derniers n'ont aidé les Serbes que plus tard et les ont abandonnés finalement, en les laissant se débrouiller de la situation pénible dans laquelle ils s'étaient empêtrés. L'influence venue du côté des Roumains, qui dans certains cas a pu être utile, n'a jamais été décisive. Si Ypsilanti rêva d'être roi de la Dacie, régnant aussi sur les Serbes, si Soutzo et d'autres Phanariotes se préparaient dans ces régions un abri pour les temps plus difficiles de l'avenir, tout cela n'était qu'accidentel et en marge. Malgré la présence d'un grand nombre de Serbes, même lettrés, en Hongrie, dans les possessions de l'Empereur et Roi d'au delà du Danube et de la Save, et bien que le mouvement serbe de Turquie ait pour corollaire de l'autre côté du fleuve le combat pour leurs privilèges des Serbes colonisés et la tentative de révolte de Crucica, dans des villages roumains, en 1808[1], on ne peut pas dire que la révolte de Carageorges aurait suivi une direction imprimée par l'Autriche. Elle a donc ce caractère original d'être faite par des Serbes, en terre serbe, conformément aux besoins et aux espérances de la nation, avec leurs anciens souvenirs et préjugés, avec leur christianisme patriarcal, avec leurs traditions de fidélité envers les Voévodes et cnèzes, et enfin l'originalité réside dans ce fait que cette révolte fut menée à bonne fin par ces paysans serbes, ayant

1. Voy. Émile Picot, *Les Serbes de Hongrie*, pp. 185-187.

leurs modèles, non dans des livres, mais dans les enseignements transmis verbalement, dans les chants populaires de la nation, dont le recueil fut commencé par ce Serbe né en Turquie, le célèbre Vouc Caradschitsch, en 1814 seulement (« Petit recueil de chants en langue vulgaire du peuple slavo-serbe »).

Ces chants forment du reste l'orgueil des Serbes, et leurs chantres errants, ces « troubadours » balcaniques, ont porté aussi en Roumanie les récits en vers sur les héros du passé, dont s'inspirèrent ensuite les chants roumains sur les chefs, princes et guerriers, des Valaques et des Moldaves[1]. Chacun des combattants de Carageorges, et ce chef lui-même, ainsi qu'Haïdouc-Vélico, Milan Obrénovitsch, n'avaient pas de plus grande ambition que celle de ressembler le plus possible à Marc Craliévitsch.

Mais s'il n'y avait eu que cela, on n'aurait pas eu aujourd'hui un État serbe, et, même si cet État serbe avait existé, il n'aurait été qu'une création de la diplomatie européenne, ou des victoires russes, ainsi que cela est arrivé pour d'autres États des Balcans.

Donc, si on n'eut pas besoin de ces victoires russes et de l'intervention de la diplomatie européenne, si la Serbie put se former par ses propres forces et put vivre par ses propres moyens pendant tout le siècle passé, elle le dut en première ligne, nous l'avons dit, à la prudence d'un homme qui n'a pas été grand capitaine — sans craindre cependant les combats, car c'est un sentiment impossible dans une société où la vie n'a pas de grande valeur et où le plus grand plaisir

1. N. Iorga, *La ballade populaire roumaine, son origine et ses cycles* (en roumain), Valenii-de-Munte 1910.

qu'elle peut offrir est l'élan contre l'ennemi, — mais qui fut doué d'un admirable esprit réel, d'un coup d'œil sûr dans les limites des possibilités politiques. Personne de ceux qui l'ont approché n'a pu contester cette qualité dominante[1]. Certains parmi ces écrivains, comme l'Allemand Possart, dans son livre « Das Fürstenthum Serbien », de 1837[2], le considèrent même comme un des plus grands monarques de son époque. Il suffit cependant de jeter un regard sur sa biographie due au principal représentant de la littérature serbe de cette époque, Vouc Caradschitsch, pour se rendre compte du chemin difficile que cet homme dut traverser et de l'art avec lequel il sut arriver au but sans autres connaissances, sans autre science du monde que celles d'un simple paysan.

Miloch Obrénovitsch (né en 1780 était au commencement un personnage tellement obscur, qu'il ne porte même pas un nom qui lui appartienne. Sa mère avait épousé d'abord un certain Obren; mais le père de Miloch était Técho, le second époux. Et, parce que ce dernier n'avait aucune importance dans son village, tandis que l'autre avait été riche et avait joui d'une certaine réputation, Miloch prit le nom d'Obren. Dans son jeune âge il garda et mena en Dalmatie les troupeaux de porcs de son frère Milan, qui était en effet le fils du riche Obren. Du temps où Carageorges dominait en Serbie, Miloch n'avait aucun motif de paraître au premier plan, d'autant

1. Voy. aussi St. René Taillandier, *La Serbie au XIX*e *siècle. Kara-George et Milosch*, Paris 1875 (simple compilation).

2. Par le même, *Das Leben des Fürsten Milosch und seine Kriege, nach serbischen Originalquellen bearbeitet*, Stuttgart 1838.

plus qu'il n'agissait pas personnellement, mais seulement comme représentant de ce frère, qui était cnèze de Roudnic, Pochéga et Ujitsé[1]. Mais, après que le chef reconnu de la nation, le « vrchovni vojd », passa comme fuyard en Autriche, et que la nation retomba sous le joug des Turcs, sans aucune garantie dans le traité de Bucarest, sans aucun appui de la part de l'ambassadeur russe à Constantinople, la direction de Miloch, le seul chef réputé, devenait nécessaire.

Au commencement, n'ayant pas de troupes à sa disposition — car, en même temps que la disparition de Carageorges, ses compagnons s'étaient dispersés, — Miloch, nommé par les Turcs, à la place de son frère mort, oborcnèze de Roudnic, de Cragouïévatz et Pochéga, et même considéré comme fils adoptif du nouveau Pacha[2], fut seulement un spectateur attristé de la catastrophe de son peuple, dont il empêcha les essais de résistance, contraignant même à la fuite le révolté de Tschatschac (en novembre 1814), Hadschi-Prodan, futur compagnon de Tudor Vladimirescu[3]. Par de grands efforts il arriva ensuite, le 25 avril 1815, jour de grande fête, à pouvoir proclamer à Tacovo, — après quelques mois seulement — la nouvelle révolte. Jean Dobratscha lui avait amené une petite troupe de montagnards contre le kéchaïa, qui, au nom du Pacha de Belgrade, Soliman, administrait le pays occupé par les Turcs. La permission de piller et de tuer lui gagna quelques soldats. Certains des

1. Ranke, loc. cit., p. 265.
2. Cunibert, loc. cit., p. 71.
3. *Ibid.*, p. 82. Stanoé Glavach périt. Cf. aussi Yakchitch, ouvr. cité, p. 325, note 3. — Sur les affreux actes de cruauté de la revanche turque, Cf. Denis, ouvr. cité, pp. 65-67.

exilés accoururent de Hongrie. Les anciennes tranchées furent creusées de nouveau, sur la Morava et ailleurs. Les Turcs s'enfuirent de Cragouïévatz, mais il fallut un combat formel pour les chasser de Pojarévatz, où ils s'étaient fortifiés.

C'était la guerre — et ce n'en était pas une. Et voici pourquoi.

Aussitôt après sa révolte, Miloch avait fait une déclaration solennelle qui ne contenait pas nécessairement le détachement de l'Empire turc, mais seulement le désir de n'avoir pas de Turcs dans d'autres forteresses qu'à Belgrade, où devait résider un Pacha avec huit hommes, de payer toutes les contributions dans une somme globale, de les recueillir et de les livrer entre les mains d'un envoyé spécial du Sultan ou du Pacha[1], — condition qui naturellement fût rejetée au début, mais ce refus n'amena pas la reprise de l'épopée, qui venait de finir, de Carageorges. Il faut en chercher la cause dans la personnalité de Miloch d'abord, mais en même temps aussi dans la disposition dans laquelle se trouvait alors l'Empire envers les sujets de ces régions. Les Turcs de Constantinople ne voulaient pas punir les Serbes, et ils n'étaient pas animés de sentiments de vengeance à l'égard de ces gens qui jusqu'alors s'étaient montrés très obéissants, prêts à payer et à faire des sacrifices et qui, en fin de compte, ne demandaient pas trop. En outre, les chefs envoyés contre les Serbes — à l'exception du beglerbeg de Roumélie, Marachli-Ali, originaire de Mésopotamie, — étaient aussi des des-

1. Voy. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 219-220.

cendants de chrétiens, surtout ceux en relations avec la Bosnie, donc, en ce qui concerne la langue et la nation, des Serbes aussi. Et, tout en admettant que la religion peut changer les mœurs, et les honneurs également, cependant ces fils de paysans sentaient certainement dans leurs âmes quelque chose pour la totalité de la nation dont ils s'étaient séparés.

Comme les Russes n'étaient pas dans le voisinage pour exciter les Serbes, comme on s'était vu au Congrès de Vienne totalement négligés[1] et comme, d'un autre côté, le nouveau chef de la révolte était une personnalité douée à un si haut degré de sens politique, on pouvait arriver à une entente. Elle fut conclue par Miloch, qui se présenta personnellement devant Kourchid, puis, sous la garantie d'un délibacha chevaleresque, devant le Vizir Marachli-Ali. Ce dernier se montra encore plus bienveillant et ne demanda même pas la livraison des armes. Pendant qu'en automne les négociations étaient conduites à Constantinople par des délégués serbes, représentants soumis de la nation opprimée, des troupes turques régulières, bien que peu nombreuses, entrèrent dans les provinces serbes et occupèrent Semendrie et Belgrade, où Marachli lui-même resta comme Pacha, dans la situation des gouverneurs de jadis. On avait posé à Miloch une seule condition : de déclarer au Pacha que ses Serbes sont les raïas de l'empereur, qui, de son côté, les avait recommandés au Pacha, de même que Dieu lui avait confié l'Empire[2]. Mais l'impôt était recueilli maintenant par des Serbes et la

1. Voy. Denis, ouv. cité, pp. 66-67.
2. Ranke, loc. cit., p. 282, et surtout Cunibert.

puissance propre des moussélims avait cessé dans tous les villages, administrés exclusivement par les kmètes. Auprès du Pacha de Belgrade une « Chancellerie chrétienne » fut organisée, afin de jouer le rôle de représentants permanents de la nation serbe.

Une Serbie autonome fut créée de cette façon, bien que des soldats turcs continuent à résider dans la forteresse de Belgrade, et que les Serbes les regardent de plus en plus comme les agents armés d'une Puissance étrangère. Mais, en outre, *le régime était double : celui des chrétiens et celui des Turcs, coexistant dans toute l'étendue du pays*, car, dans les localités plus importantes, des moussélims, confirmés par le grand-cnèze, fonctionnaient auprès des juges serbes et écoutaient les plaintes des mahométans, alors que celles des chrétiens étaient entendues par les douze cnèzes. Et, surtout, au-dessus du Pacha, disposant d'une autorité vague, souvent totalement séparée de l'immixtion des autres cnèzes dans ses affaires — à une époque où les voévodes promoteurs du mouvement avaient complétement disparu — et ayant une tendance vers la domination absolue, s'élève l'autorité de Miloch. Dès le 4 décembre[1], la situation conquise par son habileté était admise par le Sultan lui-même.

Le nouvel oborcnèze, proclamé à Valiévo, se trouvait assez bien de ce régime. Il put l'employer en effet pour écarter ses rivaux sans porter lui-même les coups. C'est ce qui arriva tour à tour avec Pierre Moler, « le peintre », président de la Chancellerie, qui voulait avoir dans la Serbie autonome quatre

1. Denis, ouvr. cité, p. 68.

chefs indépendants l'un de l'autre, et, après la mort mystérieuse, sur le grand chemin, à cause des « brigands », de l'évêque Nikchitsch (d'Ujitsé et de Chabatz), avec Carageorges lui-même, qui était venu de Bessarabie par Mehadia[1]. Le 6 novembre 1817, après une année de vaines négociations avec les Turcs, Miloch obtint ainsi sa reconnaissance solennelle comme « principal cnèze », avec le droit d'héritage[2].

Cette vie spéciale de la nouvelle Serbie devait cependant être bientôt précisée, et cela pour les motifs suivants. Les Turcs ne pouvaient plus dominer et ne pouvaient pas rester trop longtemps dans ces contrées dans de pareilles conditions. Ils se détachaient d'un sol où cinq siècles n'ont pas suffi pour leur faire prendre racine. Pour prendre la place de cette population musulmane qui partait, des milliers de colons accoururent des autres provinces chrétiennes habitées par les Slaves. Ils étaient bien aise de changer de patrie, parce que ce pays était plutôt libre, parce que l'office chrétien y était en honneur, parce que le jugement était exercé par un chrétien, parce qu'une garde chrétienne entourait un maître chrétien, fût-il

1. 24 juin 1817. — En Bessarabie, à Hotin, Carageorges était entouré de Nénadovitsch, de Mladen, de l'évêque Léontius, de Dobrniatz et d'une suite de 650 personnes, une vraie petite armée (Yakchitch, ouvr. cité, pp. 372, note 2, 375 et suiv., 378). Il avait avec lui le grec Leventis (sur les rapports du chef serbe avec l' « hétairie grecque », voy. plus loin) et un certain Leonardi, de la famille gréco-roumaine assez connue, qui était restée après 1812 au-delà du Pruth. La tête du « rebelle » fut exposée à Constantinople comme celle d'un « célèbre haïdouc ». Sa femme et son fils furent établis par Miloch sur l'une de ses terres, près de Galatz (Cunibert, ouvr. cit., II, p. 31).

2. Cunibert, ouvr. cité, p. 152 et suiv. Des cnèzes avaient sous ses ordres l'administration.

même au dernier degré des administrateurs de province. De la Bosnie, où la question agraire des pauvres cmètes, extorqués par les begs qui descendaient des anciens seigneurs politiques et territoriaux, excitait à l'émigration, un puissant courant partit, et un autre de Bulgarie, pour peupler et fortifier la Serbie. Cela dura jusque bien tard, vers 1860-70, produisant une véritable concentration slave entre les frontières de cette Serbie. Les prétentions des irrédentistes bulgares sur certaines provinces serbes habitées par une population bulgare — à Pirote et Nich — ne sont donc pas fondées, parce que les habitants de ces contrées y sont venus plus tard de Bulgarie, après l'établissement de l'autonomie serbe.

Après 1817, le conflit d'attribution continua entre les trois forces politiques : le Pacha avec ses moussélims, la classe dominante guerrière, puis Miloch, qui avait su immobiliser le Pacha, refréner et punir les cnèzes, dont il fit ses « serdars », les arrêtant, les torturant, les condamnant à mort, comme un Pasvantoglou quelconque, de même qu'en 1825 il réprima la révolte des paysans des environs de Cragouïévatz, provoquée par le fardeau des contributions et la mauvaise administration des cnèzes, celle du diacre Miloïé[1], ancien clerc devenu plus tard marchand de porcs; il payait ponctuellement à l'empereur le kharadsch, la contribution spéciale, « porésa », et il couvrait le Pacha de toutes espèces de présents.

En 1820 il était question d'un firman pour confirmer ce bon, ce fidèle, ce généreux lieutenant chrétien

1. Ranke, loc. cit., p. 306 et suiv.; Cunibert, loc. cit., p. 112 et suiv.

pour la Serbie, et Miloch se rendit à Toptschidéreh, le « Toptschider » des Serbes, pour en écouter la lecture[1]. Ce nouvel acte s'occupait des privilèges et de la fixation définitive du tribut; il réservait aux forteresses la juridiction des musulmans. Les Serbes demandèrent cependant le rachat de la terre des mains des spahis, l'accomplissement des promesses contenues dans le traité de Bucarest[2]. Le firman ne fut plus lu, et le khodschakian prit le chemin de Bucarest pour s'en retourner. Les délégués serbes qui se rendaient à Constantinople pour présenter ces conditions qui auraient été appliquées à tout le territoire de la Serbie, furent arrêtés. On verra plus loin combien fut réservée l'attitude de Miloch à l'égard du mouvement grec de 1821.

Mais, en outre, Miloch avait aussi des démêlés avec la classe cultivée qui s'était formée du milieu de la nation serbe, classe qui n'existait, vingt ans auparavant, qu'en Autriche et en Hongrie, faisant imprimer ses livres à Vienne et Pesth, et qui maintenant, après la fondation d'une Serbie autonome, trouvait avantageux de descendre sur ce territoire libre, — ce qui paraissait cependant à nombre d'entre eux un sacré devoir national. Ce fut le même état de choses que pour les Principautés roumaines, lorsqu'entre les années 1846 et 1860, des Transylvains, des Roumains de Bucovine, à l'époque de Georges Lazar, de Jean Maïorescu, de Laurian et de Papiu Ilarian, prirent les places dominantes dans l'enseignement, qui fut pendant quelque temps dominé par ces maîtres d'au delà des Carpathes, auxquels le pays dut un idéal supérieur.

1. Voy. aussi Yakchitch, ouvr. cité, pp. 401-404.
2. Cunibert, loc. cit., p. 171.

Le « Soviet », le Conseil dirigeant, avait été proposé par un docteur en droit de l'Université de Charcov, Filipovitsch. En 1771, des livres serbes — notamment des calendriers — étaient imprimés par Joseph Kurzböck de Vienne, qui éditait aussi les livres roumains pour la monarchie, ce qui continua, pour les deux langues, lorsque cette imprimerie fut entrée dans la possession de l'Université de Bude. Dès 1787, Emmanuel Yancovitsch avait une imprimerie et librairie à Novi-Sad (Neusatz, Ujvidek). Le premier journal, celui d'Étienne Novacovitsch, est publié en Hongrie, en 1791, et ce fut à Vienne qu'éditèrent les « Nouvelles Serbes (« Srbski Noviné »), jusqu'en 1813-1822, Démètre Davidovitsch, de Semlin, et Démètre Frousitsch (la publication parut ensuite à Belgrade). En Hongrie parurent aussi les revues de Magarachévitsch (dès 1825) et de Théodore Pavlovitsch (1831). C'est à Bude que se publient les contes populaires de Milovane Vidacovitsch, bien qu'il fût né de l'autre côté de la Save. Après Dosithée Obradovitsch, qui, — ainsi qu'il l'a été dit, — né dans le Banat, écolier à Timichoara (Temesvar), moine à Opovo, parcourut toute l'Europe jusqu'en Angleterre, vivant pour la plupart à l'étranger († 1811 à Belgrade), Vouc Caradschitstch, qui fit aussi ses études à Carlovitz, publie à Vienne, en 1814, sa Grammaire pour « le vulgaire », son Dictionnaire serbe-allemand-latin, ses Contes, en 1821, la « Danitza », son Almanach en 1826-1827, et les ballades populaires recueillies par lui sont éditées, après leur première apparition en 1814, à Leipzig (1823-1832) et à Vienne (1841-65), ses Proverbes à Vienne également (1849), de même que ses derniers Contes. A ce moment, une nouvelle génération les remplace en

Serbie, et la rude monarchie patriarcale ne pouvait lui plaire plus qu'au diacre Miloïé.

Miloch, de son côté, — bien qu'il eût créé, en 1841, le fonds pour les écoles, bien qu'il soit le fondateur, en 1832, du gymnase de Cragouïévatz — à l'époque des réformes scolaires roumaines réalisées par Alexandre Ghica, prince de Valachie, et Michel Stourdza, son voisin moldave, — du lycée de Belgrade, en 1838, du séminaire, de l'imprimerie princière, conduite par Adolphe Bermann, qui passa ensuite à Jassy, de la société littéraire de 1841, bien que ce fût sous son règne d'homme simple, mais ayant de la compréhension pour les choses de l'esprit, que fut fondé, par Jean Stéritsch Popovitsch, de Vrsac, le théâtre serbe, en 1842[1], — Miloch resta cependant un illettré, qui ne pouvait même pas signer. On devait de plus en plus lui tenir compte de ce défaut. Les intrigues autrichiennes au nom d'Alexandre, fils de Carageorges (incursion de Tscharapitsch en 1826), les projets des Occidentaux de l'espèce de Davidovitsch, qui désiraient une Constitution dans le sens libéral d'Europe[2], le laissaient complétement indifférent, et de même les éloges pour le gouvernement « réglé » de la Russie, qu'apportaient Nénadovitsch et les émigrés venus de Bessarabie[3]. Les impressions recueillies par Stoïan Simitsch, ancien serviteur de Michel Ghermani — Roumain de Macédoine, qui avait été lui aussi, tour à tour, pandour russe et espion serbe — à Bucarest[4], n'eurent aucune influence sur son esprit.

1. Ces données d'après Picot et d'après Kanitz, *Serbien*, Leipzig 1868.
2. Cunibert, loc. cit., p. 312 et suiv.
3. *Ibid.*, II, p. 31.
4. *Ibid.*, p. 77 et suiv., 149.

Cependant cet homme était tellement nécessaire, il était tellement *unique*, qu'il vainquit toute espèce d'opposition. Après que la convention d'Akkerman, en 1826, assura aux Serbes la libre profession de leur religion, des chefs collectifs, une autonomie, une rectification de frontières, l'impôt unique, le rachat des terres des spahis, le droit d'ériger « des hôpitaux, des écoles et des imprimeries », la permission de circuler pour les négociants serbes et l'interdiction du séjour des Turcs dans le pays et, en outre, pour toutes les autres questions, une sorte de « Règlement Organique », et après la nouvelle reconnaissance de Miloch par les cnèzes, au mois de janvier 1827, fut délivré par la Porte, en novembre 1829, et ensuite le 29 août et le 30 septembre 1830, un firman et hatichérif solennel, qui reconnaissait tout ce qu'avait gagné jusqu'alors *de fait* la Serbie, — c'est-à-dire l'intelligence et l'énergie de Miloch, « sauveur et père » officiel de sa patrie, oint par son évêque. Les mousselims disparaissaient complètement, le tribut unique était accordé, de même que l'expulsion des spahis, et en général des Turcs, de Serbie. Le reste était conforme aux prescriptions de la Convention. L'Église serbe fut créée avec des évêques serbes, qui n'avaient pas l'obligation d'obtenir leur consécration à Constantinople. Les frontières admises pour la Serbie, au mois de mai 1833, à la suite du travail d'une commission turco-russe, dont faisait partie Kotzebue, futur consul dans les Principautés[1], l'agrandissaient d'un tiers, du côté de Négotine et de Crouchévatz. Suivit la nouvelle acclamation de Miloch, qui faisait semblant de vouloir abdiquer, bien que le Sultan l'eût reconnu

1. Cunibert, loc. cit., I, p. 307 et suiv.

au bout de toute une longue série de négociations au cours desquelles pour la première fois l'influence de l'Angleterre, par le nouveau consul établi à Belgrade, essaye vainement de contrecarrer celle, toute-puissante de la Russie[1], cnèze héréditaire. Il remercia en octroyant — il est vrai après une révolte — la Constitution de 1835. Renonçant à ses droits exclusifs sur les personnes et les biens, il admit le contrôle qu'on lui demandait depuis longtemps, d'un Sénat et le fonctionnement de juges libres. Mais jusqu'à la fin il resta le même : entier dans ses bonnes et ses mauvaises actions, tyran indispensable pour un peuple enfant.

Il sera question plus loin, bien entendu, des circonstances dans lesquelles finit la domination et — plus tard, après une restauration inattendue — la vie de l'homme auquel la Serbie, exploitée par ses monopoles d'importation et d'exportation, blessée et ensanglantée par ses persécutions, devait cependant son existence même.

A juger son œuvre, qui est en grande partie abusive et grossière, avec un élément prédominant de barbarie primitive, on ne peut se défendre d'un sentiment de profond respect. Envers les Turcs il sut trouver la note juste, et personne n'aurait été en état de se maintenir sans avoir trouvé cette note.

Les Européens préfèrent définir les choses en elles-mêmes, les Orientaux trouvent leurs convenances sans rien définir, car ils s'appuient sur les hommes, et non pas sur les rangs, les titres et les situations, sur

1. Voy. Gavrilovitsch, dans la *Slavònic Review* de Londres, I, et notre compte rendu dans le « Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale », année 1922, pp. 80-81; année 1913, pp. 18-19.

les lois encore moins. Un autre que Miloch aurait certainement demandé au Sultan de lui assurer un grand nombre de garanties, il aurait employé des négociations et des interventions d'ambassadeurs. Miloch ne fit rien de tout cela. Il s'improvisa en Serbie comme l'homme de confiance du Sultan, une espèce de Pacha chrétien des Serbes. Mahmoud savait bien qu'aussi longtemps que Miloch, son « vékil », administrera, la Serbie sera tranquille, que le tribut arrivera à Constantinople le jour fixé. L'ayant éprouvé comme administrateur honnête au nom du Sultan, les Turcs le maintinrent, et ils respectèrent en lui le premier dominateur chrétien au milieu des peuples balcaniques, ce qui a eu une grande signification pour les autres peuples aussi, car la situation de Miloch représente un point acquis dans les tendances de ces nations vers la liberté[1]. De cette manière son rôle n'a pas été uniquement celui de précurseur chez les Serbes, mais il l'a été aussi pour d'autres, plus cultivés, plus riches, appuyés plus énergiquement, pour eux et à cause de leurs ancêtres surtout, par l'Europe.

Ce sont les Grecs.

Il en sera question dans le chapitre suivant.

1. Voy. les belles descriptions de Otto von Pirch, *Reise in Serbien im Spätherbst* 1829, Berlin 1830.

CHAPITRE X

Origines des complots grecs pour la délivrance. L'Idée de l'Empire byzantin ressuscité.

Avant d'étudier la formation de l'Hétairie, qui prépara la révolte des Grecs, et avant de parler des deux luttes des révoltés, dans les Principautés et en Morée, avant de fixer les lignes principales des défaites et des victoires, de signaler les commencements d'organisation, de caractériser les chefs, il faut avoir une orientation suffisante en ce qui concerne les idées qui pouvaient influencer les Grecs au moment où ils se soulevèrent contre la domination turque.

Une question se pose ici qui ne pouvait être posée en ce qui concerne les Serbes : pourquoi ces idées de liberté n'ont-elles pu exister *avant* cette époque?

Dans la révolte de Carageorges il y a une explosion spontanée de mécontentement de la part des paysans de ces provinces serbes contre l'oppression ottomane : par endroits contre les caprices blessants et cruels des maitres, par endroits contre une domination qui, s'étant transformée fatalement dans les derniers temps, devait provoquer des mécontentements. Mais les écrivains qui eussent été en état d'influencer par leurs écrits l'éclosion de la révolte et eussent pu conduire ce mouvement dans ses premières manifestations, lui donnant un programme et préparant une classe destinée à dominer le nouvel État en forma-

tion, ne se rencontrent pas chez les Serbes. Les compilateurs de fables, de morceaux rimés, de courts récits en prose pour le « vulgaire » et dans leur langue « vulgaire » n'ont influencé en rien Carageorges, ni, après lui, Miloch Obrénovitsch.

Chez les Grecs, les choses devaient se passer tout autrement, car ils représentaient — et personne ne le mettait en doute — la partie la plus éclairée des chrétiens soumis à l'empire turc. Habitants des villes et des ports, des îles ou des régions dirigées vers l'Occident, ou même en contact direct, puissant et continuel, avec les Occidentaux, à Pesth, à Vienne, à Trieste, à Livourne, à Paris, ils avaient des occasions plus fréquentes, dans un certain sens plus que les Roumains eux-mêmes, de subir l'influence de la civilisation européenne au XVIIe et au XVIIIe siècle. Sur la rive gauche du Danube, bien que la classe dirigeante fût influencée continuellement par la civilisation latine, française, et même allemande, le peuple, composé de paysans — car les villes étaient rares et clairsemées et n'appartenaient pas, au point de vue national, à la race, — était plus isolé, et, en outre, les Roumains des Principautés avaient le souci d'une administration propre, d'une défense nationale contre des ennemis menaçants, et de la sorte il leur manquait le temps nécessaire pour les occupations commerciales qui enrichissaient plus rapidement et exigeaient, dans ce but d'enrichissement, des relations journalières avec le monde italien et avec d'autres peuples maritimes de l'Occident européen.[1]

On peut dire que la civilisation grecque n'a jamais

1. Voyez nos *Études roumaines*, I, Paris 1923, et II, Paris 1924.

cessé d'exister, mais on sait bien que, dans les temps plus récents, elle ne s'élevait que jusqu'à une hauteur modeste, qu'elle a rapidement déchu, en tombant dans le formalisme, dans les exercices de style, qui remplaçaient la vraie culture par des efforts de rhétorique, la morale et la philosophie par des nomenclatures sèches et vaines. Mais, s'il est question d'une culture dans *ce sens*, alors les Grecs l'ont certainement eue, et sans interruption. Elle n'était cependant pas spontanée, capable de développement, elle ne pouvait pas s'adapter aux nouvelles conditions de vie, se transformer d'après ces nouveaux besoins du peuple grec. Ce qui ne signifie pas qu'une pareille culture fût absolument inutile, car toute culture humaine, indépendamment des circonstances dans lesquelles elle est reçue, et même si on cherche à détruire entièrement la vie qu'elle contient, gardera cependant des germes de cette vie, qui se développeront plus tard, dans d'autres circonstances, mais qui se développeront quand même. La culture chinoise elle-même, figée dans ses formes archaïques, contient aussi des éléments capables de transformer et de relever l'âme humaine.

Les Grecs éclairés commençaient du reste à se plaindre contre cet enseignement stérile et cherchaient à le corriger, à l'élever vers un idéal. Les lettres françaises de Coraï (Coray[1]), ou ses admirables lettres grecques qu'on faisait imprimer à Paris en 1838[2], donnent à chaque page, à côté de renseignements très précieux concernant la société et la Révo-

1. Surtout les *Lettres inédites et opuscules divers à Chardon de la Rochette (1790-1796)*, Paris, 1877 (d'autres, antérieures, ont été données par Queux de Saint-Hilaire).

2. Ἀδαμαντίου Κοραῆ Ἐπιστολαί.

lution française, des doléances attendrissantes sur la décheance du peuple grec. Ayant trouvé ainsi, pendant son séjour en France, — où il prépara la première édition critique d'Hippocrate et entretint les relations les plus honorables avec les représentants de la culture française de l'époque, — un livre français de De Pauw, où le peuple grec était apprécié avec un manque total de considération, comme ayant perdu ses vertus anciennes et étant incapable de se relever, il fut pris d'une profonde douleur, de regrets indicibles que les siens jouissent d'une aussi mauvaise réputation. Mais il reconnaissait aussi qu'en grande partie ces appréciations étaient justes, que les descendants des anciens Grecs, qui, bien longtemps avant les Français et les Anglais, avaient donné au monde une civilisation qu'on peut croire avec raison supérieure sous beaucoup de rapports à la civilisation moderne, que ces descendants des Grecs anciens sont à peine capables parfois d'écrire grammaticalement leur langue et qu'en dehors de l'emploi d'un idiome rudimentaire, qui est la nouvelle langue grecque, ils ne possèdent rien de leur patrimoine cultural.

Cependant Coray, tout en exprimant sa douleur, ne pense pas à renouveler l'âme hellénique, mais s'occupe seulement des règles grammaticales violées. Sous ce rapport il a donné des normes relativement au nouveau « dialecte », à cette « apla », qui, d'après son avis, ne pouvait être laissée dans l'état où elle était parlée par le peuple, bien que l'Ionien Solomos l'employât pour ses hymnes enflammés au combat et à la liberté, le plus beau produit de la littérature grecque révolutionnaire. Il pensait même à écrire une petite grammaire, comme celle de Caradschitsch pour les

Serbes et celle d'Héliade pour les Roumains. Et, cependant, malgré la domination despotique d'une tradition aveugle, les Grecs et leurs disciples conservaient une porte ouverte vers la vie moderne, et il ne leur manquait que le courage de sortir sur le seuil et de regarder droit devant eux[1].

Ce qui nous intéresse toutefois le plus, c'est le manque de liaison entre la culture du xviiie siècle et du commencement du xixe — avec ses écoles de Cydonie, de Smyrne, de Chalké, de Couroutschechmé, fondées par Alexandre Mourousi, grâce aux privilèges de Sélim III, avec celle de Chios : une vraie Université, ayant quatorze professeurs, qui a donné un savant de l'importance de Vardalah, puis avec celles des Principautés, de l'Épire même, dont viennent Lambros, Philippide, et de Thessalie, patrie d'Étienne Doucas[2], — et entre les tendances du siècle. Ce qu'il fallait faire d'abord pour les Grecs, c'était de trouver cette liaison entre les catégories d'Aristote, entre les mots rares d'Hésiode et de Pindare et entre les circonstances dans lesquelles la nation devait vivre à l'époque moderne. Si on avait découvert l'esprit dans lequel devait être établie cette liaison, cela aurait pu signifier, pour le développement du peuple grec, plus que la collectivité de tous les « logiotati » (maîtres d'école) et l'armée entière des cleftes et des palicares qui remplissaient l'Olympe et les vallées de la Macédoine et de l'Épire.

1. Il faut signaler les dictionnaires qui paraissent en même temps que ceux des Roumains et ceux des Serbes : celui de Vlastos et Scarlate Ghica, celui d'Anthime Gazi, puis l'« Arche » (Κίβωτὸς), commencée en 1817 sous le patronage du prince Alexandre Mourousi et dont parurent seulement les lettres jusqu'à Δ (Rizo Néroulos, *Neugriechische Litteratur*, pp. 157-159).
2. Un plan d'Université à Ambélakia, *ibid.*, p. 70.

Mais, pour que cet homme existât, il fallait réunir dans une seule et même personne plusieurs qualités. Il devait être très savant et en même temps il fallait que son âme fût assez forte pour ne pas être écrasée par son érudition. Et il devait en outre abandonner ces régions orientales où une malédiction paraissait peser sur les hommes par la tyrannie et l'esclavage, la flatterie, l'arrogance, les abus, les excès et les humiliations, pour aller s'asseoir, quelque temps au moins, comme l'avait fait Dosithée Obradovitsch, sur les bancs des écoles de Leipzig, Paris et Londres, dans les régions occidentales où la vie s'appuie sur l'ordre, la loi et le devoir social.

A plusieurs reprises on aurait pu croire que cet homme avait été découvert. Nous ne pensons pas à Coray, qui resta toujours — malgré les essors lyriques de son âme, — un philologue, — pas même un professeur. Le premier dans lequel les Grecs mirent de grands espoirs fut Rhigas, de Velestino, qui était un Roumain des Balcans à l'époque où des marchands de cette race étaient répandus dans toute l'Europe, formant d'importantes colonies, que l'on rencontre jusqu'à Londres et qui couvraient le continent entier d'un vaste réseau de communications commerciales rapides, utiles au plus haut degré pour le commerce occidental, ce Rhigas, qui passa quelque temps à Bucarest comme secrétaire, et qui, avant de quitter le centre grec de Vienne pour faire une tentative révolutionnaire, fut livré, par la trahison lâche des Autrichiens, aux assassins du Pacha de Belgrade : il fut avant tout un poète de l'énergie, différent en cela des autres poètes grecs, dont le nombre est assez grand et que domine la souriante figure anacréon-

tique d'Athanase Christopoulos, originaire de Kastoria en Macédoine, mais, jusqu'à sa mort à Bucarest, hôte des Principautés, ce créateur de la nouvelle poésie lyrique grecque, dont les morceaux érotiques sont imités aussi par les poètes roumains de la première moitié du XIX[e] siècle, depuis Ienaki Vacarescu jusqu'à Héliade débutant.

Rhigas, dont les poésies, parmi lesquelles la célèbre « Marseillaise grecque », parurent après sa mort, à Jassy, en 1814 (mais le volume fut détruit)[1], est le premier qui donna à la poésie grecque un caractère de combat, à l'époque où, à Moscou, la philosophie aimable du scepticisme « philosophique » trouvait un chantre dans un Phanariote qui avait régné sur le Danube quelque temps et s'était enfui en Russie avant la guerre de 1788, Alexandre Mavrocordato, dit Firaris (le Fuyard).

Mais la mort de Rhigas, qui avait cherché un point de contact avec les Serbes, qu'il considérait, de même que les autres penseurs grecs du reste, comme une partie intégrante de la « nation hellénique », destinés à faire partie eux aussi de l'Empire d'Orient renouvelé pour les Grecs, ne signifie pas en même temps la fin des agitations grecques pour un avenir meilleur.

Il n'est pas question, comme chez les Serbes, de paysans parqués dans un territoire défini, entre des frontières étroites, exposées aux attaques de l'ennemi, où une révolte peut être étouffée, mais il s'agit d'un élément répandu sur toute la surface de l'Europe et sur une grande partie des côtes de l'Asie Mineure, en

1. Rizo, loc. cit., p. 50.

contact avec les idées révolutionnaires de l'Occident européen, appuyé sur une organisation religieuse parfaite et sur l'autonomie politique des Principautés, confiées à leur administration. Étouffé d'un côté, le mouvement pouvait réapparaître aussitôt ailleurs, dans une région très éloignée.

Il y avait cependant aussi un danger à cette large dispersion des Grecs : la diversité totale dans l'idéal, dans la conception des moyens par lesquels il peut être atteint. Ceux qui vivaient dans les pays occidentaux étaient trop disposés à prendre pour des réalités les phrases, vaines partout, mais ici d'autant plus, des agitateurs de la « philosophie » du XVIII[e] siècle. Coray est animé du patriotisme le plus pur, si le patriotisme doit contenir avant tout l'amour du sol natal, le sens de continuité avec les générations précédentes de la même nation, des anciens Hellènes jusqu'au chantre de Smyrne, auquel il écrit et qu'il voudrait voir devenir un émule de Pindare et d'Homère, et la tendance de défendre sa propre nation contre les attaques injustes des étrangers ; mais, si le patriotisme signifie aussi une orientation, une accumulation d'énergie pour arriver le plus tôt possible à un but bien défini, cette espèce de patriotisme lui manquait. Et non seulement par suite des occupations minutieuses du philologue, satisfait avant tout d'avoir corrigé un passage de son auteur, mais aussi pour un autre motif : le respect pour la Révolution, l'admiration sinon pour ses grands gestes, au moins pour ses résultats.

Mais, si cette caractéristique s'applique à Coray, n'y a-t-il pas eu, parmi les Grecs vivant en Occident, d'autres, moins savants, d'une réputation inférieure,

mais qui, mêlés à la tourmente révolutionnaire, en aient recueilli des directions plus pratiques pour leur peuple ? Malheureusement il faut répondre non. Nous avons des lettres : celles de Constantin Stamati, consul de France à Altona, qui avait cherché à être auparavant consul à Bucarest, mais n'y avait pas réussi, car les Turcs ne voulaient pas avoir des raïas comme représentants des Puissances étrangères sur leur territoire ; nous avons les lettres d'un Panaïoti Kodrikas, correspondant de Stamati[1], puis professeur et fonctionnaire à Paris[2], qui nous a laissé aussi quelques opuscules d'un style assez ordinaire. Les vues sont parfaitement les mêmes dans les écrits de ces « citoyens » d'origine grecque. De simples visionnaires qui se réjouissent de ce que les hommes soient devenus égaux, libres et frères à la suite de l'éloquence de Mirabeau et parfois même du couteau de la guillotine de Robespierre. Il ne pourront être utiles — ni même Coray — pendant les heures de crise, où la présence d'hommes d'action, d'esprit réaliste est exigée. Les journaux qui paraissent à Vienne, après l'interdiction de celui que devait donner en 1793 le Roumain de Macédoine Poullio, sont, le « Mercure savant » comme le « Télégraphe » et la « Calliopé », de couleur philologique, de même que les deux publi-

1. *Lettres de Constantin Stamaty à Panagiotis sur la Révolution française (janvier 1793)*, publiées pour la première fois... par Émile Legrand, Paris (Extrait de l'« Annuaire de l'Association pour l'encouragement des études grecques en France », VI, 1872, p. 102 et suiv.). — Kodrikas a donné aussi une Physique (Rizo, loc. cit., p. 152). Il a écrit enfin une « Introduction à l'étude de la langue grecque » (Paris, 1808).

2. Voy. R. Rangabé, *Précis d'une histoire de la littérature néo-grecque*, Berlin, 1877, I, pp. 91-92.

cations périodiques paraissant à Corfou, et la « Minerve » de Paris (1818)[1].

Si les érudits ne pouvaient donner une impulsion sûre pour une action utile, peut-on espérer la trouver chez ceux qui étaient mêlés à la politique? Dans ce monde politique grec ne s'était-il pas créé depuis quelque temps un idéal de liberté qui, ayant dominé d'abord les conceptions de ces chefs de l'hellénisme, pût influencer aussi sur la révolte de 1821 ? *Cet idéal existait*, et il détermina la révolte des Grecs à un si haut degré, que, sans lui, la révolte eût été perdue en Morée dans une agitation de paysans, dans une « jacquerie » chrétienne, rapidement pacifiée dans le sang, et, pour les Principautés, dans une aventure personnelle, rapidement déchue elle aussi par suite de l'indifférence des Roumains, qui était pour eux un devoir national.

Il faut suivre l'origine et le développement de cet idéal, qui, correspondant ou non aux conditions réelles, a donné au peuple grec un si grand essor, une foi si aveugle dans ses forces et dans l'avenir qui l'attendait.

Cette idée de récupération, de renouvellement, apparaît dans la pensée de ses chefs dès le XVII[e] siècle.

Au commencement de ce siècle, la Byzance chrétienne, la Constantinople grecque, assista à une lutte au caractère tragique, très impressionnant. Le siège patriarcal était occupé par un homme absolument

1. Queux de Saint-Hilaire, dans l' « Annuaire », V, année 1871, p. 148 et suiv.

extraordinaire, qui visita les pays roumains, prêcha à Tàrgovichté devant le prince et la Cour valaque, à l'époque de Radu Mihnea, et qui résida quelque temps à Alexandrie comme Patriarche, jusqu'à ce qu'il obtînt par son mérite la plus haute situation dans l'Église de l'Orient.

Cyrille Lucaris a été en effet une des plus grandes figures de l'histoire universelle. Avant tout combattant contre les Jésuites français et allié des protestants, surtout des Calvinistes des Pays-Bas, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Hollande, qui était en état de le servir à Constantinople, il fut vaincu, une fois, deux fois et enfin, ainsi qu'il a été dit, assassiné. Mais nous le répétons : bien que vaincu, il fut le vainqueur, parce que, s'il tomba sous les coups des bourreaux (1637), la propagande catholique au centre de l'orthodoxie était morte avant son assassinat. Et il faut dire qu'elle mourut, non pas par une révolte de la religion grecque, trop faible pour arriver à ce résultat, mais bien par *la révolte du sentiment national grec*, que faisaient prévoir un peu auparavant les appels désespérés d'un Mathieu de Myre vers la délivrance par les Russes[1]. Les termes dans lesquels Cyrille s'élève contre l'Occident, affirmant le point de vue national hellène, soutenant que cette Église orthodoxe est l'héritage de la nation et son âme entière[2], sont profondément attendrissants. Dorénavant personne ne pourra plus empêcher le développement de cet esprit. Dans la deuxième moitié du xvii[e] siècle, lorsque la culture grecque était renfermée plutôt dans les Principautés, et malgré la conscience grecque et impériale des

1. Voir plus haut, chap. IV.
2. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, IV, pp. 23-24.

Cantacuzène, ses principaux protecteurs, la base nationale manque dans ce pays étranger : il n'y eut pas de personnalité digne de représenter et relever cet idéal ; mais, au XVIIIe siècle, ce nouvel esprit, cette conscience toute fraîche de la nation grecque, se rencontre souvent.

Il y avait cependant quelque chose qui pouvait l'empêcher : à savoir la présence sur les trônes de Bucarest et de Jassy de princes grecs, ce qui était sans doute un appui, mais aussi une grande difficulté pour l'affirmation de la conscience grecque se manifestant toujours plus énergiquement en faveur de la liberté. Du moment que, dans les capitales roumaines, sous la suzeraineté, dans un sens équivalant presque à la souveraineté, du Sultan, les instituteurs grecs, les négociants grecs, les boïars grecs trouvent leur contentement et du moment que les princes grecs ou grécisés règnent sur les deux pays, était-il possible de songer à se détacher des Turcs? Si la domination ottomane apportait aux plus cultivés, aux plus nobles, aux plus ambitieux des Grecs de si grands avantages, pourquoi aurait-on poursuivi alors — à ce point de vue de l'égoïsme de chaque famille et de toute une classe — la ruine de cette domination? Ce qui aurait résulté de cette ruine aurait-il offert les mêmes avantages qu'offraient les conditions de développement de l'ambition grecque, du travail productif grec, de l'intelligence commerciale grecque sous l'égide du Sultan, que tout le bas peuple — de même que chez les Serbes et les Slaves balcaniques en général — regardait comme un Empereur légitime?

C'est la grande question que se posait naturellement la nation grecque, et on répondait souvent qu'il était préférable de rester sous le Turc, bon soldat,

bon portefaix et batelier, agriculteur convenable en Thrace, mais dénué des dons supérieurs de l'intelligence, qui, quoi qu'on fasse, finit par dominer. De sorte que, le Turc n'étant pas fait pour les négociations diplomatiques, pour une haute œuvre de civilisation, et ayant, dans sa faiblesse croissante, de plus en plus besoin de ces choses-là, il devra recourir au Grec, qui, de cette manière, restera toujours inséparable d'un maître soumis sans le vouloir, sans le savoir, à la force spirituelle de son humble serf. Lorsque le clergé était grec, phanariote, en Bulgarie, Serbie et Albanie, — en 1767, les efforts du Patriarche œcuménique Samüel, aidé par Iacovaki Rhizo, le beau-père du prince Grégoire Ghica[1], amenèrent l'abolition des Patriarcats slaves d'Ipec et d'Ochrida, et les vainqueurs bâtirent sur leurs ruines l'école grecque, — lorsque tout ce qui s'était élevé plus haut dans la culture, la religion et la vie politique était grec sur le Danube, on comprend bien qu'un homme comme le prince Alexandre Ypsilanti, le vieux, qui régna tant de fois à Bucarest et à Jassy, pouvait exprimer l'idée qu'il valait mieux que la liaison entre la Turquie et les Grecs devînt un pacte éternel.

Personne n'a été plus désireux que cet homme prudent, destiné à périr sous le sabre turc pour le péché de trahison de son fils Constantin, de pouvoir réaliser cette union sans terme entre les intérêts des Turcs et ceux des Grecs. Une fois cette union scellée, tous les autres, Albanais, Bulgares, Serbes, auraient dû s'agenouiller aux pieds des deux maîtres. Le lierre grec devait s'enlacer d'une manière toujours plus

1. Rizo, loc. cit., p. 40.

étroite au tronc âpre, mais solide, de l'État turc, étouffant tout germe de vie qui aurait essayé de se développer à l'ombre de l'arbre colossal.

Alexandre Ypsilanti, exécuté à cause de la révolte de son fils Constantin, a fait sur lui-même l'expérience de la vanité de cette idée, qu'il avait défendue avec une si forte conviction. Alors, parmi les Grecs plus jeunes, une autre conscience s'éveilla, celle de la nécessité d'une alliance *avec la Russie*. Il ne faut pas croire que les Grecs au service du Tzar, à partir de 1770, un Barozzi, un Rodofinikine, un Kiriko, un Pini, un Pisanis, un Katakatzi, un Capodistria, un général Papadopoulos, aient été des serviteurs si loyaux des Russes. Ces Grecs profitaient de fait de tout ce que mettait à leur disposition la puissance moscovite pour poursuivre leur but.

Si les Russes avaient besoin de spécialistes dans les choses d'Orient, s'ils employaient des Géorgiens comme Lachcarev en 1780 — rappelons aussi les deux généraux arméniens qui conduisirent en 1877 la campagne russe d'Asie, — s'ils étaient bien aises de l'existence de cette concurrence habile faite aux Finlandais et Allemands, qui dominaient leur diplomatie, les Grecs avaient de leur côté un point de vue tout aussi intéressé. Du reste, ils paraissaient être sur le point de s'approprier tout le commerce de cette Russie méridionale, que l'Impératrice Catherine avait ornée de noms helléniques. A Taganrog ils jouent un rôle; Odessa, où on représentait le « Démosthène » de Nicolas Piccolo, a pu être nommée « une colonie grecque[1] », et une des plus vivaces; pour preuve : la

1. *Ibid.*, pp. 98-99, 139.

part qu'elle prit aux préparatifs de la révolte et les grandes manifestations à l'occasion de l'enterrement du Patriarche constantinopolitain Grégoire, tué par les Turcs et porté, le croyait-on, par les vagues sur ce rivage.

Peu à peu se forma en Russie l'idéal du rétablissement de l'Empire byzantin, et c'est pourquoi le petit-fils de Catherine avait été baptisé du nom du grand Constantin ; on sait — on l'a dit tant de fois ! — qu'au cours du voyage triomphal à Cherson, les arcs de triomphe élevés par l'ordre de Potemkine portaient l'inscription : « c'est le chemin qui mène à Byzance! ». L'héritier du trône, Paul, abandonna complétement ces projets, qui sont analysés dans les si belles pages, pleines de vie, de l'ambassadeur français de Ségur[1].

Et, si Alexandre Ier les reprit, il le fit non plus à cause des souvenirs archaïques, des tendances romantiques, mais déterminé *par les nouvelles nécessités de l'équilibre européen*, si génialement brusqué par Napoléon Ier.

Donc la Russie nouvelle ne pensait pas à réaliser les projets de Catherine II. Mais un plan politique, même lorsqu'il n'aboutit pas, reste cependant dans les âmes. Un autre le recueille après qu'il a été oublié par son auteur. Et alors les Grecs, qui avaient espéré, comme Daniel Philippide, faire de Potemkine leur roi[2], *adoptèrent le projet de Catherine dans leur révolte de 1821*. De cette manière, dans leur soulèvement, les Grecs n'avaient pas le but de préparer

1. *Mémoires*, III.
2. Rizo, loc. cit., p. 61. Il lui dédia, avec Grégoire Costantas, une Géographie de la Grèce. Rizo Néroulos, qui l'affirme, a été son élève (*ibid.*, p. 62).

la création d'une petite patrie hellénique, étreinte entre les frontières du territoire habité par la race grecque. C'était, du reste, aussi le but d'une autre conspiration, formée par les Ioniens sous l'ombre de Napoléon, qui croyait pouvoir disposer de 27.000 fusils et du concours français pour « reconstruire l'Empire d'Orient, allié naturel de l'Empire français[1] ». L'Hétairie « russe » et le mouvement de 1821 qu'elle produisit, avait un but supérieur : *celui de refaire, avec Constantinople pour capitale, l'Empire byzantin*. C'est l'explication de l'aigle bicéphale dans le sceau de ses chefs et des larges phrases au sens vague et grandiose.

Du cap Matapan jusqu'aux Carpathes il est question, cette fois aussi, d'étendre, sur toutes les autres nations chrétiennes, la nouvelle Βασιλεία. Et, si Alexandre Ypsilanti commença la révolte dans les Principautés, il avait son but : selon lui, la Moldavie et la Valachie étaient, non seulement son héritage de Phanariote, non seulement des foyers de culture hellénique, non seulement la résidence de ses parents et le centre des agitations consulaires russes en Orient, mais surtout, de droit, des provinces de l'Empire byzantin ressuscité en sa personne. Les assurances qu'il donnait, le 23 février, au « peuple du pays de Moldavie », que la « Grèce a élevé aujourd'hui les drapeaux de la délivrance de sous le joug de la tyrannie, demandant sa liberté », et qu'il partira pour « les régions où l'appellent les trompettes du peuple de sa patrie », laissant la Moldavie sous « son gou-

1. Gobineau, dans la « Revue des deux mondes », XXVI, p. 234 et suiv., surtout pp. 238, 242 et 245 et dans le volume, *Deux études*, 1905.

vernement actuel », ne doivent pas nous tromper[1]. C'était un acte d'opportunité et de convenance envers le prince Michel Soutzo, mentionné dans la proclamation, qui croyait pouvoir rester sur son trône.

Cependant — et c'est le sort de toutes les constructions qui n'ont pas pour base des réalités nationales, — ce grand rêve échoua dès les premières tentatives ; il échoua complétement, pour toujours, et ses plus dévoués défenseurs furent contraints peu à peu à reconnaître que la patrie hellénique doit être bornée au territoire habité par la nation grecque.

1. Fac-similé dans Iorga, *Studii si documente*, VII, pp. 85-86.

CHAPITRE XI

L'Hétairie, ses liaisons avec le gouvernement russe. La personnalité et l'action d'Ypsilanti.

On arrive ainsi à la première organisation grecque en vue d'une révolte pour la délivrance de la Grèce de sous le joug turc et à la création d'une Hellade libre, à la célèbre Hétairie.

Cette société, destinée d'abord à aider les jeunes Grecs à faire des études en Occident[1], n'a pas été fondée dans la Grèce proprement dite, sur le territoire actuel de cette « Grèce », qui correspond si peu à son territoire d'hier, beaucoup plus restreint, tel qu'il fut délimité avec parcimonie par la diplomatie européenne de 1830. Les provinces habitées par les Grecs ne formaient pas de pareils projets, grands, brillants et difficiles, bien qu'il y eût en Morée des révoltes tendant à inaugurer, d'après l'exemple de la Révolution française, des « assemblées primaires[2] ». Et cela non pas à cause de la surveillance étroite qu'auraient exercée les Turcs, à cause des craintes qu'on avait de leur vengeance sur la population. Sous ce rapport, dès le début, les conquérants furent très larges; même

1. Voy. la correspondance du prince de Valachie, Jean Caragea (Karatzas), dans la *Revista istorica* de Bucarest, année 1911, n° de juillet-septembre. Cf. Coray, *Lettres inédites*, p. 475.

2. *Ibid.*, p. 476.

lorsqu'il y avait des motifs de suspicion contre leurs sujets, ils ne doutèrent pas. Cette Morée, malgré son nom slave — car il vient sans doute de *Primorié*, « rivage de la mer », — contenait presque exclusivement des Grecs : 400.000 en regard de 15.000 Turcs et 4.000 Juifs[1]. Les premiers pouvaient-ils être surveillés par les derniers?

Au Phanar de Constantinople, si des coups mortels tombaient de temps en temps, ils n'atteignaient que des ambitions et des trahisons individuelles. Les îles de l'Archipel jouissaient d'une autonomie presque plénière, et, dès la guerre européenne de 1770, dès la chute de Venise, à la suite des nécessités d'approvisionnement furtif, déterminées par l'époque napoléonienne, les vaisseaux des insulaires, des « nésiotes », arrivaient jusqu'aux rivages de la France et de l'Espagne. Hydra, la ville albanaise, sise sur le rocher nu et escarpé, Spetza, Psara, dépassèrent bientôt en richesse, civilisation et conscience les régions les plus favorisées du Continent[2]. D'ailleurs les Turcs étaient tellement certains que le mouvement des raïas ne serait pas en état de faire péricliter l'avenir de leur Empire, qu'il est impossible de trouver chez eux quelque chose de ressemblant à la politique de ces États européens qui craignaient les nationalités et par conséquent les opprimaient. Dans les limites de leurs anciens privilèges, de leur organisation primordiale, les Grecs pouvaient agir à leur guise. On a vu le large développement pris par les écoles, et leurs fondateurs furent en grande partie des Phanariotes, du voisinage immédiat de la Porte : Démètre Mourousi était l'ins-

1. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, p. 249.
2. Cf. aussi le mémoire rédigé en 1803 déjà par Coray, dans les *Lettres inédites*, pp. 462-465.

pecteur général de celle de Kourou-Tschechmé[1]. Il n'y avait pas d'imprimeries grecques dans l'Empire turc, mais défense n'était pas faite d'en établir : les Turcs n'étaient hostiles à l'imprimerie qu'en ce qui concerne la diffusion du Coran, qui ne devait sortir que de la plume pieuse du calligraphe, et non pas souillé par la presse profane et triviale d'une machine typographique[2].

Mais la plupart des Grecs qui habitaient l'Empire turc, ou tiraient profit de son existence, comme princes, évêques, boïars, marchands, et répandaient la culture grecque, ne se faisaient aucune illusion qu'une autre vie aurait pu commencer pour leur nation que celle de protection et de miséricorde qu'aurait garantie un Sultan plus bienveillant envers eux que ses prédécesseurs.

Bien que le nombre des Grecs fût assez grand dans les pays roumains, des sociétés de cette espèce, pour la délivrance des Grecs, manquent complétement. Les princes du Danube surveillaient de plus près, ayant à leur disposition un territoire plus restreint et étant dénués de l'indifférence, parfois stupide, autrefois magnifique, du Turc à l'égard des intrigues qui se tissaient sous ses yeux. En politiciens orientaux de vocation et de métier, leurs ministres ne permettaient pas de pareilles associations; ils fermèrent, à l'époque de la Révolution française, qu'ils jugeaient contagieuse, même les cafés, où l'on pouvait parler sur trop de choses.

1. Rizo, loc. cit., pp. 53-54. Ses relations avec le professeur Benjamin, p. 65.

2. Cependant une imprimerie turque fut établie dans la deuxième moitié du XVIII[e] siècle. Elle fut fondée par des aventuriers de l'Occident.

Cependant les feuilles de l'Occident, françaises, allemandes, même les feuilles grecques de Vienne[1], pénétraient dans ces pays, mais seulement grâce aux profits matériels que retiraient les consulats autrichiens, les « Agences », de la poste et des abonnements.

Par ces voies les influences occidentales arrivèrent aussi parmi les Roumains, qui chantaient parfois, plus ou moins furtivement, des chansons révolutionnaires — « vive le son du canon » de la « Carmagnole » devint le mot roumain « filfison », (gommeux) — ; on se chuchotait à l'oreille les informations relatives à certaines choses de France ou des provinces gouvernées par les Français, et quelques chroniqueurs, de l'espèce de Denis l'Ecclésiarque, venaient ensuite pour les arranger de la manière indiquée ci-dessus.

Mais, si les sociétés de libération ne pouvaient se former dans ces régions, elles pouvaient et devaient être formées en Occident, où, après la chute du régime napoléonien, par les « carbonari » et leurs « ventes », on préparait en France et en Italie une nouvelle révolution contre les dynasties restaurées de l'ancien régime. Il y avait, d'un autre côté, aussi des groupes d'admirateurs des anciens Hellènes qui voyaient dans les Grecs d'aujourd'hui les descendants exclusifs et authentiques de ces Hellènes de la grande époque et les entouraient de leur amour pour l'antiquité, résultat naturel de l'éducation jésuite qui avait

1. En général les Grecs étaient protégés dans la monarchie autrichienne. A Vienne Zambélios publie la traduction du « Timoléon » d'Alfieri (Rizo, loc. cit., p. 139); à Kronstadt Comita et Néophyte Duca commencèrent la rédaction d'une Encyclopédie grecque en 12 volumes (*ibid.*, p. 153. Voy. aussi *ibid.*, pp. 93, 155).

pour base la culture classique. Tout cela contribuait à créer une atmosphère très favorable aux néo-Grecs.

Le fait que ces Grecs étaient représentés en Occident par des personnalités éminentes : Coray et même Constantin Stamati, qui possédaient la langue grecque classique et connaissaient à fond la philologie classique, la littérature et la philosophie hellénique, ajoutait beaucoup à la popularité de la nation. Le philhellénisme était donc très puissant dans tout l'Occident, et surtout en France, où résonnaient encore les vers d'André Chénier, né à Constantinople, d'une mère levantine, appartenant à la famille Lomaca[1], puis en Suisse, qui donna le grand protecteur financier du mouvement, le banquier Eynaud, en Allemagne, où Winckelmann avait fondé la religion artistique de l'antiquité, et enfin dans l'Angleterre de lord Byron, de Church, de Trelawnay. Même les gouvernements européens, qui étaient de plus en plus sous l'influence d'une tumultueuse opinion publique, étaient disposés à soutenir les descendants de Miltiade et Thémistocle, de Sophocle et de Platon. En France, qui avait pour consul à Athènes Fauriel, l'auteur du premier recueil de chants populaires des clephtes — tellement méprisés par les lettrés helléniques, — une pareille atmosphère favorable aux Grecs et à un éventuel mouvement de leur part était peut-être plus sensible qu'ailleurs.

Tout cela explique la formation à Paris d'une société d'Amis de la nation, composée de personnes qui vivaient dans ce milieu de sympathies pour les Grecs, des intimes de certaines personnalités mar-

1. Voy. les dernières pages de Gaston Deschamps, *Constantinople*, Paris, 1913.

quantes, de Napoléon lui-même, unis à des « philhellènes », comme Choiseul Gouffier, ancien ambassadeur à Constantinople et auteur d'un célèbre voyage en Orient, dans lequel, sans beaucoup de diplomatie, il prophétisait la catastrophe prochaine des Turcs. Cette Hétairie ne devait pas contenir seulement des Grecs, mais chercher avant tout à attirer les Occidentaux du côté des Grecs, tout en conservant le caractère indéterminé de l'association.

Il y avait donc un point de gagné : la victoire, par ces associations mixtes, contre l'ancienne répugnance grecque à l'égard des Européens hérétiques et, depuis quelque temps, aussi « athées », partisans de la philosophie du XVIII[e] siècle, réduisant Dieu à la plus simple formule mathématique, ce qui apparaissait aux Grecs comme une grande impiété (les deux Stéphanopoli, Maïnotes de Corse, envoyés en 1797-1788 par Napoléon vers les leurs du Taygète, effrayèrent les pauvres gens qui sortaient de leur église de village par leur doctrine sur la divinité[1]).

Une société mixte semblable fut essayée d'ailleurs aussi par certains consuls occidentaux fixés dans les villes de la Grèce, qui conservaient les souvenirs classiques des Hellènes. Tel, le consul français d'Athènes, déjà mentionné, Fauriel, auquel on doit aussi une société locale, d'un caractère archéologique et littéraire, ayant toutefois aussi une tendance politique, mais en tous cas incapable de provoquer une révolution.

C'est de cette manière que se préparait la renaissance politique de la Grèce, avec le concours de

1. *Voyage de Dimo et Nicolo Stephanopoli en Grèce*, I, II, Paris, an VIII.

tout le monde, et, lorsqu'on se représente les conditions de misère, d'obscurité, d'impopularité, d'isolement absolu dans lesquelles combattaient les paysans serbes pour regagner leurs droits, on est disposé à regarder avec une sympathie plus prononcée encore les efforts de ces derniers.

Les chefs de la société parisienne paraissaient impatients, et cela était naturel à une époque où l'Europe elle-même sentait les frissons d'une époque anormale. Pour la seconde fois, et pour toujours, Napoléon avait disparu, et les « restaurations » pesaient lourdement sur un monde habitué pendant longtemps à la liberté et à la gloire. Les éléments les plus hardis de la société culturale philhellène se détachèrent donc bientôt pour chercher ailleurs un foyer d'agitation qui était impossible, sous le régime de la Sainte-Alliance, en Occident.

On choisit la Russie, dont le Tzar était l'appui principal de cette Alliance, mais dans laquelle le sentiment public était absolument du côté des Grecs, et surtout parce que des centres importants, comme Odessa et les villes de Bessarabie, leur appartenaient en une large mesure, sans compter enfin qu'une partie de l'officialité était bien disposée pour eux, ou était du même sang. Sans nous arrêter sur les souvenirs de la dernière guerre, pendant laquelle le major Pangal avait organisé à Bucarest, ainsi qu'il a été dit, la « légion helléno-macédonienne », des vaisseaux russes avaient paru devant les trois riches îles de l'Archipel[1].

1. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 240-242. Il est regrettable que l'on n'ait pas de correspondances grecques de Russie.

Déjà en 1817 les Grecs de Russie avaient leur projet tout prêt et ils procédaient à sa réalisation. L'Albanais, de fait un Roumain du Mont Olympe, Georges ou Yorgaki (Iordaki dans les Principautés), capitaine des gardes du prince, ayant épousé une Serbe, mêlée à la révolution, vint chercher en Bessarabie Carageorges. L'ayant mené à Jassy, il lui fit prêter le serment révolutionnaire dans la maison même du prince Constantin Ypsilanti, alors réfugié à Kiev. Chargé de la mission « byzantine », étrangère aux buts nationaux serbes, le chef serbe se faufila à travers tous les dangers d'une longue route, pour finir misérablement à Semendrie, aussitôt arrivé chez les siens, sous le couteau des sicaires de Miloch[1].

Trois ans plus tard, de Paris, où les sociétés des carbonari, dans les obscures assemblées de leurs caves et de leurs chambres isolées, préparaient le combat pour la liberté, partirent donc des émissaires grecs, qui, comme le négociant Athanase Tzacalov, s'arrêtèrent à Odessa et commencèrent la propagande au milieu de leurs conationaux riches et entreprenants. Ils formèrent la société mystérieuse des « amis », Ἑταιρία τῶν φιλικῶν, avec des degrés d'initiation maçonnique, avec des consuls, des éphores et une Ἀρχή, un chef inconnu. D'autres émissaires quittèrent ensuite Odessa pour pénétrer dans les Principautés et à Constantinople même, créant ainsi deux grands foyers d'agitation. A Constantinople ils trouvèrent une immense multitude de Grecs qui avaient étudié pour la plupart dans les écoles supérieures de Smyrne, Chios, etc. ; le Phanar lui-même avait depuis

1. Yakchitch, ouvr. cité, pp. 372-378; Philémon, Δοκίμιον, I, pp. 7-9.

un siècle et demi des institutions supérieures et dans l'île voisine de Chalké florissait un gymnase d'une réputation générale. Ceux qui avaient passé sur les bancs de ces écoles n'avaient rien de plus sacré dans leurs désirs que l'aspiration de délivrer, d'après l'indication de Dimitraki Mourousi lui-même, le grand patron des écoles, le plus tôt possible la nation entière du joug des Turcs et de rétablir une Hellade tout aussi brillante, en ce qui concerne la civilisation, que son passé et tout aussi large, en ce qui concerne les frontières, que l'Empire byzantin.

Contre la révolution étaient cependant ceux qui vivaient d'une manière immédiate et permanente de la situation que leur donnait l'Empire ottoman, de même que la plèbe incapable d'idéal, après la longue démoralisation de la domination étrangère. Mais ces éléments aussi pouvaient être atteints par la contagion générale dans une certaine atmosphère, et les Phanariotes, ceux qui avaient vécu seulement pour l'intrigue et pour leur carrière de parvenus, les plus corrompus et les plus misérables des hommes sous le rapport de l'ambition, renoncèrent à tout pour servir la cause nationale : car parmi eux on trouve ceux qui avaient traduit la « Phèdre » de Racine (Dimitraki Mourousi), l' « Esprit des Lois », de Montesquieu (Iacovaki Argyropoulo), l' « Essai sur les mœurs » et le « Siècle de Louis XIV » de Voltaire (Nicolas Karadscha[1]). Un grand nombre de jeunes Phanariotes surtout étaient prêts à commencer un mouvement, même sous le couteau des Turcs. Le conseil tenu au mois de mars 1821 par le Patriarche avec son collègue de Jérusalem

1. Voy. A. R. Rangabé, *Précis d'une histoire de la littérature néo-grecque*, I, Berlin, 1877, p. 75 et suiv.

et quatorze archevêques comprenait Constantin Mourousi, Stéphanaki Mavroïéni et Scarlate Callimachi, des Phanariotes authentiques[1]. Les premiers qui furent sacrifiés sont : Scanavi, Michel Mano, Logothéti, Rizo, Photino, Michel Handscherli[2]. La liste des fuyards, qui, de Constantinople, cherchèrent refuge à Odessa, après les premières manifestations de la révolte et les premières mesures de répression, contient les représentants des meilleures familles phanariotes, de souches qui avaient donné des princes sur le Danube (Nicolas Soutzo, Handscherli, Karadscha-Caragea). En outre Constantinople était le grand centre commercial et les représentants de l'hellénisme de toute la Péninsule Balcanique s'y rassemblaient.

C'est de là que partaient donc les agents qui connaissaient « le grand secret » et étaient en état de parler aussi des choses qui se préparaient en Russie contre les Turcs pour la délivrance de la nation grecque. Dans cet état de choses, l'Ἀρχή pouvait être pour ces gens trompés, et qui désiraient l'être, le Tzar Alexandre I[er], ou du moins son ministre grec, son chancelier tout-puissant, le comte Jean Capodistria, né à Corfou, d'un père grec, chef du parti aristocratique de l'île, — auteur d'une constitution à la façon de Raguse pour les Iles Ioniennes, — et d'une mère d'origine albanaise, Diamantina Gonémi. Un homme élevé à Padoue, passé en Russie en 1807 et arrivé sur cette nouvelle scène à la situation de « conseiller privé et secrétaire d'État », couvert enfin des décorations de tous les États d'Europe[3]. Ajoutons qu'il

1. Rizo, loc. cit., pp. 84-85.
2. Iorga, *Acte si fragmente*, II, p. 573, n° 1; p. 574.
3. *Mémoires biographiques et historiques sur le comte J.-A.*,

avait son association secrète à lui, formée avec le Métropolite d'Arta, puis de Bucarest, Ignace, réfugié en Italie, et avec un Moldave devenu conseiller du Tzar, Alexandre de Stourdza. Les espérances de toute la nation s'élevaient donc vers lui.

Grâce à ces agents de propagande, tous les ports grecs furent conquis peu à peu par les affiliations de l'Hétairie. Mais plus utile pour ce mouvement devait être sa pénétration dans trois autres régions.

D'abord en Morée, qui jouissait d'une autonomie locale, ayant à sa tête des khodschabachis, indigènes chrétiens, de nationalité grecque, qui, se comportant assez bien avec les contribuables, jouaient le rôle de médiateurs entre Turcs et Grecs, s'interposaient entre maîtres et sujets, recueillaient les impôts des derniers pour les remettre aux premiers, s'enrichissaient de cette manière et formaient donc une aristocratie rurale et urbaine, très importante et très influente, qui avait tout intérêt à ce que le régime turc ne fût pas changé. Ils furent cependant aussi gagnés pour le mouvement, en dehors d'autres éléments moins intéressés, comme dans les villes, où les habitants, de petits marchands, de modestes artisans, qui possédaient des éléments de vie politique locale, furent accessibles à ces tentatives de séduction.

Mais ce qui contribua le plus à donner ici un contingent encore plus important à la révolution, ce fut

Capodistrias par André Papadopoulo-Vrétos, Paris, 1837, p. 1 et suiv. Selon lui il était question aussi du prince Caragea, réfugié en Italie, de Constantin Mourousi, d'Alexandre Maurocordato, comme chefs de la révolution (pp. 58-59). Cf. Gobineau, dans la *Revue des Deux-Mondes*, XXVI, p. 237 (cette étude et une autre sur la Grèce ont été réunies sous le titre indiqué plus haut).

l'existence de l'État des Sept Iles Ioniennes, l'Heptanésos, heptarchie qui, comme nous l'avons vu ci-dessus, était née des guerres de la Révolution française. Après la république vassale du Sultan, après l'occupation russe et le nouveau système constitutionnel, il y eut, grâce aussi aux instances de Jean Capodistrias au Congrès de Vienne, la domination anglaise. A la suite du régime plus libre de James Campbell, un nouveau gouverneur, Thomas Maitland (à partir de 1816), établit un « Conseil primaire », présidé par le baron Emmanuel Théotokis, et une Constituante de 40 membres, dont 29 élus; une Constitution fut décrétée dès 1817, et les assemblées qui aidaient le gouverneur se transformèrent en une Législative de 29 membres élus et 11 nommés et en un Sénat de 6 membres choisis parmi ceux de la Législative. Il y eut enfin un Tribunal suprême[1]. Le régime établi de la sorte, qui n'était pas dénué de principes libéraux et humanitaires, et même d'un certain respect pour l'hellénisme, devait être très contagieux pour les Grecs des autres régions. Les traditions vénitiennes, malgré la rédaction en italien du journal officiel, se trouvaient dans une décadence rapide.

Si les luttes entre l'aristocratie et la démocratie des « Carmagnols », qui continuaient leurs anciennes rivalités, comme du temps des Français et des Russes, produisaient des discordes perpétuelles; tout le monde avait cependant devant les yeux un idéal commun qui les reliait ensemble : la forme de la vie hellénique de jadis. Rappelons seulement, pour faire voir que ces îles jouaient à l'égard de la Morée le rôle cultural que joua la Transylvanie à l'égard des

1. William Miller, *The ottomane empire*, p. 58 et suiv.

Principautés roumaines, le grand nombre de personnalités marquantes de la civilisation grecque que donna cette région influencée sans cesse, à travers l'Italie, par l'esprit occidental : Spiridion Papadopoulos, l'historien de la guerre russo-turque de 1768 (Venise 1770), Michel Soummakis de Zante, qui donna une version du *Pastor Fido*, Moustoxidi, un historien de sa petite patrie, en attendant Zambélios, de Sainte-Maure (né en 1787), qui traduisit Alfieri, puis les grands prédicateurs, comme Eugène Bulgaris, de Corfou, Théotokis, natif de la même île. L'Université corfiote devait produire les chefs de la Grèce future, et l'Académie Ionienne, fondée en 1807, était aussi destinée à accélérer l'œuvre de civilisation dans la péninsule opposée.

L'échange des marchands entre les Sept îles et la péninsule de la Morée était tellement fréquent, qu'on s'explique facilement la rapidité avec laquelle les aspirations républicaines, révolutionnaires de ceux qui dataient, à la manière hellénique et jacobine, d'après les Olympiades, purent pénétrer en Morée, les intrigues d'Ignace d'Arta, abrité à Corfou, y aidant[1]. Les discours des agents de l'Hétairie trouvaient par conséquent souvent des esprits tout préparés et des cœurs enthousiastes.

Cette propagande s'étendit ensuite, par différentes voies, au milieu de ces îles grecques qui avaient toujours vécu librement et toujours en révolte contre l'autorité turque.

Il ne faut nullement croire, lorsqu'on parle de l'Empire turc au XVIII[e] siècle, que cet Empire ressem-

1. Gobineau, loc. cit., p. 237.

blait à l'État qui s'émiettait à la fin du XIX[e] siècle, à l'État de conduite unitaire, aux tendances centralisatrices, que créèrent spontanément, pour le malheur de leur pays et de leur race, les Jeunes Turcs préparant une République nationaliste appartenant à une seule race. La Turquie du XVIII[e] siècle se composait de provinces aux régimes spéciaux, ayant chacune sa situation particulière, qui dérivait d'une tradition séculaire. Les coutumes trouvées par les Turcs à leur arrivée étaient affectionnées par les sujets et commodes pour les conquérants; elles furent donc conservées. Souvent une vallée avait un régime, une autre vallée un autre, une ville vivait dans certaines conditions et la ville voisine dans d'autres, sans que cet état de choses provoquât de l'étonnement ou fît voir quelque danger.

Sans citer les communes étroitement unies de Souli, dont l'histoire a été écrite par Perhévos, et qui combattaient maintenant pour leur vie contre Ali-Pacha, des régions entières de l'Albanie et de la Macédoine avaient conservé leur autonomie de siècle en siècle, et surtout dans les montagnes, de la côte de la Mer Adriatique jusqu'au mont de l'Olympe, les robustes habitants avaient gardé sans interruption leur liberté, exerçant, comme les Albanais, jusqu'hier, leur métier de détrousseurs de grand chemin. Il y avait dans ces régions des bandes d'armatoles et de clephtes, Grecs, Arnautes, et assez souvent Roumains. Ils avaient leurs querelles qui les divisaient, les rapprochant tantôt d'un Pacha, tantôt de l'autre, mais dès que l'excitation des préparateurs de la révolution grecque eût pénétré jusqu'à eux, ils se réconcilièrent instinctivement.

Enfin, événement d'une grande importance, le cou-

rant pour la révolution était général dans les îles de l'Archipel.

Ces îles, Hydra, Spetza, Ipsara, Égine, Poros, et autres, avaient toujours eu une vie spéciale, qui leur fut extrêmement favorable. Les habitants vivaient patriarcalement, très heureux, jouissant de leurs danses, des fleurs dont ils s'ornaient, des riches vêtements dont ils se paraient, des brillantes cérémonies d'église. De la guerre de 1768, ils avaient conservé le souvenir de leur courte liberté octroyée par les Russes. A la suite de l'extension de leurs affaires commerciales, en Orient aussi bien qu'en Occident, ces insulaires jouèrent, ainsi que nous l'avons dit, un très grand rôle et arrivèrent avec le temps à se créer une véritable marine commerciale grecque pouvant se transformer à tout moment en une marine militaire, en une flotte puissante capable de défensive et d'attaque. Hydra possédait une ville « d'une élégance européenne, la plus belle alors de tout l'Orient », et l'île a pu être nommée « la petite Angleterre[1] ». Au loin, Chios, remplie d'établissements ecclésiastiques et scolaires, était « bâtie comme un jardin[2] ».

Nous avons déjà fait remarquer que les agents de la propagande hellénique pénétrèrent aussi dans les Principautés roumaines. Ils n'y trouvèrent pas cependant un terrain aussi favorable que dans d'autres régions, bien que les écoles supérieures grecques eussent travaillé depuis longtemps dans ce sens, pour

1. Thiersch, *Griechenlands Schicksale vom Anfang des Befreiungskrieges bis auf die gegenwärtige Krise*, Frankfurt-a.-M. 1863, p. 18.
2. *Ibid.*, p. 28. Cf. Lucien Davesiès de Pontès, *Notes sur la Grèce*, 1861, pp. 56, 172, 214 et suiv., 249 et suiv.

la science pure, il est vrai. mais aussi, involontairement, pour « la nation ». L'influeuce des « panépistimia » (collèges) de Jassy et Bucarest sur les boïars était restée très faible, et on ne compte pas d'autres élèves hellénisés des grands didascales Lambros, Néophyte Doucas, qu'un Zamfir ou Zénobius Pop de Sibiiu-Hermannstadt, qui écrivit sur la Métrique des anciens (Vienne 1808), un Grégoire Brâncoveanu, traducteur en grec du philosophe allemand Heineccius — sa belle bibliothèque, exclusivement grecque, se trouve actuellement à Brachov-Kronstadt[1], — et le juriste Nestor. Il n'y eut pas un seul des grands boïars roumains qui se fût déclaré sincèrement pour ce mouvement; pas même lorsque Alexandre Ypsilanti vint à Jassy et lorsque ses troupes se dirigèrent vers Bucarest, lorsque dans cette ville un professeur grec, suivi de ses élèves, promena par les rues de la ville l'étendard de la liberté hellénique : pas même alors les boïars ne s'émurent guère, sauf quelques jeunes gens, séduits par les souvenirs classiques. Le reste de la classe supérieure, ainsi que la grande masse du peuple roumain, resta indifférente à la propagande grecque. Un coup terrible, qui, dès le début, signifiait la ruine de ces grandes aspirations.

Les seuls protecteurs de la révolution grecque devaient donc être les princes, ces Grecs qui avaient toujours vécu dans un milieu grec, qui étaient certains de retourner parmi les Grecs de Constantinople et qui, en dehors de tout cela, étaient influencés par les membres les plus jeunes de leur famille, pouvant être plus facilement impressionnés par les brillants

1. Voy. *Annales de l'Académie Roumaine*, XXVIII, p. 521 et suiv.

rêves qu'on faisait miroiter devant les yeux de tous. Michel Soutzo, prince de Moldavie, et Alexandre Soutzo, prince de Valachie, acceptèrent donc d'entrer dans l'Hétairie. Le premier était un mignon du favori Halet-Effendi. Il était parvenu au trône par les moyens les plus répréhensibles; l'autre prince n'était qu'un vieillard peureux, avide d'argent, torturé par les maladies, sentant sa fin proche, et qui y fut poussé, à ce qu'il paraît, par certaines personnes du voisinage de sa Cour. En Moldavie, la place de confiance près du prince était occupée par un chaleureux affilié de l'Hétairie, Iacovaki Rhizo Néroulos, spirituel auteur de vers, de comédies satiriques, de tragédies, ainsi que de travaux d'histoire et d'histoire littéraire, qui se faisait un titre d'honneur de démontrer que les Phanariotes, calomniés avec tant d'acharnement, sont en état de sacrifier pour l'Hellade future[1].

Le second élément favorable au mouvement et qu'on put gagner dès le début, était une partie du clergé : l'higoumène de l'église des Trois Hiérarques de Jassy et, en Valachie, Hilarion, évêque d'Argech, un bon vivant, d'un commerce très agréable, spirituel, aussi quelque peu corrompu, plein d'intelligence et d'expérience dans les intrigues, lisant des vers grecs à la mode et la littérature philosophique.

En laissant de côté l'élément flottant des marchands, des apprentis de commerce, des aventuriers grecs réfugiés sur le Danube, des didascales et des pédagogues des écoles des deux Principautés, il y en avait un troisième encore, plus consistant, celui formé par la garde albanaise des princes et où la propa-

1. Cf. notre étude sur « le romantisme dans le Sud-Est de l'Europe » (« Études roumaines », II).

gande grecque fut aussitôt acceptée par les chefs des Arnautes, le capitaine Yorgaki que nous avons dit originaire de l'Olympe, Farmaki, Guentscho, le délibacha Mihali et ce colonel ou « bimbacha » Sava qui avait épousé la veuve de Haïdouk-Véliko, parenté significative. Du reste, sous le drapeau, contraire à Ypsilanti, de Tudor Vladimirescu, marchaient Matschédonski et Hadschi-Prodan, des Serbes prêts à combattre sur cette place aussi pour la liberté chrétienne. Ypsilanti lui-même avait reçu des offres de collaboration de la part du Serbe Mladen et du Bulgare Pano Hadschi-Christo, qui lui parlait des préparatifs de la Bulgarie entière, des 300 Bulgares armés, avec 75 barques, qui l'attendaient à Zimnicea[1]. Quant au cnèze Miloch, il avait catégoriquement refusé tout appui[2].

De leur côté, les consuls de Russie aidèrent à relever le courage de la plupart de ceux qui hésitaient encore et n'auraient pas donné leur adhésion sans ce caractère officiel que prêtait à la conspiration l'immixtion des chancelleries russes. Ce fut grâce à cette intervention des consuls que Théodore de Vladimiri, ou Théodore Vladimirescu, le représentant des aspirations sociales et nationales du peuple roumain en 1821, consentit à s'unir aux organisateurs de la révolte grecque en Valachie, contractant un engagement formel avec le capitaine Yordaki et avec le consul Pini. Ce ne fut que plus tard, lorsqu'il se rendit compte de ce que signifiait cette décision, lorsqu'il saisit le but que poursuivaient les Grecs et les dommages qui pouvaient en résulter pour sa patrie, qu'il comprit que

1. Aricescu, *Histoire de la Révolution roumaine de 1821* (en roumain), I, pp. 155-156, 158.
2. Voy. l'étude de M. Gavrilovitsch sur ce prince.

sa voie devait être différente de celle des étrangers[1].

De cette manière une vaste organisation s'était étendue de Paris à Taganrog, d'Odessa et Kichéniev-Chichinaou, en Bessarabie, au cap Matapan, sur toutes les provinces de l'Empire ottoman.

Alors, pour donner le premier coup, pour se mettre à la tête du mouvement et élever le drapeau de la révolte, se présenta le fils du prince Constantin Ypsilanti, — mort à Kiev, en exil après avoir préparé toute sa famille pour la guerre libératrice, — et de Safta Vacarescu[2], proche parente d'un poète roumain, cet Alexandre, général russe, qui avait perdu un bras à la bataille de Kulm. Ce n'était pas du tout une personnalité supérieure et pas même un homme énergique, bien qu'il soit injuste de l'affubler de l'épithète de poltron, pour le fait qu'après la défaite de Dragachani, il passa en Autriche. Ce n'était pas un beyzadé dégénéré de quelque Phanariote corrompu de Constantinople. Son père avait été l'homme que nous connaissons, celui qui rêvait d'être roi de Dacie et de Serbie, *par* les Russes, mais non pas *avec* les Russes, qui lui-même avait hérité de son père, le prince Alexandre, de grandes qualités de gouvernement.

Jusqu'au moment où il passa en Moldavie, contrairement aux intentions du Tzar, qui ne voulait pas à ce moment d'une guerre contre les Turcs, Alexandre Ypsilanti fut au premier rang des personnes qui jouissaient d'une large faveur à la Cour et d'une grande popularité dans les cercles militaires. A son départ,

1. Voy. notre brochure « Le prince Tudor de Vladimiri », dans la bibliothèque « Steaua » (en roumain).
2. Son portrait, dans C. G. Manu, *Famille Mano*, Bucarest, 1907, p. 406.

l'impératrice Élisabeth, femme d'Alexandre I[er], se séparait de lui connaissant parfaitement bien le but de son « expédition, ajournée de jour en jour », et elle donna les avis nécessaires au comte Wittgenstein, commandant des troupes russes en Bessarabie[1]. Il ne faut pas oublier que c'est de cette province qu'était parti, quelques années plus tôt, pour une mort qu'il ne soupçonnait pas si prochaine, Carageorges[2].

Il était question d'une invasion de l'autre côté du Pruth pour la date du 24 novembre 1820 — Ypsilanti avait été choisi au mois de juin comme chef du mouvement, — et elle fut retardée par des motifs qui ne sont pas suffisamment connus. Le 22 février (6 mars) 1821, un nouveau retard étant impossible, en raison de l'état d'esprit des partisans, il passa le Pruth, avec ses frères Nicolas et Georges, avec le colonel Georges Cantacuzène, de la branche moldave établie en Russie, et avec d'autres conspirateurs. Ils annonçaient l'arrivée prochaine de deux divisions russes, qui ne devaient jamais partir[3].

Ce qui rendit impossible la réalisation de tous les projets et amena l'insuccès de la tentative révolutionnaire, laissant de côté la question du mouvement roumain séparé qui annihila la base d'action sur le Danube, fut le manque complet d'esprit réaliste chez Alexandre Ypsilanti. Il ne savait pas, dans ce moment décisif, ni les forces dont il pouvait disposer, ni la vraie situation dans les pays où il entrait, ni la prépa-

1. Nos *Actes et fragments*, II, p. 562, n° 1.
2. Cf. Philémon, Δοκίμιον ἱστορικὸν, I, Athènes, 1859, p. 349 et suiv. Il avait aussi des relations avec l'évêque de Philippopolis (Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, p. 244).
3. Hurmuzaki, *Documente*, X, pp. 111-112, no. CXLVIII.

ration effective de Constantinople et de la Morée, ni les hommes sûrs avec lesquels il pouvait correspondre dans ses régions. Il était dans l'état d'esprit heureux, mais dangereux qui sera celui des révolutionnaires roumains de Bucarest en 1848, des jeunes gens de peu d'expérience qui croyaient pouvoir accomplir sans aucuns moyens de grandes choses. Il paraissait croire qu'il suffit de faire voler sur son étendard le phénix de la résurrection hellénique pour que tous les chrétiens de l'Empire ottoman se soulèvent et le soutiennent. Il se voyait déjà Empereur byzantin, faisant capituler Constantinople devant lui, dépourvu d'argent et d'armées. La réalité lui apparut subitement, et le brisa.

A Jassy il avait tué quelques pauvres Turcs innocents et avait dépouillé des banquiers comme André Pavlou, de sa propre nation. Au bout de quelques jours tout le monde était contre lui, et la bénédiction du sabre révolutionnaire, aux Trois Hiérarques, par le Métropolitain Benjamin Costachi lui-même, qui croyait déjà voir les Russes s'avancer à la suite de l'avant-garde de ces audacieux, ne servit à rien. Les Saints Empereurs qui figuraient sur son drapeau, Constantin et Hélène, n'étaient pas bien pressés de prendre possession de leur ancienne Capitale byzantine. En quelques jours se forma contre les Hétairistes l'état d'esprit haineux que l'on peut constater dans les imprécations versifiées du poète moldave Alecu Beldiman. Ayant envoyé, de Târgu-Frumos, son frère Alexandre en Morée, le généralissime de la révolution se dirigea vers Focchani, où se forma, après le massacre des Turcs de Galatz, « le bataillon sacré » des « mavrophores », décider à périr dans le combat pour la liberté. Les habitants de Ploïechti opposèrent

la force à l'entrée de l' « armée hellénique » et consentirent seulement, tout en restant armés, à recevoir les soldats de Guentscho et de Mihali. Au lieu de faire son entrée solennelle à Bucarest au milieu des acclamations, — la population effrayée s'était dispersée en fuyant, — Ypsilanti s'arrêta le 25 mars dans le château des Ghica, à Colintina, laissant la ville entre les mains des seuls Albanais, qui lui étaient restés fidèles.

Il savait maintenant que, dans le congrès tenu à Laybach par les souverains de la Sainte Alliance pour le maintien de la paix, pour la lutte contre le mauvais esprit des révolutionnaires, Alexandre Ier l'avait désapprouvé sévèrement, par la plume même de Capodistria. Tudor Vladimirescu avait soulevé, dès le mois de janvier, les habitants de l'Olténie, ses anciens pandours, ses compagnons de combat contre les Turcs, du temps où il était officier russe, de même que les bandes serbes, qui, avides de pillage, s'étaient associées à lui. Il avait brisé toute opposition de la part de la lieutenance princière nommée par Scarlate Callimachi, le successeur déjà choisi d'Alexandre Soutzo, et, après avoir occupé les monastères de la montagne, il avait avancé jusqu'à la lisière de la Capitale valaque, fixant son camp près du couvent de Cotroceni dès le 16-28 du mois. Et même il avait fait une entrée princière à travers les rues de Bucarest, sous le drapeau bleu à l'aigle valaque qu'il avait depuis longtemps préparé et qu'on conserve encore. Il avait pris résidence enfin dans la maison de Zoitsa Brâncoveanu, la mère de l'helléniste ci-dessus mentionné, gardant dans ses proclamations une attitude dont l'énigme était chaque jour plus manifeste, d'autant plus que les vieux boïars, les partisans de Pini, avaient signé auprès de lui la

pétition des droits, adressée à la Porte, et que Miloch se montrait prêt à soutenir la cause des Roumains, lorsqu'ils élevaient des prétentions pareilles à celles qui avaient réussi aux Serbes[1].

Tudor demandait au « beyzadé », dans lequel il respectait le prince, de lui prouver que la Russie soutenait son action. Au cas contraire, il lui « conseillait » de ne pas entrer dans la ville « car », disait-il volontiers dans l'intimité, « je ne suis pas du tout prêt à verser pour la Grèce le sang des Roumains[2]. » Cependant Mihali et Guentscho pénètrèrent aussi, avec les troupes venues de Ploïechti, dans la résidence valaque et prirent leur quartier au palais métropolitain, la demeure réservée pour les hôtes de distinction, le soir du 22 a. st. Le 23, les boïars approuvaient cependant l' « initiative » de Tudor, comme « utile et libératrice », et il obtint enfin la certitude qu'Ypsilanti était désapprouvé par le Tzar, ce qui l'amena à forcer encore plus la note de soumission envers la Porte, *par laquelle il croyait pouvoir gagner en Valachie la situation de confiance qu'avait gagnée en Serbie, de cette façon, par des déclarations de soumission et des pétitions de droits pour sa nation, Miloch, son exemple vivant*[3].

Le 29, afin d'éviter justement un choc avec Ypsilanti, Tudor se retira de nouveau à Cotroceni. Après avoir contraint les bourgeois de Bucarest à lui fournir un emprunt, Ypsilanti lui-même quittait Colintina à son tour pour se diriger vers Dragachani, par crainte

1. Selon les rapports inédits du chancelier de l'Agence de Bucarest, Udritzki, dans ma brochure « Le Prince Tudor » (en roumain), p. 75.
2. *Ibid.*, p. 76.
3. *Ibid.*, pp. 85-87.

des Turcs, dont l'arrivée prochaine était certaine. Mais Tudor prenait des mesures formelles pour la défense de Bucarest, il osait formuler la demande que les princes grecs, qui correspondaient avec les Turcs de Serbie, ne fussent plus envoyés par la Porte. En même temps il écrivait au beyzadé, le 10 avril, dans les termes francs que lui avaient inspirés les lettrés de son entourage, appartenant à l'école du moine Naoum Râmniceanu, auteur de la théorie « dacique » : « Que peuvent avoir de commun en effet les Daces et les Hellènes? Que peuvent attendre les Daces du bon état futur des Hellènes? Notre pays était libre et tranquille sous la protection d'un Empereur bienveillant, et il jouissait largement de ses privilèges. Le peuple appauvri ne peut plus soutenir cette armée qui retarde sans cesse son départ. » Les positions stratégiques autour de Bucarest furent donc occupées par des troupes dont la fidélité était certaine.

Mais les Turcs ne voulurent pas reconnaître Tudor, et, à leur approche, le 15 mai, il quittait la ville, qui resta au pouvoir de Sava, plus personnel que jamais dans son action. Aussitôt une troupe de soldats impériaux fit son entrée. Les paysans se retiraient, par la voie de Pitechti, vers l'Olt, lorsque les Serbes livrèrent Tudor entre les mains de Yordaki, c'est-à-dire entre celles d'Ypsilanti, qui, sans aucun scrupule, le fit tuer (27 mai v. st.). Le 7-19 juin, l'armée grecque entière était écrasée à Dragachani et celui qui, trois mois plus tôt, croyait être empereur à Byzance, perdant tout espoir, se faufila jusqu'à la quarantaine autrichienne, pour être pris et enfermé pendant des années dans la prison politique de Munkacs. On n'avait pas perdu un millier d'hommes dans ce petit

combat qui fut, malgré des actes d'héroïsme isolés, une grande honte.

La lutte fut plus opiniâtre à Sculeni, sur les bords du Pruth, contre les Turcs venus de Braila, de la part des hétairistes restés en Moldavie, qu'avait quittés, pour passer en Russie, leur chef, Georges Cantacuzène. Ils périrent en grande partie sous les yeux des Russes, rangés de l'autre côté de l'éau, le 17-29 juin. Au monastère de Secul, dans les montagnes de Neamts, Yorgaki et Farmaki résistèrent quelques jours aux bandes des Turcs qui les poursuivaient, et, après la capitulation du dernier, qui devait périr à Constantinople, Yorgaki lui-même mit feu aux poudres et sauta le 23 septembre (vieux style). Dès le mois d'août, Sava, avec tous les siens, avait été détruit par trahison, selon les ordres du gouverneur de Bucarest Kéhaïa-bey, le « lieutenant » du Pacha de Silistrie.

Les Principautés roumaines avaient donc été pacifiées.

CHAPITRE XII

L'Albanie d'Ali-Pacha et le mouvement des Grecs. Commencement du mouvement révolutionnaire en Morée.

Outre les Principautés, où les attendait une si grande déception, les révolutionnaires avaient pensé aussi, sauf peut-être l'orgueilleux Ypsilanti, à un nouvel appui. Ce devait être celui des Albanais, dont la destinée, du reste, fut d'être toujours le soutien des causes étrangères. Dès leur apparition dans l'histoire, leurs forces servent à établir d'autres organisations d'État et à accélérer d'autres développements nationaux. Auxiliaires des Bulgares, pour les aider à établir leur second Empire, celui d'Ochrida, ils furent de la plus grande utilité aux Normands, dans leur tentative de domination dans la Péninsule Balcanique, recevant de leurs mains des évêques, prenant les noms de baptême de ces maîtres : c'est ainsi que, d'après le nom de Charles d'Anjou, fut nommé un des chefs des Albanais, le seigneur, déjà cité, de Durazzo, au XIV[e] siècle, Carlo Topia (Thobie). D'autres restèrent sous la conduite avide de Venise. A la débâcle de toutes les anciennes organisations politiques au moment où paraissaient les Turcs envahisseurs et conquérants, les Albanais fondent des principautés, dans des vallées isolées, comme celle des Balchides, Roumains d'origine et Slaves de langue, de Coïa Zaccaria, de Ghin Zénébissi, du

célèbre Scanderbeg, sans rappeler de nouveau les tribus qui portent seulement le nom de leur chef[1]. Plus tard, ainsi qu'on l'a vu, s'établirent dans le despotat d'Arta, d'origine grecque, de domination plus récente serbe, des seigneurs albanais de la famille Spatas, mais la langue employée dans l'Église et dans la rédaction des actes publics est étrangère : parfois slave, et, dans le despotat, grecque. Même lorsque, dans leur plus grand essor, ils inondèrent l'Hellade, le résultat ne fut que celui d'accroître le nombre des Grecs d'aujourd'hui. Les Albanais de Hydra devaient contribuer par leur héroïsme audacieux aux fastes de gloire de la résurrection hellénique. De ces Albanais, qui jusque dans ces derniers temps pouvaient être reconnus dans l'île d'Égine, dans Athènes elle-même, conservant leur langue — l'historien Finlay les retrouva sur les marches mêmes du Parthénon[2] — l'école primaire grecque du nouvel État fit de purs Hellènes.

Dès l'arrivée des Turcs, les hommes politiques les plus énergiques de l'Empire Ottoman furent sans doute les Albanais. Il suffit de citer le nom de deux d'entre eux, qui étaient sur le point de supprimer la vie indépendante de la Moldavie et de la Valachie, qu'ils voulaient transformer en de riches provinces gouvernées par les Musulmans. Ce sont les Grands-Vizirs des Sultans Mourad III et Mohammed III, à la fin du XVIe siècle, Sinan et Ferhad, deux personnalités absolument distinguées, douées des qualités des grands hommes d'État, mettant au service de con-

1. Voy. pp. 24-25 (Jourassévitsch, Pastrovitsch, etc.). Cf. notre *Brève Histoire de l'Albanie*, Bucarest, 1919.

2. Davesiès de Pontès compte 20.000 Albanais à Hydra (ouvr. cité, p. 56).

ceptions plus vastes une force de corps et d'âme en mesure de les réaliser. Ils travaillaient souvent indépendamment du Sultan, qui vivait dans sa ville de Constantinople, renfermé au milieu des plaisirs, à l'ombre de la puissance de ces deux grands conseillers.

Sinan-Pacha fut vaincu à Calugareni en 1595, et, étant tombé sur le pont du Neajlov, fut en danger de mort. Mais, s'il ne réussit pas de ce côté, en combattant contre Michel le Brave, prince de Valachie, sa figure n'en est pas diminuée, car quiconque aurait été à sa place, dans les circonstances où fut livrée la bataille, n'aurait pu agir autrement. Et, de même, il ne porte pas la responsabilité de la grande guerre entre Autrichiens et Turcs, sur le fond de laquelle se détachent les luttes du prince Michel, et où l'Empire ottoman prouva qu'il n'était pas en état de soutenir cette courageuse offensive. Après Sinan et Ferhad, ces contemporains et rivaux, on a les deux Vizirs Keuprili, qui, d'une famille albanaise fixée en Asie Mineure, renouvelèrent l'Empire à l'époque où, vers la moitié du XVIIe siècle, la Maison d'Osman ne pouvait plus donner des Sultans capables de conduire les armées et de poursuivre une action politique.

Au XVIIIe siècle, la famille albanaise des Bouchatlia donna un Moustafa de Scutari, dont le rôle, dans la guerre entre Russes et Turcs, ne fut pas sans importance. Le dernier qui représenta avec éclat les talents militaires et politiques des Albanais fut Ali-Pacha de Tebelen, ou Teleben, qui, dans la conception des Grecs de 1821, devait être un des principanx appuis de leur révolte. Certains parmi les chefs intellectuels de la nation voyaient en lui le futur « roi » de la nouvelle Hellade. C'était un homme extraordinaire cer-

15

tainement, à la façon dont les hommes de sa trempe se présentent en Orient. Sévère et doux, violent et perfide, barbare et ami de la civilisation, jetant les prisonniers aux bêtes et conversant avec les didascales grecs sur l'avenir de leur peuple, musulman opiniâtre, sounite fanatique et cependant derviche pieux et ami des derviches, d'un côté et, de l'autre, intime des consuls d'Europe, protecteur de tous les renégats utiles, introducteur des règlements militaires et des systèmes politiques de l'Occident, il paraît curieux, indéchiffrable seulement pour celui qui ne connaît pas l'Orient, tout aussi plein de contrastes que la réalité, que la nature elle-même.

Sa vie reproduit, avec les variations personnelles inévitables, celle de n'importe quel *signorotto* albanais du XIVe et du XVe siècle ; il est même au service d'une concentration nationale instinctive, servie par de grands efforts d'intelligence, par une continuelle tension de la volonté et par des crimes odieux dont l'horreur ne pouvait être ressentie dans un pays où la vie humaine est presque sans valeur. A l'aide de ses Albanais et des clephtes des environs, il se saisit de Gardiki, pour y satisfaire une ancienne vengeance de famille, de Delvino, où son beau-père avait été le maître, — mais la parenté ne signifiait pour lui rien autre que le prétexte pour quelque terrible vendetta. Du reste, le succès le réconcilia avec l'officialité turque, au moment où elle combattait par des concessions les tendances d'autonomie du second Bouchatlia de Scutari. Nommé Pacha de Tricala, il obtint bientôt la permission de chercher à remplacer celui de Janina, conservant aussi plus loin ses relations avec le maître déjà cité de l'Albanie septentrionale, qu'entouraient, de leurs compliments et de leurs offres, les Autrichiens

aussi bien que Venise[1]. Après la disparition de Bouchatlia, il lutta pour son propre compte, appuyé sur la nouvelle artillerie que lui avait préparée Ibrahim-Mansour, un renégat français, pour la possession de Delvino, puis de Souli, qui lui résista héroïquement jusqu'en 1803.

La Porte, ayant reconnu toutes ses conquêtes, lui donna la charge de nettoyer la Roumélie, envahie par les Kirdschalis; le Pacha de Salonique fus mis sous ses ordres[2]. Ses fils conduisirent, sur le Danube, pendant la guerre de 1806-12 contre les Russes, des contingents pareils à ceux des princes tributaires, ainsi que le faisait, du reste, aussi le beg de Serrès, vrai maître de la Macédoine occidentale indépendante. Un de ces fils, Véli, devait obtenir, par un mariage, l'héritage du Pacha de Scutari. Mouctar[3]; l'autre fils, prit Bérat et devint, par la possession d'Avlona, le dominateur du rivage. Lépante, Volo, Négrepont, la Morée furent confiées à la famille; les défilés de la montagne lui appartenaient. Parga fut cédée à Ali en 1819, « conformément au traité », par les Anglais[4]. Peu à peu les territoires grecs se réunissaient entre les mains du puissant Pacha et de ses fils, auxquels les agents étrangers inspiraient aussi ces ambitions royales[5].

Celui qui prépara sa perte fut le Sultan lui-même, Mahmoud, désireux de briser, une fois pour toutes, ces dominations locales, dangereuses pour l'unité de l'Empire. Le favori Halet-Effendi, négligé par Ali,

1. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 64-66.
2. *Ibid.*, pp. 145-146 (avec la bibliographie).
3. Voy. aussi chapitre VIII, vers la fin.
4. Miller, loc. cit., pp. 62-64.
5. Iorga, *Geschichte des osmanichen Reiches*, V, pp. 224-226.

attisa la colère impériale. Mais le puissant Pacha de Janina refusa, résolument, en mai 1820, la soumission. C'est à ce moment que ses promesses envers les Grecs commencèrent à devenir plus alléchantes, et ils l'entourèrent pour le défendre, en octobre, contre l'ennemi personnel qui avait été envoyé pour l'abattre, Ismaïl Pacha-bey. Le 6-18 décembre, les Souliotes d'Alexis Noutzou et Marco Botzaris, Bociari, Roumain, capitaine de clephtes, conclurent un traité formel avec lui[1].

Mais, dans ces circonstances, Ali, renfermé étroitement dans sa capitale (il mourut le 5 février 1822, succombant à la trahison), ne pouvait plus rendre qu'un seul service aux Grecs : celui d'immobiliser la plupart des troupes de Courchid, nommé Pacha de Morée, dont les villes restaient par conséquent sans défenseurs.

Ali aurait-il soutenu, sans ce brusque revers de fortune, la cause hellénique? C'était pour le moins une naïveté de pouvoir s'imaginer qu'un pareil homme aurait pu être employé pour une cause étrangère, alors que sa vie entière avait prouvé qu'il savait employer lui-même, pour sa propre cause, les forces étrangères qui se trouvaient sous sa main.

Mais, si les Grecs conservaient cette illusion, ils avaient aussi leurs motifs, et ces motifs résidaient dans leur situation très difficile. Possédant l'Épire, en face des îles Ioniennes, qu'il convoitait, la Thessalie et la surveillance de la Thrace, qui aurait pu être plus que lui, Ali, le maître de la Péninsule Balcanique?

1. *Ibid.*, pp. 268-269. Cf. les détails, probables, sur un complot qui devait délivrer Ali de ses assiégeants dans Gobineau, loc. cit., pp. 247-249.

Mais, d'une certaine façon, Ali collabora à l'œuvre de restauration grecque. Sous sa conduite les éléments de combat des chrétiens gagnèrent un emploi qui les élevait et les organisait, leur donnant continuellement l'entraînement du soldat. Sa domination épirote signifie, pour ainsi dire, la découverte de tous les éléments révolutionnaires de l'Ouest de la Péninsule, qui n'abandonnèrent plus jamais les illusions de liberté qu'avait réveillées dans leurs âmes la participation à cette guerre permanente de trente ans.

En Morée, si exclusivement grecque, sauf quelques begs et spahis, sauf un petit nombre de marchands les chrétiens avaient aussi une solide organisation religieuse. Il y avait à cette époque cinq Métropolites, cinq archevêques, huit évêques, disposant d'un grand nombre de prêtres, presque tous de l'espèce d'Euthyme Vlachavas, que chante la ballade des clephtes. Comme dans les pays roumains, on se faisait ordonner prêtre souvent pour ne pas payer la capitation habituelle, mais cela n'empêchait pas le nouveau membre du clergé de mener la vie de travail et de combat des autres villageois.

La partie méridionale de la Morée avait, en outre, avec ses 45.000 habitants[1], dans 360 villages, une situation tout à fait spéciale, au point de vue politique aussi bien que géographique. C'était un coin isolé du monde, vivant d'après des usages archaïques. Ces paysans guerriers, soumis aux « vieillards » qui les jugeaient, comme les anciens « juges » roumains[2], et comptant quelques familles « voévodales » : Vitulo,

1. Stéphanopoli, loc. cit., II, p. 34.
2. *Ibid.*, p. 201.

Stéphanopoli, Cosma, Médicis, avec quinze capitaines[1], sont les restes des Slaves, qui pénétrèrent dans la Péninsule Balcanique jusqu'au cap Matapan. Ils parlaient un dialecte particulier, portaient un costume propre, que décrit, en 1715, l'auteur roumain de la chronique de l'expédition turque en Morée[2], et ils gardaient dans leur tempérament certaines qualités qui ne sont pas celles de la race grecque. Ce sont les Maïnotes, les habitants de la Maïna, « Le Magne » des croisés de France. Très sauvages et absolument insoumis, en continuelle guerre avec les Turcs débarqués sur leurs côtes, ils avaient contraint la Porte à leur octroyer, dès le XVIIe siècle, quand le beg Limbéraki épousa pour son argent Anastasie, veuve du prince roumain Duca, une organisation tout à fait particulière.

Après la paix de 1774, à la suite des combats provoqués par Orlov, le général de la Tzarine, en Morée, entre les Grecs, qu'il abandonna ensuite, et les Turcs, qui revinrent avides de vengeance, le régime des begs autonomes, bien que souvent sacrifiés, se conserva d'une manière plus parfaite encore. Le Capoudan-Pacha, l'amiral ottoman, avait seulement le droit de recueillir le tribut. A cette époque, en 1821, le beg était Pierre Mavromichali, dont l'âme représente un mélange de tartarinade indisciplinée, de soif de butin et de bravoure réelle.

De même que les Arnautes de la garde des princes roumains, que les clephtes albanais et roumains d'Ali-Pacha, que les insulaires, appartenant en grande partie à la même race albanaise, de Hydra, et peut-

1. *Ibid.*, pp. 199, 204 et la note 1; II, p. 172.
2. *Chronique de l'expédition des Turcs en Morée* attribuée à Constantin Dioikétès et publiée par N. Iorga, Bucarest, 1913.

être aussi d'Ipsara et de Spetza, ces Hellènes d'un caractère spécial pouvaient être considérés comme un appūi de la révolte, préparé de longue date.

En Morée, Alexandre Ypsilanti avait ordonné toute une administration intérieure, avec des épitropes et des chiliarques; ses agents, parmi lesquels l'archimandrite Grégoire Dikaios, avaient constitué aussi un comité de direction, à la tête duquel se trouvaient les évêques de Patras, Monembasie et Christianoupolis. Mais on ne pouvait pas arriver à une révolte, précisément parce qu'on avait promis la prochaine guerre russo-turque et le soulèvement de toutes les provinces habitées par les Grecs. Les Moréotes, dans leur assemblée de Vostitza, décidèrent donc d'attendre. En ce qui concerne la Maïna, le bey demandait de l'argent, et il avait l'ambition de présider le Sénat révolutionnaire, ce qui ne pouvait pas convenir à ceux qui savaient ce que devait signifier la descente de la montagne de ces guerriers de métier, dénués de tout scrupule. Et personne, dans ce petit monde isolé de paysans fixés sur leurs champs, d'artisans et de marchands pauvres, n'était bien aise de l'autre descente, celle des Rouméliotes de l'Olympe et de l'Albanie, qu'ils craignaient.

L'emprisonnement de quelques conspirateurs venus de Constantinople contribua cependant à la méfiance, qui devenait toujours plus forte entre les maîtres et les sujets du moment. Les chefs de la population, appelés à Tripolitza, la capitale du pachalik, par le lieutenant de Courchid, s'enfermèrent dans un couvent. Les clephtes commencèrent à essaimer autour de la ville. De la plupart des centres urbains, les Turcs se retiraient, poursuivis par les cris de la popu-

lation, qui déclarait que la vie commune avait cessé pour toujours. Des Grecs qui avaient servi sous Napoléon, en Égypte et ailleurs, des officiers qui revenaient d'Occident, comme Théodore Kolokotronis, excitaient les esprits. La forteresse de Kalavryta fut attaquée le 2 avril par une des bandes, au caractère et au but incertain, qui s'étaient formées. Dès la fin de mars, donc après l'arrivée de la nouvelle qu'Ypsilanti avait passé le Pruth, le Sénat de Mavromichalis s'établit comme organe dirigeant du mouvement à Kalamata. Dans l'attente de l'arrivée du chef, les trois îles se déclarèrent indépendantes, sous un capitaine, entouré de douze conseillers, et commencèrent à poursuivre les barques des Turcs. Samos devint un nid de pirates infatigables.

Le 25 mars (6 avril), ou deux jours auparavant, la révolte, c'est-à-dire la nouvelle vie de l'Hellade libre, avait été proclamée solennellement à Patras, par l'évêque Germanos, qui trouva des vaisseaux ioniens pour l'attaque de la forteresse et demanda, dès le commencement, l'appui de l'Europe. Athènes, propriété de la Sultane, tomba facilement entre les mains des chrétiens, des paysans des environs, bien que la citadelle — avec l'ancien Parthénon, — qui était très forte, résistât encore pendant longtemps; les consuls, un Fauriel, ce fondateur, en 1813, de la société des « Philomuses » — avec un anneau d'or et le nom d'Athènes[1], — un Gilford, un Gropius, n'avaient pas ménagé leurs conseils, ainsi que le firent certainement ceux de Patras, le consul de Russie en tête. Dans les défilés vers la Roumélie, les clephtes s'étaient rendus les maîtres. Leur chef était Odyssée,

1. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., I, p. 136.

qui se montrait tout aussi versatile que son homonyme chanté par Homère. Salone fut occupée par leurs bandes, de même que les trois péninsules de la Chalcidique. En Thessalie, le révolutionnaire fut un lexicographe, Anthime Gazis, qui organisa une nouvelle assemblée nationale. Les moines de l'Athos, parmi lesquels les Slaves étaient alors en très petit nombre, se rappelèrent l'enseignement national d'Eugène Boulgaris[1], reçu dans l'école, abandonnée depuis et ruinée. Les îles catholiques restèrent cependant fidèles au Sultan, et la Crète ne prit part au combat qu'au mois de juin. De même le sévère régime local retint les habitants de Chios, qui avaient d'anciennes traditions d'autonomie et un développement si important sur tous les terrains.

Tel était l'état des choses dans les provinces grecques au moment où la double défaite des Principautés mettait fin à la folle entreprise d'Ypsilanti.

1. Cf. notre *Geschichte des osmanischen Reiches*, V. p. 251 et suiv. et W. Miller, loc. cit., p. 71 et suiv. Sur Boulgaris aussi Gelzer, *Berg Athos*.

CHAPITRE XIII

Les Phanariotes et les efforts de délivrance.

L'intervention du Phanar pouvait être attendue à ce moment, de ce Phanar qui avait tant sacrifié pour les écoles et les églises, pour le développement cultural du peuple grec, auquel il avait donné, par son rôle politique dans les Principautés et par celui des boïars d'origine danubienne dans toutes les provinces de l'Empire Ottoman, un éclat supérieur.

Les Phanariotes pouvaient-ils jouer ce rôle? Ont-ils tâché de le faire? Leur action a-t-elle été bienfaisante pour les progrès du peuple dont ils faisaient partie, ou plutôt vers lequel ils revenaient maintenant aussi sous le rapport spirituel?

Quelques indications sur la formation et le progrès du Phanar sont nécessaires.

En Roumanie on n'aime pas les Phanariotes, et non seulement en Roumanie. Un Zallony, médecin de leurs princes[1], écrivait contre eux un livre éloquent et amer, qui a souvent été employé, pour des buts politiques ou non. On a reproché à cette classe, formée pour les carrières ecclésiastiques, nobiliaires, princières, et uniquement pour cela, d'avoir apporté au milieu des braves clephtes, des pieux évêques, des

1. Sur ses relations avec Coray, voy. les *Lettres inédites et opuscules divers* de celui-ci, pp. 359-360.

paysans simples, un nouvel esprit, malheureux, d'ambition, de rivalité, de mégalomanie, et surtout une insatiable avidité d'intrigue, qui eut les plus tristes conséquences pour l'Hellade renaissante.

De fait, les Phanariotes, qui partent d'Alexandre Maurocordatos, l'Exaporite, devenu un modèle pour ses fils, ses parents et les autres habitants du quartier grec privilégié, avaient en dehors de leurs défauts de grandes qualités.

L' « Exaporite » n'était pas un Constantinopolitain, mais bien un insulaire, dont le père avait vécu à Chios, une de ces îles où florissait plus librement, dans des formes chrétiennes presque républicaines, la vie du peuple grec. Nicolas Maurocordatos était devenu citoyen de Byzance uniquement par un mariage heureux avec cette Roxane, fille de Skarlatos, le begligdschi ou dschélep-bacha (chef des fournisseurs de bestiaux), — ses descendants s'intitulaient avec fierté : Maurocordatos de Scarlatti ou seulement : de Scarlatti, — qui n'apportait pas seulement une grande fortune, mais aussi des relations étendues et précieuses, notamment avec les pays roumains. En effet, la femme de Nicolas était la veuve d'Alexandre l'Enfant, le fils, mort tout jeune, en exil, à Constantinople, du grand prince Radu Mihnea[1], une de ses sœurs était mariée à un Rosetti, de la famille qui donna à la Moldavie le prince Antoine et le riche et influent boïar Iordaki Ruset. Dès 1630, le riche beau-père était mort[2], de sorte que Maurocordatos et ses

1. Voy. Alexandre G. Mavrocordato, dans l' « Arhiva soc. st. si literare » de Jassy, V, p. 170 et suiv. Le Livre d'Alexandre A. Stourdza sur les Maurocordatos ne doit être employé qu'avec précaution.
2. *Ibid.*, p. 183.

trois beau-frères se partagèrent l'héritage, très important, du plus riche Grec de l'époque.

Le savoir de sa femme est attesté par les contemporains. Il était, du reste, naturel pour la belle-fille du savant Radu Mihnea, qui avait fait des études à Athos et à Venise. Roxane lisait Xénophon, Thucydide et les anciens rhéteurs[1]. *Ainsi, dès le commencement du « phanariotisme », on rencontre ses trois caractères : les liaisons économiques et politiques dans la Constantinople des Turcs, avec toutes les perspectives qu'elles pouvaient ouvrir, les relations de famille et de situation avec les Principautés roumaines et un souci spécial pour la culture, pour cette culture hellénique à laquelle les Phanariotes contribuèrent essentiellement*[2].

Il n'est donc pas extraordinaire qu'Alexandre Maurocordatos, nommé ainsi peut-être en mémoire du premier époux princier de Roxane, reçut une éducation peu ordinaire. A Constantinople, il fut l'élève de Jean Karyophylle, Grand-Logothète de l'Église, auteur de précieuses notices sur cette époque; il se rendit ensuite à Padoue et fut peut-être le premier Grec ayant suivi jusqu'au bout, obtenant aussi le diplôme, le cours de la faculté de médecine de cette université, qui devait compter ensuite parmi ses étudiants les hommes les plus éclairés de l'Orient orthodoxe, en commençant par Constantin Cantacuzène le Stolnic pour aller jusqu'à Jean Capodistria, auxquels elle donnait une culture latine, occidentale, qui complétait leur personnalité spirituelle de la manière la plus heureuse. Gardant des relations étroites avec le Patriarcat à son retour — et ce fut le cas pour tous

1. *Ibid.*, p. 186.
2. Voy. le chaleureux plaidoyer de Rizo Néroulos, loc. cit.

les Phanariotes, — il occupa quelque temps les dignités de Grand-Rhéteur, et, après Karyophylle, de Grand-Logothète de la « Grande Église ». Il succéda enfin, comme Grand Interprète, au premier Grec introduit dans les intimités diplomatiques de la Porte, à Panaïotis Nikousios, homme très réputé en général et spécialement aimé par les Keuprilis (il était Chypriote, avait apporté des lieux de son origine, la connaissance des langues courantes en Occident et avait appris ensuite les lettres orientales auprès du grand théologien érudit de l'époque de Basile Lupu, Mélétius Syrigos, le favori de ce prince). Jusqu'à la fin de sa vie, avec des intermittences de destitution et des persécutions, Alexandre occupa cette place de confiance, dont il a tiré le surnom de l'« Exaporite » (ἐξ ἀποῤῥητῶν = *a secretis*), trouvant, entre ses nombreuses occupations, le temps pour écrire des livres d'école, appréciés comme des modèles, et une Histoire des Juifs, très admirée de son temps[1].

Sa femme, Sultane Chrysoskouléos[2], était la petite-fille, par sa mère, Cassandre, d'Alexandre Iliach, prince de Moldavie, et elle avait de la sorte le sang de Rarech et d'Alexandre le Bon. Dès le commencement, leurs fils furent élevés pour régner et, à la première occasion, on obtint pour Nicolas le trône de Moldavie, tandis que le mariage de son frère Skarlatos, mort jeune à Bucarest, avec une des filles du prince Brâncoveanu poursuivait sans doute des buts dynastiques dans cette autre principauté.

Quiconque liait des relations de parenté avec la

1. Voy. aussi les notes d'Athanase Comnène Hypsilantis, publiées par Papadopoulos-Kérameus, dans Hurmuzaki, XV, pp. 165-166.
2. *Ibid.*, p. 255.

famille de l'Exaporite pouvait aspirer dorénavant aux trônes roumains, à peu d'exceptions, comme ce fut le cas pour Michel Racovitsa et de ses fils et pour Jean Callimachi-Calmachoul, dont le fils Grégoire épousa cependant une princesse Maurocordato pour établir les relations nécessaires. Ainsi le firent aussi d'autres nouvelles souches princières : les Hypsilanti, Mourousi[1], — Hélène Hypsilanti épousa Zanetto Mourousi, de Trébizonde[2], et Alexandre Hypsilanti fut le mari de Catherine, fille de Démètre et sœur du prince Constantin Mourousi, elle-même étant aussi la fille d'une descendante de Nicolas Maurocordatos[3], — les Soutzo, les Handscherli, les Karadscha, et ainsi l'avaient fait dès le commencement les Ghica, par le mariage de Mathieu, fils du premier prince du nom de Grégoire Ghica, avec une seconde Roxane, fille d'Alexandre Maurocordato. Ce monde phanariote s'enrichissait du reste continuellement par les afflux venus de provinces assez éloignées, où l'on ne peut pas dire que l'intrigue était cultivée depuis des siècles, Ainsi, Yakovaki Rhizo, le beau-père du prince Grégoire Ghica, est originaire de Chios, et de la même île viennent les Scanavi, qui s'élèvent dans les derniers temps de l'époque phanariote. Les Mourousi et les Hypsilanti arrivent des montagnes de Trébizonde, ayant, selon des témoignages contemporains, aussi du sang laze. Les Callimachi sont les descendants d'un paysan d'Orheiu, en Bessarabie, et d'une femme de Câmpulung,

1. Sultane, fille de Nicolas Maurocordatos, fut la femme de Démètre Adamaki Mourousi; *ibid.*, p. 172.

2. *Ibid.*, p. 170.

3. *Ibid.*, p. 172. Pour les autres familles on peut fixer des relations de parenté pareilles.

en Bucovine, tous deux des Roumains authentiques.

Nicolas Mavrogheni (Mavroyéni), prince de Valachie, est originaire de l'île de Mycône, et il a tout le tempérament des insulaires guerriers. La lignée des Soutzo a pour ancêtre un laitier du village de Litrais, près de Constantinople. Les noms turcs de Karadscha et Handscherli — fabricant de poignards : handschars — montrent clairement une origine asiatique.

Ils n'étaient donc pas Grecs par leur sang, d'autant plus qu'ils recherchaient des alliances avec les héritières roumaines des deux Principautés, qui leur apportaient des terres, des relations précieuses et une certaine popularité. S'ils parlaient le grec, ils connaissaient tout aussi bien l'italien et assez bien le français (le prince Alexandre Jean Maurocordatos, le poète déja mentionné, eut pour première femme une Française, qu'il épousa à Saint-Pétersbourg, la fille de son professeur)[1]. S'ils rêvaient de leur « patrie », on ne peut pas leur supposer, généralement, des sentiments nationaux grecs : Nicolas Maurocordatos lisait avec plaisir les chroniques moldaves et, se sachant d'ancienne provenance princière, il ordonna de les réunir en un « corpus » de récits non interrompus; Constantin, son fils, introduisit de fait la langue roumaine dans l'Église, et on a vu l'idée que s'était formée sur l'avenir du monde oriental un Alexandre Hypsilanti. Les relations avec les Russes n'avaient au commencement d'autre but que celui de s'assurer, avec le concours des ambassadeurs et des consuls, leur situation. Tout au plus si, dans les vers écrits à la mort de Théotokis,

1. *Ibid.*, p. 166.

cet Alexandre Jean Maurocordatos, élevé en Russie, où il se retira pour terminer sa vie, mentionne aussi l'Hellade, à laquelle il ne donne pas un sens « patriotique » ; ce qu'il a écrit encore, ses vers lyriques, ses pastorales, ses énigmes, auraient pu être l'œuvre de n'importe qui, de n'importe quel pays, dans n'importe quelle langue.

La fidélité envers les Turcs était non seulement une double question d'intérêt, mais aussi une tradition immuable. Les Maurocordatos, jusqu'à cet Alexandre le « Phiraris », influencé par son éducation russe, furent des modèles sous ce point. Il n'est pas du tout prouvé qu'Alexandre Ghica, qui fut décapité après la paix de Belgrade, et Grégoire, son fils, sacrifié par les Turcs en 1777, étaient vraiment coupables de liaisons interdites avec les ennemis de l'Empire. Le meurtre de Grégoire Callimachi fut un horrible abus, celui de Handscherli, une conséquence des plaintes d'un pays tondu de trop près. Les frères Callimachi périrent innocents au cours de la Révolution sans qu'une preuve pût être apportée contre eux ; Caragea, passant en Italie, ne fit que défendre sa vie menacée. Si Alexandre Soutzo avait été absolument dévoué à l'Hétairie, on n'aurait pas parlé de son empoisonnement au profit de la « cause », et, si Michel Soutzo avait vu avec plaisir l'arrivée d'Ypsilanti, il n'aurait pas passé aussitôt le Pruth pour rester en Bessarabie quelques années avant de jouer à Paris, où il fut l'agent diplomatique de la Grèce, le rôle d'un richard[1] et, dans Athènes libre, celui d'un grand orga-

1. *Mémoires du comte Rodolphe Apponyi*, I. Cf. la *Correspondance de J. Capodistria, par les soins de ses frères, publiée par Bitaut*, Genève-Paris, 1839 et suiv., IV, p. 92 et suiv.

nisateur de bals[1]. Quant au dernier Callimachi qui régna, il n'aurait pas accepté en 1821 un trône qui, évidemment, devait être un obstacle pour la révolution nationale.

Le Patriarcat lui-même resta loyal : on n'a rien pu prouver contre le Patriarche Grégoire ou contre ses Métropolites, qui tombèrent victimes de la vengeance turque. Il s'était soumis à l'ordre impérial d'excommunier les rebelles. En général, le clergé constantinopolitain se tint à l'écart du mouvement, et non pas seulement le clergé supérieur.

Ce ne fut que dans les derniers temps que l'esprit de la Révolution française anima l'école grecque, et alors on a, en effet, à côté des professionnels des trônes moldo-valaques, comme les Soutzo — Michel Soutzo fit au Sultan un rapport sur les vices de l'empire[2], — comme Scarlate Callimachi, de nouveaux types : celui de Néroulos par exemple, qui, défendant de toute la force de son talent et la richesse de ses connaissances les Phanariotes calomniés, déclare avec orgueil qu'il ne s'est jamais senti Phanariote, mais bien « *Hellène* ». Les jeunes Alexandre et Panaïotaki Soutzo, poètes de la nouvelle Hellade, dans le rythme fatigué d'une antiquité qu'ils ne pouvaient pas comprendre, appartiennent à la même catégorie, et peut-être que cette tendance leur venait plutôt des lectures françaises et des relations personnelles avec les Occidentaux que de l'enseignement reçu dans les écoles nationales. Comme Alexandre Ypsilanti, lieutenant à seize ans, sans avoir jamais vu la Grèce, Georges Cantacuzène, qui scellait ses ordres de Jassy

1. Thouvenel, *La Grèce du roi Othon*, table.
2. Rhizo, loc. cit,

de l'aigle byzantine, avait plutôt la manière d'être de l'officier russe de son époque. Nicolas, frère d'Alexandre, était un homme d'un caractère effacé, et l'immixtion de Démètre, qui dura longuement, fut dénuée de personnalité[1]. C'est par Alexandre Maurocordatos, l'ancien ministre de Caragea, petit de taille, peu majestueux dans sa redingote à la française, que le mouvement gagna, de ce côté des Phanariotes, un puissant appui. Élevé dans les idées anglaises, plein d'admiration pour les libertés de l'Angleterre, il aurait voulu arracher la Grèce à la tyrannie des clephtes enivrés de leurs exploits, aussi bien qu'à celle d'une bureaucratie de mode russe, dénuée de confiance dans la valeur du peuple grec, qu'elle n'osait pas laisser se mouvoir d'après ses impulsions.

Mais cependant la plupart des Phanariotes d'État et d'Église périrent, quand, à la nouvelle des troubles de Morée, la colère turque éclata enfin, parmi les fonctionnaires de la Porte, aussi bien que dans la multitude de la plèbe constantinopolitaine, assoiffée de vengeance contre un adversaire méprisé. L'ambassadeur russe Strogonov, qui dès le commencement et à plusieurs reprises avait désapprouvé l'acte audacieux d'Ypsilanti, et qui réclama même, sans réserves, l'occupation des Principautés[2], n'avait pas l'autorité nécessaire — surtout depuis que la correspondance secrète du consul Pini de Bucarest était connue des Turcs, — pour demander le salut de ses coreligion-

1. Thiersch, loc. cit., p. 19, le décrit : « klein, schüchtern ». Leur sœur, Marie, donna sa dot 300.000 de piastres à la cause nationale ; *ibid.*

2. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, p. 253 et suiv. ; cf. Hurmuzaki, XVIII, rapports de Strogonov.

naires, auxquels arrivaient sans cesse des secours en argent, de Taganrog, de Nijna[1]. Dès l'arrivée des premières informations du Danube, vers la moitié du mois de mars, Yanko, frère de Scarlate Callimachi, demande qu'on lui épargne le fardeau de la charge de Grand-Interprète; le frère de Michel Soutzo, le fils du prince Caragea, un Handscherli s'enfuient en Russie[2]. L'évêque d'Éphèse, frère du rebelle Kalliarchi, Michel Mano, dragoman de la Marine, deux Mourousi, Nicolas et Georges, et d'autres jeunes gens furent emprisonnés. Pendant quelques semaines le sabre du bourreau s'acharna sur la nuque de ces rejetons de Phanariotes, qui n'avaient pas d'autre culpabilité que, peut-être, celle de quelques paroles ou lignes imprudentes. Sous la porte d'entrée du Patriarcat, fermée depuis lors, fut pendu le corps du chef de l'Église byzantine, déposé préalablement, pour atténuer l'impression du sacrilège; douze évêques de son entourage périrent. Kostaki Mourousi et Georges Maurocordatos eurent le même sort. A Andrinople et à Salonique les prélats grecs furent exécutés par ordre du gouverneur[3]. Plus tard fut assassiné en secret, quelque part en Asie, Yanko Callimachi, dont on coupa la tête et le prince Scarlate, « mort de tristesse », puis le caïmacam de ce prince, à Bucarest, son lieutenant, Kostaki Negri[4].

Par ces mesures barbares — quelles que fussent les intentions des plus audacieux parmi les Grecs — la possibilité d'un mouvement à Constantinople même,

1. Nos *Actes et fragments*, II, p. 574; Papadopoulos-Vrétos, loc. cit.
2. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, p. 255.
3. *Ibid.*, pp. 256-257.
4. *Ibid.*, p. 259.

centre de l'esclavage national, était cruellement et définitivement brisée.

Il faut poursuivre maintenant l'intervention des Phanariotes dans le mouvement de la Morée, dans cette phase où il est évident que leurs idées, celles de Démètre Ypsilanti, d'Alexandre Maurocordatos, de Théodore, frère de Kostaki Negri, arrivé en fuyard de Constantinople par Hydra, *s'imposent et dominent.*

Dès le mois de mars et avril, les troupes turques disponibles, celles de Youssouf-Pacha de Sérrès et de Drama, de la Macédoine orientale, — devenue grecque de notre temps, — celles de Moustafa-bey, lieutenant du Pacha de la Morée, partirent, d'après les ordres de Kourchid, qui se trouvait encore immobilisé sous les murs de Janina, contre la Péninsule. On conserva Négrepont, on prit Patras, qui fut punie plus cruellement que les autres places révoltées, on chassa les clephtes de Volo et de Corinthe, on brûla Vostitsa, et Moustafa fit son entrée à Tripolitsa, que les Maïnotes assiégeaient. Il paraissait que la révolte était terminée, et les Turcs distribuaient maintenant des lettres de pardon, jusqu'à cette amnistie générale que le Sultan accorda par l'intervention de la diplomatie européenne, en août[1].

Mais les soldats du Sultan avaient été repoussés aux Thermopyles dès le début, et à ce moment le lieutenant, le Kéchaïa lui-même, souffrit une défaite — la première en champ ouvert, — à Valtétsi. Dans l'ancien despotat d'Arta, les Grecs devenaient les maîtres de la capitale, Vrachori, pendant que leurs frères étaient défaits à Dragachani et à Sculeni.

1. *Ibid.*, p. 265 et suiv.

L'intervention des troupes de Kourchid était nécessaire. Un corps de janissaires vint donc de Janina, avec Ismaïl-Pacha, dit Pliassa, et avec Achmed Bryonès. Mais ils ne purent s'ouvrir la route (fin de juin). Baïram-Pacha seul pénétra plus tard jusqu'au centre de la Morée, mais il fut vaincu par les révoltés au commencement de septembre[1]. Toutefois les Turcs étaient encore maîtres des principales forteresses.

Afin de conduire d'une manière unitaire ces hostilités, qui s'étaient développées jusqu'alors selon le hasard des localités, des occasions et des personnalités entreprenantes, on créa, le 7 juin, dans le couvent de Kaltéziai, un organe commun, « le Sénat péloponésien », de six à huit membres, dû à une initiative que l'on ne saurait préciser; le commandement resta attribué à la personnalité la plus importante parmi celles qui s'étaient mêlées jusqu'ici au mouvement. Mais au bout de quelques jours, le 19 du mois, arrivait par Trieste à Hydra Démètre Ypsilanti. Il apparaissait en qualité de lieutenant de son frère, dont le sort, aussi bien que les derniers résultats de sa campagne, étaient encore généralement ignorés. Il obtint sans discussion la direction suprême.

Il fut donc à la tête des troupes qui étreignaient Tripolitsa, d'après des normes stratégique que Thiersch comparait avec raison à celles de la guerre de Troie[2]. La forteresse capitula le 5 octobre n. st., et les habitants, — à l'exception des Albanais, qui se sauvèrent, — furent massacrés sans pitié, comme

1. *Ibid.*
2. Loc. cit., pp. 119-120.

punition pour les massacres des Grecs à Cydonie, à Smyrne, en Chypre et ailleurs, sans merci pour les femmes et les enfants. Pétro-bey mena des mulets chargés de butin dans ses montagnes, sans que la suprême autorité phanariote ait pu venger cette exploitation de la victoire.

Les troupes se dispersèrent ensuite pour l'hiver, chacun prenant ce qu'il avait gagné. Un faible corps assiégeait sans succès Nauplie, un autre brûlait Arta, un troisième réduisait par la faim Corinthe, le 22 janvier 1822. Ypsilanti se trouvait avec le premier, mais la certitude de la défaite et de la fuite honteuse de son frère avait entièrement détruit son autorité. En dehors de Négri, qui, ayant quitté sa place de secrétaire de l'ambassade turque à Paris, était accouru avec le jeune Constantin, fils du prince Caragea, sur le théâtre de la guerre et travaillait maintenant, avec son « aréopage », dans les régions « rouméliotes » du Nord-Est, à Salona, au delà de l'isthme, un nouveau rival redoutable s'était présenté, dans la personne de cet Alexandre Maurocordatos, qui, envoyé par le groupe d'émigrés d'Italie, le Métropolite Ignace d'Arta, le vieux Caragea et les autres, avait débarqué sur le continent du côté de l'Ouest, à Missolonghi, une des premières places occupées par les insurgés, où il rassembla, pour l'Acarnanie et l'Étolie, une « Assemblée de l'Ouest ». *Trois Phanariotes, de trois familles, avec trois « assemblées » qui leur étaient soumises et trois armées qui se dirigeaient plus ou moins d'après leurs ordres, poursuivaient dans trois régions différentes de la Grèce des actions militaires qui n'avaient aucune liaison entre elles et qui même se contrariaient.*

Il fallait mettre fin à cette situation. Les éléments disparates qui, sans se bien connaître, soutenaient la lutte, sentirent instinctivement ce besoin. Il n'y avait même pas une Capitale provisoire où il aurait été possible de convoquer les « représentants légaux du peuple hellène », de tout le peuple, qui se sentait pour la première fois uni. On laissa de côté Tripolitsa, un monceau de ruines et un cimetière, on abandonna Argos, que menaçaient les Turcs de Nauplie, et on commença les séances, le jour de la nouvelle année, dans l'ancienne Épidaure, devenue le pauvre village de Piada. Les convocations avaient été faites au nom du gouvernement formé, jusqu'à la chute de Tripolitsa, par Ypsilanti, l' « archistratègue », mais il dut céder la place de président à Maurocordatos, qui lui était supérieur par son nom, par son âge, par son esprit et son talent et qui, en outre, n'était pas couvert par l'ombre que projette la défaite. Il partit furieux, suivi par Kolokotronis, ancien officier anglais après avoir été un clephte redouté et un armatole[1].

La personnalité du nouveau chef détermina la création, sous de vieux noms helléniques, d'un régime moderne anglais. L'Assemblée du Peuple, composée de 70 membres élus, décide tout, conformément aux théories de Rousseau, mais un pouvoir exécutif, bien que soumis au contrôle et au jugement de l'autre, était cependant nécessaire; il ne sera nommé par personne : ses cinq membres seront élus annuellement et ils auront huit ministres, dont le chef s'appel-

1. Mendelssohn-Bartholdy, *Geschichte Griechenlands*, I, p. 245; Davesiès de Pontès, ouvr. cité, p. 325 et suiv. Cf. notre étude sur *Les idées de l'Occident dans le Sud-Est de l'Europe* (dans la « Revue historique du Sud-Est de l'Europe » et dans les « Études Roumaines » II, 1924).

lera archichancelier. Devant cette organisation constitutionnelle, Ypsilanti, taxé d'odieux tyran, se retira. Le Sénat moréote, composé de 20 membres, ne put conserver ses droits; Négris lui-même abandonna son Aréopage et prit le ministère des Affaires Étrangères, Caragea disparut. Enfin un homme nouveau, Kolettis, un Roumain, né du côté de l'Épire en 1784, fut chargé de conduire la guerre. *Corinthe conquise devint la Capitale, puis, afin de montrer plus clairement encore que l'esprit russe, anarchique et négateur de liberté en même temps, avait été vaincu et l'idéal absurde de la Constantinople chrétienne de langue grecque abandonné, l'ancien drapeau du Phénix fut remplacé par celui, bleu et blanc, de Minerve, une sorte de « Déesse Raison » pour le nouvel État.*

Monembasia et Navarin avaient capitulé à leur tour. Des « Philhellènes » accourus d'Occident défendaient cette dernière forteresse. La tentative du Capoudanbey, en hiver, contre les côtes de la Morée, ne réussit pas; des vaisseaux anglais, — malgré la neutralité des Sept Iles — et autrichiens arrivèrent pour empêcher des massacres. Mais, tant d'un côté que de l'autre, on n'osa prendre l'offensive au printemps de l'année 1822. On combattit dans les vallées de l'Olympe, près de la Véria de Macédoine, dans l'île de Négrepont, où se trouvait, à côté d'Odysseus, Ypsilanti, à Patradschik, que les Turcs reprirent; l'Acropole d'Athènes capitula devant les rebelles unis aux philhellènes en nombre supérieur, le 21 juin[1]. Tandis que Souli se maintenait contre les

1. Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., I, p. 258. La date :

chefs turcs qui avaient mis fin à la puissance et à la vie d'Ali-Pacha, Nauplie résistait aux Grecs jusqu'à la fin de juin, et jusqu'à cette date ni Patras ni Arta n'ouvrirent leurs portes. Tandis qu'Ypsilanti, après la défaite de Péta, s'enfermait à Athènes, Maurocordatos reprenait l'inspection des opérations militaires dans cette région du Nord-Ouest où avait commencé son action.

Il y apprit la nouvelle terrible que le Capoudan lui-même s'était dirigé vers Chios, « révolutionnée » par deux aventuriers, dont l'un avait été officier des « chasseurs d'Orient » de Napoléon[1], et qu'il avait commencé, le jour même de son arrivée, 11 avril, un horrible massacre dans lequel, d'après un calcul modéré, 25.000 hommes perdirent leur vie et 45.000 leur liberté[2]. L'archevêque périt, avec les principaux bourgeois de la ville. Le courage d'André Miaoulis et de Constantin Kanaris, de Psara, qui attaquèrent cette grande flotte et, le 18 du mois, la détruisirent en partie, avec leurs brûlots, — le Capoudan Kara-Ali expira misérablement sur les rivages de l'île qu'il avait saccagée, — n'était qu'une faible consolation pour le grand malheur[3]. Le bain de sang de Tripolitsa avait passé inaperçu; celui de Chios gagna aux Grecs la compassion de l'Europe entière, les poètes et les artistes en tête. De fait, c'était bien un renouvellement des croisades, avec les chevaux des vainqueurs entrant jusqu'au poitrail dans le sang dont étaient inondés les

22 mai, est admise par erreur dans la *Geschichte des osmanischen Reiches*, V.

1. Thiersch, loc. cit., p. 22.
2. *Ibid.* 23.000 et 47.000 chez Miller, loc. cit., p. 90.
3. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V. pp. 276, 279.

temples des vaincus[1], et, d'autre part, celui qui affirmait que le peuple grec avait, au moins jusqu'en 1831, la culture du XIIe siècle, ne se trompait pas[2].

Alors, au mois de juin se produisit la grande attaque par terre, de Kourchid en personne, avec 25.000 hommes. Ses Albanais fanatiques entrèrent facilement à Corinthe, à Nauplie et Argos, chassant devant eux les Maïnotes aussi bien que le gouvernement central. Aidé par Ypsilanti, qui espérait refaire son prestige, et par Georges Cantacuzène, arrivé de Russie, Kolokotronis essaya ce que n'avaient pas réussi à faire Odysseus et Pétro-bey : il rentra, par un coup d'audace, dans la citadelle de Larsa, près d'Argos, puis dans Bourdschi, la citadelle de Nauplie. En fin de compte, l'avant-garde de Mechmed de Drama dut se retirer et, à l'Isthme, les cavaliers de Thessalie furent tellement maltraités par les bandes qui les avaient poursuivis sous la conduite de Nikétas, neveu de Kolokotronis, que les canons durent être abandonnés. Derrière les fuyards, en janvier 1823, Nauplie capitulait, le nouveau Capoudan ne l'ayant approvisionnée, que d'une manière insuffisante. Mais au Nord, malgré la présence d'Ypsilanti à Athènes et des pouvoirs militaires confiés à Odysseus, les Turcs reprirent Salona et, dès le mois d'août 1822, Souli s'était soumise à Omer Bryonès, de sorte que le drapeau de la liberté hellénique flottait encore sur Missolonghi seule, qui résistait avec opiniâtreté. En Crète, le « Russe » Michel Afendouli ou Afendouliev, qui se faisait appeler Comnène, avec le titre de « généralissime et administrateur de la Crète », ne se sou-

1. Thiersch, loc. cit., pp. 27, 30-31.
2. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., pp. XXVIII, XXX.

tenait que difficilement : bientôt ce bizarre chef s'enfuit à Malte[1].

Une intervention sans résultat en Eubée, la perte de Corinthe entre les mains de Kolokotronis, la mort de Botzaris dans le combat de Karpénési marquent l'action militaire turque en 1823. *Les efforts tentés durant trois ans n'avaient pas réalisé complétement les ambitions poursuivies : cependant une Grèce existait, el les Puissances, chacune selon ses intérêts et ses usages diplomatiques, selon les sentiments de la personnalité qui les dirigeait, avaient commencé, peu à peu, à la reconnaître.*

1. Miller, loc. cit., p. 83.

CHAPITRE XIV

Attitude des Puissances. Efforts diplomatiques pour la paix. Discordes grecques en Morée. Intervention des Égyptiens.

Au commencement, la Russie avait eu une préoccupation double : d'une part, éviter tout soupçon qu'elle aiderait, contrairement aux principes de la Sainte Alliance, la cause des rebelles, et d'autre part, ne pas laisser péricliter son autorité de protectrice naturelle des chrétiens persécutés. Mais le Patriarche lui-même avait perdu la vie sous le prétexte, très douteux, d'avoir trempé dans les troubles de la Morée, sa patrie. On avait fait à ses restes une cérémonie funèbre très pompeuse à Odessa[1], et le gouvernement impérial y avait pris officiellement part. On n'avait jamais interdit l'envoi aux révoltés de dons qui partaient des centres grecs du Sud de la Russie et des armes avaient été continuellement fournies aux îles qui soutenaient le mouvement. Enfin, si à cette époque il n'y avait pas encore à Moscou de panslavistes, en échange il ne faut pas oublier l'action secrète, mais persistante de ces Grecs qui entouraient le Tzar et qui ne pouvaient regarder avec indifférence la ruine de leurs conationaux. Il faut compter parmi ces derniers cet Alexandre de Stourdza, nommé déjà,

1. Voy. plus haut.

fils du général Scarlate, émigré moldave — dont la mère était la princesse Roxane Ghica, — et sa sœur, la comtesse Ebling, amie imtime de l'impératrice Élisabeth, qui défendit chaleureusement la cause hellénique[1]. Jusqu'à la fin de l'année 1822, Capodistria, qui ne fut vaincu qu'à ce moment par Nesselrode, était le conseiller le plus écouté du Tzar en ce qui concerne la politique étrangère. Et enfin il ne faut pas oublier non plus ces exilés, sans cesse réclamés par la Porte, qui, vivant dans les États de Russie, devaient employer toutes leurs relations, toute leur influenee, au profit de leur patrie, ni ces marchands grecs, de Marioupol, de Taganrog, de Nijna, de Cherson, de Phanagoria, qui travaillaient dans le même sens, ni enfin ce clergé supérieur russe, si influent, qui ne pouvait pas voir sans indignation le martyre de ses coreligionnaires de l'Empire Ottoman.

Pour le moment, la diplomatie russe vit, dans ce qui s'était passé, l'occasion bien venue de reprendre, pour les Principautés, ses tendances d'écarter la domination turque, qu'elle avait dû abandonner par la paix de 1812. Après avoir réclamé l'intervention militaire des Pachas de Vidine, Silistrie et Ibraïl (Braila), on employa les efforts les plus tenaces pour rendre vaine leur action. Lorsque, pour ne plus rester dans une situation très peu claire et fort gênante, Strogonov quitta enfin, après six mois d'agitation et de contradictions, Constantinople, en août, ses efforts furent continués par les ambassadeurs des Puissances amies, qui restèrent : Strangford, représentant de l'Angleterre, et, dans une certaine mesure, l'Internonce Lützow. On obtint tour à tour une enquête sur

1. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., pp. 14, 120.

les abus des troupes envoyées au delà du Danube — il y avait aussi des Asiatiques, — puis leur retraite graduelle, jusqu'à la cessation complète d'une occupation que la Russie déclarait ne pouvoir souffrir à aucun prix. Elle demandait le rétablissement des conditions normales, de l'état des choses antérieur à la révolte, et la Porte l'accorda, au moins dans son sens à elle : les lieutenants des Pachas, leurs caïmacams, partirent, mais le Sultan refusa résolument de mettre, à la place des Grecs de jadis, d'autres Grecs comme princes, et de cette manière, au mois de juin 1822, Jean Sandu Sturdza et Grégoire Ghica, fils d'un frère du prince décapité, choisis au milieu d'une députation des principaux boïars, obtinrent les firmans de nomination pour la Moldavie et la Valachie. Mais la Russie trouva des prétextes pour éviter des relations avec ces nouveaux gouvernements, pour retarder le retour de ses consuls et, en même temps, elle accordait aux émigrés de Bucovine et de Transylvanie tout l'appui qui leur était nécessaire pour les décider à persister dans leur opposition, aussi irréconciliable que dénuée de sens et contraire aux intérêts de leur pays.

Après le règlement de ces questions : excès turcs, évacuation des principautés, nomination des princes et rétablissement *total* du passé, d'autres questions se posèrent : dommages soufferts par le commerce russe, empêchements apportés au passage par les détroits, l'accroissement des taxes, puis la question, très délicate, des vaisseaux grecs que le Cabinet de Pétersbourg voulait faire passer, en invoquant les traités, par la Mer Noire dans la Méditerrannée, sous pavillon russe.

Et, lorsque, par une dernière concession du Sul-

tan, en septembre de cette même année, cette prétention fut aussi écartée, une autre fut présentée. La Russie demandait, comme condition pour la reprise des relations diplomatiques, que la Porte, fautive de leur interruption, fasse les premiers pas, et même plus que cela : que ses envoyés à Pétersbourg discutassent dans une conférence les nouveaux postulats du Tzar relativement, en première ligne, aux principautés, mais peut-être aussi à d'autres problèmes, auxquelles la diplomatie turque évitait avant tout de toucher. C'est ainsi qu'après l'entrevue d'Alexandre I avec l'empereur François d'Autriche à Czernowitz, Minciaky, Grec d'origine, fut envoyé par Bucarest à Constantinople comme négociateur des questions commerciales, et, en quelques mois, il arriva ce que tout le monde avait attendu, c'est-à-dire qu'on lui donna des pouvoirs pour négocier pour cette « autre question » qui était celle de la Grèce.

Dès 1822, les Russes avaient fait parvenir à Metternich, le gardien immuable de l'ordre intérieur et extérieur de l'ancien régime, certaines indications à ce sujet, qui furent cependant repoussées; le Cabinet de St.-Pétersbourg prétendait que la Porte pouvait être contrainte à céder à l'égard des Grecs, bien que simples sujets en état de révolte, par une occupation de territoire de la part d'une Puissance étrangère; elle pourrait ainsi accorder certaines concessions, et l'occasion se présentait de définir sa « suzeraineté ». L'idée d'une *vassalité autonome* s'était donc présentée dès ce moment. Si elle ne se développa pas plus rapidement, ce fut grâce à l'attitude décidée du Sultan, qui déclara, par l'intermédiaire de ses ministres, pendant l'été, que la « Turquie périrait plutôt » que d'admettre humblement de pareils actes d'abdication.

Tout au plus serait-il disposé à accorder une amnistie plénière, avec certaines concessions, que, du reste, les rebelles ne méritaient pas[1].

Au congrès des souverains de Vérone, qui suivit celui de Laybach, la conduite de la diplomatie russe fut jugée droite et prudente, mais personne n'osait encore parler d'une solution de la question grecque. Les porteurs de la pétition de l'Hellade ne furent même pas admis devant l'aréopage de la Sainte Alliance. Mais ce fut un triomphe pour la cause de la liberté hellénique lorsque Metternich lui-même reconnut, au courant de l'année suivante, sous la formidable pression de l'opinion publique, en Angleterre, en France, en Bavière, que cette question, étant sortie du domaine de la diplomatie, devenait « un fait ». Le nouveau Ministère anglais de George Canning reconnut aux Grecs la qualité de belligérants. Pendant l'automne de la même année, à la date de l'entrevue de Czernowitz, la Russie était allée si loin qu'elle voyait la possibilité de créer trois principautés d'après le modèle de celles du Danube : d'un côté la Thessalie, la Béotie et l'Attique, de l'autre l'Épire avec l'Acarnanie, et enfin la Morée avec la Crète, les îles étant soumises à un régime spécial de confédération. Comme dans le cas de la Serbie, on réservait au Sultan un tribut fixe et le droit de mettre des garnisons dans les forteresses. Une garantie européenne, que la Serbie n'avait pas obtenue, et la représentation à la Porte par le Patriarche auraient couronné cette œuvre, qui devrait permettre à la Russie d'avoir trois nouveaux protégés originaires du Phanar sur les trônes princiers de l'Hellade

1. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, p. 285.

libre[1]. Cette fois l'Autriche ne montra pas la décision implacable de conserver au Sultan la totalité de ses droits.

A ce moment (mars 1823), la seconde assemblée grecque s'occupait, à Astros, de la revision d'une Constitution vieille d'une année à peine, — et surtout d'un changement de gouvernement. Les députés étaient trois fois plus nombreux qu'à Piada[2]. Le parti militaire de Kolokotronis entendait dominer; pour montrer aussi de cette façon qu'il ne voulait faire aucune transaction avec les archontes, le parti civil, avec les diplomates du Phanar, il avait planté ses tentes à l'écart. Cependant l'incapacité politique évidente des clephtes, qui n'avaient pas même l'appui de Pétro-bey, devenu l'un des chefs des « civils », le contraignit à assister sans résistance à l'abolition des trois « sénats » de province et de la situation de généralissime, à la création d'un triumvirat qui se transforma ensuite en Conseil des Cinq : Pétro-bey fut élu président; on lui adjoignit Charalampis, Zaïmis et Métaxas, de Céphalonie; ce n'est que par des démonstrations que Kolokotronis put obtenir une place auprès d'eux. Le président du Corps Législatif devait être Maurocordatos : en le menaçant de lui « jeter des écorces de citron sur son habit » le chef des clephtes parvint à le chasser à Hydra, sans être cependant en état de le remplacer dans la direction des affaires. L'assemblée l'évita en tenant ses séances, non pas à Nauplie, ainsi qu'il le voulait, mais bien à Argos, où elle se sentait plus libre[3]. Le fils de

1. *Ibid.*, pp. 295-296. C'était le projet originaire de Capodistria (Gobineau, loc. cit., p. 252).
2. Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., I, p. 310 et suiv.
3. *Ibid.*

Théodore, Pano Kolokotronis, attaqua alors cette assemblée d'Argos, le 10 décembre[1] et établit un nouveau gouvernement à Tripolitsa, tandis que les restes du parti vaincu se mettaient, à Kranidhi, près de Hydra, sous l'égide de la flotte insulaire et des soldats de Kolettis[2].

C'était l'anarchie dans sa forme la plus honteuse et la plus dangereuse. Pour la supprimer, au moment même où les circonstances extérieures réclamaient une plus intime union des Grecs, un sens supérieur de solidarité, un prestige moral plus haut, il fallait un étranger : un prince, un homme d'importance, d'une réputation universelle, apportant avec lui cet argent que l'assemblée d'Astros avait voulu obtenir par un emprunt et sans lequel on ne pouvait rien faire. Lord Byron, dans sa passion romantique pour cet Orient qu'il avait entouré de tous les charmes de la poésie, consentit à faire l'essai, étant du reste appelé par tous, mais par chacun séparément, pour servir ses ambitions et son intérêt, et non pas pour la cause périclitée de l'Hellade. Désirant travailler avec Maurocordatos, homme de la même culture et de la même éducation, et avec le philhellène anglais Stanhope, il passa à Missolonghi, venant des Iles Ioniennes, dans les derniers jours de l'année 1823. Il avait avec lui un petit trésor et voulait être l'archistratège des Souliotes insoumis et prétentieux de Botzaris, restés sans leur capitaine, pour se saisir de Lépante. Mais il ne trouva nulle part les hommes dont il aurait pu se servir. Une imprudence pro-

1. Thiersch, loc. cit., p. 33.
2. Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., I, p. 325.

voqua la fièvre dont il mourut à trente-sept ans, le 19 avril 1824.

A ce moment le parti de Kolokotronis perdait Corinthe, était repoussé près de Tripolitsa, par les archontes et allait être chassé aussi de Nauplie, assiégée par ses ennemis. N'ayant pas réussi à obtenir l'emprunt pour lui, il fut heureux d'avoir, en juin, l'amnistie, au prix de la cession de Nauplie ; l'Hydriote Lazare Kondouriotis, riche marchand, dirigé par Kolettis[1], prit sa place à la tête du gouvernement. Les sommes qui arrivèrent, échappant aux mains crochues des agents, furent dépensées pour les vaisseaux chèrement payés de l'incapable « amiral » anglais Cochrane.

Bientôt le mécontentement des archontes du Péloponèse avec l'hégémonie des insulaires et des Rouméliotes donna l'occasion aux deux Kolokotronis d'intervenir de nouveau, en armes. Mais les troupes de Gouras et de Karaïskakis amenèrent la mort du fils, ainsi que l'emprisonnement du père, dans un monastère de Hydra[2]. Et, puisque Odysseus, dans son désir d'obtenir la principauté de Négrepont, avait conclu une entente secrète avec les Turcs, Gouras l'attaqua aussi, au mois d'avril 1825, le mena prisonnier à Athènes, le soumit à la torture et présenta son cadavre à la foule, qui le couvrit de malédictions[3]. En même temps, l'île d'Ipsara fut « châtiée » par le Capoudan, en juillet, et Samos devait avoir le même sort. Les Turcs erraient aux environs d'Athènes, et Missolonghi ne recevait aucun secours[4].

1. Sur lui voy. Davesiès de Pontès, ouvr. cité, p. 317.
2. Mendelssohn-Bartholdy, ouvr. cité. I, pp. 329-330.
3. *Ibid.*, pp. 231-232.
4. *Ibid.*, pp. 299-300

C'est dans cet état lamentable que la Grèce attendait le grand coup que devaient lui porter les Égyptiens de Méhémed-Ali, appelés au secours par le Sultan Mahmoud.

Ibrahim-Pacha, fils adoptif du vice-roi du Caire, visita la Crète, qui était maintenant complétement soumise, puis, au mois de février 1825, ses vaisseaux, qui portaient cinq mille hommes, parurent devant le rivage. Le débarquement s'accomplit sans difficultés; était-il possible qu'un groupe de clephtes, divisés par des querelles personnelles, s'opposât à une armée formée par des officiers français, d'après les traditions de l'école napoléonienne? Les Égyptiens occupèrent l'île de Sphaktéria, puis l'Ancien et le Nouveau Navarin, malgré la présence de Maurocordatos lui-même. Ils entrèrent à Kalamata, à Argos, à Tripolitsa, sous les yeux du gouvernement hellénique, qui, terrifié, attendait son sort à Nauplie, et l'autorité du Sultan fut partout rétablie. En même temps les troupes turques du continent se saisissaient de Salona, menaçant Athènes elle-même.

Un nouveau et important transport de troupes permit à Ibrahim, que le Sultan avait nommé Pacha de Morée, d'étreindre de plus près Missolonghi. Après une résistance héroïque, à laquelle prirent part les plus constants des philhellènes, et, après un dernier assaut pour rompre les lignes musulmanes, la forteresse fut conquise enfin le 23 avril[1]. Il y eut trois mille têtes coupées; trois mille prisonniers, parmi lesquels des femmes et des enfants, tombèrent au pouvoir des vainqueurs : à peine 1.800 des défenseurs,

1. *Ibid.*, p. 303 et suiv.

dont deux cents femmes, purent échapper[1]. Pendant les années suivantes ce résultat fut complété par l'expédition de la Maïna et par la prise, après de longues luttes, pendant lesquelles Cochrane fut battu par Réchid[2], de l'Acropole d'Athènes, le 28 mai 1827. Il n'y avait plus que les insulaires, insoumis encore, qui combattaient sur mer, mais les Hydriotes étaient déjà prêts à s'embarquer pour l'Amérique[3].

L'œuvre de répression, de pacification sanglante était accomplie. Le lendemain de la catastrophe de Missolonghi, une nouvelle commission de gouvernement, « la direction des affaires politiques et militaires de l'Hellade », avait été élue à Épidaure : les onze membres représentaient toutes les régions libérées; parmi les personnalités connues on rencontre seulement le vieux bey de Maïna, Alexandre Zaïmis, de Morée, dont le vote était décisif, et l'historien Spiridion Trikoupis, originaire de Missolonghi. Sous les menaces des mercenaires de Souli et des « Rouméliotes », ce gouvernement menait une vie bien difficile dans son refuge de Nauplie. Il fut question de se soumettre à l'Angleterre, d'appeler un prince occidental[4]. Après un an, l'Assemblée de Trézène donnait, en mai 1827, une Constitution de cent cinquante articles, qui, en garantissant toutes les libertés possibles, créait un Sénat, élu pour trois ans, un président de la République, avec des secrétaires d'État responsables, et une Cour de Cassation. Jusqu'à l'arrivée du prési-

1. Thiersch, loc. cit., p. 43.
2. Eugène Bogdanovitsch, *La bataille de Navarin*, traduction de Napoléon Ney, Paris, 1887, p. 60.
3. Thiersch, loc. cit.
4. Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., I, p. 423.

dent, une régence de trois membres, complétement dénuée d'autorité, regardait avec insensibilité l'anarchie perpétuelle des luttes entre les capitaines, Jean Kolokotronis, Photomaras, Grivas, qui s'offraient à faire toute espèce de services contre argent[1].

Mais le sort du mouvement, nourri seulement par « l'aumône des philhellènes », n'était plus entre les mains de ces hommes corrompus et indisciplinés. Si la révolte de la Grèce était un « fait » pour Metternich lui-même, une nouvelle action diplomatique de l'Europe serra de plus près ce problème dont dépendait la paix même du Continent.

Après avoir repoussé la proposition extrême de l'Autriche d'accorder l'indépendance à la Morée et aux îles afin de contraindre ainsi la Porte à une nouvelle décision[2], le nouveau Tzar Nicolas — qui, aussitôt après son avénement, avait envoyé à la Porte son ultimatum du 17 mars — avait été occupé, pendant tout le cours de l'année 1826, par les conférences relatives aux principautés et à la Serbie, qui donnèrent leur résultat en automne, par la convention d'Akkerman. Le 4 avril de cette même année, la Russie et l'Angleterre arrivaient à une entente en vue de l'intervention nécessaire à Constantinople : il était question maintenant d'un seul État vassal et tributaire du Sultan, avec le droit de racheter les possessions turques, comme en Serbie[3]; l'Autriche se traînait après les autres Puissances avec la conviction que la direction lui appartenait. On arriva bientôt à l'idée d'une intervention des flottes réunies

1. *Ibid.*, p. 457 et suiv.
2. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, p. 304.
3. *Ibid.*, pp. 308-309, 322.

pour empêcher un nouveau débarquement des Égyptiens[1]. *La Porte ayant refusé résolument de reconnaître l'acte du 4 avril et de discuter avec « une poignée de brigands », un traité formel fut conclu, le 6 juillet 1827, à Londres, entre l'Angleterre, la Russie, la France et la Prusse : il avait pour but d'empêcher les belligérants de continuer les hostilités. Cette fois encore, la Porte refusa, se déclarant « prête à tout*[2] ».

L'heure de la décision approchait.

1. *Ibid.*, pp. 326-327.
2. *Ibid.*, p. 322 et suiv.

CHAPITRE XV

Combat de Navarin.
Guerre russo-turque. Paix d'Andrinople.
Présidence et assassinat de Capodistria.

Dès le 11-23 avril 1827, la présidence, le gouvernement — car c'était le titre du dignitaire suprême, ὁ κυβερνήτης — avait été offert à Capodistria. Il en reçut la nouvelle en route, de Genève à Pétersbourg. Il l'accepta aussitôt, brisant sa carrière brillante au service de la Russie. Mais il lui fallut, avant de se diriger vers le pays qui lui avait confié son sort futur, visiter les Cours de l'Occident, et surtout celle de Londres, dont dépendait à un haut degré sa situation. Très mal reçu par le roi, qui voyait en lui un agent russe, un obstacle pour l'influence de l'Angleterre, il ne s'embarqua sur un vaisseau anglais, escorté d'un autre, russe et d'un troisième, français, que lorsque, par la destruction de la flotte turco-égyptienne, ce qu'il déclarait être un « événement majeur », la Morée fut devenue libre pour son administration[1].

Les vaisseaux qui devaient empêcher la continuation de la guerre s'étaient rassemblés sur la côte oc-

1. Thiersch, loc. cit., p. 46 et suiv. Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., p. 11, lui reproche d'avoir perdu du temps à Genève et en Italie en négociant aussi sur l'union des Églises (*ibid.*, p. 13).

cidentale de la Morée. Codrington commandait le contingent anglais, de Rigny le contingent français, Heyden était avec les vaisseaux russes. Ibrahim fut sommé le 22 septembre de ne plus rien entreprendre : « un seul coup de canon serait fatal » aux flottes ottomanes. Tout en protestant, le Pacha égyptien se soumit. Un mouvement suspect de sa flotte, de Navarin vers Patras, qui était cependant occupée par les Turcs, amena l'entrée des alliés dans le circuit même du golfe, où, dans la disposition d'esprit où ils se trouvaient tous, un choc était inévitable. Il se produisit en effet, le 20 octobre, sans qu'on ait jamais pu préciser les culpabilités. Les forces navales du Sultan avaient cessé d'exister au bout de quelques heures; 6.000 hommes gisaient au fond de la Mer[1].

Ce qui s'ensuivit fut l'indignation légitime de la Porte, des efforts diplomatiques pour l'apaiser, une série de déclarations énergiques du Tzar, et, finalement, la déclaration de guerre du 14 avril 1828.

Dès le 2 février, Capodistria était en Morée, qu'il trouva dans le plus triste état. La Grèce libre se bornait de fait à « Égine, Poros, Salamine, Éleusis et Mégare[2] », — et c'était tout. Ses chefs étaient réellement les Rouméliotes, qui occupaient, en perpétuelle discorde, Itschkaleh et Palamidi et dominaient Nauplie; si Gouras était mort sur l'Acropole et si Karaïskakis avait terminé ses jours, les autres étaient encore vivants, et le vieux Kolokotronis, devenu ministre de la Guerre, absolu et irresponsable, avait été délivré pour aider contre Ibrahim. Il fallait calmer

1. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, p. 237 et suiv.
2. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., I, p. 109.

les terribles clephtes, auxquels le président aurait dit à son arrivée, avec une franchise toute napoléonienne : « Je vous connais; vous êtes des brigands et des menteurs », et puis, en 1828 : « vous vous êtes battus pendant neuf ans avec les Turcs et avez volé des chèvres et des moutons ». Et, de fait, en libérant Nauplie de leur présence, il sut si bien les gagner, que tous, Kolokotronis, qui, du reste, se vantait de l'avoir proposé, Kanaris, Nikétas et Gouras, l'accompagnèrent respectueusement pendant son voyage à travers le pays[1]. Miaoulis rendit la mer nette de pirates. A grand'peine, après avoir dépensé l'argent destiné au rachat des captifs, Eynard, le banquier philhellène de Genève, trouva celui qui était absolument nécessaire pour que la nouvelle administration fût commencée. Déclarant hautement que les Grecs de son époque vivent et pensent comme au moyen-âge, qu'il n'a d'espoir que dans une nouvelle génération[2], repoussant ceux qui présentaient de faux titres à la reconnaissance de la nation, Capodistria essaya de remplacer le régime des archontes, des capitaines, dés marchands des îles et des Phanariotes par une domination au sens européen, avec l'aide de ses Ioniens, « das korfiotische Pack », ses frères : Viaro, homme incapable, et Augustin, le juriste Gennatas, auxquels il faut ajouter Kolettis, puis Klonaris, formé en France, et quelques autres, parmi lesquels le secrétaire génevois et le secrétaire italien. Maurocordatos, profondément blessé dans son amour-propre, se retira à Hydra, où il organisa l'opposition contre le nouveau régime,

1. Ceci est affirmé par Quinet, dans son Voyage, qui se trouve aussi dans ses « Œuvres ».
2. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., I.

et les Mauromichalis, Pierre et ses fils, déclarèrent la guerre à Capodistria, mais Démètre Ypsilanti le servit quelque temps comme général dans la Grèce orientale. Cependant, le « gouverneur » méprisant les formes libres et ajournant l'Assemblée nationale, qu'il s'était montré disposé à convoquer aussitôt, restreignant les attributions du Sénat, qu'il amena facilement à se dissoudre, commença ce régime d'étroite organisation destinée à établir la paix, à assurer le profit des petits, qu'avait rêvé Byron aussi, sans pouvoir cependant commencer même cette œuvre si difficile. Il travailla avec un Panhellénion ou Conseil d'État (Mavromichalis, Zaïmis, Kondouriotis), puis, à partir de 1829, quand il tint à Argos sa seule Assemblée du peuple, avec les membres du Sénat de 27 membres — 21 choisis par lui sur la liste de l'Assemblée, les autres nommés directement, — avec un Conseil ministériel de trois, choisi parmi les sénateurs, et avec le secrétaire d'État Spiridion Trikoupis, qui avait servi aussi dans les îles Ioniennes, sous Guilford[1]. Au-dessus de l'autonomie communale des démogérontes, des « vieillards », réduite par de pareilles mesures, fut placé l'absolutisme préfectorial[2], et Capodistria essaya même de *nommer* les magistrats municipaux[3]. Le Congrès d'Argos (juillet-août 1829), avec des membres élus pour la plupart selon le bon plaisir du président et gardés par Kolo-

1. *Ibid.*, pp. 9-10. Critique du système dans Mendelssohn-Bartholdy, II, p. 18 et suiv. Pour la manière dont il sut se soustraire au serment sur la Constitution, voy. *ibid.*, p. 23 et suiv. Dans le Sénat à attributions uniquement financières il n'y avait aucun des membres du Conseil d'État; Gobineau, loc. cit., p. 260.

2. *Ibid.*, p. 74 et suiv.

3. *Ibid.*, pp. 77-78.

kotronis et Nikétas, consacra par des acclamations la puissance du seul homme qui, tout en étant Grec, pouvait conduire la Grèce[1].

Dans ce but il assura l'avoir du pauvre, sa terre et ses bestiaux, contre l'avidité des Rouméliotes, et pour l'agriculteur des campagnes « l'époque du Père Yanni », ὁ καιρὸς τοῦ Μπαρπαϊάννι, demeura inoubliable. Il fit planter des châtaigniers apportés de Crète et introduisit la culture des pommes de terre. Les domaines nationaux furent bien administrés et il créa une ferme-modèle. Suivant les recommandations de A. de Stourdza, il fonda une école d'agriculture à Tyrinthe, des écoles « mutuelles », lancastriennes, d'après les « tableaux » de Cléobule, imprimés à Paris au compte du boïar moldave Roznovanu[2], et une école supérieure, un « Musée », à Égine, qui compta bientôt 1.500 élèves[3], un établissement pour les orphelins, pouvant abriter 2.000 enfants. Le président pouvait écrire en 1829 que « environ 6.000 enfants pauvres sont déjà en état de lire, d'écrire et de chiffrer[4] » et peu après « nos établissements naissants renferment à cette heure au delà de 7.000 élèves[5] ». A Poros fonctionnait un séminaire. Le président voulut avoir une école de droit à Athènes et une école navale à Hydra.

Dès le mois de janvier 1829, une école militaire, celle des « évelpides », commença à préparer des

1. *Ibid.*, p. 135 et suiv.
2. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., I, pp. 136-137.
3. Thiersch, loc. cit., pp. 54, 56-57. Cf. *Correspondance*, IV, pp. 178-179.
4. *Correspondance*, IV, p. 330 et suiv.
5. *Ibid.*, p. 503. Il y eut, en 1830, 1.500 élèves à Égine et 8.000 bénéficiant de l'enseignement « mutuel »; *ibid.*, pp. 178-179.

officiers pour d'autres soldats que ceux qu'on avait eus jusqu'alors, avec un capitaine français pour directeur. On nomma des juges à vie et, bien que la dîme eût été réduite, les finances de l'État s'améliorèrent. On créa, bien que sans succès[1], à Égine, une Banque Nationale, ayant des privilèges pour cinq ans; il y eut en Grèce une Chambre d'assurances maritimes, et on s'occupa de frapper la première monnaie de l'État libre[2]. On fonda trois imprimeries « pour le Gouvernement », et une feuille officielle (Γενικὴ ἐφημερίς τῆς Ἑλλάδος), « le Courrier de la Grèce », commença à paraître; on préparait un journal français. Des mesures furent prises aussi pour créer une Bibliothèque et un Musée national.

Il était contraire à toute espèce de romantisme et d'exagération, déclarant les ruines antiques « des amas de pierres quelconques », et cela, évidemment, non pas par défaut de culture, mais par haine contre « la fausse direction des esprits », qui se nourrissaient de ces grands souvenirs[3]. Réaliste, sûr de lui-même, pratique dans le choix des moyens, modéré et simple, sous tous les rapports, comme un héros de Plutarque, cet homme pouvait faire — et il l'a fait — plus pour la rectification de la mentalité nationale, par son exemple, que par l'organisation de l'État.

Espérait-il rester prince, « hospodar », ainsi qu'on le lui a reproché de son vivant et qu'on l'a cru aussi après sa mort? Il a déclaré tant de fois qu'il « appelle de tous ses vœux depuis longtemps un nouveau sou-

1. Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., II, p. 61 et suiv.
2. Le phénix et la lepta.
3. Thiersch, *De l'état actuel de la Grèce et des moyens d'arriver à sa restauration*, Leipzig, 1833, p. 22.

verain[1] », que, s'il a voulu lui montrer les difficultés de la situation, il ne l'a certainement pas fait pour le dégoûter de sa mission. En tout cas, alors qu'il travaillait pour écarter l'anarchie et l'ignorance, cherchant à supprimer l'indépendance locale et l'insoumission individuelle, l'Europe poursuivait, au cours de la guerre russo-turque terminée par la paix d'Andrinople, et après encore, son œuvre diplomatique, dont devait résulter une Grèce incomplète, troublée continuellement par le contraste entre une base mesquine et un idéal évidemment exagéré, mais qui se justifiait sous tant de points de vue et ne pouvait certainement pas être supprimé.

A son arrivée en Grèce, Capodistria avait trouvé, à côté des « philhellènes » de toute origine, un Fabvier et un Trézel, un Heydeck et un Dentzel, un Pisa et un Almeida, un Raïko, une puissante influence anglaise, représentée par Cochrane, par le général Church, par Hastings, par Gordon. Au grand déplaisir des cercles de gouvernement d'Angleterre, il chercha à se débarrasser de ces auxiliaires. Mais, dès le mois d'août 1828, l'occupation de la Morée par le général Maison, chargé d'évacuer les Égyptiens, lui donna un nouveau maître. Les soldats d'Ibrahim quittèrent le pays le 4 octobre, mais une garnison française de 3.000 hommes continua à y résider. Capodistria trouvait un grand avantage à la présence de cette armée étrangère : dans plusieurs localités, l'intervention résolue des Français, leurs menaces de

1. « Le nouveau souverain que j'appelle de tous mes vœux depuis longtemps » (Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., p. XXXI). Il avait pensé d'abord à Bernard de Saxe-Weimar, puis à Frédéric, second fils du roi de Hollande (*Correspondance*, I, p. 97; cf. IV, pp. 66, 68).

tirer ou d'avancer à la baïonnette, firent cesser l'anarchie des clephtes. Le président choisit parmi les Français, ainsi que l'avait fait avant lui en Égypte Méhémed-Ali, mais avec la décision de ne pas tomber dans le péché de « gallisation », une partie de ses collaborateurs les plus utiles : on a vu que l'école militaire fut organisée par un Français, le capitaine Pauzié; Trézel obtint le titre de directeur général des troupes régulières et le général Gérard lui succéda; Dutrône prit la direction de l'enseignement militaire[1]. Gérard avait été nommé d'abord aide de camp général, le lieutenant-colonel Pellion — les avancements étaient rapides — fut le commandant supérieur de la cavalerie régulière[2], Saint-Martin eut l'intendance[3]. Du reste Charles X envoya plusieurs fois, et même par le diplomate et l'historien Juchereau de Saint-Denys, des secours en argent au gouvernement de cette « Vendée du christianisme[4] ». Alors que la Russie, représentée dans le nouvel État par Marc Bulgaris, un philanthrope qui avait de grandes sympathies pour les Grecs, donnait, après les deux millions du Tzar, 6.000 fusils et 12 canons, les Français laissaient à leur départ une grande partie des armes et de l'équipement[5]. Dans l'école d'Égine, la langue européenne que l'on enseignait était le français[6].

La Puissance qui avait des motifs d'être mécontente était l'Angleterre, à laquelle on avait proposé jadis,

1. *Ibid.*, pp. 71, 78, 112-113.
2. *Ibid.*, p. 166.
3. Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., II, p. 38 et suiv.
4. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., pp. 28, 79; Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., II, p. 80.
5. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., I. p. 109.
6. *Ibid.*, pp. 117-118.

et avec insistance, l'annexion, sous un régime quelconque, aux Iles Ioniennes de tous les territoires délivrés des Turcs. Les rapports du résident Édouard Dawkins n'ont pas été publiés, mais ils doivent regorger d'accusations de russophilie à l'adresse du président. Quand il fut donc question de fixer les frontières — Ypsilanti avait réannexé, au cours de la guerre russo-turque, l'Attique et la Béotie et il avait vaincu Aslan-beg, qu'il contraignit à capituler; quant à la possibilité de la participation à cette guerre, elle est admise seulement par les ennemis irréconciliables du régime, — l'Angleterre, que gouvernaient alors les conservateurs, refusa une plus grande extension de l'État; du reste Capodistria voulait la Crète, tout l'Archipel, Chios et Samos, où gouvernait librement l'aventurier Lycurgue Logothétis, la Crète, soumise complètement par les Égyptiens, et même les côtes de l'Asie Mineure. De son côté, la Porte restait confinée dans son ancienne politique de refus implacable, inébranlable à n'importe quelle concession qui aurait pu signifier même l'autonomie sur des territoires que l'armée française, et non les rebelles, l'avait contrainte d'évacuer. Elle croyait pouvoir profiter des rivalités d'influence qui éclatèrent entre l'Angleterre et la Russie, et même entre l'Angleterre et la France, qui n'eut pas la permission d'étendre ses opérations au delà de l'Isthme[1]. La Turquie proposait, après sa nouvelle défaite de la part des Russes, un régime copié d'après celui des Serbes, qui s'était démontré conciliable avec les intérêts de l'Empire : les khodschabachis, assimilés aux cnèzes du Danube, auraient

1. Iorga, *Geschichte des Osmanischen Reiches*, V, p. 341 et suiv.

élu un chef chrétien, national, qui aurait résidé aux côtés du Pacha de Tripolitsa, de même que Miloch résidait aux côtés du Pacha de Belgrade et, bien entendu, aurait joué le rôle que lui auraient permis ses qualités personnelles, tout en conservant l'illusion que la province, dotée de privilèges étendus et « amnistiée », faisait partie, de même que les autres, de l'Empire unitaire. On admettait aussi pour ce chef de la Morée le droit d'avoir des agents à Constantinople, ainsi que les Principautés, dont la situation restait sans doute infiniment préférable, bien que l'occupation du trône par des princes considérés comme des officiers turcs supérieurs paraissait leur préparer une déchéance politique jusqu'au niveau de la Serbie. Le kharadsch collectif, comme seul impôt, était celui que payaient les Serbes aussi.

Si le Sultan s'empressa de demander aux Russes, qui s'approchaient, pendant l'été de l'année 1829, de Tschataldscha et des environs immédiats de Constantinople, une paix dont les conditions devaient dépendre de la magnanimité du Tzar vainqueur, il le fit pour sauver ses droits sur la Grèce, qu'il consentait à ce moment à accepter dans la situation des Principautés, mais avec des frontières réduites à la Morée et aux Cyclades, bien que, dès le 22 mars, les Puissances lui eussent donné l'Eubée. Le 14 septembre on conclut la paix d'Andrinople, bientôt ratifiée. L'opposition de l'Angleterre contre une Grèce plus étendue, dans laquelle elle voyait un soutien dangereux pour les progrès de la Russie en Orient, continuait, et l'Autriche, invoquant le principe de la nécessité de l'existence de l'Empire ottoman, s'opposait aussi de toutes ses forces. Le 3 février 1830, enfin, la « principauté »

de la Grèce était formée comme État indépendant — sans la condition, antérieure, du tribut de 1.500.000 piastres, — et on lui ajoutait l'île de Skyros, pour que plus tard on lui cédât aussi le reste de l'Acarnanie jusqu'à la mer. Capodistria s'empressa de rompre aussi les liens avec le Patriarcat soumis au Sultan, créant la « Commission ecclésiastique » de trois évêques pour diriger le clergé de l'Hellade[1].

La Porte se soumettait à la dure nécessité par une déclaration du mois d'avril. Elle était bien aise de ne pas perdre davantage et se contentait de ce que les Russes eussent diminué la somme des dédommagements de guerre. Elle consentit ensuite, par le protocole de Kalender-Keusk, à retirer les Musulmans et à laisser déposséder les mosquées de leurs terres sises en Grèce, laquelle devait payer de 30 à 40 millions de piastres de compensation, qui, de fait, furent également déduits des mêmes dédommagements de guerre dus à la Russie (21 juillet 1832). Pour les Orientaux, des cessions de cette importance se font subitement, avec ce calme que donne la croyance qu'elles viennent de plus haut que la volonté des hommes.

L'Angleterre voulait maintenant une Grèce libre, relativement forte dans ses frontières étroites, éven-

1. Pour la mission des Métropolites de Nicée, Chalcédoine, Larissa et Janina, destinée à amener, en 1828, l'amnistie au moyen du Patriarche, voy. *Correspondance*, II, p. 153 et suiv.; Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., II, p. 68. En 1829 aussi des offres patriarcales, destinées à conserver l'unité de la hiérarchie, furent refusées; *ibid.*, p. 69. Les Iles Ioniennes conclurent en 1824 un concordat avec le Patriarche (Miller, loc. cit., p. 123). Des mesures contre l'archevêque de Corinthe, *Correspondance*, II, pp. 58-59.

tuellement en opposition avec la Russie, par rivalité pour la domination de l'élément grec et orthodoxe en général d'Orient. Pour qu'elle pût remplir, dans un avenir plus éloigné, ce rôle, une condition était à son avis possible : éloigner Capodistria, qui paraissait vouloir rester[1].

Il devait céder place au prince désigné par les trois Puissances combattantes à Navarin et demeurées garantes protectrices de la Grèce, qui avaient renoncé à l'élection d'un membre de leurs dynasties, à Léopold de Saxe-Cobourg, futur roi des Belges, qui s'intéressait depuis longtemps à la cause de la Grèce. Mais les frontières restreintes de l'État, le manque d'argent dans le pays, la méfiance dans une situation décrite cependant en couleurs réelles par le président, l'impossibilité dans laquelle il savait être de mener la vie de privations et de dangers qui lui avait été prédite[2], les doutes qu'il entretenait en ce qui concerne la possibilité de rester hétérodoxe firent renoncer à cette idée, dès le mois d'avril, ce « marquis Peu à Peu » du roi Georges IV. « Je puis cependant », ajoutait-il, « en conscience vous dire qu'il sera difficile à qui que ce soit d'avoir les véritables intérêts de la Grèce plus à cœur que je ne les ai eus[3] ». Alors, comme on ne pouvait se débarrasser de cette manière de « l'agent russe », l'Angleterre s'efforça dorénavant de le faire tomber par un mouvement national, par une révolution intérieure. Elle y fut aidée essentiellement par l'écho en Orient de la Révolution

1. Des preuves qu'il ne le voulait pas, dans la « Correspondance du comte Capodistria », puis dans les passages de Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., II, pp. 177, 290.
2. *Ibid.*, pp. 195-196. Cf. *Correspondance*, IV, p. 9.
3. Voy. *Correspondance*, IV. p. 45 note.

qui fonda à Paris la royauté libérale de Louis-Philippe.

Les éléments pour préparer et conduire le mouvement ne manquaient pas. Capodistria avait eu à combattre une révolte des chiliarches, des chefs de la nouvelle armée des τακτικοὶ, soldats permanents, qui n'étaient pas meilleurs que les anciens brigands, ni leurs chefs non plus meilleurs que les capitaines de clephtes[1]. Au nom de la Constitution, Karatassos se souleva pour échouer avec sa petite troupe au milieu de l'indifférence générale[2]. La Maïna causait des soucis et, attribuant ce caractère remuant à l'ambition blessée de l' « éternel mendiant d'argent » Pétro-bey, dont le fils, Georges Mauromichali, avait fait partie du gouvernement provisoire qui avait précédé sa présidence, le président ordonna des mesures pour que la famille entière prît sa part des persécutions, qui furent opiniâtres, tenaces : Jean, frère du bey, soupçonné d'être complice d'une conspiration, s'enfuit, Constantin, autre frère du vieillard[3], avait organisé, sous un drapeau portant les portraits de Lycurgue et de Léonidas, un gouvernement « spartiate », qu'il dut abandonner ensuite pour se voir pardonner cette erreur. Le vieux bey lui-même réussit à s'enfuir sur un vaisseau appartenant au philhellène Gordon à Zante; il avait l'intention de débarquer en Morée pour tenter une révolte, mais Kanaris vint à sa rencontre et l'enferma à Nauplie[4]. De cette façon fut

1. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., I, pp. 114-116.
2. *Correspondance*, IV, pp. 266, 284. Cf. III, p. 423.
3. Cf. Papadopoulos Vrétos, loc. cit, II, pp. 180, 197.
4. Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., II, p. 280 et suiv.; *Correspondance*, IV, pp. 220, 241.

suscitée une haine implacable, qui devait avoir des suites. D'un autre côté, l'Acropole était encore retenue par les Turcs, auxquels on ne pouvait payer les indemnités prescrites[1]; Lépante s'était révoltée, avec Hadschi-Pétro[2]. Pour ne pas avoir distribué des compensations, exagérées jusqu'à la somme de 18 millions de piastres, 45 archontes de la Morée se soulevèrent; Missolonghi et en général la Grèce continentale entretenaient à peine des relations avec le président. Des bandes de brigands apparaissaient partout; le voyage de Capodistria dans la Péninsule ne réussit pas à les faire disparaître. Il n'y avait aucune sécurité : « dans la Messénie et une partie de l'Arcadie, on ne trace pas un sillon, ni on ne dresse le bât d'un mulet sans s'être à l'avance préparé comme au combat », dit Edgar Quinet[3]. Les capitaines, contraints à travailler aux champs, dans la misère du pays, qui n'avait plus de bestiaux, ne pouvaient pas admettre que ce sort leur fût réservé indéfiniment; les villes se relevaient difficilement de leurs ruines. « Il faut venir ici », écrivait le président lui-même, « pour se faire une idée de la destruction qu'ont subie les villes et les bourgades : on commence à déblayer le terrain et à construire quelques maisons[4]. » A Tripolitsa on n'avait rebâti que 500 maisons sur 3.000[5], à Psara, sur 30.000 habitants il en restait à peine 5.000, — les autres contribuaient à la prospérité de la nouvelle ville de Hermoupolis (Syra)

1. Miller, loc. cit , p. 109.
2. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., I, p. 75.
3. Loc. cit., p. 221. Sur le continent il n'y eut, pendant deux ans, que deux assassinats, à savoir dans l'armée, et il y avait 30 emprisonnés et 140 libérés sur cautionnement.
4. *Correspondance*, III, p. 391.
5. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., II, p. 278.

ou bien émigraient jusqu'à Marseille et en Angleterre[1]. Les « domaines nationaux », c'est-à-dire ceux que les Turcs avaient abandonnés et qui formaient presque la moitié du territoire[2], ne produisaient, malgré le système cruel de perception, qu'un revenu très faible, tiré de la taxe de 30 pour 100 — les autres terres payaient 10 pour 100; — l'État s'entretenait avec difficulté du seul revenu important, celui des douanes (6 pour 100, puis 8 pour 100 sur l'exportation, 10 pour 100, puis 12 pour 100 sur l'importation), ce qui donnait 9 millions de piastres annuellement[3].

La population était d'ailleurs très réduite : à peine 300.000 hommes en Morée, 200.000 dans les îles, dans la « Roumélie » d'au delà de l'Isthme, 100.000 hommes[4]. On ne voyait plus que rarement les filles des primats chevauchant à la mode turque sur des chevaux couverts de tapis d'or[5]. Le papier-monnaie, considéré comme un emprunt forcé, rendait le président, dont le bas peuple baisait cependant les pieds, impopulaire. Depuis longtemps on criait aussi contre la falsification systématique des élections, contre les candidatures multiples du chef de l'État[6]. Enfin cette révolte militaire de Karatassos (mai 1831), difficilement réprimée, démontra de quelles forces pouvait disposer le gouvernement[7].

1. *Ibid.*, p. 295.
2. Ils formaient, d'après d'autres calculs, jusqu'à neuf dixièmes du sol grec; *ibid.*, p. 292. Sur la transformation de la dîme en argent (1830); voy. Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit. II, p. 31.
3. Quinet, loc. cit., p. 294.
4. *Ibid.*, p. 291.
5. *Ibid.*, p. 301.
6. Thiersch, *État actuel*, p. 17.
7. Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., II, pp. 222-223.

Il faut ajouter le mécontentement continuel des insulaires contre celui qui avait remplacé leur coprovincial, leur bienfaiteur, prêt à leur sacrifier les intérêts et l'honneur même de l'État, et qui retardait maintenant le payement des récompenses votées à Argos. De leur propre initiative ils n'auraient pas cependant marché contre le vieillard vénéré, que l'on sentait en outre soutenu par la toute-puissance de Rückmann, le consul de Russie, qui, plus tard, passant à Bucarest, humilia si profondément le gouvernement du prince Alexandre Ghica. Mais il y avait les Phanariotes, cette « aristocratie éprise des privilèges de Byzance, des traditions des Andronic, sans patrons et sans clients, sans puissance et sans terre, qui voyait à chaque pas le sol lui manquer, vive, impatiente, habile, d'ailleurs incapable de prêter à l'État une force réelle[1] ». Peu à peu, ceux qui servaient l'État s'étaient éloignés du président : Démètre Ypsilanti, qui se faisait une gloire d'avoir été celui qui termina la guerre pour l'expulsion des Turcs, tandis que son frère Nicolas, fondait à Paris, en 1828, une société d'opposition, qui provoqua la brochure de Coray, un autre mécontent, « les Dialogues de Pantazi » d'où on avait élagué les passages contre les Phanariotes ; Panaïoti Soutzo, qui dut partir, Rhizo, qui quitta son bureau à la veille de la crise décisive, et surtout Maurocordatos, retiré. Dès l'époque du Congrès d'Argos (été de l'année 1829) parut à Hydra l'« Aurore », — puis à Nauplie le furieux journal d'opposition « Apollon », dont s'inspiraient ensuite les articles venimeux du « Courrier de Smyrne », dû à un journaliste français, dont l'acquisition avait été

1. *Ibid.*

négligée (Maurocordatos était aussi blessé à cause de l'exil de sa mère[1]). Le prince Cantacuzène, un Mourousi, durent être exilés à Égine[2]. L'archevêque de Nauplie eut le même sort[3].

Les trois couleurs révolutionnaires du règne de Louis-Philippe, commencé en 1830 sur les ruines du trône de la légitimité, encourageaient, comme il a été déjà dit, ceux qui projetaient un grand coup : on vit le capitaine Apostoli, continuateur des traditions de piraterie, remplacer le drapeau bleu et blanc, du « tyran », par celui du constitutionnalisme français[4]. Syra, la nouvelle ville prospère, habitée par des Chiotes et des Psariotes fuyards, se révolta la première[5]. Puis une députation des Hydriotes, qui, sous une « Commission constitutionnelle » de 70 membres, avaient chassé le commissaire du Gouvernement et étaient administrés par Maurocordatos, vint à Nauplie, la capitale de la Grèce unie, pour réclamer la convocation de l'Assemblée nationale. Les essais de la retarder jusqu'au mois d'octobre accrurent la décision de résistance de l'île.

Mais ce qui ébranla encore plus la situation de Capodistria, ce fut l'action de Miaoulis, qui, avec 200 marins d'Hydra, se saisit, accompagné de Maurocordatos, du principal vaisseau de la flotte nationale,

1. *Ibid.*, p. 311. Sur la nouvelle presse grecque, à Missolonghi, à Hydra (« L'ami de la loi », 1824), à Athènes (« Gazette d'Athènes »), voy. *Annuaire de la société pour l'encouragement des études grecques en France*, I, 1871, p. 150 et suiv.

2. Thiersch, *État actuel*, p. 32.

3. *Ibid.*

4. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., I, p. 186 et suiv.; Thiersch, *État actuel*, p. 32.

5. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., p. 206.

l'« Hellas », et des autres navires, dans le port de l'île de Poros, qu'il occupa. Parmi les consuls, celui de France désapprouva publiquement « cette entreprise coupable », mais cette fois encore personne ne voulut aller jusqu'à une intervention armée. Cette attitude accrut la confiance des révoltés jusqu'au point de leur faire résister à la frégate russe arrivée, avec l'amiral Ricord, pour « fermer le port ». La frégate bombarda alors (le 10 août) ce port, pour venger le « méfait propre à flétrir le nom grec[1] ». Bien qu'une amnistie fut accordée, Miaoulis, furieux de ce qui était arrivé et craignant une nouvelle attaque, incendia l'« Hellas » ainsi que l'« Hydra », un vaisseau moins important, qui se trouvait aussi en sa possession (13 août). Les Russes continuèrent à poursuivre les embarcations des Hydriotes. Mais le représentant de la France et celui de l'Angleterre se déclarèrent ouvertement contre la politique du président. De son côté, Capodistria ajourna de nouveau la convocation du Congrès, en décidant de nouvelles élections[2].

En même temps des tentatives se faisaient à Salamine, à Andros. Kalamata était pillée par les Maïnotes, dont le chef, encore en prison, malgré les grands efforts du consul russe pour le faire mettre en liberté, excitait les siens, mis sous la surveillance de la police, à l'œuvre de vengeance personnelle qui était dans les coutumes du pays. Kolokotronis était resté isolé, convaincu aussi, comme nombre d'autres, que

1. *Ibid.*, p. 248.
2. Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., II, p. 254 et suiv. Une « société d'Hercule » s'était formée à Paris pour soutenir le libéralisme grec, appuyé aussi par le général Gérard, commandant des troupes sur le territoire grec (Gobineau, loc. cit., p. 269; *Correspondance,* IV, p. 304).

« le président sait tout de même mieux ce qu'il doit faire », mais la décision des Français, qui, écartés depuis quelque temps par la suspicion politique, prirent une attitude de franche inimitié à Nisi, était de nature à provoquer des soucis.

Le 27 septembre (9 octobre), le président, qui se rendait à l'église de Saint-Spiridion, vit les deux Mauromichali, Constantin et Georges, près de la porte d'entrée. Il soupçonna que les gardiens avaient été gagnés par eux et il eut un moment l'intention de se réfugier dans une maison voisine. Mais son sens de dignité l'en empêcha. Il avança donc, fit quelques pas, répondit à un salut pour tomber aussitôt frappé au front d'une balle par l'un des ennemis; l'autre assassin le transperça du couteau. A Égine et à Missolonghi il y eut des démonstrations de joie[1], et le poète Alexandre Soutzo, auteur des satires contenues dans son « Panorama de la Grèce », crut avoir vu Harmodius et Aristogiton ressusciter. Démètre Ypsilanti aussi fut accusé d'avoir approuvé, de sa retraite d'Argos, cet assassinat[2].

Avec la disparition de cet homme de bien, qui avait apporté dans un pays d'appétits et d'ambition exagérés le sens supérieur du devoir moral implacable, commençait la guerre civile. Ceux qui pleuraient, avec de grandes démonstrations de deuil, le chef de l'État, dévoué aux intérêts suprêmes de l'ordre, pleuraient aussi la paix et la sécurité de leur pays[3].

1. Thiersch, *Griechenlands Schicksale*, p. 67.
2. Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., II, p. 263.
3. Georges Mauromichali tomba en demandant : ὁμόνοια, ἀγάπη, union et amour. Capodistria avait prévu sa fin : « il n'y a pas pour moi d'autre issue qu'une balle », écrivait-il en 1828; Prokesch-Osten, *Geschichte des Abfalls des Griechen*, Documents, II, p. 299.

CHAPITRE XVI

Règne du roi Othon, jusqu'à la proclamation de la Constitution (1833-43). Événements balcaniques contemporains. Changements dynastiques en Serbie.

Comme un hommage pour le grand mort, et certainement aussi pour assurer leur situation dominante, les partisans de Capodistria, qui, dans les derniers temps, avait renvoyé dans les Iles Ioniennes Viaro et Gennatas, confièrent le gouvernement à Augustin, l'autre frère du président assassiné, homme faible, élevé pour être ecclésiastique, plus étranger encore que le comte Jean à la vie réelle de la Grèce. Il avait accompli jusqu'alors, par la volonté, fortement critiquée, du président, des fonctions militaires sans éclat[1]. Il y avait sans nul doute en Grèce des hommes qui représentaient beaucoup plus. Le Sénat lui donna comme auxiliaire Kolettis, le plus capable de tous, et le vieux Kolokotronis, comme représentant de l'élément militaire.

Mais on ne lui avait pas donné en même temps les moyens nécessaires pour se maintenir contre tous les mécontents, les ambitieux et les aventuriers qui devaient surgir maintenant de tous côtés. Une fois la seule autorité disparue, les passions, les intérêts

1. Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., II, pp. 85-87.

libérés restaient sans aucun autre frein que celui des représentants étrangers, dont la mésintelligence avait été accrue par le passage en Morée de Stratford Canning, l'ambassadeur d'Angleterre auprès de la Porte. Dès que la nouvelle de l'assassinat fut connue à Hydra, Miaoulis eut le courage de se présenter, avec deux compagnons, pour demander la convocation du Congrès. Ayant refusé cette requête, ainsi que celle de compléter le gouvernement avec deux constitutionnels, Augustin rompit les relations avec les militaires français, auxquels il attribuait une part de responsabilité pour ce qui s'était passé. Une commission d'enquête écarta du futur Congrès l'opposition entière : à tout prix Hydra et la Maïna ne devaient pas être représentées, et l'arrivée de leurs députés fut empêchée par la force.

Le Congrès commença son activité le 17 décembre, à Argos. On croyait qu'il pourrait accomplir de grandes choses, que l'élection du souverain même pouvait se faire par lui, mais, dès le commencement, il s'était partagé en deux camps, les constitutionnels et les « syntagmatiques », soutenus par les bandes armées des Rouméliotes de Grivas. Des mesures militaires extraordinaires, prises par Kolokotronis, les intimidèrent à la séance d'ouverture; toutefois les opposants osèrent former un congrès à part. L'élection d'Augustin comme seul gouverneur, comme « proestos », ne put être imposée à ses adversaires.

Alors ses patrons russes — dont l'amiral participait aux conseils du gouvernement, et le lieutenant Roncov, avec ses marins, avait obtenu le commandement des troupes — se décidèrent à expulser les Rouméliotes. De fait, ces derniers durent quitter la ville, mais Kolettis les accompagnait et, au cours de la retraite,

il forma à Mégare, avec deux Hydriotes, Zaïmis et Kondouriotis, *l'autre* gouvernement, celui des partisans de la liberté, qui fut du reste remanié bientôt. Augustin riposta par une liste de proscriptions formelle. Kolokotronis menaçait de massacrer en masse. C'était comme du temps des anciennes guerres des partis dans les cités de l'Hellade. En même temps, Ricord croyait pouvoir tenir la mer pour le vice-président. La conférence de Londres avait reconnu l'existence du gouvernement de Nauplie.

On préparait en même temps l'élection du prince bavarois Othon, qui devait être d'autant plus sympathique que le roi Louis avait sacrifié des sommes importantes pour la cause grecque. Le professeur Thiersch, profond connaisseur des choses de l'Hellade, où il était connu comme le philhellène *Thyrsios*, avait fait depuis longtemps une pareille proposition à la Cour de Munich, et il se trouvait maintenant sur les lieux, suivant de près les événements et disposé à concourir, avec une tendance chaque jour plus prononcée contre le parti capodistrien, à la pacification du pays par une réconciliation de toutes les tendances[1]. Conformément au protocole du mois de mai 1832, Othon Ier devait être un roi, et non pas un simple prince, puis, à titre de don de joyeux avènement, on accordait à la Grèce le territoire jusqu'à Volo et Arta, mais sans Prévésa et la Punta[2].

Mais, pour que le règne commençât, pour que la

1. Pour les autres candidats : Émile de Hesse-Darmstadt, Paul de Württemberg, Frédéric de Hollande, Charles de Bavière, le duc de Reichstadt (Napoléon II), voy. aussi Mendelssohn-Bartholdy, loc. cit., II, pp. 342-343.

2. Miller, loc. cit., p. 116. Cf. aussi Dufay, *Histoire de la régénération de la Grèce en 1825*.

régence, qu'imposait son âge encore tendre, car Othon ne devait avoir vingt ans que le 1er juin 1835, pût être installée, il fallait une condition que tout le monde demandait, jusqu'aux condamnés à mort pour des crimes politiques, au moment même où ils se rendaient au lieu du supplice, mais que, pour le moment, personne ne pouvait imposer : la paix, l'ordre en Grèce.

Une attaque des Rouméliotes était à attendre, et cela d'autant plus que Kolokotronis s'était à son tour séparé du président. Pendant que la Maïna était prête à combattre, les troupes continentales prenaient Salona, Lépante, assiégeaient Missolonghi et se préparaient à passer l'Isthme. Thiersch intervint, à la prière des résidents, pour éviter une effusion de sang, et il empêcha aussi l'offensive des Maïnotes, par la délivrance de Pétro-bey, qui avait vu son fils périr devant lui. Les Français ne purent occuper à temps, ainsi qu'on le leur avait demandé, l'Isthme. Des rameaux d'oliviers au canon de leurs fusils, les partisans de la Constitution avancèrent vers Corinthe. Ils furent reçus à Argos par le clergé et les notables, également avec des rameaux d'oliviers. Le 8 avril, l'armée du Nord était à Nauplie, où de nombreuses désertions du parti adverse eurent lieu. Le vice-président, qui venait d'être élu régent du pays, démissionna le 9 et, emportant les restes de son frère, il se retira à bord d'un vaisseau russe et se rendit à Corfou. Les résidents l'avaient soutenu très faiblement et avaient fini par lui demander une démission immédiate, ce qui signifiait — bien que Ricord fût jusqu'à la fin pour la résistance — la fin du protectorat russe exclusif sur la Grèce.

Les résidents d'Angleterre et France, Dawkins et Rouen, croyaient être désormais les maîtres et appuyaient cette croyance sur les nouvelles instructions relatives à la création par leur intermédiaire d'un « gouvernement provisoire ». Le 26 août 1832 la Constituante allait être dissoute par les soldats de Grisiotis[1]. Pendant que la citadelle de Nauplie, le Palamidi, recevait une garnison de marins des trois flottes, mais surtout de Russes, sous les ordres d'un Anglais comme plus ancien, et que la ville organisait une milice pour sa défense, une commission de cinq, « l'Épitropie administrative de l'Hellade », était élue par le Sénat : Kolettis, le vainqueur, aurait siégé aux côtés de son allié Zaïmis, mais aussi de Kolokotronis et de deux autres avec lesquels il n'avait nulles relations. Mais il ne voulait nullement de cette situation, et ses auxiliaires non plus. Thiersch dut intervenir pour empêcher Kolettis d'entrer comme ennemi à Nauplie, où les habitants lui firent la réception d'un sauveur, au moment même où Augustin quittait la terre de Grèce. On forma un gouvernement de sept, sans Kolokotronis, qui avait démissionné, mais avec Ypsilanti. Les querelles personnelles continuèrent, cependant, alors que les Russes attendaient leur heure. Il fallut que la population de la capitale intervînt pour arriver à une entente, qui donna à Kondouriotis aussi une partie du pouvoir exécutif; Maurocordatos prit le secrétariat des Finances, Rhizo Néroulos celui des Cultes. Les Phanariotes revenaient ainsi au pouvoir, bien que les capodistriens, qui avaient encore le Sénat, eussent relevé contre eux le drapeau du Phénix.

1. Davesiès de Pontès, ouvr. cité, p. 283.

Malheureusement ils étaient aussi peu capables de travailler que les autres. L'anarchie militaire s'était déchaînée. Quand la Morée arriva à être saccagée, Kolokotronis fut appelé à l'aide contre Grivas, contre ses Rouméliotes, ses Albanais et ses Turcs. Il fallut donc finalement que les Français occupassent Nauplie. A Patras un officier, Tsavellas, s'était établi et ne voulait rien savoir en dehors du roi attendu. En juin et juillet, Kolokotronis et Nikétas combattaient entre eux en Messénie, et ils avaient à faire en outre avec les bandes des Maïnotes pillards. Dès le milieu du mois de juin, le consul russe Rückmann avait reçu l'ordre de rompre toutes négociations avec le gouvernement.

On pouvait croire peut-être que la paix entre les partis serait ramenée au moins par l'ouverture du Congrès, depuis longtemps désiré par tout le monde, mais déconseillé maintenant par les résidents; elle eut lieu à Pronia, un faubourg de Nauplie, dans une simple grange. L'Assemblée commença par l'amnistie du 1er août, et, après une semaine, on acclamait le nom du nouveau roi et on rédigeait une adresse, que Thiersch alla aussitôt présenter en copie à Othon Ier, jusqu'à ce qu'il reçût plus tard l'original parles mains de Miaoulis, de Kosta Botzaris et de Plapoutas. Bientôt une décision abolit le Sénat; puis commencèrent de vaines discussions de Constituante.

Mais, au moment de la mort d'Ypsilanti, Maurocordatos, vice-président de l'Assemblée, désapprouva cette action, de même que l'avaient désapprouvée plusieurs fois les résidents; Trikoupis en agissait de même. Plus dangereuses que ces critiques étaient les bandes qui assiégeaient la ville, demandant de

l'argent à un gouvernement et à une simple Assemblée dénuée de moyens. Excités par les capodistriens, un certain nombre de bandits pénétrèrent dans le Congrès, le 26 août, ainsi que nous l'avons dit, firent descendre le président Notaras et emmenèrent sept députés comme otages. Après quelques jours, ceux qui étaient restés, se prorogèrent, laissant le pays entre les mains des brigands.

Le Sénat, soutenu par Kolokotronis et les Russes, releva de nouveau la tête. Des quatre membres qui restaient encore au gouvernement, Kondouriotis se retira à Hydra et le pouvoir se concentra ainsi entre les mains de Kolettis, de Zaïmis, en discorde entre eux, et de Métaxas, qui travaillaient de concert avec le Sénat rétabli. Malgré la présence des troupes françaises à Nauplie, un parti demandait l'élection de Ricord, qui était citoyen grec, comme « gouverneur de la Grèce », jusqu'à l'arrivée du roi. Le chaos ne pouvait aller plus loin que cette confiscation de l'Hellade par un amiral russe! Mais, puisque le nouveau gouverneur ne voulait pas donner les 200.000 piastres demandées par les sénateurs, qu'il avait menés, avec leur président, à Astros, pour y préparer ce coup, l'élection n'eut pas lieu. Devant la violente désapprobation de Rückmann, les formes furent cependant parfaites, bien que le changement ne devînt jamais public et n'eut pas de suites. En même temps, les palikares, excités dans ce sens, attaquaient les Français, qui avaient occupé Argos, à la demande du gouvernement, mais ils en furent durement punis.

Le 6 février 1833, Othon Ier, venu avec une escadre de huit vaisseaux, débarquait, à Navarin, de la frégate anglaise « Madagascar ».

Un gouvernement de sept membres, qui comprenait seulement les chefs militaires, devait accueillir le jeune souverain, accompagné d'une armée de 3.500 Bavarois, et une régence d'étrangers, Armansperg, ancien agent en Grèce, Heideck et le légiste Maurer, avec les conseillers von Abel et Greiner, ce dernier pour les finances, — Thiersch manquait, ayant été compromis par ses liaisons avec les constitutionnels — le représentera dans le gouvernement du pays. L'Europe avait garanti l'emprunt nécessaire pour les débuts du nouveau régime, 60 millions, et avait fixé les conditions dans lesquelles il devait être envoyé. Les « capitaines » furent les premiers qui saluèrent profondément le nouveau prince qui venait sous de si beaux auspices. « Il est fort bel homme », écrit un Français qui le vit saluant les troupes à la suite de Kolokotronis en costume de klephte, « et il a l'air d'avoir au moins vingt-deux ans », bien qu'il n'en ait que dix-sept[1]. Une nouvelle ère paraissait s'ouvrir pour ce pays que n'avait épargné aucun malheur, et tous les cœurs, même les plus endurcis par l'esprit de parti et les ambitions personnelles, le sentaient bien. Il n'y eut jusqu'aux impatients d'une Constitution qui ne s'adoucirent devant la conscience des difficultés que devait rencontrer dès ses premiers pas le sympathique jeune roi. Les combattants politiques se contentèrent de défendre leurs idées dans des journaux qui surgirent en masse à Nauplie : « Athènes », « Triptolème », « Hélios », des poètes Soutzo, « Chronos », des russophiles, le « Satyre » et la « Gazette Nationale », appartenant au gouvernement.

1. *Ibid.*, p. 313.

Pour le moment un point était acquis : le roi, qui ne pouvait pas parler le grec, malgré le long terme de préparation qu'il avait eu, n'était pas encore en état de gouverner seul et la régence, sans aucun contact avec le pays, n'était, dans l'orgueil de ceux qui la composaient, pas le moins du monde disposée à descendre vers ce peuple et à le comprendre. Si le système de Capodistria, sévèrement critiqué par les Allemands surtout, péchait par ces grands vices qui étaient : le centralisme, le formalisme, l'exagération de l'autorité en théorie et l'incapacité de l'imposer en pratique, le manque de rapports entre une expérience étrangère et les conditions différentes d'un monde de durs et tragiques contrastes, on pouvait d'autant plus appliquer ces caractéristiques au triumvirat bavarois. La manière d'être du bureaucrate allemand, civil et militaire, de l'érudit allemand, du courtisan, dominé par l'étiquette espagnole, était évidemment encore moins apte que celle du noble corfiote, du diplomate russe en style napoléonien, à résoudre le difficile problème d'employer, pour une collaboration harmonique ou du moins pour une rivalité vivace, mais légale, les forces réelles de bravoure et d'intelligence qui restaient non utilisées ou se pervertissaient mal employées, dans la nation.

Le premier ministère comprenait Maurocordatos, aux Finances, Kolettis à la Marine et Trikoupis, devenu indispensable par ses connaissances et sa force de travail, puis deux inconnus, appartenant aux constitutionnels modérés. Il n'y avait pas un seul capitaine[1], — et les Bavarois, qui renvoyaient les « tac-

1. « Vous avez beaucoup d'ennemis », disait Armansperg à Kolokotronis. — « Oui, mais deux sont les plus acharnés et les plus dangereux : mon nom et mes services. »

tiques » et offraient aux troupes irrégulières de se soumettre à la discipline européenne des « chasseurs », des « cynégues » nouvellement créés ou de se disperser, étaient décidés à en finir le plus vite possible avec cette engeance, — il n'y avait pas un seul russophile, ou, ainsi qu'on le disait maintenant, d'après un sobriquet personnel, pas un « napiste », pas un capodistrien; de son côté, Miaoulis avait terminé sa participation par la mission de Munich. Ricord, qui partit sans avoir été reçu en audience, s'étant présenté en habit de voyage, caractérisa ce ministère de « phanariotique » ou, pour employer ses propres paroles : de « peste phanariotique ».

Mais on ne sentait pas l'influence des Phanariotes. En échange, en Allemagne, ceux qui voulaient faire une carrière rapide, accouraient avec ou sans la connaissance de la langue grecque, apprise au gymnase, dans cette Hellade gouvernée par leurs conationaux. Kork, de Brême, eut la mission de fonder un séminaire pédagogique, un raffineur d'huiles et jardinier devint inspecteur d'architecture et grand-maître de la Cour, avec le titre du conseiller ministériel. La langue allemande fut introduite dans les écoles, qui étaient plus faibles et moins nombreuses qu'à l'époque de Capodistria. Les districts administratifs allemands furent importés, sous des noms helléniques : nomarchies, éparchies, dèmes, dans ce coin d'Orient d'où la vie municipale était presque détruite par les nominations directes des maires et des conseillers municipaux. La savante œuvre de législation de Maurer, publiée en 1834, se montra bientôt peu pratique et entachée de partialité de classe[1]. Il n'y eut jusqu'à

1. Pour la traduction, par le premier recteur de l'Uni-

l'établissement d'une situation ecclésiastique qui ne fût fixée, par un synode d'évêques que dominaient les fuyards de Turquie, le 4 août 1833, d'après des principes russo-allemands, en reconnaissant à l'église de l'Hellade, administrée par un synode et une « Assemblée générale » ou consistoire de prêtres, comme chefs le Christ et le roi, représenté par le procureur, importé également de Russie; bientôt le nombre et les frontières des diocèses furent fixés d'après ceux des nomarchies, laissant de côté 28 évêques comme « provisoires »; les monastères « superflus », au nombre de 412 (!), furent abolis par décret, et on imposa aux autres (85) des taxes et des règlements.

Ce qui semblait extraordinaire cependant, c'était qu'une rivalité acharnée existait entre les régents : Armansperg, désireux de travailler seul, avait lié des relations d'une intimité non permise avec le général mécontent Church, avec Dawkins; on parlait de lui comme d'un allié du nouveau ministre russe, Katakatzi, un Maïnote passionné, toujours prêt à entrer en guerre[1]; on a pu lui attribuer une participation aux agissements de Kolokotronis, encouragé par des lettres particulières du Tzar, qui avait naturellement le souci du sort de l'orthodoxie, dans le pays pour lequel la Russie avait tant travaillé.

versité othonienne, G. A. Rhallys, du Droit Romain de Mackeldey (1838), voy. Hurmuzaki, I[5]. pp. 651-652, No CCCXIV; pp. 658-659, No CCCXXI. Michel Stourdza affirme que « les Grecs, ainsi que les Moldaves, tirent une grande partie de leur origine et de leurs coutumes du peuple célèbre dont ils ont continué à porter le nom » (Rhomaioi, Români); *ibid.* Il relève que la Moldavie aussi a son Université; *ibid.*

1. Il avait été déjà employé auprès de l'amiral russe à l'époque du combat de Navarin (Bogdanovitsch, ouvr. cité, p. 67).

Au mois de septembre, la majorité de la Régence ordonna l'arrestation des capitaines, Kolokotronis lui-même, Plapoutas, Grivas, Karatassos, Grisiotis, Tsavellas et autres; des mesures contre la presse furent prises simultanément. Parmi les ministres, Trikoupis dut se retirer, ayant été envoyé comme ambassadeur à Londres, tandis que Church allait à Pétersbourg. Par tous les moyens on extorqua une condamnation à mort contre les deux premiers accusés, condamnation que le roi Othon commua en prison à perpétuité, puis à vingt, — « je ne vivrai pas tant », s'était écrié Kolokotronis.

Les mesures prises pour briser les tours de la Maïna, ses 800 tours, et lui ravir le régime spécial sous lequel elle avait vécu plusieurs siècles, amenèrent la première révolte contre la Régence, d'un radicalisme si peu intelligent dans son œuvre de nivellement conformément à la théorie. La résistance prit les formes de la cruauté la plus sauvage. Les Bavarois, surpris dans les forêts du Taygète, étaient mutilés et torturés avec tous les raffinements de l'Orient, et, dans les cas les plus favorables, déshabillés et vendus comme esclaves. Ceux qu'on avait arrêtés la veille, furent priés d'intervenir : Grivas, Tsavellas, Karatassos; Kolettis eut, comme ministre de l'Intérieur, des pouvoirs extraordinaires. Mais l'argent fut plus utile que toutes les autres mesures : les Maïnotes consentirent à former même des compagnies de soldats « européens », une fois leurs privilèges garantis. Plus tard, le soulèvement du second Plaspouta, qui, ayant pris le titre de « Directeur du royaume », demandait la délivrance des capitaines et la Constitution, fut réprimé par les Rouméliotes, sous les ordres d'un général bavarois.

La décision du roi Louis, qui envoya à la place d'Abel et Maurer deux vieux fonctionnaires inoffensifs (juillet 1834), parut donner à la Régence quelque unité, mais bientôt Armansperg recommença la guerre d'intrigues contre Heideck. L'établissement de la Capitale à Athènes, en hiver, produisit, du moins en Occident, une bonne impression, bien que le village où se fixait maintenant un gouvernement et une Cour fût des plus misérables parmi les nids abandonnés par les Turcs à la suite d'une longue guerre. Il y avait en tout 162 maisons! De fait, la situation réelle appartenait, à la veille de la majorité du roi, à Kolettis, que les Russes qualifiaient de « traître ».

Sous ces auspices, avec une grande partie de l'emprunt déjà gaspillée, avec une armée licenciée en partie, vu qu'on ne pouvait payer les soldes, avec la discorde permanente entre ses conseillers étrangers, sous le mépris de la Turquie, qui ne voulait reconnaître qu'une « chancellerie de commerce » de la Grèce à Constantinople et, discutant sans fin sur les frontières, continuait la querelle à cause de la révolte de Samos autonome sous Étienne Vogoridis, l'ancien caïmacam de Moldavie, sous les menaces de la Russie et sous le contrôle exclusif et humiliant de l'Angleterre, *commençait, le 1er juin 1835, le gouvernement direct d'un prince de vingt ans, timide et gauche, avec des connaissances superficielles, incapable d'activité soutenue, et d'une intelligence médiocre.*

Mais la santé morale d'Othon Ier, sa réserve lourde de pensées et prête à observer ce qui se passait autour de lui étaient des éléments positifs dont on devait tenir compte. Il n'avait pas un seul ennemi, et toutes les espérances étaient dirigées vers lui. Le mariage qu'il conclut, en février 1837, avec la princesse Amé-

lie d'Oldenbourg, femme très belle, intelligente, vive, ayant un penchant marqué vers la vie politique, lui donna un conseiller ambitieux, qui, s'il ne lui montra pas toujours le droit chemin, appuya cependant son mari à chaque pas de sa carrière difficile. Il faut ajouter la visite que fit à Athènes le roi Louis en personne pour consolider ainsi l'autorité de son fils.

Le gouvernement direct du roi était soutenu cependant par l'action d'Armansperg, dépensier et paresseux, préoccupé plutôt des plaisirs de la vie large qu'il menait, semblable à celle d'un « grand seigneur » du XVIIIe siècle. Lorsqu'en 1836 un ancien aide de camp d'Augustin Capodistria se souleva, avec deux complices, sur le continent, au cri habituel de « Constitution », auquel il ajoutait la demande de l'expulsion des étrangers, on recourut aux services de Tsavellas et de Grivas. Le système commode, mais immoral et pernicieux dans ses derniers résultats, d'employer les Grecs les uns contre les autres, éloignant les trop forts, comme Kolettis, qui avait dû partir comme ambassadeur à Paris, formait de plus en plus la base de la politique intérieure, tandis que la politique extérieure ne représentait autre chose que la tutelle de l'Angleterre seule, de Dawkins, de Lyons, commandant de la flotte britannique. Plus effacé, mais plus honnête et plus fidèle qu'Armansperg, plus « libéral » peut-être que lui, von Rudhart, le second conseiller bavarois, n'était pas sans doute l'homme qui pouvait inaugurer une autre politique. Mal vu par l'Angleterre, qui ne lui épargna aucune humiliation, le pauvre homme ne put pas se soutenir, comme président d'un Conseil des ministres formé de Grecs, qu'une seule année. Sa place de premier ministre fut remplie par le roi, c'est-à-dire la reine. Zographos, Mauro-

cordatos se plaignaient que leur situation de chefs de gouvernement ne leur donnât pas le droit à une initiative réelle, à une indépendance plénière.

Maintenant le souverain était responsable pour tout ce qui se passait : pour la pauvreté d'Hydra, qui se révolta en 1838, pour les mesures prises par les Turcs après la visite royale à Smyrne, pour l'impossibilité où se trouvait le gouvernement hellénique de prêter secours à l'île de Crète, qui, ayant passé du régime égyptien plus intelligent et protecteur, à celui des Ottomans, s'était révoltée en 1841, pour l'insuccès des bandes de la société thessalo-épirote, qui étaient entrées en Thessalie. On arriva de cette manière à une révolution formelle et à l'acceptation de cette Constitution, qu'avaient déconseillée également, avec les plus fortes exhortations, la Russie protectrice et le royal père de Munich.

Kolokotronis était mort en février 1843, libéré depuis longtemps de la prison, par la grâce d'Othon. Métaxas, revenu de son lointain poste diplomatique, avait pris sa place à la tête des « napistes » russophiles. Maurocordatos, vieilli, dégoûté, presque aveugle, avait cédé la direction des anglophiles à André Londos, l'un des « deux Andrés », populaires à l'époque de Jean Capodistria. Ils s'entendirent tous deux pour arracher au roi ce régime constitutionnel qu'avait recommandé sans cesse l'Angleterre. L'appui militaire fut fourni par ce Démètre Kallergis, qui avait combattu jadis sans succès contre Kolettis sur l'Isthme. Peut-être était-il même question d'écarter un régime en même temps que la personne qui le représentait et qui était arrivé à s'y identifier.

Le soir du 2-14 septembre 1843, Kallergis séduisit

quelques soldats d'infanterie et, ouvrant les prisons, il parcourut les rues d'Athènes, musique en tête, en criant aux oreilles du Roi qui était encore à sa table de travail : « Vive la Constitution ». L'ordre donné par Othon de dissoudre cette bande avant de pouvoir répondre avec la dignité requise à ce désir populaire ne fut pas obéi. Une députation du Conseil d'État répéta cette demande dans une forme plus respectueuse. On défendit aux résidents l'accès du palais, afin que la résistance du roi ne soit pas soutenue. Celui de l'Angleterre, du reste, était derrière le rideau. Le lendemain, on acclamait le roi constitutionnel, qui par son nouveau président du Conseil, Métaxas lui-même, avait convoqué en un mois l'Assemblée constitutionnelle, se bornant pour le moment à donner congé aux étrangers qui se trouvaient à son service. La Grèce gagna, par la Constitution de novembre, une Chambre d'au moins 80 membres, élus pour trois ans, un Sénat d'au moins 27 membres, nommés à vie par le roi. C'était en tout cas une soupape pour le danger d'une révolte future.

Il est extrêmement intéressant d'établir un parallèle entre ce nouvel État grec, libre vis-à-vis des Turcs, mais esclave sous tous les rapports des Puissances protectrices, qui menaient une continuelle guerre d'influence, et la « province privilégiée » de Serbie, qui gardait avec un souci spécial les garanties de ses relations avec la Porte, trouvant ainsi le temps, qui manquait en Grèce, pour une administration d'État, sans laquelle toute conquête politique est dénuée de valeur.

Cependant Miloch n'avait pas échappé non plus aux conseils et aux entraves de l'étranger. La Russie mal-

gré son manque de parole de 1812, malgré l'appui très faible de 1826, croyait avoir seule tous les droits. Lorsque le cnèze octroya la Constitution de Kragouiévatz, en 1835, avec un Sénat législatif ayant seul le droit de désigner les six ministres et une Skoupchtina de 100 membres, qui correspondait par le caractère extraordinaire de sa convocation au Congrès hellénique, le gouvernement russe, bien que Miloch eût habillé ses soldats à la russe et qu'il eût mis à leur tête des officiers qui avaient appris leur métier au Caucase[1], eut la même attitude qu'envers le projet de Constitution, présenté, une dizaine d'années auparavant, par le parti progressiste des « carbonari » à Jean Sandu Stourdza, prince de Moldavie. Lorsque Ghermani, ministre de Miloch, vint à Constantinople pour demander l'adhésion de la Porte au nouvel état de choses et fixer les conditions d'un voyage du cnèze comme vassal, le Réis-Effendi lui-même témoigna de l'étonnement : il trouva la proposition bizarre et déclara que *la Serbie n'avait pas la compétence de faire elle-même ces changements*, qui doivent être introduits seulement par une entente de la Turquie avec la Russie. L'ambassadeur russe Bouténiev fut encore plus dur : « Miloch doit venir en tout cas à Constantinople, et, si cet ordonnement est nécessaire, il doit être élaboré entre la Sublime Porte et la Cour de Russie[2] ». Bouténiev exhortait ensuite — envoyant, à défaut d'un consul permanent à Belgrade, Rückmann, qui avait été transféré de Nauplie à Bucarest, pour y faire la même politique — ce despote patriarcal à ne pas tenir compte de sa promesse constitutionnelle. Il n'est

1. Cunibert, loc. cit. II, pp. 204-206.
2. Rapport d'Aristarki, kapoukéchaïa de Valachie, dans nos *Studii si documente*, XI, pp. 33-35.

pas besoin de dire qu'un pareil conseil, bien que présenté dans les formes les plus blessantes, car on contestait le droit du cnèze de se considérer comme le prince d'un pays libre, fut aussitôt reçu avec plaisir.

La participation à la vie politique de la principauté des Serbes d'au delà des frontières, de certains Bulgares, l'audace de Miloch de se présenter comme chef de tous les Serbes firent que la Porte, même après sa visite, annula l'acte de concession. L'Autriche aussi était, pour des motifs d'intérêt, eu égard aux Serbes qui se trouvaient sous son sceptre, du même avis[1]. L'entrevue de Miloch avec le prince valaque Alexandre Ghica, à son retour de Constantinople[2], — où il avait été reçu comme un prince vassal[3], étant conduit par le Sultan aux fabriques militaires[4], — sur la terre de Poiana, qui appartenait au prince serbe, paraît lui avoir donné, outre l'assurance que les liens de bon voisinage n'ont pas été troublés par la « barbarie » et la « dureté » (βαρβαρότητα καὶ τραχύτητα) du chef des Serbes[5], ni par des coups de feu tirés de son vaisseau sur les soldats de frontière roumains, de précieuses indications de politique générale. D'ailleurs Miloch avait félicité Ghica et lui avait offert, de même qu'à son voisin de Moldavie, Michel Stourdza, en 1834,

1. Ranke, loc. cit., p. 351 et suiv.; Kallay, loc. cit., II.

2. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 380-381; Cunibert, loc. cit., II, pp. 217-218.

3. Hurmuzaki, loc. cit., p. 472 et suiv. — Pour son voyage, Cunibert, loc. cit., p. 218 et suiv., 332 et suiv. (Miloch baisa les genoux de Mahmoud).

4. Le Sultan offrit même à la femme du prince une étoile en diamants; Cunibert, loc. cit., p. 249.

5. Rapports cités. Ghica avait témoigné à Miloch « εὐγένειαν καὶ δελικατέτζαν » (loc. cit. p. 35), mais s'était plaint des émigrations de paysans dans le pays voisin (Cunibert, loc. cit., II, p. 281 note 1).

des argenteries de Vienne au moment où les deux princes avaient commencé leur règne[1]. Le Pacha de Vidine l'accompagna dans son voyage en deçà du Danube. Dans cette situation forte, Miloch put se permettre de déclarer en automne, par la feuille officielle, qu'il se considérait le même cnèze au pouvoir illimité qu'il avait été jusqu'alors[2]. D'ailleurs, il décidait par ses oukases jusqu'à la coiffure des femmes et l'époque où il est permis de manger du poisson[3].

Cependant l'opposition, en Serbie également, ne s'arrêtait pas là, ayant pour mobile ici également des motifs personnels. Elle comprenait Simitsch, qui désirait aussi le trône[4] et remplissait les fonctions d'intermédiaire avec le comité secret de Bucarest[5], Georges Protitsch, qui avait été maltraité par le prince, Ifrim, frère du prince, qui voulait jouer un rôle plus important, Abraham Petroniévitsch, marchand, originaire d'Autriche, ancien secrétaire de Miloch. Thomas Péritschitch, connu surtout sous le nom de Voutschitch, la plus importante personnalité de la principauté, ancien lieutenant de Hadschi-Prodan — le compagnon traître de Tudor Vladimirescu — et refugié depuis en Valachie, connaissait beaucoup de secrets et beaucoup de faiblesses du maître qu'il s'était donné; réconcilié avec Miloch plusieurs fois et soutenu aussi par la princesse Lioubitza, mêlée à toutes les affaires politiques, il ne l'avait pas défendu en 1835, comme on s'y serait attendu, et il supportait les conséquences de cette indécision

1. Hurmuzaki, loc. cit., p. 467.
2. Ranke, loc. cit., p. 352.
3. Cunibert, loc. cit., II, pp. 261-262.
4. *Ibid.*, p. 86, note 1.
5. *Ibid.*, pp. 264-265, 299.

suspecte. On ne connaît pas les relations de ces gens, dont deux s'enfuirent en Autriche, avec les Empires voisins, mais on peut être certain que ces relations n'ont jamais manqué. Miloch était devenu trop fort, et le Sultan Mahmoud recevait sans cesse des plaintes contre lui[1]. En 1837, l'attention du cnèze fut attirée, de Constantinople, sur ces plaintes et on lui demanda de définir les conditions constitutionnelles, encore chaotiques, du pays[2]. *Les mêmes Turcs, qui, en 1835, l'avaient couvert d'honneurs, lui avaient donné quatre canons, lui avaient permis d'élever son propre drapeau, l'avaient exempté de la douane du sel valaque*[3], *cherchaient maintenant à favoriser les mécontents.*

Par deux fois, ceux-ci s'adressèrent à Pétersbourg également[4]. Miloch n'y était plus bien vu depuis qu'il avait établi des rapports de commerce, qui pouvaient avoir aussi d'autres buts, avec les Puissances « libérales » de l'Occident, accueillant, en 1837, aussi le premier consul britannique dans son pays, le major Hodges, contre lequel la Porte n'osa pas protester[5]. En octobre de la même année, arriva donc à Belgrade, pour faire de durs reproches, le prince Dolgorouki lui-même, aide de camp du Tzar, qui parlait volontiers de « l'opiniâtreté impertinente du chef serbe[6] ». Ne voulant pas envoyer un consul à

1. Ranke, loc. cit., cap. XXII.
2. *Ibid.*, p. 358.
3. Rosen, *Geschichte der Türkei*, I, p. 278.
4. Cunibert, loc. cit., p. 298 et suiv.
5. *Ibid.*, p. 323 et suiv., 339 et 340 et suiv. Concernant le consul autrichien, un ennemi, Michanovitsch, *ibid.*, p. 293 et suiv. Cf. Gavrilovitsch, dans la *Slavonic Review*, I (d'après les rapports de Hodges).
6. Cunibert, loc. cit., p. 302.

Belgrade, la Russie en établit un à Orsova, Vachtschenko, pour espionner les Serbes[1]. Des fuyards attribuaient à Miloch l'intention de « se faire Empereur d'Orient[2] ».

Mais le cnèze n'obéit pas à cette sommation. Cela signifiait que le Règlement Organique, qui s'élaborait à Constantinople pour sa principauté, lui serait défavorable. C'est ce qui arriva de fait. Œuvre de Pétroniévitsch, membre de la délégation serbe, cet acte, qui obtint la forme d'un hati-chérif le 22-24 décembre 1838[3], donnait au Sénat de 17 membres, nommé par le prince et composé des principaux parmi les Serbes, qui ne pouvaient être destitués qu'après une enquête faite par la Porte et dont la mission était de veiller aux intérêts publics du peuple et de servir et d'aider le cnèze, le droit d'approuver les décisions de ce dernier dans toutes les matières, d'accepter les impôts, de soumettre au chef du pouvoir exécutif et à ses quatre ministres « des projets motivés pour les lois qui pourraient paraître utiles », de revoir les rapports et les comptes des ministres. En même temps, on défendait toute punition sans jugement des instances compétentes — et non influencées, — formées de membres élus : juges de paix, tribunaux, Cours d'appel ; il était interdit de soumettre les fonctionnaires, les militaires et les membres du clergé à des punitions corporelles. Les monopoles de Miloch, celui de l'achat du sel, de la vente des porcs, furent abolis. Il fallait la permission du Sénat pour empêcher temporairement la liberté

1. *Ibid.*, pp. 302-303.

2. *Ibid.*, p. 308.

3. Il fut lu à Belgrade le 18 février v. st.; Cunibert, loc. cit., II, p. 526 et suiv.

complète du commerce. On rendit impossible la vente forcée, dont le prince avait abusé; le travail manuel des paysans pour des ouvrages publics fut absolument prohibé. Dans les fonctions, on observera l'avancement graduel ; les fonctionnaires ne seront pas exempts d'impôts; ceux de l'administration ne dépasseront pas leur compétence.

Dans l'exécution du firman on travailla avec une inimitié évidente à l'égard du fondateur de la principauté. Le tribunal national nommait lui-même les sénateurs, et à leur tête se trouvaient Ifrim et Voutschitsch : « pas un de ceux qui furent nommés n'était l'ami du prince ». Il dut accepter pour ministres Protitsch et même Pétroniévitsch.

Le résultat de cette politique fut la retraite temporaire de Miloch à Semlin[1], et, presque en même temps, aussitôt après son retour — il avait cédé aux sollicitations, — « le mouvement des paysans », qui avaient des canons dont on connaissait bien la provenance. Pendant que le cnèze était presque enfermé et bien surveillé, Voutschitsch attaqua ses amis, les bloqua et arrêta le frère de Miloch, Jean. Il vint en personne pour sommer son rival, vaincu et compromis par un « excès[2] », de quitter le pays, ce qu'il fit après l'abdication en faveur de son fils malade, Milan, le 13 juin 1839. Quand ce pauvre jeune homme mourut, le 17 juillet, sans même avoir eu connaissance de son élévation au trône, les trois régents, Voutschitsch, Pétroniévitsch et Ifrim, durent bien accepter le second fils du prince exilé, Michel, âgé à peine de

1. Ranke, loc. cit., p. 363.
2. Cunibert, loc. cit., p. 546 et suiv.

dix-sept ans, qu'il fallut demander à son père, qui vivait sur ses terres de Valachie. La Porte se saisit de cette occasion pour enlever du firman de nomination accordé au « bachbeg » tout conditionnement viager ou héréditaire de la puissance de son nouveau vassal, qui dut paraître immédiatement, pendant l'été de l'année 1840, devant le Sultan Abdoul-Médschid.

Revenu dans le pays, Michel trouva, avec la permission du suzerain, deux contrôleurs de ses actions dans les ennemis jurés de sa famille, intéressés à la chasser, Voutschitsch et Pétroniévitsch. Mais le bas peuple, du milieu duquel s'était élevé et auquel ressemblait le dur Miloch, parti sans qu'une goutte de sang eût été versée pour sa cause, se souleva pour empêcher l'usurpation audacieuse d'une oligarchie sans morale, sans racines, sans fortune, appuyée sur la volonté de l'étranger, de l'ennemi d'hier, auquel elle avait sacrifié sans pudeur les intérêts essentiels de la nation, de grands droits à peine conquis, — car le caractère légal du cnèze conditionnait la situation politique même du pays. On demandait, outre le rappel de Miloch et le transfert de la capitale de Belgrade à Kragouiévatz, la punition de deux usurpateurs, qui s'enfuirent sans résistance sous l'égide du Pacha, dans un abri où les suivit le parti entier des vainqueurs de la veille : Georges Protitsch, Ifrim, Prota Nénadovitsch, Stoïan Simitsch, Garachanine et les autres. C'est en vain qu'un commissaire de la Porte, Mousa-Effendi, parut pour les rétablir dans leurs fonctions. Il se contenta de les emmener avec lui, tandis que Michel, de son côté, montrait un sens d'ordre, en dispersant la foule qui lui avait donné l'indépendance et l'autorité.

Michel resta de cette manière dans la pleine jouissance de sa situation. Conseillé et aidé par Radachévitsch et autres Serbes de Hongrie, que ceux de la Principauté cependant considéraient avec la même envie avec laquelle les Corfiotes étaient considérés en Grèce ou les Roumains de Transylvanie dans les principautés, il continua dans tous les domaines l'œuvre de son père, en fondant des écoles, des institutions culturales, en traçant des routes, etc.

Ces mesures de redressement et de progrès demandaient cependant de l'argent, et l'accroissement des impôts, même insignifiant, mécontentait les paysans, qui trouvaient qu'il y avait trop de fonctionnaires, venus en trop grand nombre de l'étranger. Lioubitza, son frère Gaïa Voucomanovitsch, désiraient aussi le retour de Miloch. On commit ensuite la grosse erreur de rappeler les exilés et de transférer la capitale de nouveau à Belgrade. L'appui accordé aux Bulgares révoltés, les prêtres en tête — Lioubitza surtout ne pouvait admettre l'idée de les laisser entre les mains des Turcs, — excita encore plus la Porte. Un nouveau commissaire ottoman vint en Serbie pour exiger cette fois la destitution des ministres.

Mais le danger ne venait pas seulement de ce côté. Ainsi qu'il l'avait fait en Morée, semant partout la haine entre les partis et les personnes, le brutal proconsul Rückmann fit tout son devoir en Valachie également. Il combattit par tous les moyens pour introduire dans le Règlement Organique cet « article additionnel » qui rabaissait la situation du pays jusqu'à celle des provinces privilégiées comme la Serbie, lui interdisant tout changement dans les lois, sans l'approbation de la Puissance suzeraine et de

la Puissance protectrice. Aussitôt après, il chercha à organiser autour de lui les vieux boïars, les restes des Phanariotes, et les aspirants au trône, qui auraient constitué ensemble à Bucarest un parti russophile pareil aux « napistes » de Grèce[1], au moment même où le prince Alexandre Ghica, auquel on préparait le sort réservé en Grèce à Othon Ier, avait à combattre contre les jeunes nationalistes, appuyés par les consulats de France et d'Angleterre, qui étaient d'accord sur ce point. Le chef du parti, Câmpineanu, dont les conceptions comprenaient l'union de toutes les provinces roumaines, avait voyagé dans un but politique en France et en Angleterre, en 1840. Lorsque Rückmann fut envoyé, comme chargé d'affaires, à Constantinople, son successeur, Titov, le beau-frère de Bouténiev et parent de Nesselrode lui-même, ne perdit pas de vue le but de la diplomatie russe dans les Balcans, qui était celui de miner les États nationaux existants et de préparer, d'accord avec les Turcs myopes et peu intelligents, la future annexion. En 1841, Titov passa à Constantinople, et Dachkov, futur ministre à Stockholm, prit sa place. L'année de sa nomination, il fomenta une révolte en Olténie, — ce qui provoqua des arrestations en 1840[2], — contre le prince même, d'un côté[3], et, de l'autre, il préparait une invasion de Bulgares, d'Arnautes et de Grecs, par Braila, dans la Dobrogea,

1. Élias Régnault, *Histoire politique et sociale des Principautés danubiennes* (il y a aussi une traduction roumaine, de Fatu, Jassy, 1856), chapitre IX.

2. Balcescu, Macedonski entre autres; Vaillant, le professeur Euthyme Murgul, originaire du Banat, César Boliac étaient suspectés. Félix Colson avait accompagné Câmpineanu en Occident.

3. *Ibid.*

sous l'égide du consul impérial de Galatz[1]. Le 6 février 1842, le même consul dénonce à Stourdza les préparatifs des Bulgares de Galatz, qui étaient en relations avec ceux de Reni et de Belgrade[2]. Mais la Russie n'a pas une seule diplomatie. Il était question de la liberté de la Bulgarie et, avant de se transformer dans une intrigue russe, la « Société de délivrance des peuples slaves sur la rive droite et gauche du Danube » avait travaillé de concert avec les agitateurs français[3]. Les chefs du mouvement, qui répandaient « un portrait de l'empereur serbe », c'est-à-dire de « Jean, Tzar búlgare », Joannice, *imprimé à Odessa*[4], demandaient publiquement à Ghica la permission de passer sur le territoire turc, en y ajoutant des menaces comme les suivantes : « il faut que vous sachiez que vous aurez tous à pâtir durement, car il nous est égal de périr ou de vivre[5]. » Le 14-26 juillet, le prince, que ce ton n'avait guère impressionné, ordonnait au colonel Odobescu de faire les sommations légales et de tirer[6]. On procéda en conséquence, et les insurgés, qui portaient la croix blanche sur fond rouge, furent empêchés de passer. Ils capitulèrent, et Ghica n'oublia pas d'ordonner : « vous voudrez bien soigner par des médecins en même temps les nôtres que les Bulgares blessés »,

1. Cf. nos *Studii si documente*, XI, p. 247 et suiv. et I. C. Filitti, dans les « Annales de l'Académie Roumaine », XXXIV, p. 201 et suiv. Cependant Kotzebue, consul à Jassy, avait ordonné à son subalterne *de ne pas s'en mêler;* Hurmuzaki, I⁶, pp. 343-344, no. CLXXXIV. Cf. P. P. Panaitesen, *Nicolae Balcescu*, Bucarest 1924.

2. *Ibid.*, p. 368, no. CCII.

3. Filitti, loc. cit., p. 207.

4. « Annales de l'Académie Roumaine », XXIX, pp 256-257.

5. Filitti, loc. cit., p. 227.

6. *Studii si documente*, loc. cit., pp. 248-249.

qui avaient tiré cependant les premiers contre les soldats valaques[1], et que, « s'ils dénonçaient le secret » de la conspiration, il ne faut pas le communiquer aux Turcs, « car nous n'admettons pas que les chrétiens d'outre-Danube soient livrés au sabre et à l'esclavage » : ils auraient dû avoir le sentiment du devoir envers « ce pays paisible où, ayant trouvé un abri et étant traités avec miséricorde, ils se sont rendus indignes de la charité humaine par leur mécontentement[2]. »

Si on pense à l'agitation que manifesta à cette époque Miloch et aux révélations, fournies par le livre de Regnault, relativement au projet, qu'il avait communiqué au consul français Billecoq, d'une révolte des Slaves du Sud contre la Turquie, mais aussi contre la politique russe qui leur portait ombrage, si on tient compte enfin des affirmations de ce même écrivain, en relations étroites avec la diplomatie orientale de la France, que l'ancien cnèze, repoussé, se fit l'agent des ambitions russes dans les Balkans, si enfin on arrive à reconnaître parmi les révoltés des gens de sa maison[3], on ne peut se défendre de tirer la conclusion qu'il était question de *ce mouvement général slave au delà du Danube qui aurait fait de Miloch rétabli le chef d'un puissant État yougo-slave*. Il faut ajouter que toute la ligne du Danube était bien gardée par Ghica[4], le colonel Horbatzki se trouvant à Izvoare, « en face de la Serbie, dont on redoutait

1. *Ibid.*, p. 249.
2. *Ibid.*, p. 250. Le vice-consul d'Autriche à Galatz protesta cependant d'une manière véhémente contre les procédés du gouvernement.
3. Filitti, loc. cit., p. 229.
4. *Ibid.*, p. 231.

une tentative sur la Valachie », et d'autres troupes campant « à Zimnicea, en face de Sichtov, point important, rapproché du centre de l'insurrection bulgare[1] », et que Michel Stourdza, qui avait des rapports étroits avec Miloch, du temps où il rêvait de réaliser pour son compte l'union des Principautés, n'avait rien fait pour empêcher l'aventure.

Décidés à « délivrer leur patrie », les Bulgares, qui travaillaient aussi à Bucarest, essayèrent de passer le Danube en 1842 aussi, avec le même concours secret des consuls de Russie et des officiers bessarabiens[2]. On projeta l'assassinat du colonel Engel dans sa propre maison. Le chef de la conspiration, un ancien étudiant au gymnase et à la nouvelle Université d'Athènes, membre de la « Société macédonienne » qui correspondait avec la société crétoise et avec la société thessalienne, était lui-même un Macédonien, baptisé par Étienne Vogoridis, qui ne paraît pas avoir été parmi les promoteurs[3]. On considérait même comme compromise la grande personnalité culturelle roumaine de l'écrivain valaque Jean Héliade, et on fit une enquête le concernant.

Il y avait une évidente tentative de troubler la Turquie et en même temps de faire tomber, dans tous les pays chrétiens jouissant de l'indépendance, de l'autonomie ou de privilèges, les princes régnants, qui n'étaient pas dans le sens de la Russie (on croyait que Michel Obrénovitsch, établi à Belgrade, était gagné par les Autrichiens), pour étendre ensuite, sous

1. *Ibid.*, p. 287. On était en garde également contre les Bulgares de la nouvelle ville, fondation de Ghica, Alexandria.

2. *Ibid.*, p. 237.

3. *Ibid.*, pp. 238-239. Cf. Romansky, dans le « Sbornik » de Sofia, 1920.

des gens spécialement élus dans ce dessein, le réseau du protectorat sur toutes ces provinces, « délivrées » par les armes du Tzar et lui devant donc « reconnaissance ». Tour à tour on devait abattre, sinon Michel Stourdza, car ses relations avec le diplomate russe A. de Stourdza le mettaient à l'abri, au moins Alexandre Ghica, l'Obrénovitsch de Belgrade et le Bavarois d'Athènes. Ils devaient perdre leur trône ou être assassinés, disparaître, étant un empêchement à la politique russe prête à de nouveaux progrès.

Ghica fut le premier qui tomba. En 1842, il fut destitué, après une enquête faite en réalité par le commissaire russe Duhamel et, pour la forme seulement, par celui de Turquie, Chékib.

Le tour de Michel vint ensuite. Un parti de « défenseurs de la Constitution », « oustavo-branitélii », fut formé en Serbie, comme en Grèce. Les districts où les adversaires de la famille régnante exerçaient une influence, furent mis en mouvement : Voutschitsch, exilé à Semendrie, — il publiait une feuille d'agitation à Pesth et avait des relations avec l'Autriche[1], — revint pour commencer la lutte, soutenu aussi par le Pacha de Belgrade et par le commissaire ottoman, qui réclamaient la démission des ministres[2].

Le prince se décida à combattre. La petite troupe avec laquelle il était parti, le même mois d'août 1842, vers Kragouiévatz, centre de la révolte, s'accrut rapidement par les milliers de paysans qui accouraient à son secours. Alors que Garachanine périssait et que ses complices fuyaient en Autriche, le principal ennemi resta dans Kragouiévatz. Il sut gagner les

1. Cunibert, loc. cit., pp. 565-566.
2. *Ibid.*

soldats de Michel, surtout par la demande d'une diminution de « porésa ». Des négociations, fatales pour le prince, commencèrent. Par deux fois les canons des révoltés dispersèrent ses troupes. Il n'avait plus que sa garde. Le consul russe lui conseilla de chercher un refuge auprès du Pacha de Belgrade, mais, plutôt que de faire ce pas, très risqué, il suivit l'exemple de son père et passa, suivi par Lioubitza et quelques fidèles, le 8 septembre, à Semlin, la frontière autrichienne. Il déclara solennellement, aussi dans sa lettre adressée à Michel Stourdza, qu'il n'avait pas abdiqué et que tous les actes accomplis par les rebelles étaient sans valeur légale[1].

Voutschitsch, « le chef militaire de la nation », Simitsch et Pétroniévitsch prirent, avec la permission du représentant de la Porte, la régence. On convoqua, le 14 septembre, la Skoupchtina, assemblée à laquelle participèrent aussi le Pacha et le commissaire ottoman Chékib-Effendi, venu de Bucarest. Voutschitsch, craignant de prendre le pouvoir pour lui-même, proposa le fils, né en 1806, de Carageorges, Alexandre, qui avait été élevé en Bessarabie et en Valachie, puis avait vécu comme aide de camp, étranger aux affaires publiques, à l'ombre de Miloch et de Michel. Un homme doux et faible, absolument différent de son terrible père. La Porte s'empressa de prononcer la déchéance du fuyard Michel et de reconnaître, par le firman du 14 novembre, le nouvel élu.

C'était maintenant le tour de la Russie. Dans les derniers jours de l'année, en Valachie, elle avait provoqué l'élection du protégé du Tzar, Georges Bibescu.

1. Hurmuzaki, *Suppl.*, I[4], pp. 243-245. Il demandait aussi l'intervention auprès du puissant beau-frère de Michel Stourdza, Étienne Vogoridis.

En Serbie, il n'y avait pas de protégé pareil, car le vieux Miloch avait été écarté par décision du Sultan. Mais il fallait une satisfaction pour le Tzar. Le prince Lieven se rendit à Constantinople spécialement pour demander cette satisfaction. Bouténiev ne voulut même pas expédier la lettre du Sultan à Nicolas Ier. Puis, d'accord avec l'Autriche, on fixa la solution « amicale » d'une *nouvelle élection*, Alexandre Carageorges n'étant considéré jusqu'alors que comme un simple particulier. Le Pacha Kiamil, de Belgrade, devait être puni par sa déposition et les deux anciens régents par l'exil à Sichtov.

La nouvelle élection eut lieu le 15 juin 1843. Lieven y assistait en personne, ainsi que le consul russe, afin de faire mieux ressentir quelle était la volonté qui s'accomplissait. Mais Alexandre ne put être confirmé — et il devait l'être seulement *à titre personnel* — avant le départ de Voutschitsch et de Pétroniévitsch[1]. Le nouveau prince, correct et aimant son pays, mais sans qualités supérieures, devait se dépêtrer maintenant comme il le pouvait, car il n'avait pas de parents et ses amis avaient été chassés pour l'avoir fait prince, au delà de toute son attente.

Il avait contre lui deux ennemis implacables qui guettaient à la frontière : Miloch, qui avait quitté la Valachie, et Michel, qui se trouvait aussi en Autriche. Le premier travaillait avec opiniâtreté à atteindre ses buts. En 1843 aussi il fut question d'un mouvement des Bulgares de Bucarest, Braila, Alexandria et Craiova. On avait projeté l'assassinat du prince, le soulèvement des paysans mécontents des impôts.

1. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 406-407.

Costaki Soutzo, dénoncé comme conspirateur, avait parlé aux conjurés « de la prochaine entrée de la Russie dans les Principautés » pour qu'alors chaque nation — Serbes. Bulgares et Roumains — pût demander « la délivrance de son territoire à l'aide de la Russie ». On expliquait le mouvement grec pour la Constitution par la tendance de « commencer la guerre contre la Turquie, et dans ce cas tous les Serbes se lèveraient en armes[1] ». Le nouveau gouvernement valaque défendit donc à Miloch de venir d'Autriche et à Voutschitsch et Pétroniévitsch, qui se trouvaient encore à Sichtov, de passer le Danube[2]. Les initiés affirment que Miloch était le chef et que 12.000 Bulgares l'attendaient[3].

Il faut ajouter que, pendant ces années de changements constitutionnels, de trônes renversés, la petite citadelle de montagnes du Monténégro eut aussi ses transformations dans la personne du prince et dans les institutions. Témoin, pendant presque un demi-siècle de combats auxquels il n'avait pas trouvé prudent de participer, le Vladica (évêque) Pierre Ier avait régné impassible dans le Monténégro qu'il avait consolidé sous tous les rapports. Son successeur, Pierre II, écarta le gouverneur civil, Vouc Radonitsch, en 1832, et créa un Conseil de douze membres. Le pays fut partagé en « nahiés », correspondant aux nouvelles divisions administratives de la Grèce et de la Serbie. Une imprimerie commença son activité.

1. Filitti, loc. cit., pp. 44-45.
2. *Ibid.*, p. 247.
3. Vaillant. *La Roumanie*, II, Paris, 1844, p. 405. Les accusés de complot furent condamnés à quinze ans de travaux forcés; *ibid.*, p. 437.

CHAPITRE XVII

L'influence française en lutte avec les tendances de protectorat russe dans les Balcans, avant et après la guerre de Crimée (— 1860).

Au moment où la Russie croyait pouvoir poursuivre plus facilement ses intentions dans les Balcans, des penseurs politiques français commencèrent à parler aux nations égarées, déchirées par les factions, empêchées de trouver la base solide de leur développement et de persévérer dans la voie des réformes fondamentales et de l'éducation morale — dont Ranke constate le défaut en Serbie aussi, — de la possibilité de gagner leur indépendance même contre le Tzar, de leur devoir de travailler ensemble, Grecs, Roumains et Serbes, pour leur propre idéal national[1].

D'ailleurs le nouveau prince de Serbie écrivait, après sa confirmation, à Michel Stourdza de Moldavie qu'il espère « une amitié franche et durable, qui ne manquera pas d'animer toutes les relations qui doivent exister entre des principautés dont les intérêts sont communs par l'identité de leur situation géographique et politique[2] » et il parlait au bout d'un

1. Vaillant, loc. cit., II, vers la fin.
2. Hurmuzaki, *Suppl.* I⁴, p. 262, nº CLXXXIX. Cf. la lettre de Michel à son avénement, qui est plus brève et dénuée de sens politique (*ibid.*, pp. 226-227, no, CVI), ainsi que celles de Miloch (*ibid.*, p. 219, no. C).

an de la bonne harmonie nécessaire entre deux pays soumis au même régime de suzeraineté et de « puissante protection » et ayant « presque la même destinée[1] ». Cette union dans des formes libérales pour le progrès cultural était de plus en plus aussi la politique officielle de la monarchie libérale établie à Paris en 1830 et qui gardait son influence entière dans l'Orient chrétien, formé en grande partie à son école, jusqu'à la chute du régime de Louis-Philippe en 1848. Et, si par endroits l'Angleterre se montrait jalouse jusqu'à provoquer des incidents déshonorants pour sa politique — ce qui arriva, ainsi qu'on le verra, en Grèce. — le plus souvent, comme dans les Principautés, où un Billecocq pouvait réunir ses efforts à ceux d'Urquhart, les deux influences de constitutionalisme, de légalité, de romantisme libéral et national s'appuyaient et se complétaient réciproquement. *Sous le rapport moral, la Russie fut rapidement et facilement vaincue dans ce combat, le ressort spirituel des peuples ayant été renforcé par la pensée libre de l'Occident.*

En Grèce, dès le commencement de l'ère constitutionnelle, les napistes, représentés par la bourgeoisie rurale et par le parti en cours de dispersion des capitaines, alors que les anglophiles étaient les principaux marchands et que les intellectuels, dont le nombre s'accroissait sans cesse sous l'influence de l'Université d'Athènes et surtout des études à l'étranger[2], étaient francophiles, perdent complétement le terrain. Maurocordatos, dont la redingote ne devenait

1. *Ibid.*, p. 277.
2. Thouvenel, *La Grèce du roi Othon*, Paris, 1890, pp. 2, 135. Cf. aussi Lettres de *J.-G. Eynard, relatives à la Grèce* (*1841-1843*), publiées par Édouard Chapuisat, Genève 1917.

pas populaire en raison de la politique financière erronée qu'il avait inaugurée sous la régence, s'inspirant des traditions des Principautés, abandonna rapidement le pouvoir, malgré les élections forcées de 1844; le chef du gouvernement lui-même échoua à Missolonghi, pour la défense de laquelle il avait tant fait, alors que Callergis, le héros de l'année précédente, échouait à Athènes. Le parti anglophile dut donc se retirer, n'ayant en tout, dans la nouvelle Chambre, que douze membres[1]. Le rôle joué par Piscatory, résident de France, Levantin d'origine, dans la révolution de 1843 lui avait assuré la confiance illimitée du roi, qui était resté le même Allemand à la phrase lourde et aux pensées lentes, heureux d'échapper lui aussi aux soucis d'une société dans laquelle il n'avait plus confiance[2]. Doué d'adresse, du sens des circonstances, d'une patience infinie dans la poursuite de ses desseins, et, en outre, d'une belle prestance dans son costume national, qu'il n'avait pas abandonné, le « Tzigane » Kolettis devint dès le commencement indispensable. Bien qu'il ne parût que rarement à la Chambre, qu'il avait contribué à créer, il conduisait jusqu'à cinq ministères[3]; quand ce parlement, où étaient mêlées toutes les classes, jusqu'aux serviteurs qui faisaient de la politique[4], ne lui convenait plus, le roi accordait volontiers la dissolution, car il savait bien que

1. Miller, loc., cit., pp. 176-177.
2. *Ibid.*, p. 5; Thiersch, *Griechenlands Schicksale*, p. 83.
3. *Ibid.*
4. Thouvenel, loc. cit., p. 13. Le général Mamouris était lui-même un ancien domestique; *ibid.*, p. 429. Sur le système d'élections « faites » par l'entourage du roi, voy. le livre de François Lenormant, *La Grèce et les Iles Ioniennes, études de politique et d'histoire contemporaine*, Paris, 1865.

son ministre serait appuyé dans les élections par tous ceux qui voyaient dans sa présence au pouvoir « comme le gage d'un gain qu'ils prétendent ne partager avec personne[1] ». Son programme était « l'application des ressources de l'État au profit de ses amis », pour employer les propres paroles d'un diplomate étranger fortement mêlé aux affaires de la Grèce[2], qui rédigeait les discours solennels de ses chefs et les grands « articles » du Moniteur. « On ne fait pas du pain blanc avec de la farine noire[3] », disait-il comme excuse, et on doit lui donner raison si on pense aux éléments dont il disposait : des chefs de bandes, glorieux et insatiables[4], qui, pour être achetés, firent des mouvements comme celui de Grivas à Vonitsa et de Kriézotis, ancien pâtre, en Eubée (1847), et une bourgeoisie, tellement pauvre qu'en 1850 il n'y avait pas à Athènes trois jeunes filles possédant 30.000 francs de dot[5]. La jeunesse, le grand espoir de Jean Capodistria — « la nouvelle génération sera capable de tout », disait-il[6] — s'était développée dans le sens d'une mégalomanie ridicule, et on pouvait entendre quelques-uns parmi eux déclarant avec inconscience : « Je ne ressemble pas à Aristide, mais j'ai quelque chose de Périclès[7] ». Et

1. *Ibid.*, p. 19.
2. *Ibid.*, p. 273.
3. *Ibid.*, pp. 8-9.
4. *Ibid.*, p. 31.
5. Papadopoulos-Vrétos, loc. cit., I, p. xxx.
6. Thouvenel, loc. cit., p. 24.
7. *Griechische Litteratur*, Préface : « Aber, wenn nach Jahren der Augenblick kommt wo sie in ihr Land zurückkehren wollen, werden nicht junge Griechen fortreisen, sondern Deutsche, Engländer und Franzosen, die als Fremde zu einem ihnen fremden Volke kommen. In ihrem Vaterland wird man sie nicht verstehen, und sie selbst werden das

ceux qui étaient restés bons — car ils étaient tous intelligents, — n'étaient que bien peu utiles, à cause d'une éducation qui, malgré la recommandation de Rhizo Néroulos d'élever les enfants pour la Grèce, et non pas pour mépriser et exploiter leur patrie, les avait complétement gâtés.

Lorsqu'en 1847 Kolettis mourut subitement, ses successenrs, Rhigas Palamidis et Démètre Christidis, élevé à l'Agence valaque de Constantinople, n'étaient pas en état de prendre son héritage. Un Ministère Tsavellas-Kondouriotis dut pacifier ou briser d'autres mouvements de capitaines, de Grèce même (Pharmakis, Pérotis, Mérenditis, à Patras) ou de Turquie[1]. Puis le maréchal du palais, Kriésis, remplaça, à la fin de l'année 1849, les francophiles avec la permission — indispensable — du résident français et en dépit de la volonté du résident russe Catargi, Roumain de Bessarabie, et du résident anglais Wyse, furieux du manque d'attention — aussi en ce qui concerne le payement des dettes et la satisfaction des plaisirs des sujets anglais — avec lequel était traitée sa nation[2]. On verra bientôt les suites que

Vaterland und sein Volk nicht mehr fassen. Machen wir es den jungen Griechen möglich, mitten uns Griechen zu bleiben. « Sur les étudiants grecs à Genève, voy. la Correspondance de Capodistria, I, pp. 174 175; sur ceux qui allèrent à Munich, Dresde, Leipsick, pp. 304, 326; II, p. 438; III, pp. 183, 356-357; IV, p. 149. Le président s'exprimait ainsi sur ce sujet : « Je partage votre opinion » (celle de Coray) « quant à la nécessité de recueillir en Grèce tous les jeunes Hellènes qui se démoralisent en Europe sous prétexte de s'instruire » (*ibid.*, III, p. 332). — Cf. le chapitre concernant la Grèce du beau livre d'Alexis de Valon, *Une année dans le Levant*, 2e édition, Paris, 1850.

1. Miller, loc. cit., p. 178.

2. Lenormant l'accuse d'avoir fomenté les révoltes de Négrepont, de la Phtiotide et de l'Achaïe; ouvr. cité. p. 85.

devait avoir cet exclusivisme de l'adhérence à la France.

A ce moment Alexandre Caragéorgévitsch régnait à Belgrade en vrai protégé de l'Autriche, qui avait abandonné complètement la cause de Michel, ce qui amena l'insuccès de la tentative faite en 1845 pour le rétablir. Et Georges Bibescu, prince de Valachie, dans l'âme chevaleresque duquel trouvait un écho tout ce qui avait fait la grandeur des Roumains dans le passé, n'était certainement pas, par son intelligence, sa culture et son idéal, en état de jouer le rôle d'un Michel Stourdza, son voisin moldave, servant, avec le souci de ses intérêts personnels et occupé de ces réformes d'ordre purement matériel que peut réaliser aussi un simple gouverneur de province, les buts de la Puissance protectrice. Si Caragéorgevitsch avait été averti par la tentative mentionnée en faveur du rétablissement des Obrénovitsch en 1845, on préparait à Bibescu le sort d'Alexandre Ghica : le discrédit par l'opposition, double, des vieillards, du parti « phanariote », et de la jeunesse nationaliste et, à la fin, l'enquête des commissaires des deux Puissances et la mesure dernière de la destitution.

De cette manière la diplomatie russe poursuivait journellement ses intentions. Elle fut bien aise — de même qu'elle intervint au profit des Albanais chrétiens en 1843 et qu'elle excita les Grecs de Constantinople par l'envoi du Grand-Duc Constantin pour leur faire voir que c'est lui, et non pas le pauvre roi hellénique, βασιλεύς sans argent et ayant pour armée quelques bandes et cinq canons, qui

sera l'empereur byzantin ressuscité — de trouver dans le conflit gréco-turc de 1847 l'occasion d'intervenir. Kolettis, qui mettait en première ligne « la question nationale » et accueillait sans scrupules — ainsi qu'on l'avait fait, du reste, continuellement aussi auparavant, dans toutes les assemblées — *les représentants des Grecs non libres à la Chambre d'Athènes,* n'hésita pas à envoyer le généralissime Karatassos, aide de camp royal, le même qui avait conduit récemment les bandes grecques en Épire et Thessalie, à Constantinople. Le Crétois Mousourous, qui représentait le Sultan à Athènes, lui refusa les passeports, ce qui provoqua de la part du roi Othon un reproche personnel fait au ministre ottoman. Satisfaction fut demandée pour ces paroles, et Mousourous quitta Athènes, pendant que l'on prenait des mesures de représailles contre le commerce grec dans l'Empire. La France offrit en vain ses bons offices pour conserver sa situation dominante à Athènes, Metternich lui-même se mêla sans effet à cette affaire. Ce ne fut que lorsque la Russie intervint, en 1847 encore, que les bonnes relations furent rétablies[1]. L'Angleterre, qui de fait avait soulevé cette question, par les relations entre Mousourous — qui fut ensuite ministre grec à Londres — et Lyons, son résident, dut se reconnaître vaincue.

Cependant il y avait quelque chose qui se détachait au-dessus des intrigues intérieures et extérieures — les dernières excitant et nourrissant les premières, — au-dessus du mauvais gouvernement, des violations de loi et de droits, des abus

1. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 407-409.

et des prévarications : *le développement matériel et moral des pays danubiens et balcaniques eux-mêmes.*

La Moldavie et la Valachie donnèrent l'efflorescence splendide, purificatrice et anoblissante, d'une nouvelle littérature, où les souvenirs du passé s'unissaient, sous l'influence de l'Occident, dans la même conscience énergique, aux forces du présent. Les Principautés furent sauvées de l'absorption dans l'Empire des Tzars, non par l'intervention diplomatique de l'Occident, ni par le sens qu'aurait eu la Turquie d'Abdoul-Médschid en ce qui concerne ses intérêts, mais par cette vie spirituelle qui est contenue dans les écrits d'un Grégoire Alexandrescu, d'un Kogalniceanu, d'un Alexandri et de toute la légion de jeunes écrivains qui les entourait.

La Serbie n'eut pas la même fortune. Elles étaient bien faibles encore ses relations avec les provinces de l'Autriche habitées par les Serbes, où s'élaborait l'idéal général « illyrique » de Gaj (en 1843, le gouvernement autrichien défendit le mot même d' « Illyre »), celui de la réciprocité culturelle slave, représenté par le poète slovaque Kollar, l'idéal purement serbe de Théodore Pavlovitsch, qui publiait à Pesth le journal « Srbski narodnii list » ; dans la principauté autonome, les lettrés étaient très rares[1]. Les buts supérieurs de la race étaient donc représentés seulement dans l'air libre du Monténégro, par le Vladica-prince Pierre, qui chantait « la Couronne de la montagne » et composait la tragédie d' « Étienne le Petit »,

1. Voy. la vue d'ensemble que donne M. Jacques Ancel, dans son récent *Manuel historique de la question d'Orient* (1792-1923), p. 125.

le rebelle du XVIIIe siècle qui s'était fait passer pour « le Tzar Pierre ».

Mais plus qu'en Serbie se dessinait, et avec une grande rapidité, due à la situation favorable et à la diffusion de l'élément hellénique, en Grèce un *puissant essor économique de la nation*. Thouvenel, le tuteur français d'Athènes, signalait « la vraie révolution matérielle » qui fut accomplie entre 1838 et 1847, accroissant le nombre des vaisseaux de commerce jusqu'à 4.000 et faisant du Pirée, où Othon avait trouvé deux misérables bouges, de Patras, qui avait tant souffert du combat des Grecs pour sa conquête, de Kalamata, Vostitsa, Galaxidi, de Syra-Hermoupolis, des centres importants, ayant une bourgeoisie qui s'enrichissait malgré l'instabilité des relations politiques[1]. « Le pays » — écrit Thouvenel une autre fois — « fait en avant tous les pas que son gouvernement fait en arrière[2] ». L'agriculture prenait en Morée un développement inattendu, et le diplomate français voyait juste lorsqu'il ajoutait que du progrès de ces intérêts matériels se détacheraient des tendances qui imposeraient à tout gouvernement de changer ses usages de mauvaise administration et de déprédation.

La Révolution de 1848, qui, partant de France, où elle brisa le régime de Louis-Philippe, parcourut l'Europe entière, ne réveilla qu'un écho très faible en Grèce. L'insurrection du mois de mai du colonel

1. Loc. cit., pp. 129-130. Sur ces progrès, voy. aussi Le Normant, ouvr. cité, p. 65 et ailleurs. La proportion dans tous les domaines était le double.

2. Ouvr. cité, p. 270.

Papacosta[1] n'eut ni importance, ni suites. En échange, dans les Iles Ioniennes, — où, après le retour des deux frères Capodistria et de l'historien Moustoxidis, la vie politique était devenue plus vivace, — contre les « souterrains », soumis au gouvernement des commissaires anglais, s'étaient élevés maintenant deux partis, les réformistes et les radicaux, qui, par des modalités différentes, voulaient la réunion à la Grèce; la fièvre révolutionnaire se réveilla. L'ile de Céphalonie eut des troubles urbains et des mouvements de paysans; il fallut des proscriptions, comme celle de Zerbos, pour maintenir l'ordre. La nouvelle Constitution du 26 avril 1849, qui tripla le nombre des électeurs, désormais directs, tout en renforçant en même temps le caractère conservateur du Sénat, ne ramena pas non plus le calme dans les esprits Le commissaire Henry Ward ne fut pas en état d'empêcher par une mesure d'amnistie d'autres désordres dans les villages; les exécutions, comme celles de Vlachos et du « prêtre brigand », intimidèrent seulement les basses classes. On parla, dans l'assemblée de 1850, qui ne voulut pas prêter serment sur « l'indissolubilité de la dépendance de l'Angleterre », de l'Union avec la Grèce (motion Typaldos). Il fallut une dissolution de l'Assemblée ionienne pour mettre un terme à ces manifestations.

Elles se justifiaient aussi par l'attitude indigne qu'eut pendant cette même année l'Angleterre de Palmerston, qui déversa ainsi, en une seule fois, toute la colère accumulée depuis longtemps contre cette Grèce sans défense. Comme on avait interdit, le jour de Pâques de l'année 1847, à cause de la pré-

1. *Ibid.*, p. 185.

sence à Athènes de certaines personnes de distinction, la coutume populaire de brûler en public un Judas de paille, une bande de vauriens avait dévasté la maison du Juif don Pacifico, sujet anglais, après avoir été consul du Portugal. Il demanda un dédommagement disproportionné, estimant à 150 livres sterlings son « lit nuptial », à 120 drachmes une « bassinoire », demandant le payement des créances portugaises qui auraient été perdues — bien qu'elles se trouvassent à Lisbonne — et y ajoutant le compte de ses souffrances morales. L'affaire traîna trois ans, ainsi que traînaient d'autres réclamations d'abus, entre autres celles de l'historien Finlay, pour son terrain compris dans le jardin royal dont était si fière la reine Amélie. Le 17 janvier fut présenté un ultimatum, et l'amiral Parker était déjà arrivé pour le soutenir. Malgré l'intervention de la Russie et de la France, les représentants de l'orgueil anglais restèrent inébranlables : « il n'est plus question maintenant de justice ou d'injustice », fut la réponse qu'on donna au ministre grec Londos, mais du prestige, engagé par ces prétentions, de l'Angleterre elle-même. Le résident Wyse s'embarqua sur un des vaisseaux de la flotte d'exécution, prête à prendre des « mesures plus énergiques ». L'intervention collective du corps diplomatique ne servit à rien. Les ports furent bloqués, le commerce empêché.

On croyait que de la sorte le roi Othon serait chassé par le mécontentement de la population. On s'aperçut bientôt de l'erreur : le souverain résistant avec calme, mais aussi avec dignité, certain de l'appui de la France, qui ne lui manqua pas, une vraie et chaleureuse popularité se dirigea pour la première fois vers lui. Il est vrai que l'intervention d'un

envoyé spécial français, le baron Gros — Thouvenel, le résident, étant en trop mauvais termes avec Wyse, — n'aboutit pas non plus, l'Angleterre conservant avec opiniâtreté son point de vue; il est vrai que la Grèce dut accepter, par les conventions d'avril et du 18 juillet, de payer la somme fixée par Parker, mais entre la nation et le roi, par ce danger même et par la lutte commune, par cette injustice et cette offense faite à tous les deux, s'étaient établis des liens qui paraissaient devoir être indissolubles.

A ce moment, le mouvement de 1848 avait gagné aussi les Serbes de Hongrie. Au cours de leur assemblée de Carlowitz, ceux-ci, bien qu'ils chantassent la ballade de Marco Craliévitsch, demeurèrent dans le cadre de leur situation autrichienne, en demandant toutefois l'observation des privilèges de colonisation de 1690 et 1691, la formation d'une voévodine et la reconnaissance du voévode, qui serait Chouplicatz, colonel au service de l'empereur. L'assemblée de Carlowitz coïncidait avec celle des Roumains à Blaj; les Serbes avaient même manifesté le désir de collaborer avec eux. On sait que les Serbes, de même que les Croates du Ban Jellacich, qui accoururent au secours de Ferdinand I[er] contre la révolution magyare, s'offrirent à servir la cause de la légitimité monarchique et que, de même que ces derniers, ils furent abandonnés et blessés dans leur orgueil national.

En Serbie, cette agitation serbe sur les frontières exerça une forte influence. 300 Serbes de la Principauté coururent soutenir leurs frères. Pendant que le vieux Miloch apparaissait à Zagreb, où il vit Gaj, ce qui amenait son arrestation[1], le cnèze Alexandre

1. *Spomenik* de Belgrade, LIV, 46.

parut à Batschca, près de la frontière, et il fallut les efforts du consul autrichien, aidé par le consul français, pour empêcher une intervention. Il crut cependant de son devoir de consulter la Scoupschtina, et cette assemblée, soumise aux mêmes pressions, se décida pour la neutralité. Cependant un agent princier fut attaché aux révoltés[1].

Mais, à l'époque où Duhamel et Caboul-Effendi, puis Talaat, faisaient dans les Principautés, après la chasse donnée aux jeunes boïars, partisans des réformes, à Jassy, et leur emprisonnement, une enquête sur la conduite de Michel Stourdza et de Bibescu, la révolution valaque éclata à Islaz. Elle accepta d'abord le prince, le voulant même pour chef, puis elle se dirigea contre lui, et Bibescu reçut une balle dans l'épaulette pendant sa promenade; enfin, passant entre les mains des jeunes radicaux, à peine revenus de Paris, le mouvement donna une République dont les tendances englobaient tous les Roumains.

Malgré toutes les déclarations de soumission envers la Puissance suzeraine, l'intervention unitaire des Russes et des Turcs ne tarda pas. Au cours de l'automne, les Principautés avaient deux armées d'occupation; celle des Turcs dut forcer, sur la colline de Spirea, à Bucarest, la résistance des pompiers, venus pour lui faire honneur.

Puis les troupes de Lüders passèrent en Transylvanie pour restituer la Hongrie au jeune empereur François-Joseph. *Par la convention de Balta-Liman, les soldats des deux Puissances pouvaient rester jusqu'au rétablissement de l'ordre.* Les nouveaux

1. Picot, *Les Serbes de Hongrie*, pp. 225, 233, 236, 239.

princes, Barbe Stirbey (Stirbeiu) pour la Valachie et Grégoire Ghica pour la Moldavie, n'étaient plus, comme leurs prédécesseurs, élus à vie, mais bien nommés *pour sept ans*. Le nouveau régime turc du Tanzimat, représenté par un Réchid, un Aali, un Fouad, élevés en Occident et séduits par les formes de vie politique des pays occidentaux, s'en réjouissait, ainsi que d'autres s'étaient réjouis à Constantinople de l'amoindrissement de la situation faite au chef des Serbes en 1840 et 1842 : *ils croyaient assister aux préparatifs d'une restitution de l'Empire centralisé, ainsi qu'il l'aurait été jadis, bien que de fait cela n'eût jamais existé et ne fût pas possible.*

Une fois établis sur le Danube, les Russes devaient entrer en relations avec ces Balcaniques au milieu desquels ils avaient intrigué sans cesse depuis la paix de 1829.

La Serbie d'Alexandre Caragéorgévitsch se trouvait alors en pleine paix active. A l'occasion de la nomination de Stirbey, le prince voisin renouvelait son désir « d'entretenir une amitié constante et de cultiver toujours des relations de bienveillance avec le gouvernement valaque[1] ». Après quelques mois, en janvier 1850, une lettre de Simitsch mentionne les bruits concernant des révoltes serbes et assure que « le peuple serbe est complétement satisfait de son administration et très dévoué à son prince[2] ». Il se montrait seulement préoccupé par le retard de « l'or-

1. Iorga, *Correspondance du Prince Stirbey*, I, *Correspondance politique*, Bucarest, 1904, p. 3 (5 septembre 1849).

2. *Ibid.*, p. 5. On établissait aussi une communication postale avec la Serbie par Severin (*ibid.*, p. 7). La fourniture de sel de l'Autriche, acceptée par le Sénat, fut refusée par le prince; *ibid.*, p. 8.

ganisation définitive de la Croatie, de la Voévodine et et du Banat », confessant franchement qu'on a donné aux insurgés serbes pour la cause de l'empereur de l'argent et des munitions qu'on restituait à présent. Alexandre voulait s'acheter, lui aussi, des terres en Valachie, de préférence dans l'Olténie[1]. Cependant l'exilé Michel parut, les Russes étant intervenus pour son accueil, à Bucarest — où on parlait même d'un mariage possible avec une des filles du prince, — et Miloch, le « vieux Obrénovitsch », dont « l'esprit inquiet et remuant » est mentionné par Stirbey[2], qui pensait à le faire partir, s'arrêta quelque temps sur sa terre de Herechti, dans le district d'Ilfov, où il avait colonisé des Bulgares qui s'y maintiennent encore (il avait acheté aussi à l'ancien prince Alexandre Ghica les biens-fonds de Berca et de Negoiu[3]). Pour gagner les Serbes, la Porte avait renoncé à nommer à Belgrade un nouveau Pacha, sans cependant faire partir la garnison turque de la forteresse. Les Bulgares du côté de Vidine s'étaient soulevés à Racovitza et ils attaquèrent Bélogradschik; battus, ils cherchaient un refuge sur la rive gauche du Danube[4]; le consul français était certain qu'ils avaient été excités par des officiers russes. D'autres Bulgares guettaient du côté de Toultscha[5].

En même temps une révolte éclatait parmi les Mahométans, et puis ensuite parmi les chrétiens

1. *Ibid.*, pp. 10-11, no. VIII. — Une correspondance pour le traitement des catholiques en Serbie, *ibid.*, pp. 11-12 et suiv.
2. *Ibid.*, pp. 125-126, n. XIV. Cf. *ibid.*, p. 129, n. XIX, p. 154, II. pp. 140-141.
3. *Ibid.*, II, p. 242, no. III.
4. *Ibid.*, p. 166 et suiv.
5. *Ibid.*, p. 323 et suiv.

de la Bosnie, sous Ali-Bacha Rizvanbégovitsch. Ils prirent Bihac et chassèrent le Pacha Tahir. Omer-Pacha, commandant des troupes d'occupation dans les Principautés, dut aller en personne dans cette province pour y rétablir l'ordre par les combats d'Iézéro et de Krapa, ainsi que par des punitions exemplaires[1]. Les Monténégrins, de leur côté, commencèrent à s'agiter après la mort de Pierre II (31 octobre 1851), sous son neveu Danilo, qui *abolit bientôt le caractère ecclésiastique du chef de l'État*. Une fois de plus les bandes des montagnards se saisirent de Zabliac, l'ancienne forteresse vénitienne de Zabiacco, perdue au XVe siècle. La réplique fut une attaque d'Omer-Pacha (décembre 1852)[2] : cette conquête fut abandonnée sans pouvoir arrêter cependant l'invasion des nizams, en nombre supérieur. Il paraissait même être question d'une prochaine disparition de cet État subventionné, aidé de toute manière et tutellé par la Russie, que Danilo avait visitée tout récemment, au début de son règne. Dès le mois d'avril-mai 1851 les troupes russes avaient dû abandonner totalement la rive gauche du Danube[3].

Sans savoir que le Tzar Nicolas proposait, au cours des négociations pour les Lieux Saints, à l'ambassadeur anglais à Pétersbourg, Sir Hamilton Seymour, un partage de l'Empire ottoman et même des « provinces privilégiées », l'Autriche, flattée par les sym-

1. Rosen, ouvr. cit., II, p. 161; *Correspondance de Stirbey*, II, p. 113.

2. Sur la personnalité du chef d'insurgés. Luc Voucalovitsch, voy. l'étude de M. Vladimir Dschorovitsch, publiée en serbe, par l'académie de Belgrade en 1923.

3. Iorga, *Viatsa si Domnia lui Barbu Dimitrie Stirbei*, Valenii-de-Munte, 1910, p. 149 et suiv.

pathies que lui avaient témoignées en 1848 d'une manière si large les Slaves et les Roumains, et désireuse de reprendre en Orient sa mission du temps d'Eugène de Savoie, d'autant plus que les circonstances l'avaient faite maintenant la représentante du peuple allemand en pleine expansion, dont elle devait conduire le commerce vers le Danube et la Mer Noire, *se décida à assumer le rôle de protectrice de la chrétienté orientale*[1]. « Les quatre petits États dépendants de la Russie » — y compris le Monténégro : cinq — que l'Internonce signalait en 1829 comme étant destinés à former « la base d'une confédération (« Staatenbundes ») dépendant de la même Russie[2] », devaient être attirés, sous une forme ou sous une autre, dans l'orbite de l'Autriche. Les relations peu amicales qui s'étaient créées en 1849, par suite de l'asile accordé aux fuyards hongrois et polonais de la révolution vaincue dans les provinces de la Porte, où ils furent tolérés dans la suite, fournissaient à chaque moment le prétexte pour une intervention.

De grandes forces militaires autrichiennes se rassemblèrent près de la rivière de l'Unna, au com-

1. Iorga, dans les « Annales de l'Académie Roumaine », XXXIV : « Politique de l'Autriche envers l'Union ». En 1840 encore, les Serbes s'étaient offerts à échanger leur dépendance de la Russie contre celle de l'Autriche, mais ils avaient été refusés (voy. Beer, *Die orientalische Politik Oesterreichs seit 1774*, Prague-Leipzig, 1883, pp. 412-413). Concernant l'attitude de l'Autriche envers Michel dans son exil, auquel on ne devait pas permettre de retourner en Serbie, tout en employant dans ce but des moyens amicaux, et qui fut ensuite, à la demande de la Porte, éloigné de Semlin, *ibid.*, pp. 413-414.

2. Beer, ouvr. cité, p. 385. De cette manière on violait la convention en vue d'une action commune, conclue en septembre 1838, à Münchengrätz; *ibid.*, pp. 400-401.

mencement de l'année 1853, parce qu'on prétendait que les mouvements d'Omer-Pacha pouvaient menacer le territoire impérial de la Dalmatie. Les Franciscains s'agitaient en Bosnie et demandaient une intervention militaire immédiate, que la population entière aurait attendue avec impatience[1]. Les explorations « scientifiques » dans ce pays avaient commencé depuis longtemps. Prokesch-Osten, l'ancien Internonce, avait même proposé jadis d'abandonner les Principautés à la Russie et de se dédommager dans les pays habités par les Serbes et en Macédoine[2]. Cette idée fut repoussée en 1851, parce qu'elle aurait offert à l'Autriche une compensation trop faible[3]. François-Joseph désapprouva l'acte d' « agression » que serait une occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine[4]. Mais occuper le district de Scutari pour trouver une liaison avec les Albanais catholiques ne paraissait pas en 1854 une aussi grande impiété[5]. Omer-Pacha fut sommé de ne pas toucher aux régions de Klek et de Suttorina, sur lesquelles l'Autriche avait d'anciens droits, car elles formaient la liaison avec ses possessions dalmatines. Des assurances satisfaisantes furent données[6], et, après quelques jours, le comte de Leiningen, envoyé à Constantinople, selon la mode des aides de camp russes portant des ordres pour le Sultan, obtint, non seulement cette langue de terre à la Mer Adriatique, mais aussi la cessation des hostilités contre

1. *Ibid.*, pp. 435-437.
2. *Ibid.*, p. 461.
3. *Ibid.*, pp. 461-462.
4. *Ibid.*, p. 463.
5. *Ibid.*, p. 485, note.
6. *Ibid.*, pp. 437-440.

le Monténégro — Jellacich était prêt à occuper comme garantie, selon le même système russe, la Bosnie et la Hertzégovine, — la conclusion d'une paix immédiate avec la principauté et la garantie des droits religieux et civils des chrétiens de l'Empire. La situation se présentait telle, que le Sultan dut céder.

Mais, lorsque la Russie, par la célèbre mission de Mentschikoff, qui suivit bientôt, lui demanda beaucoup plus : à savoir, outre la solution qu'elle désirait tant dans la question des Lieux Saints, *le droit formel d'intervenir en faveur de tous les chrétiens de confession « gréco-slave »*, la diplomatie anglaise et française, suivant les règles établies après le traité de tutellage de la Turquie par les Russes, conclu à Ounkiar-Skélessi, conseilla aux personnes dirigeantes de Constantinople une résistance absolue et inébranlable. On arriva ainsi à la réoccupation des Principautés par la Russie, à la destruction de la flotte turque près de Sinope. Les Puissances maritimes passèrent peu à peu dans les premiers rangs parmi les ennemis du Tzar et allèrent si loin qu'elles débarquèrent des troupes à Gallipoli pour combattre à côté des soldats d'Abdoul-Médschid. Et, afin de chasser les Russes du Danube et empêcher en même temps les Anglai et les Français de les remplacer, ce qui aurait réveillé les tendances d'indépendance nationale des Roumains, les Autrichiens, se basant sur le traité conclu récemment, le 14 juin 1854, avec la Turquie, entrèrent en Moldavie et en Valachie, qu'ils gardèrent pendant deux années entières, alors qu'en Crimée, autour de Sébastopol, dont on avait fait une citadelle inexpugnable, se décidait le sort de

la guerre, c'est-à-dire de l'influence russe en Orient pour quelque temps.

Outre les Roumains, qui, sous l'occupation, ne pouvaient se mouvoir pour fournir à leurs libérateurs futurs le secours militaire qu'ils auraient désiré, les autres chrétiens, Serbes, Bulgares, Grecs, étaient prêts à employer la guerre qui commençait, pour améliorer, en attaquant les Turcs, leur propre situation. Ils en furent empêchés cependant par l'immixtion anglo-française et l'attitude de l'Autriche, qui ne voulait pas de pareils mouvements. Ces ennemis héréditaires de l'Infidèle durent donc garder, la mort dans l'âme, un calme apparent, plein du désespoir le plus profond aussi[1].

La Serbie, menacée de voir Belgrade bombardée, eut du moins pour consolation le hati-chérif qui confirmait ses privilèges, hati-chérif délivré par le Sultan au mois de décembre 1853, avant l'ouverture des hostilités[2]. Du reste l'ambassadeur russe à Vienne lui-même avait envoyé au prince Caragéorgévitsch son secrétaire, Fonton, pour lui recommander la neutralité la plus absolue, et en même temps des lettres arrivèrent de Nesselrode, invoquant le prétexte qu'une révolution ne pouvait pas être agréable au Tzar[3]. Garachanine, le conseiller principal du cnèze, dut quitter son poste. Le pays resta néanmoins jus-

1. Voy. à ce sujet les Lettres du général de Saint-Arnaud recueillies par le docteur Cabrol et publiées par Paul de Régla (*Le maréchal de Saint-Arnaud en Crimée*, Paris, 1895), p. 165 et les révélations comprises dans la brochure roumaine de M. C. Obedeanu sur le rôle de ces Roumains dans la guerre de Crimée (Bucarest 1924).

2. Voy. aussi Kanitz, loc. cit., p. 503.

3. Beer. loc. cit., pp. 466-467.

qu'au bout en armes par crainte de cette intervention autrichienne, sur laquelle il attirait l'attention le 17 avril 1854[1], et qu'il qualifiait comme un « malheur tellement grand, que toute l'action des Serbes se tournerait contre les troupes autrichiennes, toute l'énergie de la nation s'emploierait à lutter contre ces ennemis, dans lesquels on voit toujours la personnification même de cette convoitise qui pousse l'Autriche à chercher à exercer en Serbie, n'importe sous quel patronage, une influence égoïste[2] ». Malgré l'agitation du parti guerrier, sous Péro, oncle de Danilo, qui voulait attaquer l'Hertzégovine, ou s'annexer Antivari, le Monténégro n'osa pas broncher, même lorsque les territoires récemment annexés et mécontents de son gouvernement voulurent former, en 1854, un nouvel État[3].

Depuis longtemps Metternich s'était montré disposé à conduire la Grèce nouvelle à Constantinople, et en 1853 il déclarait de nouveau que, selon son avis, par la création de l'Empire byzantin pour Othon Ier, ce qui était le suprême désir de l'ambitieuse reine Amélie, la question d'Orient serait définitivement résolue[4]. Au commencement de l'année 1854, la révolte de l'Épire éclata, sous Théodore Grivas et le fils de Karaïskakis : Arta fut assiégée, Metzovo prise, trois combats furent livrés à Pentépigadia et un quatrième à Péta. Les Ioniens fournissaient bien volontiers des secours. En même temps Hadschi-

1. Sturdza, *Actes et documents*, II, p. 425 et suiv. Le Pacha de Belgrade avait été nommé (*ibid.*).
2. *Ibid.*
3. Miller, loc. cit., pp. 218-219.
4. Beer, loc. cit., p. 463.

Pétro, bien que repoussé à Domokos, pénétrait jusque sous les rochers que surmontent les couvents de Météora, la fondation du Tzar Douchane. Karatassos lui-même était apparu dans la Péninsule Chalcidique. Mais tout cela n'avait que le caractère d'une révolte ; les officiers étaient démissionnaires et travaillaient pour leur propre compte[1].

Après une sommation énergique, la Porte, auprès de laquelle était accrédité, dès 1852, le chef même du parti russophile, Métaxas, avait rompu ses relations avec le royaume d'Othon, prohibant le commerce sous le drapeau hellénique et expulsant les sujets grecs. On se prépara alors à la guerre, au milieu de l'enthousiasme général. Toutes les interventions restèrent inutiles. Le roi et la reine se rendaient compte que leur sort lui-même était en jeu, car cette petite Grèce n'avait plus de place pour eux. C'est en vain que le souverain de l'Hellade écrivit des lignes désespérées à Napoléon III ; les Anglais transportaient à Volo des troupes turques, la flotte française empêchait l'approvisionnement des bandes de Thessalie[2]. Puis, sous prétexte que l'argent destiné aux remboursements graduels de l'emprunt de 1832 avait été dépensé pour des buts guerriers, inadmissibles, le Pirée fut occupé par les troupes anglo-françaises (mai 1854). On imposa au malheureux roi, en même temps que la neutralité, c'est-à-dire l'abdication nationale, — la paix fut conclue avec les Turcs à Canlieh dès 1854, — un cabinet qui pouvait la garantir, avec Maurocordatos, ramené de la légation de Paris, comme président et

1. Miller, loc. cit., pp. 220-221.
2. Thiersch, *Griechenlands Schicksale*, p. 89 et suiv.

Kallergis, resté l'ennemi de la dynastie, à la guerre, L'occupation, qui dura jusqu'à la paix, amena le choléra et le brigandage.

Dans le traité de Paris (30 mars 1856) il n'y avait pas un mot sur la Grèce et la cause hellénique. On considéra tout au plus, au cours des discussions, outre la mesure de l'évacuation, la création d'un état de choses normal, avec des « modifications réelles » dans l'anarchie actuelle[1]. L'Angleterre se tut, l'Autriche montra de la sympathie, et la Russie ajouta une note plus chaleureuse, rappelant « l'objet qu'on s'était proposé en fondant le royaume hellénique ». A la place du nouvel Empire byzantin pour le pauvre prince bavarois, on consolida pour Abdoul-Médschid un Empire unitaire, dont ses conseillers croyaient pouvoir faire une réalité, par la contestation de tous droits locaux et l'empêchement de toute tendance nationale, qui était décriée comme séparatiste. Tout en délivrant les Principautés du protectorat abusif de la Russie, pour les mettre sous celui, illusoire, de l'Europe, tout en arrachant aux vaincus la Bessarabie inférieure pour la faire couvrir, sous le drapeau moldave, les bouches du Danube, cédées en dernière instance à la Turquie, et en mettant en perspective la réorganisation des provinces danubiennes, réorganisation que la nouvelle génération roumaine définissait : Union, fondation de la Roumanie nécessaire et depuis longtemps désirée, les diplomates européens, présidés par la France, accordaient à la Serbie, dont la situation « privilégiée » était reconnue, la même garantie de

1. Sturdza, loc. cit., II, pp. 105-107, 1066.

l'Europe, — et ce fut tout. On établissait notamment que les Serbes ne pouvaient se donner seuls des lois, mais avaient à les recevoir de la Puissance suzeraine et des Puissances garantes : « Sa Majesté le Sultan s'engage à rechercher, de concert avec les hautes Puissances contractantes, les améliorations que comporte l'organisation actuelle de la Principauté[1] ». Dans les forteresses les Turcs continuèrent à rester. Une attaque contre la principauté de la part de la Puissance suzeraine *ou d'une autre* n'était permise qu'en vertu d'un mandat européen. Et à Belgrade, de même qu'à Bucarest et Jassy, le protectorat russe disparaissait, son écartement ayant été l'un des grands buts de la guerre.

En ce qui concerne le Monténégro, les représentants de la Russie avaient déclaré, y étant provoqués, que « leur gouvernement n'entretient avec le Monténégro d'autres rapports que ceux qui naissent des sympathies des Monténégrins pour la Russie et des dispositions bienveillantes de la Russie pour ces montagnards[2] », ce qui fut trouvé « satisfaisant » par le Congrès et apte à faire disparaître le soupçon que la Russie aurait prétendu exercer, de ce côté, un protectorat semblable à celui qu'elle avait exercé jusqu'alors sur les Principautés. Attendu qu'il n'était nullement question de cet État dans le traité, cela signifiait que les Puissances considéraient comme totalement indépendante, malgré les prétentions des Turcs, la principauté « sécularisée » par Danilo. Ce prince demanda sans succès des compensations en Hertzégovine, ainsi que le port d'Antivari. Il dut se

1. Stourdza, loc. cit., p. 1036.
2. *Ibid.*, p. 1037.

contenter de la reconnaissance entière de sa situation indépendante par la nomination d'un consul français à Cettigné et par le bon accueil que lui fit en 1857 l'Empereur Napoléon III à Paris[1].

Le principal souci vint pendant trois ans de la question des Principautés. Il s'agissait d'expulser les Autrichiens, qui seraient restés avec un si grand plaisir et avaient élaboré des projets entiers d'améliorations pour satisfaire la population, alors que, conduite par une jeunesse courageuse et intelligente, elle voulait sans retard l'union complète. Mais les Puissances, tout en approuvant ce désir, voulaient ménager, non seulement l'Autriche, qui avait de fortes appréhensions concernant une Union roumaine plus large aux dépens de ses propres possessions[2], mais aussi l'Angleterre, pour laquelle le maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman et sa consolidation dans les limites de la possibilité étaient arrivés à être un dogme sacré, et il était nécessaire aussi de conserver cependant à la France, dans cette Roumanie plus ou moins unie, le prestige qu'elle avait gagné au cours de longues années par ses écoles et que son action militaire, avec ses brillants résultats, avait renforcé dans les derniers temps.

Pour arriver au résultat durable du 24 janvier v. st. 1859, il fallut une Convention, celle de Paris, les travaux d'une commission européenne préalable, celle

1. Miller, loc. cit., pp. 240-241.

2. Beer, loc. cit., p. 571 : « *Es daher bei der Nahe Ungarns und der Nachbarschaft der walachischen Provinzen Oesterreichs der Mühe lohne, Alles hintanzuhalten was revolutionären Nationalitätsgelüsten neue Nahrung und Kräftigung geben könnte* ». Cf. Thouvenel, *Trois années de la question d'Orient*, au commencement.

de Bucarest, les discussions sans fin des ambassadeurs, les élections roumaines et la cassation de celles de Moldavie comme viciées par les violences du kaïmakam intéressé, le jeune Nicolas Vogoridis, fils d'Étienne, l'entrevue de Napoléon III avec la reine Victoria à Osborne et l'acceptation de l'union non sincère et imparfaite, puis les débats pendant plusieurs mois des Divans ad hoc et, à la fin, pour préciser la situation, *le fait* de janvier-février 1859 : l'élection en Moldavie d'Alexandre Jean I Cuza, qui ne représentait pas un passé dynastique ou personnel, comme prince de Valachie également. *C'était donc l'union sous le même prince régnant, reconnu ensuite à titre viager par la Porte et ayant, dès 1862, une seule capitale, un seul ministère et, malgré le Congrès commun de Focchani, tombé bientôt en désuétude, une seule Assemblée législative.*

A ce moment, le mécontentement au sujet des résultats de la guerre de Crimée pouvait se manifester librement dans les autres pays. Il était évident que la situation de la Serbie avait diminué. Lorsque le prince voulut élever à Belgrade un monument à son père, la Porte, qui le considérait comme un révolté, s'y opposa. L'Internonce demanda pour lui l'ordre du Medschidié; il lui fut refusé à cause de cette affaire de monument[1]. Personne n'était disposé en Serbie à oublier la pression et les menaces autrichiennes. Le prince était soupçonné de nourrir encore des sympathies pour la monarchie voisine ; donc il devait tomber. La France, qui se préparait à faire ses comptes définitifs avec l'Autriche, désirait

1. Sturdza, loc. cit., IV, p. 45.

un changement, de même que la Russie, dont elle s'était bientôt rapprochée. Le Sénat serbe projeta un grand coup : huit de ses membres, d'abord condamnés à mort, furent enfermés à vie pour être ensuite mis en liberté à l'arrivée du commissaire ottoman. Le Sénat imposa de nouveau Garachanine et même Voutschitsch et manifesta la prétention de retirer au prince le droit de veto. Puis il réclama et obtint une Skoupchtina, qui, dès la première séance, déclara que ses sessions devaient être annuelles. Soutenue par les habitants de Belgrade, elle demanda compte à Alexandre pour son inactivité pendant le temps de la guerre, et, bien qu'il se sût aimé par l'armée, le prince s'enfuit, sans vouloir signer l'acte d'abdication qu'on lui demandait, dans la forteresse turque. Les Puissances ne le soutinrent même pas dans la mesure où elles avaient soutenu à sa chute Michel. L'abdication s'imposait : tout en signant l'acte, l'homme honnête et actif qui avait donné à la Serbie presque vingt ans de développement pacifique, passait, le 3 janvier 1859, à Semlin[1].

Un mois et trois jours plus tard, son successeur faisait son entrée à Belgrade, chaleureusement acclamé par les cinq cents paysans de l'Assemblée : c'était le vieux Miloch, presque octogénaire, qui, réconcilié avec son fils Michel, revenait, brisé par un long malheur, de Bucarest, lieu de son exil. Sans discussion, la Porte donna en sa faveur un firman, qui ne conte-

1. A partir de cette date des informations directes sont données par la correspondance d'Éphrem Grouitsch publiée dans le « Zbornic » de l'Académie serbe, III, Belgrade 1923. Ce volume va jusqu'à 1878. Il contient aussi des protocoles de la Skoupchtina et du Conseil des ministres, plus des rapports diplomatiques d'un grand intérêt.

nait cependant aucune mention de la durée de son règne, nécessairement court, et surtout du droit d'hérédité de son fils.

Quittant la capitale valaque, malgré l'opposition de la Turquie et de l'Angleterre, qui avaient demandé contre lui l'intervention de la police[1], le vieillard emportait avec lui des souvenirs de reconnaissance. A la nouvelle de la double élection roumaine, il envoya le télégramme suivant : « l'élection de l'Assemblée valaque m'a ému d'une manière si agréable, que je vous prie » — la dépêche était adressée à un député, Derbescu, — « d'exprimer à cette Assemblée mes compliments et de lui communiquer que je désire que l'élection soit, Dieu aidant, confirmée[2] » : on ne donna pas de réponse, croyant que la mention dans le procès-verbal suffisait. A son âge c'était encore un homme, un terrible homme. Le consul français à Bucarest, Béclard, parle « de l'assurance de son regard, de son geste et de sa voix », — sa voix célèbre qui impressionnait tout le monde. Il avait promis à la Porte « d'observer scrupuleusement les traités, de maintenir ses compatriotes dans l'obéissance et de leur donner l'exemple d'une fidélité inviolable envers la Cour suzeraine[3] ». Mais il n'avait pas promis aussi d'épargner ses anciens ennemis : Voutschitch, un vieillard aussi, périt d'une mort mystérieuse en prison. Une députation serbe était partie pour demander à la Porte l'expulsion des vagabonds

1. Sturdza, loc. cit., IX, p. 182. Pour la délégation qui vint lui soumettre la décision de la Skoupchtina, *ibid.*, pp. 188-189. On lui avait permis à l'encontre de la loi le port des armes; *ibid.*, p. 191. Cf. Saint-René Taillandier, loc. cit., p. 397 et suiv.
2. Sturdza, loc. cit., VIII, p. 811.
3. *Ibid.*, XI, pp., 190-191.

turcs de Belgrade, le remplacement de la Constitution de 1838 par une autre, qui aurait supprimé le Sénat, et l'hérédité au trône des Obrénovitsch. La Porte retardant sa réponse, le cnèze déclara que ces prétentions entraient désormais dans le droit public de la Serbie. Bientôt Miloch, malade depuis longtemps, terminait sa vie troublée, remplie d'événements tragiques et de grandes actions, à Toptschider, le 26 septembre 1860, sans même avoir pu accomplir la deuxième année de son nouveau règne. Il est enseveli dans la cathédrale de Belgrade, alors que Lioubitza, sa femme, repose en pays jadis autrichien, à Krouchédol, et Milan, son premier fils, dans la petite église de Paliloula, de sa capitale[1]. Le règne de son fils Michel, accepté déjà par les Turcs, commença par la reconnaissance de l'Assemblée, qui devait tenir ses séances une fois tous les trois ans.

Au Monténégro, la guerre contre les Turcs pour Grachovo fut reprise en 1858, après une victoire de Mirco, frère du prince. Mais ce succès n'empêcha pas Danilo d'être assassiné. Un exilé le tua d'un coup de feu à Cattaro, au mois d'août 1860. Son neveu et successeur Nikita, fils de Mirco, bien qu'élevé avec soin à Paris, commença, selon l'usage, son règne par une nouvelle guerre contre les Turcs, celle de 1862, destinée à secourir l'Hertzégovine révoltée par Lucas Voucalovitsch. Vaincu par Omer-Pacha, il fut contraint d'accepter la convention de Scutari, qui lui ouvrait cependant, par Antivari, l'accès de la mer[2]. Pendant cette guerre les vaisseaux français de Jurien

1. Voy. aussi Kanitz, loc. cit., pp. 239-240.
2. Miller, loc. cit., pp. 255-261.

de la Gravière parurent sur la côte, et l'amiral de Napoléon III visita le prince monténégrin à Cettigné[1].

Le trône d'Othon Ier survécut deux ans aux espérances les plus chères de sa vie, bien que, dès 1859, l'Angleterre eût organisé un mouvement constitutionnel destiné à le renverser[2]. Le gouvernement qu'avait forme en 1855 Démètre Boulgaris, d'Hydra[3], dut accueillir, au commencement de l'année 1857, à contre-cœur, la commission européenne incommode, pour les dettes du royaume, commission qui fixait le paiement d'une somme annuelle d'amortissement. Lorsqu'en 1859 l'Italie réalisa partiellement son unité, la sensation que l'unité de la Grèce ne peut être réalisée devint plus douloureuse encore à Athènes. On parlait d'excitations venues de l'autre rive de la Mer Ionienne, des influences conspiratrices de Mamiani. Les sympathies « allemandes » du roi pour l'Autriche vaincue contribuèrent à lui faire perdre sa popularité, ébranlée aussi par son indifférence à l'égard des nouvelles tentatives de Karatassos au delà des frontières. Le ministère de Miaoulis fils recourut, en 1860, à la dissolution de la Chambre, sans que cet acte d'autorité eût produit quelque impression. La nouvelle Chambre de fonctionnaires — pareille aux assemblées moldaves de Michel Stourdza — fut déconsidérée. On essaya en mai 1861 d'une révo-

1. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, II, pp. 511-512.
2. Thouvenel, loc. cit., p. 439. Cf. Gobineau, *Deux études sur la Grèce moderne* (1841-1878), Paris, 1905.
3. Né en 1801. Sur son frère Stamatis Boulgaris, ancien capitaine français, la « Correspondance » de Capodistria, I, pp. 385; II, p. 159 et suiv.

lution militaire[1]; les troubles provoqués par les étudiants trouvaient un puissant écho dans la population[2]; le héros Kanaris, auquel on donna en vain la permission de former un cabinet avec des membres de l'opposition, était gagné aussi par le mouvement contre le roi, qui, échappant à un attentat, avait convoqué des Chambres pour les réformes.

Au mois de février 1862, Nauplie se révolta et demanda une nouvelle Constituante, puis le feu gagna Argos, Tripolitsa, l'île de Syra. Le général Hahn, Suisse, qui avait pris part à l'ancien combat pour la liberté, réussit à occuper la première capitale de la Grèce, mais seulement après avoir accordé une amnistie presque générale. On voyait de plus en plus clairement que les « intellectuels », auxquels les fonctions ne suffisaient plus, voulaient une grande transformation au profit de leurs ambitions et de leurs besoins personnels. Le fils de Kolokotronis, Gennaios, arrivé au pouvoir le 7 juin, essaya de sauver le trône. On recourut à des agitations contre la Turquie, et l'Angleterre, impressionnée, offrit, à la place de l'Epire, de la Thessalie, de la Crète, les Iles Ioniennes, qu'Othon ne consentit pas à accepter dans ces conditions et à ce prix. Des relations furent nouées avec des aventuriers de toute espèce, parmi lesquels il faut mentionner ceux qui avaient vaincu avec Garibaldi et qui venaient maintenant, comme Marcantonio Canini[3], avec des projets de refonte complète de l'Orient et de l'Autriche même par les

1. Sur le premier programme de l'opposition en 1866, voy. Lenormant, ouvr. cité, pp. 110-111.

2. *Ibid.*, pp. 114-115.

3. Iorga, dans le « Bulletin de la section historique de l'Académie Roumaine », année 1912.

efforts unis des Roumains, des Serbes et des Grecs. Le 10 avril 1862, Garibaldi lui-même exhortait les « peuples de l'Europe orientale » à abandonner « la discorde qui règne entre eux-mêmes relativement à l'organisation politique à établir dans leurs pays » et « à se battre un pour tous, tous pour un », afin qu' « après la victoire une assemblée générale, nommée par le suffrage universel, fixât les frontières des États nouveaux[1] ». Il fut question de l'embarquer sur des vaisseaux grecs en Sicile pour l'amener en Morée[2]. D'un autre côté, Karatassos avait trouvé un abri à Belgrade, où il devait mourir ; il y travaillait, avec l'approbation de Garachanine et du prince, pour une alliance serbo-grecque, à laquelle avaient adhéré aussi Kossuth et l'ancien prince de Valachie Alexandre Ghica, dans sa retraite de Capodimonte, et même Othon. Kanaris et Athanase, l'archevêque de Corfou. Léonidas Boulgaris et « l'Hétairie », M. Négris, qui avait donné sa fortune pour l'Épire, Lombardos et autres Ioniens y étaient initiés[3], Les Bulgares avaient également été gagnés pour une politique sans la Russie et aux côtés de la France[4].

Mais tout cela ne faisait que rendre plus difficile encore la situation, déjà assez grave, du « Bavarois ». L'importance que l'on donna aux discussions relatives à la religion de l'héritier d'un roi, qui n'avait pas même cinquante ans, montrait quelle était la source dont émanait la haine contre l' « hétérodoxe ». Il y avait une chose certaine : que la Russie ne per-

1. Voy. aussi Miller, loc. cit., p. 261 et suiv.
2. Lenormant, ouvr. cité, p. 118.
3. *Ibid.*, pp. 188 et suiv., 197-198, 223-225.
4. *Ibid.*, p. 191. Voy. aussi « Bulletin de l'Académie Roumaine », loc. cit.

mettrait pas à la Grèce de faire un seul pas vers Constantinople[1], et la poursuite de « la grande idée » n'était pas seulement une nécessité intérieure pour Othon, mais sa propre ambition et celle de la reine se nourrissaient entièrement de l'idéal suprême de sa nation. Donc il devait tomber.

Au cours d'une promenade sur mer du roi, Théodore Grivas souleva Vonitsa, d'autres gagnèrent à la révolte Missolonghi, Lépante, Patras, Corinthe. Othon, qui s'était rendu à Calamata pour prévenir un autre mouvement, ne put arriver assez vite à Athènes, où les soldats s'étaient révoltés le 22 octobre 1862. Appuyé par Déligeorges, un homme nouveau, un triumvirat, formé de Kanaris, Boulgaris et Vénizélos Rouphos, un ancien ministre également, prit la régence. Dans les rues régnait l'anarchie des soldats ivres, qui tiraient des feux de joie — à balle même contre les réverbères nouvellement introduits — et dévastaient tout ce qu'ils rencontraient sur leur passage. Les ministres étrangers regardaient avec indifférence ce spectacle honteux. Le lendemain le yacht royal entrait au Pirée, mais le roi n'avait ni le courage ni les moyens de tenter un débarquement[2]. Un vaisseau anglais le mena, avec son épouse désespérée, à Trieste. Il laissait aux Grecs une proclamation qui est un modèle d'attendrissante douleur. Celui qui ne perdit jamais le souvenir du pays où il avait travaillé

1. Marco Antonio (Canini), *Vingt années d'exil*, Paris, 1869, p. 200. Le duc de Leuchtenberg, descendant en même temps d'Eugène de Beauharnais et du Tzar Nicolas, était le candidat de la Russie (Lenormant, ouvr. cité, p. 119).

2. En dehors des sources grecques employées par M. W. Miller, voy. Lenormant, ouvr. cité, p. 121 et suiv.

et souffert pendant trente ans, s'éteignit à Bamberg en 1867, sans avoir renoncé à l'espoir de revenir pour continuer la seule vie à laquelle il se sentait destiné. Ses restes reposent près ceux de ses ancêtres dans l'église des Théatins de Munich[1]. Jusque là la reine Amélie avait vécu dans « l'attente et l'espérance »; après la mort de son mari, elle végéta quelques années seulement et mourut le 20 mai 1875[2].

La Russie désirait mettre sur le trône fragile d'Athènes un parent du Tzar, le duc de Leuchtenberg. Il y avait aussi un candidat bavarois, l'héritier présomptif de l'Hellade, qui n'avait cependant pas encore été reconnu, Louis, fils de Luitpold et neveu d'Othon[3]. Malgré l'opposition de la France et de la Russie, le deuxième fils de la reine Victoria, Alfred, duc d'Édimbourg[4], fut élu par un plébiscite décisif[5]. On espérait de cette élection la réunion de l'Épire, de la Thessalie, de l'Albanie, de l'île de Crète[6]. L'Assemblée nationale en prit acte le 3 février 1863. Mais ce fut inutile : le prince, sous la pression de la diplomatie française et russe, n'accepta pas.

Pendant que, dans la famille de Cobourg, on cherchait d'autres candidats, une querelle véhémente commençait entre les soldats de Kanaris, « les mon-

1. Canini, loc. cit., pp. 184-186.
2. Un étudiant avait commis une tentative d'assassinat contre elle en 1861.
3. On lança aussi la candidature d'un Phanariote, Ypsilanti (Lenormant, ouvr. cité, p. 131).
4. Le père de la reine Marie de Roumanie, le grand-père du prince Carol.
5. Le système plébiscitaire ayant été adopté d'après le modèle français introduit par Napoléon III.
6. Lenormant, ouvr. cité, p. 133.

tagnards », et l'élément civil conduit par Boulgaris, « la plaine », un centre se conservant entre les deux. Après la retraite des premiers, on arriva à des combats formels pour des places dans le ministère. Alors le président de l'Assemblée, Moraïtinis, procura à Balbis la place de premier ministre. Deux des membres du Conseil devaient être bientôt capturés au cours des conflits entre les bandes qui ensanglantaient la Grèce. Dans les rencontres armées qui eurent lieu dans l'enceinte même d'Athènes et où des coups de canon partirent de l'Acropole et se dirigèrent contre l'Acropole, Aristide, fils de Kanaris, fut tué. Il fallut que les résidents étrangers imposassent de force un armistice aux bandes sauvages. Le ministère Rouphos s'était rendu ridicule par la qualité de ceux qui le composaient (juillet).

Cet état de choses malheureux ne cessait donc même pas après que la diplomatie eut fixé son choix sur la personne de Christian Georges, fils du prince de Schleswig-Holstein, du futur roi du Danemark, Christian IX, un adolescent de dix-sept ans[1]. Après son élection par l'Assemblée (30 mars 1863), les Puissances acceptaient également, par le traité du 13 juillet, Georges I[er] comme roi « des Hellènes ». A son tour, le nouveau souverain obtint un emprunt européen.

1. Il avait été question, en dehors de dom Ferdinand, prince-consort veuf de la reine du Portugal, et du duc Ernest de Saxe-Cobourg, de l'archiduc Maximilien, futur empereur du Mexique, du prince de Leiningen, frère utérin de la reine Victoria, d'un Nassau, d'un prince de Bade, et d'un Bernadotte (Lenormant, ouvr. cité, pp. 149-151). Le prince de Cobourg-Kohary, antécesseur des rois de Bulgarie de demain, devait être héritier du trône (*ibid.*, p. 151). Un moment on parla du duc d'Aumale (*ibid.*, p. 171). Cf. Jules Patenôtre, *Souvenirs d'un diplomate*, Paris, s. d., p. 48.

En échange de sa promesse secrète de ne pas poursuivre « la grande idée », l'Angleterre lui donnait, comme cadeau d'avénement, les Iles Ioniennes, qui étaient devenues en effet presque ingouvernables[1]. On l'avait vu aussi par la demande unanime de l'union qui se fit entendre à l'occasion de la mission d'enquête de Gladstone lui-même[2] et après le vote du 5 octobre, que les membres de l'assemblée considéraient comme le décret d'un corps souverain[3]. Des milliers d'Ioniens assistaient à la cérémonie par laquelle le vote fut communiqué au lord haut-commissaire anglais, et le canon de la citadelle souligna le moment où il fut présenté; une cérémonie pieuse fut célébrée au tombeau de Capodistria[4]. L'entrée du roi à Athènes eut lieu le 26 de ce même mois : Georges Ier gagna tout le monde par la modestie des paroles qu'il adressa à la multitude[5].

Mais, pour lui donner une Constitution, il fallut des débats stériles d'une année entière jusqu'à ce que le roi de dix-neuf ans fût contraint de formuler la menace que, si la loi constitutive ne lui est pas présentée dans dix jours, il la fera lui-même ou quittera le pays. Enfin on put obtenir une Constitution qui confiait le pouvoir législatif et le contrôle à une seule Assemblée[6] d'au moins 150 membres, parmi lesquels

1. Voy. aussi Canini, loc. cit., p. 256 et suiv.
2. Miller, loc. cit., p. 297 et suiv.
3. Lenormant, ouvr. cité, p. 209 et suiv.
4. Les Puissances déclarèrent le 14 novembre ces îles neutres, mais la neutralité fut restreinte ensuite à Corfou et à Paxo, *ibid.*, p. 288. Le traité d'union est du 29 mars 1864.
5. Lenormant, ouvr. cité, p. 266 et suiv.; Lambros, dans l'Ἑλληνομνήμων, année 1912, p. 438.
6. Le Conseil d'État, de 15-20 membres, fut rapidement supprimé. Les détails dans Miller, loc. cit., chap. XII.

les fonctionnaires n'étaient pas admis, ce qui n'était pas le cas pour les officiers. La revision de la Constitution ne pouvait être faite qu'au bout de dix ans, si elle était demandée dans deux législatures par les trois quarts des députés. Il fallait députer à la Constituante un nombre double de représentants. Le jeune roi commençait, avec le concours de Kanaris (1864-1865), de Valvis, de Boulgaris, le chef du mouvement contre Othon, un homme de moyens byzantins et de costume archaïque (1865, 1868, 1872, 1874; † 10 janvier 1878), de Komoundouros (1865) et autres qui leur étaient inférieurs, sous la tutelle de son précepteur Sponneck, un règne dont le sort se trouvait entièrement entre les mains de certaines individualités, leurs partisans étant attirés seulement par l'offre des fonctions, par la satisfaction de leurs ambitions et par la possibilité du gain, par le salaire et par les avantages collatéraux de leur situation. Mais l'honnête vie rurale autour de l'église, les économies du petit peuple paysan, d'une activité exemplaire, l'amour pour les connaissances, la concentration à Athènes des étudiants de tout le monde hellénique, jusqu'à la Césarée asiatique qui avait même oublié sa langue, les secours des Grecs enrichis dans tous les pays de l'Europe et leur passion ardente pour la nation, leur prophétique espoir d'une Grèce plus grande, jusqu'à l'accomplissement entier de « l'Idée[1] », donnaient cependant à ce pays d'hommes intelligents et vivaces quelque solidité dans le présent et des perspectives plus claires dans l'avenir. Pour y arriver, il fallait remplir d'abord des conditions inéluctables, qui étaient de gagner

1. Voy. Canini, loc. cit., p. 85.

le sens de la réalité, de consentir à une délimitation nationale dans le programme de délivrance des chrétiens des Balcans — Canini demandait, en 1869, qu'on reconnût aussi « à d'autres races, surtout à la race bulgare, cette large part d'autonomie à laquelle elles ont droit », exhortant les Grecs à poursuivre les progrès de l'hellénisme en Asie[1]. Mais ces conditions ne seront remplies que beaucoup plus tard, après de lourdes souffrances et des moments de suprême humiliation.

1. Loc. cit., p. 86. V. aussi *ibid.*, p 310 : armement de la nation comme en Serbie, non-intervention dans la guerre commune contre les Turcs, arbitrage final d'une Puissance, probablement l'Italie.

CHAPITRE XVIII

Préparatifs de la guerre de 1877.
Quinze années de conspirations et de révoltes.

Le pays des Balcans où l'on employait le mieux le temps, à l'époque où, au delà du Danube, le prince Cuza restituait au pays les terres dédiées aux monastères de l'Orient et donnait un morceau de terre aux paysans dépouillés au cours des siècles de leur héritage, tout en organisant la nouvelle vie de la Roumanie unie, — était la Serbie de Michel Obrénovitsch.

Ce prince avait commencé dans des circonstances bien difficiles. Les Turcs étaient à Belgrade, et, avec le nouveau courant qui dominait à Constantinople, ils paraissaient vouloir faire la tentative d'étendre encore plus les racines de leur domination. Les conflits avec la population désireuse de ne plus voir les étrangers haïs dans la capitale même étaient presque quotidiens : le consul d'Angleterre lui-même, Thomas Grenier de Fonblanque, avait été blessé au moment où il se promenait sur la rive du Danube, et les néfers querelleurs patrouillaient pendant la nuit à côté des soldats serbes dans les rues de Belgrade ! On ne doit donc pas s'étonner si l'on arriva à un conflit armé pour des enfants que les Turcs avaient blessés à une fontaine. Le 15 juin 1862 il y eut un combat sanglant au milieu de la ville. Enfin le Pacha, Achir, dut se reconnaître vaincu et il conclut une convention avec

Garachanine. Les consuls européens conduisirent à un abri assuré, dans la citadelle, la garnison ottomane. Mais, le lendemain, le 17, les canons de la forteresse parlèrent pendant cinq heures. Les ambassadeurs de Constantinople durent s'occuper, après le rappel du Pacha, de ce conflit; l'Autriche fut contre l'évacuation pour le même motif qui l'avait déterminée à agir contre l'union roumaine : la crainte d'une répercussion dans l'esprit de ses sujets de la nation respective. L'Angleterre aurait désiré la réduction des troupes serbes à douze mille hommes, parce que leur nombre actuel pouvait indisposer la Turquie mise sous la protection spéciale britannique[1]. Le protocole du 4 septembre reconnaissait formellement que « dans toute la ville de Belgrade il n'y a que l'autorité serbe » — le quartier turc fut bientôt démoli, — et les soldats du Pacha, enfermés entre les ruines du milieu desquelles s'élevaient les restes du beau palais d'Eugène de Savoie, prenaient l'obligation de ne plus troubler les bourgeois. En ce qui concerne les autres forteresses, on détruisit Socol et Ujitsé, de sorte qu'il ne restait plus, comme éléments nécessaires du système militaire ottoman, que Fétislam (Cladovo), Mali-Zvornic, Chabatz et Semendrie[2]. Mais ce ne fut qu'en 1866 que l'on devait obtenir, par un dernier effort, l'évacuation complète de la principauté[3].

Grâce à l'activité de Garachanine fils, ancien candidat au trône, mais qui était resté cependant « un homme simple, vertueux, aux manières nobles et franches »[4], il se forma, sous le contrôle des com-

1. Miller, loc. cit., pp. 254-255.
2. Kanitz, loc. cit., p. 451 et suiv.; Canini, loc. cit., p. 222.
3. Beer, loc. cit., p. 590 et suiv. Voyez aussi plus loin.
4. Canini, loc. cit., pp. 222-223.

mandants français[1] — comme dans les Principautés roumaines sous celui de la « mission militaire », — une véritable armée, supérieure à celle que la Grèce possédait à la même époque et supérieure même à celle dont disposait la nouvelle Roumanie du prince Cuza, qui était cependant en mesure de mettre en ligne des forces beaucoup plus importantes. Michel n'avait à sa disposition, au moment où s'ouvrait la question des forteresses, pas moins de 8.000 soldats prêts à combattre, avec 40 canons, et il pouvait accroître ce nombre de 20.000 miliciens[2]. En réalité cependant, l'armée serbe, qui avait été réduite en 1838 à 2.500 hommes, eut bientôt 45.000 soldats d'infanterie, 2.500 de cavalerie et 1.200 d'artillerie, avec six batteries et 985 pionniers[3]. Un Italien pouvait parler en 1869 de 50.000 hommes de première ligne et de la possibilité de lever encore 140.000 « soldats réguliers[4] ».

La Bosnie et l'Hertzégovine attendaient seulement l'heure du nouveau mouvement. Les Bulgares croyaient pouvoir se rendre libres plus facilement avec le concours des Serbes : Rakowski s'était fixé à Belgrade, où il publiait son journal « Le Cygne du Danube » (1860-1861) et il avait donné à la Serbie un corps de volontaires de sa nation. En dehors de relations semblables à celles qu'entretenait Cuza avec les révoltés magyars, Kossuth, Klapka, le gouvernement serbe nourrissait aussi une correspondance politique avec ses conationaux d'au delà de la Save :

1. Déjà Miloch et Michel avaient employé des Français, le colonel Mondain ayant formé l'armée de ce dernier (Denis, ouvr. cité, p. 85).
2. Kanitz, loc. cit., p. 433.
3. *Ibid.*, p. 566.
4. Canini, loc. cit., pp. 223-224.

l'Omladina, « la jeune Serbie », dont le centre d'agitation était à Novi-Sad, s'était formée depuis peu, avec des visées irrédentistes, et la plupart des étudiants de l'Université de Belgrade, de même que les chefs intellectuels des Serbes de Hongrie, lui appartenaient[1]. L'épouse magyare du prince, la belle, fière Julie Hunyady, descendante du glorieux Jean, gouverneur de Hongrie et combattant contre les Turcs pour l'indépendance des Serbes, avait un nom qui pouvait faire des miracles, et cela non seulement parmi les Slaves, mais aussi parmi les Roumains, qui n'avaient pu oublier leur grand Corvin.

Il a été déjà dit que la Grèce était prête à conclure une alliance pour la guerre libératrice : elle aurait admis les Balcans comme frontière entre la Grande Hellade et la Yougo-Slavie, l'État des Slaves du Sud, qu'il était question de former, sans séparation nationale, entre Serbes et Bulgares[2]. Au mois de novembre 1863, on constatait « des bons rapports entre la Serbie et la Roumanie » et on parlait d'une alliance prochaine[3]. Bientôt le voyage à Bucarest de Michel, qui

1. *Ibid.*, p. 226 et suiv.

2. *Ibid.*, pp. 226-227. Cf. le livre du même auteur *L'Hellade, la Serbie et l'Italie dans la question d'Orient*. Voy. aussi Miller, loc. cit., pp. 332-333.

3. Rapport du consul italien à Bucarest, Strambio, dans Vico Mantegazza, *La Rumenia durante la guerre balcanica*, Rome 1913, p. 186 : « Dei buoni rapporti sono stati stabiliti frà la Serbia e la Rumenia, e probabilmente si farà qualcosa in tale direzione ». Les rapports de l'agent roumain à Belgrade, Callimachi Catargi, appuient sur la nécessité de lier des rapports plus étroits entre les deux pays; voy. notre *Correspondance diplomatique roumaine sous le roi Charles Ier (1866-1880)*, Paris, Gamber, 1923, p. 2 et suiv. Des missions militaires avaient été échangées entre Roumains et Serbes; *ibid.*, pp. 2, 12.

était en correspondance aussi avec le comité révolutionnaire bulgare, rendait plus étroites encore ses relations avec le nouveau prince de Roumanie, Charles.

A l'intérieur, le calme était assuré. Après la refonte du Sénat en 1861, avec un président et un vice-président nommés, après la nouvelle loi communale, qui gardait toute la liberté des villages, avec leur « cmète » et leurs « obchtinars », après le ralliement définitif au prince des membres de la Skoupchtina, qui s'adressaient à lui pleins d'amour et de confiance, dans ces termes : « Nos parents ont obéi aux ordres de ton père, et ce fut pour leur bien; à notre tour, nous écouterons les tiens[1] », la domination de Michel, qui se déclarait « impatient d'accomplir les désirs de la nation serbe, qui étaient naturellement inséparables des siens même[2] », put se consacrer aux réformes et à la création des institutions. Il faut mentionner les chemins de fer, la canalisation de la Morava, le reboisement des forêts, l'ordonnement de l'administration des postes et télégraphes (à partir du mois de septembre 1854), l'organisation de l'enseignement : école « réale » à Belgrade, un lycée et deux gymnases à Belgrade et Cragouiévatz, quatre « progymnases » : à Belgrade. Chabatz, Pojarévatz, Zaïtschar, trois gymnases du type « réal » : à Alexinatz, à Crouchévatz, à Ujitsé, une école supérieure de jeunes filles à quatre classes (1863); la fondation de l'Université(1865), avec des Facultés de philosophie, de technique et de droit (1866, 15 professeurs, 194 étudiants), de la Bibliothèque (20.000 volumes), la création (en 1864) d'une

1. Kanitz, loc. cit., p. 558.
2. *Ibid.*, p. 561.

Académie complétaient, sous le règne de ce prince cultivé, l'organisation économique et culturale du pays[1].

La révolte de la Crète devait mettre bientôt Michel, de même que son voisin du Monténégro et le nouveau roi de Grèce, malgré la déclaration de non-intervention qu'il avait faite à son avènement, devant un grand devoir révolutionnaire.

Moustafa-Pacha, ancien gouverneur égyptien, puis Pacha ottoman, qui eut à combattre la révolte de 1841, laissa pour successeur son fils Véli, homme doux, qui permit presque tout à la majorité grecque accablante de l'île : 150.000 hommes pour 50.000 mahométans, en partie de sang grec eux-mêmes. Enfin les troubles le contraignirent à partir (1858). En 1862 un nouveau mouvement, attisé par Kallergis, l'agitateur bien connu, qui se trouvait alors à Paris, éclata dans les montagnes contre le gouverneur Ismaïl. Au mois de mai 1866 on alla jusqu'à demander énergiquement à la Porte entre autres d'apporter des changements radicaux dans la manière de percevoir les impôts et de la taxe de rachat du service militaire. Une Assemblée Nationale crétoise, proclama, le 2 septembre, à Sphakia, l'union avec la Grèce, — « indissoluble et éternelle ». On fit connaître cette décision, non seulement à la Russie, mais aussi à la France et à l'Angleterre, indignée de la manière dont on traitait en Grèce ses anciens sujets des Iles Ioniennes. Après la mission de pacification du Crétois Moustafa-Pacha, de pleins pouvoirs de répression furent donnés à Omer, un spécialiste en

1. Les dates sont puisées dans Kanitz.

cette matière, tandis que Hobart, un Anglais au service de la Porte, avait la mission d'empêcher l'arrivée des vaisseaux de la flotte volontaire hellénique[1]. Mais ils ne furent pas en état — pas plus que les Égyptiens, qui débarquèrent à la demande du Sultan, prêt à leur céder de nouveau l'île, — d'empêcher l'approvisionnement, ou les grands secours en argent, ou l'arrivée de Koronaios, l'un des héros de l'anarchie de 1862, et de Zymbrakakis, étudiant à Paris, pour conduire, aux côtés du Crétois Korakas, le combat pour la liberté. Il fallut beaucoup d'efforts aux troupes ottomanes pour pouvoir prendre, avant l'arrivée d'Omer, le monastère d'Arkadion, où s'étaient réfugiés les défenseurs de la cause révolutionnaire; tous ceux qui s'y trouvaient furent massacrés. Démètre Maurocordatos fut élu gouverneur au nom du roi des Hellènes. Quand on s'aperçut que la diplomatie française, et même celle de l'Angleterre, appuyait les vues, naturelles, des Russes, qu'elle parlait de décisions plébiscitaires et de la nécessité de donner à la Grèce, non seulement la Crète, mais la Thessalie aussi, le nouveau Sultan (dès le mois de juin 1861), Abdoul-Aziz, frère d'Abdoul-Médschid, mort encore jeune, se décida à faire une nouvelle tentative de réconciliation, en envoyant dans cette île opiniâtre le Grand-Vizir lui-même, chef du parti des réformes, ancien ambassadeur à Paris et négociateur du traité de 1856 qui introduisait la Turquie dans le droit public européen, Aali-Pacha.

Il fallait le faire d'autant plus qu'outre l'agitation bruyante des philhellènes, d'autres dangers

1. Iorga, *Geschichte des osmanichen Reiches*, V, pp. 550-552; Driault, *Question d'Orient*, pp. 198-199; Miller, loc. cit., p. 306 et suiv.

menaçaient le nouveau régime de concentration et d'unité.

Une conspiration politique des « Rouges » et des « Blancs », froissés également par l'autocratisme nécessaire et bienfaisant du Statut décrété en 1864, et le complot militaire qu'elle sut organiser, probablement d'après le modèle d'Athènes, amenèrent, en février 1866, la chute du prince Cuza. Le gouvernement provisoire dut réprimer une révolte à Jassy, excitée par la Russie, pour faire du riche boïar borné Nicolas Roznovanu un prince de la Moldavie séparée de la Valachie. Après l'élection comme « prince des Roumains » — on revint plus tard au titre, modeste, de prince « de Roumanie » — d'un Cobourg, Philippe de Flandre — fils de l'élu de la Grèce en 1832, — qui refusa, on offrit le trône au prince Charles de Hohenzollern-Sigmaringen, qui pouvait s'appuyer aussi sur les sympathies de Napoléon III. Le prince n'hésita pas à accepter, et, le 10 mai v. st. 1866, il commençait sa mission sur le Danube.

La Porte, dominée par les idées, que nous avons tant de fois caractérisées et condamnées dans ce livre, de la domination directe, d'une frontière de l'Empire à l'autre, ne se contenta pas de la demande de confirmation du nouvel élu. Comme elle n'avait pas « déposé » Cuza, elle n'entendait pas « accepter » son successeur. On essaya d'une intimidation par l'établissement d'un camp d'observation à Roustschouk, et cela au moment même où la Crète se proclamait unie au royaume de l'Hellade.

On avait oublié encore une chose : qu'en Serbie, à laquelle on demandait imprudemment de réduire son armée et d'accroître le tribut, la question des forte-

resses n'était pas encore résolue[1]. Alors qu'on donnait des fêtes à Belgrade pour les Crétois et que Kolokotronis était reçu en mission spéciale[2], les jours de l'alliance gréco-slave de 1862 paraissant devoir revenir, alors que l'Omladina agitait les esprits et que les étudiants formaient un corps de volontaires, Démètre Bratianu, envoyé extraordinaire à Belgrade du prince Charles, rapportait à Bucarest la réponse que, « *si la Turquie envahissait le territoire roumain, le gouvernement serbe ne pouvait pas répondre des agitations qui pouvaient surgir en Serbie*[3] ». En même temps, par les conseils aussi du consul de Russie, Chichkine, qui se réjouissait de tout son cœur du retour de l'influence russe dans les Balcans, on faisait à la Porte, le 5 octobre, la sommation formelle d'évacuer les forteresses[4].

On ne croyait pas qu'une telle demande pût être acceptée si vite et presque sans discussion. Des mesures furent donc prises pour se préparer à la guerre : on acheta des chevaux, on engagea des munitions, à Hambourg et Londres. Dans le cas d'un conflit militaire, on espérait l'annexion de la Bosnie et de l'Hertzégovine, comprise dans le programme de l'Omladina, même s'il fallait que Michel ne soit reconnu dans la Serbie d'au delà du Drine que comme gouverneur au nom du Sultan. Le prince de Monténégro, dominé par « l'idée yougo-slave », attendait son heure et, quelques mois plus tard, il rappelait à l'envoyé roumain les paroles adressées par Danilo à Michel :

1. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 510-511.
2. Kanitz, loc. cit., p. 508.
3. Rapport de J. A Cantacuzène, envoyé à Belgrade, dans la *Correspondance diplomatique du roi Charles Ier*, p. 15, n° 33.
4. Kanitz, loc. cit., pp. 506-508.

« Constituez le royaume de Serbie, et je serai heureux d'être le premier à monter la garde à la porte de votre palais[1] ». Cet envoyé, J. A. Cantacuzène, venait à Belgrade pour connaître l'attitude que prendrait la Serbie dans « le drame qui se déroule dans les provinces chrétiennes de l'Empire Ottoman », dans la « vaste conjuration » qui s'est formée pour le détruire; sans accepter une alliance formelle avec la Serbie et rappelant que, « pour nous le mouvement oriental a éclaté trop tôt, car nous n'y sommes pas préparés et que nous avons besoin de nous recueillir et de nous organiser pour pouvoir agir sérieusement », il avait la permission de prendre toutes ses mesures, en Serbie comme au Monténégro, pour préparer des relations plus intimes[2].

Le 3 mars 1867, le Vizir se décidait à faire le sacrifice qu'on lui avait demandé : les forteresses étaient confiées, comme récompense pour « la fidélité et la loyauté du peuple serbe », à Michel lui-même, qui pouvait y conserver aussi une garnison turque sous ses ordres, tout en étant, naturellement, libre de s'en dispenser immédiatement; mais il avait le devoir d'arborer aussi le drapeau ottoman. Le 23 on rédigeait aussi la proclamation pour le départ des Musulmans.

Au milieu de la joie populaire la plus vive, le firman fut exécuté le 18 avril, et le Pacha partit le 6 mai, après que le prince eût fait à Constantinople un voyage de remerciements[3]. « La Serbie actuelle » — disait un peu plus tard Michel, en s'adressant à son peuple — « prend aujourd'hui, je puis le croire avec confiance,

1. *Correspondance du roi Charles*, p. 16.
2. Ouvr. cité, p. 9, nº 18.
3. Kanitz, ouvr. cité, p. 509 et suiv., 513 et suiv.; *Correspondance du roi Charles*, p. 17, nº 38.

la première place entre tous les États et les pays qui ont partagé pendant des siècles le même triste sort et avec lesquels jusqu'hier nous étions sur le même degré[1] ». Et un voyageur autrichien, qui connaissait bien l'Orient chrétien, exprimait ce jugement : « Alliés aux Grecs et aux Roumains, unis aux Bulgares, apparentés aux Monténégrins et aux Serbes d'au delà du Drines, les Serbes espèrent avec confiance arriver à la délivrance du Sud-Est européen de sous le joug turc[2] ».

Dès le 24 octobre 1866 on avait donné au prince roumain le firman de confirmation, qui maintenait aussi la clause de l'hérédité, mais dont on n'avait pas pu écarter les conditions humiliantes que la Serbie avait pu se permettre de refuser : la restriction du nombre des soldats (à 30.000) et l'accroissement du tribut. Charles Ier visita, — et il fut très bien accueilli, mais plutôt comme prince de Prusse, — le suzerain dont il était décidé à se défaire à la première occasion. Pour le moment, les relations avec les Serbes furent rendues plus étroites, et Cantacuzène était traité avec une considération particulière à Cettigné, où, à un banquet solennel, tous les voévodes levèrent leurs verres pour le nouveau prince de Roumanie, auquel fut envoyé en mission extraordinaire, avec l'ordre, Danilo, le cousin de Nikita, le capitaine Radonitsch[3].

1. Kanitz, ouvr. cité, p. 563.
2. *Ibid. : Verbundet mit den Griechen und Rumänen, vereint mit den stammverwandten Bulgaren, mit den Montenegrinern und den Serben jenseits der Drina, hofft man mit fester Zuversicht auf die Befreiung des europäischen Südostens vom türkischen Regiment.* Cf. les rapports de l'agent roumain Théodore Vacarescu, que nous avons publiés en 1916 (*Serbia în 1871-2*, Bucarest), pp. 36-37.
3. *Correspondance du roi Charles*, pp. 14-17.

On paraissait être arrivé ainsi à une situation durable. En Crète aussi les choses s'approchaient d'une réconciliation. Le Grand-Vizir, qui était parti pour se rendre dans l'île au mois d'octobre 1867, après avoir vu que la Serbie est contente et que le Monténégro ne poursuit pas encore son dessein d'attaquer la Bosnie et l'Hertzégovine, imposa la Constitution du 18 septembre, copiée sur celle dont les bienfaits avaient été constatés dans le Liban. Elle créait, tout en accordant une diminution des impôts, un dualisme national et religieux, représenté aussi dans le Conseil suprême et et dans celui d'administration : la langue grecque en même temps que la langue turque, des juges chrétiens en même temps que des cadis, des démogérontes en même temps que les Turcs des « medschlis », des kaïmakams et des moutessarifs en même temps que des mouavins. Une amnistie complète, l'exemption du service militaire et des impôts s'y ajoutaient.

Mais cela n'amena pas encore la dissolution de l'Assemblée générale, qui gagnait les philhellènes, tel le célèbre publiciste Saint-Marc Girardin, en leur accordant le « droit de cité crétoise ». Et cependant les chefs venus de Grèce étaient retournés dans leur patrie.

On fit alors, le 11 décembre, à cette Grèce libre la sommation de cesser son appui, absolument patent, à la révolte. Les relations furent de nouveau rompues. Hobart, ayant été provoqué, bloqua l'île de Syra. L'Europe, craignant pour le sort des principes qu'elle avait fixés dans le traité de Paris, tint une nouvelle conférence. En obligeant la Porte à maintenir l'ordre en Crète aussi bien qu'en Thessalie, on lui donnait raison dans ce conflit par l'acte du 20 janvier 1869.

Pour le moment, malgré le mariage du roi Georges

avec une Grande-Duchesse, Olga (octobre 1867), la question grecque était arrêtée dans son développement. Le ministère « irrédentiste » de Koumoundouros était tombé. Restait cependant la question, nouvelle, des Bulgares.

Pour les anciens voyageurs dans les Balcans, de même que pour les penseurs politiques de cette époque, cette nation n'existait pas. On n'en parle ni en 1806, ni en 1824. En 1828-29, lorsque le Slovaque Vénéline, au service de la Russie, se prit d'une si grande et sincère sympathie pour eux, leur consacrant toutes ses études scientifiques, qui provoquèrent celles de Marin Drinov, un certain nombre de Bulgares, originaires surtout de Cotel, la patrie d'Étienne et Nicolas Vogoridis, ainsi que de leur parent, l'évêque Sophronius de Vratza, croyant que le jour de la délivrance était arrivé, s'attachèrent aux armées du Tzar. Poursuivis ensuite et massacrés par les Albanais de Mahmoud-Pacha de Scutari, qui, poussé par le fanatisme musulman et par la haine traditionnelle des Albanais musulmans contre les chrétiens, faisait sa propre politique sur le Danube, ils passèrent, au nombre de 30.000 hommes, au delà du Danube. La population de Silistrie entière demanda à être transportée à Calarachi, la nouvelle ville valaque d'en face, promettant d'en faire au moins une nouvelle Braila[1]. On répandait alors dans les villages de Bulgarie le *Boucvare*, l'Alphabet imprimé à Kronstadt, en 1824, par Béron (Bérovitsch), médecin à Craiova[2], et on lisait dans les églises, en dépit des évêques phanariotes, le *Nouveau*

1. Nos *Studii si documente*, XI, pp. 39-41 (6 juin 1836).
2. Voy. nos renseignements sur Béron dans les « Annales de l'Académie Roumaine », année 1914, p. 917 et suiv.

Testament paru à Bucarest en 1828, par les soins de l'advocat Nénovitsch, qui s'y était fixé définitivement. La tentative de révolte de Mamertschov, ancien fonctionnaire russe, en 1836, n'aboutit pas.

Une torpeur absolue suivit. Ce ne fut qu'en 1840, en relation avec les mouvements partis de la Valachie, de la Moldavie et de la Bessarabie, où les colons bulgares, amenés en 1812, jouissaient d'une large autonomie, que furent livrés près de Pirote, en 1841, des combats entre les bandes bulgares et les Turcs : les prêtres demandaient des fusils à Blanqui, envoyé par le gouvernement français en mission dans cette région encore toute nouvelle pour la diplomatie[1]. Nous avons parlé ailleurs des troubles qui éclatèrent en 1851 à Vidine; les fuyards furent abrités en Valachie. A cette époque on mettait le plus grand espoir dans l'appui serbe. La Principauté donna des livres d'école pour les établissements lancastriens fondés dès 1835 par le riche marchand de Gabrovo, Aprilov — ces marchands ont eu avec les Principautés roumaines des relations tellement étroites, qu'une rue de Bucarest porte encore leur nom. Jusqu'après 1860 Rakowski demanda aide et secours à Belgrade, et, un peu plus tard, ce grécophobe se décida à aller à Athènes même[2]. Puis, lorsque ces projets échouèrent, lorsque Midhat-Pacha chercha à briser le caractère compact des Bulgares par la colonisation des Tatars et des Tscherkesses fuyards de Russie, Rakowski devint russophile et, uni à son neveu Liouben Caravélov, il organisa, par le comité des « jeunes » de

1. *Voyage en Bulgarie*, pp. 159-160. Voy. sa prédiction, p. 192 : « La Bulgarie aura son tour quand elle aura ses hommes ».
2. Voy. plus haut.

Bucarest, — les vieillards voulaient plutôt des réformes, — au delà du Danube les premières bandes : en 1862, à une heure favorable pour la Révolution crétoise, la bande de Panaïote Hitov, qui parut au défilé de Chipca, puis celle de 1867, du même, de Totou et Caradscha, et enfin la bande de 1868, dans laquelle Stamboulov fit ses premières armes et qui attira à Jean Bretianu, ministre du prince Charles, toute une affaire avec l'Autriche[1].

Plus sain était cependant le mouvement dans l'Église. Les Turcs ne croyaient pas devoir s'en défier ; au contraire ils s'en réjouissaient, dans l'espoir que la puissance hiérarchique des Grecs dans l'Empire en souffrirait. Les idées d'union avec Rome, qui étaient destinées à amener nécessairement l'appui de la France, idées professées par Dragan Tzankov (son évêque, Sobolski, s'enfuit cependant bientôt, en 1861, en Russie[2]), échouèrent complétement et l'école bulgare orthodoxe de Néophyte Bozvéli, moine formé à Bucarest, commença l'agitation pour la création d'une Église nationale indépendante, sans relations aucune avec les anciens Sièges de Trnovo et d'Ochrida. Auxentius, Païsius de Philippopolis, et Parthénius conduisaient le combat. Deux places de Métropolites dans le Conseil patriarcal, offertes par le Patriarche Joachim, ne furent pas jugées suffisantes. Le journal de Slavéïcov, « Makédonia », faisait une propagande énergique pour la bulgarisation de toute la région macédonienne, dont les limites étaient entendues dans le sens le plus large.

1. Beer, loc. cit., pp. 589-590 ; *Aus dem Leben Königs Karls*, à cette date.
2. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, p. 548.

On admettait encore un lien avec le Siège Œcuménique, mais sur la base d'une égalité parfaite dans le Conseil suprême, avec le droit d'établir un Métropolite à Constantinople et de former un synode scolaire bulgare de six prélats et six laïques. Deux chefs successifs de la « Grande-Église » refusèrent de faire de pareilles concessions. Alors les évêques grecs furent expulsés de force, de Trnovo aussi, sous les yeux particulièrement bienveillants des autorités ottomanes, que le panhellénisme seul inquiétait. Feignant d'être les sujets les plus fidèles de l'Empire, les chefs du mouvement proposèrent au Sultan de se faire proclamer, selon l'exemple donné en 1867 par François-Joseph à l'égard des Hongrois, leur Tzar, avec un Patriarche à Trnovo, aux côtés de Sa Majesté païenne.

Le lendemain du rétablissement de l'ordre en Crète Aali-Pacha se décida à donner, de son propre gré et pour diminuer la situation de l'Œcuménique, une solution. Ce fut une œuvre de vengeance contre les Grecs. Le firman du 10 mars 1870 créait un exarchat bulgare comme organisme religieux « séparé », pour *tout le territoire habité par les Bulgares*, qui était défini de cette manière : il suffisait d'ailleurs que, même en dehors de ces limites, deux tiers des habitants d'une commune demandassent à être sous le Métropolite bulgare pour que l'État en tînt compte. L'autorité du Patriarche était restreinte aux villages situés entre Varna et Kustendsché, c'est-à-dire à l'ancien territoire de Dobrotitsch, à Mésembrie et Anchiale. L'Exarque bulgare, chef des Métropolites, avait la permission de demeurer à Constantinople dans un monastère de sa nation[1]. Malgré l'opposition et les anathèmes du

1. Le texte, traduit en français, dans Bérard, *La Macé-*

Patriarche après la disparition d'Aali, Hilarion, le premier Exarque, prit possession de son siège au commencement de l'année 1872.

Par cette mesure, Aali-Pacha, car, il faut l'affirmer encore une fois : c'était sa création exclusive, croyait avoir atteint un double but : d'un côté, en Macédoine, où il y avait une population slave d'un caractère ambigu dans la plupart des localités, mais où il y avait aussi des Grecs, des Roumains, on reconnaissait une seule nation religieuse, donc une seule nation politique, et, d'un autre côté, dans la Thrace elle-même, on restreignait le domaine religieux grec à la région des rives de la Mer Noire, des bouches du Danube à Constantinople, puis à la région Andrinople-Philippopolis, Sténimaca et les environs passant aux Bulgares, et enfin à la côte et au territoire, incontestablement grec, de Serrès. En même temps, on donnait un coup à la cause des Serbes — qui prétendaient que leur territoire fût étendu vers Nich et rêvaient de l'ancienne Serbie, — en soumettant à l'autorité de l'hiérarche bulgare Nich elle-même et Kustendil ; *d'ailleurs l'autorité du synode serbe ne s'étendait sur aucun village en dehors des frontières de la Principauté.*

Une protestation de Belgrade n'intervint pas : au milieu de son œuvre d'organisation, Michel, qui avait déjà un traité avec son nouveau voisin de Roumanie[1], et qui avait conclu avec le comité bulgare de Bucarest une convention le créant « chef suprême de la nation

doine, p. 184. Cf. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 554-556. — Il y avait une église bulgare dès l'année 1848.

1. *Correspondance de Charles Ier*, pp. 152-153.

serbe-bulgare »[1] avait été assassiné à Toptschider, le 10 juin 1868, avec sa cousine Anca Constantinovitsch, alors que sa fille, destinée à être la seconde femme du prince, qui désirait avoir des héritiers, n'était que blessée. Le gouvernement provisoire (Marincovitsch au nom du Sénat, le ministre Léchianine, et le président de la Haute Cour, Pétrovitsch), puis la régence de Iovan Ristitsch, de Blajnavatz, originaire de Hongrie et devenu ministre de la Guerre dans la Principauté, et du sénateur Gavrilovitsch, gouvernant au nom de l'adolescent Milan, fils d'Ifrim Obrénovitsch, reconnu par la Porte sans mentionner son élection[2], n'avaient pas l'autorité suffisante pour une action énergique envers la Porte : *par le crime des forçats de Topschider une récolte entière de grands faits avait été détruite.*

Croyant avoir assuré son avenir, la nouvelle Turquie créa ainsi, sans nulle résistance, une grande nation chrétienne, ennemie, par tradition, des Grecs et de plus en plus éloignée des Serbes, qu'elle croyait pouvoir lier durablement à l'Empire par l'administration moderne[3] de Midhat-Pacha dans ce vilayet *du Danube* (« Touna »), auquel (1864-66) *on donnait presque les frontières de l'Exarchat nouvellement créé.*

Mais cela ne signifiait pas du tout le désarmement

1. Voy. entre autres Engelhaldt, dans la « Revue d'histoire diplomatique », 1892, I; Bagribeg de Dukagjin, *Le monde oriental et le problème de la paix*, Paris 1919, p. 175 et I. Guéchoff, *La folie criminelle et l'enquête parlementaire*, Sofia 1914, p. 123.

2. Beer, loc. cit., p. 593 et suiv.

3. Chemin de fer Roustschouk-Varna et Tschernavoda-Kustendsché.

du Comité de Bucarest ; bien au contraire on donnait *une plus large base à son action révolutionnaire.*

Car l'activité des comitadschis, qui avaient certainement des relations, encore mal éclaircies, avec la Russie, continua. Entre les martyrs du mouvement, partis de Bucarest pour périr dans les Balcans en défendant une cause qui leur était sacrée, il faut noter maintenant le nom de Basile Lewski, ancien diacre, devenu combattant et héros. Il fut sacrifié à Sofia en 1872[1]. A côté de l'ancienne société littéraire de Constantinople, fondée en 1856, il s'en était formée une autre, un an auparavant, à Braila. On y représenta les premières pièces de théâtre bulgares sur des sujets historiques[2] ; la publication périodique de Braila, à laquelle collaborait aussi Drinov, dépassa bientôt la revue de Smyrne, plus ancienne presque de vingt ans.

Un nouveau mouvement révolutionnaire bulgare, celui de Coprivchtitza et Panaguiourichté, puis l'incursion de Christo Botev, terminée par « les atrocités bulgares » de Batak, que dénonça Gladstone, par les massacres que rappelle aujourd'hui la statue de Vratza, avec les quatre têtes de bronze fixées sur les flèches du grillage, troublèrent la domination ottomane « réformatrice » en 1876[3]. La guerre prochaine, vers laquelle, après la défaite de l'Autriche en 1866 et son expulsion de la confédération germanique, ten-

1. Voy. aussi Miller, loc. cit., p. 364 et suiv. En 1873 Caravélov, rédacteur du journal « Svoboda », paraissant à Bucarest, cherchait un appui à Belgrade (*Correspondance du roi Charles*, p. 299).
2. Pypin et Spassovitsch, *Histoire des littératures slaves.*
3. Beer, loc. cit., p. 748, note 1.

dait de plus en plus l'opinion publique russe, ne devait pas partir de Bulgarie, mais bien de Bosnie et d'Hertzégovine, provinces pacifiées par la défaite de Voucalovitsch, qui termina ses jours comme un paisible officier ottoman dans une province éloignée.

L'Hertzégovine avait depuis longtemps une question agraire. Mais, malgré la mauvaise récolte de 1874, ce ne furent pas les paysans mécontents qui commencèrent la révolte de 1875-1876. Non seulement le Monténégro n'avait jamais abandonné ses prétentions sur ces pays, mais l'Autriche était décidée aussi à y chercher des compensations, depuis longtemps désirées, pour s'ouvrir le chemin vers Salonique : dès 1868, le lendemain de la défaite, on parlait à Vienne de l'occupation de la Bosnie et de l'Hertzégovine[1], peu après la déclaration de la part de la monarchie qu'elle ne désirait plus s'occuper d'une pareille acquisition[2]. En froid (malgré la conclusion d'une convention de commerce, à proprement parler d'un « arrangement direct et spécial », assez favorable aux intérêts autrichiens) avec la Roumanie du prince Charles, que conduisaient maintenant les libéraux suspectés pour leurs tendances irrédentistes, l'Autriche, qui regardait cependant avec beaucoup de mécontentement la participation de ses Serbes aux fêtes nationales de la principauté voisine[3], déclara qu'elle voulait entretenir

1. Beer, loc. cit., p. 748, note 1. Cf. l'ouvrage plus récent de von Sosnosky, *Die Balkanpolitik Osterreich-Ungarns seit 1866*, I, Vienne, 1914.

2. Beer, loc. cit., p. 588 et note 2. La crainte de l'irrédentisme roumain paraît de nouveau cette année (*ibid.*, p. 589).

3. En 1872 aux fêtes pour la majorité du prince, on invita à Belgrade les communes serbes de la monarchie voisine et, alors que le cri « Vive le roi des Serbes » s'élevait, on lisait sur les écus des provinces de la race : « Que tes frontières

« de bons rapports de voisinage avec les Serbes », afin qu'ils ne croient pas qu'un appui ne peut leur venir de la Russie[1]. En rappelant « la communauté d'origine des chrétiens d'Orient avec certains des peuples de notre monarchie », pour demander l'autonomie provinciale la plus étendue et la plus large, la diplomatie viennoise montrait très clairement le but qu'elle voulait atteindre.

En 1873, à la suite de la fuite d'un certain nombre de marchands bosniaques sur le territoire autrichien, des plaintes furent présentées à Constantinople, et le Pacha dut être déposé, en même temps que des promesses de meilleure administration étaient faites[2]. Lorsque François-Joseph parut en 1875 en Dalmatie, où, en 1869, ses troupes avaient dû réprimer la révolte de la Crivochtschié, qui n'avait pas éclaté sans une immixtion monténégrine[3], il suscita de grandes espérances. La « sécundo-géniture » des Habsbourg dans les Balcans slaves était une idée qui commen-

s'étendent : voici ce que désirent les Serbes de tous les pays » ou bien : « La Bosnie, l'Hertzégovine, la Vieille Serbie doivent être miennes » (*Correspondance du roi Charles*, p. 93, n° 222). Ristitsch avouait devant l'agent de Roumanie qu'il espère « voir un jour réunies à la Serbie les anciennes provinces qui en faisaient partie » (*ibid.*, p. 93, n° 223). Cf. les rapports, cités de Vacarescu.

1. Beer, ouvr. cité, p. 591 et note 1.

2. *Ibid.*, p. 592 et note 1. Cette année Ristitsch avait porté à Andrassy, le tout-puissant ministre de la Monarchie voisine, une lettre autographe de Milan (*Correspondance du roi Charles*, p. 300, n° 6). La visite du prince à Vienne suivit, en été (*ibid.*, p. 301 et suiv.). Il poursuivit son voyage jusqu'à Paris, d'où il était parti quelques années auparavant (*ibid.*). Au retour, Ristitsch fut congédié.

3. Exposition, très large de ces événements dans l'ouvrage cité plus haut de Sosnovsky, p. 71 et suiv. Pour le voyage de l'empereur en Dalmatie, la *Correspondance du roi Charles*, p. 339 et suiv.

çait à être discutée : la Serbie aurait dû lui sacrifier non seulement son idéal, mais son existence[1]. Au contraire, pour le prince du Monténégro on prodigua, lors de cette pompeuse visite à Cattaro, tous les compliments, toutes les séductions.

Névessinié fut la place où les troubles éclatèrent. Le Monténégro, qui voulait pour le moment Colatschine et la région de la Suttorina, avait accueilli les fuyards et les renvoyait après leur avoir donné des armes. Les collecteurs d'impôts furent attaqués et, de leur côté, les begs tombaient sur la population chrétienne, près de Trébinié. A Banialouca, les deux fractions de la population se combattaient avec toute la fureur dont est capable le fanatisme. Puis, vers la fin du mois, arrivèrent, dans le monastère de Cossiérévo, près de Raguse, résidence d'un comité d'organisation, des représentants des frères chrétiens de Bosnie. Des aventuriers slaves et des agents secrets, Lioubobratitsch, Péco Pavlovitsch, colportaient les informations et les instructions nécessaires. Les insurgés attaquèrent les troupes de Sélim et de Dervich-Pacha, et de petits centres comme Goranitschka et Nikchitch[2].

Les consuls intervinrent en septembre. On leur soumit des plaintes analogues à celles des Crétois, et la Porte déclara être prête à satisfaire les désirs de ses sujets[3]. Mais la confiance manquait : il fallait une garantie étrangère, et elle ne se présenta pas ou bien ne pouvait pas être acceptée. Cependant la Russie avait proposé en cette qualité de garants les Cabinets

1. *Correspondance du roi Charles*, p. 322, n° 53.
2. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 558-559.
3. *Ibid.*

de Pétersbourg, Vienne et Berlin, — la capitale de l'Autriche restant le centre de l'action pacificatrice. Mais l'exemption d'impôts et les succès militaires du mois d'octobre ne servirent à rien[1].

Alors la Porte crut pouvoir mettre fin, non seulement à ces mécontentements, mais à l'agitation dans toutes ces provinces dénuées encore de privilèges, en accordant, par le firman du 12 décembre, les réformes les plus larges : suppression du travail manuel forcé aux routes, des réquisitions, de la dîme — qui serait remplacée par un impôt foncier, — droit d'appel à Constantinople, élections libres pour les communes et les circonscriptions, et, dès le mois d'octobre, on avait obtenu aussi l'emploi de la langue serbe, la nomination de nouveaux collecteurs d'impôts et la rédaction par écrit des contrats agraires avec les agas et les beys[2]. L'Autriche opposa la nécessité d'une liberté religieuse complète, de l'abolition de la ferme des impôts, de l'emploi partiel des revenus au profit de la province et la nomination d'une commission mixte pour exécuter les mesures décrétées. Le projet Andrassy, du 30 décembre 1875, fut présenté à la Porte par les Puissances, qui étaient parvenues enfin à s'entendre, dans les derniers jours du mois de janvier 1876[3]. On y ajoutait des recommandations verbales, encore plus précises. Le 12 février, Réchid-Pacha déclara aussi, pour satisfaire l'ambassadeur de Russie, Gortschacov, que de pareilles mesures seraient prises : s'étant concerté avec ses hauts fonctionnaires, il promettait encore le partage des terres de

1. Beer, loc. cit., p. 624 et suiv.
2. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 559-560.
3. *Ibid.*; Beer, loc. cit., p. 624 et suiv.

l'État aux paysans, des commissions pour fixer l'impôt et une amnistie générale[1]. Dès le 20 janvier, pour gagner les Bulgares, on leur avait promis la création de deux provinces privilégiées : Trnovo (avec Philippopolis et Kizilagatsch) et Sofia (avec Nich et toute la Macédoine : Vélès, Castoria, Bitolia, Uskub[2]).

Les rebelles ne voulurent pas cependant prendre part à ce grand triomphe de la diplomatie autrichienne, et ils persistèrent dans leur attitude, même après que le général de Dalmatie, Rodich, eut une entrevue avec leurs chefs. Bien que la Turquie et l'Autriche surveillassent de près le prince Nikita, le mouvement avait commencé aux mêmes places que l'année passée, et il progressait malgré les efforts de Mouktar-Pacha. Ceux qui conduisaient la révolte demandaient l'évacuation du pays par les troupes turques, sauf six forteresses — qu'on se rappelle les prétentions des Serbes de Carageorges, — l'exemption de l'impôt pour trois ans, la restitution d'un tiers des terres confisquées lors de la conquête et une commission européenne pour les réformes[3]. L'arrestation de Lioubobratitsch ne fut d'aucune utilité.

Dans le camp des insurgés se trouvait le fils d'Alexandre Caragéorgévitsch, Pierre, dont les succès, un peu exagérés dans les bulletins, devaient inspirer des inquiétudes au jeune prince Milan, qui avait atteint, dès le 22 août 1872, sa majorité sans avoir signalé par rien, malgré sa fine intelligence, le commencement de son règne, après une régence de parti qu'il déclarait lui-même avoir été désastreuse. Dès l'été de l'année 1875, le gouvernement conser-

1. Iorga, loc. cit., pp. 560-561 ; Beer, loc. cit., pp. 632-633.
2. Iorga, loc. cit., p. 563.
3. *Ibid.*

vateur de Marinovitsch s'était retiré au milieu des scandales parlementaires, après le retentissant insuccès de la visite du prince à Constantinople[1]; celui de Stoïan Ristitsch et de Grouitsch, conservateurs, fut salué par les applaudissements de la jeunesse, qui voulait à tout prix la guerre pour la Bosnie en laissant au Monténégro l'Hertzégovine[2]. On refusa aux Turcs les explications qu'ils avaient demandées avec cette brutalité qui avait provoqué en 1865 la belle lettre du prince Cuza au Vizir. Tous les conseils de l'Autriche ne servirent à rien. Il était évident qu'en dépit de l'entente entre les deux Cabinets directement intéressés dans les Balcans, la Russie en donnait d'autres à « l'État turbulent » dont elle condamnait sévèrement en public l'action. Dès le mois de septembre, on commença la marche sur Alexinatz et autres points de frontière, sous le prétexte de prendre uniquement des mesures de défense. Le 5 octobre, le roi parut dans la Skoupchtina — réformée par la Constitution de 1869, un quart des députés étant nommés par la Couronne — pour déclarer que le ministère a été licencié et qu'il a besoin de conseils en ce qui concerne le problème de la guerre.

On faisait encore des efforts pour maintenir la paix, et le nouveau ministère Caliévitsch se montra disposé à les soutenir. De la sorte l'automne et l'hiver passèrent tranquillement.

Au printemps, l'échec de la diplomatie donna de nouvelles espérances aux Serbes. Cependant la Rus-

1. *Correspondance du roi Charles*, p. 312 et suiv. — En 1872 le Vizir, conseillé par l'Angleterre, avait osé proposer à la Roumanie et à la Serbie de se fédérer avec l'Empire ottoman comme les États allemands avec la Prusse (*ibid.*, p. 96 et suiv.).
2. Voy. également Beer, loc. cit., p. 638.

sie officielle, n'étant pas suffisamment préparée, recula devant une décision; elle fit de son côté une certaine intervention à Belgrade, bien que la décision officielle que voulait Milan *retarda* jusqu'au 25 mars 1876. Lorsque Wrede, le consul autrichien, éleva la voix, la multitude de Belgrade fit des démonstrations furieuses sous ses fenêtres. Les négociations, présidées par Bismarck, des deux chanceliers n'en imposèrent pas non plus aux sujets du roi Milan; l'Angleterre refusait catégoriquement de participer à une contrainte de la Turquie pour lui arracher un armistice, en Bulgarie aussi bien que dans les deux provinces serbes révoltées. L'atmosphère était devenue irrespirable en Serbie, la vie économique s'était complétement arrêtée. Le général Tschernaïev, le conquérant, malgré la défense de l'officialité, du Tourkestan, avait paru à Belgrade comme représentant de « l'opinion publique slave ». Ristitsch s'imposa de nouveau, le 6 mai, comme personnalité dirigeante, et c'était le même homme qui en 1866 s'était montré prêt à conclure la ligue contre les Turcs et n'en avait été empêché que par les scrupules de Garachanine, l'ennemi de l'Omladina. Le 26 mai, ayant obtenu un emprunt de 12 millions, il signait le traité avec le Monténégro[1].

Dans la nuit du 29 au 30 mai, le parti réformiste de Midhat renversait Abdoul-Aziz, le déclarant, et non sans raison, atteint de folie. Après quelques jours, on allait le « trouver » mort, les veines des

1. Beer, loc. cit.; Iorga, loc. cit. Cf. Ancel, ouvr. cité, p. 165 (traité de Venise, 3 juin) contenant aussi une garantie contre l'attribution de tout territoire serbe, par un éventuel partage de la Turquie, à un tiers.

mains ouvertes. Le neveu du Sultan déposé, Mourad, qui ne devait conserver son trône que jusqu'à la fin du mois d'août, quand on emprisonna sa « folie », et pour toujours, approuva, dans son inexpérience de captif dès sa naissance, tout ce qu'on lui avait proposé. Le 9 juin, on demandait télégraphiquement, en son nom, des explications à la Serbie. Le 29, après avoir feint de respecter l'intégrité de l'Empire, et de lui offrir même le concours de l'armée serbe, en échange pour la cession des Serbes rebelles[1], elle les donna, par un envoyé spécial à Constantinople, et franchement : partage entre les deux principautés serbes des provinces révoltées, qui ne demandaient pas mieux. *Cela signifiait la déclaration de guerre; après quelques jours, elle avait lieu dans les formes requises*[2]. La proclamation du prince présentait cependant l'entrée des troupes serbes comme ayant seulement le moyen de « rétablir la paix » et d' « organiser sur les bases de la justice et de l'égalité, sans égard aux diversités religieuses », la Bosnie et l'Hertzégovine[3]; le dogme de « l'intégrité de l'Empire ottoman » ne disparaîtra pour lui que devant la résistance de l'armée impériale. La Russie officielle désapprouva, ainsi qu'il fallait s'y attendre; l'autre donna de l'argent, des armes, des munitions, des volontaires, tout ce qui était nécessaire pour que le combat pût durer jusqu'à l'intervention, immanquable, du Tzar. Le corps d'observation de Mitrovitza, les moniteurs de l'Autriche parus devant Belgrade n'intimidèrent personne, pas plus que la

1. *Correspondance du roi Charles*, pp. 120-121, nº 278.
2. Iorga, loc. cit.; Beer, loc. cit.
3. *Ibid.*, p. 125. On déclarait attendre le concours des Bulgares et des Grecs. Cf. aussi *ibid.*, pp. 134-135.

déclaration qu'on se réserve « le droit de ratification », selon « les intérêts de la monarchie », des résultats qui seront obtenus[1].

Cette fois il n'y avait pas d'autre espoir que dans la Russie. Les grands et beaux projets de l'époque de Michel avaient disparu. Malgré les bonnes relations de jadis, quand Milan, dînant avec l'agent du prince Charles, se rappelait sa mère roumaine et toastait en roumain[2], il n'y avait pas d'entente avec la Roumanie qui était vivement critiquée pour son abstention[3] : le manque de confiance d'un côté, le manque d'estime de l'autre, le manque de vraie indépendance des deux côtés avaient empêché une entente préalable. Et, en ce qui concerne la Grèce, cette pauvre Grèce de la jeunesse de Georges I[er], asservie à la Russie par le mariage du roi avec la Grande-Duchesse Olga et troublée par les querelles les plus indignes, par des discussions de légalité parlementaire, par des humiliations devant les bandits devenus maîtres du pays (le cas d'Oropos), elle ne fut pas en état d'intervenir plus tard par un suprême effort qui réunisse ce qu'il y avait de plus capable, de plus honnête et de plus respecté parmi ses hommes politiques, — trop nombreux sans nul doute. Quant au mouvement bulgare qu'on attendait et que Tschernaïev était certain de provoquer, il ne se produisit pas. La bande de Hoti, qui s'était formée, s'était enfuie à Akpalanka[3], alors qu'il était question aussi d'une révolte à Bélogradschik[4].

1. Beer, loc. cit., p. 653.
2. *Correspondance du roi Charles*, p. 310.
3. *Ibid.*, pp. 129, 131.
4. Voy. plus loin.
5. Beer, loc. cit., pp. 135-136.

CHAPITRE XX

Guerre de 1877 et ses premières conséquences. Constitution de la Bulgarie sur la base du traité de Berlin. Royauté serbe.

Les Turcs étaient préparés à repousser la petite armée, à peine 50.000 hommes, du roi Milan, pour former laquelle il avait fallu recourir à « tout homme de seize à soixante ans[1] ». Le corps d'observation qui attendait depuis longtemps à Pirote, commandé par Achmed-Eïoub, la nouvelle armée de Vidine, sous Osman-Pacha, qui sera le héros légendaire de Plevna, et celle du généralissime Abdoul-Kérim, qui s'était concentrée à Nich, se mirent en mouvement aussitôt. Tandis que les Monténégrins, négligés, prenaient Stolatz, Névessinié et Blagaï, assiégeaient Nikchitsch et repoussaient, à Voutschidol, Mouktar, qui était accouru de Bosnie, les Serbes perdaient, dans la

1. *Correspondance du roi Charles*, p. 129 « Cela prouve », dit l'agent de Roumanie, « que non seulement la Skoupchtina, mais aussi la population entière a voulu la guerre, au risque de tout ce qui pourrait s'ensuivre. L'idée qui les anime tous est de soustraire à la domination turque leurs frères congénères de la Yougo-Slavie habitant la Péninsule Balcanique. *Leur but est leur réunion, momentanément sous deux sceptres et finalement sous un seul* » (*ibid.*). Ce n'est pas une armée, « mais c'est un peuple entier en armes » (*ibid.*, p. 135). L'agent les a vu arriver en chemise et en sandales, la besace sur le dos, chantant, et a admiré leur tenue (*ibid.*, p. 138).

vallée du Timok, habitée par des Roumains et dévastée, à cette époque ainsi qu'elle devait l'être en 1913, Cniajévatz, puis Zaïtschar et Brégovo. Tschernaïev se retirait à Alexinatz, perdant de son côté la vallée de la Morava, où Achmed-Éïoub avançait avec une grande rapidité, sans pouvoir cependant conquérir, malgré un combat de plusieurs jours, les anciens retranchements (août). Partout, les représailles étaient féroces.

Le 24 du même mois, Milan, salué avec tant d'enthousiasme lorsqu'il avait quitté Belgrade, embrassant le drapeau[1], demanda l'intervention des consuls des Puissances. L'Angleterre et l'Italie en tête — la Russie gardant son attitude antérieure et ouvrant tout au plus la perspective d'une intervention imposée par l'opinion publique[2], — l'Europe fit des efforts pour amener un armistice qui aurait concerné aussi le Monténégro. Les Serbes refoulaient tous leurs espoirs pour l'accepter, se voyant dénués de tout appui. « Ce Piémont » disait l'agent de Roumanie, « a besoin d'une France : où est-elle? »[3]. Le remplacement de Mourad par Abdoul-Hamid, son frère, déterminé par les haines de parti et les ambitions personnelles de la « Jeune Turquie », affaiblit en quelque sorte la résistance de la Porte envers une pareille demande, venue au milieu d'une victoire générale qui était manifeste. Mais on demandait au prince serbe, s'il ne voulait pas être « destitué », de venir à Constantinople pour faire son devoir de vassal, de réduire son armée à dix mille hommes et deux batteries, de reprendre des

1. *Ibid.*, pp. 132-133.
2. C'était au prix de la Bessarabie roumaine promise par l'Autriche-Hongrie, à Reichstadt, qu'elle avait renoncé à soutenir la Serbie ; *ibid.*, p. 133.
3. *Ibid.*, p. 158.

garnisons turques dans les forteresses, d'accroître le tribut : la Porte devait faire elle-même le chemin de fer de Nich à Belgrade[1]. De son côté, l'Europe voulait : l'intégrité de la Serbie, une rectification de frontière pour le Monténégro, des réformes en Bosnie et Hertzégovine, des garanties de bonne administration en Bulgarie[2].

Cependant les hostilités avaient cessé. On était arrivé à une entente entre les Puissances en ce qui concerne les conditions de la paix, lorsque les troupes dont disposait Tschernaïev à Déligrade, — celles qui s'étaient retirées d'Alexinatz, — proclamèrent, le 5 août, Milan, le vaincu, « roi des Serbes », et la Skoupchtina demanda aussitôt l'indépendance du pays. « Tous les officiers le désignent du même titre et déclarent qu'ayant prêté serment au roi, pour eux il continuera de rester roi. Or, l'armée serbe c'est le peuple en armes[3]. » Ces mesures étaient prises pour mettre l'Europe devant un fait accompli et sauver la dynastie menacée par les succès du prince serbe *indépendant* Nikita, qui avait conquis aussi Nikchitsch et Spizza (Spué) et par les agissements des partisans de Pierre Karagéorgévitsch[4]. L'armistice fut rompu, mais cela n'amena que la continuation du mouvement de retraite aux lignes de Dschounis, d'Alexinatz et Déligrade (fin d'octobre).

La Russie, *qui occupait de fait la Serbie sans l'appuyer*[5], était contrainte d'intervenir et, contre sa

1. Beer, loc. cit., pp. 666-667.
2. *Ibid.*, pp. 667-668.
3. *Correspondance du roi Charles*, p. 162.
4. *Ibid.*, pp. 160, 170-171.
5. *Ibid.*, pp. 160-165. On commençait à voir que tout cela

volonté, *d'intervenir seule*, malgré le danger d'une pareille action. A Reichstadt, dans l'entrevue du 8 juillet 1875, les deux empereurs s'étaient entendus pour une intervention commune, mais à ce moment où, ne pouvant obtenir un mandat européen, la Russie offrait à l'Autriche l'occupation de la Bosnie et de l'Hertzégovine, en même temps que la Russie occuperait elle-même la Bulgarie — dont tout le monde évitait de parler, — on se buta au refus du Cabinet de Vienne[1]. Celui de Pétersbourg se contenta d'imposer à la Porte un armistice au profit de la Serbie et, en outre, il se rallia à l'idée d'une conférence européenne à Constantinople, dont il attendait avec confiance le retard qu'il lui fallait pour la mobilisation, qui commença dans les premiers jours de novembre.

Le 11 décembre, la conférence préliminaire ouvrit ses séances. Les diplomates européens marchèrent vite, bien qu'on les eût avertis que la nouvelle Turquie ne voyait son salut que dans des réformes intérieures, au caractère propre. On décida de donner à la Serbie brisée Mali-Zvornic et Zaïtschar, d'arrondir la frontière du Monténégro en permettant la navigation sur la Boïana. On n'accepta pas une Bulgarie unique comprenant Philippopolis et les districts macédoniens, mais on garda les deux provinces proposées par la Turquie elle-même; la Bosnie et l'Her-

tendait seulement à la création d'une grande Bulgarie rivale (*ibid.*, p. 165).

1. Beer, loc. cit., p. 672. Voy. les actes secrets des Archives de Vienne publiés par M. Pribram et son article dans les *Oesterreichische Geschichtsblätter*; un compte rendu dans notre « Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale », année 1922. Cf. Goriainow, Le *Bosphore et les Dardanelles*. Paris, 1910.

tzégovine obtenaient les réformes désirées, et les chrétiens devaient former les trois cinquièmes des membres de l'assemblée provinciale. On promettait d'introduire dans tous les vilayets une gendarmerie européenne[1]. Les troupes d'occupation devaient appartenir à la Belgique, *bien que l'Italie et la Russie eussent proposé des troupes roumaines*[2].

Lorsque la conférence proprement dite commença ses travaux, le 21, elle obtint pour réponse, deux jours après, de la part du nouveau Vizir Midhat la nouvelle de sa célèbre Constitution, si parfaite et si vaine. Il n'y avait plus rien à faire à Constantinople. Le Grand Conseil ottoman repoussa, le 18 janvier 1877, le programme soumis par les représentants de l'Europe.

On chercha en même temps à entamer des négociations directes avec la Serbie, à laquelle on offrit des conditions meilleures, équivalant au *statu quo ante bellum*; elles furent acceptées aussi, le 28 février. Comme le Monténégro demandait Nikchitsch, Suttorina, Spizza, — ce qu'on aurait accordé volontiers, — les îles du lac de Scutari et la navigation libre sur ce lac et la Boïana, les négociations furent rompues, malgré la médiation de l'Autriche, qui, *avant tout, ne voulait pas l'entrée en action avec la Russie*.

Cette action eut lieu cependant, aussitôt après l'insuccès de la nouvelle conférence de Londres (mars 1877), laquelle, prenant acte de la paix conclue avec la Serbie, désirait aussi une satisfaction pour le Monténégro, au prix de concessions faites par

1. Beer, loc. cit., pp. 689-690; Iorga, *Gesch. d. osm. R.*, p. 659 et suiv.

2. Beer, loc. cit., p. 690.

la Turquie, *et cette action russe mena à la paix de San-Stefano, au mois de mars 1878, au moment où les armées du Tzar, victorieuses grâce au concours de la Roumanie, méprisé au début, de même qu'à celui de la Serbie et du Monténégro* — ce qui permit à Soliman-Pacha et à Méhémed-Ali de partir du Monténégro pour la Roumélie et à Osman-Pacha de passer de Vidine à Plevna, — après des difficultés immenses, *se trouvaient dans la situation de leurs prédécesseurs en 1829*.

Prévoyant de quelle manière seraient établies les conditions de paix, la Serbie, dont le prince était venu trouver Alexandre II à Ploiechti, lui demandant, sans succès, conseil et direction, tint à se mêler à la lutte, croyant, ainsi que la Roumanie, devenue indépendante le 10 (22) mai, pouvoir être admise à la négociation d'une paix que le Grand-Duc Nicolas avait apportée toute prête, comme une surprise douloureuse pour les autres combattants. Une proclamation déclarait que, malgré l'intervention dans la lutte de « mains plus puissantes », on ne peut pas laisser passer l'occasion qui se présente d'assurer une fois pour toutes l'avenir : cette fois sur le champ de bataille les Serbes retrouveront non seulement les Monténégrins, mais aussi « nos vaillants voisins les Roumains, qui ont franchi le Danube et sont venus combattre pour leur indépendance et pour la liberté des chrétiens opprimés[1] ». Le Grand-Duc Nicolas, commandant suprême des Russes, n'hésitait pas à manifester, en échange, ses regrets de ce que le prince « n'eût pas suivi plus tôt l'exemple des Roumains[2] ».

1. *Correspondance du roi Charles*, pp. 237-239.
2. *Ibid.*, p. 240, nº 534.

Les armées turques étant occupées ailleurs, Milan put entrer à Nich et, dans une autre direction, les siens prirent Pirote;[1] quant à Vidine, vers laquelle se seraient volontiers dirigés les Serbes, elle était attaquée par les Roumains, qui vainquirent à Smârdan. Peu après Bélimarkovitsch avançait, après sa victoire de Vrania, sur le célèbre champ de Cossovo, empreint du souvenir de Mourad I[er] et du cnèze Lazare, tandis que les Monténégrins entraient à Antivari, après un siège plus prolongé, puis, dans l'ancienne « Olcin » albanaise, à Dulcigno, forteresse des Balchides et des Vénitiens du xv[e] siècle, gagnant ainsi la vue et l'usage de la mer.

En ce qui concerne les Bulgares, une milice de leur nation fut organisée, formant cinq bataillons, par les Russes, à Kichéniev (Chisinau), et surtout à Ploiechti, au cours de la guerre, et, le 18 mai 1877, le Grand-Duc Nicolas leur confiait dans cette ville le drapeau blanc-rouge-bleu, envoyé par la ville russe de Samara; d'autres étaient donnés par les communautés bulgares de Roumanie même[1]. Ces troupes, passant le Danube à Zimnicea, combattirent honorablement à Eski-Sagra et au défilé de Chipka, de sanglante mémoire, et firent déclarer au Grand-Duc « sa complète satisfaction ». Six autres bataillons furent formés par Korsakow à Chichtov et luttèrent à Chéinovo.

La paix de San-Stefano (3 mars 1878), que les Russes croyaient durable, était donc conclue. Les combat-

1. Lamouche, *La Bulgarie dans le passé et dans le présent*, p. 358 et suiv.; Erdic, *En Bulgarie*, pp. 88-90, et dans Laveleye, loc. cit., II, p. 124 et suiv.

tants de moindre envergure durent s'arrêter. Une grande Bulgarie, comprenant toute la Macédoine jusqu'au delà de la rivière de Mesta, et laissant aux Turcs en Thrace Andrinople seule, une bande de l'Ouest de la Maritza et la péninsule de Gallipoli, *était créée comme État principal dans les Balcans, parce qu'elle était destinée à être aussi l'État obéissant, soumis, l'État nul sous le rapport politique, l'humble province du Tzar.* On jetait à la Roumanie, à laquelle on avait pris la Bessarabie inférieure, malgré l'assurance formelle contenue dans la convention de passage des Russes, qu'on respecterait « l'intégrité actuelle de son territoire », la Dobrogea; dans son mémorandum du 8 juin 1877, Gortschakow croyait même que la seule reconnaissance de l'indépendance pourrait lui suffire[1]. Le Monténégro devenait trois fois plus grand, gardant tout ce qu'il avait conquis et en plus obtenant Zabliak, tandis que la Serbie ne gagnait que le district de Nich[2]. Pour la Grèce, persécutée cruellement au profit du slavisme, il n'y avait rien de prévu, et on laissait à l'Empire Ottoman la Crète, la Thessalie, l'Épire,

1. Beer, loc. cit., p. 713-714. L'Autriche-Hongrie déclara aussi que la proclamation de l'indépendance roumaine est seulement *un fait*, qui manque de la reconnaissance nécessaire, et Beer qualifie ce point de vue comme présentant une « sonnenklare Richtigkeit », p. 716. Dans le Parlement hongrois on demanda, le lendemain de la proclamation de l'indépendance, l'intervention armée contre cette violation du traité de Paris; *ibid.*, pp. 717-718. L'Italie elle-même montra son étonnement pour un pareil acte au moment où l'étranger se trouve armé dans le pays. Les détails, dans la *Correspondance du roi Charles.*

2. Léchianine s'était écrié, devant le prince : « Dites bien au Grand-Duc que jamais nous ne rendrons Nich; il faudra qu'on nous passe sur le corps avant de nous la reprendre » (*ibid.*, p. 264).

l'Albanie, avec la seule clause des réformes et des privilèges arrachés récemment par les révoltes[1].

Un gouvernement national, « œcuménique », avait été formé à Athènes dès le mois de juin 1877, avec l'octogénaire Kanaris en tête et avec Boulgaris, Charilaos Tricoupis, Zaïmis, etc., comme conseillers du vieillard. Suivant des conseils anglais, ce ministère avait refusé de prendre part à la guerre des Slaves. Un nouveau ministère, celui de Koumoundouros, vint, à la fin de l'année 1877, lorsque les choses s'approchaient de la fin, pour tous, réparer la grave erreur : il n'eut cependant que le temps de passer ses troupes au delà des frontières, jusqu'à Domokos, où elles furent arrêtées, alors qu'en Épire et Thessalie la lutte était continuée par les insurgés, qui proclamèrent l'annexion de la Thessalie et de la Macédoine. La Crète, qui avait formé de nouveau une Assemblée nationale, présidée par Hadschi-Michali, et un gouvernement de sept membres, avait aussi demandé l'autonomie, avec un prince élu, tributaire de la Porte. De ce côté aussi, l'Angleterre arrêta les hostilités.

Elle n'avait pas fait une promesse vaine, et l'Autriche-Hongrie n'entendait pas avoir espéré inutilement. Employant ses grands moyens, le Cabinet de Londres présenta la carte monstrueuse de San-Stefano sous les yeux de l'Europe entière au Congrès de Berlin, présidé par l'objectif, l'impartial Bismarck (13 juin-13 juillet), « courtier honnête » en cette occurrence, — congrès qui remplaça l'idée préalable

1. Un envoyé du roi Georges à Belgrade en 1876, *ibid.*, p. 159.

d'une assemblée de revision à Vienne, par laquelle la monarchie des Habsbourg aurait affirmé son rôle de régulatrice perpétuelle de l'ordre balcanique. La Roumanie, par Kogalniceanu et Bratianu, la Grèce, par Alexandre Rhangabé et Théodore Délianis, qui commençait sa carrière, présentèrent des plaintes justifiées, sans pouvoir cependant les faire valoir. La Bulgarie fut partagée entre la principauté tributaire et la province autonome de la Roumélie Orientale, avec un gouverneur-général chrétien, nommé pour cinq ans, et à laquelle il fallait fabriquer un statut spécial par une commission européenne. La Serbie n'obtint que Nich, Vrania et Pirote, devenant plus petite encore que par l'acte russo-turc. On prit au Monténégro aussi une partie de ce qu'il avait obtenu, car il abandonnait — bien que provisoirement — Dulcigno et il livrait à l'Autriche Spizza, s'interdisant de tenir à Antivari une flotte. En échange, l'Autriche-Hongrie s'installait avec tous les honneurs en Bosnie et Hertzégovine[1], où l'attendait cependant un combat long et difficile avec la population révoltée (Hadschi-Loïa et les habitants de Mostar), et on lui permettait de tenir garnison également dans le sandschak de Novibazar, ancien berceau racien de la Serbie, ce qu'elle fit après la convention du 21 avril 1879. La Roumanie dut prendre l'engagement de donner droit de cité aux Juifs, selon le désir de l'Angleterre de Disraëli et de la France. On n'accorda à la Grèce qu'une rectifica-

1. L'explication autrichienne, dans Beer, loc. cit., p. 737 et suiv. Cf. Eduard von Werther, *Neues zur Orient eimer politik des Grafen Andrassy* (1876-1877), dans les « Historische Blaetter » de Vienne, I, II, III, et Bertrand Bareilles, *Le rapport secret sur le congrès de Berlin* (1878), par Carathéodory-Pacha, Paris, 1919.

tion de frontières, du Pénée jusqu'au Kalamas. En récompense de ses efforts, l'Angleterre s'était établie en Chypre, s'interdisant, par un reste de scrupule, l'occupation de la Crète aussi, où elle était appelée par des pétitions qu'envoyaient à Berlin ses consuls.

Il fallut changer sans retard certaines clauses, avec la permission ou la collaboration des signataires du traité. En donnant au Monténégro certaines vallées, Goussinié et Plava, on avait oublié l'existence d'un élément albanais et la possibilité du côté de la Turquie, mécontente et menacée, d'employer la majorité musulmane de cette race[1]. Lorsque le mouvement, conduit par le cadi de Diacovo, amena l'assassinat des deux Pachas envoyés pour la délimitation — l'un était le Prussien Méhémed-Ali, qui avait combattu en 1876 contre les Serbes, — lorsqu'une ligue générale albanaise, sans distinction de religion, se forma dans le but d'empêcher aussi la cession de Janina, Arta et Prévésa à la Grèce, une nouvelle frontière monténégrine fut proposée par la convention d'échange du 18 avril 1880. Mais elle était tout aussi impossible, parce qu'elle provoqua l'opposition des Mirdites catholiques de Bib-Doda. Une flotte européenne dut paraître sur les côtes de l'Albanie, tandis que les troupes de Derviche-Pacha intervinrent à l'intérieur pour permettre aux Monténégrins d'entrer à Dulcigno, donnée en compensation pour les territoires qu'ils n'avaient pas été en état de s'annexer (novembre); le traité définitif ne fut cependant conclu, après une nouvelle résistance albanaise, qu'en 1884. La Porte espérait maintenant conserver Metzovo, Larissa contre les Grecs, et il fallut la pression

1. Cf. San-Giuliano, *Briefe über Albanien*, Leipzig, 1913.

européenne pour la satisfaire momentanément, avec la cession de la Thessalie *seule*, y compris Arta, Volo, Punta, mais sans Prévésa, dont les fortifications furent démolies (convention du 24 mai 1881). L'Albanie, découverte enfin, devait obtenir un statut, qui la partageait en sept arrondissements, créait une Assemblée générale et donnait à la montagne un autre chef officiel. La Crète avait obtenu, en octobre 1878, par la convention conclue avec l'Assemblée de Halépa, faubourg de la Canée, l'égalité complète de la situation des chrétiens à celle des Musulmans et l'emploi des revenus de l'île dans l'intérieur[1].

Ce ne fut cependant qu'en 1880 que fut terminée la délimitation de la Dobrogea, sous les menaces de la Russie, qui avait interdit aux Roumains l'annexion des points stratégiques.

Depuis que l'Europe, constituée par le traité de Vienne pour conserver l'équilibre et garantir le droit, dans le sens de Metternich, avait commencé à s'occuper des nations du Danube et des Balcans, pour reconnaître et fixer leurs privilèges et déterminer la voie de leur développement, *elle avait eu trois attitudes envers ce monde nouveau, qui entrait avec une brusquerie gênante dans les calculs de sa diplomatie.*

La première attitude avait été déterminée par la crainte d'une grande influence exclusive de la Russie sur des pays qu'elle n'oubliait jamais de déclarer ses créations politiques, payées du sang des armées qu'elle avait envoyées contre les Turcs païens pour la délivrance des frères orthodoxes. Il en résultait que la

1. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, p. 588 et suiv.

consolidation de ces postes avancés de la Russie en Orient devait être empêchée à tout prix, par l'Autriche, toujours rivale et furieuse d'avoir été éliminée de la place décisive, par l'Angleterre, désireuse de se conserver le commerce du Levant et la suprématie dans les eaux orientales de la Méditerranée, par la France, qui ne pardonnait pas aux Russes 1812. Les anciennes relations avec la Porte allaient être conservées soigneusement; les nouvelles frontières, que de grands sacrifices de sang avaient prouvées nécessaires, allaient être réduites au minimum. Généralement le principe des nationalités jouait un rôle très faible dans les combinaisons des différentes conférences : elles ne donnaient que des résultats de mécanique proportionnelle. *La diplomatie locale restait ensuite pour corrompre, par ses jeux de rivalité, dès le commencement, la vie politique, nécessairement mal assurée encore, de ces États.*

La seconde attitude s'explique par la même tendance de mettre un frein à la Russie en utilisant la consolidation relative de la Turquie, qui essayait des apparences de réformes dues à la bonne disposition patriotique des uns et à la fourberie asiatique des autres, pour donner l'impression des choses qu'elle savait désirées par les Occidentaux. Et l'on prit la décision d'empêcher les progrès moscovites, non par des États nationaux, trop faibles peut-être pour une pareille mission, surtout quand ils étaient systématiquement affaiblis, *mais par la Turquie elle-même, refaite, restaurée, peinturlurée en couleurs constitutionnelles, honorée d'une place dans « l'aréopage européen »*. Dans ce but on rejeta en arrière les États chrétiens, leur reprenant subrepticement des droits séculaires, ainsi que des privilèges récents, des situa-

tions de fait gagnées par du travail et des sacrifices. Ce fut l'œuvre du traité de Paris.

Mais la Russie, chassée en 1856, revint dès le lendemain comme facteur essentiel sur un terrain qu'elle connaissait mieux et qu'elle pouvait influencer plus facilement, plus effectivement et à meilleur compte, par ses méthodes spéciales, que toute autre Puissance. Elle raviva tous les mécontentements, elle alluma toutes les révoltes, attisa toutes les convoitises. Cette fois, profitant des enseignements du passé et s'accommodant aux nouveaux courants dans l'opinion publique, elle ne paraissait plus comme la représentante de toute tendance nationale chrétienne qui cherche satisfaction par une pétition ou une révolte. La Grèce ne l'intéressait plus; elle ne figurait plus dans son programme et, malgré la puissance élémentaire du panslavisme romantique et simpliste, on ne se mettait pas non plus au service de cette idée. Alexandre II avait raison sans doute lorsque avant la guerre il assurait aux Anglais ne pas avoir de visées sur Constantinople et ne pratiquer aucune idéologie. Employant l'énergie, les offres et les espérances des panslavistes russes, la Russie formait, dès le commencement, le projet d'abandonner, après la victoire, par la paix, les États existants, qui avaient fait preuve tant de fois de leur « ingratitude », pour créer un nouvel État, qui lui appartînt exclusivement, qu'elle pût conduire dans son intérêt égoïste, qui restât pour toujours une succursale politique assurée : la Bulgarie, en même temps danubienne, thrace et macédonienne, menace perpétuelle pour la Turquie déchue et déchirée, contrôle et barrière pour les autres formations plus anciennes, *sorties des efforts et des sacrifices des nations*, et non pas des largesses d'un traité,

et que la nouvelle principauté devait dépasser de beaucoup en étendue.

Et l'Europe prit une troisième attitude. Elle abandonna immédiatement la Turquie incapable de se défendre, arrivée aux dernières limites d'une résistance sans succès. Elle fit un pas en avant au delà de ses propres principes, de son credo invariable pendant tant d'années, des normes sacrées d'après lesquelles les nations, englobées par le traité de Paris dans l'Empire, avaient été étendues tour à tour sur le lit de Procuste. Corrigeant mécaniquement, comme à l'époque de Napoléon Ier, taillant aux ciseaux de sa diplomatie de routine, d'après les vallées et les lignes de collines, repoussant toute légitimité des tendances nationales, *elle s'attribuait elle-même des territoires, continentaux et insulaires, destinés à empêcher, non seulement par sa force matérielle et morale, comme jusqu'alors, mais par sa présence de fait, l'accomplissement de nécessités organiques profondes, de fatalités nationales irréductibles*. C'était l'expropriation au profit des Puissances, de toutes les Puissances, l'expropriation en même temps du droit naturel des nations et du droit historique des Turcs. *C'était, dans les limites de l'Europe, une politique pareille à celle que l'on fait dans les continents destinés à se transformer en colonies de l'industrie européenne*[1].

1. Spiridion Gopcevic (*Bulgarien und Ostrumelien*, Leipsick, 1866, p. 7, note 1) prétend qu'une fois le répresentant de l'Angleterre proposa de faire donner par les Turcs aux Monténégrins Cattaro et que le représentant de France déclara que les Albanais l'intéressaient bien, mais les Arnautes pas du tout....

CHAPITRE XXI

Constitution de la Bulgarie. Union avec la Roumélie Orientale. Guerre bulgaro-serbe.

Faut-il donc s'étonner que les États balcaniques n'eurent rien de plus pressé que de corriger à leur tour, par des interventions diplomatiques tenaces, ou par de simples « faits accomplis », — la seule chose que l'Europe respecte en toute occurrence, car il faudrait autrement des efforts d'un autre ordre, qu'elle évite toujours, — l'œuvre du conseil européen présidé par l'incomparable mépris du créateur de l'Allemagne nationale envers les nations balcaniques, qui, elles aussi, étaient tourmentées par les besoins d'une vie nationale entière ?

Pendant l'occupation russe, réduite à Berlin de deux ans à huit mois[1], la Bulgarie, la principauté, devait se donner, par la volonté de ses notables, une Constitution, et il était à prévoir qu'elle serait, de même que la Constitution grecque, mais pas comme la prudente Constitution serbe, un acte d'une pureté théorique absolue, contenant la liberté complète de la nation, sans Sénat et même sans un Conseil d'État. On se l'explique facilement en pensant que

1. Les troupes russes partirent en chantant l'hymne national bulgare, *Choumi Maritza*, regrettées par les habitants; Laveleye, loc. cit., I, p. 141.

ceux qui gardaient à ce moment l'influence et devaient la conserver quelque temps à la tête de l'État, avaient mené une jeunesse de révolutionnaires à la manière de Mazzini, ou bien, dans les derniers temps, avaient pris part aux courants « narodnistes » et socialistes de Russie. La part prise par Dondoukov-Korsakov, le second représentant du Tzar après le prince Tscherkasski, fut importante. Ce général, le Kisselev de la Bulgarie, posa les fondements du nouvel État, en créant l'organisation scolaire, avec Drinov (1.365 écoles élémentaires, dont 82 pour les jeunes filles, en 1881; 4 écoles « réales », à Lompalanca, Kustendil, Varna et Gabrovo, deux écoles pédagogiques, à Silistrie et à Tzaribrod, une école d'agriculture à Roustschouk); on y ajouta des écoles supérieures, un séminaire dans le monastère de Liascovatz, deux écoles normales, à Choumla et Vratza, trois écoles « urbaines », un gymnase à Sofia, deux écoles supérieures de jeunes filles, à Sofia et Trnovo[1]; on créa une Bibliothèque Nationale, une Imprimerie de l'État, une Société Littéraire, une Banque Nationale au capital de 2.000.000 francs[2]. Son année de gouvernement transforma, on peut le dire, le pays.

La part du gouverneur dans l'élaboration de la loi fondamentale réside dans la combinaison[3] d'op-

1. Gopcevic, loc. cit., p. 34 et suiv. Dans certaines régions, comme à Kustendil, il y avait en 1881 un lettré sur 229 illettrés; à Choumla un sur 50. *Ibid.*, p. 37. On bâtit en deux ou trois ans 600 écoles d'après le même plan; *ibid.*

2. Le budget pour 1881-1882 était de 28 à 29 millions, (*ibid.*, p. 26). A la première distribution des revenus, on accorda 11 millions à la guerre; aux autres départements, ensemble, 14.000.000 (*ibid.*). La Roumélie Orientale avait en 1881 un budget de 80.000.000 de piastres (*ibid.*, p. 29).

3. Dondoukov-Korsakov donnait à cette loi fondamentale

poser à une Assemblée tumultueuse et envahissante, qui contenait aussi des fonctionnaires judiciaires et des députés nommés, un prince en état d'en limiter l'activité, de sorte qu'en fin de compte les deux facteurs politiques étaient tout aussi impuissants. Le Sobranié ordinaire devait être remplacé par le Grand-Sobranié double lorsqu'il s'agissait des changements apportés à la Constitution, de l'élection d'un prince, de régence et de changement des frontières du pays. Le lendemain du vote de la Constitution du 28 avril 1879, eut lieu l'élection du prince, et ce devait être l'acte décisif.

On élut, d'après la recommandation formelle du Tzar, dont il était l'hôte, un jeune homme de vingt-deux ans, neveu de la Tzarine Marie, Alexandre Joseph de Battenberg[1], un bel homme, ayant des qualités militaires distinguées, honnête et chevaleresque, avec des penchants poétiques, bien que manquant d'une éducation soignée, indiscret et peu sûr dans ses décisions. Comme obligé de la Russie, il accepta à Livadia ce trône de vassalité, qu'il devait rehausser. Les Puissances accueillirent favorablement son élection et promirent leur appui. Le 5 juillet, il débarquait dans le port de Varna et prêtait serment trois jours après.

Sa situation devait cependant être, dès le début, très difficile. Douée de grandes qualités de travail, d'économie et de patriotisme, la population qui lui

le nom de Règlement Organique; elle rappelait bien en effet dans son inspiration profonde l'ancien Règlement Organique de Kissélev pour les Principautés.

1. Né d'un mariage morganatique du prince Alexandre, de la ligne bâtarde de la Maison de Hesse.

était confiée avait aussi de grands défauts, qui devaient être sensibles surtout pour ses chefs. D'une avarice rare, d'une suspicion et d'une envie égale — péchés naturels pour une nation de paysans qui avait passé 500 ans sous la domination étrangère, — ils étaient habitués, par la lecture d'une littérature exagérée, à l'idée qu'il n'y a pas de nation qui puisse leur être comparée : les Russes auraient reçu des Bulgares, d'après les récits faits au voyageur Kanitz, le christianisme, les premiers éléments de civilisation, et même l'alphabet[1]; ils croyaient être une nation de 12.000.000 et étaient certains qu'ils auraient pu vaincre seuls les Turcs[2]. Les lettrés, les chefs, venaient de pays étrangers différents, ayant chacun une autre préparation et une autre expérience, depuis l'imitateur des Russes, perdu dans des théories implacables (Tzancov, Petco Caravélov, frère du révolutionnaire Liouben et ancien professeur de gymnase à Moscou) aux pratiques élèves des Écoles anglaises et américaines (Roberts College de Roumili-Hissar; Guéchov, de Philippopolis, qui avait étudié à l'Université de Manchester et qui fut pendant la guerre de 1877-1878 le correspondant du « Times »), aux brillants avocats de Paris (Balabanov, Tschomacov), au « solide » élève de l'Allemagne (Stoïlov), au fanatique Bulgare élevé en Turquie et au Bucarestois superficiel (Grécov, de Bolgrade, à demi « Gagaoutz », ancien membre de tribunal en Roumanie, ou bien le spéculateur Hadschiénov, connu ensuite par une affaire de prévarication et, enfin, Stranski, ancien étudiant de l'Université de Bucarest et médecin d'hô-

1. Kanitz, *Bulgarien*, III, p. 112.
2. *Ibid.*

pital en Roumanie, puis attaché à la Croix Rouge roumaine). Comme il n'y avait pas de classes sociales et pas de traditions, des partis réels n'avaient pu se constituer; les hommes tout à fait supérieurs manquaient, et il n'y avait pas d'opinion publique. Le prince n'avait à sa disposition qu'un nombre restreint d'hommes très prétentieux qui se haïssaient à mort — dans le sens littéral du mot. En ce qui concerne les frères slaves[1], on les regardait avec la plus grande méfiance, qui se transformait facilement dans la haine la plus franche.

Habitué à tenir tout le monde à distance, à vivre dans le cercle fermé des étrangers de sa suite et de la diplomatie, incapable de réconcilier les chefs du pays[2], des hommes connus par leurs longues luttes, comme Tzancov, Caravélov, ou des écrivains de renom, comme l'évêque Clément, comme le poète Slavéicov[3], Alexandre, dont l'audience chez le Sultan, plutôt comme prince allemand[4], ne fut guère cordiale, se vit contraint de se livrer à des personnalités nouvelles et moins populaires : Stoïlov, son secré-

1. Par exemple les Tchèques comme Jirecek, le grand philologue et historien, l'organisateur de l'enseignement, Burian et les autres, Kanitz, *Bulgarien*, III, p. 62.

2. Laveleye, loc. cit., II, pp. 146-147.

3. Voy. une notice biographique dans Laveleye, loc. cit., p. 76 et suiv. — Liouben Caravélov était mort à Roustschouk en 1877.

4. *Correspondance du roi Charles*, p. 28. La réception dura « quelques minutes ». Pour éviter la remise du firman d'investiture, la chancellerie turque déclara que, lorsqu'il sera prêt, on l'enverra par un fonctionnaire. Quand le prince se rendit à Bucarest, le ministre turc des Affaires Extérieures déclara que, si le vassal vient en qualité officielle, c'est le représentant du Sultan qui devrait le « présenter » (*ibid.*, p. 293). Une alliance contre les Slaves balcaniques était proposée aux Roumains (*ibid.*, p. 292).

taire, mort il y a quelques années, ancien étudiant à Paris et à Heidelberg, l'intelligent et réaliste Natschévitch, de Chichtov, ancien marchand, venu de Bucarest et de Vienne, le négociateur d'hier à Constantinople, où il resta pendant de longues années, au plus grand profit de son pays, et l'avocat Grécov. Dans le Ministère, conduit par le vieux Bourmov, originaire de Gabrovo et élevé en Russie, une place fut offerte à un autre Bulgare de Bucarest, qui avait quitté son poste à l'Université pour servir sa patrie, le docteur Atanasovitch, de Chichtov; un général russe eut le département de la Guerre pour poursuivre l'œuvre d'organisation de l'armée, qui exigeait la plus large part du modeste budget de 30 millions (4 ans de service actif, 6 de réserve, 10 dans « l'opoltschénié », milice, 6 semaines par an d'exercices pour les réservistes; effectif de 12.000 soldats d'infanterie, 1.000 canons, 10 batteries, 5 sotnies de cavalerie, des pionniers et des sapeurs; en 1880 les milices furent accrues jusqu'à 120.000 hommes, le service actif fut réduit à 2 ans, la réserve accrue par contre à 8 ans; dès 1879 il y eut une école militaire à Sofia[1]).

Bientôt commencèrent les querelles passionnées. Selon l'exemple des Roumains et le désir des Russes, le gouvernement s'intitulait « conservateur ». Le premier Sobranié, convoqué dans un mauvais local de théâtre, fut cependant, ou bien arriva à l'être, par l'influence des paysans[2], dans son immense majorité libéral, c'est-à-dire entre les mains de Caravélov, révolutionnaire socialiste, qui s'intitulait de ce nom de « libéral ». L'Assemblée déclara que le ministère

1. Gopcevic, loc. cit., p. 417 et suiv.
2. Jirecek, *Fürstentum Bulgarien*, p. 325. Cf. Georges Fillion, ***Entre Slaves***, Paris, 1894, p. 39 et suiv.

était impopulaire et inconstitutionnel, attaqua la régie des finances et exprima « le manque de confiance de la nation ». Le prince, qui ne voulut pas recevoir la réponse au Message et n'obtint pas de Caravélov un ministère de conciliation, dut dissoudre bien vite le Sobranié, dont les membres se dispersèrent en fuyant. L'évêque Clément (qui n'était autre que l'écrivain Droumev) prit la présidence de la nouvelle formation ministérielle, moins Atanassovitsch et deux autres membres du Cabinet démissionnaire. L'année suivante, 1880, les mêmes libéraux eurent une majorité écrasante, et la Chambre s'ouvrit aux cris de la plus furieuse passion. Grécov fut écarté par une loi dirigée contre les « étrangers », mais en même temps on présentait un projet qui reconnaissait le droit des habitants de la Dobrogea et de ceux des régions du Pirote — « terre bulgare » — de prendre part comme citoyens à la vie politique.

Un cabinet libéral, ayant Tzancov pour président et Caravélov aux Finances, fut formé au mois d'avril. Les conservateurs furent chassés des fonctions et battus dans le Sobranié. Il est bien naturel que, dans de pareilles circonstances, on ne faisait plus rien pour continuer l'œuvre des gouverneurs russes. L'armée seule, sous la conduite du général russe Ehrenrooth, poursuivit sa solide organisation.

Le prince avait à peine terminé ses visites à la Cour de Bucarest, où il fut reçu en intime[1], et à celle de Belgrade[2], lorsque l'Autriche-Hongrie demanda la

1. *Correspondance du roi Charles*, p. 294.
2. Comme la Grèce et l'Autriche, la Serbie tenait à conserver au profit de ses sujets les capitulations, auxquelles la France et l'Angleterre avaient déjà renoncé; Laveleye, loc. cit., II, p. 153.

présidence de la commission du Danube instituée par le traité de Berlin. On croyait que la Bulgarie la soutiendrait contre la Roumanie ; le frère de Tzancov, Kiriak, avait même des instructions dans ce sens, mais il lui fut impossible de s'y soumettre : reconnaissant franchement que « les intérêts de la Bulgarie sont identiques à ceux de la Serbie et de la Roumanie, qui doivent travailler de concert pour s'opposer à la politique d'envahissement du puissant voisin[1] », il vota contre le projet, en tant que « patriote bulgare ». Pour faire plaisir au comte Khevenhüller, ministre d'Autriche, Alexandre I demanda à Caravélov, qui avait pris depuis peu la présidence du Conseil, par une lettre publique d'un caractère inouï (29 décembre 1880), l'exclusion du ministère de Tzancov, qui aurait péché contre « l'honneur et la dignité » de la Bulgarie; Slavéicov prit sa place au Ministère de l'Intérieur.

Depuis longtemps déjà le prince voulait un changement de la Constitution qui puisse lui assurer les pleins pouvoirs d'autocratie que l'on peut demander et même imposer dans le cas seul où on se sent une grande mission à remplir. Le Tzar, auquel il avait parlé de ce plan à Moscou, avait refusé son consentement; l'assassinat d'Alexandre II, au mois de mars 1881, paraissait donner l'occasion d'accomplir la transformation voulue. Le 9 mai, au retour du prince de Pétersbourg, une proclamation déclara aux Bulgares que le chef de l'État est empêché d'accomplir sa mission, que le pays se trouve dans « la plus grande désorganisation intérieure », que le peuple a perdu sa « confiance dans la justice et la

1. Gopcevic, loc. cit., p. 193.

légalité » et qu'il ne lui reste plus que de convoquer le Grand-Sobranié pour recevoir son abdication ou approuver son gouvernement personnel. Il posa aussitôt ses conditions, dans un acte séparé : pouvoir extraordinaire pour sept ans[1], et un Conseil d'État. Le général Ehrenroth, ancien ministre de la Guerre, obtint, comme nouveau président du Conseil et trois fois ministre, de pleins pouvoirs sous le nouveau régime. Il travailla avec des officiers russes, sous la menace de l'état de siège : Tzancov lui-même fut emprisonné à cause d'une plainte faite au nouveau consul russe, connu ensuite par son agitation contre l'État roumain, Khitrovo ; les fonctionnaires de Nicopolis s'enfuirent à Turnu-Magurele, de l'autre côté du Danube ; Caravélov, Slavéicov passèrent dans la Roumélie Orientale[2].

Cette fois, la grande majorité fut obtenue par les conservateurs, qui étaient, d'ailleurs, des paysans tout comme les autres. L'Assemblée fut convoquée à Chichtov et tint ses séances dans un pavillon de bois, en face duquel était ancré le vaisseau danubien devant servir à emmener le prince, qui logeait même à bord, au cas, peu vraisemblable maintenant, où ces conditions souveraines n'auraient pas été acceptées. Alexandre I, qui avait été soutenu par tout le corps diplomatique, remercia, le 13 juillet, pour « l'amour et l'union établis entre son peuple et lui,

1. Pareil à celui qu'avait obtenu le prince roumain Cuza par le Statut.

2. L'opposition pensait déjà à l'Union de la Bulgarie, qui aurait été réalisée en appelant à Sofia Vogoridis, gouverneur de la Roumélie (Jirecek, loc. cit., p. 328). Le prince — « le lieutenant Battenberg » — était menacé du sort de Louis XVI et de l'empereur du Mexique Maximilien (*ibid.*, p. 330).

la principale et la meilleure garantie pour la prospérité de la Bulgarie », et déclara immédiatement que « l'Assemblée accomplira sa mission ». Un manifeste donna l'assurance que le Sobranié sera convoqué annuellement pour voter le budget. Toute intention de parti était repoussée par l'autocrate provisoire de la Bulgarie.

Un officier russe succéda maintenant à l'autre : à la place d'Ehrenrooth on appela le colonel Romlingen[1]. Le Conseil d'État, composé de douze membres, dont quatre nommés par le prince, et renouvelables tous après quatre ans, fut créé aussitôt, et Iconomov accepta, après le refus de Drinov, qui aurait mérité cette situation, la présidence, avec Grécov comme auxiliaire[2]. Après quelques mois, ce dernier forma, avec Natschévitsch, un nouveau ministère conservateur. Parmi les mesures d'ordre qui furent prises, il faut noter l'arrestation de Tzancov, pour la troisième fois, et son emprisonnement, pendant presque deux ans, à Vratza.

Khitrovo, de même que le ministre de la Guerre, Krilov, étaient depuis longtemps du côté de l'opposition[3], d'accord avec le panslaviste Katkov, qui regardait Alexandre comme « un Allemand gênant[4] ». Et ils allaient dans leur fureur jusqu'à

1. Georges Téocharov, demi-Roumain, originaire de Pechtéra, était ministre de la Justice; *ibid.*, p. 331.

2. Les membres étaient incapables — il n'y eut bientôt plus un seul jurisconsulte, — et l'institution disparut rapidement; *ibid.*, p. 332.

3. Voy. Léonoff, *Documents secrets de la politique russe en Orient*, Berlin, 1893, *passim*, et surtout p. 29.

4. Khitrovo soutenait aussi les révoltés de Bosnie et d'Hertzégovine; *ibid.*, pp. 18-19, 22-25 et suiv. En Bulgarie il voulait que la Russie nommât aussi le ministre de l'Intérieur, le

patronner des grèves, comme celle des prêtres, qui demandaient que l'État payât leurs salaires[1]. Dénué de tout appui sérieux, et par sa faute, Alexandre demanda au Tzar deux généraux énergiques, et on les lui donna : Sobolev, comme ministre de l'Intérieur et président du Conseil — avec le droit de convoquer ses collègues bulgares dans sa propre demeure, — et Kaulbars pour la guerre; Natschévitsch et Grécov restèrent en fonctions, et bientôt le portefeuille des Affaires Étrangères fut confié à Stoïlov. Le nouveau Sobranié, qui discutait dans la grande salle de gymnase, sous une surveillance étroite, pour empêcher toute influence de parti, fut donc parfaitement conservateur.

Mais les généraux se considéraient *eux-mêmes* comme les vrais chefs du pays : ils prétendirent que tout officier de l'armée bulgare devrait avoir servi d'abord deux ans sous les drapeaux du Tzar. A cause des mesures qu'il fallait prendre contre le Métropolite de Sofia, qui n'était pas agréé par « la population » et surtout, bien entendu, par le gouvernement, on arriva à un conflit avec Sobolev et Kaulbars, qui démissionnèrent. Mais le Tzar déclara que « leur mission » n'était pas terminée; on forma alors, au mois de mars 1883, un ministère qui leur était propre, avec des membres pris dans tous les partis, parmi lesquels le Bessarabien Agoura[2], qui avait été aussi au service des Roumains.

président du Conseil et le ministre de la Justice; *ibid.*, p. 22. Les ordonnances de Römlingen lui paraissaient « idiotes »; p. 31. La Bulgarie doit être organisée à la façon de la Finlande, disaient les instructions de Pétersbourg; p. 52.

1. Laveleye, loc. cit., II, p. 133.

2. Agoura devait mourir à Jassy, au moment où il apportait à l'Université locale les hommages sincères de celle de Sofia.

Après que le prince et Sobolev se furent présentés à Moscou, aux fêtes du couronnement, un envoyé spécial russe, Yonine, ancien ministre à Cettigné, vint à Sofia pour faire une enquête. Il s'entendit bientôt avec les généraux pour imposer à Alexandre le retour à la Constitution de Trnovo. Le 11 septembre 1883, une nouvelle proclamation princière annonçait la prochaine convocation du Grand-Sobranié pour élaborer la nouvelle Constitution. Un ministère de coalition, qui contenait un conservateur Iconomov et comme président du Conseil Tzancov, réconcilié avec le prince et avec ses propres adversaires, obtint la mission de liquider le gouvernement des deux généraux. Mais le Sobranié extraordinaire demandait le rétablissement de la Constitution de 1879, quelles que fussent les modifications qu'on lui apporterait. Les tuteurs russes démissionnèrent aussitôt, regrettés seulement par les radicaux, qui tenaient la municipalité de Sofia. De Pétersbourg arriva sans retard l'ordre que deux autres officiers russes, dénoncés par les généraux, aient à quitter également leurs postes, et, de son côté, le prince licencia ceux qui se trouvaient autour de sa personne. *Le 18 septembre, en parfait accord avec tout le pays, le régime constitutionnel était rétabli.*

Pendant que l'on obtenait la grâce du Tzar, qui permit au vieux général Cantacuzène d'être le ministre de la Guerre de Bulgarie, les séances du Sobranié étaient ouvertes pour discuter les modifications constitutionnelles, qui devaient consister surtout dans la création de la seconde Chambre. Mais elles ne furent pas acceptées. En tout cas, la décision restait au Grand-Sobranié. Après un long combat, dans lequel les gourdineurs, les « chopadschis » de Cara-

vélov et Slavéicov, revenus de Roumélie pour se saisir du pouvoir, eurent un grand rôle. Tzancov fut complétement vaincu (juillet 1884). S'étant allié aussi à l'éloquent Stamboulov, ancien élève du séminaire d'Odessa et garçon de boutique à Bucarest, devenu ensuite avocat et, dès l'âge de vingt et un ans, membre influent des différentes Assemblées, Caravélov prit possession de la Constituante, dont il fut élu président, pour former ensuite, avec le même Slavéicov, avec Radoslavov, de Lovtscha, qui avait terminé à peine à Heidelberg ses études de droit, avec le vieux Tzancov, le ministère libéral, auquel restait attaché le général Cantacuzène.

Ce ministère, très populaire, était destiné, malgré les scandales de toute espèce qui en signalèrent les débuts au Sobranié, et malgré ses conflits avec le résident russe Kojander, à accomplir de grandes choses.

Le 26 avril 1879, on avait achevé, grâce au travail de la commission européenne, prévue dans le traité de Berlin, l'organisation de la Roumélie Orientale (495 + 63 articles !), avec un gouverneur chrétien, une Assemblée nommée pour une grande partie (10 membres de droit, 10 nommés et 36 élus; il y avait aussi un comité permanent, et le Sultan avait le droit de veto) et avec une armée propre, destinée à collaborer dans certaines conditions avec l'armée ottomane[1]. Pour l'administration de la province on élut, après le départ du dictateur russe Stolypine, Aléko-Pacha Vogoridis, originaire, comme on l'a vu, d'une famille

1. Cette armée à laquelle étaient consacrée les deux tiers du budget, avait été organisée par des officiers européens au service du Sultan : Dickson, Torcy, Vitalis, Strecker, Drigalski.

bulgare de Kotel, personnage d'une expérience diplomatique considérable, puis, lorsque le terme de ses fonctions fut atteint, le 8 mai 1884, son frère d'adoption, un Bulgare grécisé insuffisamment, mais marié à une Grecque dominatrice, Gabriel Krstiovitsch, auteur d'écrits appréciés, mais absolument incapable de se maintenir dans une situation tellement difficile.

De fait, dans cette Roumélie Orientale, l'élément bulgare, encouragé par la Russie, mais surtout par le consul d'Angleterre, avait pris, dès les premiers jours, une suprématie décisive, qui reposait du reste sur la statistique religieuse et scolaire[1]. Les vaincus des combats politiques de la Principauté cherchèrent dans cette province autonome un abri qu'ils surent employer au profit de leur nation : Caravélov et Slavéicov furent ainsi, pendant quelque temps, des fonctionnaires rouméliotes. La propagande pour l' « Union » se poursuivait publiquement en Bulgarie, où « le Comité central pour le rétablissement de l'unité de l'État bulgare » avait recueilli un fonds de 3.000.000 de *levas* (francs) et se vantait d'avoir à sa disposition 60.000 insurgés; à Philippopolis travaillait « le comité d'Union pour la Bulgarie Méridionale ». L'Assemblée de Sliven avait fixé aussi, sans appréhensions, le programme du mouvement, et il ne faut pas oublier que des regrets avaient été exprimés pour la scission, déjà lors de la première séance de la Constituante bulgare en 1879. En 1884 on organisait une pétition en masse pour l'Union, et une des feuilles des radicaux rouméliotes s'appelait l' « Union », alors que la feuille des modérés portait seulement le titre de « La Bulgarie

1. Sur 1.412 écoles primaires, 846 étaient bulgares; sur 21 écoles supérieures, la majorité l'était également.

Méridionale ». Le Sobranié vota, sous Carevélov, des sommes pour des buts non précisés concernant la Roumélie Orientale. Les membres des sociétés de gymnastique, les Socols, créés par les Russes, qui leur donnèrent des armes, se tenaient prêts au combat. La Chambre de Philippopoli comptait en 1879 en majorité des Bulgares et recevait, de même que les assemblées qui suivirent, ses instructions du consul-général russe Tschéretlev. L'ancien directeur des Finances, le Dr Stranski, dont les relations avec Aléko-Pacha s'étaient altérées, fut élu, à cause de cela même, président du Sobranié. Tous ceux qui étaient mêlés à la politique se faisaient appeler « unionistes », avec la seule différence pour les radicaux qu'ils précisaient : « les vrais unionistes ». Le gouverneur de la Roumélie Orientale avait été *contraint* à conclure une union douanière avec la Principauté, union accomplie dans l'intention d'en faire résulter la fusion politique, de même que, dans les Principautés roumaines, cette fusion avait été accomplie après que Michel Stourdza et Georges Bibescu eurent créé un seul territoire douanier.

Au mois d'août, un nouveau comité se formait contre le consul russe Sorokine — dont l'intention était de faire lui-même le mouvement, avec « les hommes raisonnables et qui ont de l'influence dans le pays », du parti « gouvernemental[1] ». En mai 1885 on voulut arracher, le jour de la commémoration du révolutionnaire martyr Botev, le drapeau turc hissé au palais du gouverneur[2]. On formait, au mois d'août,

1. Léonoff, loc. cit., p. 73. On parlait aussi d'une agitation personnelle de Cantacuzène, ministre de la Guerre de Bulgarie ; *ibid.*, pp. 80-81.

2. Fillion, ouvr. cité, p. 105.

à Philippopoli, « le comité secret pour l'Union des deux Bulgaries », sous la direction du professeur et journaliste Zacharie Stoïanov, ancien pâtre, dit-on, et apprenti tailleur à Varna; le comité comprenait aussi plusieurs officiers hardis, le capitaine Panitza, les officiers Nicolaïev, Filov et Moutcourov. Il était question de répéter ici le coup porté contre le prince Cuza à Bucarest en 1866. Pendant la nuit du 17 au 18. les conspirateurs, qui s'étaient rassemblés dans les villages voisins, se dirigèrent contre la capitale par des chemins différents, conduits par un officier monténégrin et un lieutenant rouméliote: l'armée, qui se trouvait au camp, avec les trois commandants mentionnés ci-dessus, s'unit bientôt à la révolte, manifestant, comme à Athènes en 1843, par des coups de fusil et criant : « à bas la Roumélie Orientale ». *Alexandre Ier était proclamé prince du pays.* Krstiovitsch auquel, du reste, on ne voulait guère s'en prendre, implora la faveur d'être épargné et, pour le ridiculiser, on le fit sortir de la ville dans une voiture où la garde était faite par une institutrice, fille d'un certain âge et assez laide[1]. Les jours suivants, quelques meurtres, qui n'avaient pas seulement un caractère politique, donnèrent à cette révolution, qui devait avoir des conséquences si importantes, un goût de sang. Les ministres furent transformés en soldats ou en portefaix de la gare.

On a affirmé[2] que le prince de Bulgarie savait bien ce qui devait arriver, et c'est pourquoi son armée se

1. Gopcevic, loc. cit., p. 312 et surtout Fillion, p. 110 et suiv.
2. Voy. aussi Fillion, loc cit., qui donne des conversations et des télégrammes entre Alexandre et Karavélov.

trouvait à ce moment dans une période de manœuvres. Quoi qu'il en soit, il l'a nié. Il parut céder à des circonstances plus fortes que sa volonté, lorsque, malgré la Turquie, en dépit de l'Autriche et sans la volonté de la Russie, qui aurait désiré que le changement fût fait par elle et pour un autre qu'Alexandre[1], il se décida à accepter sa nouvelle qualité, s'intitulant, dans la proclamation du 20, qui « reconnaissait l'Union comme un fait accompli », « *prince de la Bulgarie du Nord et du Sud* ». Le 21, il faisait son entrée à Philippopoli, où il nommait Stranski, homme cultivé, ancien hôte de Bucarest et de Vienne, aidé par Slavéicov et par Joachim Grouiev, son commissaire.

La Russie se montra mécontente, conformément à son principe : que l'abdication du prince doit précéder « l'Union[2] ». Il était même question de demander l'intervention de la Turquie[3]. Mais le Métropolite Clément, qui se rendit à Copenhague, où se trouvait le Tzar, avec une députation, obtint la réponse que le Souverain russe espérait une reconnaissance des Puissances, qui devaient être seules appelées à décider. Toutefois les officiers russes, le prince populaire Cantacuzène à leur tête, furent rappelés en signe de protestation. La Turquie, qui avait protesté, se tint, sous l'influence dominatrice de l'Angleterre, en expectative, libérant même les membres de la mission bulgare, arrêtés à leur arrivée, et renonçant

1. On citait le nom du prince Waldemar de Danemark.
2. Léonoff, loc. cit., p. 72 : « Le bouleversement soudain qui a amené la révolution dans la Roumélie Orientale, révolution dirigée par le prince de Battenberg », écrit le directeur du Département Asiatique, « a changé toutes nos intentions » ; *ibid.*, p. 85.
3. *Ibid.*, p. 86.

à la mobilisation annoncée. Il n'y eut même pas d'opposition de la part des Pomaks (Bulgares musulmans) des vingt-deux villages qui vécurent presque indépendants dans la montagne, jusqu'à l'annexion par les Turcs en 1883. L'Angleterre enregistra avec plaisir la nouvelle de ce changement, accompli sans un ordre de Pétersbourg au profit d'un prince apparenté à la maison régnante anglaise. *La mission d'empêcher ou de rendre vaine l'union de la Bulgarie, revint par la volonté de l'Autriche, à Milan, roi de Serbie.*

Depuis le traité de Berlin, on n'avait rien fait en Serbie sauf deux choses : à la suite de la convention secrète avec l'Autriche-Hongrie en 1881 (renouvelée en 1889)[1], qui, en échange pour la non-intervention en Bosnie-Hertzégovine, promettait l'appui de la dynastie et des compensations en Vieille Serbie, et le traité de commerce de 1881, la proclamation comme roi de Milan, le 6 mars 1882, un an après la proclamation comme roi du prince de Roumanie, et la loi militaire de 1883, qui n'avait pas encore donné tous ses résultats et qui conservait pour base les milices nationales. En dehors de cela, le nouveau royaume n'eut à enregistrer que la chute du parti de la confédération balcanique[2], sous la conduite de Ristitsch, remplacé par un courtisan ordinaire, dont la femme

1. Stoïan Protitsch, *Convention secrète entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie* (en serbe ; A. F. Pribram, *Milan IV von Serbien und die Geheimverträge Oesterreicht-Ungarns mit Serbien, 1881-1883*, dans les « Historische Blaetter » de Vienne, I, 3. Cf. le « Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud orientale », année 1923. p. 16 et suiv. Pirotschanatz et Garachanine étaient au pouvoir.

2. Laveleye, loc. cit., II, pp. 285-86. Cf. *ibid.*, p. 362 et suiv.

entretenait des relations avec le Souverain, qui, chaque jour, cachait moins sa dépravation, un attentat contre Milan et une révolte de paysans, sans compter la tentative de Zaïtschar, qui amena à Sofia en 1884, provoquant un conflit politique sérieux entre les deux pays, et plus tard à Bucarest, sous la menace d'une condamnation à mort, Nicolas Pachitsch, le premier ministre des victoires de 1913[1] et de l'union de la race pendant la grande guerre, puis la dispute, du roi avec le Métropolite Michel, qui se réfugia également en Bulgarie, à Roustschouk[2]. Avec ses 60.000 hommes, Milan, au nom duquel un traité avait été signé, avec l'Autriche, qui lui assurait en Macédoine la ligne frontière du Vardar, croyait pouvoir écraser les Bulgares, pris à l'improviste, dépourvus d'officiers et totalement dénués d'appui en Europe. Invoquant, dans sa déclaration de guerre du 14 novembre, l'équilibre balcanique et la violation du traité de Berlin par « un mauvais voisin[3] », l'abri accordé aux fuyards, en précisant les cas[4], ainsi que la formation de bandes, il avait demandé comme dédommagement les districts de Trnovo, Bresnik et Vidine et avait ensuite refusé de recevoir la mission de Grécov ; il s'avança sur Sofia, avec une armée rassemblée pour venger contre les Turcs la défaite de Cossovo. La tentative que fit la Porte d'arrêter les Serbes, leur faisant remarquer que leur invasion

1. M. Pachitsch fut interné à Lompalanca et le Monténégrin bien connu Péco Pavlovitsch, considéré comme agent du jeune prince Caragéorgévitsch, à Trnovo (Gopcevic, loc. cit., p. 369, note).

2. Léonoff, loc. cit., p. 68 et suiv.

3. Allusion à la guerre de tarifs et à l'occupation de la localité de Brégovo.

4. Les actes dans Gopcevic, loc. cit., p. 409 et suiv.

signifierait une violation du territoire ottoman, n'aboutit pas.

Avec ses troupes bulgares, parmi lesquelles il y avait aussi beaucoup de Turcs[1], avec des milices rouméliotes, formées d'après un autre système, avec des écoliers et des artisans, qui s'enrôlaient en masse, avec des volontaires macédoniens, le prince Alexandre tâcha de défendre l'accès de sa capitale. C'était une bonne armée, animée de sentiments religieux et patriotiques profonds[2]. Elle avança avec une rapidité inattendue (on parlait de 60 à 70 km. faits par jour!) en criant « à Belgrade! ».

La rencontre eut lieu le 16 à Slivnitza, position fortifiée par des retranchements. Les Serbes étaient venus lentement, se permettant deux jours de retard, pour une concentration qui n'était pas nécessaire devant un si faible ennemi, et ils n'étaient pas nombreux; le roi ne se trouvait pas à leur tête. Au lieu d'entrer sans coup férir à Sofia, dont on avait fait partir les archives, il fallut livrer un combat difficile, qui dura trois jours (17-19). Les attaques désespérées à la baïonnette des Bulgares, forcés d'abord dans leurs premiers retranchements, et spécialement du régiment du Danube, d'après la recette donnée par les officiers russes, réussirent à rompre les rangs des ennemis; des deux côtés, l'artillerie était misérable. La présence du prince, qui cependant avait pendant un moment cherché refuge à Sofia, encourageait les combattants. Les Serbes se rendaient en grand

1. Laveleye, loc, cit., II, p. 154 et suiv. Et les Turcs de la Grèce d'Othon parlaient aussi du roi comme de « leur roi ».

2. Les paysans déchiraient les bons de réquisitions; Laveleye, loc. cit., II, p. 92.

nombre, décidés à ne pas lutter contre des chrétiens et des frères[1].

On trouva des morts mutilés par les Bulgares[2]. Alors aussi les soins dans les hôpitaux étaient insuffisants; les médecins étrangers étaient empêchés de travailler[3].

Suivit l'offensive vers Pirote des Bulgares, qui avaient reçu de nouveaux renforts, entre autres des paysans de la région de Vratza. Victorieux à Tzaribrod, à Préglédichté et enfin, après un court armistice, demandé par la Russie, l'Allemagne et l'Autriche[4], à Pirote, qui fut prise le 27, après un combat de deux jours et pillée, à la manière des brigands, sous les yeux des correspondants de guerre[5], les Bulgares se trouvaient de fait sur le chemin de Belgrade. Ils y reçurent l'avertissement de la part du ministre d'Autriche, Khevenhüller — qui ne défendit pas cependant aussi les opérations contre Vidine des troupes du Timoc, sous le général serbe Leschianine[6], aidé par le chef d'état-major actuel Poutnik, — que l'Autriche ne permettrait pas de tirer profit d'une victoire à laquelle elle ne s'était pas attendue. *Du moment que les calculs de frapper*

1. *Ibid.*, p. 489.
2. *Ibid.*, p. 533.
3. *Ibid.*, pp. 486-487.
4. Les Bulgares n'avaient perdu que 1.000 morts, outre 2.200 blessés et 2.579 prisonniers; *ibid.*, p. 610. Les Serbes comptaient 476 morts, 4.570 blessés et 1.641 prisonniers: Jirecek, loc. cit., p. 352.
5. Voy. *Boulgarsko-tatarska razboïnichtva, poustoschénia i silovania ou rato nachem 1885* de Vasso Koliévitsch; Gopcevic, loc. cit., p. 580 et suiv. Cf. Lamouche, loc. cit., p. 388 et suiv. et Fillion, p. 297.
6. Ce qui aurait été d'ailleurs difficile, parce que les Bulgares de la forteresse voulaient continuer de combattre.

en Bulgarie la politique russe dans les Balcans n'avaient pas réussi, il ne restait que la paix. Elle fut conclue, après l'armistice du 21 décembre, à Bucarest, le 3 mars 1886, et elle consistait dans un article « seul et unique », qui constatait le rétablissement des bonnes relations[1].

Quelques jours auparavant, au commencement du mois de février, après une conférence européenne qui avait traîné ses travaux pendant tout l'automne, la Porte reconnaissait le vainqueur de Slivnitza, qui, quelques jours avant sa victoire, s'était complétement soumis au Sultan. Il se montrait disposé à retirer ses troupes de la Bulgarie Méridionale[2], comme gouverneur de la Roumélie Orientale, nommé par firman, à la condition d'être fidèle et d'administrer le pays *convenablement* et reconnaissait le devoir de donner son concours aux guerres de l'Empire; le statut devait être modifié par une commission mixte. Enfin la Russie réussit à faire accepter que la nomination ne regardât pas une personne désignée, mais seulement le prince de Bulgarie. Au mois d'avril, les ambassadeurs prirent acte de la nouvelle situation[3].

De son côté, la Grèce, conduite par Déliannis, demandait des compensations que l'Europe lui refusa. La Crète recommença son agitation, ce qui amena

1. La Serbie avait été représentée par l'écrivain Mijatovitsch, la Bulgarie par le Rouméliote Ivan Guéchov. Sur un projet de ligue romano-bulgare en 1886, voy. 2 C. Corte, *Alexander von Battenberg, sein Kampf mit dem Zaren und Bismarck.*

2. Gopcevic, loc. cit., p. 476. Mais il refusa d'admettre un commissaire ottoman (*ibid.*, p. 535).

3. La manière dont les Russes jugeaient peu auparavant l'armée bulgare peut être constatée dans Léonoff, loc. cit., pp. 60-62.

l'intervention des vaisseaux européens à Souda, en 1886. En même temps la frontière de l'Épire fut franchie par des bandes, avec la permission de la France philhellène, mais non pas aussi avec celle de l'Allemagne, qui provoqua le blocus du Pirée. La défaite de Koutra mit bientôt fin à l'invasion. Balbis, puis Trikoupis prirent les rênes du pouvoir et entreprirent une œuvre d'organisation intérieure (chemin de fer, flotte). Mais entre les Crétois grecs et turcs la lutte continua en 1888, ce qui amena la restriction des privilèges de l'île, qui eut un gouverneur musulman, autorisé à donner des ordres à l'Assemblée et à former une gendarmerie, situation qui dura jusqu'en 1895[1].

Tout l'intérêt s'était concentré sur la crise d'indépendance de la Bulgarie. La victoire provoqua dans ce pays une exagération incroyable de sa propre importance et de ses propres forces[2], « surtout parmi les fonctionnaires » et dans l'armée, ainsi qu'un esprit anarchique dans le monde des officiers qui désiraient un avancement rapide[3], — ce qu'il fallait donc aux intrigues russes, très libérales en ce qui concerne la distribution des « milliers de napoléons[4] ». On avait envoyé dans ce dessein le con-

1. Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, p. 601 et suiv.; Miller, loc. cit., pp. 419-420.

2. Gopcevic, loc. cit., p. 613 : « Seither ist der Kriegsruhm den Bulgaren in den Kopf gestiegen und hat sie so chauvinistisch gemacht, dass es Einen anwidern muss ».

3. Ce fait et l'anarchie qui devait sévir grâce au déchaînement des passions de parti, avait été prévu par les officiers russes à leur départ, le 21 septembre 1885 (Léonoff, loc. cit., p. 87). Ils avaient signalé aussi l'apport moral de leur « ardent amour de la patrie » (*ibid.*, p. 88). La Russie avait donné aux Bulgares des munitions (*ibid.*, pp. 95-96).

4. Léonoff, loc. cit., p. 101 et suiv. On insistait pour que le mouvement fût *exclusivement* militaire.

seiller Michtchenko[1], pour vaincre. « La vengeance du Tzar tombera comme la foudre sur la tête d'Alexandre I; cela me parait incontestable », écrivait, au commencement de l'année 1886, un bon connaisseur des circonstances[2]. Le prince avait été rayé, aussitôt après le mouvement de Philippopolis, des cadres de l'armée russe, « comme jadis Alexandre Ypsilanti[3] ». Il faut ajouter aussi le mécontentement qui se faisait jour, à cause de la situation « militaire » de la Roumélie Orientale et à cause de la perte du territoire des Pomaks. Les officiers élevés en Russie se dressaient contre le prince, soutenu dans l'armée par les seuls Rouméliotes.

Tzancov, aidé par Bourmov et Balabanov[4], s'agitait et Radoslavov travaillait — avec Stamboulov, président de la Chambre[5] — contre Caravélov, qu'il avait abandonné. La nouvelle Chambre, à laquelle se présentèrent les députés « de la Bulgarie Méridionale », eut des séances agitées.

On répéta à l'improviste, au moment où personne ne s'y attendait, contre le prince, pendant la nuit du 20 août, ce qui avait été fait, quelques mois auparavant, contre « le Pacha » de la Roumélie Orientale. Les officiers et les cadets conspirateurs étaient conduits par le directeur même de l'école de

1. On les avait offert aussi à Stamboulov en 1885 pour faire tomber le prince (Léonoff, loc. cit., p. 74) et à Mantov, préfet de Roustschouk (*ibid.*, p. 138), qui fut assassiné bientôt à Bucarest.
2. Gopcevic, loc. cit., p. 615.
3. Jirecek, loc. cit., p. 350.
4. Léonoff, loc. cit., p. 100.
5. Fils d'un aubergiste de Trnovo (Fillion, ouvr. cité, p. 314). Voy. aussi plus haut, p. 408.

ces derniers, le commandant Grouiev, et par le secrétaire du ministère de la Guerre, le capitaine Benderev. Alexandre I ne voulut pas s'abaisser jusqu'à une résistance. D'Oréchovo, il fut conduit sur le Danube à Reni, où on le laissa libre. Tzancov et l'évêque Clément formèrent le ministère de la révolte, après avoir exhorté la plèbe à s'agenouiller dans la boue, devant l'image du Tzar, sous les fenêtres du consulat russe.

Acclamé à Vidine, non reconnu à Philippopoli, condamné à Trnovo, le gouvernement n'eut pas une longue vie. Caravélov et Stamboulov employèrent toute leur puissance et leur popularité, plus le prestige de l'Angleterre et de l'Autriche pour amener une contre-révolution. Le 24 août, ils revenaient avec Ştoïlov à la surface, et le premier était proclamé régent sous l'égide des troupes de Popov, puis de celles que Moutcourov avait amenées de la Roumélie Orientale, alors que les forces des conspirateurs se retiraient de la capitale. On brûla les drapeaux du régiment de Strouma et de l'École Militaire.

Rappelé en route à Lemberg, le prince détrôné revint par la Roumanie, le 3 septembre. Pour se maintenir, il sentait bien qu'il lui fallait la grâce de cette puissance, plus grande que celle des partis, par laquelle il avait perdu sa situation. Une dépêche au Tzar, contenant l'expression de sa joie pour la présence du consul russe de Roustchouk à son arrivée[1] et mentionnant « le principe monarchique », demandait des instructions, y ajoutant la promesse de faire

1. Léonoff, loc. cit., pp. 102-103. On pensait arrêter Alexandre en Russie (*ibid.*, p. 105). Il avait été cependant reçu solennellement à Reni par le major-général Chébéko; *ibid.*

tous les sacrifices nécessaires « pour résoudre la crise ». Alexandre III, qui avait déjà désigné comme gouverneur provisoire le prince Dolgorouki et Kaulbars comme ministre de la Guerre, n'épargna pas les sentiments de son parent : « Je ne puis approuver votre retour en Bulgarie, prévoyant les conséquences sinistres qu'il peut entraîner pour le pays bulgare, déjà si éprouvé. La mission du général Dolgourouki devient inopportune ; je m'en abstiendrai dans le triste état de choses auquel la Bulgarie est réduite, tant que vous y resterez. Votre Altesse appréciera ce qu'elle a à faire. Je me réserve de juger ce que me commandent la mémoire vénérée de mon père, l'intérêt de la Bulgarie et la paix de l'Orient[1]. » La conséquence fut l'abdication du 7 septembre, qui laissa la régence à Stamboulov, Moutcourov et Caravélov (remplacé ensuite par Jifcov), aidés d'un ministère où étaient représentés les meilleurs éléments : Radoslavov comme président, Natschévitsch, Stoïlov et Guéchov comme ministres de ressort, avec Nicolaïev à la Guerre. Stoïanov présidait la Chambre. Nicolas Kaulbars, « agent diplomatique extraordinaire », était arrivé dans le pays avec des pouvoirs secrets dont on pouvait soupçonner et connaître même l'étendue d'après le ton qu'il employait : *il était question de préparer le Grand-Duché de Bulgarie pour le Tzar*[2]. La Russie menaçait de bombarder et d'occuper Varna[3]. On s'arrêta pourtant uniquement à la rupture des relations.

1. Voy. aussi Léonoff, loc. cit., p. 107 note. Cf. A. E. von Huhn, *Der Kampf der Bulgaren um ihre nationale Freiheit*, 1885-1886, Leipsick *The Kidnapping of Alexander of Bulgaria, his return to Bulgaria and abdication*, Stanford, 1887.
2. Léonoff, loc. cit., p. 123 et suiv.
3. *Ibid.*, pp. 114-115.

Le nouveau prince, élu à Trnovo, le 10 novembre, fut l'ancien candidat russe Waldemar de Danemarc, frère de l'Impératrice Marie, mais il refusa.

On fit alors des propositions d'union personnelle à la Roumanie. Le roi Charles était resté très populaire en Bulgarie depuis Plevna, quoique la Russie excitât les Bulgares à la guerre pour la frontière de la Dobrogea et la Dobrogea elle-même, avec le concours formel des troupes du Tzar[1]. L'Autriche, représentée à Bucarest par Goluchowski, le futur ministre des Affaires Étrangères de la monarchie, déclara que « les intérêts de l'Autriche-Hongrie ne peuvent souffrir une union personnelle dans la Péninsule Balcanique » (mai). L'Angleterre était d'accord. Bratianu aurait trouvé l'idée « très exécutable ». La menace formelle de « l'intervention armée » de la Russie aida à l'insuccès de ce plan funeste aux vrais intérêts des deux nations[2]. La Russie essaya ensuite des candidatures de princes appartenant à des maisons apparentées, de Leuchtenberg et d'Oldenbourg, et même celle d'un Mingrélien, ami personnel du Tzar,

1. *Ibid.*, p. 76. Au mois de mai 1885, il était question de fortifier l'armée bulgare avec « nos régiments de Cosaques et d'infanterie », avec « l'artillerie de campagne et nos canons » et en plus quatre bateaux à vapeur. Cf. aussi les pages suivantes. On appellerait aussi un généralissime russe, parmi ceux qui avaient servi contre la Turquie. Le ministre de la Guerre, Vanovski, invitait le prince Alexandre à « appeler les réserves de l'armée bulgare et, celles-ci réunies, à déclarer l'armée en état de guerre » (*ibid.*, p. 79). Voy. également *ibid.*, p. 81 et suiv. Pour le don des bateaux à vapeur, *ibid.*, p. 89. Sur des bruits que la Roumanie demande des compensations, en octobre 1885 : « les villes du Danube et la forteresse de Vidine »; *ibid.*, p. 90. La mission de l'attaché Soubotitsch pour lever les plans des fortifications roumaines; *ibid.*, pp. 150, 167-168.

2. *Ibid.*, p. 143 et suiv.

ou d'Ignatiev en personne[1]. Après une révolution militaire à Roustschouk et Silistrie, qui amena, malgré l'opposition formelle du Tzar[2], l'exécution du commandant Ouzounov et celle de Panov, deux héros de Slivnitza[3], et après la tentative de Naboucov, salarié par la Russie, à Bourgas, *on arriva à l'élection du prince Ferdinand de Cobourg-Koháry, fils de Clémentine d'Orléans et petit-fils du roi Louis-Philippe.* Il était âgé de vingt-six ans et avait le rang d'officier dans l'armée austro-hongroise. Reçu solennellement à Turnu-Severin, au mois de juillet 1887[4], il avait eu à son élection tout l'appui de la Roumanie[5]. Ne pouvant obtenir d'être reconnu par les Puissances, trouvant à l'intérieur la résistance de certains éléments[6], il avait un seul, mais énergique appui, capable de le maintenir contre tous, Stamboulov, dont le talent politique était maintenant en plein développement. On lui attribua en 1889 l'intention inébranlable d'accomplir l'Union définitive avec la Roumélie

1. Il y en avait d'autres qui pensaient à von der Golz.

2. Léonoff, loc. cit., pp. 127-128. On menaçait même d'une occupation de la Bulgarie.

3. Beaucoup d'officiers étaient manifestement contre la Russie ; à Varna le capitaine Drandarevski arrêta les sujets russes (*ibid.*, p. 122). Il réprima ensuite le mouvement de Silistrie (*ibid.*, p. 136). On donna à Ouzounov des troupes et des armes (*ibid.*).

4. *Ibid.*, p. 153.

5. *Ibid.*, p. 153 et suiv.

6. Au mois de juin 1890 fut fusillé à Sofia le commandant Panitza, héros de la guerre contre les Serbes, mais acquis à la ténébreuse intrigue russe. Novicov vint spécialement en Bulgarie pour acheter des partisans (*ibid.*, p. 156 et suiv.) et pour dynamiter (*ibid.*, p. 165) : on négocia avec Dournovo un déraillement du train princier (*ibid.*, p. 173). La condamnation à mort du prince (*ibid.*, p. 195 et suiv.). Après la révolte de Panitza, devait entrer en fonctions le commissaire provisoire Domontévitsch (*ibid.*, p. 199 et suiv.).

et de proclamer l'indépendance de la Bulgarie unifiée.

Ce régime dura sept ans, et on peut dire que la Bulgarie lui doit son existence comme État indépendant[1]. On n'eut guère d'égards pour la Russie, et la même diplomatie qui n'avait épargné aux Bulgares aucune espèce de tyrannie et aucune offense, lui préparant publiquement, par la terreur et la corruption, le sort d'une province momentanément privilégiée, n'osa pas passer des paroles aux faits; les héros du Département Asiatique de Pétersbourg cherchèrent leurs occupations dans d'autres pays, où ils introduisirent les mêmes procédés honteux et exécrables. Sans avoir le loisir nécessaire pour le développement économique et cultural du pays, qui restait par endroits dans l'état où les Turcs l'avaient laissé, et renonçant pour quelques années aux agitations macédoniennes, qui marquent les premières années de la Bulgarie libre[2], et qui excitèrent Panitza également à son acte de rébellion de 1890, Stamboulov, qui était aussi un homme d'une énergie asiatique, passionné et cruel, digne élève de ses maîtres russes, auxquels il prouvait journellement que leurs armes peuvent être employées avec succès aussi par des adversaires beaucoup plus faibles, consacra tous ses efforts extraordinaires à délivrer la Bulgarie de la tutelle actuelle et de la future annexion par la Russie! A l'espionnage il répondit par un espionnage supérieur.

1. Voy. A. G. Hulme Beaman, *Stamboulov*, Bliss, 1896,
2. Après les mouvements de 1878 dans les vallées de la Maritza et de la Strouma, sous le ministère de Karavelov, une bande, partie de Kustendil, avait été détruite par les Turcs.

aux conspirations par des exécutions sommaires, à la corruption par une autre corruption, au cynisme par un cynisme égal. *Le système russe en Orient fut détruit en Bulgarie par ses propres ruses et ses propres violences.*

Cette situation de l'autocratie ministérielle sans exemple, inspirée en quelque sorte par celle de Jean Bratianu en Roumanie, surnommé par ses adversaires « le Vizir » dura jusqu'au 31 mai 1894, quand le prince, qui connaissait maintenant suffisamment son pays, crut pouvoir oser le sacrifier pour ressortir lui-même au premier plan et faire sa politique et celle de sa dynastie[1]. L'assassinat de l'ancien ministre dans les rues de Sofia le 15 juillet 1895, par des individus soudoyés, qui le massacrèrent de la manière la plus horrible, lui coupant les doigts des mains avec lesquels il se défendait, couvrit de honte la nation qui avait pu se livrer à un pareil attentat contre son principal bienfaiteur. Quelques jours après l'enterrement, le tombeau du rude homme d'État fut profané par des mains qui restèrent inconnues.

Par tous les moyens on essaya maintenant d'établir une réconciliation avec la Russie, en faisant déposer des couronnes sur le tombeau d'Alexandre III, en demandant au nouveau Tzar Nicolas d'être le parrain du prince Boris, auquel on avait donné la confession orthodoxe malgré l'anathème du Pape, en rétablissant les officiers dégradés et chassés par le détrônement de Battenberg, en invitant les Grands-Ducs à visiter

1. En 1893 Ferdinand avait épousé Marie-Louise de la Maison des Bourbons de Parme, et bientôt la Bulgarie célébrait la naissance du prince Boris.

les emplacements des combats de 1877[1]. On obtint de la sorte la reconnaissance du « Cobourg » à Pétersbourg et, en ce qui concerne la dynastie, la vie normale fut reprise en Bulgarie.

Mais cela signifiait la lutte toujours plus furieuse pour la Macédoine, et aussi pour la Thrace, avec « Odrine » elle-même, Andrinople, qui constituait l'idéal sacré pour tous ceux qui s'inspiraient du souvenir du traité de San-Stefano, de même que pour les lecteurs passionnés de toute une littérature géographique, ethnographique et historique qui, avec une partialité brutale pour les seuls droits bulgares, préparait les générations futures à une guerre acharnée. D'ailleurs, par la note Stranski, du mois de juillet 1890, qui menaçait la Turquie, si elle ne donnait pas en Macédoine les trois évêchés bulgares d'Ochrida, Monastir et Uskub, qu'elle demandait, et par le résultat favorable du 4 août 1890 et du 8 juillet 1891, pour les deux premiers diocèses, Stamboulov lui-même avait préparé le terrain[2].

A Salonique avait été établi depuis longtemps le gymnase de garçons et celui de jeunes filles; à Monastir, en attendant l'évêque, on avait créé une école secondaire (classique), ce qui signifie avec l'introduction de la langue hellénique; à Ochrida, des ruines intéressantes furent transformées en un autre établissement analogue[3]. A Uskub fonctionnaient deux écoles normales d'instituteurs, et même à Andrinople il y eut deux gymnases, celui de garçons, nommé

1. Miller, loc. cit., p. 449 et suiv.
2. Bérard, loc. cit., pp. 199-200, 296 et suiv.; Iorga, *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, p. 596 et suiv.
3. Gelzer, loc. cit.

d'après le précurseur culturel Pierre Béron, et celui de jeunes filles. Le nouveau régime du prince Ferdinand sut utiliser même sa visite à Constantinople, le lendemain de sa reconnaissance, en 1897, — et le Sultan déclara qu'après lui, l'Empire n'avait pas une plus haute personnalité que le « cnèze » bulgare — pour demander des évêchés, et bientôt la propagande par la crosse reprit, avec tous les moyens de l'Orient, à Monastir même et Stroumitza, à Dibra, cette dernière en pleine terre albanaise[1].

Il était d'autant plus facile d'accomplir cette œuvre, qui continua aussi après 1900, que la concurrence de la Serbie, qui prétendait que les Slaves de Macédoine devaient lui appartenir à cause du caractère actuel de leur nationalité et à cause de leurs souvenirs historiques, était immobilisée à la suite des fautes d'une cour agitée par les scandales les plus impardonnables et par l'influence naturelle de ces scandales sur tout le monde politique. Après douze ans de mariage, béni par la naissance d'un fils, Alexandre, dans lequel le peuple serbe mettait ses plus hautes espérances, le roi Milan, fils d'une Catargi Moldave, demanda la séparation de sa femme Nathalie, qui était aussi sa parente, comme fille de Kechco (Chescu), Roumain de Bessarabie, et petite-fille de Madame Roznovanu de Jassy, pour d'anciens malentendus : il accusait la reine d'avoir tramé la tentative de le faire abdiquer, dans le camp de la défaite, en 1885. Ces querelles, qui étaient jusqu'alors connues seulement dans certains cercles, parurent à ce moment sans gêne en public. Une mission serbe arra-

1. Iorga, loc. cit., p. 597.

cha, au milieu de scènes dégradantes, l'enfant de douze ans qui devait porter la couronne de Douchane, des bras de sa mère à Wiesbaden. Milan continua sa vie de jeux de hasard et d'aventures, tandis que son favori Cristitsch conduisait le pays comme une province russe, allant jusqu'à faire détrôner le Métropolite, qui ne voulait pas consentir au divorce religieux. Et à ce moment, le roi, brisé par le drame qu'il avait lui-même provoqué et épuisé par la vie impossible qu'il avait menée, abdiqua, le 6 mars 1889, après avoir donné au pays une Constitution plus large, en ce qui concerne le cens et la liberté de la presse (2 janvier). Sachant que les libéraux formaient un puissant parti dans le pays, il choisit les régents parmi eux, ajoutant cependant son fidèle général Costa Protitsch († 16 juin 1892) à Ristitsch, demandé par le pays entier, et au général Bélimarcovitsch, dont l'activité, dans les dernières circonstances de guerre, avait mérité des éloges. Les ministres, présidés par Sava Grouitsch, puis par Pachitsch (« le Ministère fort »), étaient des radicaux. Tandis que la reine, empêchée d'entrer en Serbie, habitait sa Bessarabie natale, Milan traversait l'Europe, usant dans ses plaisirs habituels les restes de ses forces, qui avaient été certainement peu ordinaires. Il ne croyait même pas devoir épargner de sa présence la tranquillité du pays qu'il n'avait pas été en état de servir par des motifs personnels impardonnables : ses visites à Belgrade étaient fréquentes et produisaient pour la Serbie un vide dans le trésor et pour l'enfant royal un vide dans l'âme, qui pouvait être comblé plus difficilement que l'autre.

Milan faisait de la politique de parti avec les libéraux-progressistes de Garachanine — qui lui écrivit

bientôt la lettre fameuse dans laquelle il l'accusait d'avoir trempé dans un ancien assassinat, — puis de nouveau avec les mêmes radicaux, et en même temps avec l'armée, excitant les esprits aussi par ses voyages en province, comme celui qu'il fit à Nich. On parla même d'un attentat contre l'ancien souverain. De son côté, Nathalie se présentait aussi là où son époux avait régné; elle se plaignait à la Skoupchtina, demandait le droit d'élever son fils, elle se querellait dans des lettres ouvertes avec Ristitsch et provoquait son expulsion dans des circonstances inouïes, comme manque de sens du devoir et de la dignité personnelle : Belgrade fut pendant quelques jours dans un vrai état de révolution. Milan fit bientôt son apparition, puis, dégoûté de cette occupation également, il déclara quitter la Serbie jusqu'à la majorité d'Alexandre I et, au mois de mars 1882, il vendait ses droits de membre de la dynastie et même ceux de citoyen serbe et se retirait dans le monde joyeux de Paris[1].

Après un court intervalle cependant, le jeune roi, qui avait fait des visites à Pétersbourg et à Ischl, conseillé par son précepteur, le doux docteur Lazare Dokitsch, mais aussi par d'autres, trompait ses régents, qu'il accusait dans sa conscience de mauvaise administration et de démoralisation du pays[2] : les ayant invités à son repas du soir, au palais, il les fit arrêter, et, après les avoir forcés à

1. Cf. les révélations citées déjà de Pribram, d'après des documents inédits de Vienne. Un résumé dans le « Bulletin de l'Institut pour l'étude de l'Europe sud-orientale », année 1923.

2. Les élections faites, après la chute de Pachitsch, par le cabinet Avacoumovitsch, avaient été sanglantes. A la Skoupchtina, où les radicaux étaient en faible majorité, se passaient des scènes dégradantes.

signer un acte d'abdication, il se proclamait majeur (1/13 avril 1893). Mais le nouveau ministère des radicaux, présidé par le général Grouitsch, confisqua, surtout après la mort de Dokitsch, le pouvoir pour lui-même, demandant tumultueusement le procès des libéraux.

A qui pouvait demander dorénavant des conseils « le pauvre enfant »? Répondant à son appel, le roi de la défaite et des scandales, qui, avant le coup d'État, s'était formellement réconcilié avec son ancienne épouse, qui avait vu son fils à l'étranger et l'avait incité à faire tomber les radicaux, haïs par lui, parut au commencement de 1894 à Belgrade, où tout lui fut pardonné. Encouragé, il ira bientôt jusqu'à prier les Autrichiens, qui refusèrent par dégoût, de prendre la Serbie si les ennemis des Obrénovitsch voulaient s'en emparer, demandant seulement pour son fils la situation et les revenus d'un archiduc[1]. Le 16 août 1895, son fils avait dix-neuf ans. C'était un jeune homme honnête et studieux, élève du Français Albert Malet, mais aussi de Khitrovo, myope, gauche, méfiant, triste, mais cependant beau parleur et désireux d'actions brillantes : son malheur fut qu'il ne pouvait se défaire de l'esclavage honteux de ses parents, acharnés quand même l'un contre l'autre. Le cabinet Simitsch, qui avait une mission de conciliation entre les partis, ne réussit pas. La Skoupchtina radicale ayant été dissoute, il y eut de nouveaux scandales, auxquels succédèrent des démonstrations d'étudiants dans les rues. Une lettre volée au ministre des Finances provoqua sa démission et celle de ses col-

1. Pribram, loc. cit.

lègues. Le ministère de Nicolaïévitsch, ancien recteur de l'Université, dut combattre les mêmes ennemis, les radicaux, au milieu desquels fut découvert un complot pour ramener le prince Pierre Caragéorgévitsch.

Cette fois le roi recourut à un autre coup d'État. Le 21 mai, la Constitution de 1889, octroyée par Milan, était remplacée provisoirement, jusqu'à l'élaboration d'une nouvelle, par celle de 1869. Une furieuse persécution amena aussi l'arrestation du professeur bien connu, Novakovitsch. Le refus du roi de signifier à son père son congé provoqua la chute de ce ministère également.

En 1894, en automne, après un voyage à Berlin, Alexandre avait choisi l'appui de Cristitsch. Il espérait ainsi échapper aussi bien au joug des libéraux de Ristitsch qu'à celui des radicaux de Pachitsch, revenu depuis longtemps, ainsi qu'on l'a vu, en victorieux, de sa retraite, avec une pension russe, sur le Danube[1]. Mais l'insuccès de l'emprunt mit fin, grâce à Nathalie, réapparue à Belgrade, au ministère du progressiste Novakovitsch, qui avait rencontré les mêmes difficultés. Il s'ensuivit la victoire des radicaux, exploitée sans scrupules, puis le ministère de Vladan Géorgévitsch, jusqu'à ce que l'attentat de Kniajévitsch contre le roi Milan, nommé, en 1897, chef de l'armée, attentat aux plus cruelles conséquences, amena (1899) la proscription pour le parti entier des radicaux.

Le mariage d'Alexandre avec une ancienne dame d'honneur de sa mère, beaucoup plus âgée que lui

1. Léonoff, loc. cit., p. 97.

et d'une réputation douteuse, veuve de l'ingénieur Machine, dont il fit la reine Draga (août 1900), et la mort à Vienne, en 1901, de Milan, qui avait quitté de nouveau le pays pour protester contre ce mariage malencontreux et dangereux, étaient les événements principaux de la vie politique de la Serbie, au moment où l'État slave voisin se préparait pour une action énergique en Macédoine, dans laquelle la propagande serbe n'avait été en état d'envoyer que le seul évêque Firmilien, méprisé par tout le monde[1].

Pendant tout ce temps on avait fait en Serbie une politique anti autrichienne, peut être parce que celle de Milan avait été austrophile d'une manière trop prononcée[2]. On refusa l'établissement d'un pont à Mitrovitza, on passa les fournitures de sel de l'Autriche-Hongrie à la Roumanie, on fonda le journal d'excitation « La Correspondance Balcanique », on arriva à une guerre douanière avec ces voisins, dans l'espoir de réussir à faire passer les porcs, principal article d'exportation du pays, par Salonique[3]. La diplomatie viennoise appuyait naturellement les Bulgares, ennemis et provocateurs de la Russie, par Stamboulov, et cela d'autant plus qu'à Sofia régnait un ancien officier impérial et royal, frère de Philippe de Cobourg, qui était par sa femme le beau-frère du prince héritier Rodolphe. Après le coup d'État serbe, sous le nouveau cabinet radical, on agita violem-

1. Vladan Georgevitch, *Das Ende der Obrenowitsch*, Leipzig (1905), *passim*.

2. Sur les traités conclus avec la monarchie voisine, voy. Pribram, loc cit. Cf. J. Ristitsch, *Histoire diplomatique de la Serbie* (en serbe), Belgrade 1898.

3. *Fünf Jahre am Hofe des Königs von Serbien*, von einem Diplomaten, Leipsick, 1895, p. 86 et suiv.

ment, à la suite de l'interruption des négociations pour le traité de commerce, la question de la Bosnie et de l'Hertzégovine et on accorda un abri aux mécontents de ces provinces, le beg Lioubovitsch et Spahitsch-Effendi.

Cependant les progrès naturels du pays, qui avait déjà vers 1890 plus de 2.000.000 d'habitants, continuaient, bien que lentement. On avait, dès 1880, en dehors de Belgrade, totalement transformée dans le sens européen et ornée de la statue du prince Michel, resté très populaire dans le souvenir du peuple, et en dehors de Nich, qui avait conservé plutôt son aspect oriental, perdant beaucoup à l'annexion, huit villes de 5 à 10.000 habitants. Le nombre des écoles primaires était encore très réduit, dépassant à peine 600 (avec 36.000 écoliers des deux sexes), mais on comptait trois gymnases complets et vingt gymnases à quatre classes[1]. La nouvelle loi de Novakovitsch donnait à l'école primaire six classes et deux autres de cours complémentaires. C'était bien peu en comparaison des progrès des Bulgares. Les progrès de l'armée ne correspondaient pas davantage à ceux des voisins. A partir de l'emprunt de 1875 on avait continué avec une rapidité étourdissante sur cette pente glissante. L'exportation s'était à peine doublée depuis 1850 (23.290.131 francs) à 1887 (34.130.038, dans d'autres années 40, 41 et même 44 millions[2]). Malgré les fermes-modèles de

1. Laveleye, loc. cit., I, 292 et suiv.

2. René Millet, *La Serbie économique et commerciale*, Paris-Nancy, 1889, p. 21; Kosta Stojanovitch, *État économique de la Serbie depuis l'occupation de la Bosnie-Herzégovine jusqu'à l'annexion de 1878 à 1908*, Belgrade, 1909; Tschéda Mijatovitsch, *Étude sur l'histoire du commerce serbe* (en serbe).

Topchider et de Pojarévatz, l'agriculture était restée avec ses anciennes traditions[1]. L'exportation des porcs, qui était en 1867 de 1.290.000 têtes, signifiait un million seulement en 1880-86[2]. De 1881 à 1887 l'exportation du vin était tombée de 1.320.000 à 463.000[3], et après la loi de 1861 l'étendue des forêts diminuait sans cesse. En même temps, l'importation des cotonnades pour les paysans, qui quittaient leur ancien costume[4], et celui des confections pour femmes[5] s'élevait. Les meubles de fer de l'Autriche envahissaient le pays[6].

En général, après l'accroissement de la vie économique de 1850 à 1870, ou même de 1871 à 1880, on observait soit un ralentissement de l'essor, soit un recul marqué[7].

La Grèce avait été occupée pendant quelque temps exclusivement par les combats homériques entre Trikoupis et Déliannis, qui vainquit le premier en 1890, mais fut « destitué » par le roi deux ans après, à cause des perpétuelles querelles de ses adhérents, Rhallis, Typaldos, Karapanos, Papamichalopoulos. Le fils de Charilaos Trikoupis avait été élevé en Angleterre et avait les vertus de travail et de ponctualité de ses maîtres; respecté dans les classes supérieures, il n'arrivait pas à être aimé par le peuple, qui le jugeait trop taciturne et distrait, et, en outre,

1. *Ibid.*, pp. 25-26.
2. *Ibid.*, p. 83.
3. *Ibid.*, p. 102.
4. *Ibid.*, p. 163.
5. *Ibid.*, p. 180 et suiv.
6. *Ibid.*, p. 205 et suiv.
7. *Ibid.*, p. 162.

les impôts du « pétroliste » étaient trop lourds[1]. L'autre, Déliannis, originaire de Morée, était le démagogue palikare incarné, populaire, loquace, d'un nationalisme enflammé et imprudent, très aimé par tout le monde; s'il fut tué plus tard, ce fut uniquement parce qu'il avait trop promis et ne pouvait faire face à ses engagements. Les vaincus dans ces luttes de partis perdaient leurs fonctions et les avantages du pouvoir et devaient payer les contributions; les vainqueurs parlaient à la Chambre devant l'admiration des tribunes. L'enseignement, l'armée, les finances, les trois bases de tout État, ne gagnaient rien à ce déluge de phrases dans cet enfer d'intrigues. En 1893, puis en 1894-95 le pays eut à supporter de lourdes crises financières.

Bientôt la Crète rappela sur elle tout l'intérêt de la nation[2]. En 1895, les Musulmans, les gendarmes et le chef des troupes se soulevèrent contre le nouveau gouverneur chrétien, venu après toute une série de Turcs, Alexandre Carathéodori, l'ancien représentant du Sultan au congrès de Berlin et ancien prince de Samos. En 1896 encore, sous le nouveau gouverneur Tourkhan, des combats acharnés furent livrés par les Sphakiotes et les insurgés venus de Grèce. L'Europe avait envoyé ses vaisseaux et demandait la restitution de la Constitution de Khalépa avec la nomination d'un gouverneur chrétien, mais le Bul-

1. Gaston Deschamps, *La Grèce d'aujourd'hui*, Paris, 1892, p. 66 et suiv. Il avait appelé la mission militaire Vasseur et la mission navale Lejeune, de même que la mission française des travaux publics; *ibid.*

2. Cf. Victor Bérard, *Les affaires de Crète*, Paris 1898; *La mort de Stamboul*, Paris 1913, p. 25 et suiv.

gare Georges Bérovitsch ne fut pas accepté par les combattants, qui demandaient l'autonomie. On fit des réformes dans l'ordre judiciaire et en ce qui concerne la gendarmerie, dont les consuls surveillaient l'application. Le Sultan fixait un terme de cinq ans au gouvernement de Bérovitsch, auquel il accorda le titre de Vizir. Mais, en 1897, après l'arrivée de Zichni-Pacha et de Séadeddine-Pacha, un des persécuteurs des Arméniens, le premier en qualité de commissaire extraordinaire, la Canée brûla avec les cadavres des chrétiens massacrés.

A ce moment, l'opinion publique grecque, excitée par le télégramme du consul hellénique à Canée, qui annonçait : « tous les chrétiens seront massacrés », ne pouvait plus être maîtrisée. On demanda l'intervention, le futur président du conseil, Rhallis, comme les autres, et on arracha au roi une nouvelle attaque pour l'accomplissement de la grande idée. Le prince Georges vint, avec quatre vaisseaux et quelques troupes commandées par le colonel Vassos, en Crète, qui, dès le 10 février, avait proclamé une fois de plus sa décision de s'unir à l'Hellade libre. Cette fois encore, les Puissances bloquèrent la côte crétoise, la bombardèrent et débarquèrent des troupes sur certains points. Jusqu'au mois de mai, les Français chassèrent les soldats grecs, remplacés en juillet par ceux de Djévad-bey, auquel il était interdit d'ajouter de nouveaux contingents.

Alors, suivant des excitations particulières anglaises, et avec le concours des Garibaldiens commandés par Menotti, fils du héros italien, le territoire de l'Épire fut envahi par les soldats de l'Hétairie Nationale dans l'espoir qu'une révolte générale des

Grecs à Constantinople même suivrait. Quant à l'armée grecque, elle avait des canons démodés et dix classes formées d'hommes dont la moitié étaient « exempts de service ». La Turquie déclara la guerre le 18 avril. La flotte grecque, qui était de fait inférieure, n'accomplit rien d'important. L'attaque contre Prévésa et Janina, localités qu'on avait vainement demandées en 1880, et contre le défilé de Mélouna signifiait l'ouverture des hostilités. Avec une armée turque réorganisée par von der Golz et Grumbkow, mais encore faible, Edhem-Pacha, un Turc, de vieille souche, sans école européenne, vainqueur à Révéni, prit Larissa le 25 avril, puis Vélestino, habitée par les Roumains, patrie de Rhigas, Pharsale (5-6 mai) et même Volo (8). L'héritier du trône, Constantin, qui avait pris le commandement suprême, se retirait avec précipitation ; à Domokos les troupes du général Smolenski furent prises d'une panique folle (17 mai), alors que le corps entré en Épire était repoussé près d'Arta, à Pentépigadia, puis à Gribovo. Ce ne fut que par l'intervention d'un nouveau chef de parti, Démètre Rhallis, qui fut nommé, le 29, président du Conseil, que le roi échappa à la fureur de la multitude, qui l'avait pourtant forcé à faire cette guerre malheureuse[1].

Le Tzar adressa aux Turcs la sommation que l'empereur d'Autriche avait adressée en 1885 aux Bulgares. Il ne devait pas y avoir de vainqueur. Dès le 19-21 mai on avait obtenu une suspension d'armes. Le 18 septembre, l'armistice était signé, bien que la Grèce eût eu 65.000 soldats en Thessalie, presque la

1. Pierre Mille, *De Thessalie en Crète*, Paris 1898.

moitié en Épire. Mais ce ne fut que le 4 décembre, après que le roi Georges eût formellement renoncé à ses droits sur la Crète, qui gagna toutefois pour gouverneur le prince Georges, que fut signée, à Constantinople, la paix, qui obligeait les Grecs à payer un lourd dédommagement de guerre. L'installation du prince pour trois ans eut lieu en décembre 1898 seulement, après que de nouveaux combats religieux eurent éclaté, que Candie fut bombardée par les Anglais et que les armées du Sultan furent complètement expulsées par les troupes françaises, qui désarmèrent la population et démolirent les forteresses[1]. En 1899 une assemblée mixte de Grecs et musulmans vérifiait le budget, et le président de l'ancienne Assemblée, Sphakianakis, se retirait en même temps que les troupes russes et anglaises[2].

La Bulgarie s'était libérée grâce à l'intervention de la Russie, déterminée par l'action de bandes des comités de Bucarest et de Braila et à la suite des horreurs commises par la vengeance turque contre une population innocente; la Roumélie Orientale avait été réunie à la Principauté par un mouvement dû au comité de Philippopoli, qui avait aussi des bandes à sa disposition; aussitôt après le coup de septembre, l'Europe était intervenue par la réunion d'une conférence et avait donné raison contre la Turquie aux révoltés. A l'égard de la Macédoine on suivait une politique d'État, laquelle, utilisant les sympathies créées dans le monde turc par l'opposition énergique de Stamboulov contre la Russie, avait

1. Iorga, loc. cit., p. 602 et suiv.
2. Miller, loc. cit., pp. 438-40; Driault, *Question d'Orient*, p. 261 et suiv. Cf. Victor Bérard, *Les affaires de Crète.*

gagné une partie au moins des évêchés que l'on désirait pour organiser autour de ces sièges ecclésiastiques la conscience chrétienne slave sous la forme des aspirations bulgares. Le moment semblait propice maintenant aux cercles dominants bulgares pour que la politique des bandes, mise en pratique à l'époque de Caravélov en 1880[1], fût enfin reprise[2]. La Serbie était retenue par les luttes intérieures et le continuel danger des troubles au profit de la dynastie Caragéorgévitsch, soutenue par les Russes[3] contre les Obrénovitsch, qui s'étaient compromis par la longue série d'offenses apportées au sens de dignité et de moralité publique. La Grèce fut sujette après la guerre au contrôle financier de l'Europe, qui empêcha pour longtemps tous ses mouvements, et retenue par la perspective trouble de l'autonomie crétoise, qui paraissait, sous l'influence du populaire et avisé avocat Éleuthérios Vénizélos, ne plus vouloir l'annexion, ni même le maintien du malhabile prince Georges, mais bien un régime comme celui de l'île de Samos. C'étaient pour les Bulgares des incitations à brusquer les choses, à troubler la population de la Macédoine en lui rendant la vie impossible, en vue d'intimider les Turcs par des massacres et des attentats, d'impressionner l'Europe, dont les réformes gauches devaient mener fatalement à la guerre.

« Le comité macédo-andrinopolitain », conduit par des Macédoniens ayant une situation dans la Princi-

1. Des tableaux officiels représentaient alors la Macédoine et la Thrace comme des femmes agenouillées pour présenter leur requête de délivrance à Alexandre I.

2. Laveleye, loc. cit., II, p. 51.

3. « La dynastie, à nous acquise, du prince Caragéorgévitsch »; Léonoff, loc. cit., p. 69.

pauté et par des officiers aventuriers comme Sarafov, commença donc son œuvre sanglante, différente de celle des bandes grecques, en ce que celles-ci précédaient immédiatement la guerre, tandis que les bandes des Bulgares étaient toujours désavouées par la Bulgarie officielle.

Au mois de janvier 1899, un mémoire bulgare, adressé aux Puissances, demandait la création d'une Macédoine autonome, avec Salonique pour capitale et ayant un gouverneur choisi pour cinq ans dans la « nation dominante ». L'année suivante, alors qu'on discutait passionnément contre la Roumanie la question des îles du Danube, le représentant le plus énergique de la conscience balcano-roumaine à Bucarest, Étienne Mihaileanu, était assassiné et le conflit qui en résultait entre la Roumanie et la Bulgarie, avec des notes comminatoires de la part de la première sous le gouvernement Carp, M. Al. Marghiloman étant ministre des Affaires Étrangères, mena jusqu'au seuil d'une guerre. Boris Sarafov, le chef, déjà mentionné, des agitateurs bulgares de Macédoine, impliqué dans un complot contre le roi Charles, fut mis en jugement à Sofia, à la demande des Puissances, mais absous. Suivit la prise par les comitadschis d'une Américaine, propagandiste de la Bible, Miss Stone. Enfin, en 1902-3, et plus spécialement à partir de la Saint-Élie, le 20 juillet ancien style, 2 août de l'année 1903, eut lieu la première grande intervention révolutionnaire, et la répression turque fut impitoyable, de sorte qu'on put parler de 215 villages incendiés, de 25.000 victimes. Cela eut lieu peu après la série des massacres arméniens, terminés en 1897, et les soldats, en grande partie des Asiatiques, employaient le même système. Les Albanais, les bachibouzouks firent dix

fois plus de mal que les troupes, suivant l'exemple donné en Asie par les Kurdes, eux aussi ennemis héréditaires des chrétiens. La répression embrassa tout le territoire habité par les Bulgares, de sorte qu'il était visible qu'on essayait d'appliquer le système hamidien de pacification par la destruction. Des églises et des monastères furent brûlés, de vieux prêtres tués, des habitants coupés en morceaux et jetés dans les flammes, des enfants enfermés dans des fours ardents, des femmes violées et massacrées; et à Kirkilissé (Lozengrad), où devait se livrer plus tard le combat rémunérateur, les Albanais tuaient les gens dans les rues et enlevaient les jeunes filles pour le harem[1].

Comme dans le cas des Arméniens, l'Europe prit seulement des mesures pour maintenir, par des réformes semblables à celles de l'île de Crète et des provinces slaves avant 1876, la domination turque. Le projet, approuvé, du consul français de Salonique, Steeg, prévoyait un gouverneur spécial, nommé avec l'assentiment des Puissances, des inspecteurs européens, des budgets réglés pour chaque vilayet. Pendant que la Porte nommait des commissions d'enquête à Constantinople et Monastir, Hilmi-Pacha obtint l'administration de la Macédoine avec des « directeurs »-ministres comme ceux de la Roumélie Orientale, parmi lesquels un « directeur politique », espèce de président du Conseil. On permettait aux chrétiens d'être gendarmes à côté des redoutés gendarmes albanais, on prenait des mesures pour une meilleure justice; on alla même plus loin par le projet

1. I. F. Voïnov, *La question macédonienne et les réformes en Turquie*, Paris, 1905, pp. 112-127; Gaston-Routier, *La question macédonienne*, Paris, 1903.

russo-autrichien, élaboré par le baron Calice, représentant de l'Empereur-Roi. Le gouverneur était nommé pour trois ans, la gendarmerie avait des chefs européens, les communes recueillaient l'impôt[1]. Il était question, ainsi que le dit Steeg, d'une large indépendance locale, destinée à empêcher les tendances d'oppression des autres nationalités de la part de celles qui annexeraient une province à leur propre État, de l'affaiblissement de l'influence « des agitateurs politiques » sur une population mécontente des conditions économiques, sociales, administratives et fiscales, de la suppression des « abus[2] ». La Porte déclara, le 25 février 1903, accepter ces mesures, qu'elle considérait d'ailleurs comme un « complément » de son propre projet de réformes. Cela lui coûtait si peu et contentait tant de gens !

La population macédonienne n'était pas en mesure de juger, ni même, en grande partie, de reconnaître ce que l'on avait fait à son profit « sans distinction de nation et de religion ». Il y avait cependant les « agitateurs politiques », intéressés à ce que ce nouveau régime, même s'il eût été appliqué sincèrement, ne prît pas racines. Ils voulaient l'annexion à la Bulgarie, ou du moins la phase préparatoire de l'autonomie, faiblement reliée à l'Empire, pour les 2.000.000 d'habitants (1.200.000 Bulgares).

« La grande insurrection des vilayets de Monastir[3] et Andrinople », unie à l'attentat de Salonique, où on jeta des bombes, et à l'assassinat du consul

1. Iorga, loc. cit., pp. 599-600. Cf. Le point de vue grec dans Michel Paillarès, *L'imbroglio macédonien*, Paris, 1907.

2. Voïnov, loc. cit., pp. 129-130.

3. Les comitadschis pillèrent le grand centre des Roumains, Krouchévo; Voïnov, loc. cit., p. 153.

russe de Monastir[1] par un gendarme, fut la réponse faite à l'Europe. Quelle pouvait être l'attitude du gouvernement bulgare ? Il était, de son côté, fidèle au principe que « sans la Macédoine il est impossible qu'un État bulgare indépendant sous les rapports politique, spirituel, et économique se développe, car il sera privé des forces, de l'espace et du bien-être nécessaires. Si on enlève à la petite nation bulgare un million de Bulgares de Macédoine, elle sera très faible en comparaison des peuples circonvoisins et elle sera toujours pressée par eux ; si l'État bulgare ne débouche pas à la Mer Égée, il sera condamné à être tributaire, sous le rapport économique, de Constantinople, de la Mer Noire et du Danube. Pour que la Bulgarie puisse exister et prospérer, il faut qu'elle embrasse toutes les contrées bulgares[2]. » Ce qui n'empêchait pas, le 4 février 1903, le premier ministre Danev de faire en plein Sobranié ces déclarations : « Nous n'avons aucune intention de conquête en ce qui concerne la Macédoine et nous serons heureux si l'ordre se rétablit dans ce pays et si on assure à nos congénères de ces provinces le droit individuel ». Ce ministère tomba à cause des mesures qu'il avait cru devoir prendre, à la demande de la Russie, contre les comités, et ce fut un gouvernement plus « turcophile », celui de Pétrov[3] et Petcov (mai)[4], qui prit sa

1. Les Albanais de Cossovo avaient tué à coups de fusils le consul russe de Mitrovitza.

2. Voïnov, loc. cit., p. 191.

3. Ancien instituteur, pour devenir général) (Gaston-Routier, ouvr. cité, p. 31 et suiv.).

4. Né dans la Dobrogea, ancien officier, ancien maire de Sofia (*ibid.*, pp. 33-34). Un Macédonien très doué, Guénadiev, tué tout dernièrement, faisait partie du ministère, un autre ministre, J. Chichmanov, représentait la jeune intellectua-

succession. Puis, de nouveau, contrairement à toute attente, ce gouvernement « pacifique », qui avait envoyé à Constantinople un ami des Ottomans, Natschévitsch, tenait à la Turquie, le 10 août, alors que l'insurrection recommençait, plus furieuse, et que la Russie manifestait à cause de l'assassinat de son consul à Monastir[1] ce langage : par ses mesures récentes de persécution, elle a « exaspéré davantage la population bulgare et a ravivé le mouvement révolutionnaire dans ces provinces », « persécutant, terrorisant et ruinant la population bulgare dans les grandes villes comme dans les plus petits villages », — suivait ensuite toute la liste des péchés de divers degrés commis « dans les vilayets de Salonique, de Monastir, d'Uskub et d'Andrinople », — ce qui a jeté en Bulgarie plus de 6.000 fuyards. On ajoutait aussi les envahissements du clergé grec, qui ravissait les églises et détruisait les livres slavons, les abus contre la propriété rurale bulgare, que les Musulmans veulent s'annexer, laissant les villageois dans un état de servage, la fermeture des écoles par l'administration ottomane et l'arrestation par milliers des suspects. Après quelques semaines, le prince se plaignait aux Puissances qu'à cette « extermination de la population bulgare des provinces européennes de la Turquie » s'ajoute, pour troubler la paix, la mobilisation de la part de l'Empire, dans « l'intention d'entreprendre, à un moment favorable, une action hostile contre la Principauté », ce qui devait « amener fatalement une rencontre armée entre la Turquie et la

lité. C'est dans ce même ministère que débuta le général Savov.

1. On parlait d'une alliance russe-bulgare (Gaston-Routier, ouvr. cité, p. 107 et suiv.).

Bulgarie », si les Puissances n'interviennent pas. Au cas contraire, la Principauté « sera obligée de prendre les mesures nécessaires pour être prête à toute éventualité et pour se protéger contre toute surprise[1] ». On voulait une commission de réforme selon la note austro-russe dans laquelle les Bulgares auraient eu la moitié des votes et celle, mixte, ayant des membres de chaque nation macédonienne, qui fut nommée sous la présidence d'Hilmi-Pacha, était loin de satisfaire le gouvernement de Sofia.

Il est impossible de perdre de vue, d'après ce que l'on connait relativement aux pratiques et méthodes diplomatiques du Département Asiatique de Pétersbourg et de ses agents dans les Balcans, la relation entre ces menaces formelles, auxquelles correspondaient naturellement les préparatifs nécessaires, et les scènes odieuses de décadence byzantine, qui, au su du consul russe, se passèrent à Belgrade au mois de juin 1903.

Le roi Alexandre avait adopté, après son mariage qui, quelles que fussent les critiques du public, l'avait rendu pleinement heureux, une politique de réconciliation. Les radicaux furent rappelés et la nouvelle Constitution, octroyée avec l'assentiment de tous les partis, en 1901, à l'occasion du cinquantenaire de l'expulsion des Turcs de Belgrade, créant un Sénat pondérateur, restituait cependant la nation dans ses droits. On lui répondit par l'arrivée, à Chabatz, en 1902, d'un aventurier, en uniforme de général serbe, qui voulait proclamer roi le prince Pierre Caragéorgévitsch. Le général Tzintzar Marcovitsch, Roumain d'origine, fut donc chargé d'ajourner, le

1. Voïnov, ouvr. cité, p. 190 et suiv.

7 avril 1903, cette nouvelle Constitution aussi, pour faire, au nom de l'autorité absolue du roi, le procès des radicaux. Après une série de tentatives qui n'aboutirent pas, on arriva au complot du 10 juin, jour de l'assassinat du prince Michel. Conduit par l'ancien beau-frère de la reine, le colonel Machine, qui ne pouvait se faire à l'idée que l'héritier présomptif serait le frère de Draga, le lieutenant Nicodème Louniévitza, les officiers initiés au complot pénétrèrent dans les couloirs étroits de l'ancien Konak, où habitait la famille royale, et, après avoir cherché dans toutes les chambres les victimes qu'ils s'étaient choisies, les criblèrent de balles et de coups de sabre pour jeter, avec une barbarie africaine, les corps sanglants par le petit balcon de la façade[1]. Marcovitsch et Nicodème furent tués en ville, pendant que les habitants, qui aimaient Alexandre, se réveillaient désorientés et terrorisés aux bruits des coups de feu, qui furent suivis, au point du jour, par de sauvages scènes de joie : son de cloches, musique, drapeaux en bannière. Dans la petite église de Paliloula, où repose le malheureux jeune prince Milan, furent cachés furtivement, dans la terre à peine remuée, les deux cadavres. Nous avons vu nous-même le plancher mal assuré qui les recouvrait, les mesquines croix en fer-blanc à l'inscription « Cral Alecsandar, Cralitza Draguina » et nous avons été touchés par l'immense multitude de pauvres, de femmes en deuil, d'enfants, qui venaient fixer un petit cierge à la place qui contenait les restes du plus odieux crime politique du siècle.

1. Révélations d'un Français, dans le journal « Écho de Bulgarie », novembre 1913.

La Skoupchtina pour l'élection du roi fut convoquée sous le régime de la Constitution d'Alexandre, rétablie par le ministère Avacoumovitsch, auquel le colonel Machine avait donné le pouvoir. On avait fini avec les Obrénovitsch et leurs parents : Vélimir, le fils naturel de Michel, était mort à Munich, où il vivait dans une société d'artistes; le fils naturel de Milan avec Madame Arthémise Cristitsch ne devait faire parler de lui que beaucoup plus tard. Pierre Caragéorgévitsch, âgé de cinquante-sept ans et père de deux fils, Georges et Alexandre, fut proclamé roi et, contraint à ne pas prononcer une parole de désapprobation sur ce qui s'était passé, il accepta. Il devait régner par ceux qui lui avaient donné le trône, sous le régime de la Constitution du 18 juin, qui écartait le Sénat au profit de la Skoupchtina, élue par scrutin de liste, et qui devait être, en nombre double, une Grande-Skoupchtina pour les cas où en Bulgarie il fallait assembler le Grand-Sobranié. L'Europe, sauf l'Autriche et la Russie, dont la première flétrit l'assassinat, ne reconnut pas le nouveau roi, et l'Angleterre retira son ministre de Belgrade.

On doit ajouter que, bien que la défunte épouse du roi Pierre fût la fille du prince Nikita, les relations avec celui-ci étaient très mauvaises, et on le vit bien par le mariage de Mirco, le second des fils du souverain monténégrin, avec Mlle Constantinovitsch, parente de Catherine et d'Anca, les amies de Michel et dont le sang fut versé avec le sien. Une princesse du Monténégro avait épousé le frère d'Alexandre I de Bulgarie, le prince François-Joseph, apparenté à la dynastie anglaise. Allié, dès 1896, à la maison régnante d'Italie, par le mariage de sa fille Hélène

avec le futur roi Victor-Emmanuel, aux dynasties allemandes, étroitement liées entre elles, par le mariage de son héritier avec la duchesse Jutta de Mecklemburg-Strelitz, relevé comme situation par le titre d'Altesse Royale, qu'il prit en 1900, le vieux prince-poète, dont l'importance européenne s'était beaucoup accrue, rendit plus étroites ses relations avec son peuple en transformant le régime constitutionnel de 1868 et 1874, avec un Sénat législatif et des ministres, en celui de la Constitution de 1905[1], qui octroyait une presse libre, un Conseil d'État, une Cour des comptes et une Skoupchtina pour quatre ans, élue en partie par le pays. Dans la nouvelle vie de partis, assez troublée[2], on soupçonnait la main de la Serbie.

En ce qui concerne la Grèce, elle usera encore ses forces dans les luttes nuisibles entre les partis : trikoupistes, conduits maintenant par Théotokis (président du Conseil, 1899-1901, 1903-1909), et déliannistes, « nationaux », dont le chef fut tué par un individu mécontent d'une mesure défendant les jeux de hasard, en 1903, parti bientôt dispersé par suite de la mort du chef, entre les adhérents de Rhallis (président du Conseil, 1901-1903) et ceux de Mavromichalis, descendant des begs de la Maïna. Quand il n'était pas question d'intérêts matériels, la lutte des « intellectuels » se livrait pour ou contre la traduction de l'Écriture en langue vulgaire, ou

1. Afin de conserver le régime de petite propriété, qui pouvait être mis en péril par l'achat en masse de terres turques, on avait décidé, vers 1890, que personne ne pourrait posséder plus de 20 mesures de terre (Laveleye, loc. cit., pp. 189-190).
2. Il y eut un complot contre le Souverain.

pour ou contre le purisme d'une traduction d'Eschyle[1].

Dans ces conditions, la Bulgarie réclamait en entier, comme relevant de son droit exclusif, la Macédoine. « Pendant vingt ans », disait en 1907 l'ancien ministre Danev, pour excuser les massacres commis contre les Grecs par les bandes, « nous avons cru que la Macédoine était une province bulgare[2] ». L'Autriche et la Russie, qui entendaient se conserver cependant un rôle dans la Péninsule et que menaçait également l'idéal de ce pupille de leurs rivalités, qui s'était développé trop vite et avait une trop grande confiance dans ses forces, intervinrent. Après la visite du Tzar Nicolas à Vienne et à Muerzsteg, on arriva aux décisions prises dans cette dernière localité, qui furent ensuite transformées, le 22 octobre 1903, en un règlement définitif pour la Macédoine. Il prévoyait le contrôle des réformes par un agent civil de chacune des deux Puissances, qui étaient devenues de fait les protectrices de la province, la nomination d'un général européen comme chef de la gendarmerie, l'essai de créer des *vilayets par nationalités*, outre des secours pour ceux qui avaient souffert des dommages et pour les fuyards, le rétablissement des églises et des écoles détruites et le licenciement des rédifs, la dissolution des troupes de bachibouzouks. Il ne restait à la Bulgarie que la nécessité de conclure avec la Turquie une convention

1. Voy. Krumbacher, extrait des « *Münchener Neueste Nachrichten* ».
2. Paillarès, ouvr. cité, p. 373. Cf. A. Schopoff, *Les réformes et la protection des chrétiens en Turquie (1673-1904)*, Paris, 1904.

pour défendre l'action des bandes. Les officiers bulgares, qui les avaient conduites jusqu'alors, devaient être arrêtés à la frontière et la sortie de troupes armées rendue impossible, — ce qu'on fit d'une manière honnête, le danger macédonien étant en même temps un élément d'anarchie dans la vie de la Principauté elle-même.

Mais Sarafov (qui fut tué bientôt par les compagnons de Sandanski, partisans d'une Macédoine autonome, en 1907) continua à diriger pour son propre compte la lutte dans les vallées de ces comitadschis, mais plutôt contre les Grecs, qui avaient maintenant eux-mêmes, au Sud, leurs bandes, sous le « héros » Paul Mélas, et au Nord sous la conduite des seuls évêques[1]. En 1906, pendant l'été, comme une vengeance nationale, les Bulgares de Varna, Anchiale, Philippopoli, Sténimaca, et même de Roustschouk, se jetèrent, après les meetings de Sofia, sur les églises, les écoles et les clubs des Grecs et firent ce qu'ils avaient déjà fait à Ochrida, rasant les inscriptions sacrées, changeant les patrons des églises, réduisant en ruines les établissements des rivaux. Une grande partie de la population grecque innocente (13.000 en regard de 20.000 Bulgares à Philippopoli; 7.000 Grecs, d'origine plutôt roumaine, en regard de 5.000 Bulgares à Sténimaca-Asénovgrade, 6.000 Grecs sur 9.000 Bulgares à Varna, 5.000 Grecs, avec un évêque, à Anchiale) s'enfuit, et le gouvernement hellénique dut lui chercher un abri en Thessalie. La Turquie, de son côté, ne fit pas d'observations, pas plus que l'Europe, si miséricordieuse

1. Cf. Paillarès, ouvr. cité et le *Livre jaune* pour la Macédoine, 1903-1905.

auparavant, et, malgré la plainte portée par la Grèce et le Patriarcat, cette brutale violation du droit de propriété la laissait indifférente.

Mais la Bulgarie faisait aussi des efforts contre les Serbes et les Grecs, surtout contre les Roumains, des centaines de mille d'habitants de la Macédoine, qui, après la disgrâce, à Bucarest, de leur premier chef, et le seul vraiment capable, Apostole Margarit, qui s'appuyait aussi sur le clergé catholique, français et italien, n'avaient plus trouvé de conseillers, bien que, à la demande du gouvernement roumain, la Turquie eût reconnu en 1905 leur nationalité, mais sans créer une Église nationale. On organisait à Bucarest des meetings contre les Grecs assassins en Macédoine (juin 1906), aux applaudissements des Bulgares, devenus de cette manière les alliés des Roumains[1], et la Roumanie avait rompu ses relations avec la Grèce dès 1893-96 pour une querelle concernant l'héritage du Macédonien Zappa — en échange, à Belgrade, une rue était nommée Rue d'Athènes; — le ministre des Affaires Étrangères, le général Lahovary, recevait, en les encourageant, les manifestants pris d'une chaleureuse indignation contre des procédés inouïs. On fit une intervention à Athènes, et on n'obtint que la réponse, donnée avec l'air le plus innocent, que les choses qui se passent en Macédoine peuvent être regrettables, mais sont du ressort du Patriarcat, et ce Patriarcat dépend d'un autre gouvernement que celui de l'Hellade. Après de nouvelles manifestations à Braila,

1. Le ministre de l'Instruction Publique de Bulgarie, M. Chichmanov, avait visité Bucarest, cherchant un rapprochement, dès 1904; Iorga, *La Roumanie, ses voisins et la question de l'Orient* (en roumain), Bucarest, 1912, p. 3 et suiv.

plus tard à Galatz, où le consulat de Russie fut dévasté, on décida de ne plus renouveler la convention commerciale qui expirait le 1er juillet et d'expulser ceux des sujets helléniques qui, comme le riche banquier Chrysovélonis, avaient eu des relations notoires avec la société de propagande révolutionnaire de Grèce. Il était question d'un boycottage des Grecs, mais ceux des Roumains de Macédoine qui étaient établis dans le royaume ne se décidèrent pas à revenir dans leur patrie, ainsi que leur avait demandé l'institutrice de l'école roumaine de Constantinople, pour combattre franchement l'ennemi, et l'idée de bandes à opposer aux bandes fut désapprouvée par toute l'opinion publique d'un pays doux et humain. L'assassinat du grand propriétaire de moulins grec de Giurgiu, Constandatos, bien qu'il ne fut pas puni par les jurés, fut flétri par toute l'opinion publique saine du pays. Pendant l'été de l'année 1907, sans que les prétentions roumaines eussent été satisfaites, la Russie amenait, sous le gouvernement Sturdza, une reprise des relations, bien qu'à la même époque le ministre de la Guerre, général Averescu, se rendit à Constantinople.

Au mois de juin de cette même année, l'abordage d'un torpilleur bulgare à Roustschouk par le bateau de voyageurs roumain amena des offenses grossières contre les officiers et les fonctionnaires de la navigation roumaine.

En même temps, l'Europe, — qui avait imposé à la Turquie, par les sommations de sa flotte à Lemnos et Lesbos, l'acceptation d'agents financiers pour la Macédoine, — s'imaginait que, du moins pour quelques années, sous le régime des gendarmes chrétiens du général italien Robilant, qui devint, par les mesures

de 1908, un Pacha ottoman, l'ordre était rétabli en Macédoine; elle accourut pour éteindre l'autre incendie, qui s'était allumé, cette même année, en Crète.

Contre le prince Georges, qui était arrivé à l'autocratisme par la méconnaissance des circonstances spéciales de la vie crétoise, on arriva à la révolte de mars 1905, l'opposition « se retirant dans la montagne », où se forma de nouveau l'Assemblée Nationale, qui revint à l'ancien point de vue de l'Union avec la Grèce. On résista pendant plusieurs mois à l'Europe et on finit par accepter comme condition pour le rétablissement de l'ordre le départ du prince. Le roi Georges garda cependant son droit de nommer un commissaire général, et ces fonctions furent attribuées par lui au paisible politicien Alexandre Zaïmis, ancien président du Conseil de Grèce, qui donna à l'armée et à la gendarmerie des officiers grecs et présida à l'évacuation de l'île par les troupes européennes. Dans l'île de Samos, le bey Kopassis provoqua l'Assemblée, qui dominait de fait le pays, et amena la révolte de Vathy, en 1908[1].

1. Miller, loc. cit., p. 472. Cf. Le *Livre jaune* pour l'île de Crète, 1905 et A. J. Reinach, *La question crétoise vue de Crète*, Paris, 1910. Cf. Victor Bérard, *Le Sultan l'Islam, et les Puissances*, Paris, 1906.

CHAPITRE XXII

La Révolution turque de 1908. Ses conséquences. Annexion de la Bosnie et de l'Hertzégovine. Indépendance de la Bulgarie. Combat des alliés chrétiens pour la Thrace et la Macédoine. Discorde mutuelle et nouvelle guerre. Paix de Bucarest (1913).

Mais au lendemain de l'entente austro-russe de Réval, éclata, le 3 juillet 1908, dans le petit centre macédonien de Resna, la révolte des officiers Enver et Niazi, qui appartenaient à l'organisation révolutionnaire secrète, empruntée aux chrétiens que ces officiers étaient venus contenir. Le Sultan, docile en apparence, rétablit la constitution de Midhat. Il n'y avait plus dorénavant une Macédoine à troubler ou à partager : les Jeunes Turcs, proclamant les principes de la Révolution française, déclaraient en même temps que cette région, que l'Europe appelait Macédoine, est leur héritage ancestral, inaliénable, que les combattants chrétiens, dont plusieurs, et surtout les Bulgares de Sandanski, reçus fraternellement à Salonique, s'étaient réunis aux armées de la liberté et les avaient accompagnées à Constantinople, participant ensuite à la lutte contre la réaction, n'ont qu'à jeter le fusil et le handschar pour défendre, par la voie constitutionnelle, les besoins locaux. Car il n'y avait plus désormais d'aspirations nationales du moment que *tous étaient citoyens*, *donc tous étaient Osmanlis*,

dans l'État des Osmanlis, et quant aux Puissances, elles n'avaient plus rien à voir sur un territoire où *la nation ottomane* venait accomplir sans partialité aucune l'œuvre de civilisation. De fait, comme dans la France de 1789, ceux qui avaient été ennemis jusqu'alors, Turcs et Chrétiens, Bulgares et Grecs, se réconcilièrent allant jusqu'à des accolades publiques. Le parti des « vrchovistes » fut vaincu par celui de Sandanski, qui, ainsi que nous l'avons déjà dit, désirait la formation d'une Macédoine autonome et qui se leva à ce moment pour parler franchement dans le nouveau Parlement de l'Empire, contenant, il est vrai, à côté de 27 Grecs et 22 Albanais, et même de 10 Arméniens, seulement 5 Bulgares, 4 Serbes, et un Roumain, le Dr Philippe Michéa; le Dr Dorev, représentant au milieu de Bulgares du nouveau courant ottoman, exprima dans cette Assemblée la décision d'une partie de ses concitoyens de Macédoine de travailler pour le progrès de la province dans les limites de l' « idée d'État ottoman ». Cependant une nouvelle loi scolaire ne contenta personne[1].

La Bulgarie ne pouvait pas faire partie, bien entendu, d'un pareil Empire militaire, strictement national, qui pensait à punir le « vali » viennois de Sofia et à tendre la main à la Roumanie par-dessus le « Quadrilatère » conquis[2], et, du reste, depuis longtemps elle ne payait plus son tribut et avait menacé déjà maintes fois « la Puissance suzeraine », après de

1. Cf. A. Sarroy, *La Jeune Turquie et la révolution*, Paris, 1912, et le beau livre de Bertrand Bareilles, *Les Turcs, ce que fut leur empire*, Paris, 1917, p. 231 et suiv.

2. Basribeg de Dukagjin, *Le monde oriental et le problème de la paix*, Paris, 1919, pp. 26-27.

vertes réprimandes, de la guerre. L'offense faite à l'agent bulgare de Constantinople, qui ne fut pas invité à un dîner diplomatique, n'était pas sans doute nécessaire pour provoquer le conflit. Le ministère Malinov s'entendit donc avec le prince Ferdinand, qui revenait de Vienne, et, au lendemain de l'annexion par la monarchie austro-hongroise de la Bosnie et Hertzégovine, on proclama l'indépendance du pays (5 octobre). Par la convention de mars 1909, confirmée le 19 avril, convention proposée par celui que le décret d'ouverture du Parlement ottoman qualifiait de « vali de la province de la Roumélie Orientale », on promettait à la Turquie, en échange pour les arriérés de tribut et les droits perdus, une somme de 100.000.000 marcs, pour laquelle l'ambassadeur de Russie à Constantinople donna une quittance qui passa au compte des sommes dues par la Porte à l'autre Tzar. On créait en même temps au culte musulman une meilleure situation. Une convention de commerce fut mise en discussion.

Ce changement signifiait cependant quelque chose de plus. Si le choix de Trnovo pour la proclamation du Tzarat de l'indépendance peut être mise en relation avec la Constitution de 1878, votée dans cette ville, *le titre de Tzar des Bulgares, que prit Ferdinand I, avait évidemment le sens du rétablissement de la Bulgarie impériale de jadis*, tendant vers la possession de Constantinople, jusqu'aux murs de laquelle étaient arrivées les armées du vieux Siméon pour y proclamer le nouveau César. Bien que, dans l'état où les luttes acharnées de partis avaient amené l'opinion publique, cette mesure n'eût pas l'écho attendu, bien qu'on trouvât dans le camp des socialistes de mo-

dèle russe et des agrariens ruraux, qui leur ressemblaient, des hommes qui ne voulaient pas reconnaître la nouvelle couronne du souverain parce qu'elle ne lui avait pas été offerte, comme en Roumanie, en 1881, par le Corps Législatif, mais avait été prise par lui-même comme « usurpateur » des droits nationaux, le « fait accompli » de Trnovo est sans doute un des actes les plus importants de l'histoire nationale bulgare. Tout un programme impérial résidait dans ce titre seul du Tzar non couronné — Pierre I, l'orthodoxe, avait reçu l'huile sainte sur son front au monastère de Jitscha, mais Ferdinand était resté catholique, — et le danger pouvait venir seulement d'un accomplissement trop rapide et littéral. De leur côté, les Puissances retardèrent la reconnaissance du nouvel état de choses. Très bien reçu à Pétersbourg, où il alla prendre part à la cérémonie de l'enterrement du Grand-Duc Vladimir (février 1910), Ferdinand n'en rapportait pas un appui à sa nouvelle situation, mais, aussitôt après la signature de la convention avec la Turquie, et avant sa confirmation par le Parlement ottoman (6 mai), le Tzar félicita son nouveau cousin royal et à ce moment la Serbie, la Roumanie, l'Italie ajoutèrent aussi leur reconnaissance. La visite à Londres et à Paris du Tzar et de la Tzarine Éléonore, née princesse de Reuss, accrut sa sécurité et le prestige de la dynastie. Le Grand-Sobranié de 1911 vota, non sans des luttes désagréables, le lendemain de la discussion animée concernant la mise en état d'accusation des ministres stamboulovistes, les changements exigés par la nouvelle situation politique du pays.

Les Puissances allemandes avaient eu en 1908 plutôt le souci de fixer les relations financières du Tzarat

avec la Compagnie des chemins de fer orientaux — confisqués en partie par les Bulgares, — question à laquelle étaient mêlés un si grand nombre de capitaux occidentaux. Mais une autre décision de même date paraissait devoir provoquer des conflits européens, celle de l'Autriche-Hongrie, qui venait d'annexer difficilement la Bosnie et l'Hertzégovine, qu'elle avait jusqu'alors « occupées » seulement; en échange, les garnisons impériales furent retirées du sandschak du Novibazar. La Nouvelle Turquie, qui se rendait compte maintenant de ce qu'elle avait hérité d'Abdoul-Hamid, ne pouvait opposer autre chose que la résolution de l'opinion publique de boycotter les marchandises autrichiennes. Par la convention du 27 février 1909, le ministère turc consentit à accepter comme dédommagement pour les terres « vacouf » (dépendant des mosquées), mais de fait comme simple paiement, la somme, très importante dans ces circonstances, de 54.250.000 couronnes; on promettait en outre des concessions en rapport avec la future politique économique des Jeunes Turcs et le renoncement aux droits qui découlaient des capitulations. Les habitants des nouvelles provinces impériales et royales gagnèrent quelque chose de beaucoup moins utile, à savoir une Constitution, comme compensation pour le renoncement à leur rêve national d'union avec les frères serbes en deçà du Drine. Mais les résolutions de la diète de Séraïevo devaient être approuvées à Vienne ou à Pesth.

Le coup porté à la Serbie et au Monténégro réveilla cependant dans ces deux pays la douleur la plus profonde et la plus légitime. *On pouvait croire qu'une guerre éclaterait entre le petit État danubien et la*

Monarchie qui avait accru son étendue aux dépens des intérêts nationaux de ce royaume voisin.

On espérait l'appui de la Russie, et le parti guerrier, conduit par le prince Georges, l'héritier du trône, tempérament passionné et difficile à dominer, demandait le commencement à tout prix des hostilités. Mais la Russie, intimidée par l'Allemagne, intervint elle-même pour contraindre la Serbie à une déclaration de paix et de renonciation. Le 9 mars, le gouvernement de Belgrade déclara qu'il confiait ses intérêts aux Puissances, et à savoir sans réserve aucune. On lui en tint compte dans la réponse austro-hongroise, dictée par l'Angleterre, dans le sens que « l'Autriche-Hongrie ne désirait en aucune façon exercer une pression sur la Serbie ni entraver le développement normal de ses forces défensives », de sorte que le royaume peut désarmer sans crainte d'être attaqué et de perdre son intégrité territoriale et son indépendance (30 mars). Le traité de commerce, qui avait été ajourné pendant longtemps, fut remis en discussion. Le prince Georges, accusé par l'opinion publique d'actes de brutalité, renonça à ses droits d'héritier, le 25 du mois. Le ministère de coalition fit place ensuite, le 13 octobre, au ministère Pachitsch, qui fut bientôt complété par les jeunes radicaux, — ménage commun, un peu difficile, qui finit par la formation au mois de juillet 1911, du ministère vieux-radical de Milovanovitsch.

Le profit que retira le Monténégro, qui avait menacé ne plus vouloir observer le traité de Berlin en ce qui concerne les restrictions imposées à son indépendance, fut plus sérieux. Ces restrictions, regardant le port d'Antivari, fermé aux vaisseaux de guerre, la

fortification de la frontière du côté de Scutari, tombèrent par les actes du mois d'avril, mais Antivari resta cependant un port de commerce. Au cours des grandes fêtes pour le cinquantenaire du règne du prince, la Skoupchtina, qui avait remplacé une « assemblée serbe » incommode, dissoute en 1907, lui fit la proposition de le proclamer roi, et Nikita I prit cette décision le 29 août 1910. Le roi du Monténégro convoitait les possessions des seigneurs de la Zenta du Moyen-âge et il eut sa part dans la révolte des Malissores du Nord de l'Albanie; mais l'exposé de cette révolte appartient à la « croisade » suivante.

Laissant de côté le fait que la mesure de l'Autriche avait été prise d'accord avec l'Allemagne, qui se chargea, ainsi que l'on dit, de la mission d'empêcher les protestations russes[1], on ne pouvait s'attendre à une opposition contre le consolidement et le rehaussement de prestige de la Bulgarie du côté des Grecs. Ils attendaient paisiblement l'annexion de la Crète au royaume de l'Hellade, qui, dans les derniers temps, passant par la plus difficile des crises, pareille à celle qui avait coûté à Othon I son trône, était arrivé à une situation stable, que personne n'attendait. Elle était due à l'intervention sûre d'un « étranger », le Crétois Vénizélos, personnalité d'un très grand talent, qui avait représenté les tendances d'avenir de son île et qui, après un conflit avec le prince Georges, allait venir à Athènes, en député de sa petite patrie, pour inaugurer une politique nouvelle. Elle se dirigera contre ces partis de clientèle et d'intérêts matériels, contre ces syndicats politiques auxquels était venus se mêler pour accroître le chaos

1. Miller, loc. cit., p. 482 et suiv.

le mécontentement de l'armée pour la défaite en Thessalie, la formation d'une ligue d'officiers, l'éloignement de l'héritier du trône et de ses frères. Après l'ère des « remueurs d'or » avant 1877, qui avaient provoqué dans un seul jour la perte d'une quarantaine de millions, il y avait eu le choc entre une vie civile démoralisée et une caste militaire indisciplinée, entre les faux constitutionnels coutumiers et entre le pronunciamento. Ne voulant se servir d'aucun des moyens classiques par lesquels on arrivait au pouvoir, « l'homme nouveau » trouvera un appui dans l'opinion publique depuis longtemps rebelle aux incitations des spécialistes de la politique[1]. D'aspect serein, les calmes yeux bleus sous le large front dégarni, entouré déjà de fins cheveux blancs, il paraîtra apporter une missive d'apaisement et de progrès.

La déclaration d'union de la Crète avait trouvé à Athènes un ministère Théotokis, avec lequel le gouvernement révolutionnaire de l'île, présidé par Michélidakis, et ayant, parmi ses quatre membres, aussi cet ancien agitateur pour l'autonomie qui était Vénizélos, n'arriva pas à s'entendre. La Grèce n'osa pas se mettre en mouvement, laissant aux Crétois le soin d'introduire dans leur vie administrative et judiciaire toutes les formes existant dans le royaume et attendant une décision des Puissances qui n'arriva qu'au mois d'octobre 1908, retardatrice et peu claire. Cependant les troupes européennes abandonnèrent

1. Déjà en 1874 un diplomate, Belle, l'avait observé : « Il y a », dit-il, « du reste, dans la société athénienne, une tendance prononcée à se désintéresser des crises gouvernementales et à s'exiler de ce groupe de politiciens dont le verbiage agace comme le bourdonnement d'insectes malfaisants » (*Voyage en Grèce*, Paris, 1881, p. 140).

complétement l'île après s'être convaincues que l'ordre public pouvait être conservé et que les Musulmans sont à l'abri de toute espèce de persécutions. Lorsque le gouvernement alla plus loin et ordonna que le drapeau hellénique fût hissé à la Canée, les vaisseaux d'observation parurent et l'abattirent d'un boulet. Les voyages du roi Georges à Paris (juin 1909) et Rome (juin 1910) pour obtenir une solution propice dans la question de la Crète, n'eurent aucun résultat.

De plus en plus la Turquie constitutionnelle sentait le besoin de se fortifier moralement pour une guerre. Le Parlement de Constantinople témoignait son désir que l'île restât ottomane. L'attitude du gouvernement jeune-turc devint aussitôt plus hardie : il était question de rappeler l'ambassadeur ottoman d'Athènes et d'envoyer une flotte dans les eaux de la Crète. Il contraignit le ministère Rhallis à des déclarations pacifiques, — « la Crète est entre les mains des Puissances, » — puis à de nouvelles déclarations assez humbles, accompagnées d'un appel à l'Europe (août), ce qui lui fit perdre tout son prestige et accrut le mécontentement public à un moment où, à l'exception de la Serbie, peut-être, tout le monde tirait profit de la liquidation de l'ancienne Turquie. La situation économique du royaume avait également empiré : la production avait diminué en général, l'exportation était inférieure à celle des autres années, avec un accroissement de l'importation jusqu'à une somme supérieure à 15.000.000 drachmes; l'émigration était tellement forte que la moitié des jeunes gens appelés au recrutement ne se présentèrent pas. La situation culturale n'était pas meilleure : sur 2.600.000 habitants, presque 700.000 étaient illettrés, bien

que le nombre des écoles élémentaires se fût élevé à 3.600 (dont presque 700 pour filles, 284 écoles « helléniques » 41 gymnases, 41 pensions, 4 écoles normales, 3 séminaires, 6 écoles de commerce, 8 écoles d'agriculture, une école polytechnique, une école de Beaux-Arts[1]). Constantin Zappas avait donné un million deux cent mille francs, gagnés dans les plaines de la Ialomitsa valaque, à la communauté de Constantinople pour une autre école de jeunes filles, deux cents mille francs pour des bourses d'études et toute une fortune pour le Zappéion, palais d'exposition permanente[2]; un Varvakis, un Bernardakis, un Bizaris, une Hadschi-Kostas avaient fait le même usage de leur grande fortune.

Dès le mois d'août 1909, l'armée, la « Ligue Militaire » demanda, par l'organe du commandant Zorbas, une réforme militaire : la nouvelle loi d'organisation (on décida ensuite le service de deux ans, 11 autres dans la première réserve, 19 dans la seconde, 7 dans la garde nationale), l'accroissement du budget de l'armée jusqu'à 23 millions de drachmes, l'élimination de l'armée des fils du roi, auxquels on attribuait l'insuccès de Thessalie, puis plus récemment, celui de Crète, sans parler de la candidature

1. La « Société pour le développement de l'enseignement », fondée en 1836, a un budget de plus de 300.000 drachmes. Le dr. Arsaki, ministre de la Valachie sous le Règlement Organique, lui a laissé une grande fortune pour fonder et entretenir l'école normale de jeunes filles (150 élèves), qui porte son nom, l'*Arsakéion* (voy. Deschamps, loc. cit., pp. 335-336). Du reste les grandes fondations venaient toutes de la générosité des « évergètes » établis à l'étranger. Des chiffres scolaires pour 1874 (1.195 écoles élémentaires et 63.000 élèves) dans Belle, ouvr. cité, p. 74; cf. *ibid.*, p. 23.

2. *Ibid.*

malheureuse du prince Nicolas dans l'île de Samos; l'Université devait être « purifiée ». Le 17 juillet, après des troubles dans les rues d'Athènes, Théotokis quittait le pouvoir : le ministère Rhallis contenait uniquement des hommes à grands noms : Zographos pour les Affaires Étrangères, Miaoulis à la Marine, Délianis à la Justice. Il ne dura pas longtemps devant les prétentions militaires et il fit place, le 29 août, au ministère Mavromichalis, soutenu aussi par Théotokis; le roi Georges lui-même l'avait prié de faire cette concession. L'ère des troubles ne cessa pas, bien que des mesures énergiques fussent décidées contre le lieutenant de marine Typaldos, qui attaqua Salamine et fut pris en combattant. L'Assemblée travaillait sous la pression des officiers, qui ne savaient pas même ce qu'ils devaient lui demander et la forçaient à voter en masse des lois saugrenues, chassant à leur gré les ministres. Zorbas fit partie du troisième ministère de la nouvelle ère, que forma, le 1er février 1910, Étienne Dragoumis, qui commença par voter un emprunt de 150.000.000 drachmes, outre un autre de 90.000.000, pour faire cesser enfin le cours forcé[1].

1. Le budget de 1911 porte aux revenus 234.331.600 drachmes, celui de 1912, sans compter les « revenus extraordinaires », qui passaient précédemment dans le budget, 144.000.000 drachmes; la dette publique dépassait un milliard; alors que la Serbie avait pour l'année 1910 aux revenus 115.000.000 dinars, une dette publique de 676.400.000 dinars (en 1885 elle était de 260.000.000), et la Bulgarie avait, pour 178.000.000 francs de revenus en 1911, une dette publique de 638.000.000 francs (elle n'existait pas du tout en 1890); Léon Lamouche (*La Bulgarie dans le passé et le présent*, p. 280) fixait pour 1891 le budget de la Grèce à 93.543,365, celui la Serbie à 46.196.865, celui de la Bulgarie à 75.549.030. A cette époque la Roumanie avait 164.869.000 francs aux revenus : elle dépassa bientôt 375.000.000.

Il était question maintenant de convoquer la Constituante[1].

Mais on n'avait pas encore obtenu une solution dans la question de la Crète, et le calme nécessaire manquait à l'intérieur. Un nouveau gouvernement crétois, formé de trois membres, dont M. Vénizélos était le chef, — au mois de mai il était question d'élire un prince étranger, — se trouva devant la révolte qu'avait suscitée dans la Nouvelle Turquie la décision de soumettre les députés mahométans aussi au serment pour le roi des Hellènes. Aussitôt la flotte européenne réapparut, pendant que dans toute la Turquie les marchandises grecques était boycottées.

Vénizélos comprit alors que c'était d'Athènes, et non pas de la Canée, qu'on pouvait résoudre la question crétoise. Il posa sa candidature aux élections pour la Constituante et il était élu, le 20 août, à une grande majorité. Quittant sa situation dans l'île, où le mandat de Zaïmis ne fut pas renouvelé, il se prépara donc pour le combat difficile qui l'attendait, destiné à transformer complétement la Grèce[2].

Dès le 19 octobre, après avoir énoncé son programme de gouvernement, il était appelé au gouvernement malgré les sentiments naturels que devait nourrir au commencement le roi envers celui qui avait rendu impossible le séjour de son fils en Crète. Il eut dès le début le courage de dissoudre, au milieu des applaudissements unanimes, une Constituante

1. La plèbe du Pirée attaquait en juin le bateau roumain « Empereur Trajan », à bord duquel se trouvaient les enfants princiers Marie et Nicolas. Le gouvernement grec dut faire des excuses et accorder des dédommagements. L'Italie avait défendu la dignité de la Roumanie.

2. Voy. Victor Bérard, *La mort de Stamboul*, p. 185 et suiv.

rebelle pour en élire librement une autre. Les politiciens, indignés de ce traitement, refusèrent un combat qu'ils étaient sûrs d'avance de perdre. A partir du mois de janvier et jusqu'au 11 juin 1911, la Chambre extraordinaire interdit les arrestations illégales, délivra la presse de ses liens, imposa l'enseignement populaire obligatoire, restitua l'héritier du trône dans son poste de commandant général de l'armée, permit les expropriations agraires dans l'intérêt public (en Thessalie les paysans n'avaient pas de terres), réduisit à un tiers le quorum de votes demandés pour une décision de la Chambre ; elle créa le Conseil d'État, donna l'inamovibilité aux magistrats en général et abolit le droit d'éligibilité au Parlement des officiers, qui jusqu'à ce moment n'avaient renoncé que, pendant le temps qu'ils siégeaient au Parlement à leurs droits de pension. Il en fut de même pour toute espèce de fonctionnaires, même pour les maires et les directeurs et représentants de sociétés commerciales. Dans la nouvelle Chambre, Vénizélos comptait 150 adhérents sur un nombre total de 181 membres (il y avait comme opposition 10 théotokistes, 8 mavromichalistes, 4 zaïmistes, 4 rhallistes — le chef lui-même était blackboulé — et 5 indépendants). Après la réconciliation avec la Turquie, au mois de mai 1912, le président du Conseil eut le courage de défendre l'entrée dans l'Assemblée aux députés crétois venus en Grèce malgré la surveillance de l'escadre européenne, et de cette manière on rendit vaine la tentative furtive de provoquer sa chute par une complication de politique extérieure.

A ce moment la Bulgarie avait le lendemain du Grand-Sobranié, un ministère tzancoviste, « progres-

siste », dont le chef était l'avocat Danev, homme décidé et opiniâtre, partisan d'une politique favorable à la Russie. Bientôt cependant des « turcophiles » le remplacèrent dans un Cabinet de coalition dont le chef était le nationaliste Guéchov. Il présida aux fêtes pour le majorat du prince Boris (2 février 1912), auquel succéda un voyage d'orientation en Europe (Vienne et Berlin) du roi lui-même (juin).

Mais le maintien de la paix dans les Balcans était devenu presque impossible. Les mesures imprudentes des Jeunes Turcs contre les anciens privilèges fiscaux et militaires des Albanais, et même contre l'alphabet latin, que ceux-ci avaient introduit depuis longtemps et auquel on voulait substituer maintenant l'alphabet arabe, irrita d'abord les Guègues du Nord et les Malissores catholiques, leurs voisins. En 1909, Dschavid-Pacha combattit en Albanie, alors que les nouveaux chefs de la nation cherchaient à l'organiser dans des congrès, comme céux de Dibra et de Bitolie, sous la forme albano-ottomane. Les régions remuantes de Prizren, de Diacovo, Ipek, des frontières de la Serbie, se soulevèrent avec Isa de Bolétin (Bolétinatz), suspect d'être au service de l'Autriche : le général Torgoud-Cherket le vainquit dans les défilés difficiles de Katschanik et le chassa en 1910. Suivit, au printemps, la révolte des Malissores. Et les Tosques de Valona et Argyrokastron étaient maintenant en mouvement, demandant les privilèges que leurs frères avaient obtenus en combattant. Prichtina fut conquise en avril 1912, après que la guerre contre l'Italie, pour Tripolis, avait mit d'une manière inattendue le nouveau régime turc dans une situation très difficile. Il fallut qu'un émissaire russe fût envoyé spécialement dans ce but à Cettigné pour que le Monténégro ne se

mêlât plus à cette affaire, qu'il sentait profitable à ses intérêts[1].

La visite du nouveau Sultan Mahmoud, qui avait remplacé Abdoul-Hamid déposé et emprisonné, dans ces régions (juin 1911) — mesure d'une rareté exceptionnelle — n'amena qu'un calme apparent jusqu'à ce que d'autres éléments albanais vinrent à la surface pour diriger la résistance. Au mois de mai 1912, on combattait contre les troupes de Fazil-Pacha dans le district de Scanderbeg, Ématia (Mat), et dans la région d'Ipek. Isa avait paru de nouveau comme chef, et il commandait dans la bataille de Mitrovitza; Diacovo, Prichtina tombèrent entre ses mains; le gouvernement turc offrit les meilleures conditions aux révoltés par l'intermédiaire d'Ibrahim-Pacha, au mois d'août[2].

A cette époque, le problème macédonien, que les Grecs n'avaient jamais oublié et qui avait amené des poursuites contre les évêques de Monastir et de Guevguéli et contre les chefs de bandes (fin 1911), s'imposait de nouveau. La nouvelle loi pour les églises, votée en 1910, qui permettait aux chrétiens indépendants du Patriarche et de l'Exarque de fonder des écoles et des églises, mais à la condition d'abandonner les anciennes, avait profondément blessé les Roumains et les Serbes sans contenter ou gagner les Grecs et les Bulgares, exaspérés de la surveillance exercée sur leurs écoles par les inspecteurs de l'État et surtout par le désarmement en masse, exécuté violemment pendant l'été de l'année 1910. Il était néces-

1. Voy. notre article « Albanien » dans le *Meyers Konversations-Lexikon*, XXII, XXIV; *Geschichte des osmanischen Reiches*, V, pp. 628-629. Cf. notre « Histoire de la première guerre balcanique » (en roumain), Bucarest, 1914.
2. Loc. cit.

saire que la paix entre l'Italie et la Turquie, qu'on négociait à Ouchy, près de Genève, fût signée au plus vite. A ce moment, Nicolas, le roi du Monténégro, commença à montrer une impatience guerrière toute particulière.

Les Turcs pouvaient croire qu'ils n'auraient affaire qu'à lui et à ses alliés parmi les Albanais, mais ils ignoraient, de même que toute la diplomatie européenne, ce qui s'était passé dans les derniers temps entre les États balcaniques, séparés par d'anciennes rivalités et par des haines profondes. On connaissait, il est vrai, l'intention d'Iswolski, ministre des Affaires Étrangères de Russie, de former une alliance des Slaves balcaniques, et on s'expliquait l'union accomplie entre les bandes chrétiennes de Macédoine en 1910 par les effets de cette agitation. Les visites du roi Ferdinand à Belgrade et du prince Alexandre à Sofia ne restèrent pas inobservées; les fêtes de Sofia, au commencement de l'année 1912, rassemblèrent les princes héritiers de tous les États du Danube et des Balcans, — ainsi même que le prince Ferdinand de Roumanie[1]. Par jalousie à l'égard des États d'outre-Danube, par méfiance envers un pays dont la politique se dirigeait normalement d'après celle de l'Autriche-Hongrie, sur la base d'une alliance dont on ne connaissait pas les clauses, par suspicion lors des visites des hommes d'État ottomans et de l'héritier, le prince Izzeddin, à Bucarest et à Sinaia, — une conven-

1. En septembre 1909 il y avait eu des négociations avec la Roumanie au sujet de la délimitation des îles pour un terme de dix ans; on négociait aussi l'établissement d'un pont sur le Danube, que les Bulgares voulaient du côté de Sichtov, tandis que les Roumains le désiraient du côté de Corabia.

tion militaire roumano-turque aurait été conclue — et, en ce qui regarde la Roumanie, par un mépris traditionnel, peu justifié, envers le monde balcanique, presque totalement inconnu et mal apprécié comme utilité politique, l'alliance qui avait déjà été conclue contre la Turquie, la première alliance chrétienne de destruction et récupération ne comprenait pas la Roumanie. Grave erreur, qui devait être réparée bientôt par la plupart des alliés et se retourner contre celui qui avait le plus dédaigné les bonnes relations avec le plus ancien, le plus étendu, le mieux peuplé et le plus avancé des pays du Sud-Est européen !

A qui faut-il attribuer le mérite de cette alliance? Pas à la Bulgarie certainement, dont le nouveau ministère était élu spécialement pour empêcher les complications, qui n'étaient pas à désirer à ce moment où la situation intérieure s'était à peine éclaircie, et d'une manière insuffisante. Et il ne faut pas l'attribuer non plus à la Grèce, malgré les offres secrètes faites à Sofia en avril 1911[1], par M. Vénizélos, qui observait la politique la plus strictement correcte dans les affaires de la Crète à l'égard des Jeunes Turcs et qui était pris encore par une grande et difficile œuvre de refonte économique, politique et morale. Mais la Serbie avait perdu ses espérances

1. Auguste Gauvain, dans la *Revue de Paris*, 1913, p. 651. Cf. J. E. Guéchoff, *La genèse de la guerre mondiale, La débâcle de l'alliance balkanique*, Berne, 1919, et *L'alliance balkanique, La question bulgare et les États balcaniques*; Iwanoff, *Les Bulgares devant le congrès de la paix*, Berne, 1919. Sur les projets antérieurs de Katitsch, de Trikoupis, de la société « Obilitsch », qui allait visiter à Severin les étudiants roumains, voy. *Fünf Jahre*, etc., p. 86 et suiv. Cf. ouvrage de Guéchov sur la conclusion de l'alliance.

sur la Bosnie et l'Hertzégovine sous une dynastie ayant besoin, envers les Serbes eux-mêmes et envers l'Europe, qui lui refusait la reconnaissance solennelle, du prestige de la victoire.

Quelque chose venait s'ajouter encore aux considérations précédentes : l'Allemagne avait empêché, en 1908, la Russie de dire son mot dans la question des annexions autrichiennes, qui changeait au profit de l'ancienne rivale l'état de droit dans la Péninsule Balcanique. La diplomatie russe n'est pas de celle qui oublient ; le lendemain de l'insuccès, son œuvre tenace recommence. Pour relever le prestige du Tzar aux yeux des Slaves du Sud, et pas en dernière ligne aux yeux des Bulgares, qui avaient proclamé leur indépendance et leur royauté avec l'aide et l'exhortation de l'Autriche, il fallait une intervention quelconque. Il est facile de comprendre donc comment ce fut Hartvig, le ministre russe à Belgrade, qui fut l'initiateur d'une alliance slave qui devait terrasser les Turcs en décadence, dont la véritable situation était connue par les Cours chrétiennes des Balcans et surtout à Sofia. La Grèce fut contrainte[1] de se rapprocher de cette alliance pour ne pas rester les mains vides.

Le traité secret du 13 mars 1912, — qui avait aussi des clauses concernant la résistance commune contre une attaque de la part de l'Autriche et de la Roumanie — décidait que les territoires conquis entreraient dans le condominium des deux Puissances alliées, la Serbie et la Bulgarie. Le partage devait se

1. Le 29 mai ; Gauvain, loc. cit., p. 666 et suiv. A en croire M. Milioukov seul, dans le Rapport fait à la Fondation Carnegie, la Russie n'aurait eu aucune part à la formation de cette ligue, d'origine purement balcanique.

faire dans le terme de trois mois au plus tard sur les bases suivantes : ce qui se trouve à l'Est du Rhodope et de la rivière de la Strouma appartiendra à la Bulgarie, ce qui est au Nord et à l'Ouest du Chardagh appartient de droit aux Serbes; la partie disputée entre le Chardagh, le Rhodope, le lac d'Ochrida et l'Archipel devrait former une Macédoine autonome, mais, s'il était impossible de l'établir, on délimiterait une frontière à partir du Golemi-Vrch, au Nord d'Égri-Palanca, par le champ de Cossovo jusqu'au Vardar, un peu au Nord de Vélès, ensuite au-dessus du lac d'Ochrida, un peu au Nord de la ville. Le Tzar de Russie devrait accepter cependant, comme arbitre suprême, cette ligne, et il lui appartenait de se prononcer en dernière instance sur tout autre différend.

Une convention militaire de date ultérieure prévoyait que a Bulgarie donnerait au moins 200.000 soldats, la Serbie au moins 150.000; du côté du Vardar chacun de ces pays enverrait au moins 100.000 hommes. Si l'Autriche-Hongrie attaquait la Serbie, la Bulgarie enverrait un secours de 200.000 hommes; elle agirait de même si cette Puissance réoccupait le Sandschak, fût-ce même avec le consentement de la Turquie[1]. Un traité gréco-bulgare, conclu le 29 mai, ne contenait qu'une promesse de

1. Outre les divulgations parues dans le *Dnevnic* d'abord, dans *Le Temps* du 19 juin, voir également *La vérité sur le désaccord serbo-bulgare*, Genève, 1913, p. 17 et suiv. Enfin, avec l'annexe concernant l'Autriche et la Roumanie, dans *Le Matin* du 24 novembre 1913, aussi dans le *Corriere della sera*. Il ne faut pas négliger sur ce sujet et sur d'autres le livre de M. Angelo Pernice, *Origine ed evoluzione storica delle nazioni balcaniche*, Milan 1915. Cf. aussi le rapport Carnegie. Le traité gréco-bulgare est daté du 29 mai suivant.

neutralité de la part des Bulgares si la Grèce arrivait à une « liquidation » des affaires de Crète.

La date de l'attaque contre la Turquie n'était pas prévue. Le roi du Monténégro, qui, par la loi de 1912, fixait comme terme du service militaire 45 ans (de 18 à 62; service actif de 20 à 52 ans; ce qui donnait un total de 40-43.000 hommes), se chargeait de le rapprocher. Les combats en Albanie devaient provoquer de nouveaux conflits de frontière. Ils amenèrent le rappel du ministre ottoman à Cettigné. En même temps, à Ichtip, les Bulgares recommençaient leur ancienne guerre aux bombes, et les Turcs ripostèrent par le massacre de Cotschana. Des chrétiens furent tués aussi à Bérana, dans le territoire récemment évacué par les Autrichiens. Les campagnes véhémentes de la presse de Sofia firent que le gouvernement turc ordonna de grandes manœuvres en Thrace, et ces manœuvres amenèrent le gouvernement bulgare à ajouter à ses plaintes pour les massacres et à ses prétentions pour de nouvelles réformes en Macédoine la sommation de licencier les troupes se trouvant à ses frontières.

La mise en application du traité de Berlin, en ce qui concerne l'article 23, qui prévoyait des réformes sérieuses en Macédoine, était le mot d'ordre. Recevoir une exhortation menaçante dans ce sens, même de la part des Puissances, signifiait, pour le nouveau régime turc, le renoncement à la situation d'initiative absolue qu'il avait réclamée dès le commencement même et rouvrir la voie des humiliations qui avaient abaissé le règne d'Abdoul-Hamid.

Même lorsqu'on avait parlé dans ce sens d'ailleurs que de Sofia, Belgrade et Athènes, on avait fait des efforts désespérés pour échapper à cette diminution

morale. Mais les pays balcaniques étaient pressés. Dès le 29 juin, — malgré la mort, survenue le 1er, du président du Conseil serbe, Milovanovitsch, l'auteur de l'alliance, et l'arrivée au pouvoir de Pachitsch, — les chefs d'état-major des armées serbe et bulgare, Fitschev et Poutnik, avaient fixé, dans une entrevue, les lignes de la lutte commune en Macédoine, et les Bulgares, qui s'étaient décidés à donner le coup décisif en Thrace, pour Andrinople, obtenaient la permission de retirer leurs troupes, aussitôt qu'elles ne seraient plus nécessaires sur l'autre champ de combat; le 23 août, Fitschev demandait même que la clause relative à la Macédoine fût complètement abandonnée en ce qui concerne le concours militaire[1].

Le 30 septembre, malgré l'intervention des Puissances et les sommations du chancelier austro-hongrois Berchtold (13 août), sans être arrivé à une entente parfaite, car les Bulgares n'offraient qu'une seule division de secours, la mobilisation fut ordonnée dans tous les pays balcaniques. La Turquie, qui n'avait pas la possibilité de rassembler assez vite ses troupes asiatiques, promit à l'Europe l'application du projet de réformes de 1880, sinon du projet portant la création de provinces autonomes qu'avait présenté le nouveau ministre des Affaires Étrangères de l'Autriche-Hongrie, le comte Berchtold, citoyen hongrois. L'Autriche-Hongrie et la Russie donnèrent un avertissement aux Cours balcaniques dans ce sens, les menaçant qu'en cas de guerre, la victoire ne comporterait aucun changement des frontières. « Il est trop

1. La brochure de Genève, p. 21. Des conventions rectificatives furent conclues le 2 juillet et 28 septembre. Voy. aussi Gauvain, loc. cit. L'accord militaire gréco-bulgare ne date que du 5 octobre; *ibid.*, p. 672.

tard », répondit, poussé par une opinion publique toute-puissante, le roi Ferdinand, que des gravures de circonstance représentaient comme chef de la Ligue chrétienne et capitaine de la croisade qu'il devait commencer comme futur Tzar byzantin dans le style de Siméon. Le 8 octobre, les troupes monténégrines passaient la frontière, prenant Biélopolié dans le sandschak et avançant vers Bérana, qui fut occupée, alors que l'armée du prince héritier Pierre prenait Detschich, Rogani et, le 14, Touzi. Le 13 encore, la note décisive des trois royaumes demandait, outre la démobilisation turque immédiate, l'autonomie, surveillée par les Puissances et *les alliés*, de nouvelles provinces ayant des limites ethnographiques, des assemblées élues et des troupes propres, d'après le projet Berchtold, avec cette clause de plus que les gouverneurs devront être Suisses ou Belges. Le même jour, Vénizélos recevait les députés de la Crète dans la Chambre d'Athènes. La Porte, rebelle à « toute ingérence étrangère[1] », rappelait ses ministres des Capitales balcaniques, et, certaine que l'armée d'Osman et d'Édhem, qui avait conquis Constantinople contre la réaction, sous Mahmoud-Chefket, que l'armée qui avait combattu pendant trois ans en Albanie et avait eu des succès contre l'Italie en Tripolitaine, pourra bien faire une « promenade militaire » à Sofia, la guerre fut déclarée le 17 par le gouvernement modéré du vainqueur de 1877 en Asie, Ghazi-Mouktar, qui avait succédé aux Jeunes Turcs à la suite du conflit avec l'Italie.

Le Monténégro fut laissé libre de poursuivre ses annexions à Plava et Goussinié, les territoires cédés

1. Ivanoff, ouvr. cité, p. 115 et suiv.

en 1878 et arrachés par les Albanais, *qui, cette fois ne faisaient aucun mouvement*, à Plevlié, dans le même Sandschak, à Ipec (13 octobre). Sans rencontrer une grande résistance, l'armée serbe de Jivcovitsch put se saisir du reste du Sandschak, avec Novibazar (24) et Siénitza, et l'armée de Yancovitsch occupa l'ancienne Serbie : Prichtina, la résidence du cnèze Lazare, le champ de Cossosvo (23), théâtre de l'ancienne défaite de 1389, dont la nation serbe avait attendu la vengeance pendant cinq cents ans, puis le Prizrend des Albanais ; ces forces et celles des Monténégrins devaient atteindre ensuite la mer, dont les Serbes convoitaient le littoral, à Alessio et San-Giovanni di Medua, le point terminus de la ligne projetée vers l'Adriatique, à Durazzo, le port le plus large et le plus favorable, à Valona-Avlona, pleine de souvenirs albanais et vénitiens du Moyen-âge. De leur côté, les Grecs, commandés par le prince héritier Constantin, remportaient, dans les rencontres, d'une importante secondaire, d'Élassona, Santaporos, Serfidsché, Kotschani, Caraféria et Yenidsché-Vardar (18-28 octobre) des succès, et le général Sapountzakis assiégeait (jusqu'au 3 novembre) Prévésa.

Des forces importantes, sous Tzéki-Pacha en première ligne, sous Dschavid, bon connaisseur des localités, en seconde ligne, furent opposées à l'armée serbe principale du prince Alexandre, qui était depuis quelque temps le commandant suprême de l'armée, malgré son très jeune âge, et à celle du général Stépanovitsch, qui, avec 25.000 Serbes et 20.000 Bulgares, devant le quitter bientôt, entra en Macédoine par le Kustendil bulgare, après des acclamations fraternelles à Sofia. Stépanovitsch prit Égripalanca (23 octobre), repoussa les Turcs à Kratovo et Kotschana, se diri-

geant vers Ichtip, qui ne tomba que le 27. En même temps, le prince héritier brisait les forces principales de Tzéki, à Koumanovo (24), ce qui lui ouvrait la route vers Monastir. Scoplié-Uskub, la résidence du Tzar Douchane, avait été évacuée par les Turcs, et des soldats serbes montèrent pour la première fois la garde là où avait régné le grand Tzar serbe du XIV[e] siècle[1].

Le même jour, les Bulgares de Radko Dimitriev remportaient à Kirkilissé (Lozengrad), d'où les Turcs de Mahmoud-Mouktar, pris à l'improviste, furent chassés, avec de grandes pertes, parmi les vignobles, dans la nuit, une grande victoire inattendue. Pendant trois jours, du 29 au 31, les meilleures forces de la Turquie, parmi lesquelles cependant beaucoup de réservistes asiatiques mal instruits, s'opposèrent aux armées réunies de Dimitriev et d'Ivanov, venues du côté de Philippopoli, par un chemin que l'on croyait

1. Voy. surtout Barby, *Les victoires serbes*, Paris, 1913, et Denis, ouvr. cité, p. 231 et suiv. La bibliographie principale comprend ces ouvrages : Karl Egli, *Drei Monate vor Skutari*, Berne 1913; Marie-Amelie, Frein von Godin, *Aus dem neuen Albanien*, Vienne 1914; C. Zoli, *Der Balkankrieg, mit den Bulgaren gegen die Türken*, Berlin; Kalitsunakis, *Venizelos und Neugriechenland*, Berlin 1915 (extrait des « Mitteilungen des Seminars fur orientalische Fragen »); Otto Kessler, *Balkanbrand*, Leipzig 1913; Süssheim, *Der Zusammenbruch des türkischen Reiches in Europa*, dans les « Veröffentlichungen der Handelshochschule in München », III; Wilhelm Feldmann, *Kriegstage in Konstantinopel*, Strasbourg, 1913; Mémoires de Mahmoud Mouktar, trad. allemande; Henry Dugard, *Histoire de la guerre contre les Turcs, 1912-1913*, Paris 1913; von Hochwaechter, *Au feu avec les Turcs;* Gustave Cirilli, *Journal du siège d'Andrinople*, Paris 1913; Burghard Breitner, *Kriegstagebuch, Balkankrieg*, Vienne-Leipsick 1913; Tharaud, *La bataille à Scutari d'Albanie;* Giulio Borella, *La guerra turco-balcanica vista e vissuta agli anteposti montenegrini*, Venise 1913; notre *Istoria razboiului balcanic*, Bucarest 1915.

impraticable, à Lulé-Bourgas, sur l'ancienne route de l'invasion de 1360.

La possibilité d'une offensive de la part des Turcs était terminée. Retirés à Tschataldscha, où Soliman le Magnifique avait eu son kiosque de chasse, renforcés par des troupes asiatiques supérieures, mais décimées par le choléra, ils avaient demandé, dès le 4 novembre, l'intervention de l'Europe, alors que les alliés avançaient en Macédoine; dans la Macédoine du Nord, les Serbes, qui prirent Keupruli (Vélès), Prilep, Gostivar et Monastir (18 novembre), dans la Macédoine du Sud, les Grecs, vers Florina et Salonique, qui fut occupée, à tour de rôle, dans une rivalité acharnée, par les Grecs et les Bulgares (8 novembre), en Épire les mêmes, où, après la prise de Prévésa (3 novembre), Pentépigadia et Metzovo étaient aussi conquises. La flotte grecque[1] débarqua facilement des troupes dans les îles de Lemnos, Thasos, Psara, Ténédos, Lesbos, Chios, jusqu'à la fin du mois de novembre, alors que Rhodes et les Sporades voisines restaient, même après la paix du 18 octobre, occupées, « jusqu'à l'exécution du traité », par les Italiens. L'honneur militaire de la Turquie était représenté dorénavant, outre la résistance opiniâtre de Tschataldscha, par la défense des trois grandes forteresses : Andrinople, où commandait Choukri-Pacha contre Ivanov et les Serbes de Stépanovitsch, Scutari, où se trouvait Ali-Riza, puis, après son assassinat mystérieux, Échad-Pacha, riche et influent politicien albanais de religion mahométane[2], contre les Monténé-

1. La flotte turque ne put rien accomplir à Kavarna et à Bourgas.

2. Sur lui voy. Basribeg de Dukagjin, Le *monde oriental et le problème de la paix*, Paris, Perrin, 1918.

grins, et Janina, défendue par un autre Échad contre les Grecs du général Soutzo.

Les négociations pour l'armistice aboutirent, le 3 décembre. Pour les négociations de paix, on choisit Londres, et en même temps commençait, à la même place, pour des questions d'intérêt général, l'action des Puissances de l'aréopage européen, incompétent, lent et divisé par des rivalités anciennes et irréconciliables. De grosses difficultés se levèrent dès le commencement, outre celle d'obliger la Porte, — qui offrait de « larges réformes » en Macédoine, devenue une principauté avec Salonique comme capitale, une Albanie antérieure avec cession de la Crète, un prince turc à sa tête, — à renoncer à la presque totalité de ses possessions européennes, continentales et insulaires, et à reconnaître l'union de la Crète avec la Grèce, accomplie le 26 novembre (proclamation d'union de l'île de Samos, le 24). L'Autriche, appuyée en principe, mais non pas aussi dans ses tendances, par l'Italie, demandait, sur la base du principe national invoqué par les « croisés », la création d'un État pour les Albanais, que Serbes et Monténégrins massacraient sans pitié dans les territoires occupés, et en même temps elle menaçait la Serbie d'une guerre à cause des mauvais traitements qu'auraient, prétendait-elle, soufferts ses consuls (cas Prohaszka), qui, de leur côté, avaient soutenu les résistances locales. Dès le 28 novembre, le drapeau albanais avait été levé par Ismaïl Khémal-bey, l'ami de l'Autriche, à Valona. En aucun cas, la Serbie ne devait avoir un port sur l'Adriatique ; elle devait quitter Durazzo, et le Monténégro n'avait pas non plus la permission d'occuper Scutari.

La Roumanie, désirant, aussi à la suite d'une longue série de meetings provoqués par la Ligue

Culturale, la compensation du quadrilatère Roustschouk-Choumla-Varna, qui lui avait été offert par les Russes en 1878, en échange de l'abandon formel de la Bessarabie, présentait au congrès, outre la demande légitime et naturelle du respect des droits religieux et scolaires des Roumains du Pinde, une autre sur laquelle elle insistait spécialement : la cession, pour des motifs stratégiques, fortifiant de cette manière sa frontière de la Dobrogea, menacée constamment par le chauvinisme bulgare, de la ligne frontière Toutrakan (Turtucaia) (la ville est roumaine)-Baltschik.

Les Puissances reconnurent, le 20 décembre, l'Albanie indépendante, repoussant l'idée, combattue aussi par les Albanais, dans leur congrès de Trieste, de créer une province albanaise tributaire du Sultan ; mais la question de ses frontières — car la Triple Entente voulait la restreindre à une bande du littoral adriatique — était tellement difficile, que ce ne fut qu'au mois de juillet, après que bien d'autres choses s'étaient passées, qu'elle put être résolue. Le gouvernement bulgare, dominé de plus en plus par M. Danev, se montra inexorable en ce qui concerne les prétentions de la Roumanie ; il ne fut même pas arrêté par la perspective, ouverte en décembre-janvier, d'une nouvelle guerre, avec le voisin du Nord. Tout aussi inexorable se montra le président du Sobranié envers les Turcs, qui devaient signer ce qu'on leur présentait, cédant aux Bulgares Andrinople, sans même pouvoir se réserver des droits sur les mosquées, parmi lesquelles le splendide édifice de Sélim Ier. Les Puissances réussirent cependant à convaincre Kiamil-Pacha, le nouveau Vizir, qu'il devait se décider aux dernières concessions, et

même à l'abandon de la question des îles entre les mains de l'Europe, lorsqu'une nouvelle révolution à Constantinople, conduite par Enver-bey, revenu de Tripolis, plaça sur le siège du président du Conseil, occupé par ce vieux Juif Kiamil, le hardi guerrier qu'était Mahmoud-Chefket, qui, pour atteindre son but, marcha sur le cadavre du généralissime de la défaite, Nazim-bey (23 janvier 1913).

Les négociations de Londres furent immédiatement rompues et les soldats fatigués, décimés, ainsi qu'il l'a été dit, par le choléra, des deux partis, Bulgares et Turcs, s'étreignirent de nouveau, après un hiver terrible, à Tschataldscha et Andrinople, pendant que les Grecs prenaient Parga et que la flotte avait une rencontre avec celle de l'ennemi à l'entrée des Dardanelles[1].

Enfin le printemps amena aussi, après un siège opiniâtre, la chute de Janina, puis, presque au moment où le roi Georges finissait à Salonique par la main d'un vagabond grec fou, celle, par assaut (26 mars), d'Andrinople, et, après quelques semaines, la perte pour la Turquie de Scutari elle-même (22 avril[2]). Ce

1. Barouch Sémah, dont le journal est publié par « l'Écho de Bulgarie », reconnaît (n° 42) que l'on tirait spécialement sur l'hôpital du Croissant Rouge. On ne tint compte des protestations des consuls que plus tard, de même que, à Scutari, on ne permit pas la sortie des femmes et des enfants. On assurait que le roi Ferdinand et le prince Boris avaient été pris à Eski-Sagra (*ibid.*). Ayant reçu la sommation de se rendre, Choukri-Pacha répondit : « garde ta lettre et viens prendre la ville »! — Les trains d'approvisionnement pour les Bulgares passaient, au cours de l'armistice, par la gare d'Andrinople affamée (n° 441; cf. n° 46). Les Serbes auraient eu des relations avec les habitants, désirant les épargner (n° 46).

2. Un journal concernant l'assaut, dans la *Revue de Hongrie* de 1913.

dernier fait, qui empêchait la paix générale, parut ramener le danger de la guerre européenne. A aucun prix l'Autriche ne consentit à laisser le roi Nikita transférer sa résidence dans la vieille forteresse vénitienne, conquise au prix des sacrifices les plus grands. L'Europe ne se contenta pas d'une pression morale, elle envoyait ses soldats, qui expulsèrent (6 mai) les Monténégrins de Scutari, consommée par les flammes à la suite de leur retraite. Et la tentative des Monténégrins de donner aux Albanais comme roi Échad, entendu avec eux, n'aboutit pas. Le voyage de ce dernier en Italie et en Autriche le fit renoncer à ses projets. La candidature du prince de Wied, neveu de la reine de Roumanie et époux d'une princesse qui descend des Cantacuzène roumains et a des possessions en Moldavie, était désormais assurée.

Dès le 30 mai, la Turquie avait dû accepter la ligne Énos-Midia, qui ne lui laissait en Europe que de quoi couvrir sa magnifique capitale. Les vainqueurs pouvaient se croire arrivés au but. Il restait cependant un point menaçant à l'horizon : la distribution entre les alliés des territoires conquis, car la Turquie les avait cédés en bloc à ces derniers ; il n'existait aucun traité préalable avec la Grèce et, quant à la Serbie, elle ne voulait pas reconnaître le traité préalable avec la Bulgarie, parce que les Bulgares n'avaient pas collaboré, conformément à l'entente première, à la conquête de la Macédoine, mais, bien au contraire, avaient demandé le concours des Serbes pour prendre Andrinople. L'arbitrage du Tzar, prévu avant l'action militaire, était accepté par les Bulgares sur la base du traité uniquement et par les Serbes au delà des prescriptions de ce traité. Une dépêche

fulminante de Nicolas II, qui déclarait qu'une guerre entre les anciens alliés serait un « crime », dont la responsabilité retomberait sur la tête de celui qui la commencerait, provoqua à Sofia une réponse aigre. Pendant qu'on parlait cependant d'un projet de voyage des deux présidents du Conseil à Pétersbourg, les Bulgares — c'est-à-dire, le Tzar Ferdinand lui-même et le généralissime Savov — donnaient l'ordre d'attaque à Guevguéli pour rompre la ligne de contact entre les Grecs et les Serbes, ce qui fut accompli (juin[1]).

Les conséquences furent l'expulsion de la garnison bulgare de Salonique, commandée par le général Hessaptschiev, par les Grecs, et l'avancement des Serbes vers Kustendil. Après la rencontre de Brégalnitza[2], les Bulgares n'étaient plus en état de prendre l'offensive, et leur défensive opiniâtre, si elle ne réussit pas à empêcher l'invasion serbe jusqu'à Bélogradschik, Vidine et Berkovitza, occupa cependant pendant des semaines entières le chemin menant à Sofia. En même temps, les troupes bulgares étant concentrées de ce côté, sous le commandement de Radko Dimitriev[3], les Grecs purent repousser Ivanov, mais, sans être en mesure de couper ses communications, et, de la sorte, ils occupèrent Nigrita, Cou-

1. Voy. sur les responsabilités Guéchov, ouvr. cité, le *Livre orange* russe et le *Livre vert* roumain. Cf. Guéchov, *La folie criminelle et l'enquête parlementaire*.

2. Voy. Réginald Kann, *La manœuvre serbe*, Paris, 1913; *Revue bleue* de la même année; Gravier, dans la *Revue de Paris*, même année.

3. Après la démission forcée de Savov, qui avait conduit à la victoire contre les Turcs et avait conseillé la seconde guerre malheureuse; Danev le suivit bientôt dans sa disgrâce. — Cf. Alain de Penennrun, *40 jours de guerre dans les Balkans*, Paris, 1913.

couch, après un combat qui leur coûta 10.000 hommes, Doïran, Sérès, Cavala, Dédéagatsch. Les plus terribles cruautés des comitadschis, acceptés comme auxiliaires, et même de la part des soldats, et des officiers eux-mêmes, signalèrent ces combats odieux, qui laissaient derrière eux les villages et les villes en cendres et des camps de cholériques dénués de tout secours.

Pendant que la Turquie, qui avait refait son armée, profitait du fait que la paix n'avait pas été ratifiée et que cette Ligue, à laquelle elle avait cédé ses territoires européens, avait cessé de vivre, pour arracher, non seulement l'évacuation de Rhodosto et des territoires au delà de la ligne Énos-Midia, mais aussi Kirkilissé et Andrinople elle-même, abandonnée par les Bulgares (juillet), la Roumanie entrait en action.

Ses prétentions avaient été soumises, d'après la demande des Puissances, à un arbitrage, qu'on intitulait à Bucarest : médiation. Le résultat de la conférence des ambassadeurs de Pétersbourg fut l'attribution de Silistrie avec 3 kilomètres de pourtour, une solution qui trouva un écho défavorable dans l'opinion publique. Ce n'est que difficilement qu'elle fut acceptée par le Parlement et, à l'occasion du tracé de la frontière, les délégués bulgares élevèrent tant de difficultés, que les discussions durent être interrompues.

Le conflit entre les alliés paraissait devoir amener la création d'une Grande-Bulgarie du lac d'Ochrida jusqu'à la Strouma, rejetant la Roumanie au second plan; d'un autre côté, l'attaque bulgare était évidemment le résultat d'une incitation autrichienne, qui tendait à annuler la Serbie, seule alliée possible des

Roumains dans la poursuite de leurs droits nationaux au delà des Carpathes. En Roumanie, la lutte qui menaçait de s'éterniser au delà du Danube provoquait l'atonie économique et un énervement extraordinaire. Dans ces circonstances, à la fin du mois de juin, le président du Conseil, Titus Maiorescu, sollicité dès le mois d'avril par les Serbes et les Grecs[1], présenta au roi Charles le décrét de mobilisation.

Dans les premiers jours de juillet, cinq corps d'armée, toute la force militaire de première ligne de la Roumanie, se trouvaient sur le Danube, formant une armée de 500.000 hommes. Elle entra immédiatement en action, sans se préoccuper des conseils qui venaient de Vienne. Silistrie et le territoire jusqu'à la ligne Turtucaia-Baltschik furent occupés sans résistance par le général Culcer. Sur des radeaux, à Bechet, sur un pont de vaisseaux à Corabia[2] passèrent les corps I, IV, II et III, pendant que la division de cavalerie indépendante du général Bogdan capturait, à Ferdinandovo, une des divisions du général Coutintschev, aidant les progrès de l'armée du Timok contre Vidine; le général Cotescu pénétrait avec une rapidité vertigineuse jusqu'à Vratza et Orkhanié et sur les hauteurs d'Araba-Konak, couronnées par le monument de 1877 du général russe Gourko: ses troupes descendirent jusqu'à Sarantzi et Novoseltzi, pendant que le général Mustatza, avec l'autre division de cavalerie indépendante, s'arrêtait à Zlatitza; à Étropol et jusqu'à la cime des défilés avait pénétré le général Lambrino avec les troupes de la Moldavie, et, à Plevna et Loukovit, le II[e] corps

1. Ivanoff, ouvr. cité, pp. 87, 88-90.
2. Un nouveau pont fut construit ensuite à Turnu-Magurele.

d'armée, du général Crainiceanu, occupait les mêmes places qui avaient vu les opiniâtres combats roumains de 1878. Les communications de Sofia étaient en dix jours complétement coupées et la capitale bulgare, presque dénuée de troupes, pouvait être occupée à chaque moment. L'ancien attaché militaire bulgare à Bucarest, Stantschov, parut à Araba-Konak pour annoncer l'acceptation par le roi Charles de la demande faite par le Tzar Ferdinand d'arrêter la marche des troupes roumaines.

Le ministère de coalition Radoslavov-Tontschev ne put cacher plus longtemps une situation que personne au monde n'aurait pu redresser. Alors que le choléra, qui attaqua aussi l'armée roumaine, faisait des ravages horribles parmi les Bulgares et les Serbes, alors que des milliers d'habitants fuyaient en Thrace devant les Turcs, on prit à Sofia la décision lourde de responsabilités de proposer la paix. Les négociations d'armistice, qui devaient commencer à Nich, n'eurent pas lieu, et les débats pour la paix difficile commençaient entre MM. Vénizélos, Pachitsch et Tontschev à Bucarest; *ils consacraient l'hégémonie roumaine dans les Balcans.* Le président de la conférence, Maiorescu, président du Conseil, sut écarter beaucoup de difficultés et, de la sorte, malgré les efforts de l'Autriche-Hongrie, retenue cette fois par l'Allemagne elle-même, on arriva à un traité qui laissait à la Serbie presque toute la Macédoine jusqu'au delà du Vardar, à Radovitza et Stroumitza, qui attribuait à la Grèce Salonique, la Péninsule Chalcidique, le port de Cavala et la plus grande partie de l'*hinterland*, la Bulgarie ayant seulement Lagos et Dédéagatsch[1].

1. L'annuaire bulgare de 1838 note des écoles bulgares à

La question d'Andrinople fut laissée à la décision de l'Europe, peu disposée à intervenir, du moment où la Russie se réservait à elle-même cette ligne d'attaque contre Constantinople. La Bulgarie « paya la note » et refusa d'admettre, dans le traité de Bucarest, que l'Autriche aurait voulu soumettre à une revision européenne, si l'Allemagne ne s'y était opposée et si la France ne lui avait pas ravi le concours, gagné un moment, de la Russie, le terme rassurant d' « harmonie ». Par sa proclamation à l'armée, le roi Ferdinand mettait en perspective, au bout d'une nouvelle préparation nationale, une nouvelle guerre. Le 29 septembre il devait abandonner aux Turcs ses conquêtes en Thrace, et les efforts de la Bulgarie n'empêchèrent pas la signature, en novembre, du traité de paix turco-grec.

De l'autre côté, une grande invasion albanaise, qui, traversant la Vieille Serbie, au mois de septembre, atteignit presque Monastir, fut repoussée par les Serbes, qui causèrent de grandes pertes à l'ennemi, malgré les conseils militaires que Sofia paraît avoir accordés. Peu après le prince de Wied se décidait à accepter, soutenu par un emprunt européen, mais sans une armée capable de garantir l'ordre, ce pauvre trône branlant de « mbret » albanais.

Bounar-Hissar, Ouzoun-Keupri, Démotika et Dédéagatsch, et Lamouche signale 35 villages de Bulgares dans les « cazas » de Tschataldscha, Sélymbrie et Tschorlou; loc. cit., p. 145. Ceci pour faire voir aussi quelle est en effet l'importance de l'élément bulgare dans la Thrace, que les armées du roi Ferdinand avaient conquise et qu'on espérait pouvoir retenir en entier.

CHAPITRE XXIII

Les États balcaniques et la Grande Guerre. Caractère de la situation actuelle.

La première guerre balcanique s'était produite à l'encontre des conseils intéressés qu'avait prodigués l'entente momentanée entre la Russie et la monarchie austro-hongroise qui avait fixé par la note du 13 octobre ces trois points : que les réformes regardent ces deux Puissances tutélaires de l'ordre dans la péninsule, qu'elles interdisent à leurs pupilles de lever les armes contre les Turcs et que, quel que fût le résultat du conflit, il n'y aura aucun changement territorial. Or toute la constitution politique des Balcans avait été changée, par le traité de Londres aussi bien que par les mesures de revision qui suivirent.

Négociant avec une habileté qui ne devait cependant arriver à ses fins entre les alliés vainqueurs contre l'ennemi commun pour se regarder bientôt entre eux avec une inimitié croissante, la Russie avait donné aux Bulgares l'impression qu'elle les considère comme les aînés dans la compagnie, ayant la responsabilité des autres, tandis que par la protection accordée par son ministre à Belgrade, Hartvig, elle encourageait les Serbes à un changement sous la forme de l'arbitrage, prévu, du Tzar des traités de base pour la Macédoine. De fait, quelle que

fût la différence entre le point de vue du Ministère de Pétersbourg, dirigé par M. Sazonov, et celui de ses agents dans les Balcans, la « protectrice » traditionnelle des Slaves du Sud craignait de voir surgir d'un nouveau choc armé des difficultés et des contrariétés encore plus graves, sans aucune possibilité de reprendre ce rôle d'arbitre, une fois perdu. La victoire complète des Serbes et Grecs, attaqués par la résolution fatale du général Savov, avec l'acquiescement du roi Ferdinand, l'intervention des Roumains, plutôt fâcheuse par l'hégémonie que leur assura un rapide succès, payé assez peu, créèrent à côté d'une Grèce trop libre de ses mouvements, une Bulgarie trop réduite et une Serbie à laquelle cette seconde réussite de ses projets inspirait le désir, bien naturel pour ce « Piémont » sud-slave, du « farà da se ». Et surtout ces circonstances, qu'on n'avait pas pu prévenir, suggérèrent aux Balcans et à la Roumanie, leur voisine, l'idée, jugée dangereuse, que leur sort pourrait être réglé entre eux sans nulle intervention du dehors. Dès le commencement de l'année suivante, on discutait dans le conseil des ministres du Tzar la nécessité d'avoir, maintenant que les petits s'étaient attribué une si large part de la proie turque, Constantinople et les Détroits, de créer mêmes les conjonctures qui pourraient ouvrir la voie vers Sainte-Sophie[1].

Mais l'Autriche-Hongrie, toujours jalouse des progrès de ses petits voisins, dont elle détenait les co nationaux, fut la plus indisposée par cet agrandissement de la Serbie, dans lequel elle voyait une menace directe pour sa domination sur des millions

1. Ancel, ouvr. cité, pp. 258-259 (d'après les documents secrets publiés par les Allemands et les Soviets); Laloy, *Les documents secrets publiés par les bolchéviks*, Paris, 1919.

de Slaves appartenant à la même souche et dominés par la même conscience nationale. Elle essaya d'amener une revision de traité de Bucarest[1], sans être soutenue dans cette première tentative par son alliée, l'Allemagne, qui n'était pas encore préparée pour son esclandre. Vienne sentait bien que, par succès de 1913, la Roumanie lui échappait et elle vit bientôt l'inanité des efforts pour la retenir dans une alliance qui devenait, au lieu d'un appui contre la Russie, maintenant réconciliée, au moins en apparence, le frein pour ses aspirations les plus légitimes. Tout un parti, celui de l'héritier du trône, adversaire du dualisme avec les Magyars et partisan d'un pacte avec les Slaves, mais sous la condition que leur masse sera accrue par l'annexion des frères libres, se prépara dès ce moment pour une guerre. Le nouveau chef de l'état-major, Conrad de Hoetzendorf, un confident de l'archiduc François-Ferdinand, croyait que par-dessus la barrière d'une alliance peu sincère on pourrait commencer par éprouver sur l'Italie la valeur d'une armée, prompte à toutes les offensives, dont les succès auraient préparé, sous le règne de François-Joseph ou immédiatement après, le nouvel ordonnement intérieur, de gré ou même de force. D'autres, plus préoccupés de la question des nationalités dans les limites de la monarchie, en première ligne l'oligarchie magyare, présidée avec une autorité tyrannique par le comte Étienne Tisza, avaient déjà désigné l'ennemi : cette Serbie qu'on avait négligé de châtier quelques années auparavant lorsqu'elle avait accepté de si mauvaise humeur l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'empereur et roi.

1. Voy. Denis, ouvr. cité, p. 269 et suiv.

Un historien ne peut pas reproduire comme prouvée cette opinion qui a attribué à Tisza la préparation du complot dont devait résulter l'assassinat par une main serbe, celle d'un étudiant local, de l'héritier austro-hongrois, se rendant à Séraïévo, le lendemain de la rencontre avec Guillaume II dans le château de Konopichté, avec son épouse morganatique, presque en souverain slave, pour répéter ainsi le geste de François-Joseph descendant vers Cattaro en empereur latin d'Orient. « C'était vraiment tenter Dieu. » Après un premier attentat, non réussi, les balles d'un jeune étudiant serbe fanatique atteignirent les deux personnalités princières, qui succombèrent aussitôt. La nouvelle, qui dut ne pas déplaire à Budapest, étant donnés les sentiments de l'archiduc, et qui à Vienne même fut considérée, dans les cercles des initiés sur les intentions de François-Ferdinand plutôt comme le prétexte depuis longtemps cherché avec impatience, dut surprendre et inquiéter à Belgrade[1].

Malgré l'essor de l'esprit national vers des réalisations plus hardies, on n'y était pas préparé pour un conflit avec les puissants voisins ou, pour mieux dire, on n'avait pas même pensé qu'on dût s'y préparer. La Bulgarie, bien que vaincue, restait menaçante et personne ne pouvait prendre au sérieux une attitude pacifique, qui ne correspondait guère à l'instinct de revanche animant toutes les classes de la société et auquel le roi même avait donné expression au moment même où il tendait la main à ses ennemis. La Macédoine offrait de grandes difficultés d'administration et on y sentait couver une inimitié qui n'attendait que l'occasion d'éclater avec violence; toute

1. *Ibid.*, p. 277.

une génération élevée dans l'idée bulgare n'était guère disposée à se laisser serbiser, quel que fût, du reste, le vrai caractère de cette population, intermédiaire entre les deux nations slaves et fortement mélangée d'autres éléments. Il manquait aussi pour pouvoir se prendre dans un nouvel élan, cette paix entre les partis serbes qui aurait seule consolidé vraiment une situation acquise au prix de si grands sacrifices.

M. Pachitsch, auréolé du succès de son action, conservait le pouvoir et sa psychologie, toute de précautions et de lents ambages, formée à une longue et souvent douloureuse expérience, était garante qu'on ne risquera pas de sitôt une action pour laquelle la Serbie ne s'était pas même assuré des alliances. Le traité avec la Grèce, conclu le 1er juin 1913, sous la pression du danger immédiat, prévoyait, en effet, le concours à donner, en cas d'une attaque par un tiers, mais, quoi qu'on eût ergoté plus tard sur ce point, c'était visiblement à la Bulgarie, l'ennemi présent alors, que pensaient les ministres des Etats de nouveau alliés : M. Vénizélos n'avait rien à craindre du côté de la lointaine monarchie des Habsbourg et l'engagement de fournir des secours à cette distance ne pouvait avoir rien de sérieux. Quant à la Roumanie, un peu grisée par sa facile réussite, elle refusait, sous le ministère de Maiorescu, qui avait présidé à la paix d'août 1913, de se lier les mains par égard aux complications futures sur la rive droite du Danube. On avait préféré plutôt renouveler dès le mois de janvier 1914, non sans surprendre les cercles politiques disposés à une autre orientation et sans indisposer l'opinion publique, le traité qui retenait le pays dans l'alliance avec les Centraux.

Une sommation dont la rudesse est unique dans

l'histoire diplomatique fut adressée par la chancellerie de Vienne, aussitôt après le meurtre de Séraïévo pour demander à un État indépendant, qu'on accusait ouvertement d'avoir trempé dans un crime odieux, non seulement d'en poursuivre les complices jusqu'au dernier des politiqueurs loquaces, mais de le faire sous la surveillance d'agents austro-hongrois, de dissoudre les sociétés suspectes d'agissements contre la monarchie, de renoncer formellement aux soucis des congénères de l'État voisin, et de se déclarer coupable devant l'armée et la nation de ce méfait. Pour éviter toute intelligence avec la Russie, qui devait s'offusquer de cette intervention comme de celle du prince de Leiningen avant la guerre de Crimée, on demandait une réponse à bref délai.

Dénué de tout secours et n'ayant fait aucune préparation de guerre, le ministère Pachitsch fut contraint d'accepter toutes les conditions que, d'une façon si impérieuse, provocatrice, on lui avait posées. Il faisait des réserves sur deux seules d'entre elles qu'aucun gouvernement n'aurait pu accepter et ces points même il finit par les admettre, s'informant seulement sur la méthode. A Vienne, l'empereur et ses intimes étaient contre une rupture, bien qu'on leur eût fait accroire que la *Strafexpedition* de Serbie ne pourrait amener aucune complication, d'autant moins cette guerre générale que les plus expérimentés des hommes politiques de la Monarchie avaient toutes les raisons de redouter. Mais le clan des réformateurs radicaux par la guerre, le groupe d'officiers groupés autour du « Journal de Danzer » étaient d'un autre avis et ils comptaient sur le représentant austro-hongrois à Belgrade, ce baron Giesl, qui n'avait été envoyé là, quelques mois auparavant,

que pour fournir le *casus belli*. Il manifestait nettement son intention de pousser à la guerre[1]. Se fondant sur le caractère formel de cette « note à terme » — on voulait l'appeler ainsi dans l'entourage de François-Joseph — qui était bien celui d'un ultimatum, il fit ses bagages et partit aussitôt après avoir constaté qu'il n'y a pas cette acceptation intégrale que la chancellerie viennoise avait exigée. A Budapest et à Vienne la foule hurlait. On pouvait encore sauver la paix; la main du vieil empereur fut cependant forcée pour avoir la guerre si longtemps désirée[2]. Il vit bientôt, par la mobilisation russe, par la proclamation du « danger de guerre » en Allemagne, que les déclarations de guerre suivront et qu'il assistera à cette conflagration générale qu'il avait désiré éviter, à son grand âge, menacé par une dernière fatalité.

La Serbie n'était pas en état de soutenir l'attaque de ses puissants ennemis, malgré la présence sous les drapeaux d'une partie de cette glorieuse armée qui avait à peine gagné l'agrandissement de la patrie. Bucarest n'avait aucun engagement et l'idée qu'un acte pareil pourrait et devrait être adressé le lendemain peut-être à la Roumanie de plus en plus irrédentiste n'avait pas de prise sur la ferme et froide résolution du roi Charles, ami intime de l'empereur et roi : il voulait accomplir son « devoir, » selon la lettre du traité, ce qu'on considérait comme l'engagement formel de marcher à côté des Centraux. Cepen-

1. Livre rouge autrichien, p. 14.
2. Albert de Margutti, *La tragédie des Habsbourg, Mémoires d'un aide de camp*, p. 112 et suiv.

dant la diplomatie viennoise déclarait ouvertement qu'elle veut l'annullation du traité de Bucarest[1].

Quant à la Grèce, le roi Constantin, époux de la sœur du souverain allemand et ancien élève de l'École Supérieure de guerre à Berlin, qu'il avait visitée depuis peu, des paroles de reconnaissance, bien naturelles du reste, sur les lèvres, crut pouvoir s'esquiver avec politesse, jugeant que le traité à peine conclu n'obligeait guère à un concours de ce côté-là. La tendance générale dans le pays était à la neutralité, redoutant, d'un côté, devant les complications à venir, les sanctions de l'Angleterre et, de l'autre, les visées russes sur Constantinople, voire même celles, quelquefois assez nettement exprimées, de la Serbie alliée sur Salonique, sans compter la crainte de la double revanche bulgare et turque. On a fait observer que la Turquie n'avait pas reconnu l'annexion à la Grèce des îles de l'Égée[2]. On aurait désiré ne pas être acculé à une décision, d'autant plus que le parti de la Cour comptait sans doute nombre d'adhérents des Centraux et que, dans les querelles intérieures, dans l'inimitié entre les nouveaux « libéraux » de M. Vénizélos et les anciens chefs d'organisation, on usait des sympathies pour l'un ou l'autre des groupements qui s'étaient formés dans ce qui avait été l'Europe et dans le groupe, plus restreint, des quatre Puissances protectrices. Aussi on peut bien s'expliquer le geste de celui qu'on avait intitulé, en vue de l'établissement à Byzance, Constantin XIII, lorsqu'il répondit aux sollicitations pressantes de l'héritier du trône serbe, le prince Alexandre commandant en

1. Livre anglais, pp. 108-109.
2. S. Cosmin, *Diplomatie et presse dans l'affaire grecque*, Paris, 1921, p. 13.

chef de l'armée de son père, en des termes qui ne contenaient qu'une vague offre de médiation. Pour sa part, l'empereur allemand, qui était d'opinion que la place de son beau-frère à ses côtés est tout indiquée pour son pays et sa dynastie, « s'émancipant, sous la protection de la Triplice, de la tutelle que la Russie prétend exercer sur la péninsule balcanique, » — car autrement il y aurait contre elle la triple attaque de la Turquie, de la Bulgarie et de l'Italie même, — eut pour réponse, dès le 2 août, que, s'il n'a jamais été question « d'accourir au secours des Serbes », ils sont cependant des alliés et que rien ne pourra faire concourir les Grecs à l'agrandissement en Macédoine de leurs rivaux ethniques, les Bulgares[1]. C'était une attitude dans laquelle se rencontraient le roi et son tout-puissant premier conseiller. Elle ne devait pas durer, devant la décision prise par l'Angleterre de soutenir la France attaquée et devant le refus de l'Italie de suivre une alliée autrichienne à laquelle elle avait d'anciens comptes à présenter.

Non sans un assez long retard après le bombardement de Belgrade, les troupes austro-hongroises avaient commencé l'envahissement du royaume serbe. Ce n'est que le 12 août que la frontière fut franchie au Nord comme à l'Ouest, mais à cette date toute une résistance nationale avait été organisée, avec l'enthousiasme nourri par les succès de la dernière guerre, et pareil à celui qui avait jeté en 1876 toute une nation contre les autres ennemis, les Turcs. Cinq

1. *Ibid.*, p. 15 et suiv., d'après Mongelas et Schüking, *Die deutschen Dokumente zum Kriegsausbruch*. En marge Guillaume II jetait des lignes de haine et de menace contre ce vassal qui ne voulait pas marcher.

jours après l'invasion, qui était considérée à Vienne et à Budapest comme une simple promenade militaire, le génie stratégique du général Potiorek promettant une victoire rapide et décisive, la défaite du Tser provoquait la retraite de cette armée si confiante dans ses forces. Ce fut une débandade sans exemple; jamais les forces militaires d'une grande puissance n'en avaient subi une si complète et si honteuse. Les coups pressés tombent sur ces masses absolument déconcertées et manquant d'un commandement effectif. Avant la fin du mois il n'y avait sur le territoire serbe d'autres Austro-Hongrois que les 4.000 prisonniers; le nombre des morts restés dans les marais était de beaucoup supérieur. C'était pour les Serbes bien plus que la gloire de Koumanovo.

Tout cela avait amené, un revirement en Grèce — et en Roumanie toute l'opinion publique s'était déclarée dès le début contre cette tentative d'égorgement d'une nation amie. — M. Vénizélos s'était informé, « à l'insu du roi et du cabinet[1] », dès le commencement du mois auprès des ministres alliés si on veut de son pays comme allié; le 18 août il était sûr que la victoire n'appartiendra pas aux Austro-Allemands et l'offre du concours militaire était aussitôt faite : on ne crut pas devoir l'accepter pour ne pas provoquer la Turquie, qu'on voulait retenir, la Bulgarie, qu'on s'imaginait pouvoir gagner comme amie par l'appât d'un morceau de Macédoine serbe et peut-être par la restitution du territoire récemment pris par la Roumanie[2] ». On n'alla pas plus loin, mais entre le Souverain et le président du Conseil avait

1. Cosmin, ouvr. cit., p. 20-21.
2. Gabriel Deville, *l'Entente, la Grèce et la Bulgarie*, Paris [1919]; le passage est cité aussi dans l'ouvrage précédent.

commencé ce long duel qui devait avoir une importance au cours de la Grande Guerre, et provoquer pour la Serbie elle-même des suites incalculables.

Or, au moment où M. Vénizélos faisait ainsi ses ouvertures aux représentants des Alliés à Athènes, les Jeunes Turcs, poussés par leur appréhension à l'égard de la Russie, qui s'était assurée dans ses conventions la possession de Constantinople, poursuivie avec tant d'acharnement depuis des générations, avaient conclu leur traité d'alliance avec les Centraux (2 août). Tout en feignant de vouloir garder la neutralité, on confiait l'armée à des chefs allemands et avant la moitié de ce même mois on gagnait par l'accueil et ensuite « l'achat » des deux grands vaisseaux « Goeben » et « Breslau » le moyen de s'emparer de la navigation dans la Mer Noire. En attendant l'entrée en action, on prenait toutes les mesures nécessaires pour rendre imprenables les détroits et on préparait sous la direction d'Enver-bey, une armée bien différente de celle qui deux ans auparavant s'était laissée battre d'une façon si piteuse par les coalisés balcaniques.

Entre temps les Serbes continuaient à combattre contre l'Autriche-Hongrie. Leur armée victorieuse passait la Drina pour annoncer aux co nationaux de la Bosnie, que l'heure de la délivrance est enfin venue. Les Monténégrins collaboraient à l'action qui tendait vers Séraïévo : le roi Nicolas, fidèle à l'alliance avec son voisin, s'était déclaré dès le début, « prêt à mourir en défendant l'indépendance nationale » ; il avait méprisé l'offre du représentant impérial à Cettigné de lui payer la neutralité par un territoire qui aurait compris Scutari, Spizza, Budua et d'autres

parties du littoral de la Zeuta[1]. L'union de toute la race, dirigée, de toutes ses forces, sur un but unique s'était produite en 1914 de même qu'en 1876. La capitale de la Bosnie était menacée par les deux armées, et la ville qui avait vu mourir le futur empereur autrichien des Yougoslaves, se préparait à assister à l'entrée solennelle de deux rois serbes vainqueurs.

La Monarchie, prise à un jeu dont elle pouvait maintenant apprécier tout le risque énorme, fit un grand effort pour sauver sa province et rétablir l'honneur de ses armes. A la fin de septembre une nouvelle armée envahissait la Serbie : elle en fut comme submergée. La Drina une fois franchie et, comme, malgré la défense opiniâtre des hauteurs voisines pendant deux mois entiers, malgré l'offensive monténégrine réussie du côté de Vichégrade, les munitions étaient arrivées à manquer, le contact avec les grands alliés étant impossible, il fallut se retirer, mais en bon ordre. Sans avoir livré bataille, le Voévode Poutnik, une héroïque figure de vieux guerrier, sacrifiant à la patrie ses derniers mois de dures souffrances physiques, abandonna Belgrade à l'ennemi, qui l'occupa à grand fracas le 2 décembre, paraissant considérer cette conquête, que suivit dans quelques jours celle de Nich, comme la fin de cette « expédition de châtiment ». Des munitions arrivaient par la Grèce, et les Serbes s'agenouillaient devant les trains qui les leur portaient[2]. La joie de ce triomphe devait être donc bien brève. Les Austro-Hongrois échouèrent devant les positions de Roudnik, défendues par le

1. Veritas, *Le Monténégro, page d'histoire diplomatique*, Paris 1917, p. 20.
2. Deville, ouvr. cité, p. 136.

général Michitsch ; trois corps d'armées usèrent en vain leurs efforts. On compta les prisonniers par dizaines de mille : on pouvait bien voir que les nationalités opprimées ne voulaient pas combattre pour leurs maîtres. Bientôt il fallut reprendre le chemin de la frontière bosniaque. Rentré à Belgrade, où il était accouru avec une ardente soif de revanche, le roi Pierre faisait descendre de la hauteur de son palais le drapeau des Habsbourg et s'essuyait les pieds sur ce trophée avant d'ouvrir la porte de ses appartements souillés par l'occupation étrangère (15 décembre).

Au milieu de ces vicissitudes d'un tragique intérêt, la Turquie avait été poussée à l'attaque. Des torpilleurs avaient, dès le 29 octobre, provoqué, du tir de leurs canons allemands, Odessa, dénuée de fortifications et de défense. C'était la guerre contre la Russie, sans que pour le moment on renonçât aux formules hypocrites d'explication et d'excuses. Ce n'est que le 23 novembre, après que les relations avec les alliés eurent été interrompues, que la guerre fut déclarée au nom du pauvre vieux Sultan impassible : une guerre sacrée sous les drapeaux de laquelle étaient appelés les Musulmans de toutes les contrées pour soutenir et rendre glorieux le trône de leur calife. Devant l'imagination enflammée de ces Orientaux, leurs séducteurs faisaient miroiter, comme autrefois d'autres conseillers, leurs ennemis de cette heure, les rives de la Crimée, les défilés du Caucase et la vallée du Nil.

Par la Syrie le féroce Dschémal-Pacha, qui paraissait ressusciter le contemporain et l'adversaire de Napoléon Ier, allait diriger ses soldats libérateurs vers l'Isthme de Suez, et on devait profiter du manque de contrôle de la part de l'opinion euro-

péenne, partagée par la grande querelle, pour chercher à détruire, dans des massacres horribles, la race revêche des Arméniens.

Dans les Balcans il n'y avait plus de combats. Les efforts de la Monarchie, dont l'action devait se régler sur celle de sa puissante alliée, l'Allemagne, se dépensaient, non sans un grand succès momentané, en Galicie et en Pologne russe contre l'ennemi principal. La Serbie, le Monténégro respirèrent, mais, après la seconde victoire comme auparavant, il y avait la même impossibilité de refaire l'armement, de renouveler les munitions, de se préparer pour une troisième épreuve qui, immanquablement, devait venir. Rien ne bougeait du côté de la Roumanie, alors que la Bulgarie du roi Ferdinand, un homme aux souvenirs fidèles, couvait ses ressentiments. La Grèce, invitée dès l'automne de l'année qui venait de commencer, à prendre sa place à côté des deux États slaves — et on lui promettait bientôt, un lambeau d'Anatolie[1], en échange de laquelle M. Vénizélos aurait laissé aux Bulgares la région de Cavala[2] — ne pouvait pas se décider : elle savait qu'une entente secrète était déjà conclue entre les Bulgares et les Centraux, avec la perspective pour les premiers d'entrer à Salonique, quitte à dédommager les Turcs par la restitution de leurs dernières cessions et le retour de la côte de l'Archipel jusqu'à ce port de Cavala. Athènes répondit qu'on attend, avec des garanties du côté des Bulgares, l'entrée de la Roumanie, avec 100.000 hommes au moins, dans la mêlée[3].

1. Crawfurd Prince, *Light on the Balkan darkness*, Londres, 1915, p. 54.
2. Cosmin, ouvr. cité, p. 29.
3. *Ibid.*, p. 26.

Au printemps de l'année 1915 l'Entente crut pouvoir résoudre la situation en Orient par l'ouverture, au profit de la Russie, embouteillée dans la Mer Noire, des Détroits, et ces combats commencèrent qui firent de la langue de terre rocailleuse autour de Gallipoli le cimetière des milliers d'Anglais, de vaillants Canadiens et Australiens, de Français. Le président du Conseil de la Grèce aurait voulu participer militairement à cette action, dont il n'était pas le seul à espérer le plein succès à brève échéance, les soldats des alliés ne pouvant pas, selon son opinion entrer dans Constantinople en vainqueurs, sans qu'on vît à côté de leurs drapeaux celui de la croix grecque. Comme le roi résistait, sachant bien que ce ne sera pas lui qu'on installera à Byzance, abandonnée au Tzar par un traité secret — et Nicolas II refusait avec hauteur le concours grec, comme son grand-père l'avait fait avec le concours roumain en 1877[1], — M. Vénizélos démissionnait le 6 mars 1915.

Le « chantage » russe, qui, du reste, ne se bornait pas à l'ancienne capitale des empereurs byzantins, mais regardait aussi les territoires convoités en Asie, signifiait, en pleine guerre européenne pour d'autres buts que l'attribution de provinces aux Empires internationaux, le retour de cette attitude qui, depuis bien deux siècles, avait causé tant de souffrances à des nations ne désirant que vivre librement sur leur terre ancestrale. *C'était le vrai pendant de l'attaque déclenchée par l'autre empire de proie pour rétablir son influence*, sinon accroître ses possessions. — Vienne déclarait dès le début y renoncer : du reste seulement pour ne pas devoir partager avec l'Italie,

1. *Ibid.*, p. 35 et suiv.

encore irrésolue — *aux dépens des mêmes nations d'un martyre plusieurs fois séculaire.*

M. Zaïmis n'ayant pu avoir la succession de M. Vénizélos, le nouveau Ministère grec fut formé par quelqu'un qui jusqu'alors n'avait pas eu un rôle important dans la politique de sa patrie, Gounaris. Cette fois la Grèce avait un chef de gouvernement dont les sympathies pour les Centraux étaient indubitables. La neutralité n'offrait aucune garantie ; mais à Athènes on était occupé surtout de l'attitude des Bulgares, qui, les yeux fixés sur les Dardanelles, attendaient l'heure où ils sortiraient de leur réserve, après avoir entretenu, pendant plus d'une année d'illusions naïves, la diplomatie de l'Entente, lui demandant des territoires serbes, roumains et grecs. Si les Alliés avaient débarqué des forces à Salonique[1], pour faire face aux Bulgares, peut-être en eût-il été autrement. On peut dire aussi que l'intervention de l'Italie en mai 1915 n'était pas de nature à rassurer les Grecs sur le sort qui pouvait les attendre. Leur attitude ne se distinguait pas, du reste, de celle qu'ils avaient eue dans le grand conflit entre la Russie et la Turquie en 1877-1878. Le roi Constantin ne faisait que répéter le jeu du roi Georges.

La Chambre grecque avait été dissoute, mais il fut impossible d'assurer à Gounaris une majorité. Battu dans les élections, celui-ci aurait dû démissionner, mais, prétextant la maladie du roi et le fait que la nouvelle Assemblée ne s'était pas encore réunie, de sorte qu'on ne pouvait pas demander l'avis de son président, il s'obstina à rester. Il eut le temps de rejeter la proposition, vraiment intempestive, des di-

1. Cf. *ibid.*, pp. 79-92.

plomates de l'Entente, de l'Angleterre surtout, qui offraient de nouveau quelque chose en Asie, le vilayet de Smyrne, de fait, — ainsi qu'on l'a bien vu, intenable — en échange pour cette partie de la côte égéenne qui aurait satisfait les convoitises de la Bulgarie et, qui, avec d'autres concessions, arrachées à l'alliée serbe, l'auraient amenée dans le camp de l'Entente[1].

Le 15 septembre les Alliés reconnaissaient les droits des Bulgares sur la Macédoine; c'est ce qu'on voulait à Sofia et rien de plus. Déjà les Allemands leur avaient accordé un emprunt; ils avaient préparé l'armée bulgare pour la lutte, et leurs officiers élaboraient à Sofia les plans de l'invasion en Serbie; la Turquie avait été amenée à abandonner toute une bande de territoire aux voisins qui depuis longtemps faisaient semblant de vouloir l'attaquer. Le personnage aux allures asiatiques qui présidait le conseil des ministres du roi Ferdinand, Radosłavov, ne se gêna guère de donner aux siens, le lendemain de l'ultimatum russe du 11 octobre, l'ordre d'entrer en Serbie, au même moment où une formidable attaque des Allemands eux-mêmes, traînant après eux les débris militaires du « brillant second » se prononçait sur une autre frontière (11 octobre). La déclaration de guerre fut lancée alors que les régiments bulgares se trouvaient déjà en terre serbe.

Cette fois encore, le gouvernement roumain, auquel on n'avait pas assuré, contre certaines tendances, tant de fois vérifiées, de la Russie, la possession future des territoires habités par la même race dans la monarchie austro-hongroise, tergiversa; sans un

1. *Ibid.*, pp. 93-94.

traité formel — et celui qui promettait, du côté russe seul, la reconnaissance des droits sur les seuls territoires qui seraient occupés par les troupes roumaines, ne paraissait pas, et bien avec raison, suffisant, — on ne voulait pas, on ne pouvait pas marcher. L'opinion publique accueillit cependant avec une profonde douleur cette décision dont elle ignorait le motif principal. Quant à la Grèce, où M. Vénizélos avait repris le pouvoir, elle mobilisa en même temps que les Bulgares, mais plutôt par crainte de les voir passer la frontière de ce côté aussi; le président du Conseil proposa de nouveau d'appeler les Alliés à Salonique pour remplacer le contingent serbe. Sans avoir l'acquiescement du roi, il procéda à l'invitation, qui en devint diplomatiquement nulle sans que pour cela l'arrivée des premières troupes, dès le commencement d'octobre, en eût été empêchée. Il fut cette fois, révoqué : la Grèce avait reculé devant les menaces de l'Allemagne, qui, du reste, n'avait rien à lui offrir, fût-ce même à titre de compensation. Encore une fois, la Russie se déroba, et avec elle l'Italie, de reconnaître toute obligation contractuelle à l'égard de la Serbie[1].

Pendant que M. Zaïmis prenait possession du pouvoir en Grèce, proclamant une neutralité bienveillante, mais, refusant tout concours, la Serbie fléchissait sous la double pression des Allemands et Autrichiens, d'un côté, des Bulgares, de l'autre. Il n'y avait dans l'obscurité complète dont s'était couvert son horizon qu'un rayon d'espoir, et il était illusoire : la formation, la consolidation, la mise en mouvement du corps expéditionnaire de Salonique ou, comme on le

1. *Ibid.*, pp. 155 et suiv. Cf. aussi Ernst von Falkenhausen, *Die Erdrossclund Griechentands*, Berlin 1918.

disait habituellement, dans une formule plus simple, des Français. De la Grèce, malgré une mobilisation complète, il n'y avait rien à attendre. On était bien décidé à se battre, mais il était visible que les miracles d'héroïsme ne pouvaient avoir qu'un seul résultat : prolonger l'agonie.

Son histoire fait partie, comme celle de la retraite roumaine en Moldavie, un an plus tard, des grands chapitres de l'Histoire, par la résistance morale admirable dont se montra capable une nation abandonnée à elle-même.

La troisième invasion des ennemis de la Serbie, jusqu'alors retenue par les Alliés dans ses projets d'offensive brusquée, pouvant réussir, contre Sofia, ne signifiait pas le commencement d'une campagne dans le sens traditionnel du mot. On ne pensait guère à rencontrer comme auparavant cette admirable infanterie serbe qui avait brisé dès le premier choc deux armées autrichiennes. Le système mécanique allemand devait détruire de loin la résistance d'une nation héroïque. On pouvait s'y attendre, mais, à une si grande distance de tout secours efficace et entre les deux neutralités, dont l'une forcée, des Roumains et des Grecs, on ne pouvait pas y parer. La seule chose possible c'était de satisfaire au devoir d'honneur et de se résigner à un exil plus que probable, avec toutes ses suites, qui pour d'autres que ces paysans endurants aurait été catastrophal : eux, habitués à toutes les épreuves de la vie, sauront conserver dans la retraite sur leur propre territoire et puis en pays sourdement ennemi, l'Albanie, non seulement l'existence d'une glorieuse armée, mais aussi toute sa dignité.

Belgrade est de nouveau bombardée par les canons à long tir du maréchal Mackensen, annonçant que l'offensive redoutée commence et le caractère impitoyablement destructif qu'elle aura. Les envahisseurs forcent le passage du Danube et brisent la résistance dans les rues. Le 9 octobre, presque l'anniversaire de la première attaque, le drapeau des Habsbourg flotte de nouveau sur le palais du roi Pierre. La poursuite commence, vers Nich, vers Kraliévo, contre une résistance qu'on ne voit pas, qu'il ne faut pas voir. Ce n'est pas, ainsi qu'on l'a dit, une nouvelle Belgique, c'est encore pire, le pays étant envahi de presque tous les côtés, car il ne reste aux vaincus sans combattre qu'à l'Ouest la trouée vers l'Adriatique par les montagnes d'Albanie, sur lesquelles la neige s'est déjà accumulée[1]. Après avoir essayé de se diriger vers le camp des alliés à Salonique, après avoir vainement tenté une dernière résistance de six jours dans le défilé de Katschanik, les défenseurs du sol ancestral chassés par un ennemi qui sous la surveillance des avions les canonnait à la distance de quinze kilomètres, se dirigeaient, le roi en tête, un patriarche de légende, vers cette issue unique. Il lui faudra bientôt, pendant que l'héritier du trône encourage de sa présence et de sa belle confiance les débris de ces troupes, tâter du pied la longue et dure route vers la mer, monter dans le char à bœufs des vieilles migrations barbares, où il était moralement plus grand que dans son palais de nouveau envahi par

1. Ferri-Pisani, *Le drame serbe*, Paris, 1916. Cf. H. Barby, *L'épopée serbe, l'agonie d'un peuple*, Paris, 1916, et surtout Auguste Boppe, *A la suite du gouvernement serbe, de Niche à Corfou*, Paris 1917. Cf. Rudolf Dammert, *Der serbische Feldzug*, Leipzig 1916.

l'occupant. Dans l'épouvante de cette guerre mystérieuse, tuant à coups sûrs sans paraître, une multitude immense suit le chef de la nation, qui avait laissé aux soldats mêmes la permission d'obéir à leur conscience seule sans plus penser à lui. Le 17 décembre les premiers arrivés étaient sur le littoral, d'où, après des hésitations, on les embarquait pour cette place de réfection, Corfou, prise aux Grecs inertes après les deux grandes îles de la Méditerranée orientale, Lemnos et Lesbos, et après Salonique elle-même. Allemands, Autrichiens, Bulgares, qui arrivaient à Vrana pour couper la route de Salonique, menaçaient et prenaient Nich, Vélès, Skoplié, Prilep, Monastir. Ils avaient conquis un pays, mais ils n'avaient gagné, sauf d'obscures étreintes macédoniennes, aucune bataille.

Strictement et inhumainement neutre[1], la Grèce avait déclaré qu'elle désarmera et internera toute troupe serbe venant de la Macédoine perdue qui essayerait de transformer son territoire en place de combat. A Salonique on craignait, surtout devant la population juive et musulmane d'une ville au fond ennemie, des embûches. L'avance vers la Serbie, avec des moyens si faibles, ne pouvait dépasser un coin de vallées, un « triangle » entre la Cerna et le Vardar[2]. Devant l'insécurité manifeste du côté grec,

1. M. H. Barby (ouvr. cité, pp. 205-206) a publié, sans garantir les termes mêmes, le télégramme par lequel le roi Constantin aurait assuré dès la fin de septembre ou le commencement d'octobre au prince Alexandre la médiation avec l'Allemagne, qui serait disposée à donner à la Serbie repentie un lambeau de Dalmatie.

2. Cf. Ferri-Pisani, ouvr. cité, p. 131. Des soldats serbes aveuglés et éborgnés de sang froid par les Bulgares, pp. 157-158. Immanuel, *Serbiens und Montenegros Untergang*.

les alliés se résignèrent à se retrancher, sur ce front d'attente indéfinie, puis il fallut, sous la massue d'une offensive sur Chtip et Sofia se replier sur Salonique (novembre) pour un dur hiver de neiges. Puis, comme au loin, le Monténégro ne voulait pas accepter, avec un armistice dégradant, les arrêts de la fatalité, quinze divisions autrichiennes, accompagnées d'Allemands et de Bulgares se ruèrent sur ce malheureux pays d'héroïsme traditionnel, et le Lovcen, la montagne qui dominait cette royauté d'un seul district, fut attaqué : il devait résister bien peu, le second roi serbe étant parti lui aussi pour l'exil. *Dans cette péninsule balcanique les Centraux régnaient maintenant de Belgrade à Constantinople par leurssuppôts, les Bulgares, par leurs amis secrets, les Grecs, convaincus que la victoire est déjà décidée de ce côté-là.*

La Grèce avait aussitôt démobilisé, l'Allemagne l'ayant, visiblement, rassurée contre tout danger venant des Bulgares, et la région de Sérès, de Drama, de Cavalla, était abandonnée aux troupes du Tzar des Balcans auquel ne manquait que la couronne byzantine prise à Constantinople. On avait retiré le détachement de Salonique même où on paraissait attendre à bref délai d'autres hôtes. La Chambre, qui fit tomber M. Zaïmis, donnait cependant une majorité au second soutien de cette attitude, M. Skouloudis, simple instrument gêné et gauche de ceux qui, ayant à remplacer, venaient d'inventer un second « homme nouveau », âgé celui-ci de presque soixante-dix ans[1]

1. Ç'aurait été un « anglophile » convaincu. — Le même ouvrage souvent cité, qui est destiné à défendre la politique inspirée directement par le roi observe que Constantin avait assez de crédit à Berlin pour sauver le général Sarrail après

(novembre). A la Serbie mourante il envoyait un dernier salut de « sincère amitié », lui offrant « de continuer à fournir toutes les facilités et tout l'appui compatibles avec nos intérêts vitaux[1] ». Une nouvelle Chambre, élue après une nouvelle dissolution, en novembre, offrait les meilleures garanties constitutionnelles pour défendre le point de vue définitivement fixé[1].

De leur côté, les alliés, c'est-à-dire surtout la France de M. Briand, avaient eu un moment ce programme : « destruction de la flotte grecque, bombardement de Salamine et du Pirée, menace contre Athènes en respectant les monuments anciens[2] ». C'était la guerre contre la Grèce récalcitrante, mais tout était dû au besoin de conserver cette armée de Salonique, qui refoulée et assiégée, n'en recélait pas moins, comme on l'a vu, les germes de la grande victoire. Le gouvernement grec baissa le ton sans abandonner son entente secrète avec ceux qu'il considérait avoir déjà gagné la partie. Il avait subi pour quelques jours le blocus des côtes (fin novembre). Tout en cédant on insultait sans doute les alliés dans leurs malheurs momentanés en offrant de protéger par l'armée grecque une éventuelle retraite[3], qu'on discutait, il est vrai, entre Français et Anglais, et on posait formellement à l'Allemagne les conditions dans lesquelles la Grèce serait disposée à admettre sur son

« la défaite » de Krivolac : il dut le salut de son armée à l'intervention personnelle du roi Constantin à Berlin. Les détails, Cosmin ouvr., cité, p. 304 et suiv.

1. *Livre blanc* grec, nº 36.

2. Cosmin, ouvr. cité, p. 221.

3. *Ibid.*, p. 262. Voy. du reste les déclarations du roi, pp. 267-269. Cf. aussi Léon Maccas, *Ainsi parla Vénizélos...*, Paris 1916.

territoire les troupes victorieuses des Centraux, les Bulgares ayant une part strictement déterminée et réduite au possible dans les opérations qui devaient suivre[1].

Cette politique devait faire au cours de l'année suivante des progrès notables. L'entente avec l'Allemagne fut bien conclue à des conditions qu'on ignore encore. Tout en espérant que le moment de la réunion des éléments grecs encore séparés à la mère patrie viendra des conjonctures mêmes de cette guerre qui se prolongeait indéfiniment, exigeant des autres les plus douloureux des sacrifices[2], on se préparait à ouvrir la frontière à ces Bulgares dont avait déclaré maintes fois soupçonner la bonne foi et redouter les intentions malfaisantes. Le fort Rupel fut livré à ces adversaires de race, de même que la région de Cavala, en donnant comme excuse qu'une neutralité qui s'était ouverte d'un côté se répare seulement en ne pas se fermant de l'autre. Une division entière consentit à être considérée comme prisonnière, allant, avec son chef, prendre garnison dans une ville d'Allemagne (mai 1916). M. Zaïmis, revenu au pouvoir, avait présidé à la seconde partie de cette comédie, d'une humiliation suprême. Le reste de l'armée grecque avait été dirigé vers la Morée pour donner l'impression qu'on se tient à l'écart de tout ce qui touche

1. *Apologie devant la Haute Cour de M. Étienne Scouloudis* (Genève 1920), p. 21 et suiv. Cf. C. Ibañez de Ibero, *D'Athènes à Constantinople : la situation politique en Orient*, Paris-Neuchâtel, s. d., p. 18 et suiv. Voy. surtout cette déclaration du roi Constantin à un hôte, qui lui parlait du devoir accompli par la Serbie : « Vous faites du sentiment et en politique c'est la pire des choses; pour ma part, je m'exerce à être aussi cynique que possible » (p. 31).

2. Pour ces espérances et ces illusions voy. Ibañez de Ibero, ouvr. cité, p. 39.

au formidable conflit transposé dans les Balcans. Dans un savant d'une grande réputation, Spiridion Lambros, le roi trouvera enfin, bientôt après, un instrument dont la docilité ne laissait plus rien à désirer. Le gouvernement personnel était installé à Athènes, avec tous les risques, si graves, qu'il entraîne toujours pour le souverain qui a consenti à se laisser entraîner dans la mêlée des partis. Il faut reconnaître cependant que jamais un chef d'état ne pourrait accepter une théorie comme celle de M. Vénizélos « que le peuple l'a élu et qu'il le représente[1] ». Encore une fois, pour bien comprendre ces tristes circonstances il faut avoir toujours présent cet antagonisme infranchissable, dont les torts n'étaient pas d'un seul côté, mais dont les intérêts d'un État, bientôt mêlé au milieu des crises les plus douloureuses, mais les plus fécondes, souffraient en première ligne.

Pendant ce temps, la péninsule balcanique étant considérée comme entièrement et définitivement soumise, malgré les avertissements du ministre austro-hongrois à Bucarest, le comte Czernin, intime du jeune empereur Charles, que la Roumanie est toute prête à embrasser la cause de l'Entente, une formidable poussée se produisait contre Verdun, considéré comme la clef de la résistance française. « Si nous subissons le sort de la Belgique » — disait en 1915 un Serbe — « quel autre pays osera se ranger aux côtés de la quadruple Entente[2]? » La question n'avait, en effet, rien que de très légitime. Cependant quelques mois plus tard un publiciste avisé assurait, au bout

1. Démétra Vaka (Mrs. Kenneth Brown), *Les intrigues germaniques en Grèce*, Paris, 1918.
2. Ferri-Pisani, ouvr. cité.

d'un voyage à Athènes et à Constantinople, que « le gouvernement roumain interviendra à son heure, lorsque l'avance russe en Autriche et les progrès du corps expéditionnaire à Salonique permettront d'augurer l'échec futur du plan austro-allemand en Orient[1]. » Jusqu'en été de cette année 1916 ce gouvernement, souvent sollicité, mais sans trop d'empressement, n'avait pas encore le traité avec l'Entente qui lui aurait assuré, avec une meilleure garantie que celle des Russes, dont, après de si tristes expériences, on se défiait avec raison, la possession des territoires que les Roumains pouvaient réclamer de l'héritage des Habsbourg. Ce traité, dont le retard donc n'est pas à la charge du ministère Bratiano, et les tergiversations roumaines peuvent être appréciées de différentes façons, — ne fut signé que le 17 août 1916. On s'était décidé, malgré la malveillance de la Russie, qui maintenant pressait la mise en branle de la machine militaire roumaine, sous la menace, peut-être intempestive, de faire annuler ces engagements enfin obtenus, devant le grand danger menaçant le front occidental et devant la situation, toujours plus grave, de l'armée de Salonique. Le désir des cercles militaires de l'Entente était de détacher la nouvelle alliée de ses projets, populaires, d'invasion de la Transylvanie et de diriger ses forces contre la Bulgarie. Ne l'avoir pas fait, s'être jetée sur la Hongrie, du reste sans une préparation suffisante et avec certains retards dans l'exécution d'un plan qui demandait un déclenchement foudroyant pour l'occupation d'une ligne pouvant être défendue, fut considéré dans ce milieu comme une grave erreur militaire. Quiconque

1. Ibañez, ouvr. cité, p. 257.

se rend compte de la possibilité que le passage du Danube aurait donnée à un envahissement des Austro-Allemands en Valachie, à leur marche sur Bucarest et tient compte en même temps de la valeur de l'organisation des adversaires en Serbie occupée, sera d'une autre opinion, même s'il ne tient pas compte de l'importance, pour une action militaire aussi, de la psychologie nationale.

Tout ce que les Allemands pouvaient avoir de troupes disponibles fut concentré pour empêcher l'établissement des Roumains en Transylvanie, et bientôt l'intervention de l'armée Falkenhayn, presque improvisée, mais avec des éléments de tout premier ordre, arrêta l'avance de l'ennemi pour le contraindre, après les combats de Sibiiu-Hermannstadt et de Brasov-Kronstadt, à se retirer au delà des Carpathes, où devait cependant commencer une résistance opiniâtre de plus de deux mois avec des soldats qu'on ne pouvait pas remplacer et dont le tir d'infanterie et d'artillerie ne portait pas. L'armée bulgare, transformée, équipée et conduite par le conquérant de la Serbie, avait la mission de prendre la Dobrogea et, si c'était possible, de lancer une attaque contre la capitale même du royaume. Turtucaia-Toutrakan, Silistrie furent prises, la première de ces places, insuffisamment fortifiée et défendue par des réservistes mal conduits, avec de graves pertes pour les Roumains. Et, malgré la résistance opposée dans la Dobrogea par les troupes roumaines, réunies à une division russe et à un corps franc serbe, le maréchal put passer le Danube à Zimnicea pour collaborer avec son associé à l'action rapide contre Bucarest. La bataille du Neajlov fut perdue par les défenseurs de la capitale dont les plans étaient malheureusement tombés entre

les mains des envahisseurs. Guillaume II, parlant de la conquête d'une « ville fortifiée », crut pouvoir employer ce succès assez chèrement payé pour lancer ses premières propositions d'une paix octroyée. Mais, malgré l'indifférence, presque générale, des nouvelles troupes russes qui arrivaient enfin, les débris de cette armée, chassée, comme celle de la Serbie, à lointains coups de canon, purent se reconstituer en Moldavie, où une nouvelle force offensive allait paraître, malgré des souffrances inouïes, dues à l'hiver rude et aux maladies, au typhus exanthématique importé par les troupes russes, dès le printemps suivant.

Les Roumains, — encore une fois, comme leurs camarades de malheur, les Serbes, — avaient attendu avec un désir désespéré l'approche de cette armée de Salonique qu'ils en arrivèrent à considérer comme le fantôme qui les conduisait à la perte. Les premières nouvelles, en août, parlaient de succès, rapides et importants : les soldats français du général Sarrail arrivaient à Monastir. Puis l'avance cessa. De ce côté il n'y avait rien à attendre. Aucune ligne de retraite ne s'ouvrait au moins aux soldats réfugiés du roi Ferdinand. Ils n'avaient qu'un chemin à suivre : celui de la revanche, et de tous ses efforts ce pays mutilé et assiégé la prépara sous la conduite d'un roi que la défaite n'avait pas convaincu de l'injustice de sa cause qui ne devrait donc pas triompher.

Le plan d'action nouvelle dans les Balcans avait compris cependant la Grèce aussi. Or, aucun effort ne pouvait ébranler le résolution du roi Constantin, garanti par le traité avec les Centraux, de rester neutre en attendant une récompense assurée. Il sou-

riait dédaigneusement sur la défaite roumaine et se sentait rassuré par le télégramme de son beau-frère impérial promettant la victoire dans un mois, avec Sarrail « jeté à la mer[1] ». Le Ministère Lambros entrait en fonctions. Déjà M. Vénizélos, qui depuis quelques mois s'était tenu tout à fait isolé, voyageant en Égypte, ayant gagné avec la Crète les grandes îles de l'Est, s'était rendu, sous la protection de l'amiral français, à la fin d'août, à Salonique, d'où il appela aux armes toute sa nation. Se détachant de son souverain, qu'il considérait et qualifiait de « traître » et laissant aux siens la liberté d'acclamer la république, il réussit, avec ses associés, l'amiral Condouriotis, le général Danglis et un politicien, M. Repoulis, à rassembler une armée de la défense nationale comptant bientôt une vingtaine de mille de soldats, assez utilisables, qui combattirent de fait honorablement à Guevguéli. Pour une offensive comme le demandaient les circonstances ce qu'il ajoutait aux forces franco-anglaises n'était pas sans doute suffisant. Et, pendant que l'armée de l'Entente assistait impuissante au désastre de la Roumanie, à Athènes arrivait l'ordre de désarmement, qui rencontra un « refus catégorique ». Comme on craignait un coup contre les adhérents de M. Vénizélos, les troupes alliées furent introduites dans la nuit du 30 novembre pour renforcer celles qui s'étaient déjà logées dans le Zappéion. La garnison grecque, composée d'environ 10.000 hommes, était gagnée au régime personnel, et les masses populaires murmuraient.

Déjà en novembre 1915, l'Entente avait passé à une

1. Vaca, ouvr. cité; Robert Vaucher, *Constantin détrôné : les événements de Grèce, février-août 1917*, 3e éd., s. d., p. 15.

démonstration devant Athènes : en janvier 1916 elle avait fait occuper Corfou[1]. Le 15 juin suivant l'amiral français commandant dans ces eaux pouvait écrire : « J'apprends qu'on projette de débarquer à Phalère une brigade en vue d'occuper Athènes et d'y opérer des arrestations, entre autres celle de la famille royale.... Une force expéditionnaire de 8.000 hommes est prête à s'embarquer pour Phalère[2] » ; seul le bombardement d'Athènes était exclu. L'action de contrainte fut « ajournée, » rien qu' « ajournée », parce que la Grèce avait cédé dès le 21 du mois, promettant la dissolution de la Chambre, l'éloignement des agents allemands, la démobilisation et la cessation des agissements de la part des « réservistes », des *épistates*. Comme cependant on tardait à remplir ces promesses on forma « une escadre spéciale destinée à agir devant Athènes[3] ». La défaite des Roumains rendait plus aiguë l'appréhension d'un geste des Grecs ressemblant à celui des Bulgares l'année passée. Pour l'empêcher, on décida, sous la pression d'une diplomatie timorée, l'expulsion des ministres d'une autre politique, le contrôle des communications télégraphiques, l'envoi de toutes les troupes royales en Morée, la saisie de la flotte légère, puis le désarmement de l'autre, la cession des matériaux de guerre, le libre passage des troupes[4]. C'était de fait une sorte de protectorat qu'on voulait avec un roi puni de ses méfaits par une captivité masquée. Constantin XII,

1. Vice-amiral Dartige du Fournet, *Souvenirs de guerre d'un amiral, 1914-1916*, Paris, s. d., pp. 66, 73. 75.
2. *Ibid.*, pp. 91-93.
3. *Ibid.*, p. 100. « La force de cette escadre était calculée de façon à enlever à la Grèce toute pensée de résistance » (p. 102).
4. *Ibid.*, pp. 107-108.

qui s'était déjà entendu avec un envoyé spécial de la France[1], cette fois encore, louvoya. Il entreprit de gouverner seul entre les écueils menaçant son trône, sinon son pays lui-même. Le gouvernement permettait à ses soldats d'attaquer le détachement français débarqué en décembre dans l'espoir d'imposer respect à celui qui était de fait l'allié secret des Puissances centrales. Il y eut soixante morts, dont deux officiers et cent soixante-sept blessés[2]. Le blocus de la Grèce fut donc repris. Peu de temps après, la concentration de l'armée grecque en Morée était terminée, sous escorte française, alors que dans l'île de Corfou se refaisaient les rescapés de cette armée serbe dont le rôle dans la guerre avait été tout différent. Mais l'Entente n'avait pas reconnu le gouvernement révolutionnaire et lui avait formellement interdit, après un choc avec les royaux, de se risquer en Thessalie et en Épire.

De fait la nouvelle armée grecque était une création de la France beaucoup plus que l'armée bulgare ne l'était de ses organisateurs et commandants germaniques. Elle travaillait sur un champ de guerre français pour le triomphe d'une idée incorporée par la France. Dans la Grande Guerre la Grèce comme nation n'existait donc pas plus qu'auparavant.

En juin 1917, après avoir pu constater que l'intrigue allemande se poursuit malgré le retour au pouvoir du prudent Zaïmis, sous le sourire d'une neutralité surveillée, les Alliés prenaient la résolution de faire entrer les troupes en Thessalie pour rançonner la récolte, puis d'occuper l'isthme de Corinthe,

1. *Ibid.*, p. 178 et suiv. et appendice.
2. *Ibid.*, p. 243.

d'écarter le roi de Grèce, « violateur de la constitution », et sa famille. Ayant vaincu certaines résistances anglaises, M. Jonnart fut chargé en qualité de « haut commissaire » de cette mission, et il l'accomplit sous la menace des canons d'une formidable flotte. Dans un conseil de couronne, le souverain avait abdiqué, transmettant la couronne, d'après le désir qui lui en avait été exprimé, à un de ses plus jeunes fils — l'héritier étant suspect de sympathies pour les Centraux, — le prince Alexandre[1]. Constantin quitta la capitale au milieu des démonstrations populaires en sa faveur. Un certain nombre de ses adhérents dut prendre le chemin de l'exil. Quelques jours plus tard, le chef du gouvernement de Salonique débarquait au Pirée : il prenait le pouvoir et décidait de rappeler la Chambre dissoute par l'ex-roi. On lui avait prodigué les mêmes applaudissements qu'à son adversaire royal, vaincu. D'un moment à l'autre par le spectacle des drapeaux rapportés du front macédonien, des soldats grecs ayant combattu contre l'ennemi héréditaire, toute une psychologie nationale s'était retournée. A la Chambre le jeune roi était accueilli aux cris de « Vivent les libertés populaires », « Vive la République », « Vive Vénizélos ». Son premier ministre décréta la rupture des relations avec les membres de la Quadruplice. En effet, c'était maintenant lui qui régnait.

En ce moment des choses plus importantes se passaient sur le champ de bataille. Les Roumains avaient repris dans leur refuge de Moldavie l'offensive contre les Austro-Allemands et, en juillet, une première

1. Voy. Vaucher, ouvr. cité.

attaque, soutenue par les Russes, fut victorieuse. On se préparait à entrer en Valachie, lorsque les troupes de la nouvelle République de Russie — le Tzar Nicolas II ayant été détrôné dès le commencement de l'année — quittèrent le front.

En Galicie une dernière action, celle du général Kornilov, finissait, à la suite de premiers succès remarquables, dans la pire des débandades. L'éloquence du « Napoléon » de l'armée républicaine, M. Kérenski, ne réussissait pas à ramener au devoir les soldats dégoûtés d'un métier dont ils étaient incapables de comprendre le sens. Les troupes roumaines, qui avaient eu la vision de la patrie libérée, en furent réduites à subir la formidable pression des divisions recueillies de partout que Mackensen, voulant s'ouvrir le chemin d'Odessa, de Moscou, jetait contre le front du Séreth, à Marachechti. Après une bataille d'une semaine, au commencement de septembre, il donnait l'ordre de la retraite à ses légions décimées.

Cependant, avec la trahison russe, aux suites irréparables, on ne pouvait plus penser à une résistance sérieuse. Du Nord les vainqueurs des Russes descendaient, sur la place même où avait été gagnée la sanglante victoire de Marachechti; de nouvelles menaces se prononcèrent bientôt. Les soviets du « front russo-roumain » envoyèrent leur commandant chez le général Morgen pour lui offrir l'armistice. Non sans avoir pris l'avis des représentants de l'Entente à Jassy, les Roumains, qui avaient pensé d'abord à un suprême sacrifice, puis à une action commune avec ce qui était resté militairement sain en Ukraine — déjà la Bessarabie avait accueilli le drapeau de ses anciens maîtres représentants de l'immense majorité de la population, — durent s'y rallier. Ici aussi il

fallut passer par les plus douloureuses humiliations : le gouvernement de M. J. J. Bratiano, avait fait place à celui du général Averescu, qui, jugeant la résistance impossible au point de vue technique, signa l'acte de l'armistice, malgré la perspective de perdre la ligne des Carpathes, la Dobrogea, et, pour des dizaines d'années, toute liberté économique; le général lui-même dut laisser à M. Alexandre Marghiloman, qui croyait pouvoir obtenir des conditions meilleures, la discussion d'une paix séparée que le roi Ferdinand rendit nulle, en évitant d'y apposer sa signature.

Il n'y avait plus à partir de cette triste date du 7 mai 1918 aucune autre force combattante pour le droit national que l'armée de Salonique qui n'avait pas beaucoup gagné à l'instauration de M. Vénizélos comme maître à Athènes. L'armée serbe se reformait à peine et avec combien de difficulté. L'Italie s'était établie, dès la fin de l'année précédente, dans l'Épire; elle faisait avancer son armée en Albanie, mais sans trouver l'ennemi devant elle; il était question seulement de se mettre en possession des territoires qui lui avaient été reconnus par le pacte de Londres en juin 1915. La guerre paraissait devoir se décider en Occident et, cependant, alors que les Allemands firent, en été de l'année 1918, leur dernier effort désespéré, c'est de ce coin de Macédoine que devait partir le premier des actes militaires destinés à amener la décision de l'immense conflit mondial.

Le général Sarrail ne commandait plus à Salonique; c'était à son successeur, le général Guillaumat, qu'était réservé l'honneur de mener à la victoire cette armée depuis si longtemps immobilisée dans ses quartiers balcaniques. Dès le 18 juin il commençait une nouvelle offensive rigoureusement préparée, les

Serbes, avides de revanche et rêvant fièvreusement de leur patrie opprimée, en avant. Le terrible assaut de ces admirables guerriers gagna à la moitié de septembre le succès de Dobropolié et brisa le front ennemi depuis longtemps incapable d'initiative. Bientôt les fuyards bulgares proclamaient la république paysanne, l'ancien instituteur Stambouliiski, un homme à forte poigne et à rude poil, à leur tête; le Tzar des Balcans suivit à quelques jours de distance son instrument pendant la partie définitivement perdue, Radoslavov. La cavalerie serbe avançait vers Belgrade. Alors le nouveau gouvernement de Jassy, M. Bratiano revenu au pouvoir, rompt les rapports infligés au pays par les Centraux et fait rentrer les restes, discrètement conservés, d'une imposante armée dans les rangs des alliés dont l'âme roumaine ne s'était jamais séparée. Le général Berthelot, réorganisateur de cette armée, arrivait sur le Danube avec des troupes françaises du front de Salonique au commencement de novembre, et Mackensen retirait piteusement sous les huées ses régiments qui n'oubliaient pas d'emporter tout ce qui leur tombait encore sous la main à cette dernière heure d'un pillage systématique de deux ans révolus. Les Turcs s'étaient soumis devant la menace de voir les Anglais suivis par les Grecs entrer en conquérants à Constantinople, et le général Franchet d'Esperey imposait, après la catastrophe de la Monarchie dualiste, acculée par l'inexpérience de l'empereur Charles à des difficultés insurmontables, à la Hongrie, enfin indépendante, mais seulement pour liquider une hégémonie sur les nationalités pendant des siècles opprimées, l'armistice de Belgrade. Et ceci juste au moment où les Roumains rentraient dans leur capitale, ivres de joie.

Le résultat inévitable de cette capitulation devant être la Roumanie intégrale qui dut cependant lutter longtemps par les moyens de la diplomatie pour avoir une frontière moins mauvaise à l'Ouest, ou elle ne touche pas la Tisa, laissant aux Serbes, qui occupèrent pendant des mois le Banat entier, la partie occidentale de cette province et aux Hongrois toute la vaste plaine sur la rive gauche de la rivière, sans compter ce Maramurech septentrional qui devint, comme annexe de la nouvelle Tchéco-Slovaquie, la « Russie carpathique ». Il fallut même pour constituer cette frontière, telle qu'elle est, vaincre l'essor des divisions hongroises qui, sous le drapeau rouge du dictateur socialiste Béla Khun, ne poursuivaient que la reconstitution de l'État « millénaire » (été 1919). La Grande Serbie existait déjà par les résolutions prises à Corfou, dès le 20 juillet 1917, les Croates et les Slovènes étant venus par le moyen de M. Trumbic s'offrir au prince Alexandre et au vieux roi Pierre pour créer le nouvel « État Yougoslave des Serbes Croates et Slovènes », reconnu par l'Italie d'abord, puis par l'Amérique de Wilson, qui venait de lancer le programme des reconstitutions nationales, et par la volonté même des peuples, enfin et presque simultanément par la France et l'Angleterre. En août un congrès slovène remis à Laybach, la Lubliana slave, proclama l'union qui fut décrétée à Zagreb-Agram, capitale du « royaume » de Croatie, seulement à la fin d'octobre, le Monténégro se rattachant par un vote semblable le 10 novembre.

Le congrès de Paris s'occupa de toutes ces intégrations nationales pour les confirmer : elles entrèrent dans les prescriptions des traités acceptés par l'Autriche sans les Habsbourg (traité de Saint-Germain,

10 septembre), par la Hongrie « royaume apostolique » sans roi, mais avec un régent, l'amiral Horthy, portant encore l'uniforme autrichien (traité de Trianon, 4 juin 1920), par la Bulgarie du jeune roi Boris, fils de Ferdinand Ier (traité de Neuilly, 28 novembre 1919), puis dans les actes séparés, comme la reconnaissance de la domination roumaine en Bessarabie, dont le « Conseil » avait acclamé l'union avec le royaume. L'État bulgare a restitué la Dobrogea, soumise pendant les deux ans de l'occupation des Centraux, à un régime de dépouillement, de persécutions et de sévices, cette Dobrogea que les diplomates allemands avaient partagée en deux, rendant à la Bulgarie la bande de territoire annexée en 1913 et réservant le reste sous la forme d'un condominium, malgré l'apparition en terre « récupérée » du Tzar bulgare à côté de Guillaume II. Elle est sortie de la Macédoine, et de son propre territoire elle a cédé aux Serbes un lambeau du côté de Tzaribrode. Un Vénizélos plus âpre et n'ayant rien de la fine intellectualité, de la sympathie mystérieuse de l'autre, est surgi, réformateur de gré ou de force, avec un système qu'aurait répudié un Stamboulov alors que sa tyrannie était plus dure, dans ce Stambouliiski, chef de « paysannerie » furieuse contre la « corruption » des villes : il ira jusqu'aux travaux forcés « dans l'intérêt de l'État » pour la classe qu'il poursuivait de sa haine sans pouvoir la détruire. Quant à la Grèce, on lui a donné, à cause de M. Vénizélos, la Thrace occidentale, on l'a laissé prendre l'Épire, on l'installa en Asie Mineure, les Turcs envahis, leur capitale bientôt occupée par les troupes alliées, devant acquiescer au traité qui les excluait presque de l'Europe : Smyrne et sa province pour lesquelles les Grecs ont obtenu

un « mandat » comme celui de la France pour la Syrie, de l'Angleterre pour la Mésopotamie, furent occupées en mai 1919.

L'Albanie de Guillaume de Wied s'était évanouie; il fallait la refaire à nouveau, et les Italiens avaient préparé cette nouvelle forme de leur déclaration de juin 1918; elle devait se détacher de l'Italie protectrice par l'acte du 20 janvier 1920, créant une république des clans réunis avec Scutari comme capitale, et l'attaque contre Vallona, qui fut évacuée et abandonnée par le gouvernement de Rome, consacra cet état de choses en avril 1920.

Ce n'est que de ce côté que les décisions prises sous l'impression laissée par la guerre allaient se montrer hâtives, ne correspondant pas aux proportions des forces en présence. Seul le grand talent de M. Vénizélos ne pouvait transformer à l'intérieur et à l'extérieur en réalités durables ce qui n'était que le produit d'une habileté sans exemple. On le vit bien au cours de cette même année 1920, lorsqu'une Turquie nationale surgit sur ce sol d'Asie Mineure, riche en inspirations populaires. Une assemblée dominée par un désir d'indépendance allant jusqu'à la xénophobie et par une soif de liberté qui ne s'arrêtera qu'à la création d'une république sous la présidence du héros populaire, le général Moustafa-Kémal, du reste un Albanais de pure race, et avec le Sultan, comme simple calife, siégea à Angora, qui avait déjà vu cinq cents ans auparavant la victoire du Turc Timour sur l'Ottoman Bajazet, pactisant même avec ces soviets russes de Lénine, le successeur de Kérenski, qui représentent, quelle que soit la couleur de leur drapeau les mêmes appétits séculaires sur les détroits

et Constantinople, flattant la camarade touranienne, qui est la Hongrie du régent, envoyant des messages secrets au nationalisme allemand en mal de revanche. Le nouveau régime faisait cependant mieux que copier Rousseau pour les paysans ignares et les khodschas de l'Anatolie arriérée. Il créait ce qu'Enver, mort obscurément dans un raid ignoré au fond du Turkestan, et l'énergique Talaat, le chef réel des Jeunes Turcs, tué d'une balle à Berlin après la fin du drame mondial, n'avaient fait que désirer et préparer : une bonne armée, qui trouva bien où se fournir d'armes, de munitions et d'avions contre les alliés et surtout contre l'Angleterre, principale protectrice du régime vénizéliste après la conclusion des traités.

Un accident mit fin au règne nominal d'Alexandre Ier, roi des Hellènes, en octobre 1920, avant que l'offensive turque se fût déclenchée. On était à la veille des élections, et le président du Conseil pouvait vérifier cette popularité dont il était si fier. Le 14 novembre il était battu par la coalition de tous les anciens partis, qui invoquaient, oubliant ses grands services et cette superbe Grèce réunie qui venait de sa conception et de son initiative, le souvenir des humiliations qu'il avait fait subir à sa patrie occupée et dominée par l'étranger. On lui avait reproché entre autres de n'avoir pas su gagner le Dodécanèse occupé par les Italiens, d'avoir manqué d'obtenir Chypre, promise jadis au roi exilé[1]. Ayant obtenu par le traité la liberté pour la Grèce de changer de régime, on lui imputait un républicanisme déclaré. Et, avec un régime de persécutions sous l'empire de la loi martiale, on s'avisait de découvrir que le gouvernement personnel de Cons-

1. Altiar, *La tragi-comédie grecque.*

tantin était plus doux que cette tyrannie. De plus en plus la nouvelle Grèce s'orientait sur les suggestions anglaises, nettement anti-turques.

Il y avait donc dès ce moment à Angora une vraie Turquie, comme il y avait eu à Salonique une « vraie » Grèce. Moustafa-Kémal, futur président d'une répupublique ottomane, étroitement nationale et persécutrice avec fanatisme, refaisait le jeu de M. Vénizélos, mais il avait aussi une vraie armée, qui trouvait bien des amis pour la fournir gratuitement de tout ce qu'il faut pour une offensive technique d'après les plus nouvelles méthodes. Ses « ennemis » de Constantinople, du reste, n'étaient pas très acharnés contre l'usurpateur du pouvoir, condamné à mort, et le nouveau Sultan seul n'était pas disposé à être tout simplement un calife, préférant se rendre sous la protection anglaise en terre musulmane plus respectueuse à son égard. On voyait bien dès lors que, quelle que fût la situation en Thrace, Smyrne, couronnée du drapeau turc et grec, en même temps, capitale d'une province de l'Empire confiée à son pire ennemi, ne sera pas de trop facile conquête. Les troupes chrétiennes étaient dès le printemps 1920 sur les Détroits.

Ce que la Grèce avait obtenu par la lettre des traités (l'autorisation pour Smyrne est du mois de mars 1919), il lui fallait le conquérir par la force des armes contre cette armée qu'on regardait comme de simples bandes, contre cet État qui était considéré comme l'accident passager d'une de ces révoltes que l'Orient improvise avec facilité et laisse périr avec indifférence. Cette avance fut faite d'un grand élan, qui enivra toute une nation. Ayant mandat des Puissances, auxquelles avait été cédé le territoire thrace

pour en transmettre la souveraineté aux Grecs dans le but de briser la résistance turque, M. Vénizélos, qui régnait de fait, fit débarquer en Asie Mineure dès le 15 mai les troupes qui, en deux colonnes, s'avancèrent d'un côté vers Afioun-Karahissar, de l'autre vers Brousse, alors qu'on célébrait à Athènes l'entrée d'un autre corps d'occupation à Andrinople. Jamais la Grèce n'avait été plus grande et plus fière d'elle-même qu'en ces mois d'été 1920, quand elle avait dépassé de beaucoup les limites de ses forces (juin-juillet). Un attentat stupide, dû à deux officiers fanatiques, ne fit qu'accroître, malgré des représailles indignes, le prestige du dictateur, sans consolider cependant la situation fausse dans laquelle il s'était mis, en humiliant une royauté que, aussi par égard pour l'Angleterre monarchique, il daignait retenir.

Le nouveau ministère Rhallys — la reine Olga ayant remplacé à la régence l'amiral Kondouriotis — annonça aux Grecs que leur vote « a éloigné du gouvernement du pays ceux qui avaient mis en doute les droits du roi constitutionnel Constantin sur le trône de Grèce », mais leur demanda encore un plébiscite pour pouvoir rappeler le souverain exilé. Les Puissances de l'Entente posaient des conditions qui interdisaient au pays la liberté politique et financière, ils réclamaient l'éloignement des agents du germanisme. Au reste, le président du Conseil avait confié le Ministère de la Guerre à Gryparis, dont on connaissait bien les sentiments. On alla même plus loin : alors que les membres de la famille royale étaient déjà revenus, l'Entente déclarait solennellement que « le rétablissement sur le trône de Grèce d'un souverain dont l'attitude et la conduite déloyales à l'égard des Alliés au cours de la guerre a été pour ceux-ci

la source de difficultés et de pertes graves ne pourrait être considéré par eux que comme la ratification par la Grèce des actes d'hostilité du roi Constantin », de sorte qu'elle « se réserve une entière liberté d'action pour régler la situation ». Cependant le 19 décembre la restauration royale était un fait accompli, et l'ancienne Chambre siégea. On annonçait des succès en Asie Mineure. C'était une nécessité pour consolider le nouveau régime. Mais une conférence était convoquée à Londres pour mettre en face des Grecs, non seulement les Turcs du Sultan, mais aussi ceux de Moustafa-Kémal : la Grèce n'avait que des « revendications » à présenter. Constantinople fut bientôt reconnue comme capitale de l'empire ottoman, malgré certaines protestations anglo-américaines, mais la flotte anglaise apparut dans le Bosphore, et des troupes anglaises débarquèrent[1]. Le 16 mars 1921, les Alliés, qui devaient reconnaître, en avril, à la conférence de San-Remo, le régime grec en Thrace et en Asie Mineure maritime (celle-ci à titre de territoire « administré », comme la Bosnie et l'Hertzégovine, jadis par l'Autriche-Hongrie) et imposer aux Constantinopolitains, prisonniers de l'armée d'occupation, les prescriptions du traité de Sèvres (10 août), prenaient possession de la capitale, et un nouveau Vizir anathématisait l'action du dictateur anatolien, qui, de son côté, s'érigeait en seul représentant de sa nation et convoquait une Constituante (23 avril).

Il ne manquait pour consolider le régime strictement et fanatiquement national que la victoire. Et il l'eut. Rejetant le traité que l'Entente voulait imposer

1. Gaillard, *Les Turcs et l'Europe*, Paris, 1920, p. 91 et suivantes.

au gouvernement de Constantinople, avec la perte de la Thrace orientale et d'Andrinople, et employant aussi le concours des bandes bulgares en Thrace occidentale, proclamée autonome, il demandait aux Anglais, aux Français qui occupaient des terres turques à partir sans délai et ménageait une surprise aux Grecs. L'armée du roi Constantin fut jetée sur ces récalcitrants, pour les amener à résipiscence. Philadelphie parut ressusciter à la place de l'Alachehr turque, lorsque les troupes de cette croisade y firent leur entrée (25 juin), puis Pandermo fut prise; les soldats du général Paraskévopoulo occupèrent Brousse même avec les vieux tombeaux des premiers Sultans dans la mosquée verte (2 juillet). Une action sur Andrinople amenait la capitulation de cette première capitale de l'Empire en Europe (24 du même mois). Mais bientôt, une attaque foudroyante des Turcs d'Angora, ayant instauré par la Constitution du 20 janvier 1921, un régime nationaliste, de pure et naïve démocratie parlementaire, avec le Sultan comme khalife et un président de République en perspective, faisait reculer l'armée, que ces nouveaux succès dans l'offensive par Eskichéïr et Afioum-Kara-Hissar avaient rendue si fière.

Les Grecs durent s'arrêter (mars, avril-juillet) et pendant toute une année il leur fut impossible de risquer un nouvel élan. On pourrait croire que les soldats de Moustafa-Kémal seraient incapables de commencer une nouvelle campagne; on fut donc très surpris de se trouver en août 1922, devant une armée totalement refaite et très bien équipée et munie, qui arriva, brisant le centre ennemi, à faire de ses adversaires des convois de prisonniers ou des bandes de fuyards. Les intrigues de parti étaient

arrivées à détruire toute vie morale dans un organisme militaire qui s'était imposé à l'estime du monde. Smyrne en flammes reçut tout humiliée le représentant victorieux de la nouvelle Turquie.

Cette armée réduite à des détachements pressés de se rembarquer et la flotte qui avait assisté impuissante au désastre eurent aussitôt les velléités de créer un autre ordre politique. Une révolte éclata sur les vaisseaux dès la fin de septembre, et les chefs du mouvement décidèrent d'attaquer à Athènes ceux qu'ils rendaient responsables de l'affreuse débâcle.

Pour éviter la guerre civile, le roi Constantin abdiqua donc au profit de son fils Georges, qui avait récemment épousé la princesse Elisabeth de Roumanie (27 du mois).

De fait, comme sous Georges Ier, après la défaite en Thessalie, un comité d'officiers, deux colonels à leur tête, était maître du pouvoir. On vécut en république de pronunciamento.

Ces haines ne furent pas satisfaites par la seule exécution barbare des membres du cabinet Gounaris; elles se tournèrent contre le jeune roi lui-même, suspecté de vouloir user de droits qui lui étaient interdits. C'était d'autant plus facile, que l'avance turque, ayant atteint ses buts, devait s'arrêter, attendant que les Alliés dégagent l'État reconstitué des prescriptions de Sèvres et lui accordent une complète indépendance, ce qui, après de longues et difficiles négociations, fut accordé à Lausanne, le 24 juillet 1923.

Lorsqu'un autre parti d'officiers, conduit par le général Métaxas, essaya d'une contre-révolution, qui s'effondra aussitôt, Georges II en fut rendu responsable et on l'invita à prendre congé, s'embarquant pour la Roumanie, alors que, sous une nouvelle

régence Kondouriotis, on faisait des préparatifs pour rappeler M. Vénizélos, mais nullement pour suivre sa direction, car un parti républicain se considérait comme maître du terrain. Il allait disputer avec l'idole de jadis sur cette idée d'un plébiscite qui, pour ce républicain de conceptions différentes pouvait seul consolider le nouveau régime. La république hellénique devenait, dès le printemps de l'année 1924, d'abord sous une forme provisoire, puis à titre définitif, sous le même amiral Kondouriotis, une des nouvelles réalités européennes.

La Bulgarie eut une dictature de cinq ans sous la rude main de Stambouliiski, dont la raison simpliste inventa tout ce nouveau système de démocratie paysanne, dirigée contre le « parasitisme » des villes et imposant aux adversaires, aux « ennemis » le « travail forcé pour le bien de l'État », défendant le luxe par des mesures de police, appliquées dans la rue, bref, renouvelant, comme nous l'avons déjà dit plus haut, le régime de Stamboulov, sans les qualités de cet homme d'État. Le pays réussit cependant à se refaire par le labeur opiniâtre de ces laboureurs sains et disciplinés. C'était néanmoins une lourde tyrannie, qui devint insupportable. Au moment où le chef du gouvernement, qui considérait le jeune roi Boris comme un simple ornement constitutionnel d'un régime républicain, avait gagné à sa patrie des sympathies réelles chez les Alliés, devant lesquels il s'était présenté comme un ancien défenseur, condamné et incarcéré, de leur cause, à ce moment où, étouffant pour le moment l'agitation macédonienne, il faisait à la Serbie des offres de confédération yougo-slave et répandait en Roumanie le programme d'une « internationale verte » des paysans, l'édifice soutenu par la

terreur s'effondra. Au cours d'une nuit, le dictateur fut « détrôné » et une répression sauvage s'abattit sur ses défenseurs, dont les violences cyniques avaient fomenté des haines implacables. Stambouliiski lui-même fut obscurément assassiné par des soldats qui prétendaient avoir craint une escapade désespérée. Un professeur de l'Université de Sofia, M. Tzancov, appuyé sur une coalition des partis bourgeois, prit le pouvoir qu'il doit défendre chaque jour contre les appétits de revanche du parti vaincu, contre les agitations des communistes, incités par Moscou, contre les intrigues du vieux Tzar, réfugié en Allemagne, mais désireux de rentrer comme jadis Constantin XII, et contre la soif des Macédoniens[1] de troubler la domination serbe dans leurs districts, des officiers d'une armée dissoute de reprendre la lutte pour l'hégémonie dans les Balcans.

La situation en Serbie, sans être brillante, montre cependant les avantages de l'ordre légal sous une monarchie constitutionnelle respectée parce qu'elle respecte elle-même les institutions du pays. Après la guerre, le roi Pierre, brisé, avait cédé à son fils Alexandre, arrivé au trône, la conduite des affaires et, devenu bientôt, de régent, roi couronné. Alexandre, qui jouissait du prestige d'une attitude chevaleresque pendant la guerre, montra de grandes qualités, de patience, de tact, d'affabilité. Le mariage avec Marie, la seconde fille du roi de Roumanie, consolida encore plus ce trône contre lequel se dirigèrent en vain la turbulence des socialistes révolutionnaires, bientôt matés par une violence opposée à leur propre violence et les agissements des Croates du parti Raditsch,

1. Leur principal chef Fedor Alexandrov vient d'être tué par ses adversaires macédoniens (septembre 1924).

qui, mécontents du rôle qu'on leur avait donné dans le royaume uni des Serbes, des Croates et des Slovènes, se rappelaient les méthodes de lutte sous les Magyars, faisant appel pour mener à la victoire leur programme de complète autonomie, au mécontentement des masses populaires et aux intérêts de l'étranger, jusqu'à l'Allemagne rongeant son frein, à la Russie des soviets, avide de « révolutionner » le monde entier. Les partis maintenaient cependant leurs anciens cadres et on eut le bon sens, de recourir à l'expérience du vieil homme d'État de l'ancienne Serbie, qui avait présidé à tous les actes de l'union nationale. M. Pachitsch employa les procédés de son époque pour ramener le calme et il faut reconnaître qu'il y réussit mieux que les innovateurs d'Athènes et ceux de Sofia. Il comprit dès le début l'importance de cette alliance de trois, « la Petite Entente », que lui préparait le ministre tchéco-slovaque Bénès et, par Prague, il arriva, malgré la querelle pour la frontière du Banat, coupé en deux par une ligne arbitraire, à serrer la main de la Roumanie. Après de longues discussions avec l'Italie dans la question de Fiume, discussions qui plus d'une fois allèrent jusqu'à des menaces de guerre, il réussit à convaincre les siens que la paix assurée à la frontière occidentale vaut bien la reconnaissance de la domination italienne à Fiume. Sa réception à Rome scellait le triomphe de cette politique d'un art infini sous la plus discrète des apparences. Il dut cependant se retirer en 1924 et des combinaisons passagères comme celle du Ministère Davidovitsch, ne réussirent pas à trouver un terrain d'entente avec les « paysans » croates dont le chef revenait de Moscou plus intransigeant que jamais.

Avec la Roumanie restée fidèle à ses traditions, la Serbie maintient l'ordre dans les Balcans et donne un exemple aux nations qui sacrifient aux illusions de l'idéologie ou aux ambitions personnelles la tranquillité intérieure et les garanties d'avenir.

TABLE DES NOMS

B

C

D

F

G.

I

O

P

R

S

U

W

Y

Z

La table a été rédigée par Mlle Marie Grigoresco, membre de l'Ecole Roumaine en France. Le manque de caractères roumains nous a contraint à accepter des formes qui ne rendent pas le *t* à cédille (= tz), le *s* à cédille (= ch), les *a* obscurs (= *e* muet).

Il nous a paru inadmissible d'employer pour une langue ayant adopté les lettres latines des transcriptions phonétiques.

TABLE DES MATIÈRES

LA ROCHE-SUR-TON — IMPRIMERIE CENTRALE DE L'OUEST.

